

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 18 DECEMBRE 2020

Date: Vendredi 18 Décembre 2020

Horaire: 10:00

Documents: **CONVOCAATION**

Début de Volume

RAPPORT ANNUEL SUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES

RAPPORT

SCAN

DELEGATION DE COMPETENCES - AU PRESIDENT DU CONSEIL -
DEPARTEMENTAL EN MATIERE DE JUSTICE - COMMUNICATION

RAPPORT

ANNEXE

INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES

RAPPORT

Education, Sports et Culture

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

RAPPORT

SCAN

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

RAPPORT

ANNEXE

SCAN

Solidarité territoriale

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

RAPPORT

SCAN

Affaires financières et Ressources

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

RAPPORT

SCAN

GESTION DE LA DETTE

RAPPORT

SCAN

FISCALITE, PEREQUATION ET DOTATIONS

RAPPORT

SCAN

VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT
RAPPORT
SCAN



**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES FINANCES

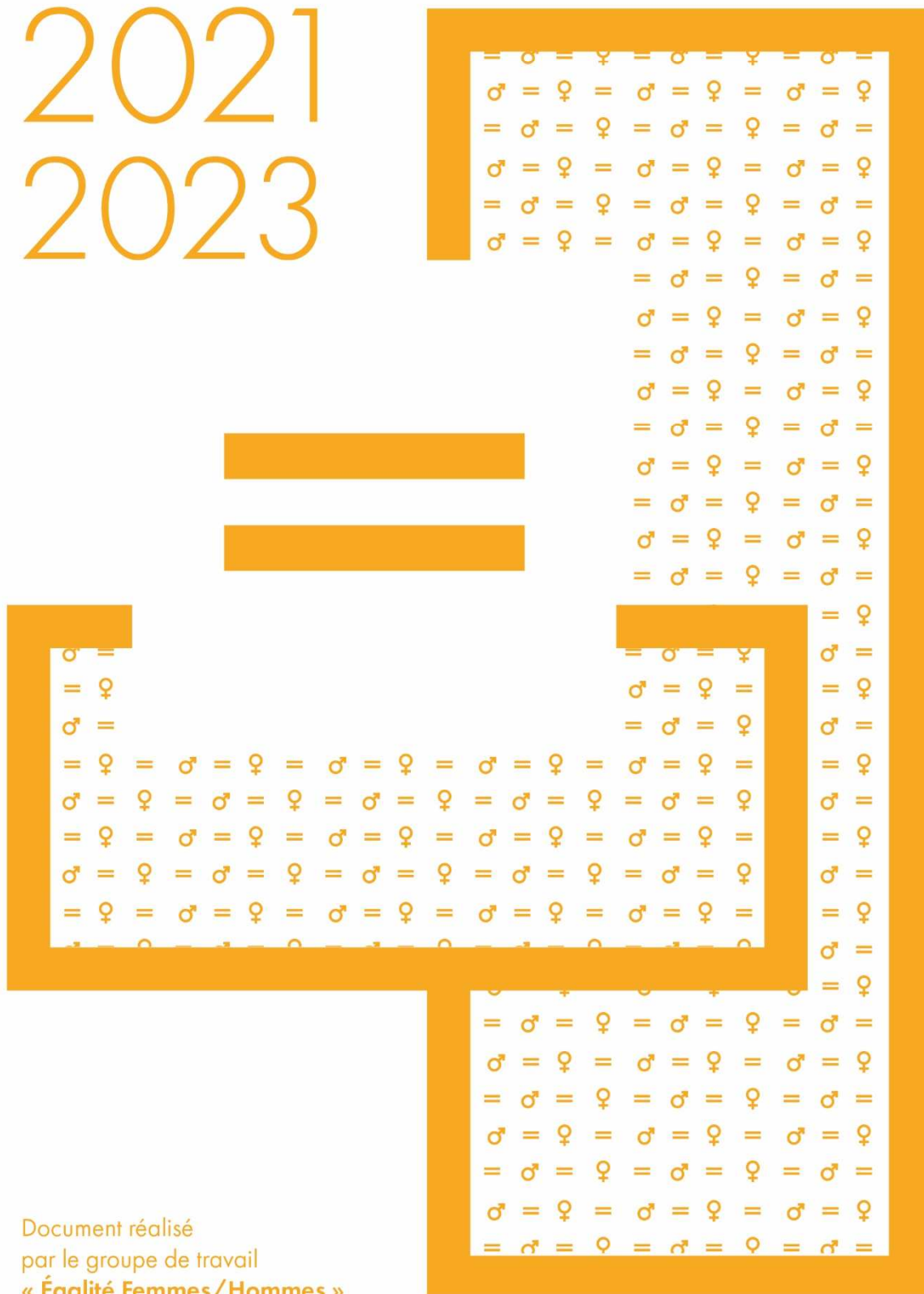
RAPPORT ANNUEL SUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Conformément aux dispositions du décret n°2015-761 du 24 juin 2015 et du nouvel article D.3311-9 du CGCT, un rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes vous est présenté.

Le Président nous demande de bien vouloir en délibérer.

RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES | HOMMES

2021 2023



Document réalisé
par le groupe de travail
« **Égalité Femmes/Hommes** »

Version mise à jour : 10/11/2020

Rapport égalité femmes-hommes
Politique de ressources humaines en matière d'égalité professionnelle
Entre les femmes et les hommes

Le plan d'actions égalité femmes-hommes prend en considération les apports de la récente loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique qui crée de nouvelles obligations à la charge de collectivités afin de tendre à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

La loi oblige également les collectivités d'une certaine taille, comme les Conseils Départementaux, à élaborer un **plan d'action relatif à l'égalité professionnelle sur une durée de trois ans** après avis du Comité Technique. Son absence d'élaboration pourra être sanctionnée par une pénalité financière égale au maximum à 1 % de la rémunération brute annuelle globale de l'ensemble des personnels salariés de la collectivité.

Le plan d'action doit préciser :

- Les mesures auxquelles s'engage l'autorité territoriale ;
- Le ou les objectifs à atteindre pour chaque mesure ;
- Les indicateurs de suivi et d'évaluation des mesures ;
- Si possible, les moyens et outils mis à disposition ;
- Le calendrier de mise en œuvre des mesures ;

L'élaboration du plan d'action s'appuie sur la réalisation d'un diagnostic détaillé de la situation comparée des femmes et des hommes au sein de la collectivité figurant en annexe (page 22 à 34). Le présent document est le résultat du groupe de travail qui s'est réuni en septembre-octobre 2020 et qui était composé de 10 agents volontaires (5 hommes et 5 femmes). La représentation a été la plus optimale possible.

Trois séances de travail animées par les services de la Direction des Ressources Humaines ont été nécessaires.

Le présent plan d'action est soumis, pour avis, au Comité Technique (3 décembre 2020) et a été présenté, en amont, aux représentants du personnel. Enfin, l'Assemblée départementale doit délibérer sur le rapport.

Ce plan d'action fera l'objet d'une communication la plus large possible auprès de l'ensemble des agents afin de favoriser l'implication de tous les acteurs et l'appropriation par chacun des enjeux de l'égalité professionnelle.

Conformément aux dispositions de l'accord du 30 novembre 2018 sur l'égalité professionnelle dans la fonction publique, le plan d'action proposé comporte des mesures qui se répartissent sur 4 axes stratégiques et 16 thématiques :

| | |
|---|------|
| 1. Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes | |
| 1.1 Mettre en œuvre le régime indemnitaire de sujétion et d'expertise | p 4 |
| 1.2 Assurer une meilleure visibilité des rémunérations | p 5 |
| 1.3 Assurer une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les grades d'avancement..... | p 6 |
| 2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique | |
| 2.1 Processus de recrutement : veiller à une mixité dans le processus et à la non-discrimination de genre..... | p 7 |
| 2.2 Encourager la mixité professionnelle dans les métiers de la collectivité | p 8 |
| 2.3 Déployer un ou des référent(s) égalité dans la collectivité..... | p 9 |
| 2.4 Veiller au respect du dispositif de nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur et dirigeant..... | p 10 |
| 2.5 Accompagnement des parcours et égal accès aux responsabilités professionnelles | p 11 |
| 2.6 Encourager les passerelles entre FPH et FPT..... | p 12 |
| 3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale | |
| 3.1 Soutien à la vie familiale | p 13 |
| 3.2 Lancer une étude sur les modes de garde | p 14 |
| 3.3 Encourager et développer le télétravail | p 15 |
| 3.4 Bien distinguer vie professionnelle et vie personnelle..... | p 16 |
| 4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes | |
| 4.1 Disposer de procédures de signalement, de traitement et de suivi des violences sexuelles et sexistes, harcèlements et discriminations | p17 |
| 4.2 Mener des campagnes de sensibilisation en interne | p 18 |
| 4.3 Former l'encadrement à la prévention des violences sexuelles et sexistes | p 19 |
| | |
| ANNEXE 1 : Etat statistique au 31 décembre 2019..... | p 20 |
| | |
| ANNEXE 2 : Rémunérations moyennes par cadre d'emplois | p 30 |
| | |
| ANNEXE 3 : Etat des heures supplémentaires au 31 décembre 2019 | p 32 |

AXE 1 : Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

ACTION n° : 1

METTRE EN ŒUVRE LE REGIME INDEMNITAIRE DE SUJETION ET D'EXPERTISE

OBJECTIF

Mettre en œuvre, pour les agents territoriaux, la réforme du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en veillant à réduire les déséquilibres entre filières

CONTEXTE

La collectivité verse à ce jour un régime indemnitaire composé d'une multitude de primes. Il crée des disparités selon les filières, cadres d'emplois et grades de rattachement, ce qui induit indirectement une inégalité de genre selon la répartition constatée des hommes et femmes dans les cadres d'emplois. Pour exemple : la filière sociale composée à 93 % de femmes a un régime indemnitaire moyen plus faible que la filière technique composée à 60 % d'hommes.

La collectivité doit mettre en application (mars 2021) la réforme réglementaire du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP).

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Viser l'objectif d'une équité interne à fonctions équivalentes (recherche d'une diminution des écarts au regard du RI médian dans chaque catégorie hiérarchique. Cet objectif ne doit pas cependant s'éloigner des réalités financières de la collectivité).
- Réduire les disparités entre filières en veillant, à responsabilité et expertise équivalentes, à la meilleure homogénéité possible.
- Réaliser une étude fine des différences de rémunération par filières et par cadres d'emplois. Cette étude doit intégrer l'ensemble des éléments de la rémunération : traitement indiciaire, régime indemnitaire, nouvelle bonification indiciaire, impacts du temps partiel, etc.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Equité de l'IFSE versée entre agents exerçant un emploi relevant d'un même groupe de fonctions

AXE 1 : Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

ACTION n° : 2

ASSURER UNE MEILLEURE VISIBILITE DES REMUNERATIONS

OBJECTIF

Faciliter l'information sur les éléments de rémunération.

CONTEXTE

Le manque de visibilité sur les éléments de rémunération peut nuire à l'égalité femmes/hommes et ne permet pas une comparaison optimale des postes, que ce soit lors d'une procédure de mobilité (les femmes abordent moins la question de la rémunération que les hommes) ou de façon globale dans des états statistiques.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Faire savoir, lors de toute procédure de mobilité, les éléments de la rémunération au candidat (critères d'attribution des primes, NBI...).
- Faciliter, dans le cadre du RIFSEEP, l'accès aux éléments de rémunération propre à chaque emploi.
- Communiquer, dans le cadre du rapport annuel F/H, des montants par cadres d'emplois (lorsque les effectifs sont supérieurs à 5).

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Réduction des écarts de rémunération F/H

AXE 1 : Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

ACTION n° : 3

ASSURER UNE REPRESENTATION EQUILIBREE DES HOMMES ET DES FEMMES DANS LES GRADES D'AVANCEMENT

OBJECTIF

Respecter le cadre réglementaire (article 6 septies (loi 83-634 13/07/1983) qui prévoit de garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique.

CONTEXTE

Les analyses statistiques démontrent que la représentation des hommes et des femmes dans les grades d'avancement est en certaines occasions, dégradée par rapport à la représentation constatée dans le grade de base. Ces écarts constatés traduisent un déséquilibre dans la politique de promotion conduite au cours des dernières années (c'est le cas par exemple du cadre d'emplois des adjoints techniques des établissements d'enseignement).

L'objectif est de respecter le cadre réglementaire qui prévoit que « la part des femmes ou des hommes dans le grade d'avancement est inférieure à cette même part dans le vivier des agents promouvables ».

DESCRIPTION DE L'ACTION

Un critère du genre sera introduit dans l'établissement du tableau d'avancement de grade. Ce critère sera introduit, lorsque la part des femmes ou des hommes dans le grade d'avancement est inférieure à cette même part dans le vivier des agents promouvables (agents inscrits sur le tableau d'avancement de grade).

Dans cette situation particulière, le classement des agents dont la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience seraient comparables, le critère du genre pourrait se substituer à celui de l'ancienneté dans le grade pour rétablir, dans une certaine mesure, la part des femmes ou des hommes dans le grade d'avancement à l'issue des nominations.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Ratios moins dégradés dans les grades d'avancement concernés

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 1

PROCESSUS DE RECRUTEMENT : VEILLER A UNE MIXITE DANS LE PROCESSUS ET A LA NON DISCRIMINATION DE GENRE

OBJECTIF

Eviter la discrimination de genre et toute forme de stéréotype dans le processus de recrutement

CONTEXTE

Chaque année, ce sont plus d'une centaine d'opérations de recrutement qui est effectuée par la collectivité. Dans ce cadre, il importe que toute forme de discrimination ne soit pas possible. S'agissant des représentations inhérentes à certains métiers très genrés, le critère du genre ne doit pas influencer la décision. Seules les règles du recrutement décrites par le statut de la fonction publique doivent s'appliquer.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Favoriser tant que possible la mixité des jurys de recrutement.
- Améliorer le sourcing des candidatures pour une meilleure représentation femmes-hommes.
- Intégrer les garanties de non-discrimination dans la charte de mobilité interne.
- Obligation pour les chargés de recrutement d'être formés sur la déontologie du recrutement.
- Sensibiliser l'encadrement aux règles déontologiques du recrutement avec l'obligation de suivre un webinaire « recruter sans discrimination ».
- Mettre au masculin et au féminin les intitulés de postes à pourvoir : exemple : Technicien/Technicienne informatique.
- Participer à des forums de l'Etudiant et encourager toute forme d'accueil, dès la 3ème, au sein des services de la collectivité.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Bilan annuel sur les jurys de recrutement
Webinaire « Recruter sans discrimination » réalisé.

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 2

ENCOURAGER LA MIXITE PROFESSIONNELLE DANS LES METIERS DE LA COLLECTIVITE

OBJECTIF

Développer la mixité dans les métiers de la collectivité où la représentation sexuée est déséquilibrée.

CONTEXTE

Les analyses statistiques démontrent que la représentation des hommes et des femmes dans certains métiers de la collectivité est insuffisante. Cela concerne notamment les métiers d'agent d'exploitation dans les centres d'exploitation (99 % d'hommes), les agents d'entretien et de restauration (91 % de femmes), les travailleurs sociaux (93 % de femmes), les assistants familiaux (95 % de femmes).

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Faire des focus sur ces agents qui travaillent dans des métiers où il y a une forte représentation genrée (exemple : homme infirmier, femme agent d'exploitation, etc.) avec une vidéo.
- Sensibiliser l'encadrement afin de lutter contre les stéréotypes (article sur Acteurs).
- Sensibiliser les ardennais sur ces questions à travers une campagne départementale via les réseaux sociaux, magazine départemental, etc...
- Définir une autre appellation pour tout métier trop genré : Par exemple : maitresse de maison.
- Relancer l'opération « Vis mon job » et toute forme d'immersion qui permettent à chacun, homme et femme, de découvrir d'autres métiers.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|--|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Direction de la Communication et Coopérations Européennes et Internationales | 2021-2023 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Augmentation du ratio Femmes-Hommes dans les métiers concernés au terme du plan d'actions.

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 3

DEPLOYER UN OU DES REFERENT(S) EGALITE DANS LA COLLECTIVITE

OBJECTIF

Désigner un référent égalité Femmes-Hommes, conformément aux dispositions de l'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018

CONTEXTE

L'accord prévoit que chaque employeur public se dote, en fonction de son organisation et de ses effectifs, d'un ou plusieurs référents Egalité ou d'un réseau de référents. Ils travaillent en articulation avec les acteurs de l'égalité professionnelle déjà en place au niveau national ou territorial.

ACTION A MENER

Le référent aura un rôle essentiel d'information, de conseil, d'alerte tant auprès des agents que leur administration sur toutes les questions relatives à l'égalité professionnelle. Le référent Egalité devra bénéficier d'un parcours de formation sur les enjeux de l'égalité professionnelle et à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et le harcèlement. Il conseillera les agents en situation d'encadrement sur des sujets liés à l'égalité professionnelle. Il participera au suivi de mise en œuvre du plan d'action égalité femmes-hommes et pourra participer à des enquêtes administratives relatives à des agissements relatifs à son champ d'action (violences sexuelles, sexistes ou harcèlement). Son intervention par lettre de mission sera d'un ou deux jours par mois.

Il est proposé de constituer un binôme de référents : une femme et un homme.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Baisse du nombre de conflits internes induits par des stéréotypes de genre inadaptés

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 4

VEILLER AU RESPECT DU DISPOSITIF DE NOMINATIONS EQUILIBREES DANS L'ENCADREMENT SUPERIEUR ET DIRIGEANT

OBJECTIF

Respecter les dispositions de l'article 6 quater de la loi 86-634 du 13 juillet 1983 qui obligent la collectivité à disposer d'au moins 40% de personnes de chaque sexe dans les emplois de direction (emplois fonctionnels de DGSD et DGA).

CONTEXTE

Dans le cadre du dispositif des nominations équilibrées prévu par l'article 6 quater de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, le plan d'action détaille les mesures mises en œuvre par l'administration pour atteindre d'ici 2022, sur l'ensemble des emplois de direction générale, une proportion minimale d'un tiers de personnes de chaque sexe et tendre à terme vers l'équilibre d'au moins 40% de chaque sexe.

Le tableau de déclaration au titre de l'exercice 2019 montre que la collectivité respecte l'obligation.

ACTION A MENER

- Respecter le principe des nominations équilibrées sur la durée du plan en prenant en considération les règles définies.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2022 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Absence de versement d'une contribution.

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 5

ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS ET EGAL ACCES AUX RESPONSABILITES PROFESSIONNELLES

OBJECTIF

Favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux formations dispensées et à l'évolution de leur carrière.

CONTEXTE

Dans le cadre de l'accompagnement des services, un plan de formation est défini par la collectivité qui regroupe l'ensemble des actions de formations prioritaires identifiées pour des besoins collectifs ou individuels. Au regard du bilan chiffré, il est constaté que les femmes de catégorie C partent moins en formation que les hommes.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Favoriser des formations professionnelles dans les locaux de la collectivité et si possible au sein des collègues.
- Proposer, pour les agents de catégorie C, un plan de formation diversifié et attractif.
- Eviter les formations le mercredi et pendant les périodes de vacances scolaires.
- Privilégier pour les besoins individuels, les formations ouvertes à distance dans le cadre du télétravail pour éviter les déplacements.
- Accepter systématiquement toute demande de préparation aux concours qui permet l'accès à un grade supérieur.
- Proposer aux agents revenant à l'issue d'une interruption de carrière pendant au moins 12 mois, une action de formation à la reprise de fonctions et veiller à une communication de cette reprise auprès de l'ensemble des collègues.
- Pour le Foyer Départemental de l'Enfance, faciliter le départ en formation en intégrant le départ le plus en amont possible dans le planning.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Nombre important de formations réalisées sur site
Correction des disparités de départ en formations des agents
Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation à l'issue d'une reprise

AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique

ACTION n° : 6

ENCOURAGER LES PASSERELLES ENTRE FPH ET FPT

OBJECTIF

Permettre aux agents du Foyer Départemental de l'Enfance de découvrir les métiers de la fonction publique territoriale.

CONTEXTE

Le Foyer Départemental de l'Enfance emploie de nombreux éducateurs spécialisés avec des cycles horaires spécifiques pouvant parfois être difficilement compatibles avec une vie de famille. Pour certains parents, ces contraintes ne facilitent pas la vie personnelle et peuvent générer de l'absentéisme et des difficultés à se projeter sur le long terme au sein de l'établissement. Par ailleurs, des postes sont en tension au sein des services de la FPT (exemple : éducateurs suivi de placement)

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Faciliter les immersions des agents du FDE dans les métiers de la FPT.
- Organiser au FDE des réunions sur les conditions du recrutement vers la FPT (salaire, détachement...).
- Proposer une ou des formations en adéquation avec le métier visé.
- Communiquer auprès de l'encadrement d'accueil sur ces modalités.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|--|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Foyer Départemental de l'Enfance Direction de l'Enfance et de la Famille | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Nombre d'agents du FDE qui font l'objet d'une mobilité

Baisse du nombre de personnes du FDE qui sont en difficultés suite à l'évolution de leur vie familiale

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

ACTION n° : 1

SOUTIEN A LA VIE FAMILIALE

OBJECTIF

Faciliter la prise de congés familiaux en informant davantage et anticiper la reprise des agents au terme des congés.

CONTEXTE

Le temps partiel concerne beaucoup plus les femmes que les hommes (24 % contre 3 % chez les hommes).

Par ailleurs, la réglementation du congé parental a récemment évolué et ouvre la possibilité aux deux parents de pouvoir en bénéficier sous certaines conditions. Enfin, d'autres dispositifs existent : dons de jours ARTT pour enfants gravement malade, évolution du congé paternité, etc. L'ensemble de ces dispositions réglementaires nécessite d'être mieux connu par les agents pour en bénéficier davantage. Le retour après une longue absence peut également être difficile à vivre.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Concevoir une information spécifique sur l'intranet sur les dispositifs réglementaires permettant d'organiser la prise de congés familiaux.
- Bien informer les hommes de toutes les possibilités existantes en la matière, notamment sur les conditions liées au temps partiel
- Permettre à la femme enceinte au sein du Foyer Départemental de l'Enfance d'être moins exposée physiquement (mobilité vers un autre groupe). Veiller au respect de l'heure de grossesse.
- Accompagner les agents en absence pour motif parental dans la préparation du retour par un entretien de conseil en évolution professionnelle organisé par les services de la Direction des Ressources Humaines durant le congé.
- Faire conduire un entretien de ré-accueil par l'encadrement direct (évaluateur) au terme d'une reprise de fonctions consécutive à un congé de parentalité d'une durée supérieure à 6 mois. Soutenir le congé de paternité dont le nombre de jours va être substantiellement réévalué.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION :

Meilleure communication sur les congés familiaux

Meilleure gestion du départ et du retour du congé parental par les agents et l'encadrement

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

ACTION n° : 2

LANCER UNE ETUDE SUR LES MODES DE GARDE

OBJECTIF

Etudier les modes de garde et les difficultés associées avec comme objectif de faciliter la garde des enfants.

CONTEXTE

De nombreux parents sont confrontés à des difficultés concernant le mode de garde de leurs enfants. Ces difficultés peuvent être financières, organisationnelles ou liées à l'accessibilité à des structures ou à des professionnels. C'est le cas particulièrement des parents du Foyer Départemental de l'Enfance qui ont des difficultés à faire garder leurs enfants à des horaires spécifiques (tôt le matin, entre 20h et 22h ou les week-ends). Une étude est nécessaire pour mieux comprendre les difficultés et imaginer les réponses adaptées.

Par ailleurs, le comité National d'Action Sociale propose des prestations de gardes d'enfants (jusqu'à 3 ans et calculées en fonction des revenus) ainsi que la possibilité d'avoir des tickets CESU. En 2019, 62 personnes ont bénéficié de ce dispositif pour un coût estimé à 7 480 €. C'est un dispositif qui pourrait être utilisé davantage.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Lancer une étude sur les modes de garde (nombre de parents concernés, profils, difficultés rencontrées...). Résultats attendus fin 2021.
- Informer les agents sur les dispositions offertes par le Comité National d'Action Sociale pour la garde des enfants (prestation de gardes d'enfants et tickets CESU).

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|--|-------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Direction de la Communication et Coopérations Européennes et Internationales | 2021 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Etude réalisée ou non avec des données précises

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

ACTION n° : 3

ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DU TELETRAVAIL

OBJECTIF

Organiser le développement du télétravail dans les services de la collectivité

CONTEXTE

La collectivité a fait évoluer son règlement de télétravail au sortir de la période de confinement induite par le risque COVID et en application de l'évolution réglementaire apportée au décret 2016-151 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique. Sous réserve d'éligibilité des activités demandées, le télétravail est possible pour une durée régulière ou ponctuelle à raison d'un plafond de 12 jours ouvrés flottants pour un agent à temps complet. Fin septembre 2020, 87 agents télétravaillent dont 85 % de femmes. Le télétravail facilite l'organisation personnelle de l'agent et permet un meilleur confort de vie et une amélioration de l'efficacité.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Encourager la mise en œuvre du dispositif de télétravail dans les services de la collectivité. Accompagner l'encadrement et soutenir le déploiement, notamment afin de lever les freins techniques.
- Etablir un bilan statistique annuel de mise en œuvre du télétravail (population concernée, emplois, nombre de jours de télétravail) et ajuster le règlement en tant que de besoin.
- Permettre à ceux qui ne peuvent télétravailler de chez eux de pouvoir avoir accès à un tiers-lieu (mairie, association...) sans impact budgétaire pour la collectivité et conformément aux règles définies par le Régime Général de Protection des Données.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|---|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Direction des Systèmes d'Information | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Augmentation du nombre de télétravailleurs
Répartition Femmes/Hommes plus homogène.

AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

ACTION n° : 4

BIEN DISTINGUER VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PERSONNELLE

OBJECTIF

Mieux concilier les exigences de la vie professionnelle avec les contraintes de la vie personnelle. Lutter contre les risques d'épuisement.

CONTEXTE

L'usage intensif des outils numériques (mail, smartphone) et de nouvelles formes de travail (télétravail) peut conduire l'agent à mal distinguer sa vie professionnelle et personnelle. Des phénomènes d'épuisement professionnel (burn-out) ou de désengagement professionnel (brown-out) peuvent conduire à une augmentation de l'absentéisme.

Par ailleurs, la loi EL KHOMRI a introduit la notion de « droit à la déconnexion » même si, à ce jour, aucune traduction dans la fonction publique n'existe à ce jour. Cette charte indique les règles de bon usage des outils numériques et de communication professionnels et la limitation de leur utilisation hors du temps de travail.

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Eviter au maximum de programmer des réunions avant 8h30 et après 16 heures.
- Encourager les réunions à distance avec des outils et lieux adaptés (Rainbow, Rainbowroom...).
- Rédiger une charte du droit à la déconnexion présentée au Comité Technique et diffusée aux agents de la collectivité.
- Communiquer davantage sur le cycle 1 qui permet de partir à 16h30. Pour rappel (36 h par semaine, pas d'ARTT) : 8h – 9h /11h45-14h/ 16h30-17h30
- Mettre en œuvre la communication inhérente à cette charte (webinaire, réunion de formation) à destination des agents et des managers.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|---|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Direction des Systèmes d'Information | 2021-2023 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'ÉVALUATION :

Baisse des mails et appels téléphoniques en dehors des dispositions prévues par la charte.

AXE 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

ACTION n° : 1

DISPOSER DE PROCEDURES DE SIGNALEMENT, DE TRAITEMENT ET DE SUIVI DES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES, HARCELEMENTS ET DISCRIMINATIONS

OBJECTIF

Avoir des procédures claires couvrant tous les dispositifs et permettant à la victime d'être orientée vers les autorités compétentes et lui faciliter le suivi des faits signalés.

CONTEXTE

Le guide sur la prévention des Risques Psycho-Sociaux indique une procédure de signalement avec un mode d'emploi et une fiche signalétique. Le signalement est ensuite envoyé par l'agent dans la boîte aux lettres « agent en difficulté » dont les deux destinataires sont le Directeur Général des Services et la Secrétaire Générale.

L'ensemble des signalements est étudié dans une commission dite « agent en difficulté ». Elle se réunit environ une fois par mois, et est composée du Directeur Général des Services, de la Secrétaire Générale, des deux DGA et du DRH. D'autres Directeurs peuvent être sollicités selon l'ordre du jour. Le bilan de ces deux ans et demi de fonctionnement (remis aux membres de façon anonymisée) montre que la majorité des situations étudiées lors de la commission, n'a pas fait l'objet d'un signalement via la boîte aux lettres dédiée mais est passée par un autre canal (voie hiérarchique, voie syndicale...).

Par ailleurs, l'article 6 quater A de la loi du 13 juillet 1983 prévoit la mise en œuvre de trois procédures :

- La procédure de recueil des signalements décrit les mesures qui incombent à l'autorité territoriale pour informer sans délai l'agent de la réception de son signalement et des modalités (en respectant la stricte confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement)
- La procédure d'orientation des victimes vers les professionnels chargés de leur soutien
- La procédure d'orientation des agents vers l'autorité territoriale pour assurer la protection fonctionnelle

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- Rédiger les procédures de signalement à partir d'un groupe de travail constitué de représentants du CHSCT.
- Revoir le fonctionnement de la boîte aux lettres « agents en difficulté » afin de mieux couvrir le recueil des signalements.
- Assurer une communication du dispositif de signalement auprès de l'ensemble des agents et notamment de l'encadrement.
- Tenir un registre des signalements et le restituer au CHSCT.
- Veiller à mettre en œuvre le droit à la protection fonctionnelle des agents victimes d'agressions et de situations présumées d'harcèlement et communiquer sur cette modalité.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|--|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Représentants du personnel du CHSCT | 2021-2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Amélioration du suivi et du traitement des faits signalés
Meilleure mise en œuvre des actions correctives

AXE 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

ACTION n° : 2

MENER DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION EN INTERNE

OBJECTIF

Sensibiliser mieux et davantage sur les discriminations, le harcèlement et les agissements sexistes.

CONTEXTE

Les actuels moyens de prévention, de protection et d'information quand ils existent sont encore méconnus. Il peut subsister une forme de banalisation des faits qui concerne l'agent, auteur comme victime, ou le reste de l'équipe.

Il existe plusieurs formes de sexisme ou de comportement qu'il importe de caractériser et qui peuvent aller d'une remarque inappropriée à une agression physique grave. Et même s'il se produit une seule fois, ce comportement peut être inacceptable pour la victime. Aussi, il importe de renforcer notre communication en la matière de faire également savoir les sanctions auxquelles s'exposent les auteurs. Il existe de nombreux guides d'information ou outils qui permettent à la victime d'évaluer et caractériser les faits (violentomètre...).

ACTIONS A MENER

Les actions à mener seraient les suivantes :

- S'appropriier les guides existants sur la thématique (sur le sexisme, les formes d'harcèlement) et en assurer la diffusion par tous les moyens existants (intranet, journal Acteurs...).
- Diffuser des vidéos sur intranet sur les comportements inappropriés et les déviances possibles.
- Animation par le binôme de référents d'un stand relatif aux enjeux de l'égalité femmes-hommes lors des événements internes : cérémonie des vœux, matinées des nouveaux arrivants. Les référents pourront également se déplacer dans les services pour communiquer et mettre en place des moments d'échanges sur la question.
- Assurer une formation sur l'encadrement (cf. détail action suivante 4.3).
- Sensibiliser les élus sur cette thématique.
- Reconnaître l'assistante sociale du personnel comme le point d'entrée concernant les violences conjugales afin qu'elle puisse informer la victime de ses droits et ses possibilités d'action.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|--|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines Direction de la Communication et Coopérations Européennes et Internationales | 2021- 2023 |

INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION :

Meilleure communication et sensibilisation de l'ensemble des agents

AXE 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

ACTION n° : 3

FORMER L'ENCADREMENT A LA PREVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

OBJECTIF

Former les agents en situation d'encadrement, le référent égalité, les agents des services de la Direction des Ressources Humaines (Conseillers Prévention) et aux représentants du personnel (CHSCT) sur la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

CONTEXTE

La circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique prévoit qu'une formation dédiée à la prévention et à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes sera élaborée sur la base d'un référentiel commun aux trois fonctions publiques. Ces formations doivent permettre aux agents concernés d'acquérir les compétences nécessaires à l'identification, la qualification et le traitement des différents types de situations de violences rencontrées ainsi qu'à l'écoute et l'accompagnement des agents victimes. 3 sessions par an seront organisées sur 3 ans.

DESCRIPTION DE L'ACTION

Organiser des sessions de formation annuelles sur le référentiel suivant :

- Identifier les violences sexistes et sexuelles au travail et leurs différentes formes : du sexisme aux agressions sexuelles en passant par le harcèlement,
- Comprendre la relation de causalité entre ce type de violences et les inégalités femmes-hommes,
- Se responsabiliser en prenant conscience des conséquences du sexisme et des violences liées au genre, en s'informant sur le cadre légal et ses obligations en tant qu'encadrant ou encadrante,
- Savoir réagir à une situation sexiste en échangeant des conseils et en s'entraînant, prévenir et impulser une dynamique favorable à un bien vivre ensemble au travail en découvrant des ressources de référence, des dispositifs inspirants, et en construisant ses propres outils et actions pour se doter des bons réflexes.

| DIRECTION PILOTE : | CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE : |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 2021-2023 |

INDICATEUR DE SUIVI ET D'EVALUATION :

Meilleure formation de l'encadrement

ANNEXE 1 :

ETAT STATISTIQUE AU 31 DECEMBRE 2019

Ce document porte sur l'ensemble des agents sur postes permanents au sein du Conseil départemental des Ardennes (Foyer Départemental de l'Enfance inclus) dans le but d'ouvrir un dialogue social visant à élaborer le rapport égalité hommes/femmes présenté aux prochains débats d'orientations budgétaires.

1°) Conditions Générales d'emploi :

a) Effectifs

- Effectifs physiques et en ETP des titulaires et non-titulaires, répartition par filières, catégories hiérarchiques et cadre d'emplois :

| Filières | Catégorie | Cadres d'emplois | Sexe | Effectifs | ETP | |
|-------------------------------|-------------|------------------------------|----------------------------|-----------|--------|-----|
| Activité Physique et Sportive | B | Educateurs des APS | Homme | 3 | 3 | |
| | C | Opérateurs des APS | Homme | 1 | 1 | |
| Administrative | A | Administrateurs | Homme | 3 | 3 | |
| | | | Femme | 34 | 32,9 | |
| | | Attachés | Homme | 27 | 27 | |
| | B | Rédacteurs | Femme | 93 | 87,3 | |
| | | | Homme | 11 | 10,7 | |
| | C | Adjoints administratifs | Femme | 163 | 151,06 | |
| | | | Homme | 18 | 18 | |
| | Culturelle. | A | Attachés de Conservation | Femme | 2 | 2 |
| Homme | | | | 1 | 1 | |
| Bibliothécaires | | | Femme | 2 | 1,8 | |
| | | | Homme | 1 | 0,8 | |
| Conservateurs de Bibliothèque | | | Homme | 1 | 1 | |
| Conservateurs du patrimoine | | | Homme | 1 | 1 | |
| B | | | Assistants de conservation | Femme | 9 | 8,4 |
| | | | | Homme | 6 | 6 |
| C | | Adjoints du patrimoine | Femme | 4 | 4 | |
| | | | Homme | 3 | 2,8 | |
| Médico-sociale | A | Cadres de santé paramédicaux | Femme | 2 | 2 | |
| | | Infirmiers en soins généraux | Femme | 21 | 19,2 | |
| | | | Homme | 2 | 2 | |
| Médecins | Femme | 3 | 2,5 | | | |

| | | | | | |
|--------------------------------|----------|-----------------------------------|-------|-----|-------|
| | | Psychologues | Femme | 7 | 6,4 |
| | | Puéricultrices | Femme | 21 | 18,6 |
| | | Sages-Femmes | Femme | 7 | 6,4 |
| | B | Infirmiers | Femme | 1 | 1 |
| | C | Auxiliaire de puériculture | Femme | 1 | 1 |
| Auxiliaire de Soins | | Femme | 1 | 1 | |
| Médico-technique | A | Biologistes Vété. Pharmaciens | Homme | 1 | 1 |
| | B | Techniciens paramédicaux | Femme | 6 | 5 |
| Sociale | A | Assistants socio-éducatifs | Femme | 146 | 138,3 |
| | | | Homme | 12 | 12 |
| | | Conseillers socio-éducatifs | Femme | 11 | 10,8 |
| | | | Homme | 2 | 2 |
| | | Educateurs de jeunes enfants | Femme | 8 | 7,5 |
| | Médecins | Femme | 1 | 1 | |
| | B | Ass. Terr. Médico-Techniques | Femme | 1 | 1 |
| Homme | | | 2 | 2 | |
| Technique | A | Ingénieurs | Femme | 8 | 8 |
| | | | Homme | 12 | 12 |
| | B | Techniciens | Femme | 10 | 9,8 |
| | | | Homme | 48 | 47,7 |
| | C | Adjointes techniques | Femme | 40 | 30,66 |
| | | | Homme | 168 | 166,6 |
| | | Agents de Maîtrise | Femme | 2 | 2 |
| | | | Homme | 41 | 41 |
| | | ATTEE | Femme | 195 | 188,7 |
| Homme | 89 | | 88 | | |
| F.P.H. Administrative | A | Attachés administ hosp. | Femme | 2 | 2 |
| | B | Adjointes des cadres hospitaliers | Femme | 2 | 1,8 |
| | C | Adjointes administratifs hosp. | Femme | 1 | 1 |
| F.P.H. Ouvriers et Intérieure | C | Personnels ouvriers | Femme | 3 | 3 |
| | | | Homme | 2 | 2 |
| F.P.H. Personnels de Direction | A | Directeur ESSMS | Homme | 1 | 1 |
| F.P.H. Services Médicaux | B | Infirmiers | Femme | 1 | 1 |

| | | | | | |
|---|----------------------|----------------------------|-------|----|------|
| | C | Aides-soignants et ASHQ | Femme | 28 | 27,4 |
| | | | Homme | 15 | 15 |
| F.P.H. Socio-Educative et Psychologique | A | Assistants socio-éducatifs | Femme | 28 | 27,2 |
| | | | Homme | 8 | 7,8 |
| | | Cadres Socio-éducatif | Homme | 2 | 2 |
| | | Educateurs jeunes enfants | Femme | 2 | 1,8 |
| | | Médecin | Femme | 1 | 0,34 |
| | | Psychologues | Femme | 2 | 2 |
| | Homme | | 1 | 1 | |
| | B | Animateurs | Femme | 1 | 1 |
| | | | Homme | 3 | 2,5 |
| | | Moniteurs éducateurs | Femme | 10 | 9,8 |
| | | | Homme | 7 | 6,5 |
| | C | Auxiliaire de puériculture | Femme | 1 | 1 |
| | Total général | | | | 1373 |

- Les femmes représentent 83 % des administratifs et 93 % de la filière sociale et médico-sociale ;
- Les hommes représentent 59 % de la filière technique ;
- 100 % des personnes de la filière sportive sont des hommes ;
- Il n'y a que dans la filière culturelle que c'est globalement équilibré ;
- Les femmes représentent 67 % du foyer départemental de l'enfance.

- Effectifs physiques des titulaires et non-titulaires, répartition par catégorie hiérarchique :

| Catégorie | Sexe | Effectif | Ratio par rapport à l'effectif genré |
|-----------|-------|----------|--------------------------------------|
| A | Femme | 308 | 35% |
| | Homme | 75 | 15% |
| B | Femme | 134 | 15% |
| | Homme | 80 | 16% |
| C | Femme | 439 | 50% |
| | Homme | 337 | 68% |

- 35 % des femmes sont des agents de cat A contre 15 % des hommes.
- 15 % des femmes sont des agents de cat B contre 16 % des hommes
- 50 % des femmes sont des agents de cat C contre 68 % des hommes.

- Focus sur la filière administrative

| Filières | Catégories hiérarchiques | Cadre d'emplois | Sexe | Effectifs | Ratio |
|----------------|--------------------------|-------------------------|-------|-----------|-------|
| Administrative | A | Administrateurs | Homme | 3 | 100 % |
| | | Attachés | Femme | 34 | 55 % |
| | Homme | | 27 | 45 % | |
| | B | Rédacteurs | Femme | 93 | 89 % |
| | | | Homme | 11 | 11 % |
| | C | Adjoints administratifs | Femme | 163 | 90 % |
| Homme | | | 18 | 10 % | |

On ne retrouve pas chez les attachés, la même représentation H/F que dans les catégories C et B.

Par métiers

Des métiers très genrés, les plus représentatifs sont

- 95 % des assistants familiaux sont des femmes
- 92 % des travailleurs sociaux (hors FDE) sont des femmes.
- 97 % des métiers de la filière médico-sociale (Puéricultrices, sage-femme, infirmier, médecin) sont des femmes
- 91 % des agents d'entretien (collège ou non) sont des femmes.

- 99 % des agents d'exploitation sont des hommes
- 92 % des métiers d'intervention technique en bâtiment sont des hommes.
- 64 % des cuisiniers sont des hommes.

Focus sur l'encadrement :

- 30 % des postes de management stratégique (DG, DGA et directeurs) sont occupés par des femmes
- 72 % pour l'encadrement intermédiaire (chef de Service)
- 34 % pour l'encadrement de proximité
- 63 % pour le management de projet

b) durée du travail

- Effectifs physiques des titulaires et non-titulaires, répartition par temps de travail:

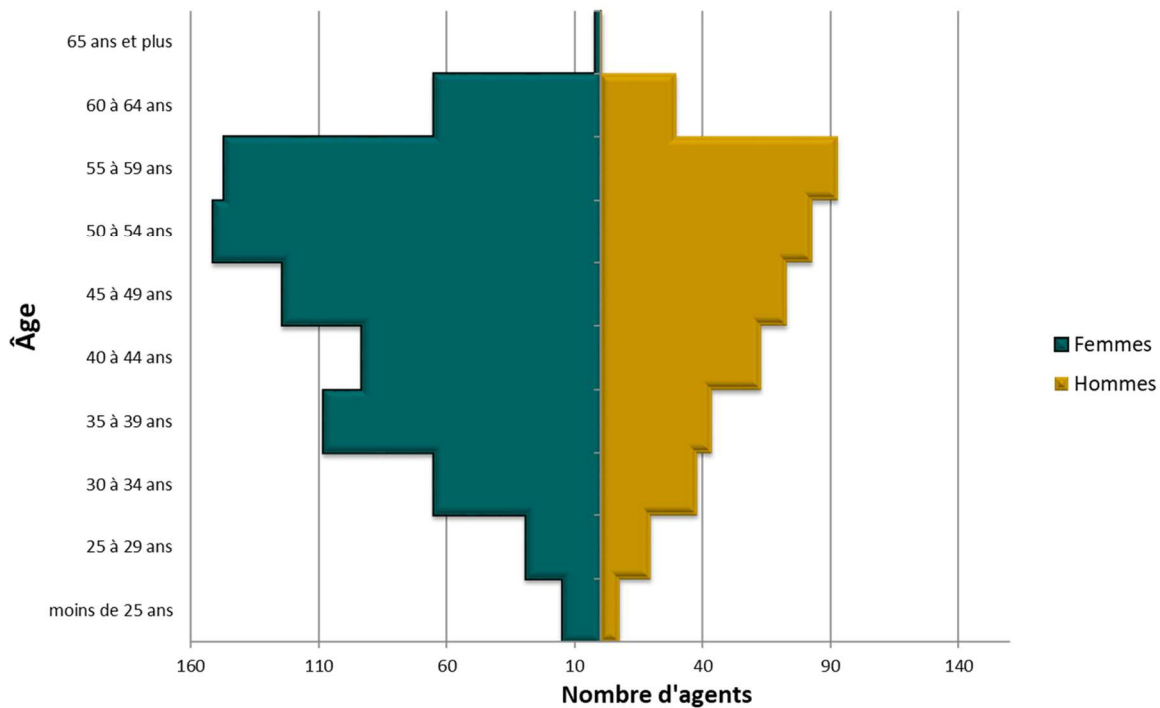
| Sexe | Temps complet | Temps partiel | Temps non complet | Agents à 36 h |
|-------|---------------|---------------|-------------------|---------------|
| Femme | 667 | 187 | 27 | |
| Homme | 478 | 14 | 0 | |

24 % des femmes ne travaillent pas à temps plein (à temps partiel ou à temps non complet) contre 3 % des hommes.

c) Télétravail

En septembre 2020 (mise à jour du 25 septembre), ce sont 86 personnes qui ont télétravaillé au moins une journée. 85 % sont des femmes.

2°) Âge :



| Sexe | Moins de 25 ans | 25 ans à 29 ans | 30 ans à 34 ans | 35 ans à 39 ans | 40 ans à 44 ans | 45 ans à 49 ans | 50 ans à 54 ans | 55 ans à 59 ans | 60 ans à 64 ans | 65 ans et + | Total général |
|----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|---------------|
| Femme | 20 | 48 | 84 | 115 | 100 | 131 | 160 | 153 | 68 | 2 | 881 |
| Homme | 9 | 22 | 44 | 52 | 74 | 79 | 84 | 96 | 31 | 1 | 492 |
| Total général | 29 | 70 | 128 | 167 | 174 | 210 | 244 | 249 | 99 | 3 | 1373 |

64 % de femmes, 36 % d'hommes. Une répartition inchangée depuis de nombreuses années. Seul l'âge médian évolue et est strictement identique aux femmes et aux hommes, soit 48 ans.

3°) Mouvements :

a) Départs

| Sexe | Décès | Démission | Dét. | Dispo | Fin de dét. | Mutation | refus de titul. | Retraité(e) | Fin de Contrat | Total général |
|----------------------|-------|-----------|------|-------|-------------|----------|-----------------|-------------|----------------|---------------|
| F | 1 | 3 | 2 | 3 | 2 | 8 | 1 | 24 | 1 | 45 |
| H | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 5 | 0 | 19 | 2 | 33 |
| Total général | 3 | 5 | 3 | 4 | 3 | 13 | 1 | 43 | 3 | 78 |

57 % des départs sont des femmes contre 43 % des hommes.

b) Arrivées

| Sexe | Contrat | Détachement | Mutation | Retour congé parental | Retour dispo | Stagiairisation | Total général |
|----------------------|---------|-------------|----------|-----------------------|--------------|-----------------|---------------|
| F | 24 | 3 | 5 | 1 | 1 | 21 | 55 |
| H | 7 | 2 | 3 | 0 | 0 | 12 | 24 |
| Total général | 31 | 5 | 8 | 1 | 1 | 33 | 79 |

69 % de femmes arrivent contre 31 % d'hommes soit globalement le même ratio des effectifs.

4°) Avancements de grade :

| Nombre de fonctionnaires ayant connu au cours de l'année un : | Hommes | Femmes |
|---|--------|--------|
| Avancement d'échelon | 181 | 293 |
| Avancement de grade | 36 | 37 |

4,2 % des femmes ont bénéficié d'un avancement de grade contre 7,3 % d'hommes.

53 % des agents des AG bénéficient aux agents de Cat C, 28 % aux agents de cat B et 19 % aux agents de cat A. Sur les 36 AG des catégorie C, il y a un nombre élevé d'hommes (85%).

- Focus sur le ratio F/H par grades

Il n'existe pas de disparités pour les métiers sociaux et médico-sociaux. Cependant, pour certains cadres d'emplois plus « mixtes », des disparités sont possibles.

a) Des disparités légères au sein d'un même cadre d'emplois

| ATTACHES | | |
|----------------------|-----------|-----------|
| GRADES | Effectifs | Ratio F/H |
| Attaché | 43 | |
| Femme | 26 | 60% |
| Homme | 17 | 40% |
| Attaché principal | 12 | |
| Femme | 7 | 58% |
| Homme | 5 | 42% |
| Attachés hors classe | 6 | |
| Femme | 1 | 17% |
| Homme | 5 | 83% |

| TOTAL ATTACHES | Effectifs | Ratio F/H |
|----------------|-----------|-----------|
| Femme | 34 | 56% |
| Homme | 27 | 44% |

Si les femmes représentent 56 % des effectifs du cadre d'emplois, une disparité existe pour le hors-classe.

| REDACTEURS | | |
|-------------------------------|-----------|-----------|
| GRADES | Effectifs | Ratio F/H |
| Rédacteur | 37 | |
| Femme | 36 | 97% |
| Homme | 1 | 3% |
| Rédacteur ppal de 2ème classe | 32 | |
| Femme | 27 | 84% |
| Homme | 5 | 16% |
| Rédacteur ppal de 1ère classe | 35 | |
| Femme | 30 | 86% |
| Homme | 5 | 14% |

| TOTAL REDACTEURS | Effectifs | Ratio F/H |
|------------------|-----------|-----------|
| Femme | 93 | 89% |
| Homme | 11 | 11% |

b) Des disparités plus importantes

| ATTEE | | |
|--------------------------------|-----------|-----------|
| GRADES | Effectifs | Ratio F/H |
| Adjoint technique ets ens | 119 | |
| Femme | 96 | 81% |
| Homme | 23 | 19% |
| Adjoint techniq princ 2è cl EE | 142 | |
| Femme | 97 | 68% |
| Homme | 45 | 32% |
| Adjoint techniq princ 1è cl EE | 23 | |
| Femme | 2 | 9% |
| Homme | 21 | 91% |

| TOTAL ATTEE | Effectifs | Ratio F/H |
|-------------|-----------|-----------|
| Femme | 195 | 69% |
| Homme | 89 | 31% |

Les femmes représentent 69 % du cadre d'emplois mais elles ne sont plus que 9 % dans le grade terminal. Une des explications est que ce sont avant tout les métiers avec une expertise technique élevée qui sont priorisés dans les avancements de grade au détriment des fonctions d'entretien pour lesquels il y a une surreprésentation de femmes.

| ADJOINTS TECHNIQUES | | |
|-------------------------------|-----------|-----------|
| GRADES | Effectifs | Ratio F/H |
| Adjoint technique | 100 | |
| Femme | 34 | 34% |
| Homme | 66 | 66% |
| Adjoint technique princ 2è cl | 83 | |
| Femme | 6 | 7% |
| Homme | 77 | 93% |
| Adjoint technique princ 1è cl | 25 | |
| Homme | 25 | 100% |

| TOTAL ADJOINTS TECHNIQUES | Effectifs | Ratio F/H |
|---------------------------|-----------|-----------|
| Femme | 40 | 19% |
| Homme | 168 | 81% |

Il n'y a plus de femmes dans le grade sommital alors qu'elles sont 19 % de l'effectif du cadre d'emplois.

5°) Rémunération :

a) Traitement et régime indemnitaire

L'annexe 2 ci-après présente les rémunérations brutes moyennes comprenant le traitement de base moyen et le régime indemnitaire brut moyen dès lors qu'il y a au moins 5 agents dans le cadre d'emplois.

Il s'agit de la rémunération telle. S'agissant du régime indemnitaire, cela permet de mettre en avant les disparités entre filières.

3 raisons peuvent expliquer les écarts :

- le temps partiel. Il s'agit des rémunérations telles qu'elles figurent sur le bulletin de paie et dépendent du volume horaire des agents. Les femmes étant plus à temps partiel que les hommes, leur rémunération est moindre.
- l'avancement (cf. pages 28 à 30). Des disparités existent entre femmes et hommes.
- l'ancienneté. Les hommes affichent une ancienneté dans le cadre d'emplois plus importante que les femmes (et donc un échelon plus élevé)

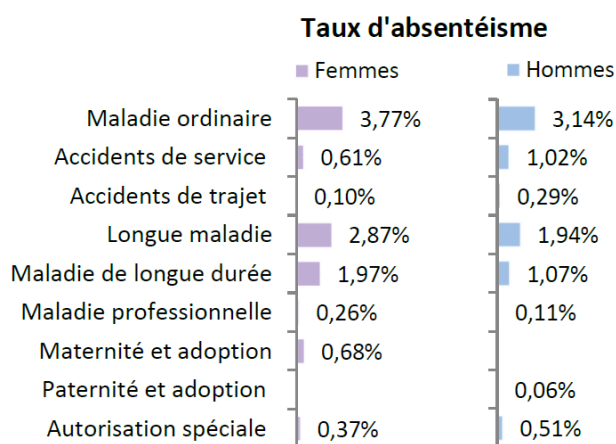
b) Heures supplémentaires

L'annexe 3 fait état du nombre d'heures supplémentaires effectuées sur l'année 2019.

92 % des heures supplémentaires sont effectuées par les métiers de la filière technique et 83 % d'entre elles sont effectuées par des hommes.

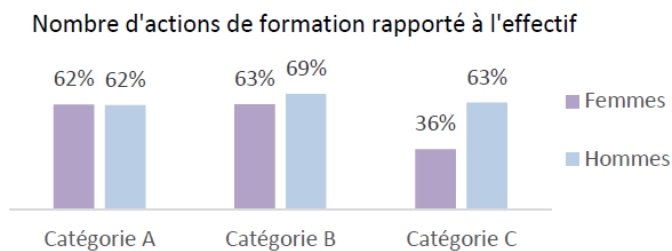
6°) Absentéisme :

Le taux d'absentéisme est de 10,63 % pour les femmes et 8,14 % pour les hommes.



7°) Formation

➔ **680 départs en formation concernant des agents permanents**



8°) Lutte contre les violences sexistes, les harcèlements et les discriminations

La boîte aux lettres « agents en difficulté » recense les signalements des agents de la collectivité. Depuis le 1^{er} janvier 2019, les données sont les suivantes :

- 60 dossiers ont été déposés dans la boîte aux lettres dont 7 dossiers concernant les violences physiques, sexistes ou harcèlements
- Sur les 7 dossiers, 4 femmes ont indiqué être victime d'un fait de violence sexuelle, 2 hommes ont affirmé avoir été victime d'actes de violence physique et 1 homme a été victime de harcèlement moral

ANNEXE 2 :**REMUNERATION MOYENNE PAR CADRE D'EMPLOI**

(effectifs du cadre d'emplois supérieur à 5)

| Filière et Cadre d'emplois | Traitement de base moyen | RI moyen | Traitement brut moyen |
|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|
| Administrative | | | |
| A | | | |
| Attachés Territoriaux | 2768,6 | 798,8 | 3567,4 |
| Hommes | 2925,3 | 813,9 | 3739,2 |
| Femmes | 2652,3 | 787,6 | 3439,8 |
| B | | | |
| Rédacteurs territoriaux | 2092,2 | 502,9 | 2595,1 |
| Hommes | 2204,3 | 521,1 | 2725,5 |
| Femmes | 2077,8 | 500,6 | 2578,5 |
| C | | | |
| Adjoints administratifs terr. | 1636,5 | 431,2 | 2067,6 |
| Hommes | 1741,9 | 380,9 | 2122,8 |
| Femmes | 1625,3 | 436,5 | 2061,8 |
| Culturelle | | | |
| B | | | |
| Assistants territo.Conservation | 1925,4 | 492,3 | 2417,8 |
| Hommes | 1851,0 | 452,2 | 2303,1 |
| Femmes | 1975,1 | 519,1 | 2494,2 |
| C | | | |
| Adjoints territ du patrimoine | 1530,2 | 339,4 | 1869,6 |
| Hommes | 1752,4 | 321,4 | 2073,7 |
| Femmes | 1363,6 | 352,9 | 1716,5 |
| Médico-sociale | | | |
| A | | | |
| INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX | 2214,8 | 393,2 | 2608,0 |
| Hommes | 2146,2 | 401,5 | 2547,7 |
| Femmes | 2221,1 | 392,4 | 2613,5 |
| Médecins | 4045,5 | 952,6 | 4998,1 |
| Femmes | 4045,5 | 952,6 | 4998,1 |
| Psychologues | 2521,4 | 230,2 | 2751,6 |
| Hommes | 2732,0 | 187,8 | 2919,8 |
| Femmes | 2479,3 | 238,7 | 2718,0 |
| Puéricultrices territoriales | 2350,1 | 696,8 | 3046,9 |

| | | | |
|-------------------------------|--------|--------|--------|
| Femmes | 2350,1 | 696,8 | 3046,9 |
| Sages-Femmes | 2731,8 | 591,2 | 3322,9 |
| Femmes | 2731,8 | 591,2 | 3322,9 |
| Médico-technique | | | |
| B | 2126,0 | 455,7 | 2581,7 |
| Techniciens paramédicaux terr | 2126,0 | 455,7 | 2581,7 |
| Femmes | 2126,0 | 455,7 | 2581,7 |
| Sociale | | | |
| A | | | |
| Assistants Socio-Educatifs | 1987,7 | 346,9 | 2334,6 |
| Hommes | 2106,5 | 387,8 | 2494,3 |
| Femmes | 1977,4 | 343,4 | 2320,8 |
| Conseillers socio-éducatifs | 2826,2 | 946,3 | 3772,5 |
| Hommes | 2849,1 | 985,8 | 3834,9 |
| Femmes | 2820,0 | 935,5 | 3755,5 |
| Educateurs de jeunes enfants | 2161,0 | 347,4 | 2508,4 |
| Femmes | 2161,0 | 347,4 | 2508,4 |
| Technique | | | |
| A | | | |
| Ingénieurs territoriaux | 2806,9 | 1470,2 | 4277,2 |
| Hommes | 2913,0 | 1604,0 | 4517,0 |
| Femmes | 2661,1 | 1286,4 | 3947,5 |
| B | | | |
| Techniciens territoriaux | 2056,1 | 746,7 | 2802,9 |
| Hommes | 2083,5 | 640,5 | 2724,0 |
| Femmes | 1924,6 | 585,9 | 2510,5 |
| C | | | |
| Adjoints techniques Ets Ens | 1647,9 | 258,7 | 1906,6 |
| Hommes | 1742,0 | 265,9 | 2007,9 |
| Femmes | 1604,9 | 255,4 | 1860,3 |
| Adjoints techniques territ. | 1613,2 | 429,4 | 2042,6 |
| Hommes | 1701,8 | 486,7 | 2188,4 |
| Femmes | 1252,4 | 196,0 | 1448,4 |
| Agents de Maîtrise | 1948,0 | 649,3 | 2597,3 |
| Hommes | 1949,7 | 651,3 | 2601,0 |
| Femmes | 1911,9 | 609,4 | 2521,3 |

ANNEXE 3 :

ETAT DU NOMBRE D'HEURES SUPPLEMENTAIRES (2019)

| Étiquettes de lignes | Hommes | Femmes | Total général |
|---|----------------|---------------|----------------|
| ADM | | 39 | 39 |
| Adjoint administratif | | 6 | 6 |
| Rédacteur | | 3 | 33 |
| ANIM | 129 | 127 | 256 |
| Animateur (emploi été) | 129 | 127 | 256 |
| CULT | | 50 | 50 |
| Assistant de conservation | | 50 | 50 |
| FPH - SOC | 120 | 227 | 347 |
| ASH / Aide soignant | 12 | 56 | 68 |
| Educateur | 108 | 171 | 279 |
| SOC | | 158 | 158 |
| Assistant socio-éducatif | | 158 | 158 |
| TECH | 9 551 | 255 | 9806 |
| Adjoint technique | 5 938 | 147 | 6 085 |
| Agent de maîtrise | 1 888 | 24 | 1 912 |
| Technicien | 1 725 | 84 | 1 809 |
| Total général | 9 800 | 856 | 10 656 |
| Nb total d'agents faisant des HS | 206 | 42 | 248 |
| Montant total versé | 205 071 | 14 280 | 219 351 |

Les chiffres de la solidarité dans le département des Ardennes

Chef de file dans le domaine du social, le département accompagne un public diversifié dans de nombreuses étapes de la vie : naissance et petite enfance, protection de l'enfance, insertion sociale et professionnelle, accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées.

Si cet accompagnement est autant à destination des femmes que des hommes, c'est souvent la population féminine qui est la plus accompagnée par les services du département. Suivant les mêmes tendances générales que dans la société française, le département des Ardennes est cependant confronté à des phénomènes d'inégalités femmes-hommes plus marqués qu'ailleurs. Prise en charge de famille monoparentale, difficultés d'insertion sociale et professionnelle ou encore accompagnement des parents dépendants, les femmes sont souvent à la fois les principales destinataires de l'accompagnement du conseil départemental et les principaux appuis dans la prise en charge familiale.

La population ardennaise se compose d'une quasi égalité hommes (48,6 %) / femmes (51,4 %). La structure démographique fait apparaître une population vieillissante, avec une accentuation de la représentation des femmes à partir de la tranche des + de 60 ans.

Structure démographique par sexe et par tranche d'âge de la population ardennaise au 31 décembre 2019 (Source INSEE)

| | Hommes | Femmes | Ensemble |
|--------------|----------------|----------------|-----------------|
| Total | 129 961 | 137 448 | 267 409 |

| Tranche d'âge | Part en % |
|----------------------------|------------------|
| 0 – 24 ans | 27,4 |
| 25 – 59 ans | 43,5 |
| 60 ans et + | 29,2 |
| <i>dont 75 ans ou plus</i> | <i>10,0</i> |

I. PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Le département a en charge la protection maternelle et infantile. Il accompagne ainsi les femmes enceintes, le développement des enfants en bas âge et soutient l'exercice de la parentalité.

1. Les mères ardennaises plus jeunes que la moyenne nationale

La présence de jeunes enfants et les possibilités de garde ont un impact majeur sur l'insertion sociale et professionnelle des mères.

Dans les Ardennes, l'âge moyen de la mère au moment de la naissance est de 28.8 ans alors qu'il est de 30.6 ans en France métropolitaine.

En 2019, le service PMI a reçu **2 635** avis de naissance contre 2 535 en 2018.

L'âge des mères au moment de la naissance

| | Ardennes | CMCA | NAT | Sedanais | SA |
|--------------------|-----------------|-------------|------------|-----------------|-----------|
| Age moyen | 28.8 | 29 | 28.5 | 28.5 | 29.3 |
| < 18 ans | 15 | 8 | 3 | 4 | 0 |
| > 37 ans | 163 | 73 | 23 | 33 | 34 |

2. Le soutien à la parentalité dans le département

Le service de P.M.I met en œuvre des actions médico-sociales préventives à domicile pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans requérant une attention particulière. En 2019, sur l'ensemble du département, 70 familles ont bénéficié d'une intervention sociale et familiale, soit 1 686 heures et 24 familles ont bénéficié d'une aide à domicile, soit 350 heures.

Par ailleurs, le service PMI anime différentes actions collectives pour les parents et/ou les assistants maternels avec enfants de moins de 3 ans. Ce sont des lieux d'accueil conviviaux, d'échanges entre parents et professionnels de la petite enfance.

Les actions collectives participent à l'éveil et à la socialisation des enfants et peuvent aider les parents en difficultés dans leur relation avec leur enfant.

3. Le taux d'équipement en modes de garde

Le département des Ardennes comptait, au 31 décembre 2019, 57 structures d'accueil qui offraient 1 064 places pour des enfants de moins de 6 ans. On dénombrait par ailleurs, 1 680 assistants maternels pour 6 083 places concernant des enfants de 0 à 18 ans.

Conclusion

L'évolution démographique du département des Ardennes fait apparaître une légère augmentation du nombre des naissances en 2019 : + 3.8% par rapport à 2018. Les actions de soutien à la parentalité, destinées également à favoriser l'égalité femmes-hommes dans l'implication aux côtés du jeune enfant, sont présentes sur l'ensemble du département.

II. PROTECTION DE L'ENFANCE

Les accompagnements et prises en charge en protection de l'enfance s'élaborent à partir des besoins fondamentaux des enfants pour favoriser leur développement sur les plans physique, psychique, affectif, intellectuel et social, sans distinction de sexe de ceux-ci. Les réponses apportées concernent donc un public mixte.

Le service de l'aide sociale à l'enfance conduisant son action en faveur de tous les publics, aucune action relative à l'égalité hommes/femmes n'est donc directement menée par ce service, ni par les Délégations Territoriales des Solidarités.

Toutefois, il est possible de communiquer certaines données permettant d'obtenir un aperçu des mesures de protection de l'enfance en prenant en compte le sexe des bénéficiaires.

1. Analyse des familles bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance

➤ Les familles monoparentales

Ce sont 384 hommes (soit 39 %) et 606 femmes (soit 61%) qui bénéficient des prestations ou mesures de l'aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2019.

2. Analyse des enfants bénéficiaires des mesures

➤ Les informations préoccupantes au 31 décembre 2019

Tableau n°3 : Sexe des enfants concernés par les informations préoccupantes

| <i>Informations préoccupantes</i> | <i>Enfants</i> | | | |
|---------------------------------------|----------------|-----------|---------|-----------|
| | Masculin | % | Féminin | % |
| | 937 | 51 | 892 | 49 |

Les informations préoccupantes concernent davantage les garçons que les filles.

➤ Les mesures ASE au 31 décembre 2019

Tableau 4 : Nombre d'enfants bénéficiant des mesures ASE

| Enfants bénéficiaires | | | | |
|---|-----------------|-----------|----------------|-----------|
| | Masculin | % | Féminin | % |
| Allocations mensuelles | 1651 | 57 | 1245 | 43 |
| Techniciens de l'intervention sociale et familiale | 178 | 55 | 145 | 45 |
| Actions éducatives à domicile + AED renforcée | 171 | 59 | 121 | 41 |
| Actions éducatives en milieu ouvert + AEMO renforcée | 360 | 56 | 271 | 44 |
| Placement en établissement | 138 | 57 | 112 | 43 |
| Placement à domicile | 33 | 49 | 34 | 51 |

Globalement, les mesures ASE concernent davantage les garçons (56,76%) que les filles (43,24%).

➤ **Analyse des Contrats Jeunes Majeurs (CJM) par sexe**

Tableau n°5 : Contrats jeunes majeurs par sexe

| Contrats jeunes majeurs | Masculin | % | Féminin | % |
|--------------------------------|----------|----|---------|----|
| | 97 | 61 | 61 | 39 |

Au **31 décembre 2019**, 158 jeunes majeurs bénéficiaient d'un contrat jeune majeur dont 97 garçons et 61 filles. La proportion des garçons dans le cadre des contrats jeunes majeurs est supérieure à celle des filles.

3. Comparaison régionale et nationale

| Enfants 0-18 ans | Masculin | % | Féminin | % | Totaux |
|-------------------|-----------|----|-----------|----|------------|
| France | 7 384 700 | 51 | 7 051 025 | 49 | 14 435 725 |
| Champagne-Ardenne | 149 074 | 51 | 142 461 | 49 | 291 535 |
| Ardennes | 33 064 | 52 | 31 064 | 48 | 64 128 |

Population mineur, Source INSEE, Année 2012

La part des filles et garçons connaît un écart de 1% par rapport à la région Champagne-Ardenne et la France. En Aide Sociale à l'Enfance, il existe un écart de 3% quant à la répartition de la prise en charge des filles et des garçons.

Conclusion

Le département des Ardennes comprend plus de garçons que de filles mineures comparativement à la moyenne nationale et régionale. En matière de protection de l'enfance, même si le critère du sexe de l'enfant ne préside pas à la décision, les mesures ASE concernent davantage les garçons que les filles, dans une proportion supérieure à la moyenne statistique départementale.

Presque la moitié des familles concernées par une mesure de l'ASE sont des familles monoparentales prises en charge par une femme seule.

III - PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

1. Personnes Agées

- Une espérance de vie en 2019 inférieure aux moyennes nationales mais un écart Femmes/Hommes quasiment identique (chiffres INSEE) :

| | Femmes | | Hommes | | Ecart F/H | |
|---------------------------------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|
| | France | Ardennes | France | Ardennes | France | Ardennes |
| Espérance de vie à la naissance | 85,6 ans | 83,7 ans | 79,7 ans | 77,8 ans | 5,9 ans | 5,9 ans |
| Espérance de vie à 60 ans | 27,8 ans | 26,6 ans | 23,4 ans | 22,1 ans | 4,4 ans | 4,5 ans |

- Une large prédominance des femmes parmi les personnes âgées ardennaises surtout chez le public dépendant bénéficiaire de l'APA :

Les 60 ans et plus représentent 27,5 % de la population ardennaise, mais les hommes de 60 ans et plus ne représentent que 18,2 % de la population masculine totale alors que les femmes de 60 et plus représentent 23 % de la population féminine.

Parmi les 60 ans et plus, on dénombre donc 55,83 % de femmes (contre 44,17 %) d'hommes alors qu'elles ne représentent que 51,27 % du total des habitants du Département.

Cette prédominance s'accroît dans les strates les plus âgées : 3 ardennais âgés de 90 ans et plus sur 4 sont des femmes (73,93%). Au 31 décembre 2019, ces dernières représentent 73,18 % des bénéficiaires APA (4 914 pour 6 715) avec un écart de presque 2 ans au niveau de leur âge moyen (Hommes : 82,01 ans, Femmes : 83,9 ans). De la même façon, les femmes accueillies en établissement pour personnes âgées sont surreprésentées puisqu'on ne dénombre que 34,48 % d'hommes parmi les bénéficiaires de l'Aide Sociale accueillis en EHPAD.

2. Personnes Handicapées

- Une répartition hommes/femmes parmi les bénéficiaires des aides à domicile en direction des personnes handicapées relativement proche de celle de la population globale ardennaise ...

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH), principale aide à domicile en direction des personnes handicapées est caractérisée par une répartition très proche de celle observée sur l'ensemble des Ardennais avec 51,16 % de femmes parmi les bénéficiaires de la PCH (contre 51,27 % au niveau des habitants du département). L'Allocation Compensatrice Tierce Personne, prestation remplacée en 2005 par la PCH, mais comportant encore droits ouverts au 31/12/2016 comporte quant à elle 52,50 % de femmes comme bénéficiaires.

- ... mais des inégalités en faveur des hommes en matière d'hébergement en établissements pour personnes handicapées :

Les personnes hébergées dans les établissements pour personnes handicapées adultes (hors MAS) bénéficient presque toutes de l'aide sociale du Département. 59,08 % des 655 personnes disposant de cette aide financière sont des hommes. La seule exception à cette forte présence masculine hors domicile est l'accueil familial des personnes handicapées, solution alternative aux établissements, qui ne concerne que 34 personnes mais dont 64,71 % sont des femmes.

L'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA en 2019

| | FEMMES | HOMMES | TOTAL |
|--|----------------------------|---------------------------|-------|
| CONTRATS INITIATIVE EMPLOI SIGNES (contrats aidés en secteur marchand) | <u>26 / 45,62%</u> | <u>31 / 54,38%</u> | 57 |
| PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES SIGNES (contrats aidés en secteur non marchand) | <u>58 / 69,88%</u> | <u>25 / 30,12%</u> | 83 |
| MISES EN RELATION ENTREPRISE : | <u>163 / 56,02%</u> | <u>128 / 43,8%</u> | 291 |
| PARTICIPANTS AUX INFORMATIONS COLLECTIVES (7) | <u>26 / 23,64%</u> | <u>84 / 76,36%</u> | 110 |
| PARTICIPANTS AUX FORUMS SERVICES A LA PERSONNE(2) ET FORUM EMPLOI GENERALISTES (4) | <u>95 / 55,24%</u> | <u>77 / 44,76%</u> | 172 |
| ALLOCATAIRES ACCOMPAGNES EN INSERTION ACTIVE | 350/ <u>49,3%</u> | 361/ <u>50,7%</u> | 711 |
| ALLOCATAIRES EN ACCOMPAGNEMENT SOCIAL HORS MAADS | 939/ <u>64,1%</u> | 526/ <u>35,9%</u> | 1465 |
| ALLOCATAIRES AYANT BENEFICIE D' ACTIONS MOBILITE | 283/ <u>57,6%</u> | 208/ <u>42,4%</u> | 491 |
| ALLOCATAIRES AYANT BENEFICIE D' ACTIONS COLLECTIVES VIE SOCIALE | 355/ <u>73%</u> | 131/ <u>27%</u> | 486 |
| ALLOCATAIRES AYANT BENEFICIE d' ACTIONS COLLECTIVES d'INSERTION PROFESSIONNELLE | 112/ <u>47,4%</u> | 124/ <u>52,6%</u> | 236 |
| ALLOCATAIRES RSA EN CHANTIERS ET ENTREPRISES D'INSERTION | 100/ <u>28%</u> | 257/ <u>72%</u> | 357 |

CLAUSES D'EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS

Depuis 2014, tout opérateur économique ayant été condamné pour non-respect des obligations en matière d'égalité hommes/femmes depuis moins de cinq ans ne peut soumissionner à un marché public.

Ainsi, l'article L. 2141-4 du Code de la Commande Publique permet d'exclure de la procédure de passation des marchés, les opérateurs économiques qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération et la qualité de vie au travail, prévue par les dispositions de l'article L. 2242-1 du Code du Travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle a régularisé sa situation.

Par exemple, la discrimination à l'embauche ou sur la rémunération, ayant fait l'objet d'une condamnation pour méconnaissance de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, est un motif à part entière pour écarter tout candidat souhaitant obtenir un contrat de marché public.

En application des dispositions de l'Article R2143-3 du Code de la Commande Publique, pour permettre à l'acheteur de vérifier le respect de cette obligation, les opérateurs économiques doivent produire, à l'appui de leur candidature, une déclaration sur l'honneur visant notamment l'article L. 2242-1 du Code du Travail.

Ainsi, le Service de la Commande Publique du Conseil départemental des Ardennes exige cette déclaration sur l'honneur pour toutes les procédures de consultation liées aux marchés. Elle prend la forme du formulaire « DC1 » édité par le Ministère de l'Economie et des Finances - Direction des Affaires Juridiques.

Si nécessaire, le Service de la Commande Publique peut demander que soit présenté comme justificatif l'accord ou à défaut le plan d'action mis en place.

Il est à noter qu'en 2020, aucune candidature n'a été exclue pour ce motif.



**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE L'EVALUATION**

DELEGATION DE COMPETENCES AU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL EN MATIERE DE JUSTICE COMMUNICATION

Commission Affaires Financières et Ressources

En application de l'article L.3221-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lors de la séance du 16 octobre 2017, il a été donné délégation au Président pour intenter, au nom du Département, les actions en justice ou défendre le Département dans les actions intentées contre lui, pour tout contentieux du ressort des juridictions administratives et judiciaires, tant en première instance qu'en appel et devant la Cour de Cassation, le Conseil d'Etat et les juridictions européennes.

A ce titre, vous trouverez, en annexe, la liste des actions en justice intentées pour défendre les intérêts du Département.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner acte de cette communication.

ANNEXES

Liste des actions intentées contre le Département

■ DOSSIERS CLÔTURES

| Direction concernée | Nom de la partie adverse | Objet de l'action | Date de réception de la requête | Etat de la procédure |
|---|--|---|---------------------------------|---|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | SCI LA BERGERIE et autres | Recours contre l'arrêté préfectoral n° 2017/150 déclarant cessibles les immeubles nécessaires à l'aménagement du barreau de raccordement entre l'A304 et la RN43. | 13 avril 2017 | Arrêt de la CAA de NANCY du 4 mai 2020. Décision : Arrêté préfectoral annulé |
| | SCP FREYCENON ROSSIT ARCHITECTES | Demande d'annulation de la décision du 14 juin 2018 rejetant la demande préalable d'indemnisation du requérant suite à l'abandon de la procédure du Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une maison départementale de l'enfance et de la famille (MADEF) à Charleville-Mézières. | 08 aout 2018 | Jugement du TA du 23 mars 2020 Décision : Requête rejetée Le contentieux se poursuit auprès de la CAA de Nancy. |

| | | | | |
|-----------------------------|-----------------------------|--|-------------------|---|
| DIRECTION DES ROUTES | SAS Concept Travaux publics | Recours formé à l'encontre de l'avis des sommes à payer au titre des pénalités de retard lors de la livraison de 2 véhicules points à temps. | 28 novembre 2018 | Jugement du TA du 18 juin 2019 Décision : Requête rejetée Le contentieux se poursuit auprès de la CAA de Nancy. |
| | M. Roland C. | Demande indemnitaire suite à un accident de moto survenu sur une route départementale | 30 septembre 2020 | L'instance est en cours |

| | | | | |
|---|---------------|---|-------------------|---|
| DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | M. Vincent F. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 26 septembre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Décision de la CDAF annulée Le contentieux se poursuit auprès de la CAA de Nancy. |
| | M. Daniel T. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 04 octobre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |

| | | | | |
|--|-----------------|---|-----------------|--|
| | M. Bruno T. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 04 octobre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |
| | M. Etienne P.P. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 09 octobre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |

| | | | | |
|--|-----------------|---|-----------------|--|
| | M. Etienne P.P. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 09 octobre 2019 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |
| | Mme Monique B. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 09 octobre2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |

| | | | | |
|--|------------------|---|-----------------|--|
| | M. Etienne B. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 09 octobre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Requête rejetée |
| | M. Jean-Marie P. | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 5 juillet 2018 (suite à la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT). | 09 octobre 2018 | Jugement du TA du 12 mars 2020 Décision : Décision de la CDAF annulée |

| | | | | |
|--|---------------------|--|--------------|---|
| | M. René B | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier (suite à la décision de la Commission Intercommunale de ROCROI et BOURG-FIDELE) | 16 mai 2019 | Jugement du TA du 28 janvier 2019 Décision : Requête rejetée Le contentieux se poursuit auprès de la CAA de Nancy |
| | M. Daniel B | Aménagement foncier : recours contre la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du 20 novembre 2017 (suite à la décision de la Commission Intercommunale de LE CHATELET SUR SORMONNE, MURTIN et BOGNY). | 20 mars 2018 | Jugement du TA du 28 mars 2020 Décision : Requête rejetée |
| | Préfet des Ardennes | Référé suspension contre une délibération du CD portant sur des aides économiques | 20 mai 2020 | Ordonnance du TA du 15 juin 2020 Décision : Délibération suspendue |
| | Préfet des Ardennes | Déféré préfectoral contre une délibération du CD portant sur des aides économiques | 20 mai 2020 | Jugement du TA du 20 octobre 2020 Décision : Délibération annulée |

| | | | | |
|--|-----------------|--|-------------------|---|
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | RH1 BL | Contestation d'une sanction disciplinaire. | 13 septembre 2018 | Jugement du TA du 23 mars 2020 Décision : Requête rejetée |
| | RH2 CH F | Contestation d'un arrêté de maintien en surnombre. | 13 septembre 2018 | Jugement du TA du 19 novembre 2019 Décision : Arrêté annulé. |
| | RH3 EG | Contestation des modalités de classement sur le tableau d'avancement de grade. | 23 octobre 2018 | Jugement du TA du 17 décembre 2019 Décision : Requête rejetée |
| | RH4 FV | Annulation de la décision de refus de la demande de bénéficier du compte épargne temps + demande indemnitaire. | 28 novembre 2018 | Jugement du TA du 21 janvier 2020 Décision : Décisions du Département annulées |
| | RH5 BL | Annulation d'un arrêté de suspension de fonction. | 9 septembre 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Requête rejetée |
| | RH6 BL | Annulation d'un arrêté de retrait d'un arrêté de retrait d'un arrêté de suspension de fonction. | 9 septembre 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Requête rejetée |
| | RH7 BL | Annulation d'un arrêté de retrait d'un arrêté de retrait d'un arrêté de suspension de fonction. | 9 septembre 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Requête rejetée |

| | | | | |
|--|--------------------|---|-------------------|--|
| | RH8 HMK | Annulation d'un arrêté relatif à une suspension de fonction et de deux arrêtés de retrait de deux arrêtés de retrait de l'arrêté de suspension de fonction. | 3 septembre 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Requête rejetée / Maintien de l'arrêté de suspension de fonction et des deux arrêtés de retrait de deux arrêté de retrait de l'arrêté de suspension de fonction |
| | RH9 HMK | Annulation d'un arrêté de sanction pour faute disciplinaire. | 4 novembre 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Arrêté annulé sur la forme |
| | RH10 BR | Annulation d'une décision portant refus de solde de congés annuels. | 12 septembre 2019 | L'instance est en cours |
| | RH11 TB | Demande d'indemnisation suite au non renouvellement d'un contrat de travail | 24 octobre 2019 | L'instance est en cours |
| | RH12 HMK | Annulation d'un arrêté portant changement d'affectation temporaire | 12 mars 2020 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Arrêté de changement d'affectation temporaire annulé |
| | RH12bis HMK | Annulation d'un arrêté portant changement d'affectation permanente | 12 mars 2020 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Arrêté de changement d'affectation permanent maintenu |
| | RH13 FL | Annulation de la décision de suppression de poste | 22 juin 2020 | L'instance est en cours |

| | | | | |
|--|----------------|---|--|---|
| | RH14 FL | Annulation de la décision d'affectation en surnombre | 22 juin 2020 | L'instance est en cours |
| | RH15 FL | Annulation de la décision de rejet de candidature sur un emploi de chef de cuisine | 22 juin 2020 | L'instance est en cours |
| | RH16 SM | Annulation de la décision de refus d'admission au bénéfice de l'allocation perte d'emploi | 4 septembre 2020 | L'instance est en cours |
| | RH17 ED | Annulation de refus d'indemnisation pour perte d'emploi | 8 septembre 2020 | L'instance est en cours |
| | RH18 MG | 25 septembre 2020 | Demande indemnitaire pour refus de poste et discrimination | L'instance est en cours |
| | RH19 SP | 8 février 2018 | Contestation d'une suspension de fonction | Jugement du TA du 1 octobre 2019 Décision : Requête rejetée Le contentieux se poursuit auprès de la CAA de Nancy. |

| | | | | |
|---|---------------------|--|-----------------|--|
| DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'EVALUATION | M. Thierry M. | Référé précontractuel contre une décision de refus d'exploitation d'un emplacement du domaine public | 12 octobre 2020 | Ordonnance du TA du 2 novembre 2020 Décision : Requête rejetée |
| | ARDEN GLACES ROLAND | Référé précontractuel contre une décision de refus d'exploitation d'un emplacement du domaine public | 14 octobre 2020 | Ordonnance du TA du 2 novembre 2020 Décision : Requête rejetée |
| | M. BORLOVEANU | Demande de requalification d'une convention d'occupation en bail rural (site des Haras de Signy l'Abbaye). | 05 mars 2019 | Jugement du TPBR du 20 décembre 2020 Décision : La convention d'occupation du domaine public est un bail rural Le contentieux se poursuit auprès de la CA de Reims. |
| | M. Philippe T | Bornage judiciaire de parcelles | 22 août 2019 | L'instance est en cours (Expertise en cours) |

| | | | | |
|---|----------------|--|--------------|--|
| DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION | SOCIETE ORANGE | Contestation décision infligeant des pénalités de retard dans le cadre d'un marché public | 25 juin 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Décision du Département annulée |
|---|----------------|--|--------------|--|

| | | | | |
|--|---|---|--|---|
| DIRECTION DES SOLIDARITES ET REUSSITE | - BB - FN - HC | Contestation indus RSA (Revenu de Solidarité Active). | | Mémoires déposés. Contentieux en instance. |
| | - FG | Contestation refus remise dettes RSA (Revenu de Solidarité Active). | | 2 ^e pourvoi rejeté |
| | - YM - LC - HH - EM - SC - EB - IF - ND - CC - YM - CC - JNC - YF | Contestation indus RSA (Revenu de Solidarité Active). | | Requêtes rejetées |

| | | | | |
|--|--------------|--|--|--|
| | - VR - JC | Contestation indus RSA (Revenu de Solidarité Active). | | Remise partielle de la dette |
| | - NS | Contestation indus RSA (Revenu de Solidarité Active). | | Non-lieu à statuer |
| | - SL | Contestation refus d'aide au FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement). | | Rejet de la requête |
| | - LF | Contestation refus agrément assistante familiale | | Mémoire déposé. Audience le 10/11/2020 |
| | - JC | Refus d'admission au bénéfice de l'ASH | | Annulation du jugement de la CDAS et de la décision du CD. Admission à l'ASH |

| | | | | |
|--|--------------|--|--|---|
| MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES | - EG - NG | Contestation refus octroi Carte Mobilité Inclusion (CMI) invalidité priorité | | Rejet de la requête pour incompétence de la juridiction |
| | - JB - AB | Contestation refus octroi Carte Mobilité Inclusion (CMI) stationnement | | Mémoire en cours de validation |

Liste des actions intentées par le Département

| Direction concernée | Nom de la partie adverse | Objet de l'action | Date de réception de la requête | Etat de la procédure |
|---|---|--|---------------------------------|---|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | Recours engagé contre la maîtrise d'œuvre, 3 entreprises et le bureau de contrôle | Requête aux fins de condamnation des constructeurs à la suite des désordres affectant l'ouvrage du musée « Guerre et Paix » de Novion Porcien. | 29 juillet 2016 | Arrêt de la CAA de Nancy du 28 janvier 2020 Décision : Confirmation du jugement de première instance avec réorganisation des responsabilités |
| | SAS COUGNAUD SERVICES et autres | Désordres suite à la construction de la nouvelle MADEF. | 5 février 2019 | L'expertise est en cours |
| DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'EVALUATION | Préfet des Ardennes | Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre du Conseil départemental des Ardennes exploitant de la station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes située sur le territoire de la commune de Regniowez. | 23 octobre 2018 | Ordonnance du TA du 23 octobre 2020 Décision : Désistement d'instance et d'action |
| | EPOUX BORLOVEANU | Libérer les lieux occupés au sein du site des haras à Signy l'Abbaye. | 12 juin 2019 | Jugement du TA du 6 octobre 2020 Décision : Injonction aux occupants de quitter les lieux |



**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES FINANCES

INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES

Cette annexe est produite conformément à l'article L. 3313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République :

« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux »

I – Le contexte budgétaire

Face à une crise sanitaire sans précédent, les collectivités sont confrontées à des contraintes financières imprévues, particulièrement en fonctionnement. Elles se traduisent notamment par une baisse significative de leurs ressources et par de nouvelles dépenses de fonctionnement. Si l'Etat a mis en place des mesures d'urgence pour amortir les effets de la crise, essentiellement pour garantir les recettes, une grande zone d'incertitude pèse pour l'avenir sans aucun engagement à ce stade. Cette incertitude pourrait à terme peser sur l'investissement local, alors même qu'une mobilisation est souhaitée autour du plan de relance.

La Banque Postale et l'Assemblée des Départements de France ont conjointement publié une étude sur la situation financière des Départements. Cette étude note une dégradation de leur situation financière, liée à la Covid-19, illustrée par un effet de ciseaux résultant d'une augmentation de l'ensemble des principales composantes des dépenses de fonctionnement, celles d'action sociale notamment, tandis que les recettes connaissent un repli.

Les dépenses d'allocations de revenu de solidarité active (RSA), dont une forte croissance semble inévitable en 2021, à la suite de la hausse du taux de chômage, augmenteraient sensiblement dès 2020, à la suite de la décision gouvernementale de maintien des droits d'une part, et des premiers effets de suppressions d'emplois d'autre part.

Les recettes de fonctionnement, essentiellement les droits de mutations (DMTO) et notamment la taxe additionnelle à la taxe de séjour, après avoir progressé en 2018 et en 2019, devraient connaître une première baisse dès 2020.

Les principales mesures du Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2021 :

- Suspension de la contractualisation, mais la reprise de la démarche doit être envisagée, afin d'associer les collectivités à la relance et à la maîtrise nécessaire des dépenses publiques,
- La part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties est intégralement transférée aux communes, en contrepartie, les Départements récupèrent l'affectation d'une fraction de TVA,
- La baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production,
- Mécanisme d'avances remboursables de DMTO pour les Départements (seule la moitié des Départements éligibles à ce dispositif en a fait la demande),
- Stabilité des dotations (DGF, DSID, DSIL),
- Une DSIL exceptionnelle dotée d'1 Md€ de crédits dédiés à la rénovation thermique des bâtiments communaux et départementaux,
- Diminution de la DCRTP, de la dotation « carrée » (allocations compensatrices),
- La Taxe locale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) remonte intégralement au niveau national pour être reversée par quote-part aux Départements.

II- Les engagements pris par la Collectivité

Les engagements pris par le Département et restant à honorer au 31 décembre 2020 s'élèvent à près de 80 M€, ventilés comme suit :

- ✎ Contrats de territoires : 19,5 M€
- ✎ ANRU : 6 M€
- ✎ Autres subventions : 11,5 M€
- ✎ Agenda d'Accessibilité : 20 M€
- ✎ Barreau de raccordement : 23 M€

III – Contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

ARDENNES

| | | |
|--|--------------------------------------|---------|
| Population ⁽¹⁾ | | 273 579 |
| Superficie (en Km ²) | | 5 229 |
| Densité (en habitants /km ²) | | 52 |
| Nombre de communes au 1er janvier 2020 | Total | 449 |
| | Rurales (hors unités urbaines Insee) | 405 |
| Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %) | | 23,0 |
| Part de la population de 15 à 64 ans (a) (en %) | | 60,4 |
| Part de la population de 75 ans et plus (a) (en %) | | 10,1 |
| Taux de chômage (b) (en %) | | 9,8 |
| Nombre de bénéficiaires du RSA (c) | | 10 630 |
| Voirie départementale (en km) (d) | | 3376 |
| Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants | | 12,3 |

Extrait : Les collectivités locales en chiffres 2020 - DGCL

Source: INSEE, Dress, DGCL

*(1) population municipale en vigueur en 2020 (millésimée 2017), délimitation communale au 01.01.2020
(a) Insee - Estimations de population au 1er janvier 2020 (données provisoires).*

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 2ème trimestre 2019 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2ème trimestre 2018) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2018) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2018, ne comprend pas Mayotte.

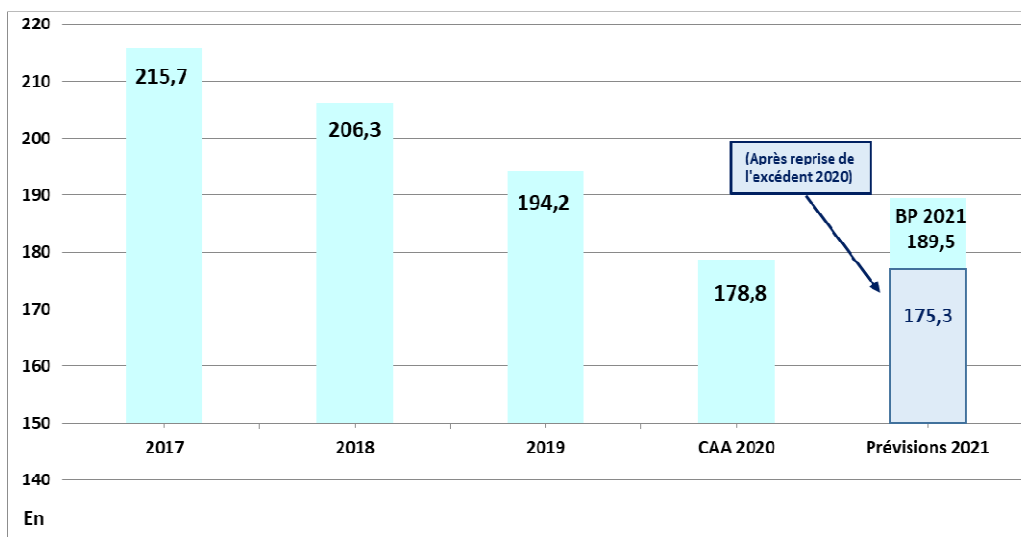
(c) Au 31 décembre 2018.

(d) Année 2019.

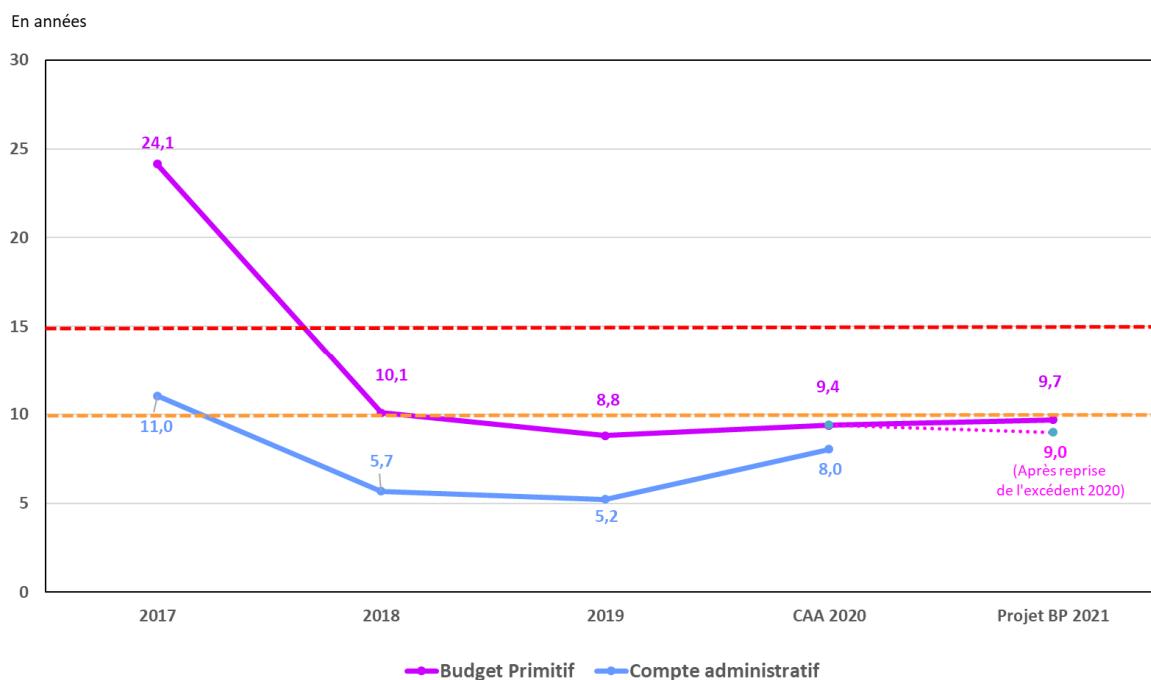
IV – La dette

Le conseil départemental s'est engagé dans une démarche de désendettement, après une diminution de l'encours de 12 M€ entre 2018 et 2019, cet effort s'est poursuivi en 2020 avec une nouvelle diminution de 15,5 M€, portant ainsi l'encours à 178,8 M€.

Pour 2021, le besoin prévisionnel d'emprunt destiné à équilibrer le budget s'élève à 36,2 M€, ce qui porterait l'encours à 189,5 M€. Ce montant devrait toutefois être diminué avec la reprise de l'excédent de l'année 2020 estimé à ce jour à 14 M€. L'encours de la dette serait alors ramené à 175 M€.



EVOLUTION DE LA CAPACITE DE DESENETTEMENT



Capacité de désendettement = encours de la dette / épargne brute
 Seuil d'alerte : 10 ans Seuil limite : 15 ans

Maintien de la capacité de désendettement inférieure au seuil d'alerte de 10 ans.

V – Evolution des recettes de fonctionnement

| | COMPTES ADMINISTRATIFS | | | CAA 2020 | PROJET BP 2021 |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | |
| Bases d'impositions TFPB | 271 475 164,00 | 276 121 148,00 | 282 043 390,00 | 286 389 128,00 | |
| Taux d'imposition TFPB | 23,33% | 23,56% | 23,80% | 24,04% | |
| Produit - TFPB | 63 335 652,00 | 65 063 865,00 | 67 133 258,00 | 68 847 946,00 | |
| CVAE | 11 090 064,00 | 11 218 621,00 | 11 705 659,00 | 12 498 033,00 | 11 500 000,00 |
| IFER | 7 189 580,00 | 7 363 160,00 | 7 360 589,00 | 7 515 019,00 | 7 500 000,00 |
| Rôles supplémentaires et complémentaires | 164 924,00 | 191 973,00 | 222 054,00 | 95 198,00 | 0,00 |
| Contributions directes | 81 780 220,00 | 83 837 619,00 | 86 421 560,00 | 88 956 196,00 | 19 000 000,00 |
| Compensations fiscales | 2 569 416,00 | 2 559 947,00 | 2 492 167,00 | 2 369 213,00 | 2 154 500,00 |
| DCRTP | 7 948 545,00 | 7 927 984,00 | 7 775 442,00 | 7 775 442,00 | 7 500 000,00 |
| FNGIR | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 |
| DMTO | 18 410 297,80 | 20 089 904,14 | 22 210 342,54 | 19 000 000,00 | 19 000 000,00 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | 2 732 107,73 | 2 692 322,99 | 2 670 933,24 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 |
| Taxe d'aménagement | 1 124 074,42 | 1 218 028,46 | 1 287 279,58 | 1 200 000,00 | 900 000,00 |
| Taxe additionnelle à la taxe de séjour | 0,00 | 10 956,85 | 33 027,09 | 18 000,00 | 30 000,00 |
| Fiscalité indirecte | 22 266 479,95 | 24 011 212,44 | 26 201 582,45 | 22 918 000,00 | 22 630 000,00 |
| TSCA - article 77 | 20 276 070,73 | 20 946 339,23 | 21 644 484,68 | 21 500 000,00 | 22 000 000,00 |
| TSCA - art 52/53 | 27 517 671,06 | 28 275 469,48 | 28 780 507,75 | 28 500 000,00 | 28 500 000,00 |
| Fiscalité transférée | 47 793 741,79 | 49 221 808,71 | 50 424 992,43 | 50 000 000,00 | 50 500 000,00 |
| TVA - Transfert TFPB | | | | | 68 160 612,00 |
| Fraction supplémentaire de TVA | | | | | 2 000 000,00 |
| Produit de TVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 70 160 612,00 |
| FISCALITE | 169 200 305,74 | 174 400 474,15 | 180 157 646,88 | 178 860 754,00 | 178 787 015,00 |
| Fonds de Péréquation DMTO | 5 539 630,00 | 5 651 226,00 | 5 823 775,00 | | |
| Fonds de solidarité - DMTO | 5 894 742,00 | 5 635 188,00 | 10 144 815,00 | | |
| Fonds de soutien interdépartemental | | | 1 669 924,00 | | |
| Fonds globalisé DMTO | | | | 18 446 736,00 | 16 300 000,00 |
| Fonds de Péréquation de la CVAE | 1 008 631,00 | 651 931,00 | 596 478,00 | 700 335,00 | 600 000,00 |
| FONDS DE PEREQUATION | 12 443 003,00 | 11 938 345,00 | 18 234 992,00 | 19 147 071,00 | 16 900 000,00 |
| DGF | 58 591 393,00 | 58 189 907,00 | 58 099 416,00 | 58 044 271,00 | 57 800 000,00 |
| DGD | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 |
| FCTVA | 333 030,00 | 370 868,00 | 175 887,00 | 135 562,00 | 150 000,00 |
| Dotation exceptionnelle | 3 152 767,00 | 4 619 865,00 | | | |
| Fonds de stabilisation | | | 2 309 933,00 | 800 000,00 | 0,00 |
| DOTATIONS DE L'ETAT | 65 214 304,00 | 66 317 754,00 | 63 722 350,00 | 62 116 947,00 | 61 087 114,00 |
| Dotation - PCH | 2 658 752,16 | 2 737 738,44 | 2 707 325,04 | 2 742 273,49 | 2 700 000,00 |
| Dotation - APA | 14 660 953,60 | 16 116 156,59 | 14 427 527,46 | 11 059 888,12 | 12 000 000,00 |
| Dotation - Conférence des financeurs | 761 186,92 | 712 343,87 | 696 732,91 | 649 055,70 | 754 875,00 |
| FMDI | 2 929 458,00 | 3 582 172,00 | 3 139 655,00 | 3 124 811,00 | 3 000 000,00 |
| TICPE | 30 943 209,90 | 30 943 209,90 | 30 943 209,90 | 30 943 210,00 | 30 943 210,00 |
| DCP Transfert de Frais de gestion de la TFPB | 7 825 855,00 | 7 917 565,00 | 8 921 664,00 | 8 862 687,00 | 9 000 000,00 |
| FINANCEMENT AIS | 59 779 415,58 | 62 009 185,80 | 60 836 114,31 | 57 381 925,31 | 58 398 085,00 |
| Fonds d'appui aux politiques d'insertion | 352 052,00 | 381 272,97 | 373 717,24 | 1 006 718,00 | 1 076 718,00 |
| Fonds d'appui à la lutte contre la pauvreté | | | 561 901,37 | | |
| Plan de lutte contre la pauvreté | 352 052,00 | 381 272,97 | 935 618,61 | 1 006 718,00 | 1 076 718,00 |
| AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 12 391 479,73 | 16 615 396,38 | 13 209 695,62 | 12 954 154,69 | 16 755 314,00 ** |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 319 380 560,05 | 331 662 428,30 | 337 096 417,42 | 331 467 570,00 | 333 004 246,00 |
| Evolution en % | -1,2% | 3,8% | 1,6% | -1,7% | 1,6% |

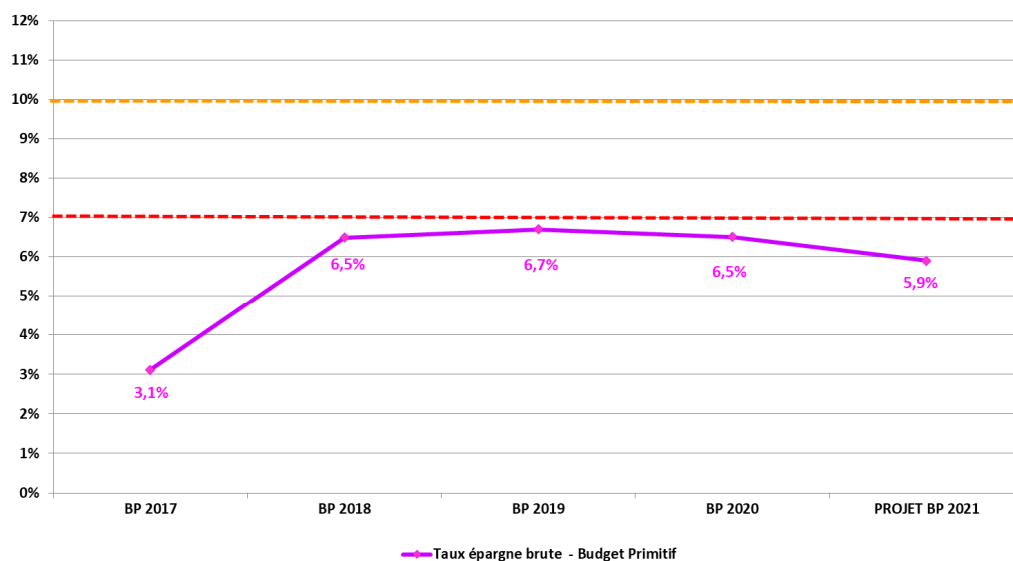
** Dont 7,050 M€ de Reprise/provision pour risques

VI – L'épargne

Le taux d'épargne brute constitue un indicateur essentiel de l'analyse financière des collectivités.

- Mode de calcul : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement
- Signification : part de ses recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement en vue de financer sa section d'investissement. Il s'agit d'un indicateur implicite de sa capacité à équilibrer son budget
- Seuil retenu :
 - Zone d'alerte : 10 %
 - Seuil minimal : 7 %

EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE BRUTE



Taux d'épargne brute = épargne brute / recettes réelles de fonctionnement

Seuil d'alerte : 10 % Seuil limite : 7 %

AUTOFINANCEMENT BRUT ET NET

| | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | PROJET BP 2021 |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 319 380 559,05 | 331 662 428,30 | 337 096 417,42 | 331 467 570,00 | 333 004 246,00 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 299 856 132,23 | 295 356 084,41 | 299 896 008,62 | 309 243 434,00 | 313 476 619,00 |
| AUTOFINANCEMENT BRUT | 19 524 426,82 | 36 306 343,89 | 37 200 408,80 | 22 224 136,00 | 19 527 627,00 |
| REMBOURSEMENT DU CAPITAL (1641+16441) | 22 404 765,60 | 23 407 947,85 | 24 044 457,59 | 25 466 532,66 | 25 500 000,00 |
| AUTOFINANCEMENT NET | -2 880 338,78 | 12 898 396,04 | 13 155 951,21 | -3 242 396,66 | -5 972 373,00 |

SYNTHESE FINANCIERE

| | COMPTE ADMINISTRATIF | | | BP 2020 | CAA 2020 | PROJET BP 2021 | |
|---|-----------------------------|----------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | | | | |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors résultat n-1) | 1 | 319 380 559,05 | 331 662 428,30 | 337 096 417,42 | 326 350 824,00 | 331 467 570,00 | 333 004 246,00 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 2 | 299 856 132,23 | 295 356 084,41 | 299 896 008,62 | 304 995 260,00 | 309 243 434,00 | 313 476 619,00 |
| CHARGES D'INTERETS (661) | 3 | 5 227 442,90 | 4 727 471,17 | 4 202 284,93 | 3 885 743,00 | 3 781 910,00 | 3 190 000,00 |
| DEPENSES DE GESTION | 4=2-3 | 294 628 689,33 | 290 628 613,24 | 295 693 723,69 | 301 109 517,00 | 305 461 524,00 | 310 286 619,00 |
| EPARGNE DE GESTION | 5=1-4 | 24 751 869,72 | 41 033 815,06 | 41 402 693,73 | 25 241 307,00 | 26 006 046,00 | 22 717 627,00 |
| CHARGES D'INTERETS (661) | 3 | 5 227 442,90 | 4 727 471,17 | 4 202 284,93 | 3 885 743,00 | 3 781 910,00 | 3 190 000,00 |
| AUTOFINANCEMENT BRUT OU EPARGNE BRUTE | 6=5-3 | 19 524 426,82 | 36 306 343,89 | 37 200 408,80 | 21 355 564,00 | 22 224 136,00 | 19 527 627,00 |
| REMBOURSEMENT DU CAPITAL (1641+16441) (Remboursement anticipé) | 7 | 22 404 765,60 | 23 407 947,85 (5 999 999,92) | 24 044 457,59 (6 846 109,70) | 24 340 681,00 1 376 319,00 | 24 090 213,66 1 376 319,00 | 23 340 736,00 2 159 264,00 |
| AUTOFINANCEMENT NET OU EPARGNE NETTE | 8=6-7 | -2 880 338,78 | 12 898 396,04 | 13 155 951,21 | -2 985 117,00 | -3 242 396,66 | -5 972 373,00 |
| DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE | 9 | 40 308 216,00 | 23 541 136,56 | 32 898 459,08 | 41 744 014,00 | 31 999 594,00 | 42 346 787,00 |
| DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT Report | 9.1 | | | | | | |
| RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE | 10 | 12 055 360,07 | 13 832 844,83 | 15 991 834,12 | 14 211 642,00 | 10 180 767,00 | 12 119 766,00 |
| RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT Report | 10.1 | | | | | | |
| BESOIN DE FINANCEMENT | 11=(9+9.1)-(10+10.1) | 28 252 855,93 | 9 708 291,73 | 16 906 624,96 | 27 532 372,00 | 21 818 827,00 | 30 227 021,00 |
| EMPRUNTS NOUVEAUX | 12 | 25 000 000,00 | 14 000 000,08 | 12 000 000,30 | 31 893 808,00 | 10 000 000,00 | 22 079 510,66 |
| (Remboursement anticipé) | | | (5 999 999,92) | (6 846 109,70) | | | |
| (Reprise anticipé excédent) | | | | | 0,00 | | 14 119 883,34 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 13 = 8-11+12 | -6 133 194,71 | 17 190 104,39 | 8 249 326,55 | 0,00 | -15 061 223,66 | 0,00 |
| RESULTAT ANTERIEUR | 14 | 9 874 871,69 | 3 741 676,98 | 20 931 781,37 | 0,00 | 29 181 107,00 | 0,00 |
| FONDS DE ROULEMENT FINAL | 15 = 13+14 | 3 741 676,98 | 20 931 781,37 | 29 181 107,92 | 0,00 | 14 119 883,34 | 0,00 |
| EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE (OB 2021) | | | | | | | 189 468 689,01 |
| EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE (Après reprise de l'excédent CA 2020 DM 2021) | 16 | 215 688 232,73 | 206 280 284,96 | 194 235 827,67 | 200 412 635,67 | 178 769 295,01 | 175 348 805,67 |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT (OB 2021) | | | | | | | 9,7 |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT (Après reprise de l'excédent CA 2020 DM 2021) | 17=16/6 | 11,0 | 5,7 | 5,2 | 9,4 | 8,0 | 9,0 |

36 199 394 €

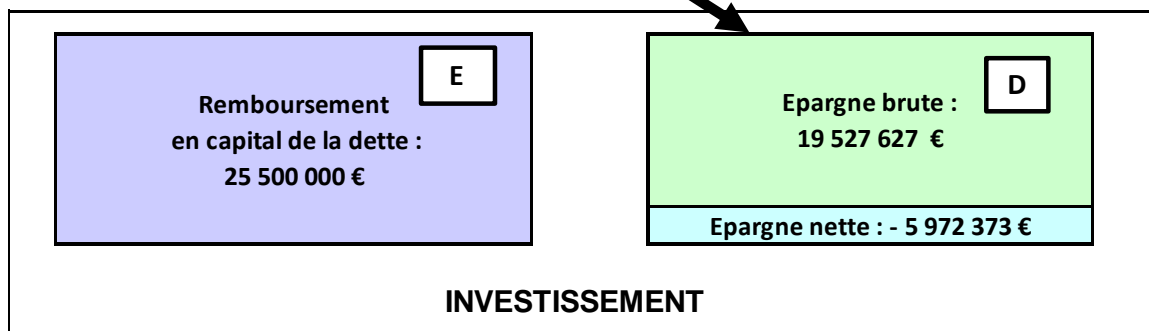
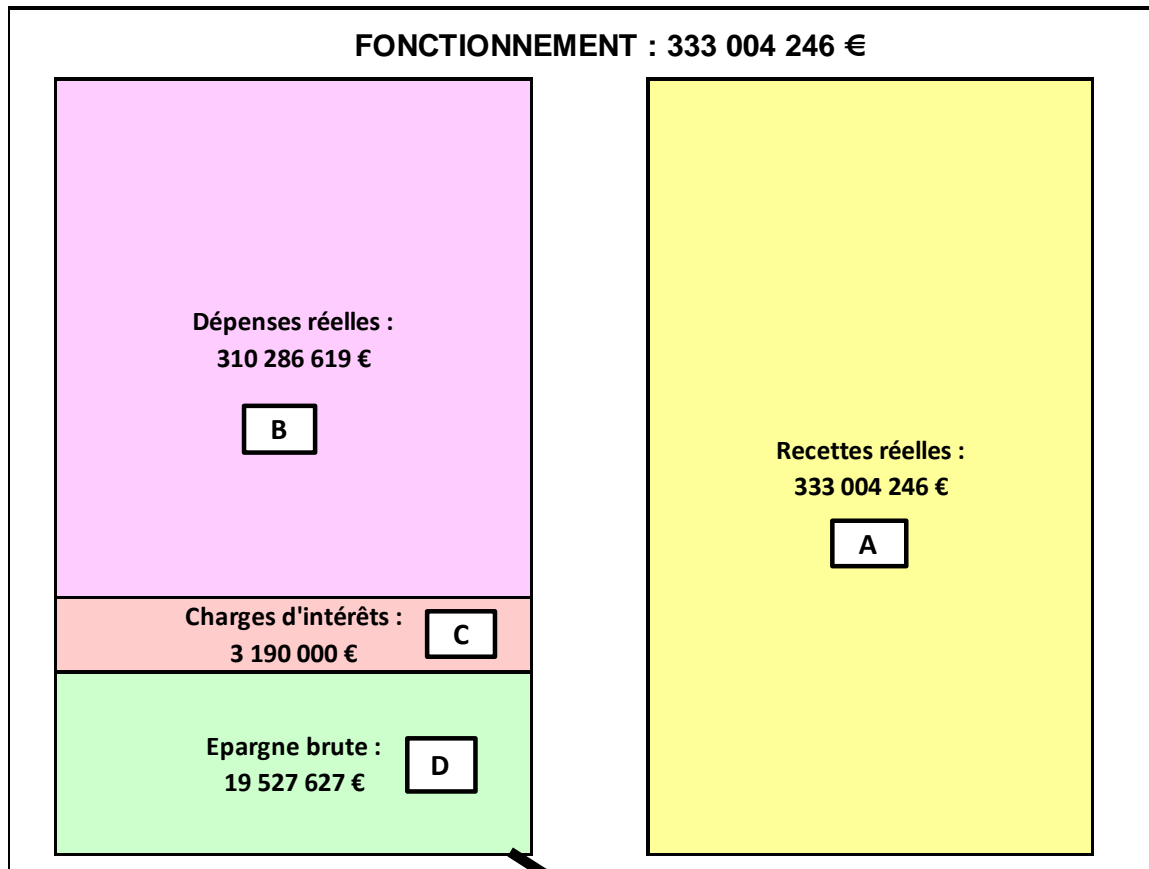
VIII – L'équilibre du budget

| PROJET BP 2021 | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|--|
| LIBELLE | Fonctionnement | | Investissement | | |
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | |
| Opérations réelles (hors dette & résultat N-1) | 333 004 246,00 | 313 476 619,00 | 12 119 766,00 | 42 346 787,00 | |
| EMPRUNT | | | 36 199 394,00 | 23 340 736,00 | |
| Remboursement anticipé sans refinancement | | | | 2 159 264,00 | |
| Remboursement anticipé avec refinancement | | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | |
| Gestion active de la dette | | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | |
| Total OPERATIONS D'ORDRE | 7 013 000,00 | 19 732 000,00 | 20 879 042,00 | 8 160 042,00 | |
| TOTAL | 340 017 246,00 | 333 208 619,00 | 89 198 202,00 | 96 006 829,00 | |
| VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT (021) | | 6 808 627,00 | 6 808 627,00 | | |
| TOTAL GENERAL | 340 017 246,00 | 340 017 246,00 | 96 006 829,00 | 96 006 829,00 | |
| TOTAL DEPENSES ET RECETTES (réel + ordre) | 436 024 075,00 | | | | |

PROJET BP 2021
OPERATIONS REELLES

DEPENSES

RECETTES



EPARGNE DE GESTION = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts **(A - B) = 22 717 627 €**

EPARGNE BRUTE = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement **(A - (B + C))** ou épargne de gestion - charges d'intérêts = **19 527 627 €**

EPARGNE NETTE = Epargne brute - remboursement en capital de la dette **(D - E) = -5 972 373 €**


**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

Comme suite au débat des orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal et les budgets annexes, pour les montants suivants :

| | |
|---------------------------------|-------------|
| Dépenses d'investissement..... | 4 445 258 € |
| Dépenses de fonctionnement..... | 8 615 619 € |
| Recettes d'investissement | 290 981 € |
| Recettes de fonctionnement..... | 1 212 000 € |

I – EDUCATION, COLLEGES ET CARTE SCOLAIRE

Le Département intervient au bénéfice de 35 collèges publics sur 37 sites à destination de 10 942 collégiens et 5 collèges privés pour 1 958 élèves.

A – RESEAU DES COLLEGES

1 – Carte scolaire

Tout au long de l'année 2019, l'évolution de la carte des collèges a fait l'objet d'une phase de concertation au sein des territoires organisée autour de 26 réunions auxquelles 1 400 personnes ont été invitées et a permis de recueillir de très nombreuses contributions.

Compte tenu de l'importance, de la diversité et de la richesse des contributions recueillies, la Commission permanente a unanimement décidé, lors de sa réunion du 25 octobre 2019, d'engager la phase d'élaboration des nécessaires évolutions du réseau des collèges ardennais.

La commission « Education, Sports et Culture », propose de débiter cette réforme par la construction de deux collèges sur le Département :

- à la Ronde Couture à Charleville-Mézières afin de remplacer les collèges Léo Lagrange et Salengro,
- dans la Vallée de la Meuse afin de remplacer les collèges de Bogny-sur-Meuse et Monthermé.

Ces deux projets seront élaborés en lien avec l'ensemble des acteurs concernés et notamment l'Education Nationale qui devra préciser les moyens dédiés à l'enseignement dans chaque collège, les Communes, les EPCI et la Région s'agissant de l'organisation des transports scolaires. Je vous rappelle que ces projets font l'objet d'une fiche dans le pacte Ardennes et devront bénéficier d'un soutien financier de la part de l'Etat. Des crédits d'études sont inscrits dès 2021 au titre des investissements dans nos bâtiments départementaux pour engager ces deux opérations

2 – Fonctionnement des collèges

Conformément au débat des orientations budgétaires 2021, je vous propose :

- d'inscrire un crédit de paiement de **6 111 240 €** au titre de nos compétences obligatoires,
- d'inscrire des crédits d'engagement à hauteur de **220 000 €** et des crédits de paiement pour un montant de **160 604 €** afin de répondre à nos engagements réglementaires au titre de l'investissement dans les collèges privés,
- de poursuivre nos actions volontaires et d'inscrire les crédits suivants :
 - **31 000 €** pour les frais de déplacement des collèges multi-sites,
 - **6 000 €** pour le fonctionnement de la légumerie,
 - **13 000 €** pour le déménagement du collège de Vrigne-aux-Bois,
 - **12 500 €** au titre de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS),
 - **50 900 €** pour l'apprentissage de la natation,
 - **2 000 €** pour les Foyers Sociaux Educatifs (FSE),
 - **20 000 €** pour les aides aux actions culturelles départementales.

Les modalités d'intervention de ces différents dispositifs sont annexées au présent rapport (**annexes de 1 à 5**).

Enfin, il convient d'inscrire en recettes :

- **700 000 €** au titre du Fond Départemental de Rémunération des Personnels d'Hébergement (F.D.R.P.H.),
- **11 250 €** au titre du remboursement par la MDPH des frais liés aux enseignants référents.

B – COLLEGES NUMERIQUES

Le schéma directeur des collèges numériques, voté le 16 octobre 2020, prévoit une remise à niveau et une homogénéisation des infrastructures et du matériel informatique de chaque collège selon un planning de reprise préétabli entre 2020 et 2024.

La mise en œuvre de ce projet permettra de renouveler les matériels informatiques de chacun des collèges pour en faciliter la maintenance et l'exploitation. Cette action permettra également de garantir une qualité de service optimale, d'optimiser les coûts et de développer les usages numériques.

1 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Le budget de l'autorisation de programme Collèges - Systèmes informatiques et téléphoniques reste dans les mêmes proportions que le budget de l'année dernière. La reprise des collèges se poursuit au même rythme avec 8 collèges dont la migration est planifiée en 2021.

Câblage (850 000 €)

L'opération de câblage informatique aura permis de remettre aux normes 22 collèges d'ici la fin de l'année 2020. Elle se poursuit en 2021 avec le câblage des collèges restants dont le réseau n'a pas encore été rénové. Cette opération sera donc complètement finalisée en 2021.

Raccordement à la fibre optique et réseau (347 000 €)

Lors de la reprise des collèges, le réseau interne est migré sur une nouvelle configuration avec les équipements neufs du marché de matériel réseau attribué à TIBCO qui sont sous contrat de maintenance. De plus, un réseau Wifi est déployé pour couvrir toute les zones pédagogiques et ouvrir un réseau wifi invité.

Une enveloppe prévue à cet effet sera reconduite les prochaines années pour les autres établissements.

Equipements bureautique et serveurs (882 000 €)

L'ensemble du matériel informatique bureautique et serveurs sera remplacé lors de la reprise des collèges qui sont planifiés en 2021 conformément à ce qui est prévu dans le schéma directeur. Cela permet de bénéficier d'une garantie de 5 ans sur site en cas de panne et d'avoir la maîtrise des configurations qui resteront toutes identiques.

Un budget est également prévu pour remplacer les vidéoprojecteurs ainsi que les Tableaux Blancs Interactifs (TBI) qui tomberaient en panne.

Des classes mobiles seront attribuées à certains collèges sur appel à projets. Les collèges ayant une volonté de développer une dynamique autour du numérique pourront en faire la demande. Les classes mobiles seront équipées de la solution Wizzbe qui a déjà commencé à être déployée en 2019 et 2020.

Ces opérations seront reconduites annuellement pour permettre de disposer des mêmes équipements informatiques et téléphoniques dans tous les collèges ardennais.

Postes téléphoniques (35 000 €)

Lors de leur reprise, les collèges seront équipés en téléphonie sur IP avec l'installation de nouveaux centraux téléphoniques et des téléphones IP. Cette technologie apportera de nouvelles fonctionnalités et une meilleure évolutivité ainsi qu'une diminution des frais de fonctionnement.

Logiciel (85 000 €)

Le groupement de commandes constitué avec la région Grand Est et tous les Départements de la région a permis d'acquérir un environnement numérique de travail (ENT) commun à tous les collèges et lycées de la région.

Il est prévu de renouveler l'abonnement à la solution KOSMOS pour tous les établissements.

Il est également prévu de déployer la solution Wizzbe pour les collèges qui seront équipés de classes mobiles.

En complément, je prévois une recette d'investissement de 400 000€ pour aider au financement des projets d'acquisition des réseaux informatiques et pour le câblage. Cette subvention est accordée par l'État dans le cadre de la DSID.

2 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le Conseil départemental va reprendre au fur et à mesure les coûts de fonctionnement des collèges suite à leur reprise. Un transfert des abonnements et des contrats est prévu pour les 8 collèges dont la migration est planifiée en 2021, en complément des collèges déjà repris en 2020 et dont le fonctionnement est déjà financé par le Département.

En complément, la dotation de fonctionnement de chaque établissement repris sera ajustée comme le prévoit le schéma directeur des collèges numériques, au coût réel et au prorata du nombre de mois déjà écoulés au moment de la reprise.

Service informatique (111 536 €)

Le département dispose actuellement d'un marché avec l'opérateur ORANGE pour les liaisons informatiques (transmission des données et téléphonie sur IP). Les collèges lors de leur reprise sont intégrés à cette offre afin de bénéficier de la fibre optique avec des meilleurs tarifs que les contrats déjà souscrits.

Les frais de fonctionnement concernent l'accès internet, les contrats photocopieurs ainsi que l'acquisition de petits matériels informatiques.

Service accueil et téléphonie (22 602 €)

Les frais de fonctionnement concernent les abonnements, les communications téléphoniques et la maintenance de la téléphonie sur IP.

C – ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET PARTENARIATS EDUCATIFS

Afin de continuer à œuvrer pour la structuration scolaire du territoire, je vous propose de poursuivre le versement de notre engagement en faveur du pôle scolaire de VOUIERS, soit **645 846 €** et de fixer la subvention destinée à l'atelier CANOPE à hauteur de **8 000 €**

D – ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Afin de répondre à nos engagements contractuels et réglementaires, je vous propose :

- de maintenir notre soutien aux frais de fonctionnement de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) et de l'Ecole d'ingénieurs en Sciences Industrielles et Numériques (EISINe), soit respectivement **5 000 €** et **83 286 €**
- de maintenir notre dispositif pour les aides exceptionnelles de scolarité selon les conditions énoncées en annexe 5 et d'inscrire **10 000 €** sur cette ligne,
- de solder notre participation au financement du nouveau campus de Charleville pour 105 000 €.

II – DEVELOPPEMENT CULTUREL ET BIBLIOTHEQUE

La politique culturelle mise en place par le Conseil départemental vise à soutenir le développement social et l'attractivité du territoire ainsi que l'accès à la culture pour tous, ambition confirmée dans le plan stratégique du Département.

Pour mettre en œuvre cette ambition culturelle, le Département envisage la mise en application dès l'exercice 2022 des dispositifs adoptés lors du vote du schéma départemental de développement culturel et artistique.

Ce schéma repose sur les deux axes que sont d'une part, l'ingénierie culturelle à destination des collectivités locales et des associations, et d'autre part l'éducation artistique et culturelle pour tous et partout.

A – DEVELOPPEMENT CULTUREL

Conformément aux décisions prises lors du débat d'orientations budgétaires, je vous propose pour 2021 sur les lignes de fonctionnement :

- de poursuivre notre accompagnement aux manifestations culturelles et d'inscrire **616 500 €** de crédits de paiement,
- de poursuivre notre soutien aux « Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire » et de « Devoir de mémoire » au sein du dispositif « Vie associative culturelle » et d'y inscrire un crédit de **30 000 €**,
- de poursuivre notre soutien en faveur des écoles de musique associatives et publiques à hauteur de **55 500 €**,
- d'inscrire **5 000 €** de crédits de fonctionnement et **25 000 €** en investissement pour poursuivre la mise en œuvre du projet des thermes de Warcq,
- de reconduire le projet d'ateliers marionnettes au sein du Foyer de l'Enfance et d'inscrire sur cette ligne un crédit de **8 000 €**,
- d'approuver les modalités d'interventions relatives aux différents dispositifs culturels pour 2021 joints en **annexe 6 à 9**.

Afin d'honorer nos engagements au titre de l'équipement culturel, je vous propose d'inscrire en investissement **63 144 €** de crédits de paiement.

Afin de répondre favorablement aux demandes en instances d'acquisition de drapeaux, je vous propose d'inscrire **1 020 €** en crédits d'engagement et de paiement.

En ce qui concerne la mise en place en 2022 de la future politique culturelle départementale, je vous propose, dès à présent :

- d'approuver le schéma départemental de développement culturel et artistique, détaillée en **annexe 10**, et sa mise en application dès l'exercice 2022,
- d'adopter l'accord de principe sur la mise en place dès 2021 d'un Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle entre le Département des Ardennes, les services de l'Etat (Ministère de la Culture, Ministère de l'Education Nationale) et la CAF qui définira un plan d'actions pluriannuel sur le territoire ardennais pour le développement culturel en temps scolaire, périscolaire et extrascolaire.

B – LECTURE PUBLIQUE

Conformément aux décisions prises lors du débat d'orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre le partenariat avec l'Etat. En effet, avec l'appui financier du Ministère de la Culture via le Contrat Territoire Lecture 2020-2022 (CTL) et le Contrat Départemental Lecture Itinérance 2020-2022 (CDLI), la Bibliothèque Départementale des Ardennes (BDA) déploie son ingénierie culturelle en matière de lecture publique en accompagnant près de 90 communes et 7 intercommunalités dans leur fonctionnement et leurs projets.

Dans ses objectifs de maillage culturel du territoire, la BDA s'attache à renforcer et accompagner la dynamique de l'intercommunalité culturelle, tout en veillant à garantir une offre accessible aux territoires les plus éloignés de l'offre culturelle.

Concernant le développement social de la population, la BDA, dans le cadre du Plan Pauvreté, pilote une politique de prévention et de lutte contre l'illettrisme avec les partenaires des domaines socio-éducatifs et culturels.

Les actions de la BDA figurent dans les axes 1, 2 et 4 du Plan stratégique du Département des Ardennes 2018-2025 et dans la fiche « FP 002 » du Pacte Ardennes.

Avec le renouvellement du soutien de l'Etat via trois dispositifs de cofinancement (Contrat Territoire Lecture (CTL), Contrat Départemental Lecture Itinérance (CDLI), Plan Pauvreté, la BDA s'engage à poursuivre les actions déjà engagées dans le cadre des plans triennaux.

Concernant l'investissement, il est donc prévu :

- de poursuivre le renouvellement et l'augmentation de l'offre d'expositions itinérantes très demandées par les partenaires culturels et socio-éducatifs, conformément aux dispositifs de cofinancements précités,
- de solder notre engagement pour les projets inaugurés des médiathèque d'Amagne et de Les Mazures.

Concernant le fonctionnement, il est donc prévu de :

- de renforcer l'ingénierie culturelle et l'accompagnement des intercommunalités et des communes dans le développement de la lecture publique, en lien avec le déploiement de la plateforme d'ingénierie départementale,
- de renouveler et d'augmenter l'offre de matériels d'animation culturelle itinérante très demandés par les partenaires culturels et socio-éducatifs, conformément aux dispositifs de cofinancements précités,
- de poursuivre la mission départementale de lutte contre l'illettrisme avec la réflexion sur la préfiguration d'un centre ressource illettrisme et l'expérimentation d'une action structurante dans un territoire infra-départemental.

Je vous demande donc de bien vouloir inscrire les crédits suivants :

En Dépenses :

| | |
|------------------|------------------|
| - Investissement | 164 022 € |
| - Fonctionnement | 139 455 € |

En Recettes :

| | |
|------------------|-----------------|
| - Investissement | 5 000 € |
| - Fonctionnement | 66 250 € |

C - ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Compétence obligatoire du Conseil départemental des Ardennes, les Archives départementales contrôlent, collectent, classent, conservent et communiquent au public la mémoire et le patrimoine écrit des Ardennes, bien commun à tous les habitants du département.

1 – CONSERVER ET RESTAURER LES ARCHIVES

1.1 - Acquisition de matériel de conservation préventive (12 000 €) et petites fournitures (4 000 €) :

La conservation préventive du patrimoine est une mission essentielle des Archives départementales. Pour les besoins quotidiens du classement des archives, une acquisition de matériel très spécifique dédié à la conservation sera réalisée. Ces fournitures sont adaptées au traitement et à la conservation sur le long terme des documents et répondent à des normes de fabrication spécifiques. Une nouvelle consultation sera lancée en 2021.

1.2 - Restauration d'archives (20 000 €)

Des crédits sont prévus pour la restauration des archives, en fonction de deux critères principaux : leur état de détérioration avancée et leur consultation répétée.

Les Archives départementales programment des opérations de restauration de registres du cadastre (états de section et matrices). Les opérations de restauration d'archives vont se poursuivre en 2021 avec une consultation pour la restauration des états de section et des matrices du cadastre napoléonien datant de la première moitié du XIXe siècle.

1.3 - Numérisation (17 000 €) et maintenance (6 000 €)

La numérisation est un axe structurant du travail de valorisation et de communication du patrimoine écrit en préservant les originaux en les diffusant sur de nouveaux médias comme le site internet des Archives départementales, le plus consulté de la collectivité avec 400 000 visites pour 25 000 0000 de pages vues annuellement.

En 2021, il s'agira de poursuivre le travail entamé en 2019 de numérisation des registres des hypothèques, notamment l'entame des répertoires des formalités à la consultation très fréquente. Des périodiques de la bibliothèque patrimoniale de la fin du XIXe siècle feront également partie de la campagne de numérisation.

2 – ENRICHIR LES COLLECTIONS

2.1 - Achat d'archives ou d'œuvres d'art en vente publique (2 000 €)

Le Département continuera à mener une politique active d'acquisition de documents pour enrichir les fonds d'archives et collections patrimoniales, notamment par l'achat de documents en vente publique.

2.2 - Enrichissement de la bibliothèque patrimoniale (3 000 €)

La bibliothèque des Archives départementales, véritable conservatoire de l'édition ardennaise, se verra augmentée de toutes les publications relatives aux Ardennes qui paraîtront en 2021. Une veille active sera également assurée sur les publications plus anciennes qui seraient mises en vente aux enchères, en librairie ou par des particuliers, afin de ne pas manquer une occasion d'accroître l'intérêt des collections départementales.

D – MUSEE GUERRE ET PAIX EN ARDENNES

Le Musée Guerre et Paix en Ardennes, lieu d'éducation, de culture et de tourisme, s'inscrit pleinement dans les axes du plan stratégique 2018-2025. Après une année difficile liée à la crise sanitaire, il est essentiel de redonner en 2021 une nouvelle impulsion au musée, de développer sa notoriété, de valoriser ses expositions et ses actions.

L'amélioration des services rendus aux usagers sera orientée en direction des scolaires, tous niveaux confondus. Le musée est parvenu à devenir un lieu de visite incontournable. Il importe de poursuivre cette dynamique et de la développer. Un parcours, destiné au jeune public et plus largement aux familles, sera mis en place au sein du parcours permanent. Il prendra la forme d'un jeu de piste autour de grands personnages de l'Histoire et s'appuiera sur des cartels adaptés et illustrés. Un projet pédagogique de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, destiné aux classes de collèges, sera élaboré en partenariat avec le Rectorat et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. Ce projet fera appel à l'éducation artistique et culturelle (art du dessin, bande dessinée, marionnettes, théâtre...) pour favoriser l'appropriation des élèves. Il s'inscrit dans la politique d'éducation à la paix et à la citoyenneté du musée.

Après l'expérience réussie de l'escape game, tant auprès des individuels que des scolaires, le musée proposera une nouvelle exposition ludique, qui prendra cette fois la forme d'une murder party. Inspiré du Cluedo, ce jeu est très en vogue actuellement. Il prendra de nouveau appui sur l'histoire des trois guerres dans les Ardennes.

La politique d'amélioration des services offerts aux visiteurs sera poursuivie, afin de développer l'attractivité du musée et la satisfaction de ses visiteurs. La découverte de la gastronomie locale sera privilégiée à la cafétéria.

Enfin, les achats et les recettes de la boutique et de la cafétéria seront, à partir de l'an prochain, assujettis à la TVA. Ce contexte impose la reprise des crédits précédemment gérés par le Service des Moyens Généraux.

Le crédit affecté à ces différents volets s'élève à **131 400 €**.

Les présentations de l'exposition permanente seront également complétées : la médiation sera renforcée, de nouvelles mises en ambiance, installées, les collections, en partie renouvelées. L'objectif est de développer l'intérêt du musée et de fidéliser le public en place.

La politique d'enrichissement des collections sera poursuivie, pour combler les manques mais aussi pour anticiper la fin de certains dépôts.

Je vous propose d'inscrire un crédit de **71 000 €** à cet effet.

Concernant les recettes, je vous propose d'inscrire un montant total de **140 000 €** ventilé comme suit :

- Droits d'entrée : 100 000 €
- Ventes boutique : 20 000 €
- Ventes cafétéria : 20 000 €

E - CELLULE DEPARTEMENTALE D'ARCHEOLOGIE (budget annexe)

Conformément aux décisions prises lors du débat des orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre notre politique d'accompagnement des projets d'aménagement du territoire à travers leur volet archéologique.

L'habilitation pour cinq ans a été renouvelée en 2019 par l'État, et le plan d'apurement des rapports de fouilles, dans lequel s'était engagé le Département progresse de façon satisfaisante.

En 2020, la cellule a ainsi réalisé 15 opérations de diagnostics, permettant de libérer les terrains en moins de 3 mois pour plus de la moitié des projets. En 2021, l'activité de diagnostic devrait se poursuivre sur un rythme similaire, avec de nouvelles opérations, notamment sur des projets éoliens, d'extension de carrières, d'installations économiques et agricoles. La cellule postulera à des fouilles archéologiques préventives attendues sur le territoire départemental.

Parallèlement, la Cellule Archéologique des Ardennes s'investit dans des projets de valorisation : la publication de la collection mérovingienne conservée aux Archives, le projet Interreg *Vallus* (avec un colloque à Charleville et une exposition en 2021), projets qui se finaliseront au cours de l'année 2021. Ces actions de médiation et de valorisation du patrimoine ardennais seront complétées de plusieurs présentations à destination du grand public au cours de l'année.

La cellule poursuivra également tout le travail de valorisation menée sur les Thermes de Warcq, à travers le projet de valorisation du site, mais également par une opération d'archéologie programmée permettant de compléter la mise en valeur du site.

III – PREVENTION SPORTS ET LOISIRS

La politique du département en matière sportive s'inscrit dans la lignée des objectifs fixés par le plan stratégique de la collectivité, pour actionner le sport et les loisirs comme un levier d'action sociale et comme un moteur d'attractivité et de dynamisme territorial.

En ce sens, je vous propose pour 2021 de consolider le travail engagé autour de ces deux axes principaux de développement du sport et des loisirs et de les affiner avec le projet de Schéma départemental de développement du sport.

A – LA PREVENTION PAR LE SPORT ET LES LOISIRS

LE SPORT POUR TOUS

Objectif : Garantir la qualité de vie de tous les Ardennais en promouvant un accès innovant et équitable au sport pour tous

1 – L'action volontaire du Département pour la cohésion sociale

La collectivité déploie des projets d'animation sportive innovants sur l'ensemble du territoire, en collaboration avec les associations sportives, les comités départementaux et les autres collectivités territoriales.

Afin de mettre en lumière l'impact du sport pour les solidarités humaine et territoriale, je vous propose de :

- poursuivre les projets menés vers les publics les plus vulnérables (enfants, personnes en situation de handicap, personnes âgées, bénéficiaires du revenu de solidarité active),
- poursuivre le partenariat engagé depuis plusieurs années avec les centres sociaux, et d'intégrer dans le conventionnement l'organisation de journées sportives pour les jeunes, les familles et les séniors.

Afin de favoriser la participation des établissements scolaires sur nos structures départementales, je vous propose de maintenir notre soutien aux frais de transport des collégiens à hauteur de 40 %, après transmission de la facture acquittée.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire :

- **11 000 €** au titre des manifestations sportives (achats de lots, coupes, prestations, locations structures gonflables, sonos),
- **1 000 €** au titre de l'aide aux transports des collégiens.

2 - Le soutien au sport amateur et à la formation

Pour 2021, je vous propose la reconduction des 4 dispositifs de soutien existant (2.1 à 2.4) et la création d'un nouveau dispositif (2.5).

Un règlement intérieur est annexé au présent rapport (**annexe 11**). Il reprend les modalités d'instruction et les critères de calcul des 4 dispositifs reconduits.

2.1 – L'aide au fonctionnement des clubs sportifs et comités départementaux

Je vous propose de reconduire ce dispositif dans les conditions établies et votées au Budget primitif 2020 et d'y consacrer une enveloppe de **75 000 €**.

2.2 – L'organisation de manifestations sportives

Afin d'accompagner les associations dans l'organisation de manifestations sportives d'intérêt national, régional et départemental qui contribuent à faire connaître la pratique sportive mais aussi à valoriser le territoire, je vous propose de :

- maintenir ce soutien financier,
- inscrire un crédit de **110 000 €**.

La baisse de l'enveloppe pour ce dispositif s'explique par le report de l'édition du Circuit des Ardennes 2020 alors que la subvention (40 000 €) a pu être conservée par l'association.

2.3 - Les sections sportives scolaires

Le Département soutient les collèges qui accueillent une section sportive scolaire.

Pour 2021, je vous propose de :

- maintenir ce soutien selon les mêmes critères que l'an passé :
 - 350 € par section,
 - 10 € par élève,
 - 2 000 € pour la section sportive scolaire de football du collège Turenne pour assurer le transport des élèves de leur établissement vers leur lieu d'entraînement, sous réserve que le coût réel du transport soit au moins égal à la somme proposée.
- inscrire **14 000 €** pour ce dispositif.

2.4 - Formations BAFA, BAFFD et BNSSA

Le Département soutient les ardennais qui souhaitent encadrer à titre non professionnel, de façon occasionnelle des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs en obtenant un brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou un brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFFD).

Pour 2021, au titre de l'aide aux formations BAFA, BAFFD, BNSSA, je vous propose de :

- maintenir ce soutien financier comme suit :
 - 80 € pour les stages BAFA sous conditions de ressources,
 - 150 € pour les stages BAFFD sans condition de ressources,
 - 100 € pour les stages BNSSA sans condition de ressources, avec une subvention forfaitaire de 200 € si le stagiaire s'engage sur une base de loisirs départementale pour un contrat estival de 2 mois.
- inscrire un crédit de **6 500 €**.

2.5 – L'aide à la licence

Le Département inscrit ses actions croisées sur le sport et l'action sociale dans le cadre de feuilles de route nationales, avec des financements dédiés, notamment :

- la déclinaison territoriale de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté pour favoriser l'accès aux droits et l'accès à la santé de ses publics prioritaires,
- les appels à projets récurrents fortement réorientés vers le sport et les solidarités (appels à projets « Impact 2024 » par l'Agence Nationale du Sport, appels à projets de la DRDJSCS Grand Est).

Afin de faciliter l'accès au sport pour les enfants dans les clubs sportifs, notamment pour les familles précaires dont les parents travaillent mais sont exclus des dispositifs de droit commun et pour impulser une dynamique sportive sur le territoire pour la jeunesse avec la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, je vous propose un dispositif

d'aide à la licence pour inciter les enfants de moins de 12 ans à la pratique sportive en clubs, à compter de la rentrée sportive 2021-2022.

Je vous propose, pour 2021 :

- d'intégrer ce soutien financier aux dispositifs existants,
- d'en rédiger le règlement intérieur,
- d'inscrire un crédit de **10 000 €** au titre de ce soutien.

3 – L'aide à la mobilité

Depuis 2016 et la création des grandes régions, les associations sportives ardennaises sont contraintes d'assurer les déplacements de leurs licenciés pour participer à des compétitions dans tout le Grand Est, le plus souvent à l'aide des voitures des bénévoles ou des parents, faute de pouvoir investir dans des véhicules de transport collectif.

Afin de soutenir leur action pour la pratique sportive de masse au niveau régional et national, et face à une demande croissante, je vous propose de créer un nouveau dispositif d'aide à la mobilité pour les associations sportives, sous la forme d'une aide à l'achat d'un véhicule de transport collectif, sous réserve d'obtenir des financements dédiés.

Je vous propose pour 2021 :

- d'intégrer ce soutien financier aux dispositifs existants,
- d'en rédiger le règlement intérieur,
- d'inscrire un crédit de **10 000 €** au titre de ce dispositif.

LE SPORT SANTE

Objectif : Améliorer les services rendus aux usagers et les conditions de vie de tous

Le coup d'arrêt donné à la pratique sportive sur le territoire en raison de la crise sanitaire a aggravé l'inactivité physique des populations les plus vulnérables. Les conséquences sur ce public en terme d'impact direct sur la santé, de délitement du lien social et de perte d'autonomie seront mesurables dans les mois et années à venir.

Pour 2021, je vous propose :

- de poursuivre et d'accroître le soutien aux associations labellisées Sport-santé avec un conventionnement sur 3 ans pour 500 € par an par structure,
- d'inscrire **8 000 €** au titre de ce dispositif.

LE SPORT DEVELOPPEMENT

Objectif : Favoriser l'attractivité des Ardennes en soutenant les forces vives du territoire et les évènements contribuant à une image positive du Département

1 - Les plans départementaux de développement de disciplines sportives

Ce dispositif relève d'un partenariat fort entre la Collectivité, les comités sportifs départementaux et les clubs sportifs « phare » du département, pour les inciter à développer des actions en direction de tous les publics, avec la signature d'une convention d'objectifs.

Ils sont aussi des partenaires importants dans le cadre de la mise en place de manifestations par le service Prévention, Sports et Loisirs.

En cohérence avec les orientations du projet social de la direction, il est également attendu qu'ils jouent un rôle important dans les futurs projets d'animation sportive, en direction des publics vulnérables (personnes âgées, personnes en parcours d'insertion sociale par exemple).

En 2020, 17 comités départementaux, 10 clubs sportifs et 2 associations omnisports ont été soutenus grâce à ce dispositif.

Pour 2021, je vous propose :

- d'orienter plus particulièrement notre soutien vers les comités sportifs départementaux dont le rôle est bien de soutenir la mise en œuvre de la politique sportive au niveau départemental et d'assurer la coordination et le soutien des clubs sportifs affiliés,
- de diminuer progressivement sur 3 ans le partenariat de la Collectivité à destination des clubs, pour y mettre un terme définitivement en 2024, (puisque lorsqu'un comité départemental soutiendra un projet de développement sportif départemental, un club sportif ne pourra être éligible),
- de conventionner sur la durée de la nouvelle olympiade 2021-2024.

Je vous propose de consacrer **300 000 €** à ce dispositif.

2 – Le soutien au sport de niveau national et au plus haut niveau régional

Les clubs de niveau national et ceux évoluant au plus haut niveau régional contribuent directement au rayonnement du Département à travers les compétitions de haut niveau auxquelles ils participent et y véhiculent l'image départementale, mais surtout grâce aux valeurs de dépassement de soi, d'ambition et de courage associées aux Ardennais et portées au niveau national et international.

Pour 2021, je vous propose de :

- poursuivre le soutien en faveur des clubs de niveau national et ceux évoluant au plus haut niveau régional, selon la grille de subvention par niveau de compétition figurant dans le règlement intérieur,
- soutenir les clubs participant à une coupe européenne : les Flammes Carolo Basket Ardennes et le Roller Ardennes du Pays Rethémois,
- reconduire le conventionnement pour la réalisation de missions d'intérêt général ayant pour objectif de créer des passerelles entre le sport de haut niveau et le sport amateur, notamment avec les jeunes licenciés et les publics les plus fragiles (personnes en situation de handicap et celles confiées au Département),
- signer des conventions pour la réalisation de missions d'intérêt général avec les clubs suivants : Flammes Carolo Basket Ardennes, Etoile de Charleville-Mézières, Club Sportif Sedan Ardennes et Roller Ardennes du Pays Rethémois,
- maintenir l'engagement de la collectivité à soutenir l'Etoile de Charleville-Mézières pour une montée à l'issue de la saison 2019-2020, compte tenu du gel des classements et des montées ou descentes des championnats suite à la crise sanitaire.

Je vous propose de modifier la grille de subvention par niveau de compétition pour 2021 comme suit :

- intégration des Coupes d'Europe pour le roller-hockey et le basket-ball féminin,
- intégration d'une division cyclo-cross pour le cyclisme,
- modification des divisions pour le tennis féminin suite à une refonte des niveaux par la Fédération,
- revalorisation des niveaux 1 et 2 pour la natation.

Les subventions seront versées, sans exception, au cours du premier semestre de l'année civile pour la saison sportive en cours.

Enfin, je vous propose d'inscrire pour 2021:

- **440 000 €** au titre du soutien aux clubs de niveau national et ceux évoluant au plus haut niveau régional,
- **41 000 €** au titre des missions d'intérêt général,
- **45 500 €** à l'Etoile de Charleville-Mézières avec le report de la condition de montée pour la saison 2020-2021

3 – Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2021 et 2024

Véritable catalyseur de la pratique sportive, la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques 2021 et 2024 permet de développer des actions autour des valeurs citoyennes et éco-responsables des Jeux, tout en valorisant les atouts naturels et infrastructurels des collectivités.

Avec le label « Terre de Jeux 2024 » un coup de projecteur sera porté sur les actions réalisées par la collectivité en collaboration avec les comités, les clubs et les athlètes.

En soutenant des sportifs de haut niveau dans des disciplines individuelles à faible capacité financière sur le partenariat privé, le Département associe directement son image à l'excellence sportive de ces athlètes à haut potentiel, tout en accompagnant les plus jeunes d'entre eux vers le rêve olympique.

En contrepartie de ces aides, chaque athlète s'engage à être présent sur des manifestations organisées par la Collectivité.

Pour valoriser le soutien constant du Département aux sportifs ardennais, je vous propose d'instaurer une cérémonie annuelle des athlètes ardennais de haut niveau pour souligner leurs performances d'exception, tout en retraçant les actions volontaires du Département en faveur du sport de haut niveau.

Enfin, dans le cadre du label Terre de Jeux Paris 2024 et de la candidature pour accueillir des délégations nationales (boxe, judo, aviron ou canoë-kayak), une réflexion sera portée sur la création d'une équipe d'ambassadeurs composée de sportifs de haut niveau soutenus par la collectivité, pour porter au plus haut les couleurs et les atouts du Département.

Pour 2021, je vous propose de poursuivre et augmenter notre soutien financier pour les sportifs classés en catégorie « Espoir », l'objectif étant de mieux accompagner ces jeunes qui entrent de plein pied dans le sport de haut niveau avec son poids financier, et en année Olympique décalée, soutenir, via une bourse de 2 000 €, les sportifs ardennais qui représenteront la France et les Ardennes au Japon en 2021.

Je vous propose d'inscrire **25 000 €** pour le soutien aux sportifs de haut niveau ardennais inscrits sur liste ministérielle, dans les cinq catégories suivantes et uniquement pour les sports individuels :

| | | | |
|------------------------|---------|---------------|---------|
| ○ Espoir | 600 € | Rappel 2020 = | 500 € |
| ○ Sénior | 1 000 € | Rappel 2020 = | 1 000 € |
| ○ Collectifs nationaux | 1 000 € | Rappel 2020 = | 1 000 € |
| ○ Relève | 1 500 € | Rappel 2020 = | 1 500 € |
| ○ Elite | 2 000 € | Rappel 2020 = | 2 000 € |

4 – Les projets d'envergure

La crise sanitaire a fortement impacté les manifestations sportives organisées par notre collectivité, contraignant à annuler ou reporter des événements devenus très populaires et attractifs sur notre territoire.

Pour 2021, je vous propose de relancer deux projets populaires et de créer deux nouvelles manifestations, qui au-delà de contribuer à l'accès au sport à tous, promeuvent une image dynamique et créative du Département :

- L'Ardenn'K-Naille, course à obstacles pour enfants, réunissant 2 000 participants en moyenne, qui les amène à développer des aptitudes bénéfiques à leur épanouissement physique et mental (confiance en soi, collaboration pour franchir les obstacles, bien-être par le sport...),
- L'Ardenn'Orientation, événement familial avec des épreuves sportives, culturelles, gastronomiques et festives pour découvrir ou redécouvrir des espaces urbains d'une commune du département sur le territoire tout en favorisant le lien parent-enfant,
- L'organisation d'une journée « EcOlympique » pour mobiliser des collégiens sur le site des Vieilles-Forges autour des valeurs, des activités de disciplines olympiques et de l'écologie,
- Le report de l'appel à projet « Natur'Est », axé sur les sports de nature, dans le cadre du Schéma Régional du Développement du Sport qui pourrait se tenir sur plusieurs jours aux Vieilles-Forges.

B – L'ATTRACTIVITE PAR LE SPORT ET LES LOISIRS

Le Département est doté de trois sites d'envergure dont l'attractivité est renforcée avec la validation de la candidature de la collectivité pour accueillir des délégations olympiques dans le cadre de leur préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024.

La Maison départementale des sports de Bazeilles (judo et boxe) et le plan d'eau des Vieilles-Forges (aviron et canoë) ont été officiellement retenus comme « Centres de préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ».

En 2021, je vous propose de :

- poursuivre les travaux d'aménagement et d'équipement pour une meilleure offre de qualité de service,
- préserver notre patrimoine et garantir la sécurité avec des travaux d'entretien courants,
- mener une réflexion sur le plan de circulation (routier et piétonnier).

1 – SITE DE BAIRON

1.1 – Fonds de concours des Voies Navigables de France

Notre collectivité s'est engagée à participer aux travaux de rénovation du barrage réservoir de Bairon. Pour cette opération, les Voies Navigables de France ont accordé à notre collectivité un étalement de notre participation.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire le solde d'un montant de **215 122 €**.

1.2 – La salle polyvalente

La réouverture de la salle polyvalente a montré tout l'intérêt de poursuivre notre action dans le développement du site de Bairon. En 2020, cette structure a fait l'objet d'équipements de petits matériels sportifs ainsi que de renouvellement de mobilier permettant l'accueil et l'utilisation de cette salle dans les meilleures conditions et en direction de tout public.

Dans la perspective de l'ouverture de la voie verte Sud Ardennes, l'offre touristique doit être étoffée et c'est ainsi qu'une réflexion doit être menée sur le devenir de la base d'animation.

1.3 – La base d'animation

Concernant ce bâtiment, il a été proposé, lors de notre débat d'orientations budgétaires, de lancer une étude pour la démolition du bâtiment actuel en vue de sa reconstruction. Ces crédits feront l'objet d'une inscription dans un rapport séparé de la Direction des Bâtiments.

Pour 2021, des crédits seront également inscrits dans le rapport de la Direction des Bâtiments pour les dépenses courantes liées au fonctionnement du site de Bairon.

2 – SITE DES VIEILLES FORGES

2.1 – La base d'animation

Je vous propose de reconduire le fonctionnement global et l'organisation de nos stages d'été à l'identique et de prévoir les crédits nécessaires, soit un montant de **28 700 €** pour la prise en charge :

- des frais de transport des stages d'été à hauteur de 24 000 €,
- du matériel pédagogique pour le tour du lac à hauteur de 3 200 €,
- de la taxe de séjour à régler à la Communauté de Communes Val et Plateaux d'Ardenne pour les personnes accueillies dans la base d'animation pour 1 500 € (un montant identique sera inscrit en recettes).

2.2 – Le Centre de congrès

Il convient de provisionner un montant de **1 500 €** pour le remboursement des cautions versées pour la réservation des salles du Centre de congrès.

2.3 – Acquisitions diverses

Dans le cadre du remplacement des matériels nécessaires pour le fonctionnement des bases de loisirs des Vieilles Forges et de Bairon, je vous propose d'inscrire une somme de **97 000 €** répartie comme suit :

- remplacement des lignes d'eau des baignades des Vieilles Forges et de Bairon pour **14 000 €**
- achat de matériel scénique pour le site des Vieilles Forges et la Maison Départementale des Sports pour **33 000 €**
- remplacement de matériel nautique pour **8 000 €**
- remplacement de matériel sportif pour **12 000 €**
- poursuite du remplacement de mobilier extérieur du site de Bairon pour **9 000 €**
- achat de signalisation extérieure (barrières) pour les sites des Vieilles Forges et de Bairon pour **9 000 €**
- achat de 10 colonnes de tri sur le site de Bairon pour **12 000 €** en vue de s'engager dans une démarche d'éco-responsabilité.

2.4 – Actualisation du profil de baignade

Le profil de baignade est un document réglementaire qui consiste à prévenir les risques potentiels de contaminations de l'eau ainsi que de redéfinir des mesures les plus adaptées à chaque cas pour palier à ces pollutions mais également d'établir un plan d'actions pour réduire voire supprimer ces sources de pollutions, afin de maintenir, a minima, la qualité de l'eau de baignade.

L'Agence Régionale de la Santé a demandé la réactualisation du profil existant, le dernier datant de 2010.

Afin de permettre de lancer une consultation auprès de bureaux d'études spécialistes dans la mise à jour de ce document, je vous propose d'inscrire dans le cadre du présent budget un crédit de **20 000 €**

3 – MAISON DEPARTEMENTALE DES SPORTS

Notre département est l'un des seuls en France à disposer d'une Maison des Sports équipée à la fois de locaux sportifs et de bureaux et salles de réunion à la disposition des acteurs sportifs du territoire ardennais.

Pour conforter notre cooptation comme centre de préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 pour les disciplines judo et boxe, je vous propose d'inscrire un crédit de **30 000 €** pour le remplacement :

- des tatamis dans la salle du dojo,
- d'une partie des appareils de musculation.

4 – TARIFICATION

4.1 – Les Bases de Loisirs

Concernant les locations des salles des sites des Vieilles Forges et de Bairon, je vous propose de maintenir pour 2021 les tarifs identiques à ceux votés en 2020 (**Annexe 12**).

En outre, afin d'étendre le service de desserte en bus pris en charge par la collectivité pour les stages d'été, je vous propose en 2021 de majorer de 10% le prix des stages demi-pension pour les enfants accueillis pendant les stages sportifs en juillet et en août.

Enfin, dans le cadre du développement des activités du Centre de congrès des Vieilles Forges, je vous propose d'appliquer un abattement de 15 % du tarif « grand public » pour les demandes des opérateurs locaux souhaitant proposer une offre de prestation « clé en main » (location de salles, hébergement, repas, formations, activités sportives...). Dans un objectif d'harmonisation, ce dispositif sera appliqué pour la réservation de la salle polyvalente du lac de Bairon.

4.2 – La Maison Départementale des Sports

Afin d'harmoniser le fonctionnement des différents sites, je vous propose de lancer une réflexion globale en 2021 sur la tarification de la location des salles de cette structure. Je vous propose de soumettre cette étude au vote de l'Assemblée.

IV – EQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-EDUCTIFS

Au titre de l'action menée par notre collectivité pour aider à la création et à la modernisation des équipements sportifs et socio-éducatifs, je vous propose d'inscrire un crédit de paiement à hauteur de **600 000 €** en investissement, afin de continuer à honorer nos engagements pour la réalisation des centres aquatiques de Sedan, Reithel et Vouziers.

En conclusion, je vous propose d'inscrire un crédit de paiement de **600 000 €** en investissement, afin d'honorer nos engagements pour la réalisation des centres aquatiques de Sedan, Reithel et Vouziers.

En conclusion, je vous propose :

- d'adopter le présent rapport,
- de voter les crédits figurant dans les tableaux annexés,
- au titre de l'éducation :
 - d'approuver la construction de 2 nouveaux collèges à Charleville-Mézières et dans la Vallée de la Meuse
 - d'inscrire les crédits d'engagement suivants :

- ✓ 220 000 € au titre de l'investissement dans les collèges privés,
- De poursuivre nos actions volontaires

- au titre de la culture :
 - d'inscrire des crédits d'engagement à hauteur de 1 020 € au titre du devoir de mémoire pour l'acquisition de drapeaux,
 - d'approuver le schéma départemental de développement culturel et artistique, détaillée **en annexe 10**, et sa mise en application dès l'exercice 2022,
 - d'adopter l'accord de principe sur la mise en place dès 2021 d'un Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle entre le Département des Ardennes, les services de l'Etat (Ministère de la Culture, Ministère de l'Education Nationale) et la CAF qui définira un plan d'actions pluriannuel sur le territoire ardennais pour le développement culturel en temps scolaire, périscolaire et extrascolaire.

- d'approuver les modalités d'intervention relatives aux subventions d'investissement dans les collèges privés, au soutien au sport scolaire (UNSS), au foyers socio-éducatifs (FSE), aux actions culturelles départementales, aux aides exceptionnelles de scolarité, aux écoles de musique, aux manifestations culturelles, à la vie associative et celles liées au devoir de mémoire jointes **en annexes 1 à 9**,

- au titre de la prévention, sports et loisirs :
 - d'approuver le principe de mise en place de 2 nouveaux dispositifs d'aides volontaires : l'aide à la licence et l'aide à la mobilité
 - d'orienter notre soutien plus particulièrement vers les comités sportifs départementaux
 - d'approuver la grille de subventions modifiée
 - d'approuver les tarifs des bases de loisirs
 - d'adopter le règlement intérieur annexé au présent rapport relatifs aux conditions d'éligibilité et aux critères de calcul de subvention des différents dispositifs,

- de donner délégation à la Commission permanente pour répartir les crédits votés et approuver, le cas échéant, les conventions à intervenir.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.

ANNEXE 1

Collèges privés - Subvention d'investissement

1] OBJET

Aider les collèges privés ardennais sous contrat d'association à réaliser leurs projets d'investissement.

2] BENEFICIAIRES

Les collèges privés ardennais.

3] PROJETS ELIGIBLES

- Travaux de maintenance, de sécurité et d'hygiène,
- Travaux de grosses réparations, de réhabilitation du patrimoine, d'économie d'énergie,
- Travaux d'aménagement de locaux pédagogiques,
- Travaux de construction, de reconstruction, d'extension, de restructuration,
- Remboursement du capital dans le cadre d'emprunts contractés pour la réalisation de travaux d'investissement dans l'établissement.

4] MODALITES D'INTERVENTION

En application de l'article L. 151-4 du Code de l'Education et de l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 avril 1990 (Département d'Ille et Vilaine), la subvention d'investissement ne peut excéder « la limite du dixième des dépenses autres que les catégories de dépenses couvertes par des fonds publics au titre du contrat d'association ».

- Dépense subventionnable : coût T.T.C. du projet.
- Taux : fixé par la Commission Permanente dans la limite maximum autorisée de la loi et au plus égal à 75 % de la dépense.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

Elaboration d'un dossier technique et administratif.

Dossier technique :

- Le plan de situation
- Tous les plans et coupes nécessaires au projet
- Les devis descriptifs et estimatifs des travaux

Dossier administratif :

- La délibération du Conseil d'Administration de l'O.G.E.C. (Organisme de Gestion d'Etablissement Catholique) approuvant le projet, décidant de réaliser les travaux et de participer à son financement et sollicitant une aide financière du Conseil Départemental.
- Le budget de l'établissement, certifié par la Direction diocésaine de l'enseignement catholique, faisant apparaître l'origine des fonds pour la détermination du plafond de subvention.
- Une note de présentation et d'opportunité de l'opération.
- Un plan de financement des travaux.
- L'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux.
- Une copie du contrat de prêt et tableau d'amortissement (le cas échéant).

6] DECISION

Prise par la Commission permanente du Conseil départemental après expertise et étude du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- Par courrier électronique à l'adresse : pole-aides-departementales@cd08.fr
- Par voie postale à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction Générale des Services Départementaux
Direction des Finances - Service des Aides Départementales
Hôtel du Département
CS 20001
08011 CHARLEVILLE-MEZIERES Cedex

ANNEXE 2

Soutien au sport scolaire (U.N.S.S.)

1] OBJET

Soutenir les associations sportives des collèges publics et privés ardennais et le comité départemental de l'U.N.S.S. des Ardennes.

2] BENEFICIAIRES

Les collèges publics et privés ardennais ainsi que le comité départemental de l'U.N.S.S. des Ardennes.

3] PROJETS ELIGIBLES

Présenter un projet avec un bilan pour chaque collège.

4] MODALITES D'INTERVENTION

- **La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 juin de l'année concernée.**

Répartition du crédit voté au budget primitif en faveur des associations sportives des collèges publics et privés ardennais qui en font la demande (les collèges multisites bénéficiant de deux parts) et du Comité départemental UNSS.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande d'aide (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

Par courrier électronique à l'adresse : pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 3

Soutien aux Foyers Socio-Educatifs (FSE) des collèges

1] OBJET

Aider les foyers socio-éducatifs des collèges publics et privés ardennais pour leur fonctionnement.

2] BENEFICIAIRES

Les collèges publics et privés ardennais.

3] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 juin de l'année concernée.

La subvention est forfaitaire pour un montant de 250 € en faveur des foyers des collèges publics et privés ardennais (les 2 collèges multisites bénéficient de deux parts).

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées page 2 du formulaire.

5] DECISION

Prise par la Commission permanente du Conseil départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

6] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse : pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 4

Aides aux actions culturelles départementales

1] OBJET

Apporter la participation de la collectivité aux actions à caractère éducatif, artistique et culturel développées en direction des jeunes publics.

2] BENEFICIAIRES

- Collèges publics et privés qui en font la demande ;
- Structures associatives qui présentent un projet d'Education Artistique et Culturelle s'adressant au jeune public et au public scolaire ;

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Axe 1** : Projets de Programmes Artistiques Globalisés (PAG) et de résidences artistiques développés par le rectorat et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) validés et financés par la DRAC ;
- **Axe 2** : Projets Artistiques et Culturels (PAC) Départementaux Inter Etablissements, Inter Degrés validés par le DASEN ;
- **Axe 3** : Actions favorisant l'accès du jeune public aux structures culturelles gérées par le Conseil départemental : Musée Guerre et Paix en Ardennes ; Service des Archives Départementales ;
- **Axe 4** : Actions d'Education Artistique et Culturelle (AEAC) à destination du jeune public ;
- **Axe 5** : Projets retenus par la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) dans le cadre du dispositif « Collège au cinéma ».

4] MODALITES D'INTERVENTION

Les demandes sont examinées en fonction de leur intérêt culturel, du plan de financement prévisionnel, de leur portée territoriale, des publics touchés et du bilan des précédentes éditions.

- **Axes 1 et 2** : Répartition d'une enveloppe de 10 000 € en faveur des collèges supports comptables des projets en fonction du montant du reliquat des actions subventionnées et réalisées les années précédentes, et sur transmission, le cas échéant, du bilan pédagogique et financier n-1.
- **Axe 3** : Le Département financera 75 % des frais de déplacements des élèves, sur présentation de la facture acquittée.

- **Axe 4** : Les demandes seront examinées en fonction de leur intérêt culturel, du plan de financement prévisionnel, de leur portée territoriale, des publics touchés et, le cas échéant, du bilan des précédentes éditions.
- **Axe 5** : Le Département financera 75 % des frais de déplacements des élèves pour les projets retenus par la DSDEN, sur présentation des factures acquittées.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Pour les établissements scolaires, le dossier est transmis par la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale des Ardennes (axes 1 et 2) ou par le collège lui-même (axes 3 et 5).
- Pour les associations, le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées page 2 du formulaire (ne concerne que l'axe 4). En cas d'attribution d'une subvention, le porteur du projet devra :
 - transmettre au Département les documents de communication (affiches, flyers, etc. ...) et le plan de financement définitif ;
 - permettre, aux services du Département, un accès à la manifestation ;
 - mentionner le soutien financier du Conseil départemental à travers ses actions de communication.

6] DECISION

Prise par la Commission permanente du Conseil départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante :
pole-aides-departementales@cd08.fr
- par voie postale à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction Générale des Services Départementaux
Direction des Finances – Service des Aides Départementales
Hôtel du Département
CS 20001
08011 CHARLEVILLE-MEZIERES Cedex

ANNEXE 5

Aides exceptionnelles de scolarité

1] OBJET

Aider les étudiants en études supérieures et dont les parents résident dans les Ardennes.

2] BENEFICIAIRES

Les étudiants dont les parents résident dans les Ardennes.

3] MODALITES DE L'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 septembre de l'année concernée.

- Relever de l'enseignement supérieur (B.T.S., Universités, Grandes Ecoles...),
- Suivre une scolarité en région Grand Est ou une formation non dispensée dans cette région,
- Ne pas être redoublant,
- Ne disposer que de ressources modestes (y compris les prestations familiales et pensions diverses) selon le barème ci-dessous :

| Nombre de personnes vivant au foyer | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 et au-delà |
|-------------------------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---|
| Plafond de ressources mensuelles | 714 € | 1 072 € | 1 386 € | 1 724 € | 357 € x nb de personnes vivant au foyer |

Le montant de l'aide est compris entre 100 € et 800 €, calculé en fonction du montant des bourses nationales qui doit être inférieur au coût d'études (frais d'inscription, frais d'hébergement et de transports, repas ...)

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Adresser une demande à l'aide de l'imprimé spécifique établi à cet effet (téléchargeable à l'adresse www.cd08.fr) accompagné des pièces listées

5] DECISION

Prise par la Commission permanente du Conseil départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

6] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante :

pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 6

Écoles de musique

1] OBJET

Aider les différentes écoles de musique situées sur le territoire départemental dans leur fonctionnement.

2] BENEFICIAIRES

- Ecoles de musique associatives et Publiques

3] PROJETS ELIGIBLES

- Associations référencées 1901 (critères moraux)

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 septembre de l'année d'enseignement.

Le mode de répartition conjugue sur une enveloppe globale répartie de la façon suivante :

- un montant fixe de 750 € par école de musique

Le reliquat est réparti au prorata du nombre d'élèves inscrits recevant un enseignement musical.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Liste des élèves inscrits et leur discipline ;
- Budget prévisionnel de l'école ;
- Bilan moral et financier de l'exercice écoulé ;
- Nombre et qualité des professeurs ;
- Un relevé d'identité bancaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- Par courrier électronique à l'adresse suivante
 - ✓ pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 7

Manifestations culturelles

1] OBJET

Aider les associations à organiser les événements culturels qui animent le territoire départemental tout au long de l'année ou relève d'un intérêt particulier pour le département.

5 axes prioritaires sont identifiés :

- Grands festivals et festivals départementaux,
- Actions culturelles en milieu rural,
- Actions culturelles en direction des publics empêchés (en lien avec la Direction des Solidarités et Réussite),
- Marionnettes (actions et soutien aux compagnies locales),
- Mise en valeur du patrimoine ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Associations ;
- Société porteur d'un projet d'intérêt départemental, générant une forte visibilité et des retombées économiques pour le territoire (tournage de film, documentaire, édition...).

3] PROJETS ELIGIBLES

- Concerts et Festivals de musique, cafés concert ;
- Spectacles ou créations de marionnettes ;
- Projections et réalisations de films ;
- Publications d'ouvrages ou revues d'intérêt départemental ;
- Expositions d'art et de patrimoine ;
- Animations et traditions ardennaises ;
- Histoire et archéologie (commémorations, mise en valeur et étude du patrimoine) ;
- Programmation culturelle, Résidences d'artistes ;
- Théâtre ;
- Commémorations liées au devoir de mémoire.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, 1 mois minimum avant la date de l'action.

Le soutien est limité à deux manifestations par an et par bénéficiaire.

Le budget prévisionnel doit faire apparaître d'autres sources de financement que le Conseil Départemental.

Les demandes sont examinées en fonction de leur intérêt culturel, du plan de financement prévisionnel, de leur portée territoriale, des publics touchés et du bilan des précédentes éditions.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées page 2 du formulaire.

En cas d'attribution d'une subvention, le porteur du projet :

- Transmettra au Département les documents de communication (affiches, flyers, etc. ...);
- Le plan de financement définitif ;
- Permettra, aux services du Département, un accès à la manifestation ;
- Mentionnera le soutien financier du Conseil Départemental à travers ses actions de communication.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante :
 - ✓ pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 8

Vie Associative

1] OBJET

Aider les associations dans leur fonctionnement.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales ;
- Associations à rayonnement territorial ou départemental.

3] PROJETS ELIGIBLES

Tout ce qui relève de l'activité régulière des associations.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 juin de l'année concernée.

Associations locales :

Montant forfaitaire en fonction du nombre d'adhérents :

| Nombre d'adhérents | Montant forfaitaire de l'aide |
|---------------------------|--------------------------------------|
| De 1 à 40 | 85 € |
| De 41 à 100 | 165 € |
| De 101 à 200 | 330 € |
| Plus de 200 | 410 € |

Associations à rayonnement territorial ou départemental :

Les demandes feront l'objet d'une étude particulière. Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du programme d'actions proposé et notamment de sa spécificité, de sa variété, de sa portée et des publics ciblés.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante :
✓ pole-aides-departementales@cd08.fr

ANNEXE 9

Aide au devoir de mémoire

1] OBJET

Aider les associations œuvrant pour le devoir de mémoire dans l'acquisition de drapeaux.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

Investissement :

- Acquisition de drapeaux ;

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

La subvention est forfaitaire pour un montant de 255 €.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

Investissement :

- une demande de subvention,
- les statuts en vigueur accompagnés de la copie du récépissé de déclaration en préfecture,
- l'identification des membres du Conseil d'Administration,
- le numéro SIRET,
- un devis descriptif et estimatif de l'acquisition,
- le budget prévisionnel de l'association,
- le plan de financement,
- un Relevé d'Identité Bancaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr



***Schéma départemental
de développement
culturel et artistique
2021-2025***

UNE RESPONSABILITE PARTAGEE

*« Un homme sans culture,
c'est comme un zèbre sans rayure »*
Proverbe africain

- ✓ Le Conseil départemental des Ardennes a inscrit dans son Plan Stratégique (2018-2025) la volonté d'élaborer un schéma culturel pour favoriser la vie culturelle des territoires, en priorité en milieu rural, en lien avec les communes et les intercommunalités.
- ✓ Conformément aux articles 103 et 104 de la Loi NOTRe, la culture est en droit et par nature une compétence partagée qui s'appuie sur un dialogue entre tous les acteurs culturels, et le partage d'objectifs culturels affichés. Le Département des Ardennes exerce sa responsabilité en matière culturelle au regard et dans le respect des droits culturels, énoncés par la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005.
- ✓ Conformément à l'article 101 de la Loi du 13 août 2004, le Département a la responsabilité d'agir dans le domaine de l'enseignement artistique dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Le Département des Ardennes est également au côté de l'Etat dans le cadre du Pacte Ardennes pour améliorer l'accès à la culture des élèves ardennais.

UNE AMBITION DEPARTEMENTALE

« *Chacun a le droit de participer à la vie culturelle* »
Art.15, Pacte International relatif aux droits économiques,
sociaux et culturels,
ONU, 1966.

La politique culturelle du Département des Ardennes vise d'une part, à renforcer le développement social des ardennais par la pratique et l'offre artistique culturelle, et d'autre part à soutenir le rayonnement territorial par l'accompagnement des acteurs culturels privés et publics des Ardennes.

Cette ambition culturelle s'appuie sur deux axes stratégiques :

1. Le déploiement de l'ingénierie culturelle :

- Accompagner par le conseil et l'expertise les projets culturels des intercommunalités et des communes.
- Accompagner par les dispositifs financiers les opérateurs culturels et artistiques et leurs initiatives.

2. L'éducation artistique et culturelle pour tous (EAC) :

- L'éducation artistique et culturelle pour les élèves scolarisés.
- La maîtrise de la langue et la lutte contre l'illettrisme.
- Le développement de l'éveil culturel dès la petite enfance.

L'INGENIERIE CULTURELLE AU SERVICE DES PARTENAIRES PUBLICS

*« Les Ardennes, ça s'écrit avec une craie blanche sur de
l'ardoise »*

Parole d'ardennaise

Le Département des Ardennes, via les services de la Direction Education et Culture, propose pour les communes et les intercommunalités, plusieurs domaines d'ingénierie culturelle détaillés sur la plateforme départementale Ardennes Ingénierie.

Le Département des Ardennes propose 4 domaines d'ingénierie culturelle :

1. Le conseil, l'expertise, l'aide au fonctionnement et l'ingénierie de la Bibliothèque départementale des Ardennes dans le domaine des bibliothèques et de la lecture publique.
2. Le conseil, l'expertise et l'offre de formation des Archives départementales des Ardennes.
3. Le conseil, l'expertise et l'intervention en archéologie du service d'Archéologie départementale.
4. Le conseil et l'accompagnement du service Développement culturel et bibliothèque pour le développement des projets culturels des communes et des intercommunalités.

L'INGENIERIE CULTURELLE AU SERVICE DES ACTEURS CULTURELS

Le Département des Ardennes propose un ensemble de dispositifs d'aide financière à destination des acteurs culturels pour soutenir et développer la vie culturelle et la création artistique dans l'ensemble du territoire ardennais.

Dans le respect des droits culturels et pour favoriser le développement social par la culture, un système de bonification est intégré aux dispositifs d'aide pour les acteurs culturels qui favorisent l'accès à la culture et l'inclusion culturelle des publics destinataires des politiques sociales et éducatives du Département des Ardennes.

Le Département des Ardennes pose 4 priorités, rassemblant un total de 14 dispositifs :

Priorité 1 : Développement culturel et artistique du territoire (8 dispositifs)

L'objectif est d'une part d'afficher un soutien dans la durée pour les acteurs culturels structurants du territoire ardennais, et d'autre part d'adapter les dispositifs d'aides aux spécificités des domaines artistiques et culturels pour mieux accompagner les acteurs de l'art et de la culture.

- Un dispositif de conventionnement pluriannuel avec des opérateurs associatifs culturels professionnels qui animent le territoire avec des projets culturels et artistiques, ou des projets à vocation socio-culturelle favorisant la médiation sociale par l'art et la culture.
- Cinq dispositifs pour valoriser et renforcer la dynamique musicale dans les Ardennes à travers les événements festifs, la pratique et l'enseignement musical.
- Deux dispositifs pour les projets de diffusion du spectacle vivant et des arts visuels.

Priorité 2 : Animations et loisirs (2 dispositifs)

L'objectif est de soutenir les associations et les évènements festifs et populaires qui ne relèvent pas d'une activité artistique et culturelle professionnelle.

- Un dispositif forfaitaire pour l'aide au fonctionnement des associations.
- Un dispositif pour soutenir des évènements festifs et populaires.

Priorité 3 : Mémoire et Histoire (3 dispositifs)

L'objectif est de développer les actions culturelles concernant l'histoire d'un département marqué spécifiquement par les conflits, en soutenant les associations et les initiatives culturelles et en prenant appui sur le Musée Guerre et Paix.

- Un dispositif forfaitaire pour le fonctionnement des associations.
- Un dispositif de soutien aux actions culturelles.
- Un dispositif pour l'acquisition de drapeaux.

Priorité 4 : Création artistique (1 dispositif)

L'objectif est de favoriser la création artistique locale, de permettre aux artistes ardennais de créer des projets dans les Ardennes, de favoriser l'installation d'artistes dans les Ardennes et de soutenir l'édition d'ouvrages concernant les Ardennes.

- Un dispositif pour l'aide à la création artistique et à l'édition.

L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

« La langue est à l'homme ce que la forêt est au singe »

André Dhôtel

« Les limites de ma langue sont les limites de mon univers »

Ludwig Wittgenstein

Le Département des Ardennes considère l'éducation artistique et culturelle (EAC) pour tous, tout au long de la vie et partout, comme un pilier de sa politique culturelle. L'EAC contribue à la formation de la personnalité et est un facteur déterminant de la construction de l'identité de chacun.

Le Département des Ardennes souhaite favoriser l'exercice des droits culturels de chaque ardennais et renforcer le développement social des Ardennes par l'impact du développement culturel.

Le Département des Ardennes fixe 3 priorités pour l'EAC :

Priorité 1 : l'éducation artistique et culturelle pour les élèves scolarisés

- Piloter en partenariat avec les services de l'Etat (DRAC GRAND EST et Rectorat) l'application du Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturel 2021-2024 (CTEAC) dont l'objectif est de coordonner le déploiement de l'EAC dans les équipements scolaires sur l'ensemble des territoires, en coopération avec les intercommunalités et les communes concernées, ainsi que les opérateurs culturels.
- Renforcer l'offre des services culturels départementaux (Musée Guerre et Paix, Archives départementales, Bibliothèque départementale, Cellule archéologique) et des principaux opérateurs culturels ardennais via le CTEAC.
- Soutenir les initiatives culturelles des collèges via les dispositifs de soutien du service Collège et carte scolaire du Département des Ardennes.

Priorité 2 : la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illettrisme

- Définir un plan départemental de lutte contre l'illettrisme avec la mise en place d'un Centre Ressource Illettrisme Départemental qui repose sur un fonctionnement et un programme d'action multi-partenarial impliquant plusieurs institutions et associations.

Priorité 3 : le développement de l'éveil culturel dès la petite enfance

- Favoriser le déploiement de l'EAC dès la petite enfance et en lien avec la parentalité via le CTEAC et en partenariat avec la CAF des Ardennes.
- Renforcer les actions du Label Premières Pages dans les Ardennes pilotées par la Bibliothèque Départementale des Ardennes, en coopération avec les services départementaux de la PMI et la CAF des Ardennes.

L'ÉVALUATION

De l'ingénierie culturelle :

L'évaluation des actions menées au titre de l'ingénierie culturelle via la Plateforme Ardennes Ingénierie sera menée annuellement avec les outils d'évaluation déjà mis en place via la plateforme.

L'évaluation des actions au titre des 14 dispositifs sera menée annuellement via les indicateurs suivants :

- Nombre d'associations aidées
- Dépenses réelles par priorité et dispositif
- Nombre d'associations par priorité et dispositif
- Nombre d'associations aidées et dépenses réelles par intercommunalité

Un suivi du développement culturel par intercommunalité sera réalisé via un panorama annuel composé d'éléments quantitatifs et qualitatifs.

De l'Education Artistique et Culturelle :

L'évaluation des actions menées au titre de l'EAC sera réalisée via les outils d'évaluation du CTEAC, du bilan annuel des opérations du Label Premières Pages et du bilan des actions pour la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illettrisme.

Une évaluation globale sera réalisée en 2025.

FICHE DISPOSITIF
DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE
CONVENTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS

1] OBJET

Soutenir les associations organisatrices de projets culturels et artistiques d'importance et pérenniser leurs actions dans le temps.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra-départementales qui animent le réseau culturel et artistique du territoire.

3] PROJETS ELIGIBLES

Les actions proposées doivent s'inscrire dans un projet de développement culturel et artistique de territoire et/ou favoriser l'insertion sociale des publics les plus éloignés de la culture. Les projets devront également s'inscrire dans une démarche de programmation pluriannuelle dans les domaines suivants :

- **Musique** : festival de musiques actuelles, festival ou saison musicale classique ;
- **Marionnette** : projet de valorisation, de développement et de diffusion des arts de la marionnette ;
- **Spectacle vivant** : programmation autour du théâtre, de la danse, du cirque ;
- **Socio-culturel** : projets culturels et artistiques qui œuvrent directement à l'insertion sociale des publics (projets spécifiques en faveur des publics cibles) ;
- **Arts visuels**: projets de diffusion et de médiation des arts cinématographiques ou visuels.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 juin de l'année de mise en place du conventionnement.

La mise en place d'un système d'aides pluriannuelles (de 2 à 4 ans) sera préalablement définie conjointement entre le Conseil départemental et le bénéficiaire au cours d'une rencontre formalisée qui définira l'ensemble des objectifs attendus.

Le montant de la subvention sera défini en fonction du contenu du projet et du budget prévisionnel (hors contributions volontaires) correspondant à la durée du conventionnement.

Des avenants à la convention initiale pourront être mis en place annuellement au regard de l'évolution du projet et de son budget.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées page 2 du formulaire.
- Le programme d'actions prévisionnel couvert par le conventionnement.
- Les budgets prévisionnels des années correspondantes à la période couverte par conventionnement.
- En cas de renouvellement, un bilan moral et financier de la période couverte pour le conventionnement précédent.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF

DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE **FESTIVALS DE MUSIQUES ACTUELLES**

1] OBJET

Soutenir les projets menés en lien avec les musiques actuelles qui œuvrent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet culturel et artistique sur le territoire ardennais autour de la musique.

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Festivals de musiques actuelles**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Les projets dont le budget est inférieur à 10 000 € seront instruits au titre du dispositif Pratiques Musicales Amateurs.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action (Hors Contributions volontaires) et de sa portée en faveur des publics cibles (*) du Département selon le barème suivant :

| Tranche Budgétaire | Calcul de l'Aide | Montant de Subvention plafond (Hors bonification) |
|----------------------------|------------------|---|
| ≥ 10 000 € et ≤ 25 000 € | 5% du budget | de 500 € à 1 125 € |
| ≥ 25 000 € et ≤ 50 000 € | 4.5% du budget | de 1 125 € à 2 000 € |
| ≥ 50 000 € et ≤ 100 000 € | 4% du budget | de 2 000 € à 3 500 € |
| ≥ 100 000 € et ≤ 200 000 € | 3.5% du budget | de 3 500 € à 6 000 € |
| ≥ 200 000 € | 3% du budget | de 6 000 € à 10 000 € |

(*) Bonus : 10% du budget plafonné à 2 000 €

Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA, EPHAD, insertion professionnelle...)

Le montant total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 12 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE
SAISONS ET CONCERTS CLASSIQUES

1] OBJET

Soutenir les projets menés en lien avec la musique classique qui œuvrent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet culturel et artistique sur le territoire ardennais autour de la musique.

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Saisons et concerts de musique classique**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Les projets dont le budget est inférieur à 2 000 € seront instruits au titre du dispositif Pratiques Musicales Amateurs.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action (Hors Contributions volontaires) et de sa portée en faveur des publics cibles (*) du Département selon le barème suivant :

| Tranche Budgétaire | Calcul de l'Aide | Montant de Subvention plafond (Hors bonification) |
|--------------------------|------------------|---|
| ≥ 2 000 € et ≤ 5 000 € | 25% du budget | de 500 € à 1 000 € |
| ≥ 5 000 € et ≤ 15 000 € | 20% du budget | de 1 000 € à 2 250 € |
| ≥ 15 000 € et ≤ 30 000 € | 15% du budget | de 2 250 € à 3 000 € |
| ≥ 30 000 € | 10% du budget | de 3 000 € à 4 500 € |

(*) Bonus : 10% du budget plafonné à 2 000 €

Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA, EPHAD, insertion professionnelle...)

Le montant total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 6 500 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE

PRATIQUES MUSICALES AMATEURS

1] OBJET

Soutenir dans leur fonctionnement les associations musicales amateurs qui participent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Pratiques musicales amateurs**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Participation fixe de 300 € destinée à soutenir les associations musicales amateurs (chorales, harmonies...) dans leur fonctionnement.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE

ECOLES DE MUSIQUE

1] OBJET

Soutenir dans leur fonctionnement les écoles de musique qui œuvrent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Ecoles de musique associatives et publiques.

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Fonctionnement annuel des écoles de musique.**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Le mode de répartition conjugue sur une enveloppe globale répartie de la façon suivante :

- ✓ Un montant fixe de 750 € par école de musique,
- ✓ Le reliquat est réparti au prorata du nombre d'élèves inscrits recevant un enseignement régulier de pratique instrumentale ou de chant.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire,
- Statuts ou le règlement de l'école de musique ;
- Liste nominative des élèves inscrits faisant apparaître l'instrument étudié (année N) ;
- Fréquence des cours dispensés sur l'année d'enseignement ;
- Budget prévisionnel de l'école de musique (année N) ;
- Bilan moral et financier de l'exercice écoulé ;
- Un relevé d'identité bancaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
**ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE ET DE
PARTITIONS**

1] OBJET

Aider les associations qui contribuent à l'animation culturelle du département à développer leurs activités d'enseignement et de pratique musicale.

2] BENEFICIAIRES

- ✓ Associations locales.

3] PROJETS ELIGIBLES

Au titre de l'Investissement

- Renouvellement et accroissement des parcs d'instruments de musique, achats de partitions pour pratiques instrumentales ou vocales.
- Participation aux frais de réparation des instruments de musique.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Le montant de la subvention sera déterminé sur présentation d'un devis descriptif et estimatif correspondant à l'acquisition ou aux frais de réparation selon le barème suivant :

- 20% du coût T.T.C. de l'acquisition ou des frais de réparation (hors frais de gestion)

Le montant calculé de l'aide sera plafonné à 2 000 € par bénéficiaire et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

Les frais de réparation d'instrument dont le devis est inférieur à 1 000 € ne seront pas financés.

Le versement de l'aide interviendra sur présentation de la facture certifiée payée correspondante au devis.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Devis descriptif et estimatif
- Plan de financement prévisionnel
- Facture certifiée payée (après attribution de l'aide)
- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF

DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE **SPECTACLE VIVANT**

1] OBJET

Soutenir les projets de diffusion et de médiation du spectacle vivant qui participent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet de diffusion et de médiation des arts vivants sur le territoire ardennais,
- Organismes consulaires.

3] PROJETS ELIGIBLES

- Projets de diffusion de spectacle vivant (théâtre, danse, arts du cirque, arts de la rue, arts de la marionnette, opéra, spectacles de rue...)
- Projets de médiation de spectacle vivant (théâtre, danse, arts du cirque, arts de la rue, arts de la marionnette, opéra, spectacles de rue...)

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Les projets dont le budget est inférieur à 5 000 € seront instruits au titre du dispositif animations et loisirs – fonctionnement des associations.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action (Hors Contributions volontaires) et de sa portée en faveur des publics cibles (*) du Département selon le barème suivant :

| Tranche Budgétaire | Calcul de l'Aide | Montant de Subvention plafond (Hors bonification) |
|----------------------------|------------------|---|
| ≥ 5 000 € et ≤ 25 000 € | 10% du budget | de 500 € à 2 375 € |
| ≥ 25 000 € et ≤ 50 000 € | 9.5% du budget | de 2 375 € à 4 500 € |
| ≥ 50 000 € et ≤ 100 000 € | 9% du budget | de 4 500 € à 8 500 € |
| ≥ 100 000 € et ≤ 200 000 € | 8.5% du budget | de 8 500 € à 16 000 € |
| ≥ 200 000 € et ≤ 300 000 € | 8% du budget | de 16 000 € à 22 500 € |
| ≥ 300 000 € | 7.5% du budget | de 22 500 € à 30 000 € |

(*) Bonus : 10% du budget plafonné à 2 000 €

Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA, EPHAD, insertion professionnelle...)

Le montant total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 32 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE DU TERRITOIRE
ARTS VISUELS

1] OBJET

Soutenir les projets de diffusion et de médiation des arts cinématographiques ou visuels qui contribuent au développement culturel et artistique sur le territoire ardennais.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet culturel et artistique en lien avec les arts visuels ou cinématographiques sur le territoire ardennais.

3] PROJETS ELIGIBLES

- Projets de diffusion et de médiation des arts visuels ou cinématographiques.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Les projets dont le budget est inférieur à 10 000 € seront instruits au titre du dispositif animations et loisirs – fonctionnement des associations.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action (Hors Contributions volontaires) et de sa portée en faveur des publics cibles (*) du Département selon le barème suivant :

| Tranche Budgétaire | Calcul de l'Aide | Montant de Subvention plafond (Hors bonification) |
|---------------------------|------------------|---|
| ≥ 10 000 € et ≤ 25 000 € | 5.5% du budget | de 550 € à 1 250 € |
| ≥ 25 000 € et ≤ 50 000 € | 5% du budget | de 1 250 € à 2 250 € |
| ≥ 50 000 € et ≤ 150 000 € | 4.5% du budget | de 2 250 € à 6 000 € |
| ≥ 150 000 € et 300 000 € | 4% du budget | de 6 000 € à 10 500 € |
| ≥ 300 000 € | 3.5% du budget | de 10 500 € à 16 000 € |

(*) Bonus : 10% du budget plafonné à 2 000 €

Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA, EPHAD, insertion professionnelle...)

Le montant total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 18 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
ANIMATIONS ET LOISIRS
FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS

1] OBJET

Aider les associations qui relèvent de l'animation populaire dans leur fonctionnement.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Tout ce qui relève de l'activité régulière des associations d'animation et de loisirs**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Participation fixe de 250 € destinée à soutenir les associations qui relèvent de l'animation et du loisir dans leur fonctionnement.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
ANIMATIONS ET LOISIRS
EVENEMENTS FESTIFS ET POPULAIRES

1] OBJET

Aider les associations qui organisent des manifestations qui relèvent de l'animation populaire

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

- **L'ensemble des événements festifs et populaires (hors champs culturel et artistique).**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du Budget Prévisionnel de la manifestation (Hors Contributions volontaires) selon le barème suivant :

| Tranche Budgétaire | Calcul de l'Aide | Montant de Subvention plafond |
|--------------------------|------------------|-------------------------------|
| ≥ 5 000 € et ≤ 15 000 € | 8% du budget | de 400 € à 1 125 € |
| ≥ 15 000 € et ≤ 30 000 € | 7.5% du budget | de 1 125 € à 2 100 € |
| ≥30 000 € et ≤ 60 000 € | 7% du budget | de 2 100 € à 3 900 € |
| ≥60 000 € et ≤ 120 000 € | 6.5% du budget | de 3 900 à 7 200 € |
| ≥120 000 € | 6% du budget | de 7 200 € à 10 000 € |

La Subvention sera plafonnée à 10 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
MÉMOIRE ET HISTOIRE
FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS DE MEMOIRE

1] OBJET

Aider les associations œuvrant pour le devoir de mémoire dans leur fonctionnement.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

- **Tout ce qui relève de l'activité régulière des associations de mémoire.**

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Participation fixe de 300 € destinée à soutenir les associations de mémoire dans leur fonctionnement.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
MÉMOIRE ET HISTOIRE
MANIFESTATIONS EN LIEN AVEC L'HISTOIRE

1] OBJET

Soutenir les manifestations et actions en lien avec l'histoire du département

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet en lien avec l'histoire du département.

3] PROJETS ELIGIBLES

- Les actions menées en lien avec l'Histoire du département : commémorations liées aux guerres, projets de vulgarisation historique et archéologique, animations et médiations autour de l'Histoire et de la Mémoire.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, dans un délais d'un mois avant la date de l'événement.

Les projets dont le budget est inférieur à 2 000 € seront instruits au titre du fonctionnement en faveur des associations de mémoire.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action et pourra être bonifié au regard de sa portée en faveur des publics cibles du Département selon les critères définis ci-après :

- 15 % du coût du projet hors contributions volontaires (aide plafonnée à 20 000 €)
- Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2 000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA...)
- Un second bonus spécifique sera également appliqué si l'action mémorielle intègre directement des résidents d'EPHAD à raison de 20 € supplémentaire par résident (Bonus plafonné à 3 000 €).

Le total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 25 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF
MÉMOIRE ET HISTOIRE
ACQUISITION DE DRAPEAUX

1] OBJET

Aider les associations œuvrant pour le devoir de mémoire dans l'acquisition de drapeaux.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales

3] PROJETS ELIGIBLES

- ***Au titre de l'investissement*** : Acquisition de drapeaux

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

La subvention est forfaitaire pour un montant de 255 €.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Une demande de subvention,
- Les statuts en vigueur accompagnés de la copie du récépissé de déclaration en préfecture,
- L'identification des membres du Conseil d'Administration,
- Numéro SIRET,
- Devis descriptif et estimatif de l'acquisition,
- Budget prévisionnel de l'association,
- Plan de financement,
- Relevé d'Identité Bancaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

FICHE DISPOSITIF CREATION ARTISTIQUE

1] OBJET

Soutenir les projets qui relèvent de la création artistique et la publication d'ouvrage d'intérêt départemental.

2] BENEFICIAIRES

- Associations locales,
- Associations extra départementales qui mènent un projet de création artistique d'intérêt départemental.

3] PROJETS ELIGIBLES

- Création artistique,
- Publication d'ouvrage d'intérêt départemental.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète.

Le montant de la subvention sera déterminé en fonction du budget prévisionnel de l'action (hors contributions volontaires) et de sa portée en faveur des publics cibles (*) du département selon le barème suivant :

- 20 % du coût du projet hors contributions volontaires (aide plafonnée à 3 000 €)

(*) Bonus : 10% du budget plafonné à 2 000 €

Une Bonification de 10 % du Budget (plafonnée à 2000 €) sera appliquée en complément de l'aide si l'action est réalisée tout ou partie en faveur des publics cibles du département (Personnes en situation de Handicap, Collégiens, bénéficiaires du RSA, EPHAD, insertion professionnelle...)

Le montant total de la subvention (avec bonus) sera plafonné à 5 000 € et ne pourra excéder le montant sollicité par le demandeur.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

7] TRANSMISSION DU DOSSIER

- par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

#



Règlement intérieur

Dispositifs de soutien financier en matière de
sports et de loisirs

Version du Budget Primitif 2021

Clubs de niveau national & évoluant au plus haut niveau régional

Orientation stratégique : Rayonnement départemental et attractivité du territoire

1] OBJET

Soutenir financièrement les clubs sportifs du département évoluant au niveau national et au plus haut niveau régional.

2] BENEFICIAIRES

Clubs inscrits dans un championnat national ou au plus haut niveau régional.
Les clubs qui disposent d'une équipe évoluant dans l'un des 2 premiers niveaux de compétition ne peuvent pas faire de demande pour une deuxième équipe évoluant dans un niveau inférieur.

3] GRILLE DE NIVEAU DE COMPETITION (CRITERES DE CALCUL)

Ci-jointe.

4] MODALITES D'INSTRUCTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 mars 2021 par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

Le club doit faire parvenir les **6 éléments suivants** conformément à l'article R113-3 du code du sport qui régit les demandes de soutien financier des clubs vers les collectivités :

- Demande de subvention écrite ;
- Bilan actif-passif de l'exercice écoulé ;
- Compte de résultat de l'exercice écoulé ;
- Budget prévisionnel de l'année sportive en cours ;
- Rapport retraçant l'utilisation de la subvention versée par la Collectivité au titre de l'année précédente ;
- Document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue de la subvention demandée.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Organisation de manifestations sportives

Orientation stratégique : Favoriser l'accès au sport pour tous et le rayonnement départemental

1] OBJET

Valoriser le territoire par l'organisation de manifestations sportives d'intérêt national, régional et départemental.

2] BENEFICIAIRES

Associations affiliées à une fédération sportive.

3] CRITERES D'ÉLIGIBILITÉ

A/ ELIGIBLES :

- Toute manifestation sportive organisée sur le territoire relevant d'un intérêt départemental, régional ou national,
- Compétition sportive hors du département pour laquelle un comité départemental s'engage à accompagner les sportifs ardennais sélectionnés,
- Le coût de la manifestation doit être supérieur à 1 000 €.

B/ NON ELIGIBLES :

- Manifestation de sport mécanique hors compétition type rallye, défilé de voitures anciennes,
- Manifestation à caractère humanitaire type « rallye au Maroc pour délivrer des denrées alimentaires »,
- Tournoi de sports collectifs à caractère amical et municipal comme par exemple : tournoi de football de fin de saison, tournoi de handball de présaison, tournoi de tennis de club,

4] MODALITES D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète, 1 mois minimum avant la date de l'action par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

Le formulaire de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr) doit être accompagné des pièces listées en page 2 du formulaire.

Le soutien est limité à deux manifestations par an et par bénéficiaire.

Les demandes sont examinées en fonction de leur intérêt sportif, de leur portée territoriale, du plan de financement prévisionnel et du bilan financier de l'édition précédente.

Autres critères incitatifs : typologie du public, développement durable, implication du projet sur le thème du handisport, exposition de l'image du Conseil départemental.

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Sportifs de haut niveau

Orientation stratégique : rayonnement et attractivité départementale

1] OBJET

Accompagner les sportifs de haut niveau valorisant l'image du département au niveau national.

2] BENEFICIAIRES

Sportifs de haut niveau pratiquant une discipline individuelle. Ils doivent être inscrits sur la liste ministérielle dans l'une des 5 catégories suivantes : espoir, sénior, collectifs nationaux, relève et élite.

3] MODALITES D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 juin de l'année concernée par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

| Catégorie | Montant forfaitaire de l'aide |
|----------------------|-------------------------------|
| Espoir | 600 € |
| Collectifs Nationaux | 1 000 € |
| Sénior | 1 000 € |
| Relève | 1 500 € |
| Elite | 2 000 € |

En contrepartie de cette aide, chaque sportif est incité à se mobiliser lors de manifestations organisées par la Collectivité en signant une convention de partenariat avec le Conseil Départemental.

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Le formulaire de demande de subvention spécifique aux sportifs de haut niveau (téléchargeable sur www.cd08.fr).

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Aide au fonctionnement des associations sportives

Orientation stratégique : Faciliter l'accès au sport pour tous, notamment nos publics prioritaires (jeunes)

1] OBJET

Aide au fonctionnement des clubs sportifs ardennais et des comités départementaux ardennais.

2] CONDITIONS D'ELIBILITE

Clubs sportifs et Comités sportifs départementaux ardennais affiliés à une Fédération sportive

3] MODALITES D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 15 juin de l'année concernée par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

Critères de calcul :

Clubs sportifs :

| | |
|---|-------|
| ▪ Forfait | 100 € |
| ▪ Subvention par licencié de plus de 18 ans | 1 € |
| ▪ Subvention par licencié de moins de 18 ans | 4 € |
| ▪ Carte professionnelle d'éducateur sportif en cours de validité | 50 € |
| ▪ Association affiliée au comité départemental handisport ou au comité départemental des sports adaptés | 250 € |

Comité départementaux :

| | |
|--|--------|
| ▪ Subvention de base | 600 € |
| ▪ Subvention par licencié de moins de 18 ans | 0,50 € |

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Le formulaire unique de demande de subvention (téléchargeable sur www.cd08.fr), accompagné des pièces justificatives.

Simple demande écrite pour le CDOS et l'APSCA.

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Associations sportives labellisées « Sport-santé »

Orientation stratégique : Améliorer les services rendus aux usagers et les conditions de vie de tous

1] OBJET

Soutenir l'initiative des associations sportives d'adhérer au projet « Sport-santé ».

2] CONDITIONS D'ELIBILITE

Clubs sportifs et Comités sportifs départementaux ardennais labellisés « Sport-santé »

3] MODALITES D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 15 juin de l'année concernée par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

Clubs sportifs et comités départementaux labellisés « sport santé » 500 €

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

- Demande écrite,
- Attestation de labellisation « Sport-santé » fournie par le « Réseau Sport-santé Bien-être ».

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Sections sportives scolaires

Orientation stratégique : Faciliter l'accès au sport pour tous, notamment nos publics prioritaires (jeunes)

1] OBJET

Aider les associations sportives des collèges qui accueillent une section sportive scolaire.

2] BENEFICIAIRES

Collèges publics et privés ardennais ayant une section sportive scolaire

3] MODALITÉ D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 15 octobre de l'année concernée par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

Le Conseil Départemental apporte son soutien aux collèges qui accueillent une section sportive scolaire selon les critères suivants :

- 350 € par section,
- 10 € par élève,
- Forfait de 2 000 € pour la section football du collège Turenne destiné à financer le transport des collégiens vers un centre d'entraînement approprié de la ville, sous réserve que le coût réel du transport soit au moins égal au forfait proposé.

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Chaque association sportive de collège doit faire parvenir les **6 éléments suivants** conformément à l'article R113-3 du code du sport qui régit les demandes de soutien financier des associations vers les collectivités :

- Demande de subvention écrite,
- Bilan actif-passif de l'exercice écoulé,
- Compte de résultat de l'exercice écoulé,
- Budget prévisionnel de l'année sportive en cours,
- Rapport retraçant l'utilisation de la subvention versée par la Collectivité au titre de l'année précédente,
- Document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue de la subvention demandée.

Ces éléments sont transmis via un formulaire élaboré conjointement entre la Collectivité et l'Inspection académique.

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Aide à la formation d'animateurs et de nageurs sauveteurs

Orientation stratégique : Favoriser l'accès des jeunes à la formation et attractivité du territoire

1] OBJET

Aider les personnes qui souhaitent s'engager dans une formation BAFA, BAFD ou BNSSA.

2] BENEFICIAIRES

Les ardennais avec un titre de séjour en cours de validité.

3] MODALITÉ D'INSTRUCTION ET CRITERES DE CALCUL

La demande doit impérativement être transmise, complète par l'intermédiaire du formulaire dématérialisé sur le site internet du Conseil départemental.

| Formation | Aide du Département | Condition de ressources |
|--|------------------------------|---|
| BAFA – stage de formation générale ou d'approfondissement | 80 € | Ligne 14 « impôt sur les revenus » : - soumis au barème - avant décote éventuelle - après allègement du barème de 0 à 500 € |
| BAFD – stage de formation générale ou d'approfondissement | 150 € | Aucune |
| BNSSA | 100 € + 200 € ⁽¹⁾ | Aucune |

Le versement de l'aide est effectif dès réception de l'attestation de participation au stage.

⁽¹⁾ Subvention versée sous réserve de la signature d'un contrat de travail estival d'une durée cumulée au moins égale à 2 mois sur une base de loisirs départementale au cours de l'année n ou n+1.

4] CONSTITUTION DU DOSSIER

Adresser une demande par voie informatique via le site internet du Conseil départemental accompagnée des éléments suivants :

- Une attestation d'inscription au stage,
- Un avis de non-imposition ou d'imposition au nom du bénéficiaire ou à celui de ses parents dont le montant inscrit à la ligne 14 est inférieur à 500 €,
- Un relevé d'identité bancaire au nom du bénéficiaire,
- Une copie de la carte d'identité au nom du bénéficiaire.

5] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

Plans de développement de disciplines sportives

Orientation stratégique : Faciliter l'accès au sport pour tous et attractivité du territoire

1] OBJET

Sous forme d'un plan de développement de disciplines sportives, aider les comités sportifs départementaux et certains clubs sportifs dans le développement de leur discipline sportive à l'échelle départementale.

2] BENEFICIAIRES

Associations sportives : comités départementaux et clubs.

3] PROJETS ELIGIBLES

Les actions proposées doivent s'inscrire dans un projet de développement de l'action sportive sur le département.

4] MODALITES D'INTERVENTION

La demande doit impérativement être transmise, complète, avant le 30 avril de l'année concernée par courrier électronique à l'adresse suivante : pole-aides-departementales@cd08.fr

Mise en place, par convention, d'un système d'aide pluriannuel calé sur une Olympiade (2021-2024).

Le montant de la subvention est fixé en fonction :

- du projet,
- de la présence de l'association sur les manifestations sportives et de loisirs de la Collectivité,
- du budget prévisionnel du projet,
- de l'examen des comptes financiers globaux de l'association.

Une évaluation est réalisée chaque année. Le montant de la subvention peut être ajusté en fonction des résultats de cette évaluation.

5] CONSTITUTION DU DOSSIER

Le club doit faire parvenir les **6 éléments suivants** conformément à l'article R113-3 du code du sport qui régit les demandes de soutien financier des clubs vers les collectivités :

- Demande de subvention écrite ;
- Bilan actif-passif de l'exercice écoulé ;
- Compte de résultat de l'exercice écoulé ;
- Budget prévisionnel de l'année sportive en cours ;
- Rapport retraçant l'utilisation de la subvention versée par la Collectivité au titre de l'année précédente ;
- Document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue de la subvention demandée.

6] DECISION

Prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental après expertise du dossier par les services départementaux.

TARIFS ET REDEVANCES 2021

Annexe 12

CHAPITRE I - BASE D'ANIMATION DES VIEILLES FORGES

TARIFS 2020 TARIFS 2021

1 - ACCUEILS DE SCOLAIRES (écoles primaires - collèges - lycées - universités - ets spécialisés)

a - Hébergement et restauration

(draps compris) (forfait comprenant 2 repas, petit-déjeuner, goûter, nuit et 1/2 journée d'activités)
capacité : 10 chambres de 4 lits avec lavabo

| | | |
|---|---------|---------|
| * forfait classe ardennaise 3 accompagnateurs gratuits par groupe de 30 élèves | 30,00 € | 30,00 € |
| * forfait classe non-ardennaise 1 accompagnateur gratuit par groupe de 30 élèves | 31,00 € | 31,00 € |
| * accompagnateur supplémentaire | 20,00 € | 20,00 € |
| * repas supplémentaire | 10,00 € | 10,00 € |

Le programme pédagogique sera établi avec le responsable de la base. Seules les activités voile et canoë sont encadrées par les éducateurs de la base. Le matériel de tir à l'arc, course d'orientation, tennis et VTT est mis à disposition des enseignants.

b - Animations scolaires hors hébergement (par élève et par demi-journée)

| | | |
|--|---------|---------|
| * séance de voile et canoë uniquement, selon disponibilités, encadrée par un éducateur de la base. conditions : 10 élèves minimum | 6,50 € | 6,50 € |
| * encadrement par un éducateur sportif à la demi-journée | 44,00 € | 44,00 € |
| * mise à disposition de matériel (sans encadrement) : VTT - tennis - tir à l'arc | 6,50 € | 6,50 € |

2 - ACCUEIL AUTRES GROUPES (non-scolaires)

a - Hébergement et restauration (draps compris)

| | | |
|---|---------|---------|
| * forfait journalier (comprenant 2 repas, petit-déjeuner, goûter, nuit) | 33,00 € | 33,00 € |
| * forfait week-end et jours fériés (du samedi 18h au dimanche 18h) | 38,50 € | 38,50 € |
| * repas | 10,00 € | 10,00 € |
| * pique-nique | 6,00 € | 6,00 € |
| * petit-déjeuner | 4,00 € | 4,00 € |
| * goûter | 2,00 € | 2,00 € |
| * nuit | 10,00 € | 10,00 € |
| * nuit week-end et jours fériés | 13,00 € | 13,00 € |

b - Locations matériels

1. toute l'année

| | | |
|---|---------|---------|
| canots moteur (forfait pour la manifestation) | 50,00 € | 50,00 € |
|---|---------|---------|

2. sauf juillet et août

| | | |
|--|---------|---------|
| * VTT (par personne) sans encadrement la demi-journée | 11,00 € | 11,00 € |
| la journée | 13,00 € | 13,00 € |
| encadrement par un éducateur sportif à la demi-journée | 44,00 € | 44,00 € |

Forfait remplacement pièces en cas de casse

| | | |
|--------------------|----------|----------|
| dérailleur avant | 33,00 € | 33,00 € |
| dérailleur arrière | 44,00 € | 44,00 € |
| pédalier | 110,00 € | 110,00 € |
| chaîne | 22,00 € | 22,00 € |
| roue | 77,00 € | 77,00 € |

| | | |
|--|----------|----------|
| fourche télescopique | 155,00 € | 155,00 € |
| cadre | 330,00 € | 330,00 € |
| * Canoë ou kayak (par personne) sans encadrement | | |
| la demi-journée | 11,00 € | 11,00 € |
| la journée | 13,00 € | 13,00 € |
| encadrement par un éducateur sportif à la demi-journée | 44,00 € | 44,00 € |

3 - LOCATIONS JUILLET ET AOÛT

* Canoë ou kayak (par personne)

| | | |
|----|---------|---------|
| 1h | 9,00 € | 9,00 € |
| 2h | 13,00 € | 13,00 € |
| 3h | 16,00 € | 16,00 € |

Toute heure dépassée est due.

* Planche à voile / Court de tennis (sur réservation)

| | | |
|----|---------|---------|
| 1h | 9,00 € | 9,00 € |
| 2h | 15,00 € | 15,00 € |
| 3h | 22,00 € | 22,00 € |

4 - CENTRE DE VACANCES ET DE LOISIRS DES VIEILLES-FORGES

Du lundi au vendredi.

Bons vacances, chèques loisirs et carte ALSH CAF des Ardennes, bons et cartes MSA et chèques ANCV acceptés.

* stages traditionnels (ex : aviron, catamaran, planche à voile, canoë, sports collectifs, cirque, tir à l'arc, tennis...)

| | | |
|---|----------|----------|
| externat | 93,00 € | 93,00 € |
| demi-pension sans transports | 149,00 € | 149,00 € |
| demi-pension avec transports | 149,00 € | 164,00 € |
| pension complète | 237,00 € | 237,00 € |
| spécial campeurs (5 demi-journées d'activité) sur présentation d'un justificatif | 72,00 € | 72,00 € |
| spécial groupes extérieurs présents 5 jours incluant toutes les activités et tous les repas | 165,00 € | 165,00 € |

* stages avec prestataires extérieurs (ex : parc acrobatique, équitation...)

| | | |
|------------------------------|----------|----------|
| externat | 127,00 € | 127,00 € |
| demi-pension sans transports | 182,00 € | 182,00 € |
| demi-pension avec transports | 182,00 € | 200,00 € |
| pension complète | 270,00 € | 270,00 € |

Mesures particulières :

réduction de 10% pour les membres de l'APCDA et leur famille sur présentation de la carte adhérent.

réduction de 50% pour les enfants placés sous l'autorité du Président (aide sociale à l'enfance)

5 - ANIMATIONS POUR LES GROUPES EN JUILLET / AOÛT (avec encadrement)

par personne et selon disponibilités conditions : minimum 5 personnes

| | 3h | 3h |
|-------------------|---------|---------|
| * catamaran | 14,50 € | 14,50 € |
| * planche à voile | 14,50 € | 14,50 € |
| * canoë | 14,50 € | 14,50 € |
| * VTT | 14,50 € | 14,50 € |
| * aviron | 14,50 € | 14,50 € |
| * tennis | 14,50 € | 14,50 € |
| Forfait 3 séances | 28,00 € | 28,00 € |

6 - ANNULATION ET DESISTEMENT

Tout désistement, sauf cas de force majeure dûment justifié, donnera lieu à une retenue forfaitaire dans les cas suivants :

* 25 % du prix si le désistement est notifié par écrit à moins de 15 jours avant le début de la prestation.

* 75 % du prix à moins de 5 jours.

7 - MESURES PARTICULIERES

Toute prestation pourra être délivrée gratuitement, à la discrétion du Président du Conseil départemental, dans le cadre de la promotion du département des Ardennes.

TARIFS ET REDEVANCES 2021

TARIFS 2020 TARIFS 2021

CHAPITRE II - CENTRE DE CONGRES

1 - COMPETITIONS ET STAGES SPORTIFS

salle polyvalente : sol sportif, buts, filets, tables et chaises
 vestiaires sportifs accessibles depuis la salle polyvalente
 cuisine traiteur attenante à la salle polyvalente
 accès sur demande aux gradins fixes

Mise à disposition GRATUITE

Forfait ménage en cas de nécessité 100,00 € 100,00 €

2 - GALAS, LOTOS et SPECTACLES ASSOCIATIFS AVEC ENTREES PAYANTES

salle polyvalente : sol sportif, tables et chaises
 vestiaires sportifs accessibles depuis la salle polyvalente
 cuisine traiteur attenante à la salle polyvalente
 loges et espace cafétéria
 mise en place des gradins mobiles (700 places)
 sur demande : accès aux salles de commission 1 et 2 + local traiteur

Tarif par jour de spectacle incluant le montage et le démontage scénique 1 000,00 € 1 000,00 €
 Salles de commission n°1 et n°2 : 250 m², 200 debouts ou 120 assis + Local traiteur 180,00 € 180,00 €
 Salle de commission n°3 : 58 m², 40 debouts ou 25 assis + Local traiteur 90,00 € 90,00 €
 Tarif par jour de blocage de la salle pour les répétitions 120,00 € 120,00 €
 Podium à hauteur variable : tarif au m² monté 3,00 € 3,00 €

3 - REUNIONS, ASSEMBLEES, SEMINAIRES, FORMATIONS

Salle de conférence avec prestation de régie scénique (1 agent mis à disposition) + Local traiteur 420,00 € 420,00 €
 Salles de commission n°1 et n°2 : 250 m², 200 debouts ou 120 assis + Local traiteur 180,00 € 180,00 €
 Salle de commission n°3 : 58 m², 40 debouts ou 25 assis + Local traiteur 90,00 € 90,00 €

La salle polyvalente et la cuisine traiteur sera mise à disposition gratuite sur demande pour toute Assemblée générale

4 - MANIFESTATIONS PRIVEES SANS ENTREES PAYANTES

(repas familial, Noël d'entreprises, marchés gastronomiques...)

cuisine traiteur attenante à la salle polyvalente (par journée d'utilisation) 60,00 € 60,00 €
 salle polyvalente : sol sportif, tables et chaises
 cuisine traiteur attenante à la salle polyvalente

Tarif incluant 3 jours d'utilisation des locaux avec forfait nettoyage 1 500,00 € 1 500,00 €
 Tarif réduit pour organisation à la journée de 7h00 à 19h00 480,00 € 480,00 €
 Podium à hauteur variable installé par le personnel du CD08 ; par m² 3,50 € 3,50 €

5 - LOCATION DE MATERIELS

Podium à hauteur variable : tarif au m² emporté 3,50 € 3,50 €
 composé de plaques de 2mx1m, pieds rétractables, poids unitaire 50 kg
 transport et assurance dégradations-vol à la charge de l'utilisateur.
 Location de tables par chariot de 20 pièces 120,00 € 120,00 €
 Location de chaises jusque 200 pièces ; la chaise à 1,50 € 1,50 €
 Location de chaises jusque 400 pièces ; la chaise à 1,00 € 1,00 €
 Location de chaises au-delà de 400 pièces ; la chaise à 0,70 € 0,70 €

6 - MESURES SPECIFIQUES EN DIRECTION DES ACTEURS DU SITE

Un abattement de 15 % sera appliqué au tarif Grand Public au bénéfice des opérateurs locaux du site proposant une offre packagée (ex. séminaire) incluant toutes les prestations (location de salles, hébergement, repas, formations, activités sportives, etc...).

7 - MESURES PARTICULIERES

Toute prestation pourra être délivrée gratuitement, à la discrétion du Président du Conseil départemental, dans le cadre de la promotion du département des Ardennes.

Pour toutes les manifestations organisées en 2021 et pour lesquelles les organisateurs ont retourné signés les devis, avant le vote des tarifs 2021, il leur sera appliqué les tarifs 2020,

8 - ANNULATION ET DESISTEMENT

Après signature de la convention de location du Centre de congrès, sauf cas de force majeure dûment justifié, tout désistement donnera lieu à une retenue forfaitaire dans les cas suivants :

* 25 % du prix si le désistement est notifié par écrit à moins de 15 jours avant le début de la location.

* 75 % du prix à moins de 5 jours.

Pour toute manifestation payante, un cautionnement correspondant à 20 % du prix de la location sera demandé à tout organisateur. Après l'état des lieux de sortie et sans constatation de problème particulier (dégradation, vol de matériel, entretien des locaux non réalisé), le montant de la caution sera remboursé après règlement par l'organisateur de l'avis des sommes à payer.

TARIFS ET REDEVANCES 2021

CHAPITRE III - SALLE POLYVALENTE DU LAC DE BAIRON

TARIFS 2020 TARIFS 2021

1 - COMPETITIONS ET STAGES SPORTIFS

salle polyvalente : sol sportif, buts, filets, tables et chaises
 vestiaires sportifs accessibles depuis la salle polyvalente
 accès sur demande aux gradins fixes

Mise à disposition GRATUITE

Forfait ménage en cas de nécessité

100,00 € 100,00 €

2 - GALAS, LOTOS et SPECTACLES ASSOCIATIFS AVEC ENTREES PAYANTES

salle polyvalente : sol sportif, tables et chaises
 vestiaires sportifs accessibles depuis la salle polyvalente
 espace cafétéria
 mise en place des gradins mobiles (660 places)

Tarif week-end (vendredi, samedi et dimanche)

900,00 € 900,00 €

Tarif par jour de blocage de la salle pour les répétitions

90,00 € 90,00 €

Podium à hauteur variable : tarif au m² monté par nos équipes

3,50 € 3,50 €

3 - REUNIONS, ASSEMBLEES, SEMINAIRES, FORMATIONS

salle polyvalente : sol sportif, tables et chaises
 vestiaires sportifs accessibles depuis la salle polyvalente
 espace cafétéria
 mise en place des gradins mobiles (660 places)

360,00 € 360,00 €

4 - MANIFESTATIONS PRIVEES SANS ENTREES PAYANTES

(repas familial, Noël d'entreprises, marchés gastronomiques...)
 salle polyvalente : sol sportif, tables et chaises
 espace cafétéria

Tarif incluant 3 jours d'utilisation des locaux avec forfait nettoyage

800,00 € 800,00 €

Tarif réduit pour organisation à la journée de 7h00 à 19h00

300,00 € 300,00 €

Podium à hauteur variable ; par m²

3,50 € 3,50 €

5 - LOCATION DE MATERIELS

Podium à hauteur variable : tarif au m² emporté

3,50 € 3,50 €

composé de plaques de 2mx1m, pieds rétractables, poids unitaire 50 kg
 transport et assurance dégradations-vol à la charge de l'utilisateur.

Location de tables par chariot de 20 pièces

120,00 € 120,00 €

Location de chaises jusque 200 pièces ; la chaise à

1,50 € 1,50 €

Location de chaises jusque 400 pièces; la chaise à

1,00 € 1,00 €

6 - MESURES SPECIFIQUES EN DIRECTION DES ACTEURS DU SITE

Un abattement de 15 % sera appliqué au tarif Grand Public au bénéfice des opérateurs locaux du site proposant une offre packagée (ex. séminaire) incluant toutes les prestations (location de salles, hébergement, repas, formations, activités sportives, etc...).

7 - ANNULATION ET DESISTEMENT

Après signature de la convention de location, sauf cas de force majeure dûment justifié, tout désistement donnera lieu à une retenue forfaitaire dans les cas suivants :

* 25 % du prix si le désistement est notifié par écrit à moins de 15 jours avant le début de la location.

* 75 % du prix à moins de 5 jours.

8 - MESURES PARTICULIERES

Toute prestation pourra être délivrée gratuitement, à la discrétion du Président du Conseil départemental, dans le cadre de la promotion du département des Ardennes.

Pour toutes les manifestations organisées en 2019 et pour lesquelles les organisateurs ont retourné signés les devis, avant le vote des tarifs 2019, il leur sera appliqué les tarifs 2018,

Pour toute manifestation payante, un cautionnement correspondant à 20 % du prix de la location sera demandé à tout organisateur. Après l'état des lieux de sortie et sans constatation de problème particulier (dégradation, vol de matériel, entretien des locaux non réalisé), le montant de la caution sera remboursé après règlement par l'organisateur de l'avis des sommes à payer.

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

| EDUCATION | COLLEGES PRIVES | Collèges privés | 727 - Participation charges fonctionnement étab. privés - Matériel | 867 131,00 | | 867 131,00 | 867 131,00 | 854 276,00 | 854 276,00 |
|---|--|--|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------|
| | | | 2982 - Participation charges fonctionnement étab.privés - Personnel | 440 954,00 | | 440 954,00 | 440 954,00 | 433 977,00 | 433 977,00 |
| 3639 - Fonctionnement des collèges - Natation | 8 400,00 | | 8 400,00 | 0,00 | 8 400,00 | 8 400,00 | | | |
| Total | 1 316 485,00 | 0,00 | 1 316 485,00 | 1 308 085,00 | 1 296 653,00 | 1 296 653,00 | | | |
| COLLEGES PUBLICS | Collèges publics | 2797 - Dotation exceptionnelle (transport demi-pensionnaires Bayard, enseignants référents, légumerie) | 28 250,00 | 9 109,61 | 45 359,61 | 37 359,00 | 32 000,00 | 40 000,00 | |
| | | 623 - Habillement | 15 000,00 | | 15 000,00 | 12 220,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | | 726 - Particip. aux charges de fonct.des étés d'enseignement | 4 810 234,00 | | 4 810 234,00 | 4 810 234,00 | 4 773 987,00 | 4 773 987,00 | |
| | | 1944 - Subvention collèges pour frais de déplacements | 36 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | 31 000,00 | 31 000,00 | |
| | | 3626 - subvention de fonctionnement - département (Rozoy sur Serre) | 13 000,00 | | 29 000,00 | 27 763,00 | 13 000,00 | 13 000,00 | |
| | | 1946 - Fonctionnement des collèges - Réserves - Apprentissage natation | 42 500,00 | | 42 500,00 | 42 500,00 | 42 500,00 | 42 500,00 | |
| | | Total collèges publics | 4 944 984,00 | 9 109,61 | 4 962 093,61 | 4 950 076,00 | 4 907 487,00 | 4 915 487,00 | |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE) | 3693 - dotation à E.S.P.E. de Charleville-Mézières | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| Total | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | | | |
| Subventions Education | Subventions de fonctionnement Education | 279 - Actions culturelles départementales - collèges | 30 000,00 | | 22 000,00 | 12 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| | | 130 - Aides exceptionnelles de solidarité | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | | 728 - Participation au fonctionnement de l'I.F.T.S. | 72 000,00 | | 72 000,00 | 72 000,00 | 72 000,00 | 83 286,00 | |
| | | 273 - Subventions - Fonctionnement C.D.D.P. | 8 000,00 | | 8 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | |
| | | 296 - Subventions - U.N.S.S. | 12 500,00 | | 12 500,00 | 12 480,00 | 12 500,00 | 12 500,00 | |
| | | 276 - Subventions Foyers Socio-Educatifs | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| Total | 134 500,00 | 0,00 | 126 500,00 | 116 480,00 | 124 500,00 | 135 786,00 | | | |
| TOTAL EDUCATION | 6 400 969,00 | 9 109,61 | 6 410 078,61 | 6 379 641,00 | 6 333 640,00 | 6 352 926,00 | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------|---|--|-----------------------|------------------|-------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | | |
| SYSTEME D'INFORMATION | Informatique - Collèges | Informatique Collèges | 2695 - Petits matériels informatique | | | | | | | | |
| | | | 2208 - Consommations (télécommunications) | | | 1 742,40 | | | | | |
| | | | 3768 - Petits matériels informatiques Collèges | | | 11 250,40 | | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | | | xxx - Prestations de service | | | | | | 4 536,00 | 4 536,00 | |
| | | | xxx - Location + copies (Photocopieurs) | | | | | | 56 000,00 | 56 000,00 | |
| | | | xxx - Maintenance matériel (Photocopieurs) | | | | | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| | | | 3767 - Télécommunications Collèges | | | | | 20 067,20 | 37 000,00 | 37 000,00 | |
| | | | Total Informatique collèges | | | 33 060,00 | 0,00 | 33 060,00 | 10 000,00 | 111 536,00 | 111 536,00 |
| | | Téléphonie Collèges | Abonnement | 3039 - Abonnements téléphoniques | 11 100,00 | | 0,00 | | | | |
| | | | Communication fixe | 3040 - Consommations téléphoniques | 1 300,00 | | 0,00 | | | | |
| | | | Maintenance IPBX | 3326 - Entretien des installations téléphoniques | 7 000,00 | | 0,00 | | | | |
| | | | Communication mobile | 3040 - Consommations téléphoniques | 1 500,00 | | 0,00 | | | | |
| | | | Fonctionnement Téléphonie Collèges | 3762 - Petits matériels Téléphonie Collèges | | | | 1 606,00 | 50,00 | 50,00 | |
| | | | | 3763 - Abonnements Téléphonie Collèges | | | | 9 494,00 | 8 500,00 | 8 500,00 | |
| | | | | 3764 - Consommations Téléphonie Fixe Collèges | | | | 1 300,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | |
| | | | | 3766 - Consommations Téléphonie Mobile Collèges | | | | 1 500,00 | 6 740,00 | 6 740,00 | |
| | | | 3765 - Maintenances installations Téléphonie Collèges | | | | 7 000,00 | 4 812,00 | 4 812,00 | | |
| | | | Total Téléphonie collèges | | | 20 900,00 | 0,00 | 20 900,00 | 5 000,00 | 22 602,00 | 22 602,00 |
| | | | TOTAL SYSTEME D'INFORMATION | | | 53 960,00 | 0,00 | 53 960,00 | 15 000,00 | 134 138,00 | 134 138,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

| | | | |
|---|------------------------------------|--|---|
| SPORTS | ANIMATIONS SPORTIVES | ANIMATIONS SCOLAIRES | 2776 - Autres fournitures non stockées |
| | | | 2607 - Prestations diverses |
| | | Total | |
| | Championnats d'Europe d'athlétisme | 3054 - Publicités, publications, relations publiques | |
| | | Total | |
| | Subventions Sports | Subventions de fonctionnement Sport de haut niveau | 262 - Subventions - Clubs de renom national - Clubs phares |
| | | | 271 - Subventions athlètes de haut niveau |
| | | | 3748 - Sports - subventions Haut niveau National et Régional |
| | | | Total |
| | | Subvention de fonctionnement Sport de Masse | 272 - Fonctionnement Associations sportives et Comités Départementaux |
| | | | - Aide aux associations labellisées sport-santé |
| | | | 2800 - Formations BAFA et BAFD |
| | | | ... - Aide à la licence sportive |
| | | | 3605 - Manif service sports - Participation aux transports |
| | | | 2977 - Sections sportives scolaires et école d'arbitrage |
| 1284 - Subventions Associations pour manifestations sportives except. | | | |
| 281 - Subventions Plans départementaux de disciplines sportives | | | |
| Total | | | |
| Total subventions sport | | | |
| Subventions de fonctionnement | Subventions Sport de haut niveau | 321 - Missions sportives d'intérêt général | |
| TOTAL SPORTS | | | |

| | | | |
|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 4 500,00 | | 0,00 | |
| 500,00 | | 8 520,00 | 6 000,00 |
| 5 000,00 | 0,00 | 8 520,00 | 6 000,00 |
| | 3 520,00 | 0,00 | |
| | 3 520,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 500,00 | | 45 500,00 | 0,00 |
| 20 000,00 | | 20 000,00 | 16 500,00 |
| 210 000,00 | | 219 000,00 | 219 000,00 |
| 275 500,00 | 0,00 | 284 500,00 | 235 500,00 |
| 78 000,00 | | 78 000,00 | 75 000,00 |
| 6 500,00 | | 6 500,00 | 5 000,00 |
| 1 000,00 | | 1 000,00 | 472,00 |
| 14 000,00 | | 14 000,00 | 14 000,00 |
| 160 000,00 | -3 520,00 | 112 538,00 | 60 000,00 |
| 330 000,00 | | 300 000,00 | 297 900,00 |
| 589 500,00 | -3 520,00 | 512 038,00 | 452 372,00 |
| 865 000,00 | -3 520,00 | 796 538,00 | 687 872,00 |
| 41 000,00 | | 41 000,00 | 41 000,00 |
| 911 000,00 | 0,00 | 846 058,00 | 734 872,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 3 000,00 | 3 000,00 |
| 8 000,00 | 8 000,00 |
| 11 000,00 | 11 000,00 |
| | |
| 0,00 | 0,00 |
| 45 500,00 | 45 500,00 |
| 25 000,00 | 25 000,00 |
| 440 000,00 | 440 000,00 |
| 510 500,00 | 510 500,00 |
| 75 000,00 | 75 000,00 |
| 8 000,00 | 8 000,00 |
| 6 500,00 | 6 500,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| 1 000,00 | 1 000,00 |
| 14 000,00 | 14 000,00 |
| 110 000,00 | 110 000,00 |
| 300 000,00 | 300 000,00 |
| 524 500,00 | 524 500,00 |
| 1 035 000,00 | 1 035 000,00 |
| 41 000,00 | 41 000,00 |
| 1 087 000,00 | 1 087 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|-----------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|---|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| CULTURE | FONDS CULTUREL | Culture Hors Subventions | 3305 - Cult - prestations diverses | 16 000,00 | | 16 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | | | Total | 16 000,00 | 0,00 | 16 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | Subventions Fct Culture | Subventions de fonctionnement Culture | 2700 - Activités régulières des associations culturelles | 30 000,00 | | 30 000,00 | 28 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | 3132 - Schéma dpt enseignements artistiques - écoles communales | 28 000,00 | | 28 000,00 | 28 000,00 | 28 000,00 | 28 000,00 |
| | | | 1219 - Schéma dpt enseignements artistiques - associations | 27 500,00 | | 27 500,00 | 27 500,00 | 27 500,00 | 27 500,00 |
| | | | 1837 - Soutien à la chambre d'agriculture | 4 500,00 | | 4 500,00 | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 1299 - subventions aux assoc. pour manifestations culturelles except. | 549 600,00 | 12 000,00 | 561 600,00 | 520 000,00 | 616 500,00 | 616 500,00 |
| | Total | 639 600,00 | 12 000,00 | 651 600,00 | 608 000,00 | 702 000,00 | 702 000,00 | | |
| | MUSEES ET SITES TOURISTIQUES | Site antique de Warcq | 664 - Location de matériel | 15 000,00 | | 15 000,00 | 6 500,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Total | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 6 500,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | | |
| | Subventions CULTURE | Subv fct Culture - Conventions 2017 | 2995 - Conventonnement des associations culturelles | 54 900,00 | | 54 900,00 | 54 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total | 54 900,00 | 0,00 | 54 900,00 | 54 900,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | TOTAL CULTURE | | | | 725 500,00 | 12 000,00 | 737 500,00 | 677 400,00 | 715 000,00 |
| MUSEE GUERRE ET PAIX | MUSEES ET SITES TOURISTIQUES | Administration générale | 2166 - Achat marchandises boutique Musée (Musée fct A/C 2019) | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | 2157 - Acquisition de petit matériel - | 6 000,00 | | 6 000,00 | 4 000,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| | | | 2145 - Autres fournitures - Musées | 4 000,00 | | 4 000,00 | 2 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | 2784 - Catalogues et publications | 15 000,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | | | 2325 - Expositions temporaires | 75 000,00 | | 75 000,00 | 25 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 1320 - Frais de transport de biens | 500,00 | | 500,00 | 150,00 | 500,00 | 500,00 |
| | | | Assurance (prêts d'objets) | | | | | 500,00 | 500,00 |
| | | | Alimentation (cafétéria) - Soumis TVA | | | | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | Entretien de matériel | | | | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | Fêtes et cérémonies | | | | | 500,00 | 500,00 |
| | | | Fournitures de bureau (ateliers pédagogiques) | | | | | 500,00 | 500,00 |
| | | | Habillement | | | | | 300,00 | 300,00 |
| | | | Produits pharmaceutiques | | | | | 100,00 | 100,00 |
| | | | Documentation générale (centre de documentation) | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| Autres fournitures non stockées | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | |
| TOTAL MUSEE GUERRE ET PAIX | | | | 130 500,00 | 0,00 | 130 500,00 | 76 150,00 | 131 400,00 | 131 400,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|--|---------------------|--|---|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| BASES DE LOISIRS DEPARTEMENTALES | BASES DE LOISIRS | Moyen des bases de loisirs (2008- 2015) | 101 - Autres prestations de service | 3 200,00 | | 3 200,00 | | 3 200,00 | 3 200,00 |
| | | | 3571 - autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 606 - Frais de transport - personnes extérieures | 24 000,00 | | 24 000,00 | | 24 000,00 | 24 000,00 |
| | | | TOTAL BASES DE LOISIRS DEPARTEMENTALES | 28 700,00 | 0,00 | 28 700,00 | 10 000,00 | 28 700,00 | 28 700,00 |
| B.D.A. | Lecture | B.D.P. Administration Fonctionnement | 4 - Abonnements | 40 000,00 | | 56 416,00 | 50 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel | 3 000,00 | | 8 534,00 | 5 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | 57 - Animations et formations Bibliothèque | 70 000,00 | | 55 550,00 | 40 000,00 | 82 455,00 | 82 455,00 |
| | | | 75 - Autres achats non stockés | 12 000,00 | | 5 500,00 | 5 500,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | | | 1295 - Fonds de livre | | | 12 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL B.D.A. | 125 000,00 | 0,00 | 138 000,00 | 107 500,00 | 139 455,00 | 139 455,00 | | | |
| ARCHIVES DEPARTEMENTALES | ARCHIVES | Fonctionnement | 75 -Autres achats non stockés | | | 348,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 1068 - Autres Prestations diverses | 47 000,00 | | 38 500,00 | 3 108,00 | 17 000,00 | 17 000,00 |
| | | | 2185 - Contrats de maintenance | 6 000,00 | | 6 000,00 | 3 600,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| | | | 1295 - Fonds de livres | | | 2 000,00 | 565,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 1198 - Petites fournitures | 4 000,00 | | 3 652,00 | 573,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| TOTAL ARCHIVES DEPARTEMENTALES | 57 000,00 | 0,00 | 50 500,00 | 7 846,00 | 27 000,00 | 27 000,00 | | | |
| TOTAL COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE | | | | 8 432 629,00 | 21 109,61 | 8 395 296,61 | 8 008 409,00 | 8 596 333,00 | 8 615 619,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|--|--|--|--|--|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|---------------|---------------|

| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|-----------|---------|-----------------|-----------------------|---------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

| | | | | | | | | | |
|----------|--------------------------------------|---|------------------|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| ARCHIVES | Conservier et restaurer les archives | 3589 - Acquisition de matériel de conservation préventive | 12 000,00 | | | 8 593,00 | 8 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | 2129 - Restauration d'œuvres d'art | 20 000,00 | | | 14 946,00 | 14 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | 687 - Autre matériel, outillage et mobilier | 0,00 | | | 2 600,00 | 2 522,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6 - Enrichissement de la bibliothèque | 5 000,00 | | | 2 361,00 | 2 300,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | TOTAL ARCHIVES | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 500,00 | 26 822,00 | 37 000,00 | 37 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|------------------|-----------------------------|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| BDA | investissement bibliothèque | 2979 - Subventions - construction et réhabilitation de bâtiments - Médiathèque Amagne et Les Mazures (solde des engagements au 31/12/20 : 39 960 €) | 0,00 | | | | | 39 960,00 | 39 960,00 |
| | | 507 - Subv aux communes - équipement biblio Amagne (solde en engagements au 31/12/20 : 7062 €) | 79 134,00 | | | 79 134,00 | 79 134,00 | 7 062,00 | 7 062,00 |
| | | Total investissement bibliothèque Prog 2016 | 79 134,00 | 0,00 | 0,00 | 79 134,00 | 79 134,00 | 47 022,00 | 47 022,00 |
| | Investissement direct | 1297 - Œuvres exposées | 10 000,00 | | | 9 524,00 | 9 500,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | 3653 - Fonds de livres | 98 000,00 | | | 118 476,00 | 106 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | | 3654 - Fonds documentation sonore et visuelle | 7 000,00 | | | 7 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| TOTAL BDA | 115 000,00 | 0,00 | 0,00 | 135 000,00 | 122 500,00 | 117 000,00 | 117 000,00 | | |

| | | | | | | | | | | |
|------------------------------|---|---|-------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|--|
| EDUCATION | COLLEGES PRIVES | 122 - Collèges privés : investissement - AP 2018 | 35 977,00 | | | 35 977,00 | 35 977,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 122 - Collèges privés : investissement - AP 2019 (Solde des engagements au 31/12/20 : 50 604 €) | 110 278,00 | | | 166 050,00 | 166 050,00 | 160 882,00 | 50 604,00 | |
| | | 122 - Collèges privés : investissement - AP 2020 (Répartition 2020 : 218 986) | | | | | | 110 000,00 | 110 000,00 | |
| | TOTAL COLLEGES PRIVES | 146 255,00 | 0,00 | 0,00 | 202 027,00 | 202 027,00 | 270 882,00 | 160 604,00 | | |
| | PÔLES SCOLAIRES | construction pôle scolaire Vouziers : travaux | | | | | | | | |
| | | 328 - Pôles scolaires / programme 2017 (solde des engagements au 31/12/20 : 645 846 € €) | 600 000,00 | | | 544 228,00 | 534 826,00 | 645 846,00 | 645 846,00 | |
| TOTAL PÔLES SCOLAIRES | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 544 228,00 | 534 826,00 | 645 846,00 | 645 846,00 | | | |
| ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 3700 - Campus universitaire de charleville-Méz. | 852 219,00 | | | 852 219,00 | 748 126,00 | 0,00 | 105 000,00 | | |
| TOTAL EDUCATION | 1 598 474,00 | 0,00 | 0,00 | 1 598 474,00 | 1 484 979,00 | 916 728,00 | 911 450,00 | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | |
|---|---|--|------------------------|------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|---------------------|-----------------------|------------------|
| | | | 2020 | | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| DSI COLLEGES | Equipements informatiques Collèges | 2114 - Matériels informatiques | 60 000,00 | | | 770 750,00 | | 882 000,00 | 882 000,00 | |
| | | 3770 - Matériel de Téléphonie Collèges | | | | 9 795,00 | | 35 000,00 | 35 000,00 | |
| | | 502- Matériels informatiques | 726 000,00 | | | | | | | |
| | ENT des collèges | 3774 - Logiciels collèges | | | | 44 923,21 | | | | |
| | | 2599 - logiciels | 50 000,00 | | 17 235,73 | 19 864,52 | | 85 000,00 | 85 000,00 | |
| | | 3120 - Etudes | | | | 2 448,00 | | | | |
| | Câblage Collèges | 361 - Travaux divers | | | | 93 340,00 | 57 210,42 | | | |
| | | 3120 - Etudes | 0,00 | | | 2 400,00 | 2 400,00 | | | |
| | | 3186 - Agencements, aménagements de bâtiments reçus au titre d'une mise à disposition | 770 000,00 | | 70 138,02 | 198 980,83 | | | | |
| | | 3769 - Câblage collèges 21735 | | | | 561 665,19 | | | | |
| | | 3771 - Câblage collège 21351 | | | | 140 756,58 | | 850 000,00 | 850 000,00 | |
| | Réseaux informatiques collèges | 2114 - Matériel informatique scolaire | 233 000,00 | | | 12 728,20 | | | | |
| 3775 - Réseaux informatiques collèges 21831 | | | | | 382 726,80 | | 347 000,00 | 347 000,00 | | |
| Collèges - raccordement fibre | 3186 - Agencements, aménagements de bâtiments reçus au titre d'une mise à disposition | 190 000,00 | | | 0,00 | | | | | |
| TOTAL DSI COLLEGES | | | 2 029 000,00 | 0,00 | 183 113,75 | 2 204 248,75 | 654 093,00 | 2 199 000,00 | 2 199 000,00 | |
| CULTURE | EQUIPEMENT CULTUREL | 500 - subventions aux communes trav. Com. Agglo. : Réhabilitation Troussel | 58 686,00 | | | 21 996,00 | 21 996,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 499 - subv. aux associations IIM : catalogue mutualisé (solde engagement au 31/12/20 : 11 250 €) | | | | | | 11 250,00 | 11 250,00 | |
| | | 500 - subventions aux communes trav. Montcornet: construction village historique (Solde engagement au 31/12/20 : 51 894 €) | 46 376,00 | | | 46 376,00 | 46 376,00 | 51 894,00 | 51 894,00 | |
| | | 500 - subventions aux communes trav. Com. Agglo. : Réhabilitation Troussel 1er surcoût | | | | 36 690,00 | 36 690,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 500 - subventions aux communes trav. Com com Pays Rethelois - musée | 193 146,00 | | | 193 146,00 | 193 146,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | TOTAL EQUIPEMENT CULTUREL | | | 298 208,00 | 0,00 | 0,00 | 298 208,00 | 298 208,00 | 63 144,00 | 63 144,00 |
| | DEVOIR DE MÉMOIRE | 3635 - Comm. Gde Guerre - tx communes Gespunsart | 300,00 | | | 300,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | 3218 - Devoir de mémoire - aide à des tiers pour acquisition Divers dossiers asso | 255,00 | | | 255,00 | 255,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 3218 - Devoir de mémoire - aide à des tiers pour acquisition Divers dossiers asso Credits engagement 1 020 € | 1 020,00 | | | 1 020,00 | 255,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 3218 - Devoir de mémoire - aide à des tiers pour acquisition - Crédits d'engagement 1 020 € | | | | | | 1 020,00 | 1 020,00 | |
| TOTAL DEVOIR DE MÉMOIRE | | | 1 575,00 | 0,00 | 0,00 | 1 575,00 | 510,00 | 1 020,00 | 1 020,00 | |
| CULTURE | SITE ANTIQUE DE WARCQ | 2873 - travaux site Warcq | 125 000,00 | | | 125 000,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 | |
| | | 2599 - Logiciels | 1 320,00 | | | 1 320,00 | 1 320,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | TOTAL SITE ANTIQUE DE WARCQ | | | 126 320,00 | 0,00 | 0,00 | 126 320,00 | 1 320,00 | 25 000,00 |
| TOTAL CULTURE | | | 426 103,00 | 0,00 | 0,00 | 426 103,00 | 300 038,00 | 89 164,00 | 89 164,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|--|---|------|---------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | 2020 | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| MUSEE GUERRE ET PAIX | 3206 - Aménagement muséographique | | 30 000,00 | | | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | 12 - Acquisitions de collections d'intérêt dép. | | 30 000,00 | | | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | 3043 Matériel et outillage technique | | 5 000,00 | | | 3 500,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | 13 - Achat de matériels divers | | | | | 900,00 | | | |
| | 1135 - Mobilier (vestiaire personnel) | | | | | | | | |
| | 1135- Mobilier (centre de documentation) | | 20 000,00 | | | 19 100,00 | 10 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | 2129 - Restauration d'œuvres d'art cpte 21 | | 5 000,00 | | | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| TOTAL MUSEE GUERRE ET PAIX | | | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 | 88 500,00 | 76 000,00 | 71 000,00 | 71 000,00 |
| BASES DE LOISIRS | Travaux d'ég de Bairon | | 200 000,00 | | | 200 000,00 | 200 000,00 | 215 122,00 | 215 122,00 |
| | cautionnement Centre de congrès | | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 2 686,00 | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | 2019 - Achat volets roulants pour poste de secours | | 1 500,00 | | | | | | |
| | 2019 - Remplacement ligne d'eau de baignade VF | | 7 000,00 | | | | | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | 2021 - Remplacement ligne d'eau de baignade Bairon | | | | 5 262,59 | 73 494,59 | 30 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | 2018 - Matériel scénique CCFV et MDS | | | | | | | 33 000,00 | 33 000,00 |
| | 2020-Remplacement mobilier salle Bairon | | 5 000,00 | | | | | 0,00 | 0,00 |
| | 2020 - Achat de matériel scénique pour Bairon et CC | | 18 000,00 | | | | | | |
| | 2020 - Matériel de musculation MDS | | 10 000,00 | | | | | 0,00 | 0,00 |
| | 2020 - Remplacement tapis TATAMI Dojo et | | 30 000,00 | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | 2021 - Matériel sportif | | | | | | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | 2020 - Matériel nautique | | 10 000,00 | | 4 525,02 | 14 525,02 | 8 700,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | 2021 - Achat de mobilier extérieur | | | | | | | 9 000,00 | 9 000,00 |
| | Achat de 10 colonnes de tri Bairon VF | | 12 000,00 | | | | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | 2020 - Tapis PMR Bairon | | 5 000,00 | | | 18 068,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Prévision achats matériel thermique | | 5 000,00 | | | | 4 582,00 | | |
| | 2021 - Achat de signalisation extérieure | | | | | | | 9 000,00 | 9 000,00 |
| Actualisation projets de baignade | | 0,00 | | | 7 200,00 | 7 200,00 | | | |
| TOTAL BASES DE LOISIRS | | | 306 500,00 | 0,00 | 9 787,61 | 316 287,61 | 253 168,00 | 343 622,00 | 363 622,00 |
| SPORT | 509 - Equipement sportif - Communes - Travaux | | 400 000,00 | | | 400 000,00 | | 400 000,00 | 400 000,00 |
| | 508 - Equipement sportif - Associations et autres tiers | | | | | | | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | 509 - Equipement sportif - Communes - Travaux | | 200 000,00 | | | 200 000,00 | | | |
| | Equipement - Associations sportives | | | | | | | | 10 000,00 |
| TOTAL SPORT | | | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 600 000,00 | 600 000,00 | 600 000,00 | 610 000,00 |
| TOTAL COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE | | | 5 281 211,00 | 0,00 | 192 901,36 | 5 476 247,36 | 3 596 734,00 | 4 420 536,00 | 4 445 258,00 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

| | | | | | | | | | |
|-----------|------------------------|--|----------------------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | Collèges publics | 3074 - F.D.R.P.H. | 700 000,00 | | 700 000,00 | 500 000,00 | 700 000,00 | 700 000,00 |
| | | Remboursement MDPH - Enseignants référents | 115 - Autres recouvrements | 11 250,00 | | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 |
| | TOTAL EDUCATION | | | 711 250,00 | 0,00 | 711 250,00 | 511 250,00 | 711 250,00 | 711 250,00 |

| | | | | | | | | | |
|--------|----------------------|--------------------------|--|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|------------------|
| SPORTS | Animations sportives | Manifestations sportives | 3742 - Manifestations sportives - recettes | 12 000,00 | | 12 000,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | TOTAL SPORT | | | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|----------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------|--|-------------------|-------------|-------------------|------------------|
| MUSEE GUERRE ET PAIX | Musées et sites touristiques | Administration générale | 2249- Droits d'entrée | 120 000,00 | | 120 000,00 | 70 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | | | 2491- Ventes boutique | 25 000,00 | | 25 000,00 | 5 500,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | 3716 - Ventes cafétéria | 30 000,00 | | 30 000,00 | 15 500,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | TOTAL Musée Guerre et Paix | | | 175 000,00 | 0,00 | 175 000,00 | 91 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|------------------|------------------|---|---|------------|--|-------------------|-------------|-------------------|------------------|
| BASES DE LOISIRS | BASES DE LOISIRS | Moyens des bases de loisirs (2008-2015) | 921 - Indemnités pour sinistres | 500,00 | | 500,00 | | 200,00 | 200,00 |
| | | | 908 - Location de matériel | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 50,00 | 50,00 |
| | | | 666 - Location bâtiments divers + Centre de congrès | 48 000,00 | | 48 000,00 | | 48 000,00 | 48 000,00 |
| | | | 906 - Stages bases d'animation | 60 000,00 | | 60 000,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | | 1100 - Stages d'été | 160 000,00 | | 160 000,00 | | 160 000,00 | 173 250,00 |
| | | | TOTAL BASES DE LOISIRS | | | 269 500,00 | 0,00 | 269 500,00 | 50 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|-----|---------|--------------------------------------|---|-----------|--|------------------|-------------|------------------|------------------|
| BDA | Lecture | B.D.P. Administration Fonctionnement | 115 - Autres recouvrements | 14 401,00 | | 14 401,00 | | 14 250,00 | 14 250,00 |
| | | | 872 - Participation de l'Etat | 52 000,00 | | 64 455,00 | | 52 000,00 | 52 000,00 |
| | | | 737 - Participation de fonctionnement des régions | | | 6 500,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 93 - Autres participations (CAF) | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | TOTAL BDA | | | 68 401,00 | 0,00 | 87 356,00 | 90 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|----------|-----------------------|----------------|--|------------------|-------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| ARCHIVES | Archives | Fonctionnement | 737 - Participation de fonctionnement des régions (numérisation) | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Archives | Fonctionnement | 1293-Vente de reproductions et d'ouvrages | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | TOTAL ARCHIVES | | | 31 000,00 | 0,00 | 31 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|---------------------|-------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE | | | | 1 267 151,00 | 0,00 | 1 286 106,00 | 743 250,00 | 1 198 750,00 | 1 212 000,00 |
|--|--|--|--|---------------------|-------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 | 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

| | | | | | | | |
|-----------------------|--|-------------|-------------|-------------|------------------|-------------|-------------|
| Site antique de Warcq | 246 - Subventions d'équipement transférables - Commune | | | | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL Site antique de Warcq | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | |
|-------------|--|------------------|-------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| BDA Lecture | 2824 - produits de cessions (vente de livres) | 5 000,00 | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | 241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat | 5 000,00 | | 13 000,00 | 10 270,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL BDA | 10 000,00 | 0,00 | 18 000,00 | 10 270,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |

| | | | | | | | |
|------------------|--|---|-------------|-------------|---------------|-----------------|-----------------|
| Bases de loisirs | Moyens | 2632 - dépôts de garantie, cautionnement reçu | 0,00 | | 0,00 | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | Appel à projet développement durable (tri déchets) | | | | | 5 000,00 | 0,00 |
| | TOTAL Bases de loisirs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 651,00 | 6 500,00 | 1 500,00 |

| | | | | | | | |
|----------------|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| DSI - Collèges | 3751 - DSID - Câblage informatique 7 collèges | 147 000,00 | | 147 000,00 | 147 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 3751 - DSID - Schéma directeur collèges numériques | | | | 121 920,00 | 284 481,00 | 284 481,00 |
| | TOTAL DSI - Collèges | 147 000,00 | 0,00 | 147 000,00 | 268 920,00 | 284 481,00 | 284 481,00 |

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE | 157 000,00 | 0,00 | 165 000,00 | 299 841,00 | 295 981,00 | 290 981,00 |
|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|

**BUDGET ANNEXE ARCHEOLOGIE
PROJET BP 2021**

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|---|--|
| F O N C T I O N N E M E N T | <p>Dépenses réelles 592 938 €</p> <p>Dépenses d'ordre 11 000 €</p> <p>603 938 €</p> | <p>Recettes réelles 603 938 €</p> <p>603 938 €</p> |
| I N V E S T I S S E M E N T | <p>Dépenses réelles 11 000 €</p> <p>11 000 €</p> | <p>Recettes d'ordre 11 000 €</p> <p>11 000 €</p> |

**BUDGET ANNEXE ARCHEOLOGIE
PROJET BP 2021
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| | Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
|--------------------------------------|---|--|---|--|--|-------------------|------------------|------------------|-----------|-----------|
| | | | | Budget primitif | Total CP voté | CAA | | | | |
| Administration générale | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | DIAG - Administration générale | 21 - Acquisition de petit matériel | 300,00 | 300,00 | - | - | - | | |
| | | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | 200,00 | 200,00 | - | - | - | | |
| | | | 137 - Carburant - | 3 000,00 | 3 000,00 | 1 500,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| | | | 351 - Titres annulés | - | 70 288,00 | 70 288,00 | - | - | | |
| | | | 579 - Frais de déplacement du personnel - | 900,00 | 900,00 | 500,00 | 900,00 | 900,00 | | |
| | | | 623 - Habillement | 200,00 | 200,00 | - | 200,00 | 200,00 | | |
| | | | 2768 - Autres fournitures | 350,00 | 350,00 | - | - | - | | |
| | | | S/TOTAL | 4 950,00 | 75 238,00 | 72 288,00 | 3 100,00 | 3 100,00 | | |
| | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Administration générale | 21 - Acquisition de petit matériel | 5 100,00 | 4 860,00 | 2 500,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| | | | 40 - Alimentation | 1 300,00 | 1 300,00 | - | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | 1 300,00 | 1 300,00 | - | 500,00 | 500,00 | | |
| | | | 137 - Carburant - | - | - | - | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | | 446 - Documentation (licences adobe) | 10 160,00 | 10 160,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | | |
| | | | 488 - Entretien de matériel de transport - | 800,00 | 800,00 | 374,35 | - | - | | |
| | | | 549 - Fournitures de bureau | 500,00 | 500,00 | 374,53 | 300,00 | 300,00 | | |
| | | | 623 - Habillement | 2 200,00 | 2 200,00 | 1 154,24 | 1 588,00 | 1 588,00 | | |
| | | | 673 - Loyers bâtiments divers | 2 700,00 | 2 700,00 | - | - | - | | |
| | | | 753 - Produits d'entretien ménager | 200,00 | 200,00 | - | - | - | | |
| | | | 879 - Contrat maintenance | 900,00 | 900,00 | - | - | - | | |
| | | | 928 - Frais de péage | 200,00 | 200,00 | - | 100,00 | 100,00 | | |
| | | | 1320 - frais de transport de biens | 100,00 | 100,00 | - | - | - | | |
| | | | 1680 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 50,00 | 50,00 | - | 50,00 | 50,00 | | |
| | | | 2571 - Régularisation de TVA (dépenses) | 50,00 | 50,00 | - | 50,00 | 50,00 | | |
| | | | 2768 - Autres fournitures | 500,00 | 500,00 | - | - | - | | |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées | 600,00 | 600,00 | 360,13 | 300,00 | 300,00 | | |
| | | | 3677 - Assurances AUTRES que dommages aux biens | 1 100,00 | 1 100,00 | 578,86 | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | | S/TOTAL | 27 760,00 | 27 520,00 | 13 342,11 | 16 888,00 | 16 888,00 | | |
| TOTAL Administration générale | | | | 32 710,00 | 102 758,00 | 85 630,11 | 19 988,00 | 19 988,00 | | |
| Systèmes d'information | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Systèmes d'information | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | 6 000,00 | 6 000,00 | - | 5 000,00 | 5 000,00 | | |
| | | | 879 - Contrat maintenance (GPS + station) | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| | | | S/TOTAL | 7 000,00 | 7 000,00 | 1 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | | |
| TOTAL Systèmes d'information | | | | 7 000,00 | 7 000,00 | 1 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | | |
| Archéologie | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | DIAG - Archéologie | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | 3 000,00 | 3 000,00 | - | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | | 424 - Dépenses imprévues de fonctionnement | - | 5 450,00 | - | - | - | | |
| | | | 2736 - Etudes et diagnostics | 2 940,00 | 2 940,00 | 2 520,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| | | | S/TOTAL | 5 940,00 | 11 390,00 | 2 520,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| | | | S/TOTAL | 1303 - Contrat de prestations de services | 5 000,00 | 5 000,00 | - | | | |
| | | | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Archéologie | 92 - Participations diverses (Valus - reversement Musée Arlon, Balagne, Ardenne) | - | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 |
| | S/TOTAL | - | | | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 | 11 250,00 | | |
| | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Archéologie | | | 424 - Dépenses imprévues de fonctionnement | 31 484,00 | 31 484,00 | - | - | - |
| | | | | | 480 - Entretien de matériel | - | 792,96 | 660,80 | - | - |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier (pelles + wc) | 13 000,00 | 27 723,00 | 27 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | | |
| | | | 1141 - Locations mobilières | 500,00 | 500,00 | - | - | - | | |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services (études) | 40 716,00 | 25 112,84 | 10 000,00 | 26 000,00 | 26 000,00 | | |
| | | | 1320 - frais de transport de biens | 100,00 | 187,20 | 156,00 | 200,00 | 200,00 | | |
| | | | 2325 - Expositions temporaires (Valus ?) | 7 000,00 | 7 000,00 | 1 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | | |
| | | | 2783 - Annonces et insertions , | 1 000,00 | 1 000,00 | - | - | - | | |
| | 2957 - études et diagnostics | 68 728,00 | 68 728,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | | | | |
| | 3318 - frais de gardiennage | 10 000,00 | 10 000,00 | - | 10 000,00 | 10 000,00 | | | | |
| | S/TOTAL | 172 528,00 | 172 528,00 | 98 816,80 | 141 200,00 | 141 200,00 | | | | |
| | S/TOTAL | 1303 - Contrat de prestations de services (marché terrassement) | 60 000,00 | 91 274,00 | 40 798,79 | 60 000,00 | 60 000,00 | | | |
| | S/TOTAL | 21 - Acquisition de petit matériel | - | 240,00 | 239,46 | | | | | |

| | Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|--|------------------------------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Total CP voté | CAA | | |
| | | | TOTAL Archéologie | 243 468,00 | 291 682,00 | 153 625,05 | 215 450,00 | 215 450,00 |
| Frais de personnel | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | S/TOTAL | 891 - Formation professionnelle | 1 000,00 | 1 573,00 | 1 573,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 3348 - colloques et séminaires | 2 000,00 | 1 427,00 | 100,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 3 000,00 | 3 000,00 | 1 673,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | | | 163 - Cotisations au F.N.A.L. | 1 200,00 | 1 200,00 | 1 200,00 | 1 300,00 | 1 300,00 |
| | | | 191 - Cotisations aux caisses de retraite | 9 000,00 | 10 750,00 | 10 750,00 | 19 000,00 | 19 000,00 |
| | | | 233 - Cotisation CNFPT | 1 100,00 | 2 100,00 | 2 100,00 | 1 100,00 | 1 100,00 |
| | | | 347 - Tickets-repas | 8 000,00 | 9 000,00 | 9 000,00 | 9 300,00 | 9 300,00 |
| | | | 402 - Versement de transport | 1 800,00 | 1 800,00 | 1 800,00 | 1 800,00 | 1 800,00 |
| | | | 578 - Frais de déplacement - Formation | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | 579 - Frais de déplacement du personnel - | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | 819 - Rémunérations personnel non titulaire | 212 000,00 | 200 730,00 | 200 730,00 | 212 000,00 | 212 000,00 |
| | | | 819 - Rémunérations personnel titulaire | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | 1234 - Rémunérations personnel permanent titulaire - Autres indemnités | | 1 500,00 | 1 500,00 | | |
| | | | 1232 - Rémunérations personnel permanent titulaire - NBI | | 200,00 | 200,00 | | |
| | | | 829 - Rémunérations personnel permanent titulaire - Rémunération principale | | 5 820,00 | 5 820,00 | | |
| | | | 3300 - Cotisations à l'URSSAF | 57 000,00 | 57 000,00 | 57 000,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| | | | | 298 100,00 | 298 100,00 | 298 100,00 | 347 500,00 | 347 500,00 |
| | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | Fouilles - Archéologie | 395 - Honoraires divers et vacations | | | | - | - |
| | | | TOTAL frais de personnel | 301 100,00 | 301 100,00 | 299 773,00 | 350 500,00 | 350 500,00 |
| TOTAL Dépenses de fonctionnement annuelles hors provisions et amortissements | | | | 584 278,00 | 702 540,00 | 540 028,16 | 592 938,00 | 592 938,00 |
| Provisions et amortissements | Mouvements d'ordre et Provisions- Budget annexe Archéologie | Provisions ARCHEOLOGIE | 1029 - Provisions pour risques | | | | | |
| | | | 3331 - Provisions pour dépréciation des comptes de redevables | | | | | |
| | | | TOTAL | - | - | - | - | - |
| | | | TOTAL | - | - | - | - | - |
| TOTAL Provisions | | | | - | - | - | - | - |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (avec provisions) | | | | 584 278,00 | 702 540,00 | 540 028,16 | 592 938,00 | 592 938,00 |
| Provisions et amortissements | Mouvements d'ordre et Provisions- Budget annexe Archéologie | Amortissement Archéologie | 3404 - dotation aux amortissements - Archéologie | 9 200,00 | 14 200,00 | 13 935,99 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| | | | TOTAL Amortissements | 9 200,00 | 14 200,00 | 13 935,99 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (avec provisions et amortissements) | | | | 593 478,00 | 716 740,00 | 553 964,15 | 603 938,00 | 603 938,00 |

**BUDGET ANNEXE ARCHEOLOGIE
PROJET BP 2021
DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| | Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---|------------------------------------|---|-----------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| | | | | Budget primitif | Total CP voté | CAA | | |
| Administration générale | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Administration générale | 926 - Acquisition de matériel | 4 000,00 | 80 625,18 | 2 146,69 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | 1823 - Matériel et outillage techniques | 2 000,00 | 1 895,00 | 370,59 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | 2775 - Mobilier et matériel de bureau | | | | | |
| | | | 3014 - Acquisition Véhicules | 200,00 | 200,00 | | | |
| | | | TOTAL Administration générale | 6 200,00 | 82 720,18 | 2 517,28 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| Entretien de bâtiments | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Entretien de bâtiments | 1823 - Matériel et outillage techniques | | 105,00 | | | |
| | | | TOTAL Entretien de bâtiments | - | 105,00 | - | - | - |
| Systèmes d'information | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Systèmes d'information | 926 - Acquisition de matériel | 1 000,00 | 1 000,00 | 600,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 2599 - Logiciels | 2 000,00 | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 502 - Matériels informatiques | | | | | |
| | | | TOTAL Systèmes d'information | 3 000,00 | 3 000,00 | 600,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| Archéologie | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | DIAG - Archéologie | 423 - Dépenses imprévues d'investissement | | | - | | |
| | | | TOTAL Archéologie | - | - | - | - | - |
| Total Dépenses d'investissement | | | | 9 200,00 | 85 825,18 | 3 117,28 | 11 000,00 | 11 000,00 |

**BUDGET ANNEXE ARCHEOLOGIE
PROJET BP 2021
RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|---|---|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|
| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | Budget primitif | Total CP voté | CAA | | | |
| Archéologie | Résultat reporté et équilibre des sections | 925 - Résultat reporté de fonctionnement | | 106 463,70 | - | | | |
| | | TOTAL | - | 106 463,70 | - | - | - | |
| | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | DIAG - Archéologie | 1102 - Autres produits exceptionnels | | | | 230 000,00 | 230 000,00 |
| | | | 3032 - Participation Etat (a passer en diagnostique) | | | | | |
| | | | 3375 - Autres redevances | | - | 280 147,14 | | |
| | | | 872 - Participations de l'Etat | | 1 700,00 | | | |
| | | | 3344 - Services facturés | | - | | | |
| | TOTAL | - | 1 700,00 | 280 147,14 | 230 000,00 | 230 000,00 | | |
| | DIAG - Archéologie | 319 - Subventions de fonctionnement de l'Union Européenne | - | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Archéologie | 3032 - Participation Etat (a passer en diagnostique) | 212 620,00 | 212 620,00 | 1 700,00 | | |
| 2628 - Participation des communes | | | - | - | 20 000,00 | - | - | |
| 3344 - Services facturés | | | 6 858,00 | 6 858,00 | 168 650,90 | 56 000,00 | 56 000,00 | |
| TOTAL | 219 478,00 | 219 478,00 | 190 350,90 | 71 000,00 | 71 000,00 | | | |
| TOTAL Archéologie | | | 219 478,00 | 342 641,70 | 485 498,04 | 301 000,00 | 301 000,00 | |
| Administration générale | B.A. Archéologie - FOUILLES (avec TVA) | FOUILLES - Administration générale | 2563 - Régularisation TVA (recettes) | | 0,30 | | | |
| TOTAL Administration générale | | | - | 0,30 | - | - | - | |
| Frais de personnel | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | Frais de personnel | 3085 - Remb. Tickets repas- Culture, Sport et Loisirs | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 650,00 | 4 650,00 |
| TOTAL Frais de personnel | | | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 650,00 | 4 650,00 | |
| Total Recettes de fonctionnement hors provisions et amortissements, hors résultat reporté et hors subvention d'équilibre | | | 223 478,00 | 346 642,00 | 489 498,04 | 305 650,00 | 305 650,00 | |
| Provisions et amortissements | Mouvements d'ordre et Provisions- Budget annexe Archéologie | Provisions ARCHEOLOGIE | 3332 - Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants | 73 000,00 | 73 098,00 | 73 098,00 | | |
| | | | 3361 - Reprise sur provisions pour risques | 297 000,00 | 297 000,00 | 297 000,00 | 298 288,00 | 298 288,00 |
| TOTAL Provisions et amortissements | | | 370 000,00 | 370 098,00 | 370 098,00 | 298 288,00 | 298 288,00 | |
| Dotation d'équilibre 2020 | | | | | | | | |
| TOTAL Dotation d'équilibre 2020 | | | - | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | 593 478,00 | 716 740,00 | 859 596,04 | 603 938,00 | 603 938,00 | |

**BUDGET ANNEXE ARCHEOLOGIE
PROJET BP 2021
RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---|--|--|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | Budget primitif | Total CP voté | CAA | | | |
| Archéologie | B.A. Archéologie - DIAGNOSTICS (SANS TVA) | Résultat reporté et équilibre des sections | 1854 - Solde de la section d'investissement | | 71 625,18 | - | | |
| | | TOTAL | | - | 71 625,18 | - | - | - |
| TOTAL Archéologie | | | | - | 71 625,18 | - | - | - |
| Total Recettes réelles d'investissement hors dotation d'équilibre | | | | - | 71 625,18 | - | - | - |
| | | Dotation d'équilibre | | | | | | |
| TOTAL | | | | - | - | | | |
| Total dotation d'équilibre | | | | - | - | | | |
| Total Recettes réelles d'investissement | | | | - | 71 625,18 | - | - | - |
| Provisions et amortissements | Mouvements d'ordre et Provisions- Budget annexe Archéologie | Amortissements Archéologie | 1373 - Amort. Autres matériels de bureau et mobilier | 70,00 | 1 070,00 | 1 007,34 | | |
| | | | 1374 - Amort. des autres immobilisations corporelles | 4 300,00 | 6 700,00 | 6 616,51 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | | | 3572 -Amortissement des licences, brevets... | 3 600,00 | 3 600,00 | 3 588,21 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 1370 - Amortissement du matériel de transport | 500,00 | 500,00 | 480,00 | - | - |
| | | | 1372 - Amortissement du matériel informatique | 230,00 | 230,00 | 201,76 | - | - |
| | | | 1369 - Amort. Des matériels et outillage techniques | 500,00 | 2 100,00 | 2 042,17 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| TOTAL Provisions et amortissements | | | | 9 200,00 | 14 200,00 | 13 935,99 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| Total Recettes d'ordre d'investissement | | | | 9 200,00 | 14 200,00 | 13 935,99 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | | 9 200,00 | 85 825,18 | 13 935,99 | 11 000,00 | 11 000,00 |


**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Comme suite au débat d'orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal et les budgets annexes, pour les montants suivants :

| | |
|---------------------------------|---------------|
| Dépenses d'investissement..... | 412 300 € |
| Dépenses de fonctionnement..... | 197 388 372 € |
| Recettes d'investissement | - € |
| Recettes de fonctionnement..... | 21 197 076 € |

Prenant appui sur les orientations de la politique nationale d'aide et d'action sociale et sur la politique du Département formalisée dans son Plan stratégique Ardennes 2018 – 2025 d'une part, et pour répondre à une offre de service saturée et parfois inadaptée, à une hausse du nombre de bénéficiaires accentuée par la crise sanitaire, au besoin de sécurisation des parcours des usagers et à une demande de simplification et de proximité d'autre part, je vous propose d'agir en faveur d'un renforcement de la prévention auprès de tous les ardennais, d'une amélioration de l'accès aux droits, de solutions alternatives au placement, du développement d'un service public de proximité, de la sécurisation des parcours par un accompagnement et le contrôle renforcé des établissements et services médico-sociaux.

Pour ce faire, je vous propose d'axer l'exercice 2021 sur les priorités suivantes :

❖ En faveur de l'enfance et de la famille

- l'accès facilité à l'agrément d'assistants maternels et familiaux,
- le renforcement des visites à domicile, bilans de santé et actions collectives,
- le déploiement de nouvelles mesures en réponse aux besoins des enfants,
- la sécurisation des parcours des mineurs confiés et la prévention des ruptures,
- l'amélioration du repérage précoce des jeunes en danger ou en risque de l'être,
- l'accompagnement des établissements dans la mise en œuvre de projets adaptés, diversifiés, innovants et le contrôle de la qualité des prises en charge,
- l'élaboration de réponses aux besoins des enfants confiés en situation de handicap.

❖ En faveur des personnes âgées et handicapées

- un schéma départemental de l'autonomie concerté,
- une amélioration de la qualité du service rendu par les services d'accompagnement et d'aide à domicile ainsi qu'une meilleure couverture territoriale,
- le maintien de la dynamique en faveur des actions de prévention, en s'appuyant sur la Conférence des Financeurs,
- l'ajustement des moyens consacrés aux aides individuelles et une optimisation de leur traitement,
- l'amélioration et la transformation des dispositifs de coordination des situations complexes,
- l'accompagnement des établissements dans la mise en œuvre de projets adaptés, diversifiés, innovants et le contrôle de la qualité des prises en charge,
- le développement de l'accueil familial adulte.

❖ En faveur de l'action sociale et nos territoires

- La poursuite de l'amélioration de l'accès à nos services pour un 1er accueil social inconditionnel,
- le déploiement d'une stratégie visant à garantir un parcours coordonné et continu par une approche globale des situations,
- l'adaptation et amélioration de la structuration de nos interventions pour favoriser leur identification, notamment en faveur des jeunes et des plus vulnérables,
- le développement des projets sportifs et de loisirs comme levier d'action sociale,
- l'accompagnement du sport amateur, de la pratique de masse et du sport-santé,
- le soutien du sport et des loisirs comme moteur d'attractivité et de dynamique territoriale, en garantissant notamment une offre de service optimale sur nos sites.

Effets de la crise sanitaire, certains objectifs que s'était fixée la Collectivité en 2020 n'auront pu être que partiellement atteints. Je vous propose donc d'intégrer ceux-ci dans les propositions budgétaires 2021.

I – ENFANCE-FAMILLE

La politique publique Enfance Famille vise à garantir un accompagnement en prévention adapté à chaque famille et chaque enfant ainsi qu'un accueil de qualité des enfants confiés au Président du Conseil départemental. Elle regroupe les missions de la Protection Maternelle et Infantile, de l'Aide Sociale à l'Enfance ainsi qu'un établissement d'accueil d'urgence des enfants confiés, le Foyer départemental de l'Enfance. Elle s'appuie sur un réseau partenarial dense d'établissements et services habilités et d'associations à caractère social.

Retenu parmi les 30 premiers départements pour initier la stratégie nationale de prévention-protection de l'enfance 2020-2022 au plan local et s'appuyant sur les actions déjà à l'œuvre dans le cadre du plan Pauvreté, le Département s'attachera à poursuivre et démultiplier les actions en faveur de la prévention de la petite enfance, améliorer l'offre de service, optimiser la qualité et la durée de traitement des situations, garantir la continuité des parcours,

renforcer le suivi des projets d'établissements et services et rechercher des solutions à la diversité des publics, fratries, jeunes étrangers ou en situation de handicap.

A - PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Le service de Protection Maternelle et Infantile organise notamment des consultations et des actions médico-sociales de prévention et de suivi en faveur des femmes enceintes, des parents et des enfants de moins de 6 ans, ainsi que des activités de planification familiale et d'éducation familiale. Il joue également un rôle essentiel en matière d'accueil des jeunes enfants : instruction des demandes d'agrément des assistants maternels, réalisation d'actions de formation, surveillance et contrôle des assistants maternels ainsi que des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans. Il participe, enfin, aux actions de prévention et de prise en charge des mineurs en danger. Les interventions à domicile des techniciennes en intervention sociale et familiale et des aides à domicile contribuent à l'accompagnement proposé par le service.

Les lois n° 2007-293 du 5 mars 2007 et n° 201-297 du 14 mars 2016 réformant la Protection de l'Enfance élargissent les missions réglementaires de la PMI en renforçant le domaine de prévention avec les dépistages et les prises en charge précoces.

Dans la même dynamique, les Ardennes font partie des 30 départements qui ont été retenus pour participer à la Stratégie Nationale de Prévention et Protection de l'Enfance. Cette contractualisation entre les services de l'Etat (DDSCPP), l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Conseil départemental permettra de renforcer certaines missions du service comme le suivi des familles vulnérables par les sages-femmes et les puéricultrices et d'augmenter l'offre de prévention proposée par la PMI.

Concernant les dépenses de fonctionnement du service de PMI, je vous propose d'inscrire un crédit de 520 630 € dont :

Pour la petite enfance : **369 130 €** qui comprend notamment le financement du CAMSP, les interventions des techniciennes de l'intervention sociale et familiale et des aides à domicile, la formation obligatoire des assistantes maternelles, l'acquisition de sérums et vaccins en augmentation, mais également l'évacuation des Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux dont l'augmentation des tarifs du marché est conséquente cette année.

Pour la planification familiale : **151 500 €** afin de supporter les dépenses relatives à la gestion des quatre Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF) sous gestion hospitalière du Centre Hospitalier Intercommunal Nord Ardennes et du Groupement Hospitalier Sud Ardennes. Les missions des conseillères conjugales et familiales comprennent par ailleurs des interventions de prévention auprès de publics tels que les adolescents confiés à l'ASE, les adultes porteurs de handicaps, les élèves des collèges...

Concernant les dépenses d'investissement 2021 de la PMI, je vous propose d'inscrire un crédit de **9 300 €** qui comprendra l'acquisition de matériel pour les postes de puéricultrices et sage-femme financés via la SNPPE ainsi que du petit matériel pour les actions innovantes de prévention de cette même stratégie. S'ajouteront également l'achat de lecteurs de cartes vitales et cartes CPS ou CPE liés à l'obligation réglementaire de l'INS (Identifiant National de Santé, projets socles de la feuille de route du virage numérique de Ma santé 2022) et le renouvellement partiel du parc de pèse-bébé trop anciens pour être réparés et vérifiés.

Pour les recettes de fonctionnement, je vous propose de prévoir la somme de **87 300 €** : 86 000 € de remboursements des actes médicaux des médecins de PMI, médecins

vacataires et sages-femmes ainsi que le remboursement pour partie des vaccins ; 1 300 € de remboursement suite à l'achat de testeur de CO2 dans le cadre du projet du « Mois sans tabac » porté par l'équipe de sages-femmes. Ces recettes proviennent en intégralité de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

B – AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Les interventions au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance comprennent :

- des actions de prévention précoce en faveur de l'enfant et de sa famille en lien étroit avec le service de protection maternelle et infantile et nos partenaires institutionnels et associatifs,
- des actions de protection par la mise en œuvre de prestations administratives ou de mesures judiciaires éducatives au domicile des familles pouvant aller jusqu'à la prise en charge partielle ou totale de l'enfant en famille d'accueil ou en établissement,
- l'accompagnement du jeune à l'âge adulte dans une visée d'insertion sociale et professionnelle lorsque celui-ci ne dispose pas de ressources humaines et financières suffisantes.

Le budget 2021 permettra de financer les projets de prévention, de transformation et de diversification de l'offre de service impulsés lors des précédents exercices et d'améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs suivis au titre de la protection de l'enfance.

Ces actions de prévention et de protection s'inscrivent dans les orientations du schéma Enfance Famille 2018-2022 et mettent l'accent sur la prise en compte et le suivi de la santé des mineurs confiés.

1 – Prévention

1.1 - Aide financière aux familles : ces aides sont prévues par les articles L.221 et L.222 du Code de l'Action Sociale et des Familles afin d'apporter un soutien matériel au père, à la mère ou à la personne qui assume la charge effective de l'enfant lorsque la santé, la sécurité, l'entretien ou l'éducation de celui-ci l'exigent. L'aide financière aux familles est un outil d'accompagnement et de prévention. Les aides sont versées sous conditions de ressources pour répondre aux besoins élémentaires des familles sans se substituer aux dispositifs d'aide existants (FSL, cellule énergie, RSA...). Elles permettent également de réaliser des projets visant à prévenir le danger ou le risque de danger encouru par les enfants. Je vous propose d'inscrire au titre de l'aide financière aux familles un crédit de **265 000 €** (dont 250 000 € au titre des allocations principales et 15 000 € de secours exceptionnels) **et 10 000 €** pour les frais d'hospitalisation.

1.2 – Frais d'intervention des Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) : le financement des TISF de l'ASE participe pleinement aux missions de prévention dans les situations où la santé, la sécurité, l'éducation de l'enfant sont menacées. L'intervention des TISF a pour but de maintenir l'enfant dans sa famille par un accompagnement dans la vie quotidienne ou de préparer le retour de celui-ci lorsqu'il est placé dans le cadre des droits de visite à domicile. Un volume d'heures est réparti par territoire d'action sociale sur lesquels interviennent depuis 2012, deux associations : l'ADMR et Domicile Action 08. Près de 16 000 heures d'interventions auprès des familles ont été

financées en 2020. Je vous propose de reconduire cette action et de consacrer une somme de **640 000 €** au financement des TISF au titre de l'ASE.

1.3 – Participation au financement de la prévention spécialisée : la prévention spécialisée est définie par les articles L.121-2 et L.221-1 du Code de l'Action sociale et des Familles. Elle repose sur l'accompagnement éducatif des jeunes en voie de marginalisation, en rupture ou en voie de rupture avec leurs familles, leur milieu, leur environnement et notamment avec les organismes de l'enfance et de la jeunesse. Créé en 2019, un service de prévention spécialisé départemental porté par l'AHAI 08 et cofinancé par les villes de Sedan et Charleville-Mézières assure sa mise en œuvre. Cette action bénéficie de crédits complémentaires dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (170 000 € en 2021). Je propose de poursuivre le financement de la prévention spécialisée en 2020 par un crédit de **410 000 €** (financée à hauteur de 170 000 € dans le cadre du Plan Pauvreté).

1.4 - Aides financières aux jeunes majeurs et aux mineurs émancipés : lorsqu'ils ne disposent plus d'un soutien familial et afin de leur permettre de mener leur projet d'insertion scolaire ou professionnel, un soutien éducatif et une aide financière peuvent être apportés aux jeunes majeurs âgés de 18 à 21 ans et aux mineurs émancipés. L'aide financière est versée sous forme d'une prestation mensuelle calculée selon les besoins de chaque jeune et n'excédant pas le budget type des jeunes majeurs (Annexe 1), et/ou sous forme d'une prestation exceptionnelle facilitant le projet d'installation du jeune majeur. En 2020, le nombre de bénéficiaires d'un Contrat Jeune Majeur (CJM), continue de croître, passant de 224 jeunes en 2019 à 232 au 31 octobre 2020, dont 105 ex-MNA devenus majeurs (45 %).

Je propose d'affecter un crédit de **655 000 €**, réparti comme suit : 390 000 € pour le versement des allocations jeunes majeurs, 240 000 € pour les allocations jeunes majeurs MNA et 25 000 € pour les achats exceptionnels liés à leur installation.

1.5 – parrainage de proximité : la signature d'une convention triennale et la création d'une antenne départementale du **parrainage de proximité** doit permettre aux jeunes parrainés de nouer des liens relationnels structurants, évitant ainsi l'isolement des jeunes sortant des dispositifs de l'aide sociale à l'enfance et les risques de rupture de parcours. Je vous propose d'affecter à cette action un crédit de **85 000 €** (financée dans le cadre du Plan Pauvreté).

2 – Protection

Les prestations et mesures de placement et d'accompagnement mises en œuvre au titre de la protection de l'enfance bénéficient à plus de 2 000 mineurs dont les conditions de vie en famille nécessitent un étayage éducatif le plus souvent contraint par l'autorité judiciaire (Annexe 2)

2.1 – Les mesures d'accompagnement : 4 040 000 €

L'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) ordonnée par la justice : lorsque les enfants sont en danger et que les premières mesures de prévention n'ont pas permis d'améliorer la situation, le Juge des Enfants peut ordonner une mesure d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO). Cette mesure a pour but d'accompagner les parents dans l'éducation de leur enfant, en assurant la protection de celui-ci. La démarche s'appuie sur une mobilisation de la famille. La mesure vise à valoriser et mettre en évidence les

compétences parentales, en palliant un dysfonctionnement de la famille. En 2020, 560 mesures d'AEMO financées par le Conseil départemental sont déléguées et mises en œuvre par le Comité Ardennais de l'Enfance et de la Famille (CADEF). La diminution constatée du nombre de mesures d'AEMO nous conduit à réajuster en cours d'année à hauteur de 530 mesures. Les moyens y afférent. Je vous propose de consacrer à la conduite des mesures d'AEMO judiciaire un crédit de **1 815 000 €**

Les mesures alternatives au placement : pour renforcer l'accompagnement des assistants familiaux qui accueillent des jeunes présentant des troubles de l'attachement et du comportement, un service d'accueil et de maintien en famille d'accueil soutient les assistants familiaux dans les prises en charge. Il convient par ailleurs de proposer aux familles qui rencontrent des difficultés dans l'éducation de leur(s) enfant(s) des mesures diversifiées dites alternatives au placement (accueil de jour, accompagnement éducatif renforcé, placement à domicile). Au 31 octobre 2020, 271 mesures alternatives au placement sont mises en œuvre 365 jours par an par le CADEF, la Sauvegarde des Ardennes, le Foyer départemental de l'enfance et la Fondation des Apprentis d'Auteuil sur l'ensemble du territoire ardennais. Un redéploiement de 35 mesures de placement à domicile portées par le foyer départemental de l'enfance, sera effectif en janvier 2021. Je vous propose de soutenir ces actions et d'inscrire un crédit de **2 225 000 €** en faveur des mesures alternatives au placement.

2.2 – L'accueil en établissements : 25 520 100 €

L'hébergement des mineurs confiés et des jeunes majeurs en établissement, en famille d'accueil ou chez des tiers dignes de confiance représente à lui seul 80% du budget de la protection de l'enfance.

Le Foyer Départemental de l'Enfance (FDE) continue de se recentrer sur ses missions d'**accueil d'urgence** que la crise sanitaire a cependant contrariée, limitant les sorties MNA vers les prestataires habilités et freinant par là-même la mise en œuvre des nouveaux projets. Ainsi, le redéploiement du placement à domicile vers des prestataires externes aura lieu en janvier 2021, l'accueil séquentiel et la création d'un centre parental au cours du futur exercice. Je vous propose d'inscrire un crédit de **7 276 114 €** pour le fonctionnement du Foyer de l'Enfance en 2021.

L'accueil en établissement comprend le financement des places au sein des établissements sociaux ardennais et hors département. Dans le cadre du projet de redéploiement de ses unités d'hébergement, la Fondation des Apprentis d'Auteuil a fait l'acquisition d'une maison à Charleville-Mézières. D'une capacité de 15 places, elle a ouvert ses portes courant 2020. Elle permet ainsi le transfert de 8 places de moyen séjour du Foyer Départemental de l'Enfance. L'achèvement du déploiement de l'ensemble des activités de Monthermé et du transfert de la dernière unité de moyen séjour est prévu à l'horizon 2022 avec la construction d'un nouvel ensemble à Charleville-Mézières.

Par ailleurs, des séjours de remobilisation de trois à six mois s'adressant à des adolescents qui connaissent des ruptures successives de leur lieu d'accueil, sont mis en œuvre chaque année. Pour répondre aux besoins spécifiques des mineurs confiés en situation de handicap, un travail conjoint avec l'Agence Régionale de Santé est engagé afin de mettre en œuvre un accompagnement adapté pour ces jeunes aux besoins spécifiques au sein d'une unité de vie.

Pour accompagner les établissements dans leurs évolutions structurelles et s'assurer de la cohérence et de la qualité des actions éducatives mises en œuvre auprès des mineurs qui leur sont confiés, la Direction Enfance Famille finalise son plan de contrôle annuel des établissements. Il devrait être opérationnel en 2021.

Je vous propose d'inscrire un crédit de **14 038 000 €** pour les **établissements (MECS) et frais divers** et d'inscrire par ailleurs un crédit de **402 100 €** pour l'**accueil de jour**.

Depuis 2018, les **Mineurs Non Accompagnés** et ceux devenus majeurs sont pris en charge par la Fondation Armée du Salut et l'association AHAI 08. Cependant, certains qui étaient accompagnés par les MECS et le foyer départemental continuent de l'être. En 2021, la crise sanitaire a limité le nombre de nouvelles arrivées mais a dans un même temps freiné les sorties des MNA devenus majeurs. Une difficulté de régularisation de leurs situations demeure, qui participe également à leur maintien dans le dispositif.

Je vous propose donc de réserver un crédit de **2 800 000 €** pour la prise en charge de ces mineurs et jeunes majeurs.

2.3 – L'accueil familial : 975 600 €

Il est le premier mode d'accueil avec 545 enfants accueillis au 31 octobre 2020. Qu'ils soient hébergés chez des assistants familiaux ou en établissement, il convient de fournir aux enfants accueillis des allocations d'habillement, de l'argent de poche et un trousseau pour les vacances. Il est également nécessaire de couvrir leurs frais de transport. A ces prestations s'ajoutent, pour les assistants familiaux, des allocations pour les fournitures et frais de rentrée scolaire, et selon les besoins pour les activités de sport et de loisirs, les vacances et les cadeaux de Noël (Annexes 3 et 4).

Je vous propose d'affecter une enveloppe globale de **910 600 € au titre de ces prestations et 65 000 € pour les frais de transport.**

2.4 – Les tiers dignes de confiance : 270 000 €

Le juge des enfants peut décider de confier un enfant à un tiers digne de confiance. Une indemnité d'entretien d'un montant identique à celle octroyée aux assistants familiaux sera versée au tiers digne de confiance aux fins de couvrir les frais d'entretien. A cette indemnité d'entretien s'ajoute également l'allocation habillement (annexe 4). Au 31 octobre 2020, le Conseil départemental indemnisait 45 tiers dignes de confiance pour l'accueil permanent de 56 mineurs. Pour financer cette action, je vous propose d'affecter une enveloppe d'un montant de **270 000 €** en 2021.

2.5 – Dépenses de service social départemental

Je vous propose d'accorder un crédit de 4 200 € aux dépenses courantes de service (petit matériel, fournitures diverses...).

3- Frais de fonctionnement : 249 500 €

Pour cet exercice 2021, il est proposé de reconduire les crédits de frais de fonctionnement divers et de prévoir un montant de **249 500 €**. 2021 verra l'organisation la 6^{ème} cérémonie de la réussite pour valoriser les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, lauréats d'un diplôme ou se distinguant par leur parcours exemplaire.

Pour permettre la réalisation d'actions collectives en territoire à destination des enfants accompagnés ou confiés et de leur famille, je propose par ailleurs de réserver un crédit de **4 200 €**.

Pour les recettes, il convient de prévoir **571 000 €** concernant principalement les recouvrements auprès des Caisses d'Allocations Familiales et aux participations financières des parents dont les enfants sont confiés au titre de l'ASE.

Je vous propose de fixer les différents tarifs conformément à ceux présentés aux annexes 1, 3 et 4 du présent rapport.

C- FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE (FDE)

En raison de la crise sanitaire, les projets prévus en 2020 ont pris du retard. Ainsi, il n'a pas été possible de stabiliser l'accueil des Mineurs Non Accompagnés (MNA) à l'hôtel et d'achever le redéploiement des services extérieurs par la création du centre parental et par la mise en œuvre de l'accueil séquentiel.

En 2021, il est proposé de poursuivre les objectifs du foyer départemental de l'enfance : finalisation du recentrage de l'établissement sur sa mission d'accueil d'urgence et évaluation et orientation des enfants confiés au Président du conseil départemental. Pour ce faire, le foyer concentrera son action sur le projet pédagogique et la qualité de l'accompagnement des enfants.

Pour 2021 :

- Les dépenses de personnels représentent 67,75 % du budget.
- La location des modulaires représentent 14,62 % du budget.
- Les provisions (CET + Bâtiment Eole) représentent 2,52 %
- Ces trois postes représentent 84,89 % du budget.

1- Activité

Le site de la Havetière dispose d'une capacité d'accueil totale de 84 places d'urgence autorisées. Le FDE conserve également des services extérieurs, soit 66 places dont 6 places d'hôtel pour l'accueil d'urgence des Mineurs Non Accompagnés. Le dispositif complet dispose ainsi de 147 places.

Avec la crise sanitaire, un nombre très important d'enfants venant de familles d'accueil ont été réorientés vers le foyer. On peut également observer que plus de la moitié des accueils réalisés sont des enfants dont la prise en charge relève du handicap et d'établissements spécialisés. Leur prise en charge s'avère complexe et leur réorientation tout autant, faute de place dans les dispositifs de droit commun. Désormais, nous devons nous attacher à ce que le nombre d'accueils soit maintenu au niveau des capacités autorisées.

- Mise en place de l'accueil séquentiel

Afin d'éviter les ruptures entre parents et enfants par des placements longs et ne permettant pas le retour dans les familles, le FDE souhaite développer des propositions de placements séquentiels avec un accompagnement dans les familles.

Pour ce faire, la mission d'accompagnement à domicile (30 mesures) assurée jusqu'alors au service d'accompagnement à domicile du foyer, sera confiée à un opérateur extérieur à compter du 1^{er} janvier 2021.

- Dispositif mère-enfant, mère-isolée ou mère victime de violence et Projet de centre parental

Un dispositif mère-enfant existe au FDE mais n'est pas adapté. Il appartient donc au foyer de reconsidérer ses pratiques afin de proposer un dispositif adapté aux parents isolés ou victime de violence avec enfants de moins de 3 ans. Ce dispositif sera accompagné par la création d'un centre parental s'adressant aux familles qui ont besoin de soutien et d'accompagnement dans l'exercice de leur parentalité.

2 – Ressources Humaines

Le tableau des effectifs fait l'objet d'un ajustement pour permettre aux groupes d'atteindre le ratio de 8 éducateurs et 1 maîtresse de maison (deux unités ne disposent pas encore de ce ratio), passant de 126,34 ETP pour les postes permanents à 127,34 ETP. Cet ajustement est nécessaire au bon fonctionnement du cycle de travail du FDE.

En ce qui concerne les postes non permanents, 16 équivalents temps pleins sont prévus pour les besoins en renfort (congés maladie, congés maternité, renfort été etc.). Il nous faut prendre en compte les postes nécessaires pour compenser les agents absents pour congés de longues maladies qui entraînent un doublement budgétaire de ces postes.

Comme les années précédentes, les prévisions budgétaires liées aux charges de personnel sont réalisées en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

3 – Investissement

✓ VEHICULES

L'investissement nécessaire pour continuer le travail de mise à niveau des véhicules de l'établissement nécessite une enveloppe de **65 000 € TTC**.

✓ INVESTISSEMENT ET RENOUVELLEMENT

Le FDE doit prévoir une enveloppe destinée au renouvellement de matériels ou au complément d'équipement, d'électroménager, de meubles ou de réparation. Cela implique de conserver une enveloppe générale d'investissement de **50 000 € TTC** pour faire face aux besoins et à toute forme d'urgence.

Le budget annexe du FDE ne disposant pas de section d'investissement, ces crédits sont prévus au budget principal.

Compte tenu de ces éléments, les besoins budgétaires s'élèvent pour 2021 à **8 001 389 €**.

SECTION D'EXPLOITATION - SYNTHÈSE RECETTES / DEPENSES

| | BP 2020 | BP 2020 + DM | CAA 2020 | BP 2021 |
|-----------------|----------------|---------------------|-----------------|----------------|
| PRODUITS | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 8 147 277,83 | 8 001 389,00 |
| CHARGES | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 8 147 277,83 | 8 001 389,00 |

FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE
Récapitulatif Recettes - Dépenses de fonctionnement

| CHARGES | Cptes | Libellés | BP 2020 | BP 2020 + DM | CAA 2020 | BP 2021 |
|----------|--------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | 6061 | Fournitures non stockables (Eau Elect Gaz) | 107 000,00 | 103 000,00 | 103 500,00 | 104 000,00 |
| | 6062 | Fournitures non stockées | 147 000,00 | 123 000,00 | 121 770,00 | 141 900,00 |
| | 6063 | Alimentation | 58 000,00 | 56 000,00 | 58 100,00 | 60 000,00 |
| | 6066 | Fournitures médicales | 2 900,00 | 2 900,00 | 2 800,00 | 2 800,00 |
| | 6068 | Autres achats non stockés | 10 000,00 | 12 000,00 | 9 500,00 | 12 000,00 |
| | 606 | Achats non stockés matières et fournitures | 324 900,00 | 296 900,00 | 295 670,00 | 320 700,00 |
| | 6111 | Prestations à caractère médical | 250,00 | 250,00 | 250,00 | 250,00 |
| | 6112 | Prestations à caractère médico social | 66 160,00 | 62 160,00 | 66 000,00 | 66 000,00 |
| | 611 | Prestations de services | 66 410,00 | 62 410,00 | 66 250,00 | 66 250,00 |
| | 6132 | Locations immobilières | 67 000,00 | 121 700,00 | 188 000,00 | 224 000,00 |
| | 6135 | Locations mobilières | 1 175 000,00 | 1 130 000,00 | 1 174 000,00 | 1 174 000,00 |
| | 613 | Locations | 1 242 000,00 | 1 251 700,00 | 1 362 000,00 | 1 281 000,00 |
| | 614 | Charges locatives et de copropriétés | 15 000,00 | 15 000,00 | 14 200,00 | 15 000,00 |
| | 6152 | Entretien et réparations sur biens immobiliers | 36 000,00 | 26 000,00 | 12 500,00 | 27 000,00 |
| | 6155 | Entretien et réparations sur biens mobiliers | 13 500,00 | 13 500,00 | 13 500,00 | 13 500,00 |
| | 6156 | Maintenance | 14 400,00 | 14 400,00 | 14 400,00 | 14 400,00 |
| | 615 | Entretien-Réparations -Maintenance | 63 900,00 | 53 900,00 | 40 400,00 | 54 900,00 |
| | 616 | Primes assurances | 17 700,00 | 18 500,00 | 19 700,00 | 19 700,00 |
| | 617 | Etudes et recherches | 600,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 618 | Divers | 3 300,00 | 3 300,00 | 2 895,50 | 3 300,00 |
| | 622 | Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | 320,00 | 320,00 | 320,00 | 320,00 |
| | 623 | Publicité-Publications-Relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 624 | Transport de biens et d'usagers | 173 200,00 | 128 200,00 | 118 359,65 | 158 200,00 |
| | 625 | Déplacements -Missions -Réceptions | 3 000,00 | 3 000,00 | 2 100,00 | 2 100,00 |
| | 626 | Frais postaux et de télécommunications | 13 000,00 | 13 000,00 | 15 800,00 | 15 800,00 |
| | 628 | Divers | 312 000,00 | 424 000,00 | 378 100,00 | 333 000,00 |
| | 633 | Impôts et taxes sur rémunérations | 31 200,00 | 34 500,00 | 34 372,92 | 31 250,00 |
| | 635 | Impôts et taxes (directs) | 3 500,00 | 3 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | 637 | Autres impôts et taxes (autres organismes) | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | 6411 | Rémunérations personnel titulaire stagiaire | 2 507 630,00 | 2 197 930,00 | 2 191 057,60 | 2 352 838,00 |
| | 64113 | Prime de service | 188 100,00 | 153 100,00 | 159 670,70 | 176 462,00 |
| | 641181 | Gratification stagiaire | 11 000,00 | 8 500,00 | 9 769,05 | 22 000,00 |
| | 641188 | Autres indemnités | 301 600,00 | 417 100,00 | 415 345,10 | 319 291,00 |
| | 6413 | Rémunérations personnel non titulaire | 657 400,00 | 1 072 400,00 | 1 152 056,37 | 867 000,00 |
| | 6417 | Rémunérations apprentis et stagiaires | 53 400,00 | 35 100,00 | 31 950,88 | 75 000,00 |
| | 641 | Rémunération personnel non médical | 3 719 130,00 | 3 884 130,00 | 3 959 849,70 | 3 812 591,00 |
| | 645 | Charges de sécurité sociale et de prévoyance | 1 158 300,00 | 1 367 000,00 | 1 378 227,41 | 1 283 078,00 |
| | 647 | Autres charges sociales | 32 500,00 | 35 000,00 | 19 395,31 | 34 800,00 |
| | 648 | Autres charges de personnel | 209 500,00 | 250 000,00 | 215 937,34 | 256 500,00 |
| | 658 | Charges de gestion courante | 101 500,00 | 101 500,00 | 53 000,00 | 82 900,00 |
| | 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 67 | Charges exceptionnelles | 2 300,00 | 2 300,00 | 700,00 | 1 900,00 |
| | 68 | Dotations aux amortissements et provisions pour risques | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | 202 000,00 |
| | | Total Charges Exploitation | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 8 147 277,83 | 8 001 389,00 |
| PRODUITS | 75-77 | Produits de gestion courante | 107 000,00 | 107 000,00 | 98 958,28 | 20 000,00 |
| | 641-645-748 | Charges de personnel | 39 500,00 | 39 500,00 | 39 500,00 | 39 500,00 |
| | 7333 | Dotation produits tarification | 6 248 226,00 | 6 705 226,00 | 6 737 450,44 | 7 276 113,77 |
| | 77 | Produits exceptionnels | 2 000,00 | | 4 835,01 | 0,00 |
| | | Résultat fonctionnement n-2 | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 665 775,23 |
| | | Total Recettes Exploitation | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 8 147 277,73 | 8 001 389,00 |

Tarification BP 2021
FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE

Base 365 jours

| Calculs prévisionnels tarifs BP2021 | URGENCE | | MECS MEYRAC | | INSERTION | | Accueil hors établissement (Accueil séquentiel-SAFIM- Parents/enfants) | | TOTAL |
|--|-----------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|--|---------------|-----------------------|
| | Places autorisées | Journées 2021 | Places autorisées | Journées 2021 | Places autorisées | Journées 2021 | Places autorisées | Journées 2021 | |
| Iris | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Pegase | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Sphinx | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Griffon | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Echo | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Helios | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| Themis | 12 | 4 380 | | | | | | | |
| URGENCES MNA (Hôtel 3 chambres de 2) | 6 | 2 190 | | | | | | | |
| Total places urgences | 90 | 32 850 | | | | | | | |
| MECS | | | 6 | 2 190 | | | | | |
| Total places mecs | | | 6 | 2 190 | | | | | |
| Insertion | | | | | 12 | 4 380 | | | |
| Total places Insertion | | | | | 12 | 4 380 | | | |
| SAAD/Accueil séquentiel | | | | | | | 15 | 5 475 | |
| SAFIM | | | | | | | 12 | 4 380 | |
| Mère enfants (3 parents avec 3 enfants) | | | | | | | 12 | 4 380 | |
| TOTAL PLACES ACCOMPAGNEMENT EXTERIEUR | | | | | | | 39 | 14 235 | |
| Total places autorisées | 90 | | 6 | | 12 | | 39 | | 147 |
| Total Journées prévisonnelles | 32 850 | | 2 190 | | 4 380 | | 14 235 | | 53 655 |
| Personnel dédié | 3 599 820,00 € | | 236 880,00 € | | 145 740,00 € | | 217 560,00 € | | 4 200 000,00 € |
| Personnel non dédié | 747 881,02 € | | 49 858,73 € | | 99 717,47 € | | 324 081,78 € | | 1 221 539,00 € |
| Charges de personnel | 4 347 701,02 € | | 286 738,73 € | | 245 457,47 € | | 541 641,78 € | | 5 421 539,00 € |
| Autres charges | 1 579 500,00 € | | 105 300,00 € | | 210 600,00 € | | 684 450,00 € | | 2 579 850,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 5 927 201,02 € | | 392 038,73 € | | 456 057,47 € | | 1 226 091,78 € | | 8 001 389,00 € |
| Recettes en atténuation | -36 428,57 € | | -2 428,57 € | | -4 857,14 € | | -15 785,71 € | | -59 500,00 € |
| Résultat fonctionnement | -407 617,49 € | | -27 174,50 € | | -54 349,00 € | | -176 634,24 € | | -665 775,23 € |
| Charges restantes | 5 483 154,96 € | | 362 435,66 € | | 396 851,33 € | | 1 033 671,82 € | | 7 276 113,77 € |
| Tarif moyen 2021 | 166,91 € | | 165,50 € | | 90,61 € | | 72,61 € | | 135,61 € |
| Tarif moyen 2020 après DM 1 et 2 | 157,32 € | | 159,42 € | | 61,44 € | | 58,15 € | | 122,10 € |

TARIFS MOYENS 2021

URGENCES 169,59 €

MECS 168,17 €

INSERTION 93,28 €

ACCUEIL HORS ETABLISSEMENT 75,29 €

(SAAD-SAFIM-Mères/Pères avec enfants)

II- ACTION SOCIALE ET TERRITOIRES

Pour exercer ses missions de solidarité, le département s'appuie sur les 4 territoires d'action sociale, les Délégations Territoriales de Solidarités, sur lesquels sont réparties 13 Maisons des Solidarités.

La mise en œuvre de la politique d'action sociale de proximité consiste à organiser l'accueil dans les Maisons des Solidarités, à mettre en œuvre l'accompagnement social généraliste, à proposer des dispositifs d'aide sociale sous forme d'accompagnement spécifique ou d'aide financière, mais aussi à construire et organiser le partenariat.

En 2021, le Département lancera la construction d'un schéma d'action sociale de proximité dont l'objectif sera d'optimiser et d'améliorer la proximité et l'accompagnement des ardennais, en :

- poursuivant l'amélioration de l'accès à nos services,
- garantissant un parcours coordonné et continu par une approche globale,
- donnant une meilleure lisibilité à nos dispositifs.

Le travail mené sur l'organisation des services territoriaux des solidarités, à partir d'une réflexion partenariale départementale, en lien avec la stratégie de lutte contre la pauvreté se poursuit.

Il s'agit de réinterroger le positionnement géographique des services de proximité, notamment des Maisons des Solidarités, au regard des complémentarités de l'action de nos partenaires institutionnels avec nos missions.

L'ensemble de nos dispositifs sera également réinterrogé, aux regards des besoins identifiés et de nos missions obligatoires et prioritaires.

A - LES DISPOSITIFS D'AIDE SOCIALE ET D'ACCOMPAGNEMENT

1- Une instance unique d'intervention des dispositifs d'aide sociale

La Commission Unique Territoriale d'examen des aides sociales constitue une organisation unique pour l'ensemble des aides relevant des dispositifs suivants : Fonds de Solidarité Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés, Fonds d'Aide à l'Installation, Fonds Social de Transition et Aide Sociale à l'Enfance.

Cette démarche d'approche globale centrée sur la personne accompagnée a été expérimentée depuis mars 2019 sur le territoire sedanais par la création d'une Commission Unique Territoriale des aides sociales départementale.

Le bilan de cette expérimentation démontre :

- une meilleure réactivité des services : le délai de réponse a été amélioré,
- une meilleure réponse aux difficultés grâce à la complémentarité des dispositifs.

Pour 2021, je vous propose la poursuite de cette action par son déploiement sur l'ensemble des territoires.

2- Le développement social

Le Département mobilise les équipes des territoires d'action sociale afin de promouvoir les interventions sociales à intérêt collectif et la démarche de développement social.

A cet effet, l'enveloppe financière dédiée au développement social est un levier à la réalisation des actions liées au projet social de la Direction Générale Adjointe des Solidarités et Réussite et aux futurs Projets Sociaux de Territoire.

C'est pourquoi, pour 2021, je vous propose de soutenir financièrement cette démarche de développement social et d'Actions à Intérêt Collectif en allouant un crédit total de **3 800 €**.

3- L'accompagnement social des personnes en situation de vulnérabilité

Conformément à l'article L.271 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil départemental a pour obligation de mettre en œuvre les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) comme dispositif de prévention de la vulnérabilité sociale.

Afin de répondre à cette obligation réglementaire, le Département a fait le choix, depuis 2013, de déléguer la mise en œuvre des accompagnements à l'UDAF des Ardennes à la suite de plusieurs appels à projets successifs.

En cas d'échec d'une MASP, une Mesure d'Accompagnement Judiciaire (MAJ) est possible. Le Département finance en partie ce dispositif dont la clé de répartition du financement est définie par arrêté préfectoral chaque année.

Au regard de ces éléments, je vous propose :

- d'allouer un crédit total de **162 000 €** correspondant à 71 mesures en file active pour la mise en œuvre des MASP en 2021,
- d'allouer un crédit total de **10 000 €** pour les MAJ.

4- L'accompagnement des jeunes en difficultés

4.1 Le Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés (FAJD)

Le Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés (FAJD) s'adresse aux jeunes de 18 à 25 ans qui connaissent des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Ses objectifs sont :

- de répondre à des besoins urgents,
- de responsabiliser les jeunes, de les aider à acquérir une autonomie sociale et de favoriser leurs démarches d'insertion.

Le Règlement Intérieur du FAJD des Ardennes prévoit d'intervenir de deux façons :

- par le financement d'Actions à Intérêt Collectif auprès d'opérateurs externes,

- par des secours individuels directs qui ont pour objet l'aide à la subsistance ou l'aide aux démarches d'insertion.

En réponse aux besoins de ce public « jeune », il apparaît opportun de poursuivre le travail engagé sur le Règlement Intérieur en définissant une nouvelle complémentarité du FAJD aux dispositifs de droit commun en vigueur auprès de nos partenaires.

Pour 2021, je vous propose de maintenir le financement du FAJD à hauteur de :

- **45 000 €** pour les aides individuelles,
- **30 000 €** pour les Actions à Intérêt Collectif dont la répartition est la suivante:
 - 4 750 € pour le paiement des soldes des conventions 2020 à payer lors de l'évaluation finale, soit en février 2021,
 - 25 250 € au titre des projets qui seront déposés pour l'année 2021.

4.2 Les Contrats Jeunes Majeurs (CJM) de plus de 21 ans

Dans sa politique de soutien aux jeunes en difficultés, la collectivité a mis en place, depuis 1986, ce dispositif volontaire d'appui aux jeunes en situation d'insertion scolaire, universitaire, professionnelle. Il s'adresse aux jeunes en situation de rupture familiale, ne pouvant bénéficier de soutien dans la réussite de leur parcours professionnalisant.

En 2020, le Département a accompagné 13 jeunes majeurs de plus de 21 ans.

L'accompagnement à la réussite de ces jeunes majeurs au-delà des 21 ans, demeure un outil éprouvé, approuvé et nécessaire pour ces jeunes ardennais, orientation soulignée par la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

En 2021, 19 jeunes bénéficiant du dispositif « jeunes majeurs 18-21 ans » vont atteindre 21 ans et pourraient potentiellement poursuivre leur cursus de formation ou d'étude.

En conséquence et afin de faire face aux besoins identifiés, je vous propose d'augmenter l'enveloppe budgétaire consacrée et d'allouer un crédit total de **158 144 €** dont il faudra inscrire :

- **68 725 €** en Crédits de paiement pour 2021,
- **89 419 €** en Crédits de paiement pour 2022.

5- Le Fonds Social de Transition

L'objectif de ce dispositif est d'assurer un secours financier à des personnes en attente d'un versement rapproché de prestations légales et dépourvues de ressources.

Ce dispositif est une action volontaire du Conseil départemental, règlementé par une délibération de l'Assemblée Départementale datée du 7 novembre 1983.

Pour 2021, je vous propose :

- d'étudier le besoin des ardennais, au regard des dispositifs de droit commun existant,
- de rédiger un Règlement Intérieur du Fonds Social de Transition,
- d'inscrire une enveloppe financière de **22 500 €**.

6- Les Aides de Solidarité Energétique

L'Aide de Solidarité Energétique (A.S.E.) est une prime forfaitaire individuelle de 500 € octroyée en complément d'une aide de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le cadre du précédent programme Habiter Mieux en Ardennes. Ce dispositif n'a pas été renouvelé.

Cependant, il reste 54 dossiers en attente pour lesquels les aides ont été octroyées et notifiées mais pas encore payées (attente de la réalisation des travaux et du paiement de l'aide ANAH).

Pour 2021, je vous propose d'inscrire une enveloppe de crédits de **27 000 €** afin de permettre le paiement de ces aides.

B- LE PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES (PDALHPD)

Le PDALHPD relève d'une compétence conjointe entre le Conseil départemental et l'Etat. La vocation de ce plan est de mettre en œuvre des dispositifs permettant de répondre aux besoins de logement et d'hébergement des personnes et familles prioritaires.

Le PDALHPD organise à l'échelle départementale, la réponse publique pour la mise en œuvre du droit au logement, dans le respect des compétences de chaque institution.

Le PDALHPD. a été signé conjointement par le Conseil départemental et l'Etat le 12 juillet 2019.

Le suivi et la mise en œuvre de ce plan se poursuivent en 2021.

1 - Le Fonds de Solidarité pour le Logement

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), outil du PDALHPD, s'adresse aux personnes et familles rencontrant des difficultés particulières en raison de l'inadéquation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence.

Il a pour objectif de permettre l'accès ou le maintien dans un logement décent, le maintien des fournitures d'eau, d'énergie et de service de télécommunication par le biais de mesures d'accompagnement, d'aides financières et d'Actions à Intérêt Collectif.

Le Département met en œuvre le Fonds de Solidarité pour le Logement et co-préside la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX).

L'année 2020 a été consacrée à travailler l'évolution du Règlement Intérieur.

Pour 2021, et conformément au débat d'orientations budgétaires, je vous propose de :

- faire évoluer le Règlement Intérieur du FSL en précisant nos modalités d'intervention :
 - intégrer la notion de projet et intervenir en amont de tout projet d'accès à un logement,
 - prévenir la précarité énergétique et la dégradation des situations par la mise en œuvre d'accompagnements spécifiques,
 - prévenir les effets de la fracture numérique et favoriser l'accès aux droits par l'adaptation de nos interventions en faveur des dépenses de télécommunication en créant une ligne budgétaire pour les aides à la télécommunication.

- d'inscrire une enveloppe financière de **710 000 €** répartis de la manière suivante :
 - 490 000 € au titre des aides individuelles, décomposés comme suit :
 - Fonds de Solidarité Eau : 20 000 €,
 - Fonds de Solidarité Energie : 200 000 €,
 - Fonds de Solidarité Maintien : 110 000 €,
 - Fonds de Solidarité Accès : 90 000 €,
 - Fonds de Solidarité Télécommunication : 20 000 €,
 - Provisionnement des dépôts de garantie : 50 000 €.

 - 220 000 € au titre des Actions à Intérêt Collectif répartis comme suit :
 - 31 400 € pour le paiement des soldes des conventions 2020 à payer lors de l'évaluation finale, soit en février 2021,
 - 188 600 € au titre des projets qui seront déposés pour l'année 2021.

Les recettes du F.S.L.

La participation volontaire des communes, des différents organismes publics et privés contribue au financement du FSL. Un appel à participation est adressé chaque année à l'ensemble des partenaires intéressés et notamment les communes.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire un montant de **230 000 €** au titre de ces participations.

Je vous propose également de poursuivre nos actions et nos engagements en faveur de la prévention des expulsions :

- en formalisant les engagements de la Collectivité dans le cadre de la charte de prévention des expulsions,
- en participant au travail de coordination des acteurs dans le cadre de la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) et du Service Intégré d'information et de coordination (SIAO).

2- Le Fonds d'Aide à l'Installation

L'objectif de ce dispositif est de faciliter l'accès à un premier logement en accordant une aide pour :

- l'achat de mobilier de première nécessité (literie, table, gazinière, réfrigérateur..),
- l'ouverture des compteurs d'énergie,
- l'obtention de l'assurance incendie et dégâts des eaux,
- le déménagement.

Ce dispositif est une action volontaire du Conseil départemental initialement inscrite dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et réservé aux bénéficiaires du RSA.

Les réflexions menées dans le cadre du F.S.L. mettent en avant l'intérêt d'intégrer ce dispositif au fonds. Ainsi, le F.S.L. apporterait une réponse plus globale et plus complète aux problématiques d'accès au logement, notamment des publics prioritaires définis par le PDALHPD.

Pour 2021, je vous propose :

- d'intégrer ce dispositif au FSL
- d'inscrire une enveloppe financière de **58 000 €**.

III– AUTONOMIE

En 2021, je vous propose d'orienter l'action sociale du Département en faveur des personnes âgées, personnes handicapées et leurs aidants vers une politique plus inclusive en soutenant le maintien à domicile et l'accueil familial, en accentuant notre action de prévention de la perte d'autonomie, en soutenant les structures médico-sociales dans la transformation et le développement de leur offre de services pour sortir du « tout établissement ». Je vous propose également de continuer le travail initié en 2020 avec les Services d'Accompagnement et d'Aide à Domicile (SAAD) tendant à améliorer la qualité de leur service rendu et leur couverture territoriale.

Enfin, dans la continuité de notre action en 2020 caractérisée par la crise sanitaire, je vous propose de poursuivre notre soutien aux établissements et services dans la gestion de la crise sanitaire et la continuité de prise en charge des personnes accompagnées.

A – POLITIQUE DEPARTEMENTALE CONCERTÉE EN FAVEUR DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES AGÉES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Face aux défis sociétaux à relever que représentent le vieillissement de la population et de la réponse à apporter à toutes les personnes en situation de handicap, il est impératif que les acteurs institutionnels œuvrant dans le champ de la dépendance et du handicap puissent mener une politique départementale concertée.

Aux fins de poursuivre et intensifier en 2021 les mesures prises par le département en ce sens, je vous propose de mettre en place les actions suivantes :

- renforcer la collaboration avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) en vue :
 - o d'élaborer un schéma départemental de l'Autonomie concerté,
 - o de réaliser et mettre à jour le diagnostic des besoins et de l'offre ardennaise, et développer une observation partagée des populations et leurs besoins en mutualisant nos compétences et connaissances avec les partenaires (ARS, collectivités, institutions...),
 - o de définir et partager des objectifs concertés de politique publique dans le champ de l'autonomie, et des objectifs passerelles entre nos champs de compétences exclusifs,
- d'instituer et animer des instances de pilotage et de suivi conjointes avec l'Agence Régionale de Santé, pour la gouvernance des dossiers conjoints dans le champ de l'autonomie,
- d'élaborer et signer la feuille de route territorialisée en déclinaison de la convention socle Conseil Départemental/MDPH/CNSA signée en 2020 afin d'individualiser et décliner des objectifs départementaux prioritaires et d'obtenir le soutien notamment technique de la CNSA pour les atteindre.

B – AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE TERRITORIALE DES SERVICES À DOMICILE INTERVENANT DANS LE CADRE DE L'APA ET DE LA PCH

Dans le département, 15 SAAD sont autorisés à intervenir auprès des publics fragilisés et cinq d'entre eux sont habilités à l'aide sociale.

Les priorités sont :

- d'améliorer la couverture territoriale pour permettre une meilleure équité entre bénéficiaires,
- d'assurer une continuité dans l'intervention à domicile des SAAD,
- de réduire la charge financière pour le bénéficiaire tout en respectant le libre choix dans la désignation du SAAD.

Au titre de l'exercice 2021, je vous propose de :

- poursuivre la mise en œuvre de l'expérimentation SAAD et **des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM)**,
- reconduire le tarif unique de référence établi à 20,50 € pour les SAAD ayant signé un CPOM,
- consolider le **dispositif « d'urgence APA »** sur la base du tarif horaire « spécial urgence APA » à 25 € pour un montant annuel de 5 000 € intégré dans le budget APA à domicile
- **maintenir le tarif horaire** de 18,88 € pour :
 - o les SAAD non-présents sur le département mais intervenant auprès de bénéficiaires APA ardennais,
 - o les heures de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et d'Aide-Ménagère mises en œuvre par les SAAD autorisés mais non-signataires d'un CPOM,

- prévoir, pour l'exercice 2021, en prévision de l'augmentation du SMIC horaire, des évolutions de carrière du personnel SAAD, un taux d'évolution de 1% sur les charges de personnel ;
- maintenir l'aide financière apportée aux associations œuvrant pour les personnes âgées et les personnes handicapées au travers du subventionnement d'actions spécifiques.

1- Les personnes âgées à domicile

1.1 - L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)

Le Département comptait 9 229 bénéficiaires de l'APA au 31 octobre 2020 dont :

- 6 707 prestations à domicile (60% sont en GIR 4),
- 2 522 bénéficiaires de l'APA en établissement.

Après une année 2019 conforme à la tendance globale d'augmentation du nombre de bénéficiaire, une légère baisse du nombre de bénéficiaire (- 0,69 %) est observée en 2020. Cette tendance est certainement liée à la crise sanitaire COVID qui est venue impacter le traitement des premières demandes et renouvellements d'APA. Il a été nécessaire de prioriser l'instruction des situations d'urgences et des demandes des personnes les plus lourdement dépendantes et de mettre en attente un certain nombre de dossiers non-prioritaires.

En 2021, je vous propose de :

- **maintenir le budget 2021 APA à domicile à hauteur des sommes inscrites au BP 2020** en prévision de l'augmentation du nombre de dossiers à instruire et de la mise en œuvre en année pleine du tarif unique de référence au travers des 12 CPOM signés les SAAD soit un montant de **25 184 000 €**
- donner la priorité au soutien des équipes en territoire, missions PAPH, pour **la résorption du stock de dossiers** de demandes et de renouvellement d'APA qui s'est accru pendant la période de confinement et de première phase du déconfinement.

1.2 - La conférence des financeurs

La conférence des financeurs a été instituée par la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015. Elle est financée par la CNSA.

Les concours correspondants sont fléchés dans le budget de la CNSA de manière pérenne.

Pour 2021, je vous propose de poursuivre la mise en œuvre du dispositif en :

- aidant au financement des actions de prévention de la perte d'autonomie sur le territoire ardennais en **ciblant particulièrement les personnes isolées et fragiles**, les aidants et en développant essentiellement les thématiques de la fracture numérique, le maintien du lien social, le bien être psychologique et la lutte contre la souffrance psychique, le maintien de l'activité physique et la promotion de l'alimentation adaptée,

- développant la conférence des financeurs sur le volet de **l'habitat inclusif** en lien avec la loi ELAN en fédérant les acteurs de la thématique pour la co-construction d'un programme coordonné de l'habitat inclusif (2019/2021),
- contribuant au développement départemental de l'élaboration d'une stratégie nationale pour le **soutien aux proches aidants**. Cet axe de soutien aux aidants est inscrit dans la fiche action n°78 déposée dans le cadre du PACTE ARDENNES intitulée « Répit des aidants des personnes en situation de handicap : Se séparer pour mieux se retrouver ».

Le forfait Autonomie versé par la CNSA est dédié au financement d'actions de maintien de l'autonomie des résidents au sein des résidences autonomie.

La dotation CNSA inclut le financement du poste d'ingénierie permettant l'organisation, le suivi et l'animation de la Conférence des Financeurs.

Le montant prévisionnel 2021 de la Conférence des Financeurs est de **754 875 €**.

1.3 - La MAIA

La Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie des Ardennes est portée par le Conseil Départemental et financée par l'ARS. La MAIA est composée d'un pilote et d'une équipe pluridisciplinaire de cinq gestionnaires de cas qui interviennent sur les situations complexes rencontrées par les personnes âgées et handicapées. La dotation versée par l'ARS couvre l'ensemble des dépenses de la MAIA et est désormais basée sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En 2021, je vous propose de retenir les actions suivantes :

- maintenir l'accompagnement et la qualité de service rendu par le dispositif MAIA jusqu'à la fin de ce dernier prévue en 2022,
- s'engager dans les travaux qui seront pilotés par la Délégation Territoriale ARS 08 concernant la mise en œuvre des dispositifs d'appui à la coordination (DAC) - Loi relative à l'organisation et la transformation du système de santé,
- inscrire au BP 2021 un montant de **145 300 €** en fonctionnement et **6 000 €** en investissement. Ces montants viennent s'ajouter au budget 2021 de 254 700 € des Ressources Humaines pour la rémunération du personnel MAIA portant ainsi à **406 000 €** le budget total de la MAIA.

1.4 – Les services ménagers des personnes âgées

L'aide sociale à l'aide-ménagère est un dispositif national placé sous la compétence des Départements. Elle permet le financement d'heures de ménage pour les personnes se trouvant dans l'incapacité de réaliser cette tâche. Soumise à condition de ressources qui la destine aux demandeurs disposant de faibles ressources (inférieures ou égales à l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA), elle s'adresse aux 60 ans et plus qui ne relèvent pas du dispositif APA (GIR 5 et 6). On comptait 13 droits ouverts au 31 octobre 2020.

Je vous propose d'inscrire une dépense de **15 000 €** pour les services ménagers personnes âgées au titre du budget 2021.

2 – Les personnes handicapées à domicile

2.1 - Les allocations PCH et ACTP

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Au 31 octobre 2020, 2 546 aides PCH dont 949 au titre de l'aide humaine sont en cours pour 1 372 bénéficiaires dont :

- o 1 253 de plus de 20 ans,
- o 119 de moins de 20 ans.

La tendance à la hausse du nombre de droits ouverts observée les années précédentes se confirme donc en 2020 avec une augmentation de 4,44 % par rapport au 31 octobre 2019 (2 433 droits PCH ouverts dont 913 au titre de l'aide humaine) malgré la crise sanitaire COVID.

Considérant l'augmentation du nombre de bénéficiaires de la PCH en 2020, je vous propose d'appliquer :

- une augmentation de 4 % du montant BP 2020 concernant la PCH des 20 ans et plus,
- une augmentation de 2 % du montant BP 2020 concernant la PCH des moins de 20 ans.

A ce titre je vous propose d'inscrire un budget PCH 2021 à hauteur de **6 555 000 €**

L'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)

Cette prestation d'aide humaine à domicile des personnes handicapées a été remplacée par la PCH en 2005. Elle ne peut plus faire l'objet de nouvelles attributions mais uniquement de renouvellement de droits en cours, ce qui explique la baisse progressive du nombre de bénéficiaires au fil des sorties de ce dispositif.

Je vous propose d'inscrire pour 2021 un montant de crédit égal au BP 2020 moins 4 %, soit **2 816 000 €**.

2.2 - Les SAVS (Service d'Accompagnement à la Vie Sociale) et SAMSAH (Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés)

En 2019 et 2020, un travail d'analyse et de diagnostic a été réalisé avec la participation des SAVS par voie de questionnaire, et à l'appui de données diagnostiques des besoins de la population. Le nombre de places actuelles est de 275 sur l'ensemble du territoire ardennais.

Je vous propose pour 2021 la création de **10** places de SAVS-SAMSAH avec pour objectif de :

- o répondre aux besoins identifiés des populations notamment des publics cibles,
- o prendre en compte la situation de sureffectif des SAVS,
- o couvrir les besoins non couverts des populations.

L'opportunité d'accompagner l'ARS dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt qu'elle a lancé en septembre 2020 pour la création de places de SAMSAH au 01/01/2021 devra être étudiée.

Enfin, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à initier un travail collaboratif avec les SAVS et l'ARS ayant pour objectifs un rééquilibrage de places inter-SAVS et d'élaborer des **conventions de nouvelle génération** dans le cadre d'un travail en mode projet et participatif.

Au vu des situations financières des établissements ou services pour personnes handicapées, **je propose de fixer un taux d'évolution nul** et de prévoir, en prévision de l'augmentation du nombre total de places, un budget 2021 à hauteur de **1 750 000 €**

2.3 - Les services ménagers aux personnes handicapées

L'aide sociale à l'aide-ménagère est un dispositif national placé sous la compétence des Départements. Elle permet le financement d'heures de ménage pour les personnes dans l'incapacité de réaliser cette tâche.

C'est ainsi qu'au 31 octobre 2020, 221 personnes handicapées bénéficiaient d'une aide-ménagère, dont environ 70 % au titre de l'action volontaire du département.

En 2021, je vous propose de maintenir ce dispositif en faveur des personnes âgées et handicapées et d'inscrire un budget de **370 000 €**

2.4 - Les transports scolaires des élèves handicapés

Les élèves et étudiants domiciliés dans les Ardennes et dont le handicap a été reconnu par la Commission Départementale de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) peuvent être pris en charge par le Département, dans le respect du règlement départemental, de trois manières :

- transport en commun : gratuité,
- transport de l'élève par la famille : indemnisation,
- transport collectif adapté : transporteur sélectionné dans le cadre d'un marché public.

Concernant la rentrée scolaire 2019/2020, 98 marchés ont été passés avec des sociétés de taxis pour 174 enfants et 39 conventions parents.

Pour l'année 2021 je vous propose de :

- clarifier les différentes prises en charge et notamment en lien avec la Région, pour en améliorer la lisibilité pour les familles,
- faire connaître et développer les conventions-parents, et faciliter le recours aux transports en commun, dans un objectif de maîtrise des dépenses,
- reconduire le budget primitif 2020 augmenté de 2,5 % soit **1 200 000 €**

C – L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES

Au titre de l'hébergement, le Département exerce quatre missions majeures :

- l'autorisation et le contrôle des établissements médico-sociaux PA et PH en compétence exclusive ou en compétence conjointe avec l'ARS,
- l'habilitation à l'aide sociale de l'intégralité ou d'une partie des places d'hébergement,
- la tarification des structures,
- le financement et la mise en œuvre de l'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) destinée à permettre l'accès en établissement ou en accueil familial des personnes âgées et des personnes handicapées.

1 - L'hébergement des personnes âgées

1.1 Etablissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

On dénombre :

- 28 Etablissements pour personnes âgées avec toutefois plusieurs lieux d'accueil pour certains gestionnaires soit 33 sites différents. 2 670 places autorisées : 2 294 places d'hébergement permanent, 137 places d'hébergement permanent Alzheimer, 51 places d'hébergement temporaire et 60 places d'accueil de jour et 128 places de SMTI. Les places autorisées par arrêté ne sont pas forcément les places financées.

1.2 Résidences autonomie

Elles offrent à des personnes âgées non dépendantes un logement associé à des équipements ou des services collectifs (restauration, blanchissage, infirmerie, animation...). 6 résidences autonomie sont implantées dans les Ardennes, représentant 359 logements.

1.3 Petites Unités de Vie (PUV)

Elles fonctionnent comme un EHPAD mais comportent moins de 25 places, plus de 15 % de GIR 1 à 3 et 10 % de GIR 1 à 2. Les PUV s'adressent à ceux qui ne peuvent ou ne veulent plus vivre chez eux, mais souhaitent éviter la vie en collectivité. Deux petites unités de vie sont présentes sur le Département pour un total de 36 places.

Pour l'année 2021 je vous propose :

- pour les EHPAD :

- o d'accompagner les établissements dans la gestion de crise, dans la mise en œuvre de projets adaptés, et développer les solutions graduées et complémentaires afin de fluidifier les parcours,
- o de poursuivre la contractualisation via les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM - de manière conjointe avec ARS),
- o d'étudier l'opportunité proposée sur la rénovation de places d'EHPAD par le dispositif France Relance,

- honorer l'engagement pris par la Collectivité auprès du GHSA d'accompagner le plan de restructuration et de financement de l'EHPAD de Vouziers à hauteur de **960 000 €** sur 3 ans, soit la somme annuelle de 320 000 € en 2021, 2022 et 2023,
 - pour l'exercice 2021, en prévision de l'augmentation du SMIC horaire, des évolutions de carrière du personnel des EHPAD, de proposer d'appliquer un taux d'évolution de 1% sur les charges de personnel,
 - de voter, concernant le financement de la dépendance en EHPAD, un budget de **11 140 000 €**
- pour les Résidences Autonomie : de veiller au respect des exigences de la loi et d'accompagner les résidences autonomie dans l'élaboration de leur projet d'établissement et dans les projets de conventionnement avec des EHPAD,
- pour les Petites Unités de Vie :
- de veiller au respect des exigences de la loi, et accompagner les petites unités de vie dans l'élaboration de leur projet d'établissement et d'évaluation interne,
 - d'engager un travail de réflexion conjointe avec le service tarification et l'Agence Régionale de Santé pour une clarification du statut et du financement des Petites Unités de Vie.

2. L'hébergement des personnes handicapées

Les publics prioritaires sont définis comme la cible des actions de la Direction de l'Autonomie dans le champ du handicap avec notamment : les jeunes sous aménagement CRETON et les Personnes Handicapées Vieillissantes.

La répartition des places d'hébergement permanent dans les établissements relevant de la compétence du conseil départemental est la suivante :

- Foyer d'hébergement attenant à un ESAT : 133
- Foyers de vie (FV) sur le territoire français : 136, à ce chiffre, il convient d'ajouter 113 places en Belgique réservées à des ressortissants ardennais et tarifées par le Conseil Départemental à Albatros
- 65 places d'accueil de jour
- 4 places d'hébergement temporaire
- Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) : 99 dont une place autorisée à titre temporaire dans le cadre de la RAPT.

A ce jour, il n'y a pas de places disponibles sur le territoire des Ardennes en Foyer Occupationnel (FO)/ FV ou FAM, mais différents projets sont en cours :

- création d'une structure Albatros 08 à Signy-le-Petit de 32 places (FV/FAM) qui ouvrira ses portes courant du 2ème semestre 2021,
- un projet d'extension et rénovation du projet de vie de la Baraudelle avec l'ouverture dès le 01/01/2021 de 4 places de FAM,
- lancement d'un appel à projet pour un Foyer de Vie de 35 places sur le secteur de Sedan par le département,
- ouverture de 2 places de FV supplémentaires par l'EDPAMS en partenariat au sein du Béguinage de Acy-Romance à compter du 01/01/2021.

Au 31/07/2020, 243 ardennais sont hébergés en Belgique. Le département des Ardennes s'inscrit dans les orientations nationales de prévention des départs vers la Belgique. A cet effet, le département a répondu à l'AMI lancé le 03 septembre 2020 par l'ARS Grand Est pour lequel 41 réponses nouvelles sont attendues dans ce cadre pour les Ardennes pour une enveloppe financière de 1 610 000 €. Il est prévu la création de 10 places de SAMSAH, 20 places de FAM, 10 places de MAS ainsi que la création d'une équipe mobile.

Les 6 conventions globales passées avec les établissements belges et qui fixaient un nombre de places pour les résidents ardennais ont été dénoncées. Les orientations vers la Belgique sont désormais décidées au cas par cas en fonction de l'existence ou non d'autres solutions et feront l'objet d'une convention individuelle de prise en charge au titre de l'ASH en établissement belge.

Je vous propose pour 2021 :

- d'anticiper les besoins en accompagnement et en hébergement des personnes en situation de handicap par :
 - o l'accompagnement des établissements vers une diversification de l'offre, notamment dans une logique inclusive et la création de places,
 - o la poursuite de la mise en œuvre du dispositif RAPT,
 - o au vu des situations financières des établissements ou services pour personnes handicapées, la reconduction des mêmes moyens que pour l'exercice 2020,
- de prioriser notre action et cibler nos moyens sur les publics cibles :
 - o préciser le diagnostic sur les publics cibles : amendements Creton, personnes handicapées vieillissantes, géronto-psy..., et analyser l'opportunité d'accompagner les créations de places prévues à l'AMI ARS,
 - o poursuivre le travail de prévention des départs vers la Belgique pour que l'admission dans un établissement belge ne devienne qu'une exception.

3. Aide Sociale à l'Hébergement (ASH)

Au 31 octobre 2020, 1 182 personnes sont bénéficiaires de l'ASH dans le département dont 484 personnes en établissement PA, 661 en établissement PH et 37 en accueil familial.

Je vous propose au titre de l'année 2021 :

- d'engager un travail sur la réduction des temps de traitement des demandes d'ASH et de réduction du stock de dossiers en instance par :
 - o un accompagnement des équipes des territoires à gagner en efficacité dans la gestion des demandes d'ASH par la création et l'évaluation des outils et procédures,
- d'inscrire au BP les dépenses suivantes au titre de l'ASH :
 - o **400 000 €** pour l'ASH des personnes handicapées en Accueil Familial,
 - o **95 000 €** pour l'ASH des personnes âgées en Accueil Familial,
 - o **29 800 000 €** pour l'ASH en établissement pour personnes en situation de handicap,
 - o **6 900 000 €** pour l'ASH en établissement pour personnes âgées,

soit une proposition totale de **37 195 000 €** à affecter à l'ASH pour 2021.

4. Développement du dispositif d'accueil familial personnes âgées et personnes handicapées

Le Département agréé, forme les accueillants familiaux, fixe les montants des éléments de rémunération de ces derniers, organise et verse l'ASH.

En 2020, 36 familles dont 4 couples agréés accueillent 44 personnes (contre 48 en 2019). Le nombre d'accueillants reste inchangé depuis 2020, le nombre de sorties et de fin d'agrément compensant le nombre de créations.

Le lancement du projet de service de l'accueil familial a été mis en place en septembre 2020.

L'enjeu de cette politique de développement de l'accueil familial est double :

- qualitatif, par la mise à disposition d'une solution alternative,
- économique car l'accueil familial est bien moins onéreux que l'ASH pour une personne en situation de handicap, et que ce mode d'accueil peut permettre la réduction du nombre de jeunes sous aménagement CRETON.

Je vous propose en 2021 :

- de poursuivre la mise en œuvre du plan de formation des accueillants familiaux adulte,
- d'élaborer une politique de l'accueil familial pour le département des Ardennes portant sur les axes suivants :
 - o promotion et valorisation pour un développement du nombre d'agrément,
 - o développement de 3 places d'accueil pour personnes âgées et de 3 places pour Personnes Handicapées.

D - LA MDPH

Créée en 2006, la MDPH s'attache depuis maintenant 14 ans à mettre en œuvre les objectifs de notre Collectivité au service des ardennais en situation de handicap et de leurs familles.

Pour 2021 je vous propose de :

- fixer le montant de la subvention de fonctionnement versée au GIP MDPH à hauteur de **317 000 €**
- poursuivre le déploiement du Système d'Information (SI) harmonisé MDPH sur les axes suivants :
 - o interopérabilité entre le SI harmonisé et différents outils, notamment le téléservice,
 - o vision du parcours de l'utilisateur dans sa globalité et dans son environnement,
 - o poursuite des objectifs fixés par la Conférence nationale du Handicap du 11 février 2020 concernant les délais de traitement et les droits accordés à vie,
 - o abondement du centre national de données et construction d'un observatoire des politiques départementales et nationales du Handicap,
- poursuite de l'engagement de la MDPH dans le champ de la santé mentale : implication forte dans la construction du Projet Territorial de Santé Mentale,

- participation au Projet REVERSE, concernant les jeunes de 16 à 29 ans visant à la mise en œuvre de nouvelles modalités d'accompagnement des jeunes en situation de Handicap,
- mise en œuvre des Communautés 360 instituée par le Président de la République lors de la Conférence Nationale du Handicap du 11 février 2020 qui sera portée par le Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE) des Ardennes (EDPAMS) et piloté par la MDPH au titre de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT), aux côtés de l'ARS et du Conseil départemental.

IV–CAMPAGNE BUDGETAIRE 2021 DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX

Conformément aux lois de décentralisation, l'exécutif départemental doit fixer les tarifs journaliers d'hébergement applicables au sein des établissements et services sociaux et médico-sociaux habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale (prise en charge d'enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance, hébergement des personnes âgées ou handicapées).

De plus, pour l'exercice 2020, le Président du Conseil Départemental a fixé les tarifs dépendance et les dotations dépendance attribués à l'ensemble des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), qu'ils soient ou non habilités au titre de l'aide sociale.

Vous trouverez ci-dessous mes propositions relatives à la campagne budgétaire 2021. Le bilan de la campagne budgétaire qui vient de se terminer est annexé au présent rapport (cf. annexe 5).

CAMPAGNE BUDGETAIRE 2021

En application de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV), depuis le 1er janvier 2017, de nouvelles règles de tarification s'appliquent aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

La réforme met en place des forfaits globaux tant sur le soin que sur la dépendance, fixés en fonction de l'état de dépendance (Gir Moyen Dépendance) des résidents et de leurs besoins en soins requis (Pathos). Ces deux forfaits font l'objet de financements désormais automatiques, reposant sur des équations tarifaires et prenant en compte le taux d'activité de la structure. Des financements complémentaires peuvent s'y ajouter.

Ces règles de tarification s'appliquent depuis le 1er janvier 2017. Une période transitoire est prévue jusqu'en 2023 afin d'assurer la convergence tarifaire des structures vers leur "niveau de ressource cible", correspondant aux résultats des nouvelles équations tarifaires.

Ainsi, pour 2021, je vous propose d'appliquer les convergences à la hausse comme à la baisse.

Sur le plan budgétaire et comptable, un nouvel outil, l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD), a été mis en place afin d'assurer ce pilotage par les ressources.

1 - Forfait global dépendance

Le point de convergence a été défini par l'Assemblée Départementale en 2020 à hauteur de 7,45.

Le Président du Conseil Départemental fixe chaque année la valeur applicable pour l'exercice en cours.

Pour l'exercice 2021, cette valeur nette de point GIR a été recalculée en fonction de nouveaux GIR moyens pondérés et de la capacité autorisée.

Le GMP est la retranscription de l'évaluation de la perte d'autonomie des personnes âgées hébergées en établissement.

Je vous propose de l'acter à 7,46.

Cette valeur va permettre de définir les moyens qui seront alloués aux EHPAD pour la prise en charge de la Dépendance.

La moyenne 2020 des valeurs au niveau national est de 7,27.

De plus, le Président du Conseil Départemental doit arrêter le GMP moyen départemental notamment pour les établissements nouvellement créés.

Je vous propose de retenir la valeur de 709,6 correspondant à la moyenne des GMP actualisés suite à des validations sur l'exercice 2020.

La convergence tarifaire établi pour la 4^{ème} année consécutive laisse envisager un montant total de la part du département en hausse par rapport à 2020.

En effet, plusieurs facteurs permettent d'envisager cette hausse :

- la validation des GMP pour les EHPAD Les Vignes à Château Porcien, Linard à Saint Germainmont et Val de Meuse à Givet,
- la hausse de la capacité pour l'EHPAD Val de Meuse.

Néanmoins, pour l'exercice 2020, une modulation calculée sur l'activité réalisée en N-2 sanctionnant ainsi les établissements qui ne présentent pas un Taux d'Occupation Moyen supérieur ou égal à 95 % avait été appliquée hormis pour les établissements rencontrant des difficultés de gouvernance ou se trouvant dans une zone rurale peu attractive.

En 2020, en prenant en compte la modulation, la part versée par le Conseil Départemental s'élevait à 9 562 808 € avec des mesures complémentaires liées à l'octroi de contrat PEC et à l'octroi de moyens pour les EHPAD de DONCHERY BAZEILLES et MOUZON pour la gestion de la blanchisserie.

Dans le cas d'une reconduction du dispositif contrat PEC en 2021, le montant s'élèverait à **9 657 428 €**.

Pour 2021, au vu de la crise sanitaire et des difficultés rencontrées pour accueillir de nouveaux résidents en période de confinement, je vous propose de ne pas appliquer de modulation sur la dotation versée aux EHPAD.

De plus, pour l'exercice budgétaire 2020, la part du Département versée aux EHPAD par dotation mensuelle prenait en compte pour un montant de **128 882 €** des contrats PEC (parcours Emploi Compétences) pour 36 bénéficiaires du RSA qui apportent un soutien aux établissements en difficulté sur leur organisation de distribution de repas ou de ménage. Ces contrats étaient accordés selon des critères budgétaires et avec l'accord de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi.

Dans le cas où le dispositif serait reconduit en 2021, je vous propose de continuer à accompagner les établissements et d'allouer la part restant à la charge de l'employeur sur le forfait dépendance pour les EHPAD et sur le tarif hébergement pour les autres établissements pour un montant de **146 714 €**.

2 – Section Hébergement

Dans l'attente de la signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM), la procédure contradictoire pour les tarifs hébergement des EHPAD est maintenue.

Pour les établissements ou services non concernés par la réforme ou dans l'attente de la signature de CPOM et afin de permettre l'élaboration des budgets prévisionnels, il convient de définir les règles départementales à retenir pour les établissements ou services sociaux et médico-sociaux.

Pour l'exercice 2021, le Président du Conseil Départemental devra établir des tarifs et dotations pour 71 établissements ou services répartis de la façon suivante :

- 31 budgets d'établissements pour personnes âgées,
- 17 budgets d'établissements et services pour adultes handicapés,
- 18 budgets et services pour enfants ou jeunes majeurs,
- 5 budgets de services d'aide à domicile.

L'impact économique en terme d'emploi, généré par le secteur des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de ma compétence en matière de tarification, représente pour l'exercice 2020 **2 793 ETP** financés, soit pour :

- le secteur Personnes handicapées 479 ETP
- le secteur Personnes Agées 1 841 ETP
- le secteur Enfance Famille 473 ETP.

Pour 2021, ces chiffres seront adaptés au nombre de places financées en fonction d'une activité déterminée.

3 – Taux d'évolution des charges pour les établissements ou services sociaux et médico-sociaux (EHPAD, Etablissements ou Services pour personnes âgées, personnes handicapées, prenant en charge des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance ou de la protection maternelle et infantile)

Pour l'exercice 2021, en prévision de l'augmentation du SMIC horaire, des évolutions de carrière du personnel des EHPAD, des USLD et des établissements accueillant des enfants, **je vous propose d'appliquer 1 %** de taux d'évolution sur les charges de personnel, soit :

- Pour les EHPAD, une hausse du tarif de 0,66 % générant des charges supplémentaires pour la collectivité de 44 050 €, l'impact de cette hausse ne s'appliquant que pour les bénéficiaires de l'ASH,
- 134 000 € pour les établissements ou services accueillant des enfants.

Ces mesures vont permettre aux services et établissements de faire face aux augmentations salariales qui s'imposent.

Pour l'exercice 2021, je vous propose les éléments suivants pour les Services d'Aide à Domicile :

L'avenant 44 agréé le 29 octobre dernier s'impose au Conseil Départemental et prévoit que les employés des Services d'Aide à Domicile relevant de la convention collective Branche d'Aide à Domicile pourront bénéficier d'une revalorisation de la valeur du point de 5,38 € à 5,50 € représentant 2,5 % de hausse des salaires à compter du 1^{er} avril 2021.

Pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2021, **je vous propose d'appliquer sur les charges de personnel un taux d'évolution de 1%**.

De plus, un second avenant devrait être agréé et modifierait les grilles des salaires des personnes intervenant à domicile, générant une hausse de 15 % des salaires.

Cette charge supplémentaire pour le Département devrait être comblée en partie par une aide de l'Etat estimée à 150 Millions d'euros pour tous les départements en 2021 et à 200 Millions d'euros pour 2022.

Pour 2021, la prise en compte de **l'avenant 44** pourrait se concrétiser par une hausse des tarifs comprise entre 0,30 € et 0,34 € pour les Aides à Domicile (AD) et les Auxiliaires de Vie Sociale (AVS), et de 0,61 € pour les Techniciens d'Intervention Sociales et Familiales.

En ce qui concerne les services à domicile privés à but lucratifs non concernés par ces mesures mais néanmoins habilités à l'aide sociale, une hausse de 1% sur les salaires équivaut à une augmentation des tarifs AD de 0,14 € et AVS de 0,17 €.

Je vous propose de valider ces augmentations de charges des salaires pour les employés des Services à domicile.

Pour l'exercice 2021 et au vu des situations financières des établissements et services pour personnes handicapées, **je vous propose de reconduire les mêmes moyens que pour l'exercice 2020.**

4 – Tarifs moyens

Dans les Ardennes, le reste à charge mensuel moyen (hébergement et ticket modérateur GIR 5-6) pour la personne âgée dans un EHPAD habilité à l'aide sociale ou un établissement de longue durée est de 1 863 € en 2020 contre 1 835 € en 2019.

Le tarif moyen hébergement est quant à lui de **56,77 €**.

Par conséquent, à activité égale, **je vous propose de valider** ce tarif moyen pour les EHPAD habilités à l'aide sociale.

Pour les établissements habilités partiellement à l'aide sociale, le tarif moyen est calculé sur la base du taux d'évolution des prix fixés par le ministère de l'Economie et des Finances, publiés chaque année au Journal Officiel conformément à l'article L342-3 du CASF.

Dans l'attente de l'arrêté 2021, je vous propose d'appliquer un taux d'évolution de 1 % sur les charges de personnel comme pour les établissements habilités, qui équivaut à une évolution du tarif de 0,66 % soit un tarif à **56,54 € TTC pour les personnes de 60 ans et plus et un tarif de 73,64 € TTC pour les résidents de moins de 60 ans**.

Pour la prise en charge des personnes handicapées, les tarifs moyens 2020 sont :

- en foyer de vie de 172,88 €
- en foyer d'accueil médicalisé de 167,27 €
- en foyer d'hébergement annexé à un ESAT de 96,82 €

Afin de pouvoir déterminer un tarif applicable à la prise en charge de personnes handicapées sur le territoire belge, **je vous propose de retenir ces tarifs moyens**.

5 - Mesures nouvelles

Toute mesure nouvelle **sera financée prioritairement par les économies réalisées sur l'enveloppe de crédits**.

Si en cours d'année, des mesures législatives ou réglementaires nouvelles entraînent un dépassement des crédits alloués, les établissements et services pourront, conformément aux textes en vigueur et dans les limites fixées par ceux-ci, solliciter l'examen de budgets supplémentaires.

Pour l'exercice **2021**, **je vous propose de prendre en considération les charges liées à la mise à disposition des équipements de protection individuelle dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux dans le cas où les services de l'Etat ne prendraient pas en charge ces mesures de façon réglementaire**,

Je vous propose de valider la masse budgétaire pour prendre en compte les crédits liés :

Pour les EHPAD

- au surcoût de la signature de CPOM qui devra intervenir selon un calendrier prédéfini conformément à la loi ASV,

- au surcoût d'une année pleine de l'ouverture de l'EHPAD « Roland GARROS » à Vouziers géré par le GHSA intervenue en septembre 2020 pour une capacité de 120 places et du maintien de 52 places sur l'unité des Tilleuls et de 10 places d'Accueil de Jour,
- à la prise en compte d'une activité à 82 résidents suite à la reconstruction de l'EHPAD Val de Meuse à GIVET avec un tarif de sortie d'environ 61 € dont une unité PHV (Personnes handicapées vieillissantes) pour 14 résidents avec un tarif majoré de 14%,
- à plusieurs projets de fusion pour les EHPAD de :
 - Château-Porcien et de Saint Germainmont,
 - Bazeilles et Donchery.

Le nombre de place en EHPAD évolue de la façon suivante pour 2021 :

| | Places en Hébergement permanent | | Places en Hébergement Alzheimer | | Places en Unité de Soins de Longue Durée | |
|----------------------|---------------------------------|-----------|---------------------------------|-----------|--|-----------|
| | Autorisées | Financées | Autorisées | Financées | Autorisées | Financées |
| 2021 | 2 339 | 2 253 | 203 | 203 | 128 | 128 |
| Dont Accueil de jour | 22 | 22 | 38 | 38 | | |

Pour les établissements et services pour personnes handicapées

- à l'ouverture au 4^{ème} trimestre 2021 de 32 places de Foyer Occupationnel gérées par l'ASBL ALBATROS sur la commune de Signy le Petit avec une proposition de transformation de 12 places de cette unité en places de Foyer d'Accueil Médicalisé. Ces places étaient jusqu'alors des places d'Amendement Creton et étaient donc déjà financées par le budget départemental,
- à la création de 4 places de Foyer d'Accueil Médicalisé après des travaux d'extension permettant l'accueil de ces résidents et à l'augmentation de 4 places de FO dans des appartements sur la commune d'Attigny,
- à la création de 2 places dites de « Beguinage » gérées par l'EDPAMS sur le site d'Acy Romance qui permettrait la location de 2 appartements en semi-autonomie pour un coût d'environ 31 000 € la place,
- *à la projection de 35 places en Foyer Occupationnel ou en Foyer de Vie (effectives début 2022 et 2023) réparties en 32 places d'accueil permanent, 2 places d'accueil temporaire, 1 place d'accueil d'urgence et 6 places minimum d'accueil de jour. Ces places doivent permettre de limiter les départs subis vers la Belgique aux adultes en Amendement Creton de bénéficier d'une place en établissements adultes et aux personnes handicapées en situation complexe de trouver réponse à leur problématique.*

Un appel à projets est actuellement instruit par les services du Conseil Départemental.

Le nombre de places par type d'établissements pour personnes handicapées sera donc défini comme suit :

| | Foyer Hébergement annexé à un ESAT | | Foyer Occupationnel ou Foyer de Vie | | Foyer d'Accueil Médicalisé | |
|------|------------------------------------|-----------|-------------------------------------|-----------|----------------------------|-----------|
| | Autorisées | Financées | Autorisées | Financées | Autorisées | Financées |
| 2020 | 133 | 114 | 303 | 303 | 98 | 98 |
| 2021 | 133 | 114 | 341 | 341 | 102 | 102 |

Il est proposé la création de 10 places de SAVS-SAMSAH pour 2021.

Pour le secteur des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile

- Pour 2021 et dans la continuité de la mise en place des CPOM, je vous propose de reconduire le Tarif Unique de Référence défini à 20,50 € en 2020 et de proroger la mise en place d'une dotation qui vient compenser la différence entre le tarif de référence et le tarif issu de la négociation budgétaire.
- Cela concerne 4 SAAD habilités à l'Aide Sociale à l'Hébergement.
- Néanmoins, cette mesure ne pourra être poursuivie que dans le cas où le dispositif et les moyens seraient reconduits par l'Etat via la CNSA dans le cadre de l'expérimentation « Préfiguration des SAAD ».

Pour le secteur Enfance Famille

➤ **Mesures Alternatives au placement**

- Placement à domicile

Conformément à la décision prise par l'Assemblée départementale en 2019, les mesures de placement à domicile réalisées par le Foyer Départemental de l'Enfance sont transférées vers un autre opérateur par appel à projet. Ainsi, pour répondre aux besoins observés sur le département, il est prévu 35 mesures de placement à domicile (PAD) pour un budget de **360 000 €** sachant qu'en 2020, le Conseil Départemental a financé 98 mesures.

La commission d'appel à projet s'est réunie et ces mesures vont pouvoir être mises en places au 1^{er} janvier 2021.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des mesures financées en 2020 et la répartition prévue pour 2021.

Prise en charge Placement à domicile

| Structure | 2020 | 2021 |
|----------------------------------|-----------|------------|
| DON BOSCO | 18 | 18 |
| CADEF - SIRMAD | 50 | 50 |
| FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE | 30 | 0 |
| NOUVELLES MESURES | 0 | 35 |
| TOTAL | 98 | 103 |

Les nouvelles mesures de Placement à domicile (PAD) sont compensées en partie par une baisse du budget du foyer départemental de l'enfance.

➤ **Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO)**

Afin d'ajuster en partie les moyens à la baisse d'activité en AEMO constatée, il est proposé d'ajuster le nombre de mesures sur celles constatées en 2020 soit à 500 mesures. Le budget actera de la suppression de 2 postes d'éducateurs spécialisés, soit une baisse de **70 000 €**.

➤ **Frais de séjour Mineurs et Majeurs Non Accompagnés**

Le nombre de places autorisées est à ce jour de :

- pour l'Armée du Salut, de 54 places pour des mineurs et 15 places pour des majeurs,
- pour l'AHAI 08, de 54 places pour des mineurs, 15 places pour des majeurs et 12 places pour une petite unité de vie.

A ce jour, seules 6 places dans l'unité de vie ont pu être installées. En effet, l'Association a éprouvé une difficulté à trouver des locaux adaptés. L'ouverture de 6 nouvelles places devrait être effective début 2021.

Par ailleurs, les MNA maintenus au Foyer de l'Enfance devraient être transférés à l'AHAI08.

Un montant supplémentaire de **200 000 €** est ainsi prévu pour l'accueil des MNA à l'Association AHAI 08.

➤ **MECS**

L'extension de 8 places à la MECS de DON BOSCO actée en 2019, porte le total à 68 par transformation de 8 places initialement autorisées au Foyer de l'Enfance. Cette unité a ouvert en juillet 2020.

L'impact sur 2021 pour l'ouverture sur une année complète est donc à prendre en compte, soit **300 000 €**.

D'autres projets sont à l'étude pour DON BOSCO :

- l'acquisition d'une maison pour le remplacement d'une location de maison accueillant 12 jeunes qui avait été ouverte provisoirement,

- la construction d'une MECS rue d'Etion en lieu et place de celle située à Monthermé. Le terrain a été cédé par le Conseil Départemental. Le compromis de vente a été signé le 16 octobre 2019. Néanmoins, ce projet ayant pris du retard dans sa conception et dans ses autorisations, ne sera effectif au mieux qu'en 2022.

Afin de palier au risque de se voir refuser le renouvellement d'autorisation sur Monthermé en juillet 2021, la Fondation Apprentis d'Auteuil présentera prochainement un plan de sortie de la maison de Monthermé avec des propositions de locations d'unité sur la ville de Charleville Mézières.

6 – Accueil de Personnes Handicapées dans un EHPAD

Il s'agit là de prendre en considération la présence de personnes handicapées dans un EHPAD.

Comme pour 2020, je vous propose de retenir une augmentation du tarif hébergement de **14 %** correspondant à l'encadrement nécessaire des résidents en EHPAD pour la mise en place d'activités spécialisées.

L'EHPAD Porte de France à ROCROI accueille 20 résidents handicapés et l'EHPAD Val de Meuse à GIVET en accueille 14 depuis début 2020. Aussi, je propose d'appliquer pour ces deux structures cette hausse.

Cette disposition pourra s'appliquer aux EHPAD disposant d'une unité similaire avec l'accord au préalable des services du Département.

7 – Accueil de jour et accueil temporaire

Pour 2020, **je vous propose de reconduire** les mêmes dispositions réglementaires que pour 2020 et de retenir :

- pour **l'accueil temporaire**, la même base de calcul que pour l'hébergement permanent,
- pour **l'accueil de jour**, la valorisation sur la base du tarif hébergement permanent de l'établissement d'accueil **minoré de 30 %**.

Ces modes d'accueil sont financés par le résident et son APA à domicile pour ce qui concerne la dépendance.

8 – Financement des projets de restructuration ou construction pour les établissements accueillant des personnes handicapées ou des enfants

IMPACT SUR LES TARIFS

Ces établissements ou services sociaux et médico-sociaux peuvent décider dans leur choix de gestion d'acquérir (ou de restructurer) un bien immobilier pour l'hébergement des

personnes handicapées ou pour l'accueil d'enfants confiés par le Président du Conseil Départemental.

L'impact financier de ce choix n'est pas neutre pour les finances de la collectivité. En effet, les frais financiers liés à l'emprunt et l'amortissement du bien impactent directement les tarifs.

Comme depuis 2017, je vous propose que ces établissements participent financièrement à l'achat ou à la rénovation du bien en actant l'obligation d'apporter une part d'autofinancement dans le montage financier à hauteur de 20 %.

V- SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

1. LES CENTRES SOCIAUX ET LA FEDERATION ARDENNAISE DES CENTRES SOCIAUX (annexes 6 et 7)

Implantés au cœur des quartiers, dans les grandes villes et en milieu rural, les 16 centres sociaux du Département disposent d'une offre de service polyvalente.

Chaque Centre Social a son identité propre et c'est à travers celle-ci que les délégations territoriales des solidarités ont su établir un partenariat local solide et pertinent.

L'évaluation du partenariat met en exergue l'utilité sociale de ces structures complétant l'offre de solidarité du Département.

Par souci de lisibilité et de fléchage des financements alloués, la collectivité a construit, depuis 2016, un financement en deux parties : la part fixe correspondant au financement du fonctionnement de la structure et la part variable correspondant à un ciblage des actions jugées utiles à l'atteinte des objectifs en lien avec les champs de compétences du Conseil Départemental.

Reconnus d'utilité sociale dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, je vous propose de poursuivre le soutien financier des Centres Sociaux du Département.

Afin d'accompagner les Centres Sociaux dans la réalisation de ses objectifs, la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux a bénéficié jusqu'alors d'un soutien financier de la part de la collectivité. Son rôle d'expertise, d'appui et de soutien est un maillon essentiel dans la mise en œuvre de cette politique sociale complémentaire. Elle apporte méthodologie, technicité, observation sociale ; éléments essentiels à l'efficacité des projets menés.

Au regard de ces éléments, je vous propose de poursuivre l'effort financier à destination des Centres Sociaux et de la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux en attribuant un crédit total de **589 156 €** répartis comme suit :

- **34 000 €** par Centre Social décomposés en une part fixe d'un montant de 21 500 € et d'une part variable d'un montant de 12 500 €,
- **45 156 €** pour la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux décomposés comme suit :
 - solde de la convention de 2020 à hauteur de 9 031 €,

- acompte de la convention 2021 à hauteur de 27 094 €,
- solde de la convention 2021 à hauteur de 9 031 €.

2. LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILLES RURALES

La Fédération Départementale Familles Rurales remplit différentes missions depuis plus de 60 ans à savoir : répondre aux besoins des familles, défendre l'intérêt des familles, accompagner les parents dans leurs missions d'éducation, participer à l'animation des territoires ruraux.

La Fédération Départementale des Familles Rurales des Ardennes regroupe une soixantaine d'associations locales actives situées sur l'ensemble du territoire ardennais.

Depuis 2013, la collectivité soutient financièrement la Fédération Départementale Familles Rurales par une subvention globale dont :

- une part fixe correspondant au financement du fonctionnement de la structure,
- une part variable correspondant à un ciblage d'actions jugées utiles à l'atteinte des objectifs fixés en lien avec les champs de compétences du Conseil Départemental.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire un crédit total de 77 500 € en faveur de la fédération et d'adapter nos modalités de financement par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement d'un montant de **77 500 €** versée en 2 fois :

- un 1^{er} versement de **52 000 €** à la signature de la convention,
- un 2^{ème} versement correspondant au solde de la subvention soit **25 500 €** sur présentation des éléments suivants :

- son rapport d'activités 2020 avant le 30 juin 2021
- son compte de résultat arrêté au 31/12/2021.

3. LES ACTEURS DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Enjeu primaire d'action sociale, l'aide alimentaire constitue une réponse élémentaire d'aide sociale fournie par la collectivité.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté, le Conseil Départemental finance de multiples acteurs de l'aide alimentaire dont les épiceries solidaires.

Il a d'ailleurs réaffirmé et conforté son soutien aux structures dans le cadre de la crise sanitaire et plus de 12 000 personnes ont pu accéder à l'aide alimentaire.

En 2021, je vous propose de poursuivre notre effort financier à hauteur de **84 000 €**, et qu'un travail d'expertise et de réflexion soit mené autour de l'aide alimentaire, les objectifs étant :

- de pouvoir identifier les besoins,
- d'avoir une meilleure lisibilité des acteurs de l'aide alimentaire et donc du parcours de l'utilisateur entre les associations caritatives (Restos du cœur, Secours Populaire, etc) et les épiceries solidaires,
- de proposer des critères de soutien financier.

4. LE NOËL ARDENNAIS DES PRIVÉS D'EMPLOI LES PLUS DÉMUNIS (annexe 8)

Depuis 1999, cette association organise une fête de Noël composée d'un spectacle, d'une distribution de paniers garnis, de jouets et de bonbons pour les enfants.

Pour 2021, je vous propose de poursuivre le financement de cette action emblématique à hauteur de **32 000 €** et de verser la subvention selon les modalités suivantes :

- premier acompte à la signature de la convention à hauteur de 24 000 €,
- sur présentation des justificatifs des dépenses engagées, avant le 31/12/2021, le versement du solde, d'un montant de 8 000 €, sera effectué et sera plafonné au montant total réel du coût de l'action liée à la journée du Noël Ardennois. Cette présentation de justificatifs devra respecter les normes de la comptabilité analytique.

5. L'AGENCE DÉPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) (annexe 9)

L'ADIL délivre une information complète et personnalisée aux travailleurs sociaux du Conseil Départemental qui la contactent, ainsi qu'aux usagers orientés par les travailleurs sociaux.

Un partenariat est engagé avec l'ADIL.

Enfin, dans le cadre de la prévention et notamment de l'accès aux droits, il a été convenu que l'ADIL oriente systématiquement les usagers confrontés à des difficultés de paiement de loyer, de facture d'énergie, d'eau ou de télécommunications vers les services sociaux dont le service social du Conseil Départemental, en leur indiquant les coordonnées nécessaires.

L'ADIL assure par ailleurs des formations auprès des travailleurs sociaux du département et des partenaires (CAF, CCAS).

Pour 2021, je vous propose de maintenir notre soutien financier auprès de cette association à hauteur de **30 000 €** et de m'autoriser à signer la convention annexée au présent rapport.

6. LES INTERVENANTS SOCIAUX EN GENDARMERIE (ISG)

La circulaire du 21 décembre 2006 définit les missions d'un Intervenant Social en Gendarmerie comme suit :

- Réaliser l'intervention de proximité, dans l'urgence si nécessaire : actes éducatifs ou de médiation sociale, assistance technique, action de soutien, d'information et d'orientation,
- Faciliter l'accès de la personne aux services sociaux et de droit commun concernés,
- Evaluer la nature des besoins sociaux qui se révèlent à l'occasion de l'activité policière.

Compte tenu que l'ISG est un maillon de la chaîne d'acteurs de proximité et que ses missions de prévention de la délinquance, de protection de l'enfance et de prévention de la vulnérabilité s'inscrivent dans le champ de l'action sociale du Département, je vous propose pour 2021 d'inscrire un crédit de **10 000 €** destinée exclusivement à contribuer au financement des postes d'ISG pour lesquels les EPCI solliciteraient une subvention, dans la limite de 2 000 € par poste.

7. LES AUTRES ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

Le Conseil départemental mène depuis plusieurs années une politique volontariste en matière de soutien financier aux associations à caractère social du département. Il s'agit d'associations intervenant sur le champ de l'aide alimentaire, de l'accès aux droits, du lien social, de l'aide sociale, de l'aide budgétaire, et en faveur de nos publics prioritaires.

La Direction Action Sociale et Territoires recueille l'expertise des Déléguées Territoriales des Solidarités concernant ces structures afin d'identifier la complémentarité de leur offre, d'analyser le partenariat en cours et d'élaborer de nouvelles perspectives en corrélation avec les besoins sociaux identifiés.

En 2021, je vous propose de reconduire à même hauteur notre soutien financier soit un montant de **20 000 €**.

8. SUBVENTIONS PMI

Je vous propose d'inscrire un crédit de **11 300 €** afin de soutenir les associations qui proposent des actions médico-sociales de soutien aux familles, d'accompagnement à la parentalité en faveur des femmes enceintes et des enfants de moins de 6 ans (actions collectives), ou des actions en lien avec la planification familiale (actions de sensibilisation, conseils conjugaux suite aux violences faite aux femmes...)

Je vous demande également de confirmer notre décision d'attribuer une subvention à l'association Roseau, prise par délibération en Commission Permanente le 9 novembre 2020. Il s'agit du projet de création d'une Maison des parents située à proximité du l'hôpital d'enfants du CHU de Reims et qui pourra accueillir des familles ardennaises d'enfants atteints d'une maladie grave et nécessitant des soins dans cet hôpital. L'aide financière à apporter se monte à **50 000 €**.

Je vous demande également d'approuver la convention correspondante (**annexe 10**).

Le montant total des subventions à accorder pour l'année 2021 s'élève donc à **61 300 €**.

9. . SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Je vous propose d'inscrire un crédit de **107 000 €** afin de soutenir les associations qui proposent des actions concourant à la prévention, à l'accès aux loisirs, à l'éducation et à la socialisation, à l'action en faveur des enfants confiés et à l'accompagnement des jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance.

Dans ce cadre, je vous propose notamment de soutenir les actions en faveur du parrainage de proximité et de la médiation familiale qui concourent à la création ou à la préservation de liens structurants pour les enfants et leurs familles.

10. AIDE AUX ORPHELINS DE GENDARMES

Je vous propose d'inscrire le crédit de **33 500 €** nécessaire pour une aide financière en faveur des orphelins de gendarmes, conformément aux engagements pris auprès des familles.

11. AIDE VOLONTAIRE AUX VACANCES EN ACCUEIL DE LOISIRS, AVEC OU SANS HÉBERGEMENT

Action volontaire du Conseil départemental, cette aide concerne les enfants ardennais âgés de 0 à 18 ans dont les parents sont allocataires de la CAF ou de la MSA et dont le quotient familial est inférieur ou égal à 630 €. Elle permet aux enfants ardennais de participer à des centres de loisirs et à des colonies de vacances pendant les vacances scolaires à coût réduit pour les familles.

L'aide est versée directement à la structure organisatrice (association ou collectivité territoriale) selon une quote-part sans limite de durée sur l'ensemble des vacances scolaires, par enfant et par année civile. Elle représente entre 9,20 € et 11,50 € par jour pour un centre de loisirs avec hébergement et 0,30 € par heure pour un centre de loisirs sans hébergement. Les objectifs poursuivis sont d'aider les familles à financer des activités de loisirs de leur(s) enfant(s), de promouvoir des activités éducatives et de socialisation aux enfants et de lutter contre le désœuvrement.

Je vous propose de :

- reconduire ces actions par une aide annuelle de **70 600 €** répartie comme suit :
 - 45 000 € pour les accueils de loisirs avec hébergement
 - 25 000 € pour les accueils de loisirs sans hébergement,
 - 600 € pour les stages été,

- donner délégation à la Commission Permanente pour modifier le règlement et les critères de calcul selon les éventuelles modifications de la CAF et de la MSA,

- d'autoriser le versement d'avances aux habituelles œuvres organisatrices d'accueil de loisirs avec hébergement qui déduisent ensuite ce montant de la facturation adressée aux familles, dans la limite de 50 % des aides accordées.

VI- PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ 2018-2021

Mise en œuvre du programme départemental d'amélioration de l'habitat privé septembre 2018 – septembre 2021

Le Département est engagé depuis septembre 2018 dans la mise en œuvre d'un programme départemental d'amélioration de l'habitat privé « Habiter mieux en Ardennes 2018-2021 ».

Ce programme mené en partenariat avec l'Anah, la CAF des Ardennes, la Région Grand Est et les huit EPCI, porte sur la lutte contre la précarité énergétique, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, la lutte contre l'habitat indigne et les copropriétés fragiles.

Le Département, maître d'ouvrage du programme, a confié le suivi-animation au groupement URBAM CONSEIL – ENERCOOP Ardennes Champagne – SOLIHA Ardennes. Le groupement a pour missions la communication et l'information sur le programme, le

repérage et l'accompagnement des propriétaires de la phase de diagnostic jusqu'au solde des dossiers de subventions.

Le montant du marché s'élève à 2 189 424 € TTC. Au bout de deux années de mise en œuvre, les prestations payées s'élèvent à environ 1,4 M€. Plus de 900 dossiers ont été engagés par l'Anah.

Mise en œuvre d'un nouveau programme d'amélioration de l'habitat privé à compter de septembre 2021

Le comité de pilotage composé du Département, de l'Etat/Anah, des EPCI, de la Région Grand Est et de la CAF des Ardennes, réuni le 16 novembre 2020, a décidé la reconduction du programme d'amélioration de l'habitat privé sur le territoire des sept communautés de communes ardennaises. La communauté d'agglomération Ardenne Métropole fait le choix de lancer sa propre opération.

La durée et les modalités d'organisation de ce nouveau programme sont en cours de définition. Un nouveau marché pour le suivi-animation devra être engagé à compter de septembre 2021.

En conclusion, je vous propose pour 2021 :

- d'approuver l'engagement du Conseil départemental dans le nouveau programme d'amélioration de l'habitat privé en tant que maître d'ouvrage ;
- de donner délégation à la commission permanente pour approuver les futures conventions de partenariat et de lancer la procédure de consultation pour le recrutement du prestataire qui sera chargé du suivi-animation du programme ;
- en dépenses :
 - o d'inscrire un crédit de paiement de 620 000 € pour honorer le coût des prestations dans le cadre du programme 2018-2021,
 - o d'ouvrir une autorisation d'engagement d'un montant de 1 000 000 € pour le financement de l'ingénierie du futur programme,
 - o d'inscrire un crédit de paiement de 85 000 € pour le financement des prestations dans le cadre du futur programme ;
- en recettes :
 - o d'inscrire un montant de 671 524 € correspondant à la participation prévisionnelle de l'Anah, de la CAF et des huit EPCI au financement du suivi-animation de l'actuel programme.

VII - INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI

Chef de file de l'insertion, le Conseil départemental se mobilise aux côtés de ses partenaires dans le plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale en finançant, d'une part, la prestation du Revenu de Solidarité Active (RSA) et d'autre part, les actions d'accompagnements social et professionnel en faveur du retour à l'emploi de ses bénéficiaires.

Sur la base des orientations budgétaires 2021 qui ont été arrêtées, et afin d'articuler le prochain Pacte Départemental d'Insertion et de Retour vers l'Emploi des Ardennes avec les orientations stratégiques du FSE+ (programme opérationnel du Fonds Social Européen 2021-2027), le « Pacte Départemental d'Insertion et de Retour vers l'Emploi 2015-2020 » est prorogé d'un an.

Pour mémoire, ce document stratégique regroupe :

- Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) qui traduit la volonté de construire une vision partagée et prospective du territoire dans le champ de l'insertion, en consacrant l'engagement de tous les partenaires publics ou privés ;
- Le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit la politique départementale d'accompagnement des bénéficiaires du RSA, recense les besoins et l'offre locale d'insertion, et planifie les actions d'insertion correspondantes.

1) La prestation RSA

La loi du 1^{er} décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active, a confié aux Conseils départementaux la gestion financière et administrative du dispositif. Les départements ont donc la charge du financement du RSA socle et socle majoré.

Lors du Budget primitif pour 2020, un crédit de 62 800 000 € a été inscrit au titre du versement de l'allocation RSA. Cette somme a été abondée de 400 000 € lors du Budget supplémentaire et de 1 500 000 € au cours de la Décision modificative de septembre, soit un total de 64 700 000 €. A la date de rédaction du présent rapport, 59 368 343,54 € ont été mandatés pour 11 mois de financement.

Au cours de la période août 2019 – août 2020, le nombre de foyers bénéficiaires payés a augmenté de 5,96 % et le nombre de personnes soumises aux droits et devoirs a augmenté de 4,15 %.

Les effets de la crise sanitaire et de la crise économique qui en découle génèrent une augmentation du nombre de bénéficiaires et donc du coût de l'allocation. Dès lors que leur situation le permet, les nouveaux entrants dans le dispositif sont orientés vers des actions visant le retour rapide à l'emploi.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire en crédits de paiement 66 000 000 € au titre du versement de l'allocation RSA.

Par ailleurs, conformément aux orientations budgétaires arrêtées, la neutralisation des ressources tirées d'activités salariées saisonnières des secteurs agricoles, du tourisme, de

l'hôtellerie, de la restauration et de l'aide à la personne va se poursuivre en 2021. La crise sanitaire a fortement impacté la mise en application de ce mécanisme de neutralisation voté en 2020.

2) La mise en œuvre de la politique départementale d'insertion : les actions en faveur du retour à l'emploi

Les principaux axes de travail engagés en 2020 se poursuivent en 2021, année de transition avant la mise en œuvre du FSE+ 2021-2027 et du prochain « Pacte Départemental d'Insertion et de Retour vers l'Emploi », à savoir :

- Améliorer les délais d'orientation des bénéficiaires et la mobilisation des partenaires.
- Maintenir les appels à projets du Programme Départemental d'Insertion (PDI) tels qu'en 2020 pour inscrire les actions dans une véritable logique de parcours, tout en répondant aux obligations réglementaires et aux orientations du Plan Pauvreté.
- Poursuivre la politique de juste droit et la lutte contre les fraudes à l'allocation.

A – Le Programme Départemental d'Insertion

Sur la base des orientations budgétaires arrêtées pour 2021, les dispositifs d'accompagnement des bénéficiaires du RSA mis en œuvre en 2020 se poursuivent avec une adaptation des volumes d'accompagnement en lien avec l'augmentation déjà constatée, et encore attendue, du nombre d'allocataires soumis aux droits et devoirs. Ces actions sont mises en œuvre en complémentarité des autres dispositifs d'accompagnement qui ne donnent pas lieu à la signature de conventions financières (Pôle Emploi, accompagnement global, Missions Accueil Accompagnement et Développement Social du Département et référents PLIE).

Aussi, les modalités de financement en faveur des structures de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) restent inchangées. Toutefois, une évolution des crédits est à prévoir afin d'ajuster le soutien financier du Département aux Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) en lien avec le Pacte d'ambition pour l'IAE (cette évolution est estimée à environ 40 postes supplémentaires de bénéficiaires du RSA). Il convient par ailleurs de renforcer le recours aux clauses sociales et aux marchés réservés dans la commande publique pour favoriser l'accès à l'emploi des publics en difficulté.

Seront donc reconduits en 2021 :

- La mission d'accompagnement social des bénéficiaires du RSA réservée aux seuls travailleurs sociaux du Département (Direction des Solidarités et de la Réussite et Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi) et des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) ;
- Le partenariat avec les Missions Locales en matière d'accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA de moins de 26 ans ;
- Le dispositif de « remobilisation », initié en 2020, qui s'inscrit dans la logique de la garantie d'activité départementale préconisée par le Plan Pauvreté ;

- Le dispositif d'accompagnement intensif ;
- Le dispositif d'accompagnement des auto-entrepreneurs et travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA ;
- L'appel à projets « aide aux déplacements des bénéficiaires du RSA » (mobilité) ;
- L'enveloppe financière pour soutenir les projets pertinents en matière de retour à l'emploi qui ne s'inscrivent plus dans les appels à projets du PDI ;
- Le soutien financier aux structures de l'IAE (Ateliers et Chantiers d'Insertion et Entreprises d'Insertion), avec les mêmes modalités d'intervention qu'en 2020.

Le conventionnement 2021 avec les structures partenaires sera établi sur 8 mois de réalisation, à savoir du 1^{er} mai 2021 au 31 décembre 2021 (pour mémoire, les conventions couvrent actuellement la période 1^{er} mai / 30 avril), excepté les Missions Locales et les structures de l'IAE qui sont conventionnées sur une année civile pleine. Le retour à un conventionnement sur une année civile a pour objectif d'harmoniser la périodicité de ces opérations avec celle du FSE+, et d'envisager des appels à projets communs PDI / FSE+ à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'année 2021 sera donc une année de transition avant la mise en œuvre du FSE+, de la reprise de la gestion de ce futur programme par le Département et de l'application du futur Pacte Départemental d'Insertion et de Retour vers l'Emploi.

Par ailleurs, le Département déposera 2 dossiers de demande de Fonds Social Européen (FSE), à savoir :

- Un dossier pour le financement des postes de « conseiller emploi insertion » de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi (service Opérationnel de Retour à l'Emploi Durable). A ce titre, il convient en 2021 de transférer 100 000 € de crédits de paiement vers le budget de la Direction des Ressources Humaines.
- Un dossier pour le renforcement du suivi des bénéficiaires du RSA. Ce projet vise à renforcer les moyens humains en faveur du retour à l'emploi, en lien avec l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA.

Ces démarches seront formalisées dans des rapports spécifiques soumis à la Commission permanente prochainement.

Je vous propose pour 2021 :

- de valider une autorisation d'engagement de 2 263 500 € pour soutenir le programme d'actions du PDI 2021 (hors financement ACT / PLIE / OI) et de réserver un crédit de paiement 2021 de 1 714 450 € ;
- de procéder au transfert d'un crédit de paiement de 100 000 € des crédits d'insertion vers le budget de la Direction des Ressources Humaines au titre du financement des postes de conseiller emploi insertion de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi (service Opérationnel de Retour à l'Emploi Durable) ;
- de déposer 2 demandes de financement du Fonds Social Européen (FSE) au titre de l'action des « conseillers emploi insertion » de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi et du renforcement des moyens humains en faveur du retour à l'emploi, en lien avec l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA ;
- de réserver un crédit de paiement de 919 434 € pour solder les engagements des opérations du PDI 2020 ;
- de réserver un crédit de paiement de 3 500 € pour solder les engagements des opérations validées au titre de l'enveloppe 2020 « économie sociale et solidaire » (projets pertinents en matière de retour à l'emploi qui ne s'inscrivent plus dans les appels à projets du PDI) ;

- de réserver un crédit de paiement de 13 500 € pour solder les engagements des opérations du PDI 2019.

B – Ardennes Compétences Territoriales (ACT) / Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi des Ardennes (PLIE) / Organisme Intermédiaire (OI)

Chaque année, le Département apporte son soutien financier à l'association Ardennes Compétences Territoriales (ACT) qui porte le PLIE et l'OI. Les financements alloués ont pour objets :

- Le fonctionnement de l'OI, gestionnaire des fonds européens.
- Le soutien au plan d'actions du PLIE visant à prendre en charge ses dépenses inéligibles au Fonds Social Européen.

Conformément aux orientations budgétaires, le Département maintient le même niveau de participation financière qu'en 2020 en faveur de l'association ACT (500 000 €). Par ailleurs, la convention de partenariat de l'OI sera actualisée pour intégrer le fait que le personnel, qui intégrera les locaux de la DIRE début 2021, contribuera aux côtés de cette direction, au montage du dossier de demande de subvention globale du FSE+ 2021-2027 du Département.

Je vous propose de poursuivre la participation au fonctionnement du PLIE et de l'OI en validant une autorisation d'engagement de 500 000 € et en réservant un crédit de paiement 2021 de 375 000 €.

3) Les contrats d'accompagnement vers l'emploi

Sur la base des orientations budgétaires 2021, la Collectivité poursuit sa politique de soutien financier aux contrats aidés et renforce la mobilisation de ses partenaires par :

- le maintien du soutien aux Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) passés dans les chantiers d'insertion en complément des financements de l'État. Pour mémoire, le Pacte d'ambition pour l'IAE de 2019, issu de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, prévoit de porter le nombre de contrats d'insertion à 240 000 d'ici 2022 (soit 100 000 postes supplémentaires en quatre ans). Cette évolution a un impact d'une part, sur les crédits inscrits au titre du PDI, et d'autre part, sur les crédits affectés au titre du cofinancement avec l'État des CDDI, dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM). Le nombre total de postes de bénéficiaires du RSA, agréés en faveur des ACI en 2021, est estimé à 179.
- l'inscription d'une enveloppe de contrats aidés en secteur non marchand correspondant à 150 contrats initiaux, dont 36 sont réservés aux Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) + 25 renouvellements, soit 175 contrats.

- l'inscription d'une enveloppe de contrats aidés en secteur marchand correspondant à 120 contrats initiaux + 20 renouvellements, soit 140 contrats.
- la poursuite de la délégation, par Pôle Emploi, au Département de la prescription des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) votée en 2020. La mise en œuvre de ce dispositif a été fortement impactée par la crise sanitaire.

Les paiements ayant été délégués à l'Agence de Services et de Paiement (ASP), il convient également d'inscrire un crédit de paiement de 30 000 € au titre des frais de gestion 2021.

Je vous propose donc de réserver un crédit de paiement total de 2 610 770 € au titre des contrats d'accompagnement dans l'emploi.

4) La mobilisation du Fonds Social Européen (FSE)

L'année 2021 est la dernière année de programmation de l'actuel Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen. La programmation des opérations 2021 est estimée à 1 570 000 € compte tenu des crédits disponibles.

Les orientations ont été définies conjointement entre le Conseil départemental et Ardennes Compétences Territoriales (ACT), à savoir qu'une priorité est accordée aux actions d'accompagnement renforcé vers l'emploi, au soutien à l'IAE et à la mise en place d'aides individuelles favorisant le retour à l'emploi ou l'accès à la formation ainsi qu'au développement de l'économie sociale et solidaire.

Pour 2021, je vous propose de valider une autorisation d'engagement de 1 349 500 € au titre de l'avance de trésorerie des opérations FSE et d'y inscrire 674 750 € en crédits de paiement 2021.

Dans le cadre du préfinancement des opérations antérieures, des crédits de paiement sont à réserver à hauteur de 32 000 € pour la programmation 2018, 337 110 € pour 2019 et 725 572 € pour 2020.

Le remboursement de l'avance de trésorerie consentie se poursuit à un rythme régulier et il est prévu un recouvrement 2021 de 1 461 659 €.

Enfin, la Collectivité s'engage dans la définition des orientations stratégiques de programmation du FSE+. Le dépôt officiel du dossier de demande de subvention globale pour l'Organisme Intermédiaire du Département est prévu à la fin du premier semestre 2021.

Conformément à notre rôle de chef de file des politiques d'insertion des publics en difficulté et de nos compétences obligatoires en matière de lutte contre les exclusions et d'accompagnement de proximité des populations en difficulté, je vous propose que cette demande de subvention globale soit présentée sur la base d'un projet politique d'insertion renforcé, respectant l'équité entre les territoires et ouvert à d'autres publics que les seuls allocataires du RSA s'inscrivant donc au sens des orientations du FSE dans un périmètre dit « élargi ».

Ainsi ,les publics visés par les opérations proposées à un soutien de l'enveloppe de fonds européens qui nous sera allouée pourront aussi bien concerner des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières pour accéder à l'emploi comme les :

Les publics Bénéficiaires RSA et les autres personnes en exclusion en recherche d'emploi ou parcours d'insertion/formation, engagés dans un parcours d'insertion vers l'emploi en contrat d'engagement réciproque, les bénéficiaires du RSA orientés et accompagnés Pôle Emploi,

Les personnes en chômage longue durée ou décrochées de l'emploi ,

Les jeunes très désocialisés en âge de travailler,

Les personnes sous-main de justice ainsi que toute autre personne cumulant des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi et se trouvant en situation ou menacées de pauvreté,..

Les chômeurs de longue durée et les inactifs.

Notre dossier de demande de subvention veillera par ailleurs à sécuriser la gestion des crédits qui nous seront accordés et notamment les avances de trésorerie comme nous l'avons d'ailleurs fait au titre du présent programme.

En conclusion, je vous propose :

- de voter les crédits figurant dans les tableaux annexés,

| |
|-------------------------------|
| Pour l'Enfance-Famille |
|-------------------------------|

- au titre de la Protection Maternelle et Infantile

- d'acter la mise en œuvre des actions de prévention dans le cadre de la stratégie nationale de prévention – protection de l'enfance,
- de soutenir l'action des services en faveur de la surveillance et du contrôle des conditions d'accueil des jeunes enfants

- au titre de la Protection de l'Enfance

- d'acter la mise en œuvre des actions de prévention dans le cadre de la stratégie nationale de prévention – protection de l'enfance,

- de soutenir l'action de parrainage de proximité,
- d'activer un plan de contrôle de l'activité des établissements,

- au titre du Foyer Départemental de l'Enfance

- d'acter la poursuite du projet d'établissement centré sur l'accueil d'urgence avec le transfert du service de placement à domicile vers un autre prestataire et les mineurs non accompagnés vers les opérateurs dédiés,
- de poursuivre l'identification de solutions techniques adaptées aux besoins d'évolution de l'infrastructure,
- de valider la transformation de l'accueil mère-enfants en centre parental, le développement de l'accueil séquentiel et l'évolution du service insertion

| |
|---|
| Pour l'Action Sociale et Territoires |
|---|

- d'acter le déploiement de la Commission Unique Territoriale d'examen des Aides Sociales pour l'ensemble des aides relevant des dispositifs suivants : Fonds de Solidarité Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté, Fonds Social de Transition, et Aide Sociale à l'Enfance, sur l'ensemble des territoires,
- d'inscrire un crédit de **3 800 €** pour les actions collectives en territoires, dans le cadre du développement social local,
- au titre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP), d'inscrire un crédit d'un montant de **162 000 €**,
- au titre des Mesures d'Accompagnement Judiciaire (MAJ), d'inscrire un crédit d'un montant de **10 000 €**,
- au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés, d'inscrire :
 - un crédit de **45 000 €** pour les aides individuelles,
 - un crédit de **30 000 €** pour les Actions à Intérêt Collectif,
- au titre des Contrats Jeunes Majeurs plus de 21 ans, d'inscrire une enveloppe budgétaire pluriannuelle d'un montant de **158 144 €**, comprenant des crédits de paiements pour 2021 à hauteur de **68 725 €** et des crédits de paiements pour 2022 à hauteur de **89 419 €**,
- au titre du Fonds Social de Transition :
 - d'inscrire un crédit d'un montant de **22 500 €**
 - de valider la démarche de rédaction du Règlement Intérieur du dispositif,
- au titre des Aides de Solidarité Energétique d'inscrire un crédit de **27 000 €**,
- au titre du Fonds de Solidarité Logement :
 - faire évoluer le règlement intérieur du FSL en précisant nos modalités d'intervention

- intégrer la notion de projet et intervenir en amont de tout projet d'accès à un logement,
 - prévenir la précarité énergétique et la dégradation des situations par la mise en œuvre d'accompagnements spécifiques,
 - prévenir les effets de la fracture numérique et favoriser l'accès aux droits par l'adaptation de nos interventions en faveur des dépenses de télécommunication en créant une ligne budgétaire pour les aides à la télécommunication,
- d'inscrire un crédit total d'un montant de **710 000 €** répartis comme suit :
 - **20 000 €** pour le Fonds de Solidarité Eau,
 - **200 000 €** pour le Fonds de Solidarité Energie,
 - **110 000 €** pour le Fonds de Solidarité Maintien,
 - **90 000 €** pour le Fonds de Solidarité Accès,
 - **20 000 €** pour le Fonds de Solidarité Télécommunications,
 - **50 000 €** pour le Provisionnement Dépôt de Garantie,
 - **220 000 €** au titre des actions à intérêt collectif,
 - d'inscrire un crédit d'un montant de **230 000 €** au titre des recettes Fonds de Solidarité Logement,
- au titre du Fonds d'Aide à l'Installation :
 - d'intégrer ce dispositif au Fonds de Solidarité Logement,
 - d'inscrire un crédit d'un montant de **58 000 €**,
 - de m'autoriser à signer tout acte nécessaire à la mise en place de ces décisions.

Pour l'Autonomie

- l'inscription au titre du budget 2021 de l'autonomie de :
 - **16 048 875 €** en recettes de fonctionnement,
 - **87 520 775 €** en dépenses de fonctionnement,
 - **326 000 €** en dépenses d'investissement,
- au titre de la politique départementale concertée en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap :
 - le renforcement de la collaboration avec l'ARS,
 - l'institution et l'animation d'instances de pilotages et de suivi avec l'ARS,
 - l'élaboration et la signature de la Feuille de Route Territorialisée avec la CNSA.
- au titre de l'amélioration de la couverture territoriale des SAAD :
 - la poursuite de la mise en œuvre de l'expérimentation SAAD et des CPOM,
 - la reconduction du tarif unique de référence à 20,50 € pour les SAAD ayant signé un CPOM,
 - la consolidation du dispositif « d'urgence APA » sur la base du tarif horaire à 25 €,
 - le maintien du tarif horaire à 18,88 € pour les SAAD non-signataires d'un CPOM ou hors département,
 - la fixation d'un taux d'évolution de 1% sur les charges de personnel des SAAD,
- au titre de l'APA à domicile :
 - l'inscription d'un budget de **25 184 000 €**,
 - la priorisation de la résorption du stock de dossiers,

- au titre de la Conférence des Financeurs :
 - o la poursuite de la mise en œuvre du dispositif par le financement des actions de prévention, le développement de l'habitat inclusif et le soutien aux proches aidants,
 - o l'inscription d'un montant de **754 875 €** en recettes et dépenses de fonctionnement,

- au titre de la MAIA :
 - o le maintien du dispositif jusqu'à sa fin prévue en 2022,
 - o l'engagement dans la mise en place des DAC,
 - o l'inscription de **145 300 €** en dépenses de fonctionnement et **6 000 €** en dépenses d'investissement,

- au titre des services ménagers des personnes âgées l'inscription de **15 000 €** en dépenses de fonctionnement,

- au titre de la PCH l'inscription d'une dépense de fonctionnement de **6 555 000 €**,

- au titre de l'ACTP l'inscription d'une dépense de fonctionnement de **2 816 000 €**,

- au titre des SAVS-SAMSAH :
 - o la création de 10 places,
 - o l'étude de l'opportunité d'accompagner l'ARS dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt,
 - o l'initiation d'un travail d'élaboration de conventions de nouvelle génération,

- au titre des services ménagers aux personnes handicapées l'inscription d'une dépense de fonctionnement 2021 de **370 000 €**,

- au titre des transports scolaires des élèves handicapés :
 - o la clarification des prises en charge en lien avec la Région,
 - o le développement des conventions-parents et la facilitation du recours aux transports en commun,
 - o l'inscription d'une dépense de fonctionnement de **1 200 000 €**,

- au titre de l'hébergement des personnes âgées :
 - o l'accompagnement des établissements dans la gestion de crise, les projets et la fluidification des parcours,
 - o la poursuites des CPOM,
 - o l'étude de l'opportunité de s'engager dans le dispositif France Relance pour la rénovation des EHPAD,
 - o l'accompagnement du plan de restructuration du GHSA à hauteur de **960 000 €** sur 3 ans,
 - o l'inscription de dépenses de fonctionnement d'APA en établissement à hauteur de **11 140 000 €**,
 - o l'accompagnement des Résidences Autonomie dans leur projet d'établissement et de conventionnement avec des EHPAD,
 - o le soutien des PUV dans l'élaboration des projets de service et évaluation interne ainsi que dans la clarification du statut et financement des PUV,

- au titre de l'hébergement des personnes handicapées :
 - o l'anticipation des besoins en accompagnement et en hébergement des personnes en situation de handicap,
 - o la priorisation et le ciblage des moyens sur les publics cibles et de poursuivre le travail de prévention des départs en Belgique,

- au titre de l'Aide Sociale à l'Hébergement :

- l'engagement d'un travail sur la réduction du temps de traitement et du stock des demandes d'ASH par un accompagnement des équipes des territoires,
- l'inscription d'une dépense de fonctionnement d'ASH à hauteur de **37 195 000 €** pour 2021,
- au titre du dispositif d'accueil familial des personnes âgées et des personnes handicapées :
 - la poursuite de la mise en œuvre du plan de formation des accueillants familiaux adultes,
 - l'élaboration d'une politique de l'accueil familial pour le département des Ardennes portant sur la promotion de ce dispositif et le développement de 3 places d'accueil pour les personnes âgées et 3 places pour les personnes handicapées,
- au titre de la MDPH :
 - la fixation à **317 000 €** de la subvention 2021 de fonctionnement versée au GIP MDPH,
 - la poursuite du déploiement du Système d'information harmonisé MDPH,
 - la poursuite de l'engagement de la MDPH dans le champs de la santé mentale, la participation au projet REVERSE

Au titre de la Campagne budgétaire 2021 des Etablissements et Médico-Sociaux

Au titre de la campagne budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux

- de prendre acte du bilan de la campagne budgétaire 2020 qui indique une hausse des charges de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux à hauteur de 2,12% par rapport aux charges de 2019,
- pour 2021, de déterminer le financement de la dépendance dans les EHPAD calculée selon une équation tarifaire prenant en compte le taux d'activité de la structure et la valeur départementale de point GIR et intégrant une période de convergence tarifaire sur 7 ans,
 - de valider la valeur nette de point GIR à 7,46 recalculée en fonction du nouveau gir moyen pondéré (GMP) et de la capacité autorisée,
 - de retenir la valeur de 709,6 correspondant à la moyenne des GMP actualisés suite aux validations sur l'exercice 2020,
 - d'appliquer les convergences tarifaires à la hausse comme à la baisse,
 - de ne pas appliquer la modulation pour tous les EHPAD au vu de la crise sanitaire et des difficultés rencontrées pour accueillir de nouveaux résidents en période de confinement,
- pour les EHPAD habilités partiellement à l'aide sociale, de valider un tarif moyen hébergement à 56,54€ TTC pour les personnes de 60 ans et plus et 73,64 € pour les résidents de moins de 60 ans,
- pour tous les EHPAD habilités pour la totalité de leurs places à l'aide sociale, de valider un tarif moyen hébergement de 56,77 €,

- d'appliquer, pour les EHPAD, ULSD et les établissements ou services prenant en charge des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance ou de la protection maternelle et infantile, un taux d'évolution de 1 % sur les charges de personnel et pour les autres charges de fonctionnement de reconduire les mêmes charges qu'en 2020,
- pour les établissements ou services pour personnes handicapées, de reconduire les mêmes moyens que pour l'exercice 2020,
- de retenir pour la prise en charge de personnes handicapées sur le territoire belge le tarif moyen en foyer de vie à 172,88 €, en Foyer d'Accueil Médicalisé à 167,27 € et en Foyer d'hébergement annexé à un ESAT à 96,82 €,
 - pour les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, de valider la revalorisation de la valeur du point représentant 2,5% de la masse salariale à compter du 1^{er} avril 2021 et de valider une hausse de 1% pour les salaires du 1^{er} janvier au 31 mars 2021, pour les autres charges de fonctionnement de reconduire les mêmes moyens que pour 2020,
 - de proroger le dispositif des contrats PEC aux établissements et services sur la part restant à charge de l'employeur après autorisation de recrutement.
- Pour les mesures nouvelles :
 - de les financer prioritairement par les économies réalisées sur l'enveloppe de crédits,
 - de prendre en considération les charges liées aux équipements de protection individuelle dans les ESSMS, dans le cas où les services de l'Etat ne prendraient pas en charge ces mesures de façon réglementaire,
 - d'acter les mesures nouvelles résultant de dispositions réglementaires opposables et connues au moment de l'examen du budget, d'une modification de la capacité d'accueil ou de l'activité, de la réalisation d'une opération d'investissement dûment approuvée par l'Assemblée Départementale,
 - pour les établissements et services, de valider la hausse de la masse budgétaire permettant de prendre en compte les crédits liés à des surcoûts dans le cadre de la signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, de projets d'extension de capacité après autorisation ou dans le cadre de fusion,
 - pour les services à domicile de reconduire le Tarif Unique de Référence défini à 20,50 € en 2020 et de proroger la mise en place d'une dotation qui vient compenser la différence entre le tarif de référence et le tarif issu de la négociation budgétaire,
- de retenir pour l'accueil des personnes handicapées en EHPAD une augmentation du tarif hébergement de 14 % pour les EHPAD accueillant des personnes handicapées ayant besoin d'une prise en charge spécifique,
- de retenir pour l'accueil de jour un tarif minoré de 30% sur le tarif hébergement permanent,
- de retenir pour l'hébergement temporaire la même base de calcul que pour l'hébergement permanent,
 - de participer financièrement aux projets de restructuration ou constructions d'établissements accueillant des personnes handicapées ou des enfants comme pour

les exercices précédents, en actant l'obligation d'apporter une part d'autofinancement dans le montage financier à hauteur de 20 %.

Pour les subventions aux associations à caractère social

- d'attribuer les subventions d'un montant de :

- **589 156 €** pour les centres sociaux et la Fédération Ardennaise des centres sociaux , suivant la répartition suivante :
 - ❖ 34 000 € pour chacun des 16 Centres Sociaux du Département, décomposés en part fixe d'un montant de 21 500 €, et d'une part variable d'un montant de 12 500 €,
- **77 500 €** pour la Fédération Familles Rurale selon la répartition suivante :
 - ❖ un 1er versement de 52 000 € à la signature de la convention,
 - ❖ un 2ème versement correspondant au solde de la subvention soit 25 500 €, sur présentation des éléments suivants : son rapport d'activités 2020 avant le 30 juin 2021 et du compte de résultat arrêté au 31 décembre 2021.
- **84 000 €** pour les acteurs de l'aide alimentaire, et qu'un travail d'expertise et de réflexion soit mené autour de l'aide alimentaire, les objectifs étant :
 - ❖ de pouvoir identifier les besoins,
 - ❖ d'avoir une meilleure lisibilité des acteurs de l'aide alimentaire et donc du parcours de l'usager entre les associations caritatives et les épiceries solidaires,
 - ❖ de proposer des critères de soutien financier,
- **32 000 €** pour l'association « Le Noël Ardennais des privés d'emploi les plus démunis », et de verser la subvention selon les modalités suivantes :
 - ❖ premier acompte à la signature de la convention à hauteur de 24 000 €,
 - ❖ sur présentation des justificatifs des dépenses engagées, avant le 31/12/2021, le versement du solde, d'un montant de 8 000 €, sera effectué et sera plafonné au montant total réel du coût de l'action liée à la journée du Noël Ardennais. Cette présentation de justificatifs devra respecter les normes de la comptabilité analytique.
- **30 000 €** pour l'Association Départemental d'Information sur le Logement (ADIL),
- **10 000 €** pour les postes d'Intervenants Sociaux en Gendarmerie,
- **20 000 €** pour les associations à caractère social,
- **61 300 €** au titre des subventions PMI décomposés comme suit :
 - 11 300 € pour les associations proposant des actions médico-sociales
 - 50 000 € pour l'Association Roseau
- **107 000 €** pour le soutien aux associations en faveur de la protection de l'enfance

- **32 530 €** en faveur des orphelins de gendarme
 - **70 600 €** pour l'aide volontaire aux vacances en accueil de loisirs, avec ou sans hébergement réparti comme suit :
 - 45 000 € pour les accueils de loisirs avec hébergement
 - 25 000 € pour les accueils de loisirs sans hébergement,
 - 600 € pour les stages été,
 - ✉ de donner délégation à la Commission Permanente pour modifier le règlement et les critères de calcul selon les éventuelles modifications de la CAF et de la MSA,
 - ✉ d'autoriser le versement d'avances aux habituelles œuvres organisatrices d'accueil de loisirs avec hébergement qui déduisent ensuite ce montant de la facturation adressée aux familles, dans la limite de 50 % des aides accordées.
- de m'autoriser à signer les conventions annexées au présent rapport (**Annexes 5 à 10**) et tout acte nécessaire à l'application de ces décisions.

| |
|--|
| <p>Pour la mise en œuvre du programme départemental d'amélioration de l'habitat privé 2018-2021</p> |
|--|

- d'approuver l'engagement du Conseil départemental dans le nouveau programme d'amélioration de l'habitat privé en tant que maître d'ouvrage ;
- de donner délégation à la commission permanente pour approuver les futures conventions de partenariat et de lancer la procédure de consultation pour le recrutement du prestataire qui sera chargé du suivi-animation du programme ;
- en dépenses :
 - d'inscrire un crédit de paiement de **620 000 €** pour honorer le coût des prestations dans le cadre du programme 2018-2021,
 - d'ouvrir une autorisation d'engagement d'un montant de **1 000 000 €** pour le financement de l'ingénierie du futur programme,
 - d'inscrire un crédit de paiement de **85 000 €** pour le financement des prestations dans le cadre du futur programme ;
- en recettes :
 - d'inscrire un montant de **671 524 €** correspondant à la participation prévisionnelle de l'Anah, de la CAF et des huit EPCI au financement du suivi-animation de l'actuel programme.

| |
|---|
| <p>Pour l'insertion et retour à l'emploi</p> |
|---|

- d'inscrire en crédits de paiement **66 000 000 €** au titre du versement de l'allocation RSA ;

- de poursuivre l'application, dans le cadre du calcul du RSA, de la neutralisation des ressources tirées d'activités salariées saisonnières dans les secteurs agricoles, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration et de l'aide à la personne ;
- de valider une autorisation d'engagement de **2 263 500 €** pour soutenir le programme d'actions du PDI 2021 (hors financement ACT / PLIE / OI) et de réserver un crédit de paiement 2021 de **1 714 450 €** ;
- de procéder au transfert d'un crédit de paiement de **100 000 €** des crédits d'insertion vers le budget de la Direction des Ressources Humaines au titre du financement des postes de « conseiller emploi insertion » de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi (service Opérationnel de Retour à l'Emploi Durable) ;
- de déposer 2 demandes de financement du Fonds Social Européen (FSE) au titre de l'action des conseillers emploi insertion de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi et du renforcement des moyens humains en faveur du retour à l'emploi, en lien avec l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA ;
- de réserver un crédit de paiement de **919 434 €** pour solder les engagements des opérations du PDI 2020 ;
- de réserver un crédit de paiement de **13 500 €** pour solder les engagements des opérations du PDI 2019 ;
- de valider une autorisation d'engagement de **500 000 €** au titre de la participation au fonctionnement du PLIE et de l'OI (association ACT) et de réserver un crédit de paiement 2021 de **375 000 €** ;
- de réserver un crédit de paiement de **2 610 770 €** pour le financement des contrats d'accompagnement dans l'emploi ;
- de réserver un crédit de paiement de **3 500 €** pour solder les engagements des opérations validées au titre de l'enveloppe 2020 « économie sociale et solidaire » (projets pertinents en matière de retour à l'emploi qui ne s'inscrivent plus dans les appels à projets du PDI) ;
- de valider une autorisation d'engagement de **1 349 500 €** au titre de l'avance de trésorerie des opérations FSE 2021, et de réserver un crédit de paiement 2021 de **674 750 €** ;
- de réserver un crédit de paiement de **725 572 €** au titre de l'avance de trésorerie FSE de la programmation 2020 ;
- de réserver un crédit de paiement de **337 110 €** au titre de l'avance de trésorerie FSE de la programmation 2019 ;
- de réserver un crédit de paiement de **32 000 €** au titre de l'avance de trésorerie FSE de la programmation 2018 ;
- d'inscrire des recettes attendues pour un total de **1 461 659 €** au titre du recouvrement des avances FSE des exercices antérieurs ;
- de fixer à la fin du premier semestre 2021 le dépôt officiel du dossier de demande de subvention globale pour l'Organisme Intermédiaire du Département au titre du FSE+,
- de fixer à la fin du premier semestre 2021 le dépôt officiel du dossier de demande de subvention globale pour l'Organisme Intermédiaire du Département au titre du FSE+. Cette demande de subvention globale sera présentée sur la base d'un projet politique d'insertion renforcé, respectant l'équité entre les territoires et ouvert à d'autres publics que les seuls allocataires du RSA s'inscrivant donc au sens des orientations du FSE dans un périmètre dit « élargi ».

- de donner délégation à la Commission permanente pour répartir les crédits votés et approuver, le cas échéant, les conventions à intervenir.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.

ANNEXE 1

Budget type des jeunes majeurs autonomes ou mineurs émancipés

| DEPENSES | PROPOSITION | RAPPEL BP |
|--|--------------------|------------------|
| | BP 2021 | BP 2020 |
| Loyer (APL déduite) et charges courantes | 175,10 € | 175,10 € |
| Charges EDF-GDF | 44,20 € | 44,20 € |
| Alimentation et entretien | 194,70 € | 194,70 € |
| Transports | 58,20 € | 58,20 € |
| Cotisation mutuelle(*) | 29,90 € | 29,90 € |
| Allocation Jeune Majeur (frais vestimentaires et argent de poche) | 149,00 € | 149,00 € |
| TOTAL | 651,10 € | 651,10 € |

(*) Prise en compte de la cotisation mutuelle à titre exceptionnel et sous réserve que les jeunes ne puissent bénéficier de la couverture complémentaire gratuite instaurée par la loi relative à la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.

| CHARGES | PROPOSITIONS BP 2021 | RAPPEL BP 2020 |
|---|---------------------------------|-----------------------|
| <u>Charges payables en une fois</u> | | |
| Caution (2 mois de loyer) | 693,00 € | 693,00 € |
| Ouvertures compteurs (Eau, EDF-GDF) | 52,60 € | 52,60 € |
| <u>Charges exceptionnelles</u> | 156,50 € | 156,50 € |
| Frais d'inscription à un concours | | |
| <u>Charges annuelles</u> | | |
| Assurance incendie - responsabilité civile | 122,50 € | 122,50 € |
| Taxe d'habitation | 210,20 € | 210,20 € |
| Abonnement transport | 259,60 € | 259,60 € |
| Frais de rentrée scolaire | 240,70 € | 240,70 € |
| Frais de rentrée scolaire lycée professionnel | 259,60 € | 259,60 € |
| Frais de rentrée scolaire études supérieures | 371,40 € | 371,40 € |
| Frais de stage en entreprise (avec hébergement) | 346,80 € | 346,80 € |
| (*) Pour les formations coûteuses des sections technologiques qui dépassent ces forfaits, une prise en charge pourra être faite sur justificatifs | | |

ANNEXE 2 : Principaux chiffres d'activité de la Protection de l'Enfance

| MINEURS CONFIES HORS MNA | | AU 31.10.2020 | AU 31.10.2019 | TAUX D'EVOLUTION |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------|------------------|---------------------|
| Placement administratif | | 39 | 28 | +33,28% |
| Placement judiciaire | | 1009 | 943 | +6,99% |
| Total | | 1048 | 971 | +7,93% |
| Lieux d'accueil | Accueil familial | 546 | 549 | -0,54% |
| | Etablissements | 374 | 279 | +34% |
| | Tiers digne de confiance | 45 | 63 | -28,57% |
| | Placement à domicile administratif | 25 | 12 | +108,33% |
| | Placement à domicile judiciaire | 58 | 68 | -14,70% |
| | Placement direct | 0 | 0 | 0 |
| ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE | | AU 31.10.2020 | AU 31.10.2019 | TAUX D'EVOLUTION |
| Prestations administratives | | 671 | 576 | +16,49% |
| Mesures judiciaires | | 614 | 618 | -0,65% |
| Total | | 1285 | 1194 | +7,62% |
| Prestations et Mesures | TISF (nombre d'enfants) | 388 | 297 | +30,64% |
| | AED | 244 | 224 | +8,93% |
| | AEDR | 32 | 43 | -25,58% |
| | AEMO | 481 | 489 | -1,63% |
| | AEMOR | 121 | 120 | +0,83% |
| | Accueil de jour administratif | 7 | 12 | -41,66% |
| | Accueil de jour judiciaire | 12 | 9 | +33,33% |
| JEUNES MAJEURS (HORS MNA) | | AU 31.10.2020 | AU 31.10.2019 | TAUX D'EVOLUTION |
| Contrat jeune majeur | | 127 | 91 | +39,56% |
| LES MINEURS NON ACCOMPAGNES (MNA) | | AU 31.10.2020 | AU 31.10.2019 | TAUX D'EVOLUTION |
| Mineurs | Garde | 14 | 36 | -61,11% |
| | Tutelle | 97 | 106 | -8,49% |
| | | 111 | 142 | -21,83% |
| Jeunes majeurs | Contrat jeune majeur | 105 | 73 | +43,85%% |
| | | 216 | 215 | + 0,46% |
| SYNTHESE | | AU 31.10.2020 | AU 31.10.2019 | TAUX D'EVOLUTION |
| Nombre de mineurs placés | | 1048 | 971 | +7,93% |
| Nombre de mineurs accompagnés | | 1285 | 1194 | +7,62% |
| Nombre de jeunes majeurs | | 127 | 91 | +39,56% |
| Nombre de MNA mineurs | | 111 | 142 | -21,83% |
| Nombre de MNA majeurs | | 105 | 73 | +43,85% |
| Total | | 2646 | 2471 | +7,08% |

ANNEXE 3

Montant des prestations versées pour les jeunes accueillis chez les assistants familiaux ou en établissement

1) Fournitures scolaires (allocation annuelle)

| SCOLARITE | PROPOSITION BP 2021 | RAPPEL BP 2020 |
|---|--------------------------------|---------------------------|
| Primaire | 57,00 € | 57,00 € |
| 6 ^{ème} - 5 ^{ème} | 132,00 € | 132,00 € |
| 4 ^{ème} - 3 ^{ème} | 141,00 € | 141,00 € |
| 2 ^{nde} - 1 ^{ère} – terminale | 241,00 € | 241,00 € |
| Maison familiale et rurale/Lycée professionnel | 260,00 € | 260,00 € |
| Etudes supérieures | 372,00 € | 372,00 € |

(*) Pour les formations coûteuses des sections technologiques qui dépassent ces forfaits, une prise en charge pourra être faite sur justificatifs

2) Habillement (allocation mensuelle)

| TRANCHES D'AGE | PROPOSITION BP 2021 | RAPPEL BP 2020 |
|--|--------------------------------|---------------------------|
| 0 – 5 ANS | 50,00 € | 50,00 € |
| – 8 ANS | | |
| 9 – 11 ANS | | |
| 12 – 14 ANS | 60,00 € | 60,00 € |
| 15 ANS | | |
| 16 – 17 ANS | | |
| Forfait trousseau vacances | 90,00 € | 90,00 € |
| Forfait trousseau exceptionnel d'arrivée (*) | 150,00 € | 150,00 € |

(*) Le "trousseau exceptionnel d'arrivée" est destiné à couvrir les achats d'habillement lorsqu'un enfant vient d'être placé et ne possède pas le minimum des vêtements nécessaires. Son versement est soumis à une demande d'accord préalable.

3) Argent de poche (allocation mensuelle)

| TRANCHES D'AGE | PROPOSITION BP 2021 | RAPPEL BP 2020 |
|-----------------------|--------------------------------|---------------------------|
| 0 – 5 ANS | 0,00 € | 0,00 € |
| 6 – 8 ANS | 10,00 € | 10,00 € |
| 9 – 11 ANS | | |
| 12 – 14 ANS | 15,00 € | 15,00 € |
| 15 ANS | | |
| 16 – 17 ANS | 30,00 € | 30,00 € |

ANNEXE 4

Montant des prestations versées pour les enfants accueillis chez les assistants familiaux ou chez les tiers dignes de confiance

A) - Montant de l'indemnité d'entretien versée aux tiers dignes de confiance

La réglementation prévoit un taux journalier au moins égal à 3,5 fois le MIG (minimum interprofessionnel garanti). Depuis le 1^{er} janvier 2020, la valeur du MIG est de 3,65 € ce qui porte le montant de l'indemnité journalière ainsi qu'il suit :

| Tranches d'âge | Nbre de MIG | MIG 2020 |
|----------------|-------------|----------|
| 0-11 ans | 3,5 | 12,77 € |
| 12-15 ans | 4,0 | 14,60 € |
| 16 ans et + | 4,5 | 16,42 € |

Au 01 janvier 2021, la valeur du MIG sera réactualisée.

B) - Montant des autres prestations versées pour les jeunes accueillis chez les assistants familiaux

1) allocation pour activités sportives, artistiques et culturelles

Une allocation peut être versée, après accord du responsable de l'aide sociale à l'enfance ayant délégation de signature, pour permettre à l'enfant de bénéficier d'activités sportives, artistiques ou culturelles pour un montant annuel maximal de 130€.

Ce versement s'effectue sur présentation de justificatif de l'inscription à l'activité ainsi que du paiement des équipements et ou matériels nécessaires.

2) frais de vacances ou périscolaires

Cette nature comptable correspond :

- aux frais de centres de vacances avec hébergement pour un montant maximum de 1 100 € par an et par enfant.
- aux remboursements des frais de vacances des assistants familiaux qui emmènent les enfants confiés avec eux. La participation de la collectivité est plafonnée à 350 € par an et par enfant.

Toute proposition de vacances doit être validée dans le cadre du projet individualisé de l'enfant par le responsable de mission enfance parentalité protection de l'enfance.

3) allocation pour cadeau de Noël et anniversaire

Cadeau de Noël : 30 € quel que soit l'âge de l'enfant

Cadeau d'Anniversaire : 20 € quel que soit l'âge de l'enfant.

ANNEXE 5

BILAN DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2020

Lors de la séance de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2019, je vous avais demandé d'arrêter le taux directeur d'évolution des charges des structures sociales et médico-sociales, afin d'encadrer l'augmentation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'exercice 2020.

Nous avons décidé l'application de la procédure d'examen des demandes budgétaires aux conditions suivantes :

- de prendre acte du bilan de la campagne budgétaire 2019 qui indiquait une hausse des charges de fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux à hauteur de 1,87 % par rapport aux charges de 2018,
- pour 2020, de déterminer le financement de la dépendance dans les EHPAD calculée selon une équation tarifaire prenant en compte le taux d'activité de la structure et la valeur départementale de point GIR et intégrant une période de convergence tarifaire sur 7 ans,
- de valider la valeur nette de point GIR à 7,45
- de retenir la valeur de 708 correspondant à la moyenne des GMP actualisés suite aux validations sur l'exercice 2019,
- d'appliquer les convergences tarifaires à la hausse comme à la baisse,
- de ne pas appliquer la modulation pour les EHPAD qui mettent tout en œuvre pour s'approcher du seuil d'activité de 95 % s'ils se trouvent dans une difficulté de gouvernance ou dans une zone rurale peu attractive,
- de valider un tarif moyen hébergement à 56,17 € TTC pour les EHPAD habilités partiellement à l'aide sociale,
- d'appliquer, pour les EHPAD, les Services à Domicile et les établissements ou services prenant en charge des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance ou de la protection maternelle et infantile, un taux d'évolution de 0,5 % sur les charges de personnel et pour les autres charges de fonctionnement de reconduire les mêmes charges qu'en 2019,
- pour les établissements ou services pour personnes handicapées :
 - de reconduire les mêmes moyens que pour l'exercice 2019,
 - de retenir le tarif moyen en foyer de vie pour la prise en charge de personnes handicapées sur le territoire belge à 170,60 €,

- de proroger le dispositif des contrats PEC aux établissements et services sur la part restant à charge de l'employeur après autorisation de recrutement,

- pour les mesures nouvelles :
 - de prendre en considération, prioritairement par les économies réalisées sur l'enveloppe de crédits, les mesures nouvelles résultant de dispositions réglementaires opposables et connues au moment de l'examen du budget, d'une modification de la capacité d'accueil ou de l'activité, de la réalisation d'une opération d'investissement dûment approuvée par l'Assemblée Départementale,

 - pour les établissements et services, de valider la hausse de la masse budgétaire permettant de prendre en compte les crédits liés à des surcoûts dans le cadre de la signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, de projets d'extension de capacité après autorisation ou dans le cadre de fusion,

 - pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile de prendre en considération les impacts liés à l'Appel à Candidature selon des critères tels que territoire, public pris en charge ou horaires d'intervention et définissant ainsi les moyens supplémentaires à octroyer encadrés dans un CPOM,

 - d'acter dans le cadre de la protection de l'enfance le surcoût lié à des mesures de placement à domicile supplémentaires ainsi qu'à la hausse de la masse budgétaire liée à des augmentations de prise en charge des enfants confiés,

- de retenir pour l'accueil des personnes handicapées en EHPAD, une augmentation du tarif hébergement de 14 % pour les EHPAD accueillant des personnes handicapées qui ont besoin d'une prise en charge spécifique,

- de retenir pour l'accueil de jour un tarif minoré de 30 % sur le tarif hébergement permanent,

- de retenir pour l'hébergement temporaire la même base de calcul que pour l'hébergement permanent,

- de participer financièrement aux projets de restructuration ou constructions d'établissements accueillant des personnes handicapées ou des enfants comme pour les exercices précédents, en actant l'obligation d'apporter une part d'autofinancement dans le montage financier à hauteur de 20 %.

Suite à ces décisions, je tiens à vous présenter le bilan de la campagne budgétaire 2020.

Compte tenu de l'ensemble de la tarification que j'ai signé, je peux vous indiquer que les charges brutes de fonctionnement évoluent de la façon suivante (comparaison en pourcentage des budgets alloués en 2020 et de l'enveloppe de base 2019 reconstituée en année pleine) :

| NATURES DES CHARGES | BP ALLOUE 2019 TOTAL | BP ALLOUE 2020 TOTAL | ECARTS 2019/2020 | Nombre d'ETP FINANCES 2020 |
|---|----------------------|----------------------|------------------|----------------------------|
| | En euros | En euros | En % | |
| 1 - Etablissements et services sociaux et médico sociaux | | | | |
| Charges brutes de fonctionnement | 140 432 730 € | 143 414 584 € | 2,12 % | 2 793 ETP |

se décomposant ainsi :

- Pour les EHPAD section Dépendance :

| | 2019 | 2020 | ECARTS BP20/19 |
|--------------------|-------------|-------------|----------------|
| Forfait Dépendance | 14 503 506€ | 14 555 235€ | 0,36 % |
| PART Départemental | 9 376 936€ | 9 562 808€ | 1,98 % |

Si le montant du forfait dépendance évolue peu entre 2020 et 2019 (+ 0,36 %) conformément à la convergence tarifaire sur 7 ans, la part départementale évolue de 1,98 %. Cette augmentation correspond à des mesures complémentaires directement affectées sur la part versée par le Conseil Départemental pour le financement de contrat PEC mais aussi au financement de la part dépendance d'une lingerie pour les 3 EHPAD de BAZEILLES, DONCHERY et MOUZON.

- Pour les EHPAD section Hébergement : + 2,50 %

| NATURES DES CHARGES | BP 2019 ALLOUE | BP 2020 ALLOUE | ECARTS BP20/19 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| | En euros | En euros | En % |
| Charges brutes de fonctionnement | 34 960 654 € | 35 835 896 € | 2,50 % |
| Frais de personnel | 15 855 242 € | 15 990 312 € | 0,85 % |
| Autres charges | 19 105 412 € | 19 845 584 € | 3,87 % |

Les charges brutes de fonctionnement 2020 sont en hausse de 2,50 % par rapport à celles de 2019. Cette variation s'explique notamment par l'ouverture du nouvel EHPAD à VOUZIERES et par celle de l'EHPAD Val de Meuse à GIVET et par le taux directeur de 0,5% affecté sur les charges de personnel.

- Pour les charges de fonctionnement des Unités de Soins de Longue Durée section Hébergement et Dépendance : **-0,07%**

| NATURES DES CHARGES | BP 2018 ALLOUE (Année pleine) | BP 2019 ALLOUE TOTAL | ECARTS BP19/18 |
|---|-------------------------------|----------------------|----------------|
| | En euros | En euros | En % |
| Charges brutes de fonctionnement | | | |
| | 3 397 628 € | 3 395 300 € | - 0,07 % |
| Frais de personnel | 2 012 806 € | 2 022 870 € | 0,50 % |
| Autres charges | 1 384 822 € | 1 372 430 € | - 0,89 % |

Dotations Dépendance versées par le Département :

| | 2018 | 2019 | ECARTS BP19/18 |
|------------------------------|-----------|-----------|----------------|
| FORFAIT Départemental | 841 168 € | 841 982 € | 0,10 % |

- Pour les établissements et services pour personnes handicapées : **+4,40 %**

| NATURES DES CHARGES | BP 2019 ALLOUE (Année pleine) | BP 2020 ALLOUE TOTAL | ECARTS BP20/2019 |
|--|-------------------------------|----------------------|------------------|
| | En euros | En euros | En % |
| 1 - Etablissements et services pour personnes handicapées | | | |
| Charges brutes de fonctionnement | 32 200 373 € | 33 616 800 € | 4,40 % |
| Frais de personnel | 22 579 882 € | 23 872 068 € | 5,72 % |
| Autres charges | 9 620 491 € | 9 744 732 € | 1,29 % |

La hausse des charges est due aux éléments suivants :

ALBATROS 08 :

- prise en compte en année pleine de la création de 6 places de FAMA pour autistes par redéploiement de 6 places de Foyer Occupationnel avec reconduction de moyens,
- prise en compte en année pleine de la création de 9 places d'Accueil de Jour à compter de juillet 2019. Le coût supplémentaire est dû à l'impact sur 6 mois d'activité.

ALBATROS FO :

- prise en compte en année pleine de la création de 13 places de Foyer Occupationnel dans l'attente de l'ouverture du Foyer de Vie de Signy le Petit.

EDPAMS :

- prise en compte en année pleine de la création de 2 places en Accueil de Jour sur 6 mois.

- Pour les établissements et services pour enfants : **2,73%**

| NATURES DES CHARGES | BP 2019 ALLOUE (Année Pleine) | BP 2020 ALLOUE TOTAL | ECARTS BP20/19 |
|----------------------------------|-------------------------------|----------------------|----------------|
| | En euros | En euros | En % |
| Charges brutes de fonctionnement | 26 178 866 € | 26 893 009 € | 2,73% |
| Frais de personnel | 17 842 989 € | 18 518 658 € | 3,79% |
| Autres charges | 8 135 877 € | 8 374 351 € | 2,93% |

Ces charges comprennent le budget Enfance Famille, celui de la Protection Maternelle et Infantile mais aussi celui du Foyer de l'Enfance.

Cette hausse des charges est essentiellement due :

- à la prise en charge sur l'année pleine d'une unité de 6 places pour des jeunes Mineurs Non Accompagnés de 12 à 16 ans à l' AHAI 08 (unité ouverte en novembre 2019),
- à l'impact sur 5 mois de fonctionnement de l'ouverture de l'unité Arches Espérance gérée par Don Bosco qui accueille désormais 68 jeunes ,
- à l'impact de la réorganisation des deux MECS gérées par la Sauvegarde des Ardennes et qui a donné lieu à des moyens supplémentaires concernant le personnel éducatif et les surveillants de nuit,

- à la prise en compte des remplacements sur ces deux mêmes MECS pendant la période de crise sanitaire et pour les remplacements pendant les congés d'été, les enfants n'ayant pu participer aux transferts habituels,
- pour les Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) de la prise en compte sur l'exercice 2020 des frais de scolarité, de vêture ou d'argent de poche directement affectés sur les budgets,
- s'agissant des moyens alloués au service d'AEMO géré par le CADEF, les moyens 2020 ont été ajustés à 560 mesures au 1^{er} janvier puis à 530 depuis le 1^{er} août contre 685 en 2019 et ont pu être transférés pour partie sur l'activité du SIRMAD qui est autorisé à 222 mesures depuis le 1^{er} janvier et à 234 depuis le 1^{er} août contre 210 en 2019,
- la prise en compte de moyens sur une année complète du Service d'Accueil Modulaire Familles d'accueil (SAMFA) ouvert à titre expérimental le 1^{er} octobre 2019. Les moyens ont donc été inscrits en 2019 mais aussi en 2020 pour 9 mois de fonctionnement.

Les charges nettes sont quant à elles de **25 687 065 €** et sont impactées des recettes mais aussi des résultats de l'exercice N- 2 des établissements et services concernés.

- Services Prestataires d'Aide à Domicile

| NATURES DES CHARGES | BUDGET 2019 | BUDGET 2020 | ECARTS BP20/19 | Nombre d'heures financées 2020 |
|---------------------------|--------------|--------------|----------------|--------------------------------|
| | En euros | En euros | En % | |
| Base de calcul des tarifs | 29 191 703 € | 29 018 344 € | 0,59% | 1 312 830 H |

Dans le département des Ardennes, 5 Services sont habilités à l'Aide Sociale à l'Hébergement contre 15 autorisés.

- Sur les 15 autorisés, 12 SAAD ont répondu à un appel à projets et 12 CPOM ont pu être signés dans le cadre de l'expérimentation « préfiguration des SAAD » portée par la CNSA.
- Cela s'est traduit par la mise en place d'un Tarif Unique de Référence défini à 20,50 € et la mise en place d'une dotation qui vient compenser la différence entre le tarif de référence et le tarif issu de la négociation budgétaire.
- L'activité dans le domaine des services à domicile a diminué légèrement en 2020 pour la majorité des services et le montant des charges nettes est en diminution de 0,59 %.

- Ce chiffre issu des négociations budgétaires n'est pas le reflet de l'activité réalisée qui a subi de façon importante les effets de la crise sanitaire.
- Les heures d'intervention des services prestataires auprès des personnes âgées, handicapées et auprès des familles et des TISF représentent près de **1 060 ETP**.
- En ce qui concerne le SAAD habilité non concerné par le CPOM, la procédure reste identique à celle mise en place les années précédentes, soit une tarification à l'heure pour les interventions auprès des personnes âgées, handicapées ou pour les familles.

ANNEXE 6



**Convention de soutien financier
Avec la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux
Année 2021**

ENTRE :

Le Conseil Départemental des Ardennes, sis Hôtel du Département 08 011
Charleville-Mézières Cedex, représenté par son Président, Monsieur Noël
BOURGEOIS,
Dénommé ci-après « le Département »

D'une part,

ET :

La Fédération Ardennaise des Centres Sociaux, sis 17, avenue de Montcy Notre
Dame 08 000 Charleville-Mézières, représentée par son Président, Monsieur
Jacques THEVEL,
Dénommé ci-après « le Bénéficiaire »

D'autre part,

VU l'article L 116-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui définit les
Départements comme « chefs de file » en matière d'action sociale et plus
précisément en matière d'action gérontologique, depuis la loi relative aux libertés
et responsabilités locales du 13 août 2004,

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance,

VU la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité
Active et réformant les politiques d'insertion,

VU la délibération du Conseil Départemental du 14 décembre 2020 relative au
vote du Budget primitif 2021,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Les centres sociaux, en tant qu'équipements de proximité à vocation familiale et sociale constituent un outil de développement social local essentiel dans la conduite des projets d'action sociale menés conjointement par le Conseil départemental et les différents partenaires, principalement la Caisse d'Allocations Familiales.

Depuis 2016, la nouvelle démarche de conventionnement engagée entre le Département et les centres sociaux a présenté de réels avantages.

Ce conventionnement a permis de :

- de flécher le subventionnement,
- d'identifier les actions nécessaires à la réalisation des axes stratégiques,
- d'adapter les projets aux particularités locales, en parfaite cohérence avec les travaux d'évaluation des problématiques sociales et des besoins des populations, effectués par les territoires d'action sociale,
- de consolider les relations partenariales,
- d'évaluer les actions ciblées afin d'identifier leur impact et leur utilité sociale,
- d'être en cohérence avec le Schéma Départemental des Services aux Familles et ses orientations dans les domaines de la jeunesse, de l'accompagnement à la parentalité, et de l'accès aux droits, de l'animation de la vie sociale ; et en cohérence avec le projet social de la Direction Générale Adjointe des Solidarités et Réussite.

Cette orientation du Conseil départemental n'a pas volonté à se substituer aux autres financements des centres sociaux mais a pour objet d'intervenir en complémentarité, afin de garantir le cadre de ses missions dans la déclinaison des actions conduites.

Pour cela, il s'est engagé dans une démarche globale de conventionnement et de subventionnement, toutes politiques sociales confondues de la Direction Générale Adjointe des Solidarités et Réussite.

La Fédération Ardennaise des Centres Sociaux est engagée dans cette démarche aux côtés des centres sociaux et du Conseil départemental.

Article 1 : Objet de la convention

Le Conseil départemental des Ardennes apporte son concours financier tel que prévu à l'article 5 en vue de renforcer l'action d'accompagnement global de la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux en direction des centres sociaux conventionnés avec le département.

Article 2 : Définition de l'action et objectifs

La Fédération Ardennaise des Centres Sociaux a pour objectif de :

- Accompagner les centres sociaux conventionnés avec le Département dans une démarche de diagnostic territorial partagé et d'évaluation de leur action,
- Inciter les centres sociaux à développer des actions complémentaires à celles des autres acteurs sociaux sur les territoires, en lien avec les axes stratégiques définis par la Collectivité à savoir :
 - Accompagner la parentalité et accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité,
 - Promouvoir l'inclusion sociale,
 - Promouvoir la culture et le sport comme levier d'action sociale,
 - L'accès aux droits et l'accueil social.
- Accompagner les centres sociaux, en ce sens, dans un travail de réseau et de partenariat,
- Favoriser la qualification des administrateurs des structures bénéficiant d'une convention avec le Conseil départemental des Ardennes,
- Accompagner le développement des compétences concernant les professionnels des structures conventionnées (formations),
- Coopérer étroitement avec les Délégations Territoriales des Solidarités, et la Direction Action Sociale et Territoires,
- Intervenir dans des situations d'urgence.

Sur la durée de la présente convention, la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux s'attachera à accompagner les centres sociaux dans la réflexion et la mise en œuvre d'actions concrètes répondant aux besoins des territoires et ce, en lien avec le projet social de la Direction Générale Adjointe Solidarités et Réussite et les différents schémas stratégiques de la collectivité

Par ailleurs, dans le cadre du travail d'harmonisation du conventionnement engagé par le Conseil départemental et la Caisse d'Allocations Familiales, la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux œuvrera à :

- dynamiser l'observatoire SENACS (Système d'Echanges National des Centres Sociaux) en coordination avec la CAF,
- soutenir les centres sociaux dans la qualification de la fonction accueil conjointement avec la CAF.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

Article 4 : Modalité d'un avenant

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 5 : Evaluation de la convention

La Fédération Ardennaise des Centres Sociaux s'engage à transmettre au Conseil départemental, D.G.A. Solidarités et Réussite, Direction Action Sociale et Territoires, au plus tard le 30 juin 2022 :

- Son rapport d'activités 2021 en lien avec les objectifs précités,
- Son compte de résultat arrêté au 31/12/2021.

Le versement du solde de la subvention s'effectuera sur la base de ces documents et sur l'évaluation des objectifs cités à l'article 2.

Article 6 : Concours financier

L'intervention financière du Conseil départemental des Ardennes est évaluée à **36 125 €** pour la durée de la convention.

6.1 Modalités de versement

Le montant de la subvention de soutien financier est annuel.

La participation départementale s'effectue en deux fois :

- **27 094 €** après signature de la présente convention,
- **9 031 €** après réception des justificatifs à produire et évaluation comme mentionnés à l'article 5 de la présente convention.

La subvention revêt un caractère incessible et non transmissible.

Elle est imputée sur la rubrique 863 – Subventions Associations quartiers sensibles (centres sociaux), imputation budgétaire 6574/58.

Le versement sera effectué par le Payeur départemental des Ardennes sur le compte bancaire ouvert au nom de la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux.

6.2 Justificatifs à produire

1. Un rapport détaillé des actions menées sur l'année couverte par la présente convention, bâti sur le plan suivant :
 - Nature des activités conduites auprès des centres Sociaux des Ardennes, déclinées selon les objectifs opérationnels,
 - Participation et partenariat local dans la conduite de l'action,
 - Changements perçus et constatés,
 - Appréciations générales sur la nature de l'intervention.
2. Bilan financier 2021 certifié par l'Assemblée Générale, et compte de résultat 2021.

Article 7 : Conditions de dénonciation

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par pli recommandé avec demande d'avis de réception et dans le respect d'un préavis de trois mois.

Toute résiliation anticipée de la présente convention donnera lieu à l'émission d'un titre de reversement partiel ou total, en cas de trop perçu.

Article 8 : Contentieux

Les litiges nés de l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Toutefois en cas de différend, les parties s'attacheront à trouver un règlement amiable et n'exerceront de recours contentieux qu'en cas d'échec des tentatives de conciliation.

Fait à Charleville-Mézières en un exemplaire, le

Le Président de la Fédération Ardennaise
des Centres Sociaux,

Jacques THEVEL

Le Président du Conseil départemental,

Noël BOURGEOIS

ANNEXE 7



(logo du centre social)

**Convention de soutien financier global
avec le Centre Social XXXX
Année 2021**

ENTRE :

Le Conseil départemental des Ardennes, sis Hôtel du Département 08 011 Charleville-Mézières cedex, représenté par Monsieur Noël BOURGEOIS, son Président,
Dénommé ci-après « le Département »

D'une part,

ET

XXXXXXXXXX, représentée par XXXXXXXXX, son Président,
Dénommé ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

VU l'article L 121-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui définit les Départements comme « *chefs de file* » en matière d'action sociale depuis la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004,

VU la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance,

VU la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2020 relative au vote du budget primitif 2021,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Les centres sociaux, en tant qu'équipements de proximité à vocation familiale et sociale constituent un outil de développement social local essentiel dans la conduite des projets d'action sociale menés conjointement par le Conseil départemental et les différents partenaires.

Depuis 2016, la nouvelle démarche de conventionnement engagée entre le Département et les centres sociaux a présenté de réels avantages.

Ce conventionnement a permis de :

- Flécher le subventionnement du Département,
- Identifier les actions nécessaires à la réalisation des axes stratégiques définis,
- Adapter les projets aux particularités locales, en parfaite cohérence avec les travaux d'évaluation des problématiques sociales et des besoins des populations effectués par les territoires d'action sociale,
- Consolider les relations partenariales,
- Evaluer les actions ciblées afin d'identifier leur impact et leur utilité sociale,
- Etre en cohérence avec le Schéma Départemental des Services aux Familles et ses orientations dans les domaines de la jeunesse, de l'accompagnement à la parentalité, et de l'accès aux droits, de l'animation à la vie sociale et en cohérence avec le projet social de la Direction Générale Adjointe en charge des Solidarités et de la Réussite.

Cette orientation du Conseil départemental n'a pas volonté à se substituer aux autres financements des centres sociaux mais a pour objet d'intervenir en complémentarité, afin de garantir le cadre de ses missions dans la déclinaison des actions conduites.

Pour cela, il convient de mettre en œuvre une démarche globale de conventionnement et de subventionnement, toutes politiques sociales confondues de la Direction Générale Adjointe des Solidarités et Réussite. Ce qui permettra une mise en conformité aux principes de financements croisés de la loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre d'intervention et les modalités du soutien financier global versé à chaque centre social partenaire.

Article 2 : Définition du centre social partenaire

Est considéré comme centre social partenaire du Conseil départemental des Ardennes, le centre social qui :

- A obtenu un agrément de son projet social par la Caisse d'Allocations Familiales,
- Met en œuvre un partenariat de qualité avec les Délégations Territoriales des Solidarités.

Article 3 : Définition du cadre d'intervention

Dans son rôle de chef de file des solidarités, le Conseil départemental considère que les Centres Sociaux, dans leur fonction d'animation à la vie sociale, sont des acteurs à part entière dans la réussite des politiques sociales menées par la collectivité.

3.1 Les objectifs stratégiques développés par les politiques sociales

Les objectifs s'inscrivent autour de quatre axes prioritaires :

3.1.1 Accompagner la parentalité et accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité

L'atteinte de cet axe stratégique peut passer par les objectifs suivants :

- Valoriser les rôles et les compétences parentales : responsabilité et autorité, confiance en soi, contribuer au développement de repères et de rituels familiaux, concevoir une pratique parentale adaptée aux besoins de l'enfant et en corrélation avec le potentiel parental,
- Faire émerger les potentialités et les limites des parents et les reconnaître. Construire, par la suite, un réseau d'appui et d'entre-aide entre professionnels et entre parents,
- Lutter contre les ruptures de parcours, qu'elles soient familiales, scolaires, professionnelles, psychologiques.
- Favoriser la participation et l'implication des jeunes à la vie de la cité, du quartier.
- Favoriser la citoyenneté des jeunes.

3.1.2 Promouvoir l'inclusion sociale

L'atteinte de cet axe stratégique peut passer par les objectifs suivants :

- Faciliter l'expression des plus vulnérables,
- Accompagner les personnes en difficulté à accéder à leurs droits en rompant l'isolement qui les entoure,

- Rendre l'utilisateur acteur de chaque étape d'un projet construit avec le centre social, et la Maison des Solidarités.

3.1.3 Promouvoir la culture et le sport comme levier d'action sociale

L'atteinte de cet axe stratégique peut passer par les objectifs suivants :

- Favoriser l'accès à la culture et aux sports,
- Utiliser la culture et le sport comme outil de médiation pour les publics vulnérables,
- Soutenir les actions destinées à multiplier les expériences culturelles vécues par les jeunes et les publics en situation de vulnérabilité.

3.1.4. Accueil social et accès aux droits

L'atteinte de cet axe stratégique peut passer par les objectifs suivants :

- Participer au développement du premier accueil social inconditionnel de proximité impulsé par les services de la collectivité,
- S'engager dans la lutte contre le non-recours au droit en lien avec les attendus de la collectivité et de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

3.2 Les objectifs opérationnels développés par les Délégations Territoriales des Solidarités

Un tableau de recensement des actions ciblées par domaine d'intervention sera annexé à cette convention.

Ces actions seront évaluées par les Délégués Territoriaux des Solidarités afin de connaître l'atteinte des objectifs fixés, d'évaluer l'utilité sociale de l'action au regard des critères prédéfinis.

Ces actions sont connues des agents des Maisons des Solidarités. Un référent social est d'ailleurs nommé par action ciblée.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

Article 5 : Modalités d'un avenant

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 6 : Obligations du bénéficiaire

L'association signataire de la convention s'engage à transmettre au Conseil départemental – Direction Générale Adjointe des Solidarités et Réussite, Direction Action Sociale et Territoires au plus tard le 30 juin 2021, les éléments suivants :

- Un rapport d'activités 2020 incluant notamment les actions visées de la présente convention. Ce rapport pourra notamment comprendre des éléments relatifs :
 - Au travail développé avec les Maisons des Solidarités, en fonction des problématiques locales, la qualité de ce partenariat,
 - A l'accompagnement sans mandat ni tutelle d'un public ne relevant pas forcément de dispositifs établis.

Pour cela, il apparaît important d'obtenir des informations sur l'analyse sociologique du public qui fréquente le centre social (âge, situation familiale, catégorie socioprofessionnelle, lieu d'habitat, autres suivis sociaux ... et de préciser la mobilité du public : fréquence et objet de la participation aux actions du centre social).

- Des comptes annuels 2020 et rapport(s) du Commissaire aux comptes.
- Du tableau « Pilotage Logistique Activité » (PLA) du réalisé 2020 de la Caisse d'Allocations Familiales.

Article 7 : Modalités du soutien financier global

7.1 Montant de la participation du Conseil départemental

Depuis 2015, il est proposé le versement d'un soutien financier global permettant de faire face à la fonction « *animation générale du centre social* ».

Le montant de cette subvention est évalué au maximum à **34 000 €** pour la durée de la présente convention.

Cette subvention est composée d'une **part fixe** et d'une **part variable**, à savoir :

- **21 500 €** au titre de la part fixe,
- **12 500 €** au titre de la part variable.

Le versement de la part variable, pouvant varier à la baisse, est conditionné par l'évaluation des actions menées qui correspondent aux 4 axes stratégiques prioritaires du Conseil départemental, ainsi qu'au regard du niveau de partenariat existant avec les Délégations Territoriales des Solidarités.

7.2 Modalités de versement

Le montant de la subvention de soutien financier global est annuel.

Le versement s'effectue en **deux fois** :

- Versement de la part fixe (**21 500 €**) après transmission du budget prévisionnel 2021 « Pilotage Logistique Activité » (PLA) de la Caisse d'Allocations Familiales et signature de la présente convention,
- Versement en tout ou partie de la part variable (**12 500 € maximum**) après :
 - l'évaluation en fin d'année d'a minima 4 actions ciblées conjointement avec les Délégations Territoriales des Solidarités et identifiées. Ce tableau des actions fera l'objet d'une annexe à la présente convention.
 - la transmission des comptes annuels et du rapport d'activité de l'année 2020.

La subvention revêt un caractère incessible et non transmissible.

Le versement sera effectué par le Payeur départemental des Ardennes sur le compte bancaire ouvert au nom du Centre Social XXXXXX.

Article 8 : Conditions de dénonciation

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par pli recommandé avec demande d'avis de réception et dans le respect d'un préavis de trois mois.

Toute résiliation anticipée de la présente convention donnera lieu à l'émission d'un titre de reversement partiel ou total, en cas de trop-perçu.

Article 9 : Contentieux

Les litiges nés de l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Toutefois en cas de différend, les parties s'attacheront à trouver un règlement amiable et n'exerceront de recours contentieux qu'en cas d'échec des tentatives de conciliation.

Fait à Charleville-Mézières en un exemplaire, le

Le Président du Centre Social, Le Président du Conseil départemental,

Noël BOURGEOIS

ANNEXE 8



**Convention de soutien financier du Conseil
départemental
des Ardennes en faveur de l'Association
« NOËL ARDENNAIS DES PRIVÉS D'EMPLOI
LES PLUS DÉMUNIS »
Année 2021**

ENTRE

Le Conseil départemental des Ardennes, sis Hôtel du Département 08 011 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX, représenté par Monsieur Noël BOURGEOIS, son Président,
Dénoté ci-après « le Département »

D'une part,

ET

L'association loi 1901 « Noël ardennais des privés d'emploi les plus démunis », numéro SIRET 535-087-340 00019, sise 8 rue de l'Artisanat à CHARLEVILLE-MEZIERES, représentée par Madame Monique MAISSIN, sa Présidente,
Dénoté ci-après « le Bénéficiaire »

D'autre part,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2006, notamment son article 10,
VU la délibération du Conseil départemental en date du 18 décembre 2020 relative au budget primitif 2020,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans le cadre de ses actions volontaires dans le domaine social, le Conseil départemental des Ardennes a décidé de poursuivre son soutien à l'association du « Noël ardennais des privés d'emploi les plus démunis ».

La présente convention a pour but de préciser les conditions dans lesquelles le Conseil départemental des Ardennes apportera son concours financier à cette association.

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

L'association « Noël ardennais des privés d'emploi les plus démunis » organise une fête de Noël qui se déroulera fin décembre au parc des expositions de Charleville-Mézières.

ARTICLE 2 : Définition de l'action

Cette action est réservée aux enfants et aux familles privés d'emploi les plus démunis, originaires de l'ensemble du département. L'inscription au Pôle Emploi est une condition d'éligibilité à l'action. De même, le public doit être bénéficiaire de la Couverture Maladie Universelle (C.M.U.).

Lors de cette manifestation, l'association distribuera aux enfants des cadeaux et un panier garni aux adultes.

ARTICLE 3 : Durée de l'action et de la convention

L'action visée à l'article 2 est organisée uniquement au titre de l'année 2021.

ARTICLE 4 : Évaluation des actions

L'association s'engage à transmettre au Conseil départemental au plus tard le 1^{er} mars 2022, le compte-rendu de l'activité de l'action qui a été réalisée et le bilan financier de l'opération Noël 2021.

ARTICLE 5 : Engagements du bénéficiaire

5.1 En contrepartie du versement de la subvention, le bénéficiaire devra communiquer au Département, au plus tard 6 mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- Son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président ou le commissaire aux comptes,
- Le rapport du commissaire aux comptes (si le bénéficiaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes).

5.2 Le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation des subventions reçues. Celui-ci tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

5.3 Le bénéficiaire devra prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion.

5.4 Le bénéficiaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre le Département en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

5.5 Le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département le montant des aides accordées par tous les partenaires financiers.

5.6 Communication : le bénéficiaire s'engage à :

- Mentionner le soutien financier du Conseil départemental à travers toutes ses actions de communication,
- Apposer le logo du Conseil départemental sur tous les documents informatifs, sur les sites où se déroule l'action, ainsi que sur les supports promotionnels édités ou diffusés qui le justifieront,
- Mettre à libre disposition du Conseil départemental tout document ou photographie, quel que soit son support, qui pourrait être utile à sa communication, en dégageant le Conseil départemental du paiement des droits d'auteur et des droits artistiques liés à cette exploitation interne ou externe. Les supports de communication graphiques devront être en conformité avec la charte graphique du Département.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

ARTICLE 6 : Concours financier

Sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles de la présente convention, le Conseil départemental versera à l'association une aide de **32 000 €** pour le financement de l'organisation de la manifestation. Les frais de transports sont exclus de ce soutien financier.

ARTICLE 7 : Modalités de versement de l'aide financière

Le versement de la subvention sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association selon les modalités suivantes :

- Premier acompte à la signature de la convention à hauteur de **24 000 €**
- Sur présentation des justificatifs des dépenses engagées, avant le **31 octobre 2021**, le versement du solde, d'un montant de **8 000 €** sera effectué et sera plafonné au montant total réel de l'action menée pour cet évènement. Cette présentation de justificatifs devra respecter les normes de la comptabilité analytique.

Si l'action n'est pas réalisée, le bénéficiaire s'engage à reverser tout ou partie de l'aide. Dans le cas où le budget définitif de la manifestation serait inférieur au budget présenté initialement, le montant de l'aide pourra être diminué dans les proportions d'attribution.

Dans le cas où le budget définitif de la manifestation serait supérieur, le montant de l'aide ne pourra être revalorisé.

Si le bénéficiaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement partiel ou total au Département.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 : Conditions de dénonciation

La présente convention pourra être dénoncée par le Conseil départemental sans préavis en cas de non-respect des engagements de l'association.

Fait à Charleville-Mézières en un exemplaire, le

La Présidente de l'association Le Président du Conseil départemental,
« Noël ardennais des privés d'emploi
les plus démunis »,

Monique MAISSIN

Noël BOURGEOIS

ANNEXE 9



**Convention de soutien financier
du Conseil Départemental des Ardennes en faveur
de l'Agence Départementale d'Information sur le
Logement (ADIL)
Année 2021**

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2006, notamment son article 10,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 14 décembre 2020 relative au vote du budget primitif 2021,

ENTRE

Le Conseil Départemental des Ardennes, sis Hôtel du Département 08011 Charleville-Mézières cedex, représenté par Monsieur Noël BOURGEOIS, son Président,

Dénommé ci-après « le Département »

d'une part,

ET

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (A.D.I.L.), numéro de SIRET 31874511400039, association loi 1901, sise 6 rue Noël à Charleville-Mézières, représentée par Madame Bérengère POLETTI, sa Présidente,

Dénommé ci-après « le Bénéficiaire »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Département, en sa qualité de chef de file de l'action sociale, aide et apporte une assistance aux personnes démunies, notamment par la participation à leur insertion sociale et professionnelle ainsi que par son action en faveur du logement.

Ainsi, conformément à la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement :

Le Département élabore, adopte et met en œuvre conjointement avec l'Etat le Plan d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Le Département crée, pilote et finance le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Ce dispositif, outil du PDALHPD, a pour objet d'accorder, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau et de télécommunication à des personnes en difficulté, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

La prévention des expulsions locatives constitue un autre champ d'intervention du Conseil départemental en faveur du logement en collaboration avec l'Etat. En effet, il copréside la CCAPEX (Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives), instance de pilotage et de coordination des actions de lutte contre les expulsions locatives et participe à l'élaboration de la Charte de Prévention des Expulsions (CPE).

L'ADIL des Ardennes est une association régie par :

- La loi du 1er juillet 1901 modifiée relative au contrat d'association et son décret d'application modifié du 16 août 1901,
- L'article L366-1 du code de la construction et de l'habitation, et ses textes d'application.

L'ADIL 08 a pour objet de définir et mettre en œuvre l'ensemble des moyens et méthodes permettant l'information du public en matière de logement et d'habitat. Cette information complète, objective, personnalisée et gratuite doit donner à l'utilisateur, en particulier aux personnes défavorisées, tous les éléments permettant l'accès aux droits et l'exercice d'un choix véritable et indépendant.

L'action de l'association auprès du public a pour but de favoriser la seule information et exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux pour le compte de ce public. L'association a aussi une vocation à effectuer toutes actions de formation, démarches et réalisations liées à son domaine d'activité.

L'ADIL 08 contribue au traitement national des données de l'ensemble du réseau des ADIL, coordonné par l'Association Nationale d'Information sur le Logement (ANIL).

Les ressources de l'ADIL 08 sont constituées par les cotisations ou subventions de ses membres et toutes autres ressources permises par la législation en vigueur.

Compte tenu des liens entre les champs de compétences du Conseil départemental et les missions de l'ADIL en faveur du logement des personnes défavorisées, la Collectivité départementale souhaite lui apporter un soutien financier.

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'octroi, par le Département, d'une aide financière sous forme de subvention au bénéficiaire pour le fonctionnement de l'ADIL au titre de l'année 2021.

ARTICLE 2 : Objet de la subvention

Les missions de l'ADIL sont pour partie en lien avec des domaines de compétences sociales du Département.

Ainsi, l'ADIL s'engage à :

- Délivrer une information complète et personnalisée aux travailleurs sociaux du Conseil départemental qui contactent l'ADIL, ainsi qu'aux usagers orientés vers l'ADIL par ces travailleurs sociaux, sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux du logement.
- Orienter systématiquement les usagers confrontés à des difficultés de paiement de loyer, de facture d'énergie, d'eau ou de télécommunication vers les services sociaux dont le service social du Conseil départemental, en leur indiquant les coordonnées nécessaires.
- Participer ponctuellement à des actions portées par le Conseil départemental, à raison d'une par an et par territoire, pour informer les usagers, susceptibles d'être orientés vers l'ADIL, sur leurs droits et leurs devoirs.
- Accompagner les travailleurs sociaux du département dans le repérage des habitats insalubres, la réalisation du premier diagnostic en vue d'un signalement d'habitat dégradé.
- Diffuser par mail à tous les acteurs du logement du Département et aux services de la collectivité, le magazine bimestriel « Habitat actualité », faisant le point sur l'actualité du logement : études, propositions, projets et évolution de la réglementation et de la jurisprudence.
- Intervenir dans le cadre de la Prévention des expulsions locatives en tant qu'antenne de prévention des expulsions.

- Soutenir juridiquement le Conseil départemental (et notamment les services de la Direction Solidarités et Réussite) dans la mise en œuvre de dispositifs et d'aides au logement.

L'ADIL effectuera pour ses différentes actions un comptage de l'investissement en temps de manière à ajuster les moyens aux besoins.

Par ailleurs, l'A.D.I.L., en qualité d'expert, est invitée à participer aux travaux des instances du secteur du logement et notamment :

- Le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (C.R.H.H.) dont elle est membre du bureau,
- La Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (C.C.A.P.E.X.),
- Le Comité Responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (P.D.A.L.H.P.D.),
- Le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (P.D.L.H.I.).

ARTICLE 3 : Modalités de la subvention

3.1 Montant de l'aide

Le Département accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement de 30 000 € au titre de l'année 2021.

3.2 Modalités de versement

L'aide sera versée sur le compte ouvert au nom de l'association.

Le versement de l'aide sera effectué dès la signature de la présente convention.

L'aide revêt un caractère incessible et non transmissible.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental. Le service payeur est la Paierie Départementale.

3.3 Reversement de l'aide

Si l'objet de la présente convention n'est pas réalisé, le bénéficiaire s'engage à reverser tout ou partie de l'aide.

Dans le cas où le budget définitif serait supérieur, le montant de l'aide ne pourra être revalorisé.

Si le bénéficiaire vient à cesser son activité, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement partiel ou total au Département

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 4 : Engagements du bénéficiaire

4.1 En contrepartie du versement de la subvention, le bénéficiaire devra communiquer au Département, au plus tard 6 mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par la Présidente ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le bénéficiaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activités de l'année écoulée.

4.2 Le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation des subventions reçues. Celui-ci tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

4.3 Le bénéficiaire devra prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion.

4.4 Le bénéficiaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre le Département en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

4.5 Le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département le montant des aides accordées par tous les partenaires financiers.

4.6 Communication : le bénéficiaire s'engage à :

- mentionner le soutien financier du Conseil départemental à travers toutes ses actions de communication,
- apposer le logo du Conseil départemental sur tous les documents informatifs, sur les sites où se déroule l'action, ainsi que sur les supports promotionnels édités ou diffusés qui le justifieront,
- mettre à libre disposition du Conseil Départemental tout document ou photographie, quel que soit son support, qui pourrait être utile à sa communication, en dégageant le Conseil Départemental du paiement des droits d'auteur et des droits artistiques liés à cette exploitation interne ou externe. Les supports de communication graphiques devront être en conformité avec la charte graphique du Département.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

ARTICLE 5 : Evaluation de la convention

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre au Conseil départemental au plus tard le 31 mars 2022 :

- un rapport d'évaluation de l'activité de l'ADIL pour l'année 2021 faisant apparaître les liens avec les compétences du Conseil départemental comme indiqué à l'article 2 de la présente convention.
- ainsi qu'un bilan financier certifié.

Les indicateurs d'évaluation à présenter a minima sont :

- Le nombre de travailleurs sociaux du Département qui ont contacté l'ADIL et pour quelles problématiques.
- Le nombre d'usagers orientés vers l'ADIL par les travailleurs sociaux du Département et pour quelle problématique.
- Le nombre d'usagers orientés par l'ADIL vers les travailleurs sociaux du Département et pour quelles problématiques.
- Le nombre d'interventions de l'ADIL sur des groupes d'usagers en précisant l'objet du groupe.
- L'activité de l'ADIL au titre de la prévention des expulsions.
- L'activité de l'ADIL au titre de la lutte contre l'habitat indigne.

Cette liste est obligatoire mais non-exhaustive. Le Bénéficiaire peut la compléter par les indicateurs de son choix.

ARTICLE 6 : Durée

La présente convention a pour échéance le 31 décembre 2021.

Elle ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 7 : Suspension ou résiliation

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des

parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Fait à Charleville-Mézières, le

La Présidente de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement, Le Président du Conseil Départemental,

Bérengère POLETTI

Noël BOURGEOIS



ANNEXE 10

CONVENTION D'AIDE FINANCIERE

Concernant la création d'une Maison des Parents

par l'association Roseau

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 10,

Vu les lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 réformant la Protection de l'Enfance,

Vu la demande d'aide présentée par l'association Roseau, en date du 10 juillet 2020,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental des Ardennes en date du 9 novembre 2020,

Vu la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2020,

Entre :

D'une part

le CONSEIL DEPARTEMENTAL des ARDENNES, sis Hôtel du Département 08011 Charleville-Mézières cedex, représenté par Monsieur Noël BOURGEOIS, son PRESIDENT, dénommé ci-après « le Département »

Et :

l'association Roseau sise 21 rue des Poissonniers à Reims, représentée par Monsieur Michel ROUSSEaux, son PRESIDENT, dénommée ci-après « le Bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'association Roseau a été fondée par des parents d'enfants soignés pour une pathologie cancéreuse à l'hôpital d'enfants du CHU de Reims. Elle a pour but de réaliser des actions en faveur des enfants atteints de leucémie ou de tout autre cancer et soignés au CHU de Reims, et de leur famille, afin de les aider à surmonter cette épreuve.

Ses objectifs sont :

- d'améliorer la qualité de vie des enfants pendant leur traitement en leur apportant un confort matériel et ludique,
- de préserver au maximum leur équilibre familial en leur offrant des contacts avec le monde extérieur pour vaincre leur isolement dû à leur détresse et à leur souffrance.

La construction d'une maison des parents permettra d'apporter aux enfants hospitalisés, et particulièrement aux petits ardennais, le soutien nécessaire pour traverser l'épreuve de la maladie grave avec la possibilité pour leur(s) parent(s) de séjourner près de leur lieu de soins, dans un lieu de vie agréable, convivial, propice aux échanges. Les familles pourront partager ensemble les inquiétudes et les angoisses liées à la maladie de leur enfant et y trouver de l'apaisement.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'octroi par le Conseil départemental, d'une aide financière sous forme de subvention, au bénéficiaire, dans le cadre du projet « construction d'une maison des parents », au titre de l'année 2021.

ARTICLE 2 : Montant de l'aide

Le Conseil départemental accorde à l'association Roseau une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 €.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

3.1 L'aide sera versée sur le compte ouvert au nom du bénéficiaire

3.2 Le versement de cette subvention interviendra sur demande écrite du bénéficiaire et sera effectué dans les conditions suivantes :

- Un premier acompte de 50% sur production d'au moins 50% des justificatifs des dépenses réalisées (factures certifiées payées),
- Le solde soit 50% sur présentation des justificatifs d'une attestation d'achèvement de l'opération et du plan de financement définitif de l'opération.

dans la limite des dépenses réellement exécutées et des crédits inscrits au budget départemental.

3.3 L'aide revêt un caractère incessible et non transmissible

3.4 L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental. Le service payeur est la Paierie Départementale.

ARTICLE 4 : Reversement de l'aide

4.1 Dans le cas où le budget définitif du projet serait supérieur, le montant de l'aide ne pourra être réévalué,

4.2 Si le bénéficiaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement partiel ou total au Département.

4.3 Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 5 : Engagements du bénéficiaire

5.1 Le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation des subventions perçues. Celui-ci tiendra sa comptabilité à sa disposition pour réponse de ses obligations.

5.2 Le bénéficiaire devra prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion.

5.3 Le Bénéficiaire, gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre le Département en mesure de procéder à tout moment à tous les contrôles qu'il jugera nécessaires quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

5.4 Communication : le bénéficiaire s'engage à :

- mentionner le soutien financier du Conseil départemental à travers toutes ses actions de communication,

- apposer le logo du Conseil départemental sur tous les documents informatifs, sur le site de l'action, ainsi que les supports promotionnels édités ou diffusés qui le justifieront,

- mettre à libre disposition du Conseil départemental tout document ou photographie, quel que soit son support, qui pourrait être utile à sa communication, en dégageant le Conseil départemental du paiement des droits d'auteur et des droits artistiques liés à cette exploitation interne ou externe. Les supports de communication graphiques devront être en conformité avec la charte graphique du Département.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

ARTICLE 6 : Durée - Résiliation

La présente convention est établie pour l'année 2021.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure

ARTICLE 7 : Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Chalons-en Champagne, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Fait en double exemplaire
à CHARLEVILLE-MEZIERES, le

**LE PRESIDENT
DE L'ASSOCIATION ROSEAU**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

Michel ROUSSEAUX

Noël BOURGEOIS

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES SOCIALES

| | | | | | | | | | |
|-----|----------------|---|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| PMI | PETITE ENFANCE | CENTRE DE PLANIFICATION FAMILIALE | 558 - Frais d'analyses de biologie médicale - Centres de planification | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 634 - Honoraires et frais paramédicaux - Centres de planification | 500,00 | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | | 810 - Remboursement aux hôpitaux - Centres de planification | 150 000,00 | | 150 000,00 | | 150 000,00 | 150 000,00 |
| | | | Total | 151 500,00 | 0,00 | 151 500,00 | 150 000,00 | 151 500,00 | 151 500,00 |
| | | PMI- PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | 29 - Acquisition de petit matériel - P.M.I. | 400,00 | | 400,00 | | 400,00 | 400,00 |
| | | | 43 - Alimentation P.M.I. | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 82 - Autres fournitures - P.M.I. | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 3 500,00 | 3 500,00 |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées | 30,00 | | 30,00 | | 30,00 | 30,00 |
| | | | 2973 - Autres participations - PMI | 2 000,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 101 - Autres prestations de service | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 1068 - Autres prestations diverses | 200,00 | | 2 100,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 111 - Autres produits pharmaceutiques - P.M.I. | 6 500,00 | | 6 500,00 | | 6 500,00 | 6 500,00 |
| | | | 879 - Contrat maintenance | 2 000,00 | | 1 500,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 1196 - Déchets | 600,00 | | 700,00 | | 700,00 | 700,00 |
| | | | 480 - Entretien de matériel | | | 500,00 | | | |
| | | | 3520 - Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité) | 50 000,00 | | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 1287 - Frais de transport de personnes extérieures | 800,00 | | 800,00 | | 800,00 | 800,00 |
| | | | 570 - Frais d'impression - P.M.I. | 8 500,00 | | 5 760,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | 575 - Frais d'intervention des travailleuses familiales - P.M.I. | 74 000,00 | | 72 000,00 | | 72 000,00 | 72 000,00 |
| | | | 3671 - Livres, disques, cassettes, ... | 200,00 | | 200,00 | | 200,00 | 200,00 |
| | | | 2645 - Sérums et vaccins - PMI | 11 000,00 | | 13 740,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | | 95 - Services divers - CAMSP | 210 000,00 | | 210 000,00 | | 210 000,00 | 210 000,00 |
| | | | 100 - Services divers - P.M.I. | 500,00 | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | | Total | 373 230,00 | 0,00 | 371 230,00 | 345 000,00 | 369 130,00 | 369 130,00 |
| | | | TOTAL PMI | 524 730,00 | 0,00 | 522 730,00 | 495 000,00 | 520 630,00 | 520 630,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
|-------------------------|--|---|--|---------------------------------------|--|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | | |
| PROTECTION DE L'ENFANCE | LA PREVENTION | ACTIONS COLLECTIVES DE PREVENTION | 736 - Participations aux clubs et équipes de prévention | 340 000,00 | | 340 000,00 | 340 000,00 | 410 000,00 | 410 000,00 | | |
| | | Total | | 340 000,00 | 0,00 | 340 000,00 | 340 000,00 | 410 000,00 | 410 000,00 | | |
| | | ACTIONS INDIVIDUELLES DE PREVENTION | 1130 - Allocations jeunes majeurs | 220 000,00 | | 377 000,00 | | 390 000,00 | 390 000,00 | | |
| | | | 3733- Allocations jeunes majeurs MNA | 200 000,00 | | 322 000,00 | | 240 000,00 | 240 000,00 | | |
| | | | 745 - Primes à l'installation | 25 000,00 | | 25 000,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 | | |
| | | | Total AIDES AUX JEUNES MAJEURS | 445 000,00 | 0,00 | 724 000,00 | 700 000,00 | 655 000,00 | 655 000,00 | | |
| | | | 52 - Allocations principales | 400 000,00 | | 316 000,00 | | 400 000,00 | 250 000,00 | | |
| | | | 565 - Frais d'hospitalisation | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | | |
| | | | 574 - Frais d'intervention des travailleuses familiales - A.S.E. | 600 000,00 | | 640 000,00 | | 600 000,00 | 640 000,00 | | |
| | | | 2275 - secours exceptionnels ASE | 15 000,00 | | 15 000,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | | |
| | | | Total LA PREVENTION (ASE) | 1 025 000,00 | 0,00 | 981 000,00 | 928 000,00 | 1 025 000,00 | 915 000,00 | | |
| | | | Total | 1 470 000,00 | 0,00 | 1 705 000,00 | 1 628 000,00 | 1 680 000,00 | 1 570 000,00 | | |
| | | | TOTAL LA PREVENTION | 1 810 000,00 | 0,00 | 2 045 000,00 | 1 968 000,00 | 2 090 000,00 | 1 980 000,00 | | |
| | | | LA PROTECTION DE L'ENFANCE | ACCUEIL EN ETABLISSEMENTS | 3672 - Accueil de jour en établissement | 441 514,00 | 100 000,00 | 446 514,00 | | 441 000,00 | 402 100,00 |
| | | | | | 85 - Autres frais d'hébergement | 137 000,00 | | 106 600,00 | | 100 000,00 | 84 000,00 |
| | | 628 - Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels | | | 6 300 000,00 | 135 000,00 | 6 950 200,00 | | 7 500 000,00 | 7 500 000,00 | |
| | | 599 - Frais de scolarité et de stage | | | 11 000,00 | 5 000,00 | 16 000,00 | | 16 000,00 | 16 000,00 | |
| | | 3730 - Frais de séjour des MNA | | | 2 799 000,00 | | 2 799 000,00 | | 2 800 000,00 | 2 800 000,00 | |
| | | 1307 - Frais d'internat | | | 45 000,00 | 10 000,00 | 55 000,00 | | 55 000,00 | 42 000,00 | |
| | | 936 - Lieux de vie et d'accueil | | | 450 000,00 | 100 000,00 | 670 000,00 | | 550 000,00 | 638 000,00 | |
| | | 629 - Maisons d'enfants à caractère social | | | 13 371 872,00 | 85 000,00 | 13 456 872,00 | | 13 971 000,00 | 14 038 000,00 | |
| | | Total | | | 23 555 386,00 | 435 000,00 | 24 500 186,00 | 24 500 000,00 | 25 433 000,00 | 25 520 100,00 | |
| | | ACCUEIL FAMILIAL - ASS FAM FRAIS DE DEPLACEMENT | | | 1287 - Frais de transport de personnes extérieures | 42 000,00 | | 60 000,00 | | 50 000,00 | 65 000,00 |
| | | Total | | 42 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 50 000,00 | 65 000,00 | | |
| | | ACCUEIL FAMILIAL - INDEMNITES D'ENTRETIEN TIERS | | 3071 - Indemnités d'entretien - tiers | 375 000,00 | | 308 000,00 | | 300 000,00 | 270 000,00 | |
| | Total | 375 000,00 | | 0,00 | 308 000,00 | 308 000,00 | 300 000,00 | 270 000,00 | | | |
| | ACCUEIL FAMILIAL - PRESTATIONS VERSEES POUR LES ENFANTS | 49 - Allocations d'habillement | | 650 000,00 | | 610 000,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | | |
| | | 1931 - Allocations pour activités sportives, culturelles... | | 15 000,00 | | 15 000,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | | |
| | | 60 - Argent de poche | | 165 000,00 | | 165 000,00 | | 110 000,00 | 100 000,00 | | |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | 11 000,00 | | 11 000,00 | | 11 000,00 | 11 000,00 | | |
| | | 530 - Fêtes et cérémonies | | 4 600,00 | | 4 600,00 | | 4 600,00 | 4 600,00 | | |
| | | 552 - Fournitures scolaires | | 55 000,00 | | 55 000,00 | | 55 000,00 | 46 000,00 | | |
| | | 3348 - frais de colloques et de séminaires | | 7 800,00 | | 7 800,00 | | 7 800,00 | 5 000,00 | | |
| | | 2313 - Frais périscolaires | | 225 000,00 | | 225 000,00 | | 225 000,00 | 220 000,00 | | |
| | | 633 - Honoraires et frais paramédicaux | | 16 000,00 | | 16 000,00 | | 16 000,00 | 16 000,00 | | |
| | | 698 - Médicaments | | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| | 3056 - Remboursement de frais à des tiers (fonctionnement) | 1 000,00 | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | |
| | Total | 1 153 400,00 | | 0,00 | 1 113 400,00 | 950 000,00 | 948 400,00 | 921 600,00 | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|--|---|---|--|---------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | |
| PROTECTION DE L'ENFANCE | LA PROTECTION DE L'ENFANCE | ACTION EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT | 3590 - Mesures alternatives au placement | 2 139 792,00 | | 1 931 792,00 | | 2 332 000,00 | 2 225 000,00 | |
| | | | 700 - Mesures d'observation et d'action éducative en milieu ouvert | 1 911 976,00 | | 1 911 976,00 | | 1 885 000,00 | 1 815 000,00 | |
| | | | Total | 4 051 768,00 | 0,00 | 3 843 768,00 | 3 840 000,00 | 4 217 000,00 | 4 040 000,00 | |
| | | DIVERS FONCTIONNEMENT ASE | 553 - Frais d'actes et de contentieux | 40 000,00 | | 44 500,00 | | 40 000,00 | 45 000,00 | |
| | | | 2274 - Remboursements aux départements - ASE | 125 000,00 | | 275 000,00 | | 125 000,00 | 200 000,00 | |
| | | | 2957 - Consultation juridique | 4 500,00 | | | | 4 500,00 | 4 500,00 | |
| | Total | 169 500,00 | 0,00 | 319 500,00 | 310 000,00 | 169 500,00 | 249 500,00 | | | |
| | TOTAL LA PROTECTION DE L'ENFANCE | | | | 29 347 054,00 | 435 000,00 | 30 144 854,00 | 29 968 000,00 | 31 117 900,00 | 31 066 200,00 |
| | SERVICE SOCIAL DEPARTEMENTAL | SERVICE SOCIAL dep | 1042 - acquisition de petit matériel Service Social | 500,00 | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 | |
| | | | 42 - Alimentation service social | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | | 80 - Autres fournitures - service social | 700,00 | | 700,00 | | 700,00 | 700,00 | |
| | | | 1068 - Autres Prestations diverses | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | | 1185 - Frais de transport - Service Social | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | | Total SERVICE SOCIAL DEPARTEMENTAL | 4 200,00 | 0,00 | 4 200,00 | 2 500,00 | 4 200,00 | 4 200,00 | |
| | TOTAL PROTECTION DE L'ENFANCE | | | | 31 161 254,00 | 435 000,00 | 32 194 054,00 | 31 938 500,00 | 33 212 100,00 | 33 050 400,00 |
| AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE DANS LES ARDENNES | ACTION VOLONTAIRE EN FAVEUR DU LOGEMENT Subventions de fonctionnement secteur social | Nouveau PIG 2018-2021 | 3264 - Prestation d'étude et de conseil | 730 000,00 | | 730 000,00 | 450 000,00 | 620 000,00 | 620 000,00 | |
| | | | Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - D | 730 000,00 | 0,00 | 730 000,00 | 450 000,00 | 620 000,00 | 620 000,00 | |
| | | Nouveau PIG 2021-2024 | 3264 - Prestation d'étude et de conseil | | | | | | 85 000,00 | |
| | | | Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - D | | | | | | 85 000,00 | |
| | | Subventions Action sociale et Territoires | 301 - Subventions - A.D.I.L. | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| Total | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | | |
| TOTAL AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE DANS LES ARDENNES | | | | 760 000,00 | 0,00 | 760 000,00 | 480 000,00 | 650 000,00 | 735 000,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|--|---|--|-------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| ACCOMPAGNEMENT ET DEVELOPPEMENT SOCIAL | F.S.L. et F.A.J.D. et F.S.T. | développement social | 1042 - acquisition de petit matériel Service Social | 500,00 | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 |
| | | | 42 - Alimentation service social | 1 800,00 | | 1 800,00 | 0,00 | 1 800,00 | 1 800,00 |
| | | | 80 - Autres fournitures - service social | 500,00 | | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 |
| | | | 1068 - Autres Prestations diverses | 1 000,00 | | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | Total | 3 800,00 | 0,00 | 3 800,00 | 0,00 | 3 800,00 | 3 800,00 |
| | | Aides individuelles | 613 - Fonds Social de Transition | 22 500,00 | | 22 500,00 | 18 570,00 | 22 500,00 | 22 500,00 |
| | | | 3550 - F.A.I | 58 000,00 | | 58 000,00 | 52 098,00 | 58 000,00 | 58 000,00 |
| | | | 542 - Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté (F.A.J.D.) | 45 000,00 | | 51 200,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| | | | 2647 - Fonds de Solidarité Eau | 20 000,00 | | 25 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | 2648 - Fonds de Solidarité Energie | 200 000,00 | | 200 000,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | 2745 - F.S.L. subventions MAINTIEN | | 120 000,00 | | 118 000,00 | 115 000,00 | 110 000,00 | 110 000,00 | |
| | 2744 - F.S.L. subventions ACCES | 100 000,00 | | 97 000,00 | 50 000,00 | 90 000,00 | 90 000,00 | | |
| | 72 - Provision dépôt de garantie | 50 000,00 | | 50 000,00 | 20 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | | |
| xxx - F.S.L Télécommunication | | | | | 20 000,00 | 20 000,00 | | | |
| Total | 615 500,00 | 0,00 | 621 700,00 | 470 668,00 | 615 500,00 | 615 500,00 | | | |
| Actions à intérêt collectif | 542 - Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté (F.A.J.D.) | 40 000,00 | | 33 800,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | | |
| | 2749 - F.S.L. - A.S.L.L. | 220 000,00 | | 205 700,00 | 200 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 | | |
| Total | 260 000,00 | 0,00 | 239 500,00 | 230 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | | | |
| Total F.S.L. et F.A.J.D. et F.S.T. | | | 879 300,00 | 0,00 | 865 000,00 | 700 668,00 | 869 300,00 | 869 300,00 | |
| REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) | CHARGES DE STRUCTURES | 2629 - MAJ | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | | 3346 - Protection Juridique des majeurs | 162 000,00 | | 162 000,00 | 145 000,00 | 150 000,00 | 162 000,00 | |
| | | Total | 172 000,00 | 0,00 | 172 000,00 | 155 000,00 | 160 000,00 | 172 000,00 | |
| TOTAL ACCOMPAGNEMENT ET ET DEVELOPPEMENT SOCIAL | | | 1 051 300,00 | 0,00 | 1 037 000,00 | 855 668,00 | 1 029 300,00 | 1 041 300,00 | |

| | | | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|------------------------------|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------|
| PA PH | FRAIS COMMUNS D'AIDE SOCIALE | frais communs d'aide sociale | 3317 - Contrats de prestations de service | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 2753 - Cotisations | 16 000,00 | | 16 700,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | 2964 - Frais d'actes et de contentieux - FC | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | 3520 - Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité) | 10 627,00 | | 10 627,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | | 567 - Frais d'impression | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 2966 - Transports de personnes extérieurs - FC | 10 000,00 | | 9 300,00 | | 13 000,00 | 13 000,00 |
| | | | 3264 - Prestations d'études et de conseil | 30 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Total | 75 627,00 | 0,00 | 50 627,00 | 30 000,00 | 58 500,00 | 58 500,00 | | |
| | PERSONNES AGEES HEBERGEMENT | HEBERGEMENT PA | 593 - Accueil familial | 110 000,00 | | 106 000,00 | | 95 000,00 | 95 000,00 |
| | | | 573 - Contrats de prestations de services | 18 000,00 | | 18 000,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 2293 - Frais de séjour en Etablissements pour Personnes | | | 6 520 000,00 | 300 000,00 | 6 640 000,00 | | 6 900 000,00 | 6 900 000,00 | |
| 572 - Frais d'inhumation | | | 4 000,00 | | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| Total | | | 6 652 000,00 | 300 000,00 | 6 768 000,00 | 6 760 000,00 | 7 014 000,00 | 7 014 000,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT **304 995 260,00** **17 695 870,42** **323 456 928,42** **309 243 434,00**

311 782 803,00 **313 476 619,00**

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---|--|---|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| PA PH | PERSONNES DEPENDANTES | A.P.A. | 1927 - A.P.A. à domicile versée au SAAD | 21 854 000,00 | | 21 854 000,00 | | 21 854 000,00 | 21 854 000,00 |
| | | | 3506 - APA à domicile versée au bénéficiaire | 3 330 000,00 | | 3 330 000,00 | | 3 330 000,00 | 3 330 000,00 |
| | | | 1929 - A.P.A. versée à l'établissement | 11 000 000,00 | | 11 000 000,00 | | 11 000 000,00 | 11 000 000,00 |
| | | | 1928 - A.P.A. versée au bénéficiaire en établissement | 190 000,00 | | 190 000,00 | | 190 000,00 | 190 000,00 |
| | | | Total | 36 374 000,00 | 0,00 | 36 374 000,00 | 35 500 000,00 | 36 324 000,00 | 36 324 000,00 |
| | | APA - Conférence des financeurs | 3695 - APA - Actions de prévention | 586 965,00 | | 572 388,00 | | 645 964,00 | 645 964,00 |
| | | | 3694 - APA - Forfait autonomie versé aux résidences autonomie | 109 768,00 | | 109 768,00 | | 108 911,00 | 108 911,00 |
| | | | 3747 - CDF - Aides techniques - axe prévention | | | 14 577,00 | | | |
| | | Total | 696 733,00 | 0,00 | 696 733,00 | 696 000,00 | 754 875,00 | 754 875,00 | |
| | | Maison pour l'Autonomie et l'Intégration des Malades Alzheimer | 4 - Abonnements | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 800,00 | 800,00 |
| | 21 - Acquisition de petit matériel | | 6 500,00 | | 6 500,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| | 40 - Alimentation | | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | 2768 - Autres fournitures | | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | |
| | 137 - Carburant - | | 12 500,00 | | 12 166,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| | 3317 - Contrats de prestations de service | | 13 000,00 | | 13 000,00 | | 14 500,00 | 14 500,00 | |
| | 530 - Fêtes et cérémonies | | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| | 1804 - Formation Professionnelle - Aide sociale | | 34 000,00 | | 34 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | 2772 - Fournitures administratives | | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | 3348 - frais de colloques et de séminaires | | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | 928 - Frais de péage | | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 500,00 | 500,00 | |
| | 571 - Frais d'impression divers | | 6 000,00 | | 6 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| | 1141 - Locations mobilières | | 50 000,00 | | 50 334,00 | | 60 000,00 | 50 000,00 | |
| | Total | | 146 000,00 | 0,00 | 146 000,00 | 60 000,00 | 155 300,00 | 145 300,00 | |
| | Total Personnes dépendantes | | 37 216 733,00 | 0,00 | 37 216 733,00 | 36 256 000,00 | 37 234 175,00 | 37 224 175,00 | |
| | PERSONNES HANDICAPEES AIDE A DOMICILE | ALLOCATIONS ACTP ET PCH | 593 - Accueil familial | 431 635,00 | | 431 635,00 | | 400 000,00 | 400 000,00 |
| | | | 1257 - Allocation Compensatrice Tierce personne - | 3 068 000,00 | | 3 038 000,00 | | 2 816 000,00 | 2 816 000,00 |
| 573 - Contrats de prestations de services | | | 400 000,00 | | 400 000,00 | | 370 000,00 | 370 000,00 | |
| 3237 - P.C.H. - moins de 20 ans | | | 818 200,00 | 100 000,00 | 928 200,00 | | 955 000,00 | 955 000,00 | |
| 3236 - P.C.H. - plus de 20 ans | | | 5 394 000,00 | 100 000,00 | 5 514 000,00 | | 5 600 000,00 | 5 600 000,00 | |
| 2975 - Services d'accompagnement des personnes handicapées | | | 1 650 000,00 | | 1 650 000,00 | | 1 750 000,00 | 1 750 000,00 | |
| Total | 11 761 835,00 | 200 000,00 | 11 961 835,00 | 11 700 000,00 | 11 891 000,00 | 11 891 000,00 | | | |
| PERSONNES HANDICAPEES HEBERGEMENT | FOYERS OCCUPATIONNELS. CAT | 2315 - Autres établissements médico-sociaux | 19 500,00 | | 19 500,00 | | 21 500,00 | 21 500,00 | |
| | | 2312 - Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés | 28 350 000,00 | 700 000,00 | 29 497 791,00 | | 29 800 000,00 | 29 800 000,00 | |
| Total | 28 369 500,00 | 700 000,00 | 29 517 291,00 | 29 500 000,00 | 29 821 500,00 | 29 821 500,00 | | | |
| TRANSPORTS SCOLAIRES (HORS TVA) | Transports scolaires handicapés | 3200 - Transport des élèves handicapés | 1 170 000,00 | | 920 000,00 | | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 | |
| Total | 1 170 000,00 | 0,00 | 920 000,00 | 800 000,00 | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 | | | |
| TOTAL PA PH | 85 245 695,00 | 1 200 000,00 | 86 434 486,00 | 85 046 000,00 | 87 219 175,00 | 87 209 175,00 | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|------------------------------|--|---|---|-------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| MAISON DU HANDICAP | Maison du handicap | Maison du Handicap | 92 - Participations diverses | 250 000,00 | | 250 000,00 | | 370 000,00 | 317 000,00 |
| | | TOTAL MAISON DU HANDICAP | | 250 000,00 | 0,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | 370 000,00 | 317 000,00 |
| SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS | Subventions de fonctionnement Secteur Social | Subventions Action Sociale et Territoires | 3545 - Bourses- Contrat jeune majeur + 21 ans | 29 000,00 | | 45 650,00 | | 34 000,00 | 68 725,00 |
| | | | 1115 - NOEL des Chômeurs | 32 000,00 | | 40 000,00 | | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | | | 2039 - Participation au Conseil Départemental de l'Accès au Droit | 8 280,00 | | 8 280,00 | | | |
| | | | 725 - participations et concours financiers (famille) AADS | 20 000,00 | | 21 395,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | 2864 - Subvention - Familles Rurales | 77 500,00 | | 77 500,00 | | 77 500,00 | 77 500,00 |
| | | | 863 - Subventions Association Quartiers sensibles | 589 156,00 | | 589 156,00 | | 580 000,00 | 589 156,00 |
| | | | 3102 - Subventions Epiceries solidaires | 84 000,00 | | 84 000,00 | | 84 000,00 | 84 000,00 |
| | | | 1897 - Subventions aux communes - domaine social | | | | | | 10 000,00 |
| | | Total | 839 936,00 | 0,00 | 865 981,00 | 0,00 | 827 500,00 | 881 381,00 | |
| | | Subventions Autonomie | 725 - participations et concours financiers (famille) Direction Autonomie | 5 000,00 | | 9 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | Total | 5 000,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | Subventions Enfance Famille | 1838 - Aides aux orphelins de gendarmes | 31 710,00 | | 32 530,00 | | 33 500,00 | 33 500,00 |
| | | | 261 - Centres de Loisirs - Subventions aux associations | 45 000,00 | | 45 000,00 | | 45 000,00 | 45 000,00 |
| | | | 3738 - Stages d'été - enfants confiés | 600,00 | | 600,00 | | | 600,00 |
| | | | 1283 - Subventions - Centres de loisirs sans hébergement - communes | 25 000,00 | | 25 000,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | | | 3584 - Subventions PMI | 11 300,00 | | 15 500,00 | | 11 300,00 | 11 300,00 |
| | | | 3749 - subvention protection de l'enfance | 84 000,00 | | 82 000,00 | | 107 000,00 | 107 000,00 |
| | | | 725 - participations et concours financiers (famille) DEF | 10 000,00 | | 12 000,00 | | | |
| | | Total | 207 610,00 | 0,00 | 212 630,00 | 0,00 | 221 800,00 | 222 400,00 | |
| | | TOTAL SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS | 1 052 546,00 | 0,00 | 1 087 611,00 | 850 000,00 | 1 054 300,00 | 1 108 781,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|-----------------------------------|---|---|---|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI | REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) | VERSEMENT DU RSA (RMI) | 3380 - Versement du RSA - Socle (ex-RMI) | 54 800 000,00 | 330 000,00 | 57 030 000,00 | | 66 000 000,00 | 66 000 000,00 |
| | | | 3431 - Versement du RSA - Socle majoré (ex-API) | 8 000 000,00 | 70 000,00 | 7 970 000,00 | | 66 000 000,00 | 66 000 000,00 |
| | | Total | 62 800 000,00 | 400 000,00 | 65 000 000,00 | 64 900 000,00 | | 66 000 000,00 | 66 000 000,00 |
| | | 3549 - Mobilité | 41 915,00 | | 41 915,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | 3396 - RSA - Insertion sociale | 109 953,00 | | 109 953,00 | | 13 500,00 | 13 500,00 | |
| | | 3387 - RSA - Insertion professionnelle | 536 899,00 | | 449 099,00 | | 36 578,00 | 0,00 | |
| | | Total PDI 2019 | 688 767,00 | 0,00 | 600 967,00 | 600 000,00 | 50 078,00 | 13 500,00 | |
| | | 3549 - Mobilité | 100 000,00 | | 89 400,00 | | 89 397,00 | 99 397,00 | |
| | | 3396 - RSA - Insertion sociale | 12 000,00 | -12 000,00 | | | | | |
| | | 3387 - RSA - Insertion professionnelle | 983 080,00 | | 983 080,00 | | 271 495,00 | 271 495,00 | |
| | | Total PDI 2020 | 1 095 080,00 | -12 000,00 | 1 072 480,00 | 1 050 000,00 | 360 892,00 | 370 892,00 | |
| | | 3549 - Mobilité | | | | | 150 000,00 | 150 000,00 | |
| | | 3387 - RSA - Insertion professionnelle | | | | | 1 089 500,00 | 964 200,00 | |
| | | Total PDI 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 239 500,00 | 1 114 200,00 | |
| | | Total | 1 783 847,00 | -12 000,00 | 1 673 447,00 | 1 650 000,00 | 1 650 470,00 | 1 498 592,00 | |
| | | DEVELOPPEMENT - MISE EN ŒUVRE | 3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion | 675 005,00 | | 579 605,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total PDI 2019 | 675 005,00 | 0,00 | 579 605,00 | | 548 542,00 | 548 542,00 |
| | | | 3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion | 966 000,00 | -100 000,00 | 853 400,00 | | 548 542,00 | 548 542,00 |
| | | | Total PDI 2020 | 966 000,00 | -100 000,00 | 853 400,00 | | 975 250,00 | 975 250,00 |
| | | | 3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion | | | | | 975 250,00 | 975 250,00 |
| | | Total PDI 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 975 250,00 | 975 250,00 | |
| | | Total | 1 641 005,00 | -100 000,00 | 1 433 005,00 | 1 350 000,00 | 1 523 792,00 | 1 523 792,00 | |
| | | PDI - Extension des PLIE (s) avances fonds européens | 3598 - PDI - Extension des PLIE (s) | 240 000,00 | | 240 000,00 | | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | | | Total PDI 2018 | 240 000,00 | 0,00 | 240 000,00 | | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | | | 3598 - PDI - Extension des PLIE (s) | 675 000,00 | | 675 000,00 | | 399 682,00 | 337 110,00 |
| | | | Total PDI 2019 | 675 000,00 | 0,00 | 675 000,00 | | 399 682,00 | 337 110,00 |
| | | | 3598 - PDI - Extension des PLIE (s) | 750 000,00 | | 674 500,00 | | 725 572,00 | 725 572,00 |
| | | | Total PDI 2020 | 750 000,00 | 0,00 | 674 500,00 | | 725 572,00 | 725 572,00 |
| | | | 3598 - PDI - Extension des PLIE (s) | | | | | 673 500,00 | 674 750,00 |
| | | Total PDI 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 673 500,00 | 674 750,00 | |
| | | Total | 1 665 000,00 | 0,00 | 1 589 500,00 | 1 500 000,00 | 1 830 754,00 | 1 769 432,00 | |
| | | Economie sociale et solidaire | 3396 - RSA Insertion sociale | 163 796,00 | | 145 696,00 | | 3 500,00 | 3 500,00 |
| | | | Total | 163 796,00 | 0,00 | 145 696,00 | 100 000,00 | 3 500,00 | 3 500,00 |
| | | RSA - CONTRATS | 3381 - Contrats d'accompagnement dans l'emploi 2020 | 2 378 973,00 | | 2 378 973,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 3381 - Contrats d'accompagnement dans l'emploi 2021 | | | | | 2 397 570,00 | 2 610 770,00 |
| | | | Total | 2 378 973,00 | 0,00 | 2 378 973,00 | 1 800 000,00 | 2 397 570,00 | 2 610 770,00 |
| | | TOTAL INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI | 70 432 621,00 | 288 000,00 | 72 220 621,00 | 71 300 000,00 | 73 406 086,00 | 73 406 086,00 | |
| | | TOTAL COMMISSION AFFAIRES SOCIALES | 190 478 146,00 | 1 923 000,00 | 194 506 502,00 | 191 215 168,00 | 197 461 591,00 | 197 388 372,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---|---|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | |
| COMMISSION AFFAIRES SOCIALES | | | | | | | | |
| PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | 2911 - Acquisition matériel technique | 7 000,00 | | | 7 450,00 | | 8 300,00 | 8 300,00 |
| | 1135 - Acquisition matériel et mobilier- P.M.I. | 500,00 | | | 50,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | 18 - Autres matériels divers | 500,00 | | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | xxx - Subventions Associations (Maison des parents - Reims) | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | TOTAL | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 6 000,00 | 59 300,00 | 59 300,00 |
| IDS LOGEMENT | AIDE AUX COLLECTIVITES | | | | 3 640,00 | 3 640,00 | | |
| | 1677 - Logement - subventions aux communes | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL AIDE AUX COLLECTIVITES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 640,00 | 3 640,00 | 40 000,00 | 27 000,00 |
| | AIDE AUX PARTICULIERS | 40 000,00 | | | 40 000,00 | 4 500,00 | 40 000,00 | 27 000,00 |
| | 1843 - contrat local d'engagement - aide de solidarité écologique | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 4 500,00 | 40 000,00 | 27 000,00 |
| TOTAL AIDE AUX PARTICULIERS | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 4 500,00 | 40 000,00 | 27 000,00 | |
| TOTAL IDS LOGEMENT | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 43 640,00 | 8 140,00 | 40 000,00 | 27 000,00 | |
| PS PERSONNES AGEES / HANDICAPEES | FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT SOCIAL- FAIS | 492 000,00 | | | 492 000,00 | 492 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 520 - FAIS - Autres tiers PA (PROG 2016) | | | | 29 872,00 | 29 871,00 | 320 000,00 | 320 000,00 |
| | 3412 - FAIS - Autres organismes publics | | | | | | | |
| | TOTAL FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT SOCIAL- FAIS | 492 000,00 | 0,00 | 0,00 | 521 872,00 | 521 871,00 | 320 000,00 | 320 000,00 |
| | MISE AUX NORMES HANDICAP | 19 954,00 | | | 16 314,00 | | | |
| | 3611 - Mise aux normes Collectivités Publiques - Subventions | 2 000,00 | | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | 18 - Autres matériels divers | 1 000,00 | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | 502- Matériels informatiques | 2 000,00 | | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | 1135 - Acquisition Matériel et Mobilier | 1 000,00 | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | 2929 - Matériel de Téléphonie | 10 000,00 | | | 10 000,00 | 4 127,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2599-Logiciels | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 4 127,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| TOTAL MAIA | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 4 127,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| TOTAL PS PERSONNES AGEES/HANDICAPEES | 527 954,00 | 0,00 | 0,00 | 554 186,00 | 525 998,00 | 326 000,00 | 326 000,00 | |
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES SOCIALES | | 575 954,00 | 0,00 | 0,00 | 605 826,00 | 540 138,00 | 425 300,00 | 412 300,00 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES SOCIALES

| | | | | | | | | | |
|---|---|--|---|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | Petite enfance | PMI - Protection maternelle et infantile | 789 - Recouvrements aide sociale-sécurité sociale et organismes mutualistes | 86 000,00 | | 86 000,00 | | 87 300,00 | 87 300,00 |
| | TOTAL PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | | | 86 000,00 | 0,00 | 86 000,00 | 75 000,00 | 87 300,00 | 87 300,00 |

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|----------------------------|---------------------------|---|--|------------|------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| PROTECTION DE L'ENFANCE | La protection de l'enfance | Accueil en établissements | 789 - Recouvrements aide sociale-sécurité sociale et organismes mutualistes | 401 000,00 | | 401 000,00 | | 401 000,00 | 401 000,00 | |
| | | | Accueil familial - prestations versées pour les enfants | 786 - Recouvrements aide sociale - Autres départements et collectivités publiques | 20 000,00 | | 20 000,00 | | 0,00 | 20 000,00 |
| | | | | 3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions | 175 000,00 | | 175 000,00 | | 130 000,00 | 150 000,00 |
| | | | | TOTAL PROTECTION DE L'ENFANCE | | | 596 000,00 | 0,00 | 596 000,00 | 550 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|---|--------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL | F.S.L. et F.A.J.D. et Revenu de Solidarité Active (RSA) | F.S.L., F.A.J.D. et F.A.I. et F.A.A.L. | 3076 - Fonct du FSL Participations volontaires | 270 000,00 | | 270 000,00 | 160 000,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | |
| | | | Développement - Mise en œuvre | 3713 - Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAP) | 800 000,00 | | 800 000,00 | 1 006 718,00 | 1 076 718,00 | 1 076 718,00 |
| | | | | 3746 - Fonds d'appui à la lutte contre la pauvreté | 200 000,00 | | 200 000,00 | 305 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | | | Versement du RSA (RMI) | 3378 - Indus RSA - allocations forfaitaires | 50 000,00 | | 50 000,00 | 42 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | | 3475 - Indus RSA - allocations forfaitaires majorées | 1 320 000,00 | 0,00 | 1 320 000,00 | 1 513 718,00 | 1 556 718,00 | 1 556 718,00 |

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|---|--|--|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------|
| IDS LOGEMENT | Action volontaire en faveur du logement | LCE 1999P061 - Action volontaire en faveur du logement | 3373 - Autres participations | 164 000,00 | | 164 000,00 | 235 000,00 | 103 724,00 | 103 724,00 |
| | | | 3032 - Participations Etat Répartition non prévue au BP 2019 | 442 000,00 | | 442 000,00 | | 567 800,00 | 567 800,00 |
| | | Plan départemental de l'habitat | Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - R | | | | 25 000,00 | | |
| TOTAL IDS LOGEMENT | | | 606 000,00 | 0,00 | 606 000,00 | 260 000,00 | 671 524,00 | 671 524,00 | |

| | | | | | | | | | |
|--|---------------------------------------|----------------------------------|--|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| PERSONNES AGEES / HANDICAPEES | Personnes âgées hébergement | Hébergement PA | 899- Produits exceptionnels | 2 000,00 | | 2 000,00 | | | |
| | | | 3715 ex 788 - Recouvrements aides sociales - Bénéficiaires, tiers payants et successions | 740 000,00 | | 740 000,00 | | 800 000,00 | 800 000,00 |
| | Personnes dépendantes | A.P.A. | 3063 - Dotation versée au titre de l'APA | 11 200 000,00 | | 11 200 000,00 | | 11 200 000,00 | 12 000 000,00 |
| | | | 3073 - Recouvrements APA | 120 000,00 | | 120 000,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | A.P.A. Conférence des financeurs | 3699 - Actions de prévention | 620 950,00 | | 620 950,00 | | 645 964,00 | 645 964,00 |
| | | | 3698 - Forfait autonomie versé aux résidences autonomie | 109 768,00 | | 109 768,00 | | 108 911,00 | 108 911,00 |
| | Personnes handicapées aide à domicile | Allocations ACTP et PCH | 3583 - Participation ARS pour MAIA | 400 000,00 | | 400 000,00 | | 406 000,00 | 406 000,00 |
| | | | 3062 - Dotation versée au titre de la P.C.H. | 2 748 208,00 | | 2 748 208,00 | | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 |
| | Personnes handicapées hébergement | Foyers occupationnels CAT | 3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions | 85 000,00 | | 85 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions | 70 000,00 | | 70 000,00 | | 78 000,00 | 78 000,00 |
| TOTAL PERSONNES AGEES/HANDICAPEES | | | 16 095 926,00 | 0,00 | 16 095 926,00 | 15 900 000,00 | 16 048 875,00 | 16 848 875,00 | |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|--|--|--|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

| | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|---|--|---|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI | Revenu de Solidarité Active (RSA) | PDI - Extension des PLIE (s) avances fonds européens | 1094 - Autres recouvrements Avances FSE | 2 660 000,00 | | 2 660 000,00 | 3 336 317,00 | 1 461 659,00 | 1 461 659,00 |
| | TOTAL INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI | | | 2 660 000,00 | 0,00 | 2 660 000,00 | 3 336 317,00 | 1 461 659,00 | 1 461 659,00 |

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|---------------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES SOCIALES | | | | 21 363 926,00 | 0,00 | 21 363 926,00 | 21 635 035,00 | 20 357 076,00 | 21 197 076,00 |
|---|--|--|--|---------------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|

BUDGET ANNEXE
FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE PROJET BP 2021

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|---------------------------------|--|
| F O N C T I O N N E M E N T | Dépenses réelles 8 001 389 € | Recettes réelles 7 335 613,77 € |
| | 8 001 389 € | Affectation résultat N-2 665 775,23 € |
| | | 8 001 389 € |

BUDGET ANNEXE FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE
DEPENSES de FONCTIONNEMENT

| Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| Total Achats | 262 900,00 | 256 900,00 | 239 350,00 | 260 700,00 | 260 700,00 |
| 40 - Alimentation | 58 000,00 | 57 000,00 | 57 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 75 - Autres achats non stockés | 10 000,00 | 11 500,00 | 9 000,00 | 9 000,00 | 9 000,00 |
| 1380 - Combustibles et carburants | 28 500,00 | 22 500,00 | 22 500,00 | 26 000,00 | 26 000,00 |
| 1806 - Couches, alèses, produits absorbants | 1 500,00 | 1 500,00 | 1 500,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 453 - Eau et assainissement | 24 000,00 | 19 650,00 | 19 650,00 | 21 000,00 | 21 000,00 |
| 459 - Energie - Electricité | 48 000,00 | 47 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| 1381 - Fournitures d'atelier (petit matériel et outillage) | 5 000,00 | 5 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 549 - Fournitures bureaux | 2 500,00 | 2 500,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 2 400,00 |
| 1472 - Fournitures éducatives et de loisirs | 10 500,00 | 10 500,00 | 10 500,00 | 13 000,00 | 13 000,00 |
| 877-Autres fournitures hotelières | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 1382- Fournitures informatiques | 2 500,00 | 3 350,00 | 3 000,00 | 2 500,00 | 2 500,00 |
| 1379 - Fournitures médicales | 600,00 | 600,00 | 500,00 | 500,00 | 500,00 |
| 1383 - Fournitures scolaires | 10 000,00 | 9 500,00 | 9 500,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| 615 - Gaz | 35 000,00 | 38 000,00 | 38 000,00 | 43 000,00 | 43 000,00 |
| 2636 - Produits d'entretien | 14 500,00 | 15 500,00 | 10 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |
| 1378 - Produits pharmaceutiques | 2 300,00 | 2 300,00 | 2 300,00 | 2 300,00 | 2 300,00 |
| 3660 - Renouvelement de linges maison | 0,00 | 500,00 | 500,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| Total Autres charges de gestion courante | 163 500,00 | 84 500,00 | 80 940,00 | 145 000,00 | 142 900,00 |
| 1428 - Budget jeunes et parents/enfants | 80 000,00 | 35 000,00 | 32 000,00 | 58 000,00 | 58 000,00 |
| 3482 - Dépenses personnelles des enfants | 62 000,00 | 28 000,00 | 28 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 1427 - Pécule | 18 000,00 | 18 000,00 | 17 440,00 | 20 000,00 | 17 900,00 |
| 2131 - Trousseau exceptionnel | 3 500,00 | 3 500,00 | 3 500,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| Total Autres services extérieurs | 488 200,00 | 572 200,00 | 506 000,00 | 526 100,00 | 501 100,00 |
| 1422 - Alimentation à l'extérieur | 290 000,00 | 332 000,00 | 315 000,00 | 315 000,00 | 290 000,00 |
| 1421 - Divers (autres prestations) | 12 000,00 | 70 000,00 | 50 100,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 1417 - Frais d'affranchissements | 1 000,00 | 1 000,00 | 800,00 | 800,00 | 800,00 |
| 1418 - Frais de téléphone | 12 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 3655 - Nettoyage à l'extérieur | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 13 000,00 | 13 000,00 |
| 2670 - Transports divers | 200,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 | 200,00 |
| 3479 - Transports droits de visite | 130 000,00 | 126 000,00 | 106 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 |
| 1414 - Transports d'usagers | 30 000,00 | 18 000,00 | 10 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |

| Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| 3533 - Voyages et déplacements | 3 000,00 | 3 000,00 | 2 100,00 | 2 100,00 | 2 100,00 |
| Total Charges du personnel | 5 153 950,00 | 5 573 950,00 | 5 520 910,91 | 5 421 539,00 | 5 421 539,00 |
| 1357 - Contrib.formation D.E.S. | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 16 000,00 | 16 000,00 |
| 891 - Formation professionnelle | 30 000,00 | 30 000,00 | 10 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 637- Honoraires médicaux | 8 000,00 | 8 000,00 | 4 500,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 697 - Médecine du travail | 11 000,00 | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| 1670 - Autres charges du personnel | 164 500,00 | 204 100,00 | 195 937,34 | 210 500,00 | 210 500,00 |
| 1662 - Autres indemnités | 301 600,00 | 417 100,00 | 415 345,10 | 319 291,00 | 319 291,00 |
| 881 - Cotisations au Fonds pour l'Emploi Hospitalier | 16 000,00 | 17 500,00 | 17 371,66 | 16 000,00 | 16 000,00 |
| 1665 - Cotisations CNRACL | 671 900,00 | 696 600,00 | 696 600,00 | 721 144,00 | 721 144,00 |
| 1663 - Cotisations URSSAF | 459 000,00 | 623 500,00 | 623 500,00 | 523 134,00 | 523 134,00 |
| 3644 - Gratification stagiaires | 11 000,00 | 8 500,00 | 8 500,00 | 22 000,00 | 22 000,00 |
| 1751 - Indemnité au régisseur | 320,00 | 320,00 | 320,00 | 320,00 | 320,00 |
| 900 - IRCANTEC | 27 400,00 | 45 400,00 | 44 873,37 | 38 800,00 | 38 800,00 |
| 1668 - Prestations FNAL | 13 500,00 | 16 000,00 | 15 595,31 | 13 800,00 | 13 800,00 |
| 1661 - Primes de service | 188 100,00 | 153 100,00 | 153 100,00 | 176 462,00 | 176 462,00 |
| 3729 - Rémunérations apprentis | 53 400,00 | 35 100,00 | 31 950,88 | 75 000,00 | 75 000,00 |
| 819 - Rémunérations personnel non titulaire | 657 400,00 | 1 079 400,00 | 1 079 400,00 | 867 000,00 | 867 000,00 |
| 1660 - Rémunérations personnel titulaire et stagiaire | 2 507 630,00 | 2 193 330,00 | 2 191 057,60 | 2 352 838,00 | 2 352 838,00 |
| 1415 - Transports du personnel | 3 000,00 | 3 000,00 | 859,65 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 402 -Versement transport | 15 200,00 | 17 000,00 | 17 000,00 | 15 250,00 | 15 250,00 |
| Total Charges et opérations foncières | 1 300,00 | 1 300,00 | 200,00 | 900,00 | 900,00 |
| 1430 - Autres charges sur opération de gestion | 500,00 | 500,00 | 0,00 | 300,00 | 300,00 |
| 1680 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 500,00 | 500,00 | 200,00 | 300,00 | 300,00 |
| 351 - Titres annulés | 300,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 | 300,00 |
| Total Charges exceptionnelles | 1 000,00 | 1 000,00 | 700,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 72 -Charges exceptionnelles | 1 000,00 | 1 000,00 | 700,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| Total Impôts Taxes et versements assimilés | 28 500,00 | 16 500,00 | 13 000,00 | 25 500,00 | 25 500,00 |
| 2205 - Autres impôts (redevance spéciale déchets+ Locaux) | 25 000,00 | 13 000,00 | 13 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| 2668 - Autres impôts (taxes sur véhicules) | 3 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 450 - Droits de timbre et d'enregistrement - Propriétés départementales diverses | 500,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 |
| Total Services Extérieurs | 1 418 910,00 | 1 466 910,00 | 1 448 723,50 | 1 562 150,00 | 1 445 750,00 |
| 3656 - Assurance protection fonctionnelle | 1 400,00 | | | | |
| 3445- Assurance responsabilité civile | 8 000,00 | 11 322,00 | 11 300,00 | 7 500,00 | 7 500,00 |

| Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| 2541 - Assurances Transports (véhicules) | 8 300,00 | 6 803,00 | 6 803,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| 1399 - Autres prestations à caractère médical | 250,00 | 250,00 | 250,00 | 250,00 | 250,00 |
| 3566 - Autres services extérieurs divers | 1 500,00 | 1 500,00 | 1 500,00 | 1 500,00 | 1 500,00 |
| 3489 - Charges locatives et de copropriété | 15 000,00 | 15 000,00 | 14 200,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 879 - Contrats de maintenance | 3 400,00 | 3 400,00 | 3 400,00 | 3 400,00 | 3 400,00 |
| 1142 - Cotisation GEPSO | 1 300,00 | 1 300,00 | 1 222,50 | 1 300,00 | 1 300,00 |
| 1390 - Diététicienne prestations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1411 - Documentation générale et technique | 500,00 | 500,00 | 173,00 | 500,00 | 500,00 |
| 2531 - Entretien autres (matériels spécifiques) | 3 500,00 | 3 500,00 | 3 500,00 | 3 500,00 | 3 500,00 |
| 2527 - Entretien de matériel de transport | 10 000,00 | 14 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 2736 - Etude et diagnostic | 600,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3754 - FDE - Autres locations mobilières | 0,00 | 1 135 000,00 | 1 135 000,00 | 1 170 000,00 | 1 170 000,00 |
| 3753 - FDE- Location de véhicules | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3756 - FDE -Scolarité et stages | 0,00 | 3 160,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 3758 - FDE - Sports | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 3757 - FDE - Vacances et sorties | 0,00 | 57 000,00 | 57 000,00 | 61 000,00 | 61 000,00 |
| 3755 - FDE - Assurance fonctionnelle | 0,00 | 375,00 | 375,00 | 4 200,00 | 4 200,00 |
| 1302 - Transports de biens (déménagements) | 10 000,00 | 5 000,00 | 1 500,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 599 - Frais de scolarité et de stage | 3 160,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3472 - Location photocopieur | 0,00 | 6 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 1395 - Location véhicules ou autres mobiliers | 1 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1394 - Locations immobilières (appartements) | 67 000,00 | 170 700,00 | 170 000,00 | 224 000,00 | 107 600,00 |
| 3680 - Entretien de bâtiments non publics | 30 000,00 | 9 000,00 | 9 000,00 | 16 000,00 | 16 000,00 |
| 3678 - Entretien de bâtiments publics | 6 000,00 | 10 000,00 | 3 500,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 3679 - Entretien de terrains, parcs et jardins publics | 0,00 | | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| 2539 - Maintenance | 11 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| 1393 - Sports | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1392 - Vacances et sorties à l'extérieur | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Mouvements d'Ordre Ma.D.E.F. et opérations financières | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | 202 000,00 | 202 000,00 |
| 1029 - Dotations provisions pour risques | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 |
| 1029 - Dotations provisions CET | | | | 57 000,00 | 57 000,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 7 954 824,41 | 8 144 889,00 | 8 001 389,00 |

BUDGET ANNEXE FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE

RECETTES de FONCTIONNEMENT

| Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 107 000,00 | 107 000,00 | 139 488,28 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| 1672 - Allocation vestimentaire- argent de poche | 80 000,00 | 80 000,00 | 86 000,00 | | |
| 115 - Autres recouvrements | 0,00 | 0,00 | | | |
| 899 - Produits exceptionnels | 4 000,00 | 4 000,00 | | | |
| 897 - Remboursement de frais divers | 18 000,00 | 18 000,00 | 12 720,00 | | |
| 3657 - Subvention diverses | 5 000,00 | 5 000,00 | 38 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| 1814-Mandats annulés | 0,00 | 0,00 | 2 768,28 | | |
| CHARGES DU PERSONNEL | 39 500,00 | 39 500,00 | 39 500,00 | 39 500,00 | 39 500,00 |
| 3374 - Fonds pour l'emploi hospitalier | 17 500,00 | 17 500,00 | 17 500,00 | 17 500,00 | 17 500,00 |
| 3114 - Remboursements tichets-repas - MaDEF - | 22 000,00 | 22 000,00 | 22 000,00 | 22 000,00 | 22 000,00 |
| PRODUITS | 6 248 226,00 | 6 703 226,00 | 6 703 226,00 | 7 419 613,77 | 7 276 113,77 |
| 3567 - Dotation Globale Département 08 | 6 248 226,00 | 6 703 226,00 | 6 703 226,00 | 7 419 613,77 | 7 276 113,77 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 000,00 | 2 000,00 | 4 835,01 | 0,00 | 0,00 |
| 1102 - Autres produits exceptionnels | 2 000,00 | 2 000,00 | 549,66 | 0,00 | 0,00 |
| 921 - Indemnités pour sinistres | | | 4 285,35 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT HORS RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 6 396 726,00 | 6 851 726,00 | 6 887 049,29 | 7 479 113,77 | 7 335 613,77 |
| RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 665 775,23 | 665 775,23 |
| 925 - Résultat reporté de fonctionnement | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 1 266 534,00 | 665 775,23 | 665 775,23 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 7 663 260,00 | 8 118 260,00 | 8 153 583,29 | 8 144 889,00 | 8 001 389,00 |



**PDIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

Comme suite au débat d'orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal et les budgets annexes, pour les montants suivants :

| | |
|-----------------------------------|--------------|
| - dépenses d'investissement..... | 35 392 629 € |
| - dépenses de fonctionnement..... | 10 580 532 € |
| - recettes d'investissement..... | 3 053 313 € |
| - recettes de fonctionnement..... | 243 604 € |

I - INGENIERIE DEPARTEMENTALE – MODALITES D'INTERVENTION ET MOYENS MIS EN OEUVRE

Lors de la séance du vote du Budget primitif 2020, le Conseil départemental a décidé de mettre en service un dispositif de conseil et d'accompagnement des communes et groupements de communes dans l'exercice de leurs compétences et la réalisation de leurs projets, à compter de la date de renouvellement des municipalités.

L'ingénierie départementale s'inscrit dans la mission du Conseil départemental désigné par la loi NOTRe comme chef de file de la solidarité territoriale et instaurant une obligation d'assistance technique aux collectivités.

1/ Evolution des modalités d'intervention de l'ingénierie départementale dans le cadre d'Ardennes Ingénierie :

Les principes d'intervention actés lors du BP 2020 sont rappelés :

- principe de clarté : accès simple et lisible à l'ingénierie,
- principe de gratuité, hors dispositifs réglementés,
- principe de complémentarité avec l'offre existante,
- principe de non intervention dans le champ concurrentiel.

L'offre d'ingénierie proposée par le Département dans le cadre du dispositif Ardennes Ingénierie, opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2020, concerne les thématiques suivantes : eau et assainissement, voirie et infrastructures, aménagement et habitat, équipement public, économie d'énergie, tourisme, recherche de financements, lecture publique, archives, informations juridiques.

Les prestations délivrées actuellement dans les différentes thématiques sont précisées sur la plateforme numérique d'Ardennes Ingénierie.

Pour répondre aux principes énoncés ci-dessus, je vous propose les évolutions suivantes :

- la réintégration de l'ingénierie dans le domaine de la voirie et des infrastructures au sein de la collectivité suite à la dissolution de l'Agence Technique Départementale ;
- l'élargissement de l'ingénierie actuellement délivrée en eau et assainissement aux collectivités respectant les conditions d'éligibilité du décret d'assistance technique à l'ensemble des communes et groupements de communes du département ;
- la gratuité de l'ingénierie dans les domaines de la voirie et des infrastructures, de l'eau et de l'assainissement, et des économies d'énergie (Conseil en Energie Partagé).

Dans ces trois domaines d'intervention, je vous propose de décliner l'accompagnement dans le cadre d'Ardennes Ingénierie en trois niveaux :

- niveau 1 : un conseil de premier niveau aux bénéficiaires, notamment dans le cadre de l'exercice de leurs compétences ;
- niveau 2 : un accompagnement à la conduite de projet ;
- niveau 3 : un accompagnement spécifique pour des prestations identifiées.

Je vous propose en outre d'adapter le niveau de service d'Ardennes Ingénierie aux moyens humains et financiers dont dispose chaque collectivité bénéficiaire.

Vous trouverez, annexé à ce rapport (**annexe 1**), un tableau détaillant les niveaux de prestations par domaine d'intervention.

2/ Moyens pour la mise en œuvre de l'ingénierie départementale et évolutions :

Concernant les financements de l'ingénierie, l'assistance technique dans les domaines de l'eau et des économies d'énergie bénéficie de l'aide financière des agences de l'eau et de l'agence de la transition écologique - ADEME.

En termes de ressources humaines, les évolutions proposées dans les domaines de la voirie et des infrastructures, de l'eau et de l'assainissement, et des économies d'énergie (Conseil en Energie Partagé) impliquent :

- la création des postes nécessaires à la réintégration des missions d'ingénierie en voirie et infrastructures délivrées par l'Agence Technique Départementale : 1 poste d'ingénieur, 3 postes de technicien, 1 poste de rédacteur, 1 poste d'assistant administratif
- des moyens supplémentaires pour répondre aux demandes plus nombreuses des collectivités du fait de la gratuité et de l'élargissement de l'éligibilité : à terme, la création de 6 postes de techniciens supplémentaires permettrait de répondre à l'intégralité des besoins exprimés par le territoire départemental.

Ces moyens supplémentaires seront mobilisés progressivement au vu de l'expression des besoins des bénéficiaires de l'ingénierie départementale.

Afin d'anticiper les premières évolutions en nombre de demandes début 2021, je vous propose de créer dès à présent deux postes supplémentaires de techniciens :

- un technicien conseiller en énergie partagé, financé par des subventions supplémentaires obtenues de la part de l'ADEME,
- un technicien en voirie et infrastructures, sans impact budgétaire suite au redéploiement interne d'agents sur des postes vacants prévus au budget.

Par ailleurs, l'assistance technique aux collectivités dans les domaines de l'eau et des économies d'énergie nécessite l'achat de matériels spécifiques et de faire appel à des prestations externalisées.

Ainsi, je vous propose :

- dans les domaines de l'eau :
 - d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un crédit de **1 000 €** pour les droits d'accès aux plateformes de données et un crédit de **2 000 €** pour l'achat de matériels,
 - d'inscrire un crédit de **70 000 €** en dépenses d'investissement (missions externalisées) et, en recettes d'investissement, un crédit global de **100 000 €** (aides des agences de l'eau) nécessaire à la poursuite des missions d'assistance technique dans les domaines de l'eau,
 - de m'autoriser à signer les conventions financières (en recettes) et leurs éventuels avenants à intervenir avec les Agences de l'Eau.
- dans le domaine des économies d'énergie :
 - d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un crédit de **5 000 €** pour les frais de communication et un crédit de **1 000 €** pour l'achat de matériels,
 - d'inscrire un crédit global de **74 000 €**, en recettes de fonctionnement (aide de l'ADEME), nécessaire à la mise en œuvre opérationnelle de la mission,
 - de m'autoriser à signer les conventions financières (en recettes) et leurs éventuels avenants à intervenir notamment avec l'ADEME.

II - ROUTES ET OUVRAGES D'ART

Le budget primitif 2021 pour les routes départementales vous est proposé en application des orientations budgétaires débattues par notre assemblée.

Les opérations programmées en 2021 sont détaillées dans le document annexe « BP 2021 – Investissements Routes & Bâtiments ». Les adaptations de ce programme qui s'avèreraient nécessaires pour répondre à des interventions urgentes non identifiables à ce jour, seront soumises à la commission permanente.

A. PROJETS STRUCTURANTS

Les dépenses d'investissement proposées au BP 2021 au titre des projets structurants s'élèvent à 7 721 172 €.

A304 : en application de l'échéancier de versement arrêté avec l'Etat pour la période 2018-2021, 2 767 172 € sont à inscrire pour honorer le dernier versement de notre participation aux travaux de prolongement de l'autoroute A304 vers la Belgique.

Barreau de raccordement A304 – RN43 : 187 000 € sont proposés pour le solde des dépenses engagées antérieurement aux décisions des juridictions administratives dont je vous ai informé (*fouilles archéologiques, convention SNCF, SPS, assistant environnement*).

Liaison France-Belgique – prolongement de la RD986 à Gué d'Hossus : 695 000 € sont à inscrire pour la soule à verser à l'Etat pour les travaux de remise en état de cette RD prévue d'être transférée en totalité.

Voie Verte Trans Ardennes : 3 757 000 € sont prévus au BP 2021 pour

- Réaliser les travaux de finitions et solder les marchés sur relatifs à l'aménagement de la Boucle de Chooz (110 000 €) ;
- Réaliser un confortement de talus, finaliser l'aménagement de la liaison entre Rémilly-Aillicourt et Mouzon et solder les marchés sur le tronçon de la voie verte Est (1 002 000 €) ;
- Aménager les 110 km de la Voie Verte Sud Ardennes entre Pont-à-Bar et Brienne-sur-Aisne le long du canal des Ardennes (2 645 000 €) ;

Lac des Vieilles Forges : 300 000 € pour la 3^{ème} tranche des travaux d'aménagement d'un chemin de détente (*Pont des Aulnes*). Ce tronçon assure la liaison entre les deux rives le long de la digue. Un co-financement à hauteur de 50 % a été sollicité auprès de la Communauté de Communes.

B. VOIRIE DEPARTEMENTALE

Les dépenses listées ci-après concourent à la préservation du patrimoine routier et ouvrages d'art, pour un montant de 10 070 000 €.

1. Projets d'investissement sur voirie départementale

Pour 2021, il vous est proposé de poursuivre le plan pluriannuel de remise à niveau du patrimoine des ouvrages d'art affaiblis ou en fin de vie, décliné en deux axes d'intervention (1 070 000 €) :

- Les ouvrages sensibles, regroupant les OA dont l'état de vétusté nécessite une action de grande ampleur (renforcement, déconstruction, reconstruction).
- Les ouvrages stratégiques, correspondant aux OA fortement dégradés pour lesquels des travaux d'entretien classiques ne sont plus envisageables,

S'agissant des investissements relatifs à la maintenance des routes et ouvrages départementaux, le programme proposé pour 2021 est détaillé dans le volume annexe. Comme les années précédentes, il concerne principalement :

- **Les études et contrôles** pour les sondages de reconnaissance, la détection de réseaux et la recherche de polluants dans les chaussées (50 000€) ;
- **Les opérations de sécurité et de renforcement par changement de la qualité des couches de roulement** pour 6 073 000 €, opérations regroupant les travaux de :
 - sécurité de type aménagements de carrefours et de giratoires et autres points sensibles,
 - remise à niveau des voiries les plus dégradées par renforcement des accotements et des chaussées,
 - préservation du patrimoine routier par amélioration des couches de roulement (*enrobés, MBCF et mise à niveau de giratoires*) ;
- **Les opérations réglementaires de surveillance, d'entretien et de maintenance sur ouvrages d'art** pour 760 000 € ;
- **La signalisation horizontale et verticale** pour 550 000€ intégrant le plan triennal de renouvellement de la signalisation directionnelle initié en 2019 (*150 000€ par exercice budgétaire pour la période 2019/2022*) ;
- **L'écoulement des eaux** pour 150 000€ afin de maintenir le bon état et l'étanchéité des aqueducs et avaloirs disposés dans les chaussées pour assurer le transit et l'évacuation des eaux de ruissèlement ;
- **Les travaux de réfection de chaussées en traverses d'agglomération** pour 1 042 000 €. Neuf opérations sont ainsi programmées en 2021 en concomitance avec des travaux engagés par les communes ;
- **Les reprises d'aléas géotechniques** pour 370 000 € afin de remédier aux risques d'éboulements ou de glissements de terrain sur routes départementales ;

Une recette de 263 738 € est également à prévoir au titre de la subvention DSID restant à percevoir dans le cadre de la remise en état de la RD987 entre Le Carrefour dit « *de la bascule* » et le carrefour de Wignicourt.

2. Maintenance et entretien courant du réseau départemental

La maintenance et l'entretien du réseau routier départemental restent un enjeu fort pour garantir aux usagers des conditions optimales de sécurité et de confort.

En 2021, il vous est proposé un crédit de 2 142 250 € pour l'entretien du réseau routier départemental et de la Voie Verte avec comme axes prioritaires :

- la préservation des chaussées et des équipements et notamment le renouvellement - en régie - des couches de roulement par enduit superficiel d'usure,
- l'entretien de la Voie Verte pour valoriser davantage cet itinéraire touristique particulièrement fréquenté.

Comme les années précédentes, les interventions seront principalement réalisées par les agents départementaux pour ce qui concerne :

- le renouvellement du marquage au sol et la pose de glissières de sécurité,
- le curage des fossés, dérasement des accotements, abattage et élagage d'arbres en bords de route,
- l'entretien des ouvrages d'art,
- l'entretien des aires de repos,
- l'entretien des propriétés départementales.

3. Viabilité hivernale

Les dépenses proposées pour la campagne hivernale 2020/2021 s'élèvent à 1 557 750 € (hors Pôle Atelier Mécanique) et concernent :

- la constitution du stock de fondants et les moyens techniques mobilisés pour les interventions en régie,
- le recours aux entreprises pour le salage et le déneigement d'une partie du réseau routier départemental.

Je vous rappelle que le marché « viabilité hivernale » arrive à échéance au terme de l'hiver 2020/2021. Un nouvel appel d'offres sera lancé prochainement afin de procéder au renouvellement de ce marché pour une mise en œuvre mi-novembre 2021, pour 6 hivers. Je vous propose de ne pas modifier le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale (DOVH) qui pose le cadre général de notre organisation et les niveaux de service définis par notre Collectivité (N1, N2 et N3). Par contre, des ajustements pourront être apportés sur l'organisation des circuits en tenant compte des constats réalisés et de l'évolution de notre réseau routier, notamment suite à l'intégration des RN 51 et 43. Ces propositions d'ajustements seront soumis pour avis à la commission « Solidarité territoriale ».

C. SUBVENTIONS

En 2021, je vous propose de maintenir notre soutien au Comité Départemental de la Prévention Routière en lui allouant une aide financière de 4 000 €.

D. MATERIEL, ENGINES ET VEHICULES

L'effort entamé pour la remise à niveau du parc matériel, engins et véhicules utilisés par les services départementaux doit être poursuivi. Les crédits consacrés à l'achat de carburant pour tous les véhicules de la collectivité (740 000 €) sont inscrits, cette année, au titre du Pôle technique Atelier magasin, et non plus au titre des moyens de fonctionner.

1. Projets d'achats en matériel, engins et véhicules

Pour 2021, un crédit de 1 000 000 € vous est proposé afin de remplacer les matériels, engins et véhicules vieillissants.

2. Réparation des engins et véhicules

En 2021, les dépenses prévues pour assurer l'entretien et les réparations des engins et véhicules s'élèvent à 560 000 €.

III – TRANSPORTS

A. TRANSPORTS FERROVIAIRES

Une dépense de 2 828 282 € est à inscrire au BP 2021 pour honorer nos engagements envers SNCF Réseau et abonder notre participation - dans le cadre du Pacte Ardennes – aux travaux de rénovation de la ligne de fret capillaire Amagne / Lucquy :

| | |
|---|-------------|
| - Ligne Grande Vitesse Est..... | 1 608 282 € |
| - Modernisation ligne Charleville-Mézières/Givet..... | 1 090 000 € |
| - Frêt capillaire Amagne / Lucquy / Voncq..... | 100 000 € |
| - Frêt capillaire Mouzon / Noyers-Pont-Maugis..... | 30 000 € |

B. AERODROME DES ARDENNES ETIENNE RICHE

Le développement de l'Aérodrome des Ardennes E.Riché sera poursuivi, de façon connexe aux accueils et au développement des activités associatives et privées, fortement impactées en 2019 par la crise sanitaire.

L'organisation des évacuations sanitaires pendant le confinement, a permis de démontrer la capacité de notre infrastructure à répondre aux besoins et aux attentes des opérateurs engagés dans cette chaîne de soins et de logistique établie à l'échelle du Grand Est.

Après une utilisation temporaire du système de balisage nocturne, à titre dérogatoire pendant la crise du Covid-19, l'homologation attendue en début d'année 2021 du balisage de nuit par la Direction générale de l'Aviation Civile.

Dans ce cadre d'usage nocturne, l'adaptation des mats d'éclairage du parking et du terrain d'aviation et leur remplacement par des équipements à Led, plus économiques, sera à étudier en 2021.

L'ouverture de liaisons par navettes vers l'aéroport de Charleroi Bruxelles Sud est à ce stade reportée par l'opérateur privé, compte tenu des forts impacts rencontrés dans le secteur de l'aéronautique, mais ce dernier maintient la prospective mise en place depuis 2019 et la mise en service de l'A304/E420, afin de suivre la fréquentation de l'aéroport de Charleroi par les habitants du bassin champardennais, axonnais et meusien que nous pourrions ainsi desservir.

Les réflexions et pré-études nécessaires à l'établissement d'un programme de construction d'une vigie, équipement nécessaire pour qualifier le terrain d'aviation par tout temps et se doter d'un service d'aide et d'information aux pilotes dit « AFIS » à horizon 2022-2023, seront également poursuivies.

Quelques travaux et acquisitions engagés cette année seront par ailleurs réceptionnés en 2021 (remplacement de la cuve carburant essence légère, système de paiement des essences par automate).

S'agissant de la rénovation du hall de l'aérogare et des bureaux, ainsi que de la mise en accessibilité PMR des toilettes publiques et des locaux, ces travaux seront programmés pour l'hiver 2021-22.

Ces travaux viendront offrir une qualité de service et d'accueil en corrélation avec les objectifs de développement de vols - handisport portés par les différents clubs et structures basées (ULM, Avion et parachutisme).

Ces améliorations viendront aussi satisfaire les usagers des vols d'affaires qui fréquentent cette infrastructure, compte tenu de l'annulation de nombreux vols commerciaux habituels et des restrictions lourdes rencontrées dans les grands aéroports parisiens, belges et luxembourgeois.

Je vous propose d'appliquer en 2021, le règlement relatif aux taxes aéronautiques (**annexe 2**), de maintenir le taux de marge de 15% perçu sur le tarif de cession du carburant de type JET A1 (kérosène), taux de marge élargie de façon prévisionnelle au carburant de type 100LL (essence), et d'adopter un taux de marge de 20 % sur le prix d'achat HT des produits dédiés à la boutique.

Pour l'équipement et le fonctionnement de l'aérodrome des Ardennes Etienne Riché, je vous propose donc d'inscrire au Budget annexe, les crédits détaillés en dépenses et en recettes dans le tableau joint au présent rapport, à savoir :

- en dépenses et recettes d'investissement : **238 500 €**, comprenant une subvention d'équilibre du budget principal à hauteur de 136 500 €
- en dépenses et recettes de fonctionnement : **312 130 €**, comprenant une subvention d'équilibre du budget principal à hauteur de 232 710 €.

IV – PATRIMOINE IMMOBILIER

Le budget primitif 2021 pour la Direction du Patrimoine Immobilier vous est proposé en application des orientations budgétaires débattues par notre assemblée.

I. GESTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Les missions de ce service sont : construire, rénover, réhabiliter et entretenir le patrimoine départemental.

Conformément à nos orientations budgétaires, l'année 2021 sera consacrée à la poursuite des travaux en cours et à finaliser, aux études de nouveaux projets et à l'entretien du patrimoine existant.

A. POURSUITE DES OPERATIONS EN COURS

- Construction d'une nouvelle Maison des Solidarités à Bogny sur Meuse.
- Réorganisation des centres d'exploitation (Charleville-Mézières, Fumay, Attigny, Poix-Terron).
- Rénovation de la toiture des Archives Départementales.
- Réhabilitation et sécurisation du Couvent des Cordeliers – La Cassine.
- Agenda d'accessibilité programmé – travaux de mise en accessibilité dans les collèges et les ERP du Département.

B. ETUDES ET NOUVEAUX PROJETS

De nouvelles opérations seront également engagées en 2021 pour d'importants travaux à réaliser sur notre patrimoine ancien.

Ainsi des études seront menées afin d'engager ces travaux de réhabilitation.

- Lancement des études de construction de deux nouveaux collèges, un sur la ville de Charleville Mézières (Quartier de la Ronde couture) et un sur le secteur Bogny-sur-Meuse – Monthermé. Ces opérations feront l'objet d'une délégation de maîtrise d'ouvrage
- Construction d'une nouvelle base de loisirs à Bairon.
- Construction d'une seconde légumerie à ATTIGNY pour desservir les établissements du sud ardennes.
- Restructuration du site des Vieilles Forges (voirie, accessibilité PMR, valorisation des espaces publics, rénovation du revêtement de sol de la salle polyvalente, remplacement des équipements de cuisine du Centre des Congrès...).
- Réfection de la toiture de l'Hôtel du Département, mise aux normes incendie et amélioration énergétique (menuiseries et isolation).
- Aménagements extérieurs (menuiserie) de la Maison du Tourisme Place Ducale.
- Etudes relatives au futur site des Archives Départementales.
- Expertises et diagnostics de toitures, chaufferies et audit sécurité (vidéo protection et contrôle d'accès).

C. ENTRETIEN DU PATRIMOINE BATI EXISTANT

En 2021, le programme d'investissement pour la maintenance et l'entretien des propriétés départementales concernera :

- Les opérations de travaux qui n'ont pu être engagées et/ou finalisées en 2020.
- Les Interventions liées à l'état critique du patrimoine immobilier et à la sécurité des biens et des personnes.
- Les actions liées aux obligations de maintenance et de mise aux normes réglementaires.
- Les objectifs fixés pour l'entretien des collèges.

Pour la réalisation de l'ensemble de ces opérations, un budget d'investissement de 8 523 806 € vous est proposé.

II. ENTRETIEN, MAINTENANCE ET EXPERTISE

Ce service est chargé de l'expertise technique et des orientations stratégiques immobilières. Il a également pour missions des opérations transversales.

Le budget de fonctionnement proposé s'élève quant à lui à 3 080 000 € dont 1 215 000 € pour la fourniture d'énergies, de chauffages et prestations supports.

Ce budget permettra ainsi de réaliser les missions suivantes :

- Assurer l'entretien ménager et la mise en œuvre des protocoles sanitaires PMI et COVID, en régie ou par prestations externalisées.
- Garantir un niveau d'entretien général permettant de préserver du vieillissement et d'éviter la dégradation de notre patrimoine, par la régie ou par prestation externalisée.
- Effectuer les contrôles obligatoires périodiques garantissant le maintien en état de conformité par rapport à la réglementation en vigueur,
- Conduire les dossiers des ERP pour les soumettre à la validation de la commission de sécurité.
- Gérer les contrats de maintenance préventive et corrective des équipements techniques assurant certaines fonctions indispensables au bon fonctionnement des propriétés départementales.
- Suivre les performances énergétiques du patrimoine à travers l'optimisation des contrats de fluides (électricité, gaz, eau) et du contrat d'exploitation des installations de chauffage-climatisation.
- Réaliser les contrats d'acquisition de toutes les fournitures nécessaires au bon fonctionnement des prestations en régie.

A. PLAN COLLEGES

En 2021, une **étude de faisabilité de reprise en gestion directe des contrats pour l'ensemble des collègues** sera programmée concernant :

- Les achats des fluides-énergies.
- L'entretien et l'exploitation des installations de chauffage.
- Les contrôles périodiques obligatoires des installations électriques et gaz, des installations des systèmes de sécurité incendie, des ascenseurs et autres appareils de levage, des aires de jeux et installations sportives.
- Les contrats de maintenance préventive de divers équipements techniques tels que les ascenseurs, transformateurs, ...

B. TRANSITION ENERGETIQUE

Le décret tertiaire applicable en 2021 permet de répondre aux exigences de la loi de transition énergétique. Cette nouvelle obligation devra permettre d'améliorer la performance énergétique et réduire la consommation d'énergie finale des bâtiments tertiaires par la mise en œuvre d'actions telles que :

- L'installation d'équipements performants, de dispositifs de contrôle comme l'installation de compteurs télé relevables.
- La gestion active de ces équipements.
- L'adaptation des locaux à un usage économe en énergie.
- La réalisation d'actions de rénovation préconisées dans l'audit énergétique.
- Le comportement des occupants.

V – DEVELOPPEMENT LOCAL

A – POLITIQUES DE SOUTIEN AUX COLLECTIVITES

Je vous propose d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de **1 750 000 €** en investissement et de **12 000 €** en fonctionnement de manière à continuer à honorer les demandes de versements expertisées au 31 décembre 2020 dans le cadre du Fonds Départemental de Solidarité Territoriale (FDSL), du Fonds Départemental de Soutien aux Territoires (FSDT/Contrats de territoire) et du Fonds de réserve.

B – PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE

Je vous propose d'inscrire un crédit de **2 200 000 €** de manière à continuer à honorer les demandes de versements expertisées au 31 décembre 2020 dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine.

VI – DÉVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

A – CIRCUITS COURTS EN RESTAURATION COLLECTIVE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre cette démarche en organisant notamment des animations thématiques en lien avec les producteurs ardennais pour sensibiliser l'ensemble des collèges du territoire aux circuits courts et d'inscrire à ce titre, en dépenses de fonctionnement, un crédit de **500 €** pour l'achat de divers produits et fournitures alimentaires et un crédit de **7 650 €** au titre des recettes attendues de l'Etat (FNADT).

B – LEGUMERIE DEPARTEMENTALE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose donc de poursuivre le développement des activités de la légumerie départementale selon le mode de fonctionnement actuel (en régie) en portant le nombre de collèges à 10 pour la légumerie de Sedan, et de mettre en service une seconde légumerie positionnée à Attigny afin de desservir l'ensemble des établissements du Sud Ardennes (Attigny, Asfeld, Château-Porcien, Grandpré, Juniville, Liart, Raucourt, Rethel, Sault-les-Rethel, Signy-L'Abbaye, Vouziers) selon les mêmes principes.

C – PLACE DE MARCHE NUMERIQUE « MES COURSES EN ARDENNES »

La pandémie liée à la Covid-19 a suscité de très grandes interrogations par rapport à la pérennité de notre tissu économique. Dans le cadre de ses mesures prises durant la crise sanitaire, le Conseil départemental des Ardennes a créé une plateforme numérique dénommée « mescoursesenardennes.fr », en partenariat avec les chambres consulaires et

plus particulièrement la Chambre d'agriculture, destinée à faciliter les échanges entre consommateurs, producteurs, commerçants et artisans ardennais.

Les réflexions actuellement menées avec les EPCI pour développer les ventes, permettront aux professionnels de s'approprier l'outil, de communiquer davantage sur « mescoursesenardennes.fr » et d'offrir aux consommateurs de nouvelles modalités de retrait ou de livraison.

A ce titre, je vous propose d'inscrire, en dépenses, un crédit de **19 308 €** pour le fonctionnement de la plateforme et, en investissement, un crédit de **43 356 €** correspondant au reliquat des formations et au recrutement d'un prestataire chargé d'accompagner les professionnels. La convention en cours d'élaboration avec les EPCI devrait permettre de partager ces financements à part égale avec notre Collectivité.

Je vous propose également d'inscrire un crédit de **9 654 €** en fonctionnement et de **20 000 €** en investissement, au titre des recettes attendues des EPCI.

D – AMENAGEMENTS FONCIERS

1 – AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS (AFAF)

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire, en recettes d'investissement, la somme de **4 200 €** attendue de l'Etat au titre du solde des opérations d'aménagement foncier liées à l'autoroute A304.

Je vous propose également d'inscrire les crédits nécessaires aux opérations d'aménagement foncier demandées par les communes de Sapogne sur Marche et Aubigny les Pothées, en fonctionnement pour un montant de **10 000 €** et en investissement pour un montant de **75 000 €**.

Je vous propose d'entériner la prise de l'arrêté ordonnant l'aménagement foncier agricole et forestier de Sapogne sur Marche, après examen des réclamations (portant sur le périmètre) par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier, et de renoncer à l'aménagement foncier sur la commune d'Ecordal, conformément à la volonté du Conseil municipal.

En conséquence, je vous propose de répondre favorablement aux deux dernières demandes des communes de Marby et de Logny Bogny en instituant les Commissions d'Aménagement Foncier et en préparant les marchés d'études préalables afin d'engager ces opérations.

Je vous propose également de reconduire les modalités d'intervention financière du Conseil départemental et, le cas échéant, de participation financière des propriétaires concernés (cf. annexe 3).

2 – ÉCHANGES ET CESSIONS AMIABLES D'IMMEUBLES RURAUX (ECIR)

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de continuer à soutenir financièrement ce dispositif pour permettre la concrétisation des projets portés par les

exploitants agricoles et des opérations de plus grande ampleur initiées par la Chambre d'agriculture et d'inscrire en dépenses de fonctionnement et d'investissement respectivement un crédit de **30 000 €** et **30 000 €**

Je vous propose également de reconduire le règlement d'intervention figurant en **annexe 4** au présent rapport et concernant la prise en charge des dépenses liées à ces échanges, dans le cadre d'un acte notarié ou administratif.

3 – TRAVAUX CONNEXES DES OPERATIONS D'AFAF LIEES A L'A304

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire les crédits nécessaires à l'accompagnement financier des travaux mis en œuvre par les communes ou les associations foncières et par les exploitants agricoles, correspondant à **525 308 €**

Je vous propose également de reconduire le règlement d'intervention relatif à ce dispositif d'aide figurant en **annexe 5** au présent rapport.

E – PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS DU MONDE AGRICOLE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre notre accompagnement aux actions menées par ces acteurs, notamment la Chambre d'agriculture, le Groupement de Défense Sanitaire, l'Union Départementale des Associations Syndicales Autorisées, en y consacrant une enveloppe de **352 000 €**, identique à celle de 2020.

F – INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ARDENNAISES

Je vous propose d'inscrire un crédit de **2 676 €** permettant de solder un engagement pris antérieurement.

VII – TOURISME

A – PROJET D'AMENAGEMENT DE LA VOIE VERTE SUD ARDENNES

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **12 000 €** consacré au solde des prestations permettant d'obtenir l'autorisation d'aménager la Voie Verte Sud Ardennes.

L'enquête publique correspondante s'est déroulée du 12 novembre au 12 décembre 2020. L'arrêté Loi sur l'eau autorisant le démarrage des travaux est attendu pour début 2021.

Je vous propose également d'inscrire, en investissement, un crédit global de **61 366 €** correspondant aux recettes attendues de l'Etat et des collectivités au titre de leur participation aux frais d'études.

B - PROJET D'AMENAGEMENT D'UN SENTIER DE DETENTE AU LAC DES VIEILLES FORGES

Conformément aux orientations budgétaire, je vous propose d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **15 000 €** afin de mener en 2021 les études techniques et environnementales permettant d'aménager le sentier traversant le lac au niveau du pont des Aulnes.

C – ANIMATION TERRITORIALE

1 – AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE TOURISTIQUE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **23 973 €** permettant d'honorer nos engagements antérieurs auprès des collectivités, en faveur du développement de l'offre touristique sur le département.

2 – SCHEMA DEPARTEMENTAL DE VALORISATION TOURISTIQUE DES ITINERAIRES CYCLABLES

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre l'élaboration en régie de ce schéma pour une validation par la Commission permanente en 2021 et de mettre en œuvre les premières actions telles que l'amélioration de la signalisation touristique des itinéraires cyclables. A ce titre, je vous propose d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit global de **85 000 €**.

3 – VALORISATION DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre la révision du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) en fonction des dynamiques territoriales.

Parallèlement, je vous propose d'inscrire, en fonctionnement, un crédit de **2 000 €** au titre des recettes attendues pour la vente du topoguide « Les Ardennes à pied ».

4 – TOURISME DE MEMOIRE, DEVELOPPEMENT D'INNOVATION NUMERIQUE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'enrichir l'application mobile « Ardennes terre de mémoire » en termes de multimédias et de nouveaux sites suivant les sollicitations des territoires et d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **4 740 €** et, en fonctionnement, un crédit de **3 000 €** pour assurer la maintenance de cet outil.

5 – PROMOTION DE LA MARQUE ARDENNAISE « WOINIC »

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire, en dépenses et en recettes de fonctionnement, les crédits correspondant à la gestion et au développement de la marque « Woinic » à savoir respectivement **10 000 €** et **20 000 €**

D – DEMARCHE PARTENARIALE

1 – PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre notre soutien aux programmes d'actions menées par ces acteurs, et en particulier l'Agence de Développement Touristique (ADT), en inscrivant, en dépenses de fonctionnement, un crédit global de **1 245 187 €** (dont 1 093 975 € de crédits de paiement pour honorer la subvention à l'ADT pour 2021) correspondant au solde du programme d'actions 2020 de l'ADT et en partie aux programmes d'actions 2021 des acteurs du tourisme, incluant l'accueil à Woinic par l'Office de Tourisme des Crêtes Pré-Ardenaises.

La subvention 2021 attribuée à l'ADT est de 1 112 700 € et fera l'objet d'une convention à intervenir.

2 – PARTENARIAT AVEC LE PARC NATUREL DES ARDENNES (PNRA)

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire un montant identique aux années précédentes, à savoir **171 000 €**

Il conviendra également d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **58 000 €** afin de solder notre participation à la construction de la maison du PNRA.

3 – LA MEUSE A VELO, PARTENARIAT EN FAVEUR DES ITINERAIRES CYCLABLES

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre notre participation au projet transnational « La Meuse à Vélo » en inscrivant, en fonctionnement, un crédit de **10 000 €**

Par ailleurs, je vous propose d'inscrire, pour assurer la continuité des mesures de fréquentation des itinéraires cyclables, un crédit global de **7 750 €** en dépenses de fonctionnement et, en dépenses d'investissement, un crédit de **4 000 €**

Je vous propose également d'inscrire un crédit de **5 727 €** afin d'honorer notre participation à l'étude de fréquentation des véloroutes et voies vertes menée par la Région Grand Est et l'Agence Régionale du Tourisme, dans le cadre d'une convention intervenue en 2020.

E – AIDE AUX SEJOURS TOURISTIQUES « EVADEZ-VOUS DANS LES ARDENNES »

Afin d'accompagner la filière « tourisme », impactée par la crise sanitaire, un dispositif d'aide aux séjours touristiques dans les Ardennes a été mis en place pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020. Selon les modalités votées en juin, les touristes peuvent ainsi bénéficier d'une aide jusqu'à 100 €.

A la mi-novembre, environ 3 700 demandes sont parvenues au Conseil départemental.

Je vous propose d'inscrire un crédit de **250 000 €** permettant d'honorer les demandes parvenues au Conseil départemental en 2020 ainsi que les premières demandes 2021.

Par ailleurs, au vu du bilan et de l'évaluation du dispositif mis en œuvre en 2020, je vous propose de reconduire le dispositif selon un règlement d'intervention qui pourra évoluer afin notamment d'en faciliter la gestion. Ce règlement sera présenté lors d'une prochaine réunion de la commission permanente en amont de la saison touristique 2021.

VIII - DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU, ENERGIE

DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

1 – VALORISATION ENERGETIQUE DES FRICHES DU DEPARTEMENT

Le Pacte Ardennes 2022 comporte plusieurs actions menées dans l'optique de connaître le potentiel solaire du territoire, de développer la production d'énergie photovoltaïque et ainsi d'obtenir le label « Département solaire ».

Pour accompagner cette action, une réflexion est actuellement menée sur la valorisation énergétique des friches départementales. Dans ce cadre, un nouvel appel à projet pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le site de l'ancien aérodrome de Regniowez a été lancé fin octobre 2020. L'année 2021 sera consacrée au choix du lauréat puis aux premières études de conception par le porteur de projet.

2 – PARTICIPATION AU PROJET DE SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES (SEM EnR)

Dans le cadre du Pacte Ardennes 2022, une action consiste en la création d'une société d'économie mixte pour accompagner le développement des projets d'énergies renouvelables sur le département.

Cette SEM dite « EnR » serait en mesure d'apporter une partie du capital des sociétés de projets. Elle pourrait également développer ses propres installations et ainsi valoriser la production d'énergies au-delà des simples retombées fiscales.

Dans le prolongement des orientations budgétaires, je vous propose de prévoir une participation au capital social de la SEM EnR à hauteur de 100 000 € dont la moitié sera libérée en 2021 lors de la création de la société.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose d'inscrire un crédit de **50 000 €** en dépenses d'investissement (participation au capital de la SEM EnR 1^{ère} partie).

3 – AIDES A L'INVESTISSEMENT DANS LES DOMAINES DE L'EAU

Pour 2021, je vous propose d'inscrire un crédit de **61 285 €** permettant d'honorer nos engagements antérieurs à l'année 2017 dans les domaines de l'eau.

4 – GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose de poursuivre nos participations à l'EPAMA et à l'Entente Oise-Aisne uniquement pour la compétence « animation concertation » dites missions socles (hors GEMAPI) et d'inscrire les crédits, en dépenses de fonctionnement, permettant d'honorer nos participations statutaires à savoir **42 000 €** pour l'EPAMA (en baisse de 20 %) et **40 000 €** pour l'Entente Oise-Aisne,

5 – ACTIONS DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément aux orientations budgétaires, je vous propose d'inscrire un crédit global de **52 000 €** en dépenses de fonctionnement, permettant de poursuivre nos participations aux programmes d'actions 2021 des acteurs œuvrant dans le domaine de l'environnement et d'honorer nos engagements antérieurs.

IX – LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

Conformément au débat des Orientations budgétaires, je vous propose de :

- Maintenir les analyses de l'eau de consommation et des eaux de loisirs, au service des acteurs économiques privés et publics du territoire (gestionnaires de restauration collective, de camping, artisans, sociétés de BTP, éleveurs...).
- Maintenir les actions de prévention du risque légionelles, à destination des collectivités et industriels du département.
- De maintenir le service de surveillance des pathologies de la faune sauvage, notamment en lien avec les mesures de contrôle de la Peste Porcine Africaine sur le territoire ardennais.
- De maintenir les analyses au titre de la prophylaxie avec un impact économique positif direct pour les éleveurs et indirect, en matière de préservation de l'image du territoire et de liberté de circulation des animaux.
- De maintenir les analyses d'aide au diagnostic à l'adresse des éleveurs et des particuliers détenteurs d'animaux.
- De mettre en place des analyses de sérologie tuberculose sanglier (Sylvatub) et d'effectuer les démarches en vue d'obtenir les accréditations associées.
- De développer les analyses de sérologie bovine (IBR gE et besnoitiose).
- De poursuivre la réalisation des analyses de dépistage du COVID par PCR en soutien du laboratoire du Centre Hospitalier intercommunal Nord Ardennes.
- De prévoir une enveloppe budgétaire supplémentaire permettant les acquisitions au développement d'analyses supplémentaires en cours d'année.

Les tarifs des prestations sont actualisés chaque année, par référence à l'augmentation du dernier Indice connu des Prix à la Consommation. Au jour de la rédaction, la variation de cet indice est nulle, je vous propose de maintenir les tarifs 2020 pour l'année 2021 (**annexe 6**).

En section de fonctionnement, je vous propose d'inscrire les crédits suivants :

| Dépenses | | Recettes | |
|---|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Dépenses de personnel | 638 690 € | Recettes d'analyses | 1 209 810 € |
| Activités propres au laboratoire (acquisition et entretien matériel, réactifs, consommables...) | 462 770 € | | |
| Frais d'occupation des locaux (entretien bâtiment, eau, gaz, électricité, impôts...) | 83 600 € | Remboursement tickets restaurant | 7 250 € |
| Dotations aux amortissements | 32 000 € | | |
| TOTAL DES DEPENSES | 1 217 060 € | TOTAL DES RECETTES | 1 217 060 € |

En section d'investissement, il convient d'inscrire, **en dépenses et en recettes**, un crédit d'un montant de **32 000 €**.

X – AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

I – Investissement

Un projet d'arrêt des stations de diffusion Wifimax a été lancé concernant les communes actuellement desservies lorsqu'elles sont raccordées au réseau Très Haut Débit (fibre optique) de la DSP Losange ou lorsqu'elles bénéficient d'une opération de montée en débit réalisée par l'opérateur Orange sur le réseau ADSL. Il peut arriver que certaines habitations en périphérie ne bénéficient pas de ces nouveaux réseaux. Afin de leur permettre de garder un accès internet Haut Débit, un dispositif de subvention a été mis en place afin de subventionner la migration de leur accès Wifimax vers une offre satellite. Un crédit de 1 000€ est provisionné pour cette opération qui devrait concerner quelques foyers.

En complément, une étude va être lancée afin d'établir les scénarios possibles permettant de réemployer les infrastructures du réseau Wifimax en lien avec leur arrêt progressif suite à l'arrivée du Très Haut Débit. Il s'agit d'un capital points hauts conséquent qui permet d'offrir une couverture radio sur toute une partie du territoire et pourrait s'avérer utile pour développer de nouveaux projets et usages numériques privés ou pour le compte du Conseil Départemental. Un crédit de 5000€ est provisionné pour cette étude.

L'exploitation du réseau Départemental Haut Débit (Wifimax) nécessite certains travaux pour maintenir les installations en bon état de fonctionnement, un crédit de 3 000 € est provisionné pour cette opération.

Chaque année, nous subissons ponctuellement des actes de malveillance sur les infrastructures réseaux appartenant au Département et nous devons remettre en conformité les sites concernés. Un crédit de 2 000 € est provisionné pour cette opération.

II - Fonctionnement

L'exploitation du réseau Radio mutualisé avec l'ADRASEC08 utilise les agents des routes, induit certains frais liés à l'utilisation des fréquences et de certains points hauts appartenant à des opérateurs privés. Un crédit de 6 800 € est provisionné pour payer ces frais.

Le Conseil Départemental est propriétaire de 2 pylônes hors téléphonie mobile dont la maintenance de ces derniers est assurée par les opérateurs privés dans le cadre du dispositif zones banches. Ces 2 pylônes sont utilisés pour le réseau Radio mutualisé avec l'ADRASEC08 et pour le réseau Wifimax doivent être contrôlés cette année. Un crédit de 2 500€ est provisionné pour ce besoin.

III - Budget Annexe ANT (DEPENSES ET RECETTES)

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux appartenant au Conseil départemental des Ardennes, il est nécessaire d'inscrire différents crédits dans le budget annexe A.N.T. ainsi répartis :

| | |
|---|-----------|
| Maintenance du réseau Wifimax | 138 600 € |
| Divers (location points hauts, redevance ARCEP, SPS etc.) | 148 000 € |
| Intérêts moratoires | 250 € |
| Régularisation TVA | 100 € |
| Impôts et taxes | 250 € |
| Petits matériels (cadenas, chaînes etc.) | 1 000 € |

Un crédit global de **130 000 €** est à prévoir concernant les recettes correspondant aux contrats que nous avons avec plusieurs opérateurs. Les recettes sont en baisse par rapport aux précédentes années suite aux départs des abonnés dont les communes sont raccordées au réseau fibre optique. Suite à l'arrêt d'exploitation des sites concernés, cette baisse est partiellement répercutée sur les coûts de maintenance du réseau.

Par ailleurs, afin d'assurer l'équilibre du budget annexe, il est nécessaire de prévoir :

- une subvention d'équilibre de 158 200 € afin d'équilibrer le budget 2021.

Un nouveau catalogue de services avec les prix à pratiquer en 2021 est proposé en annexe **(annexe 7)**.

Les crédits concernant le budget annexe de l'ANT sont les suivants :

| | |
|---|-----------------|
| Dépenses d'investissement du Budget principal | 11 000 € |
| * Subventions Paraboles | 1 000 € |
| * Réseau Départemental Haut Débit (évolution obligatoire) | 8 000 € |
| * Malveillance | 2 000 € |

| | |
|--|------------------|
| Dépenses de fonctionnement du Budget principal | 167 500 € |
| * Maintenance système Radio DRI | 6 800 € |
| * Contrôle pylônes de téléphonie mobile | 2 500 € |
| * Subvention d'équilibre 2020 | 158 200 € |
| Budget Annexe de l'Aménagement Numérique du Territoire (dépenses et recettes de fonctionnement) | 288 200 € |

En conclusion, je vous propose :

- de voter les crédits figurant dans les tableaux annexés,
- au titre de l'Ingénierie Départementale :
 - de réintégrer l'ingénierie dans le domaine de la voirie et des infrastructures au sein de la collectivité suite à la dissolution de l'Agence Technique Départementale,
 - d'élargir l'ingénierie actuellement délivrée en eau et assainissement aux collectivités respectant les conditions d'éligibilité du décret d'assistance technique à l'ensemble des communes et groupements de communes du département,
 - d'instaurer la gratuité de l'ingénierie dans les domaines de la voirie et des infrastructures, de l'eau et de l'assainissement, et des économies d'énergie (Conseil en Energie Partagé),
 - de décliner l'accompagnement dans le cadre d'Ardenne Ingénierie en trois niveaux conformément au tableau annexé,
 - d'adapter le niveau de service d'Ardenne Ingénierie aux moyens humains et financiers dont dispose chaque collectivité bénéficiaire,
 - de créer les postes nécessaires à la réintégration des missions d'ingénierie en voirie et infrastructures délivrées par l'Agence Technique Départementale,
 - d'acter le principe que la création de six postes de techniciens supplémentaires permettrait de répondre à l'intégralité des besoins exprimés par le territoire départemental,
 - de créer deux postes de techniciens afin d'anticiper les premières évolutions en nombre de demandes,
 - d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un crédit de **1 000 €** pour les droits d'accès aux plateformes de données et un crédit de **2 000 €** pour l'achat de matériels,
 - d'inscrire un crédit de **70 000 €** en dépenses d'investissement (missions externalisées) et, en recettes d'investissement, un crédit global de **100 000 €** (aides des agences de l'eau) nécessaire à la poursuite des missions d'assistance technique dans les domaines de l'eau,

- de m'autoriser à signer les conventions financières (en recettes) et leurs éventuels avenants à intervenir avec les Agences de l'Eau,
- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un crédit de **5 000 €** pour les frais de communication et un crédit de **1 000 €** pour l'achat de matériels,
- d'inscrire un crédit global de **74 000 €**, en recettes de fonctionnement (aide de l'ADEME), nécessaire à la mise en œuvre opérationnelle de la mission,
- de m'autoriser à signer les conventions financières (en recettes) et leurs éventuels avenants à intervenir notamment avec l'ADEME.

- au titre de l'aérodrome :

. d'appliquer en 2021, le règlement relatif aux taxes aéronautiques (**annexe 2**), de maintenir le taux de marge de 15% perçu sur le tarif de cession du carburant de type JET A1 (kérosène), taux de marge élargie de façon prévisionnelle au carburant de type 100LL (essence), et d'adopter un taux de marge de 20 % sur le prix d'achat HT des produits dédiés à la boutique ;

- au titre du patrimoine immobilier :

. de lancer les études pour la construction de 2 nouveaux collèges, d'une seconde légumerie, et d'une nouvelle base de loisirs à Bairon ;

- au titre du développement local :

- au titre des politiques de soutien aux collectivités :
d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de **1 750 000 €** en investissement et de **12 000 €** en fonctionnement de manière à continuer à honorer les demandes de versements expertisées au 31 décembre 2020 dans le cadre du Fonds Départemental de Solidarité Territoriale (FDSL), du Fonds Départemental de Soutien aux Territoires (FSDT/Contrats de territoire) et du Fonds de réserve.

- au titre du programme de Rénovation Urbaine :
d'inscrire un crédit de **2 200 000 €** en investissement de manière à continuer à honorer les demandes de versements expertisées au 31 décembre 2020.

- au titre de la légumerie départementale :

- de poursuivre le développement des activités de la légumerie départementale selon le mode de fonctionnement actuel et de mettre en service une seconde légumerie à Attigny, selon les mêmes principes.

- au titre de la plateforme numérique mescoursesenardennes.fr :

- d'inscrire, en dépenses, un crédit pour le fonctionnement de la plateforme et, en investissement, un crédit correspondant aux formations et au recrutement d'un prestataire chargé d'accompagner les professionnels,

- d'inscrire un crédit de **9 654 €** en fonctionnement et de **20 000 €** en investissement, pour les recettes attendues des EPCI.
- au titre des aménagements fonciers :
- d'inscrire les crédits nécessaires aux opérations d'aménagement foncier demandées par les communes de Sapogne sur Marche, et Aubigny les Pothées,
 - d'entériner la prise de l'arrêté ordonnant l'aménagement foncier agricole et forestier de Sapogne sur Marche et de renoncer à l'aménagement foncier sur la commune d'Ecordal, conformément à la volonté du Conseil municipal,
 - de répondre favorablement aux demandes des communes de Marby et Logny Bogny en instituant les Commissions d'Aménagement Foncier et en préparant les marchés d'études préalables afin d'engager ces opérations,
 - de reconduire les modalités d'intervention financière du Conseil départemental et, le cas échéant, de participation financière des propriétaires concernés, (**cf. annexe 3**),
 - de continuer à soutenir financièrement le dispositif relatif aux Echanges et Cessions amiables d'Immeubles Ruraux par acte notarié ou par acte administrative et de reconduire le règlement d'intervention (**annexe 4**),
 - d'inscrire les crédits nécessaires à l'accompagnement financier des travaux mis en œuvre par les communes ou les associations foncières et par les exploitants agricoles, et de reconduire le règlement d'intervention figurant en **annexe 5** au présent rapport.
- au titre du partenariat avec les acteurs du monde agricole :
- de poursuivre notre accompagnement aux actions menées par ces acteurs, notamment la Chambre d'agriculture, le Groupement de Défense Sanitaire, l'Union Départementale des Associations Syndicales Autorisées,
- au titre de l'aménagement de la Voie Verte Sud Ardennes :
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **12 000 €** consacré au solde des prestations permettant d'obtenir l'autorisation d'aménager la Voie Verte Sud Ardennes et, en recettes d'investissement, un crédit global de **61 366 €** attendu de l'Etat et des collectivités au titre de leur participation aux frais d'études.
- au titre de l'aménagement d'un sentier de détente au Lac des Vieilles Forges :
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de **15 000 €** afin de mener en 2021 les études techniques et environnementales permettant d'aménager le sentier traversant le lac au niveau du pont des Aulnes.

- au titre de l'animation territoriale :

- de poursuivre l'élaboration du Schéma Départemental de Valorisation Touristique des Itinéraires Cyclables pour une validation par la Commission Permanente en 2021 et d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit global de **85 000 €** pour la mise en œuvre des premières actions telles que la signalisation touristique des itinéraires cyclables,
- de poursuivre la révision du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) et d'inscrire, en recettes de fonctionnement, un crédit de pour la vente du topoguide « Les Ardennes à pied »,
- d'enrichir l'application mobile « Ardennes terre de mémoire » en termes de multimédias et de nouveaux sites en inscrivant, en dépenses d'investissement, un crédit de **4 740 €** et, en fonctionnement, un crédit de **3 000 €** pour assurer la maintenance de cet outil,
- d'inscrire, en dépenses et en recettes de fonctionnement, les crédits correspondant à la gestion et au développement de la marque « Woinic » à savoir respectivement **10 000 €** et **20 000 €**

- au titre de la démarche partenariale :

- d'attribuer une subvention à l'ADT pour 2021 à hauteur de 1 112 700 €, qui fera l'objet d'une convention à intervenir,
- de poursuivre notre soutien aux programmes d'actions menées par les acteurs du développement touristique en inscrivant, en dépenses de fonctionnement, un crédit global de **1 245 187 €**,
- d'inscrire un crédit de **171 000 €** au titre de notre partenariat avec le Parc Naturel des Ardennes (PNRA),
- de poursuivre notre participation au projet transnational « La Meuse à Vélo » en inscrivant, en fonctionnement, un crédit de **10 000 €** et, pour assurer la continuité des mesures de fréquentation des itinéraires cyclables, un crédit global de **7 750 €** en dépenses de fonctionnement et un crédit de **4 000 €** en dépenses d'investissement,
- d'inscrire un crédit de **5 727 €** afin d'honorer notre participation à l'étude de fréquentation des véloroutes et voies vertes menée par la Région Grand Est et l'Agence Régionale du Tourisme, dans le cadre de la convention intervenue en 2020.

- au titre du dispositif « Evadez-vous dans les Ardennes » :
 - d'inscrire un crédit de **250 000 €** permettant d'honorer les demandes parvenues au Conseil départemental en 2020, ainsi que les premières demandes 2021,
 - de proposer, au vu du bilan et de l'évaluation du dispositif mis en œuvre en 2020, de reconduire le dispositif selon un règlement d'intervention qui pourra évoluer et qui sera présenté lors d'une prochaine Commission permanente.

- au titre de la participation au projet de société d'économie mixte pour le développement des énergies renouvelables (SEM EnR) :
 - de prévoir une participation au capital social de la SEM EnR à hauteur de 100 000 € et d'inscrire, à ce titre, un crédit de **50 000 €** en dépenses d'investissement (participation au capital de la SEM EnR 1^{ère} partie).

- au titre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations :
 - de poursuivre nos participations à l'EPAMA et à l'Entente Oise-Aisne uniquement pour la compétence « animation concertation »,
 - d'inscrire les crédits, en dépenses de fonctionnement, permettant d'honorer nos participations statutaires à l'EPAMA et à l'Entente Oise-Aisne.

- au titre des actions dans le domaine de l'environnement :
 - d'inscrire un crédit en dépenses de fonctionnement, permettant de poursuivre nos participations aux programmes d'actions 2021 des acteurs œuvrant dans le domaine de l'environnement et d'honorer nos engagements antérieurs.

- au titre du Laboratoire, adopter :
 - le budget annexe du Laboratoire qui s'élève, en dépenses et en recettes, à **1 217 060 €** en fonctionnement et à **32 000 €** en investissement,
 - le catalogue des prix du LDA08 identique aux tarifs 2020 (**annexe 6**),
 - de donner délégation à la Commission permanente pour ajuster, le cas échéant, le catalogue en cours d'année et de me donner délégation pour définir en tant que de besoin les offres commerciales proposées à la clientèle.

- au titre de l'ANT :
 - approuver le nouveau catalogue de services avec les prix à pratiquer en 2021 (**annexe 7**),
 - de donner délégation à la Commission permanente pour répartir les crédits votés et approuver, le cas échéant, les conventions à intervenir.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.

Annexe 1 : Niveaux des missions de conseil et d'accompagnement dans les thématiques Voirie/infrastructures, Eau/assainissement, Economies d'énergie/Conseil en Energie Partagé :

| Catégorie | Domaine | Contenu |
|---|---|---|
| NIVEAU 1 Conseil de 1 ^{er} niveau, notamment dans l'exercice des compétences des collectivités | Voirie/ infrastructures | Conseil relatif à la gestion de la voirie communale de la commune Conseil relatif à la gestion et l'aménagement des RD en agglomération |
| | Eau/ assainissement | Conseil relatif à la gestion des services publics d'eau potable et de l'assainissement |
| | CEP | Conseil relatif à la maîtrise des consommations énergétiques |
| NIVEAU 2 Accompagnement à la Conduite de Projet | Voirie/ infrastructures Eau/ assainissement CEP | Accompagnement dans la définition et la conduite d'un projet : - accompagner dans la définition du projet : état des lieux, analyse des besoins, faisabilité, diagnostic/études techniques préalables, schéma de principe/d'aménagement et estimation financière - accompagner dans l'obtention des autorisations, la recherche de financements, la consultation des prestataires, maître d'œuvre, entreprises de travaux - accompagner dans le suivi des marchés |
| NIVEAU3 Accompagnement spécifique pour des prestations identifiées | Voirie | Pré-diagnostic « infrastructures » (état des lieux, programme d'actions) |
| | Assainissement collectif des eaux usées | Service d'assistance technique aux exploitants de station d'épuration (SATESE) : - Evaluation des performances des systèmes d'assainissement collectif : bilans 24h dans le cadre de l'autosurveillance (missions externalisées) - Visites conseils à l'exploitation sur site et assistance et conseil à l'amélioration des performances - Assistance à l'élaboration des documents réglementaires (bilan de fonctionnement, RPQS, cahiers de vie, ...) - Contrôle et transmission des données sur les bases nationales et intégration des données sur le SIG |

| Catégorie | Domaine | Contenu |
|-----------|---------|---|
| | Eau | Aires d’Alimentation de Captage : - Accompagnement à la définition des mesures de protection des captages d’eau potable (assistance au recrutement de bureaux d’études spécialisés) - Assistance au suivi des programmes d’actions et de l’organisation des comités de pilotage annuels - Accompagnement à la mise en place des animations sur les captages prioritaires |
| | CEP | - Pré-diagnostic énergétique du patrimoine (état des lieux, programme d’actions) - Accompagnement dans le suivi des consommations énergétiques (bilan annuel, suivi du programme d’actions) |

#



Annexe 2

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale en date du 18/12/2020, est adopté le présent Règlement des taxes aéroportuaires de l'Aérodrome des Ardennes applicable à partir du 1^{er}/01/2021.

I - Modalités générales de règlement

Modes de règlement

Les règlements peuvent s'effectuer :

- Par versement en espèces (Euros) ou carte bancaire (CB) auprès du bureau du Département des Ardennes-Aérodrome des Ardennes E. Riché ;
- Par prélèvements automatiques sur compte bancaire ;
- Par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre du Conseil Départemental des Ardennes adressé à l'adresse suivante :

Conseil Départemental des Ardennes
Hôtel du département
CS20001

08011 Charleville Mézières cedex

- Par virement bancaire à l'ordre de Monsieur le Payeur Départemental des Ardennes (référence du compte Banque de France N°30001 00534C082 0000000-43).

Délais de règlement

Les taxes et redevances sont payables dès réception de la facture et au plus tard à 30 jours. Tout paiement de retard sera majoré d'un 1% / mois dès le 1^{er} mois de retard constaté. Tout paiement différé sera majoré d'un montant de 8 €.

II - Application de la TVA

La T.V.A. sur les prestations aéroportuaires ci-après énoncées est facturée au taux "normal" de 20 %.

Le régime d'application de la T.V.A. sur ces prestations a été défini par la Loi des Finances du 19 Décembre 1978 qui est résumée dans le tableau ci-dessous :

| Type d'exploitant |
|---|
| Compagnies aériennes françaises de transport agréées (*) réalisant moins de 80 % de leur trafic en international : <i>Assujetties</i> |
| Compagnies aériennes françaises de transport agréées (*) réalisant plus de 80 % de leur trafic en international : <i>Exonérées</i> |
| Compagnies étrangères de transport agréées : <i>Exonérées</i> |
| Aviation privée, d'affaires, sociétés de travail aérien : <i>Assujetties</i> |
| Avions militaires français et étrangers, avions d'État, français et étrangers : <i>Assujettis</i> |

(*) Entreprises définies à l'Article L 330-1 du code général de l'Aviation Civile.

COMPAGNIES FRANÇAISES

Pour bénéficier de l'exonération, les Compagnies Aériennes Françaises sont tenues de fournir une attestation visée par l'Administration des Douanes certifiant que leurs services en trafic international représentent au moins 80 % des services qu'elles exploitent.

APPAREILS AFFRÉTÉS OU VOLS EFFECTUÉS POUR LE COMPTE D'UNE AUTRE COMPAGNIE

Dans tous les cas, l'application de la T.V.A. est fonction du régime auquel est soumise la compagnie qui est facturée pour les prestations aéroportuaires.

III – Avitaillement en carburant

La vente et distribution de carburant JET A1 (Kérosène) et essence aviation (100LL) est assurée par le Conseil départemental des Ardennes sur le site de l'Aérodrome, aux heures et jours d'ouvertures tels que fixés par la carte d'approche et d'atterrissage à vue (VAC) et au-delà sur préavis, avec application le cas échéant de taxes d'ouverture de terrain.

Le prix de vente des carburants est fixé par application de la délibération du Conseil Départemental.

IV - Taxes Aéronautiques

Ces taxes sont exprimées en € HT.

| Forfaits d'atterrissage (circulaires ministérielles n°1085 SBA/2 du 12 mars 1979 et n°1676 du 24 avril 1981) | | | | | | |
|--|--------------------------|---------------|-----------------------|-------------------------|---------------|-----------------------|
| Vols privés | | | | Vols commerciaux | | |
| Poids en tonnes | Aéroclubs, entraînements | National / UE | International hors UE | Poids en tonnes | National / UE | International hors UE |
| 0 à 1 | 5 € | 10 € | 15 € | 0 à 1 | 25 € | 35 € |
| ≥ 1 à 2 | 6 € | 12 € | 18 € | ≥ 1 à 2 | 50 € | 70 € |
| ≥ 2 à 3 | 11 € | 20 € | 22 € | ≥ 2 à 3 | 75 € | 95 € |
| ≥ 3 à 4 | 12 € | 37 € | 50 € | ≥ 3 à 4 | 100 € | 115 € |
| ≥ 4 à 5 | 15 € | 50 € | 60 € | ≥ 4 à 5 | 125 € | 140 € |
| ≥ 6 | 17 € | 60 € | 75 € | ≥ 6 | 150 € | 175 € |

Le **forfait d'atterrissage** comprend :

- la redevance d'atterrissage ;
- la redevance de stationnement (durée de 24h max) ;
- l'accès au ravitaillement en carburant ;
- l'enregistrement et la transmission du plan de vol ;
- la demande de créneaux au CORTA / DGAC.

A ce forfait s'ajoute **l'ouverture de terrain** :

- de 18h à 22h : 50 €
- de 22h à 09h : 120 €

Et la redevance de balisage :

- Trafic national et UE : 40 € / mouvement
- Trafic international hors UE : 45 € / mouvement

V – Clubs, structures, propriétaires et associations occupantes du site

Les montants des taxes aéroportuaires sont adaptés pour les écoles, clubs (Para Club, clubs ULM et Aéroclub « Les Ailes Ardennaises »), propriétaires privés et structures professionnels occupants le site comme suit :

Redevance d’atterrissage :

Application d’un forfait annuel de taxes d’atterrissage pour les aéronefs basés :

- Structures associatives : 400€ / an pour 3 aéronefs max par club
- Propriétaires privés : 200€ / an par aéronef basé
- Structures professionnelles : 100€ / an par aéronef basé

Ouverture du terrain : réduction de 50 % de 18h à 22h (plein tarif au-delà).

Redevance de balisage : forfait horaire de 35 €/ heure non divisible.

Redevance d’occupation du domaine public aéronautique

Ces taxes s’ajoutent aux redevances versées en application des autorisations d’occupation temporaires (AOT) conclues par ailleurs avec le Conseil départemental des Ardennes.

Les tarifs des redevances d’AOT sont définies pour les locaux associatifs sur la base des tarifs d’occupation du domaine public adopté chaque année par l’Assemblée départementale lors du vote de son budget primitif.

A ces montant s’ajoutent des redevances forfaitaires (TTC) d’occupation des hangars appartenant au conseil départemental définis par surface moyenne comme suit :

- Structures associatives : 1000 € / an pour 3 aéronefs max par club (300 m²)
- Propriétaires privés :
 - 500€ / an pour un hélicoptère de classe 6 (50 m²)
 - 600€/ an pour hélicoptère non ULM (50 m²)
 - 700€/ an pour un aéronef (100 m²)
- Structures professionnelles: 800€ / an par aéronef basé (200 m²)

En fonction des disponibilités au sein des hangars, le conseil départemental pourra proposer

des services de stationnement couverts aux aéronefs de passage, sous couvert des attestations d'assurance produits par leurs pilotes.

Un tarif d'occupation temporaire sera appliqué comme suit (TTC), proratisé le cas échéant :

- 6€ / 24 h
- 30€ / 7 jours
- 90€ / 4 semaines

Les aéronefs de passage pour cause de déroutement météo ou de panne mécanique pourront être stationnés gratuitement la première semaine et au-delà au tarif de 50% du montant prédéfini.

VI - Exemptions

Les aéronefs spécialement affectés aux déplacements des personnalités exerçant des fonctions dont la liste est établie par décret du Ministre chargé de l'Aviation Civile.

Les aéronefs d'État qui effectuent des missions techniques sur ordre du Ministre chargé de l'Aviation Civile.

Les aéronefs qui effectuent un retour forcé sur l'aérodrome, en raison d'incidents techniques ou de circonstances atmosphériques défavorables.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 24/01/1956 fixant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'atterrissages sur les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, les hélicoptères et giravions bénéficient d'une réduction de 50% sur le montant des taxes d'atterrissage.

**MODALITES D'INTERVENTION FINANCIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
ET DE PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES CONCERNES PAR
L'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER**

Conformément à l'article L121-15 du Code rural, le Département engage et règle les dépenses relatives aux opérations d'aménagement foncier.

Le Département peut exiger une participation de l'ensemble des propriétaires concernés dans les communes dont tout ou partie du territoire a déjà fait l'objet d'un aménagement foncier rural, à l'exception des opérations réalisées en application de l'article L123-24, telles que les opérations liées à la réalisation des grands ouvrages publics.

Le Conseil départemental peut confier à l'association foncière l'exécution du recouvrement de cette participation, dans les conditions suivantes :

- premier aménagement foncier

Le Conseil départemental prend en charge l'intégralité des frais d'études et de géomètre nécessaires aux opérations d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier, lorsque les communes, à l'initiative de la demande, n'ont jamais été remembrées ou ont fait l'objet d'un remembrement antérieur à la loi du 9 mars 1941 portant sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement.

- second aménagement foncier

S'agissant des communes dont le dernier remembrement a été clôturé après la loi du 9 mars 1941 et depuis plus de 30 ans, les participations financières aux frais d'études et de géomètre sont définies par convention passée entre le Conseil départemental et l'association foncière sur la base d'un taux fixé à 50 %.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Le Code rural et de la pêche maritime

Tout document doit être envoyé à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale des Services Départementaux
Hôtel du Département
CS 20001
08011 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX

AMENAGEMENTS FONCIERS

ECHANGES ET CESSIONS D'IMMEUBLES RURAUX (ECIR)

OBJET DE L'ACCOMPAGNEMENT

En l'absence de périmètre d'aménagement foncier, le Code rural prévoit la possibilité de réaliser des échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux.

En comparaison à un aménagement foncier réalisé sur l'ensemble d'un territoire, ces échanges et cessions amiables sont facilement mis en œuvre sur une superficie modérée et présentent un faible impact financier tout en donnant satisfaction aux propriétaires et exploitants concernés. Le Département peut participer aux frais occasionnés si la Commission Départementale d'Aménagement Foncier reconnaît l'utilité de ces échanges pour l'amélioration des conditions d'exploitation agricole. Le transfert de propriété est réalisé soit par acte notarié soit par acte administratif, en fonction de l'ampleur de la restructuration parcellaire demandée.

CONDITIONS D'ACCOMPAGNEMENT

- Reconnaissance, par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier, de l'utilité de l'ECIR au regard des objectifs poursuivis par l'aménagement foncier.
- Les immeubles échangés doivent être situés soit dans le même canton, soit dans un canton et dans une commune limitrophe de celui-ci. En dehors de ces limites, l'un des immeubles échangés doit être contigu aux propriétés de celui des échangistes qui le recevra.
- Les échanges peuvent comporter des soultes, déterminées par accord amiable entre les intéressés, afin de compenser une différence de valeur vénale entre les immeubles échangés.

I - Echanges et cessions d'immeubles ruraux par acte notarié

BÉNÉFICIAIRES

Les propriétaires des parcelles échangées ou cédées ou l'association foncière concernée.

MODALITÉS D'INTERVENTION

Participation à hauteur de 80 % des frais de notaire et de géomètre (frais d'arpentage et de bornage des parcelles), dans la limite des crédits disponibles.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Articles L124-3, L124-4 et R121-2 du Code rural et de la pêche maritime.

II - Echanges et cessions d'immeubles ruraux par acte administratif

MODALITES D'INTERVENTION

Prise en charge, dans la limite des crédits disponibles, des frais de géomètre liés à la rédaction du procès-verbal d'échanges et de cessions à déposer par le Président du Conseil départemental au Service de la Publicité Foncière.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Articles L124-3, L121-21 du Code rural et de la pêche maritime.

Tout document (lettre d'intention, dossier de demande d'aide...) doit être envoyé à l'adresse suivante:
Monsieur le Président du Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale des Services Départementaux
Hôtel du Département
CS 20001
08011 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX

AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS TRAVAUX CONNEXES DES OPERATIONS LIEES A L'A304

OBJET DE L'ACCOMPAGNEMENT

- Aider à la réalisation des travaux connexes collectifs (voiries, ouvrages hydrauliques, mesures environnementales...) réalisés par les associations foncières ou sous maîtrise d'ouvrage communale,
- Aider, dans le cadre d'un conventionnement régional, à la réalisation des travaux connexes individuels (clôtures, points d'eau) effectués par les entreprises agricoles concernées.

BÉNÉFICIAIRES

- L'association foncière ou la(les) commune(s) maître(s) d'ouvrage des travaux connexes collectifs.
- Les entreprises agricoles concernées, dans le cadre d'un conventionnement régional.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Ces modalités sont détaillées dans les tableaux suivants.

INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES

Les investissements éligibles sont rappelés dans les tableaux suivants. Il est précisé, pour les travaux connexes collectifs, que seuls ceux inscrits dans le programme des travaux connexes, peuvent être subventionnés.

MODALITÉS D'INTERVENTION

Les tableaux suivants détaillent les modalités de financement (dépense subventionnable, plafond, taux ou forfait). Les taux s'appliquent au montant de la dépense subventionnable, éventuellement plafonnée, déduction faite de la participation financière du maître d'ouvrage de l'A304.

Ces aides sont attribuées sous forme de subvention.

ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le maître d'ouvrage des travaux connexes collectifs s'engage à respecter le programme des travaux connexes arrêté par le Président du Conseil départemental.

Les entreprises agricoles bénéficiaires s'engagent à respecter les prescriptions environnementales arrêtées par le Préfet.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Le Code rural et de la pêche maritime

Le Code de l'environnement

Tout document (lettre d'intention, dossier de demande d'aide...) doit être envoyé à l'adresse suivante:
Monsieur le Président du Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale des Services Départementaux
Hôtel du Département
CS 20001
08011 CHARLEVILLE MEZIERES cedex

TRAVAUX CONNEXES COLLECTIFS

| NATURE DES TRAVAUX | PLAFOND | TAUX DE FINANCEMENT |
|--|---|----------------------------|
| Voirie et hydraulique | Dépense subventionnable plafonnée à 330 € HT/ha | 50 % HT |
| Gravillonnage (bi-couche) des chemins débouchant sur Route Départementale ou Nationale | Linéaire plafonné à 100 mètres par intersection | |
| Plantations de haies, d'arbres ou de boisements Mesures compensatoires | Aucun | 70 % HT |

TRAVAUX CONNEXES INDIVIDUELS

| NATURE DES TRAVAUX | PLAFOND | MODALITES DE FINANCEMENT |
|------------------------------------|---|---|
| Création de clôtures agricoles | Aucun | Forfait de 1,10 € par mètre de clôture |
| Création de points d'eau agricoles | DS plafonnée à 4 000 € HT par point d'eau | 12,5 % HT |

TARIFS ET MÉTHODES UTILISÉS DANS LE SECTEUR QUALITÉ DE L'EAU

Annexe 6

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN QUALITÉ DE L'EAU | H.T | MÉTHODE |
|---|-----|---------|
|---|-----|---------|

A • EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE, EAUX DE PISCINES ET EAUX NATURELLES

Application des Arrêtés Ministériels au 1er jour du trimestre suivant leur parution

(actuellement 21/12/1992), *: tarif non prévu à l'arrêté.
Les incertitudes peuvent être communiquées sur demande

1 • Analyses microbiologiques

| | | |
|---|----------|---------------------------------------|
| ▲ Bactéries aérobies revivifiables : à 22°C (1 boîte) | 1,96 € | NF EN ISO 6222 |
| à 36°C (1 boîte) | 1,96 € | |
| ▲ Coliformes et E. coli (2 membranes) | 18,16 € | NF EN ISO 9308-1 sept 2000 abrogée |
| ▲ E. coli (2 membranes) | 18,16 € | NF EN ISO 9308-1 sept 2000 abrogée |
| ▲ Enterocoques (membrane) | 9,09 € | NF EN ISO 7899-2 |
| ▲ Enterocoques (microplaques) NPP96 * | 25,01 € | NF EN ISO 7899-1 |
| ▲ Escherichia coli (microplaques) NPP96 * | 25,01 € | NF EN ISO 9308-3 |
| ▲ Legionella , recherche et dénombrement* | 100,07 € | NF T 90-431 |
| ▲ Legionella , identification biochimique* | 83,41 € | NF T 90-431 |
| ▲ Legionella , identification sérologique* | 10,29 € | NF T 90-431 |
| Levures et Moisissures * | 4,03 € | Culture sur milieu YGC |
| ▲ Pseudomonas , dénombrement* | 30,02 € | NF EN ISO 16266 |
| ▲ Spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices | 8,74 € | NF EN 26461-2 |
| ▲ Staphylocoques pathogènes à coagulase positive | 18,78 € | NF T 90-412 |
| ▲ (eau douce) Salmonelle, recherche et identification biochimique | 56,03 € | NF EN ISO 19250 |
| Examen bactériologique des récipients et systèmes de bouchage destinés aux eaux conditionnées* | 44,47 € | T 90-425 |

2 • Analyses physico-chimiques

| | | |
|---------------------------------------|--------|------------------|
| ▲ Ammonium | 5,34 € | NFT 90-015-2 |
| ▲ Aspect , saveur (qualitatif) | 0,90 € | • |
| ▲ Chlore résiduel libre | 3,31 € | NF EN ISO 7393-2 |

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN QUALITÉ DE L'EAU | | MÉTHODE |
|---|--------|--------------------------------|
| ▲ Chlore résiduel total | 3,31 € | NF EN ISO 7393-2 |
| ▲ Conductivité, résistivité | 3,31 € | NF EN 27888 |
| Couleur | 0,90 € | Appréciation visuelle |
| ▲ Dioxyde de chlore * | 3,31 € | Méthode interne - colorimétrie |
| Dureté | 3,50 € | Méthode interne - colorimétrie |
| Hydrogène sulfuré (qualitatif) * | 0,90 € | Appréciation olfactive |
| Fer | 3,50 € | Méthode interne - colorimétrie |
| ▲ MES | 9,56 € | NF EN 872 |
| Nitrates et Nitrites | 5,00 € | Méthode interne - colorimétrie |
| Odeur | 0,90 € | Appréciation olfactive |
| ▲ pH ** <small>** : Le paramètre pH sera rendu sous accréditation sous réserve que la conductivité soit comprise entre 300 µS/cm et 20 000 µS/cm (NF EN ISO 10523)</small> | 3,31 € | NF EN ISO 10523 |
| Température | 2,21 € | Mesure terrain |
| ▲ Turbidité | 3,31 € | NF EN ISO 7027 |

B • EAUX RÉSIDUAIRES

| | | |
|---|---------|-----------------|
| ▲ Conductivité | 4,10 € | NF EN 27888 |
| ▲ Matière en suspension (MES) | 11,75 € | NF EN 872 |
| ▲ pH ** <small>** : Le paramètre pH sera rendu sous accréditation sous réserve que la conductivité soit comprise entre 300 µS/cm et 20 000 µS/cm (NF EN ISO 10523)</small> | 4,10 € | NF EN ISO 10523 |
| Turbidité | 4,10 € | NF EN ISO 7027 |

C • PRISE EN CHARGE ET FLACONNAGE

Prise en charge de l'échantillon :

Par 5 échantillons reçus simultanément

| | | |
|--|--------|---|
| Eaux de consommation ou de loisirs | 6,48 € | • |
| Eaux de rejets (préparation – dilution)* | 8,53 € | • |
| Flaconnage par flacon | 0,81 € | • |

D • AUTRES PRESTATIONS

| | | |
|--|--------|-------------------|
| ▲ Prélèvement d'échantillon d'eau, par échantillon* | 6,51 € | ISO 5667-1,3 et 5 |
| ▲ Prélèvement d'eaux destinée à la consommation humaine* | 6,51 € | FD T 90-520 |
| Échantillonnage instantané | • | NF EN ISO 19458 |
| ▲ Prélèvement d'eaux de loisirs traitées* | 6,51 € | FD T 90-521 |
| Échantillonnage instantané | • | NF EN ISO 19458 |
| ▲ Prélèvement sur IRDEFA et eaux chaudes sanitaires* | 6,51 € | FD T 90-522 |

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN QUALITÉ DE L'EAU | | MÉTHODE |
|---|----------|------------------------------------|
| Échantillonnage instantané | • | NF EN ISO 19458 |
| ▲ Prélèvement d'eaux superficielles continentales* | 6,51 € | FD T 90-523-1 Fév. 2008 abrogée |
| Échantillonnage instantané | • | NF EN ISO 19458 |
| ▲ Prélèvement d'eaux de rivières et canaux* | 6,51 € | FD T 90-523-1 |
| Échantillonnage instantané | • | NF EN ISO 19458 |
| ▲ Prélèvement d'eaux résiduaires* | 6,51 € | FD T 90-523-2 |
| Échantillonnage instantané | • | |
| Déplacement, ramassage d'échantillon : | | |
| en tournée : forfait - déplacement Eau* | 16,36 € | • |
| sur demande : km* | 0,79 € | • |
| Conseil assistance technique, expertise : | | |
| l'heure | 123,45 € | • |
| la journée | 987,55 € | • |
| Prestation de formation : l'heure d'intervention et de préparation | 88,96 € | • |
| Préparation de colis pour envoi à un laboratoire spécialisé | 9,86 € | • |
| Envoi à un laboratoire spécialisé : | | |
| par la Poste | 10,81 € | • |
| par transporteur (1 à 5kg) | 51,11 € | • |



▲ = paramètre accrédité par le COFRAC.

Portée n°1-0885 disponible sur www.cofrac.fr

TARIFS ET MÉTHODES UTILISÉS EN BIOLOGIE VÉTÉRINAIRE

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN BIOLOGIE VÉTÉRINAIRE | H.T | MÉTHODE |
|---|---------|-------------------------------|
| A • AUTOPSIE | | |
| ▲ Œufs (par unité) dans le cadre des contrôles Salmonelles | 2,22 € | NF U 47-101 |
| ▲ Poussins 1 jour (par sujet) dans le cadre des contrôles Salmonelles | 2,22 € | NF U 47-101 |
| ▲ Volailles de plus de 8-10 jours (de 1 à 5 animaux) dans le cadre des contrôles Salmonelles | 17,84 € | NF U 47-101 |
| Petits animaux (de 1 à 3 animaux) | 17,84 € | Méthode interne |
| Moyens animaux | 32,54 € | Méthode interne |
| Autopsie sommaire (convention Sylvatub) | 33,14 € | Méthode interne |
| Examen nécropsique d'un organe isolé | 6,09 € | Méthode interne |
| Prélèvement et fixation pour examen histologique | 7,72 € | Formol |
| Prélèvement | 2,25 € | Méthode interne |
| Prélèvement des ganglions et lésions suspectes (convention Sylvatub) | 14,36 € | Méthode interne |
| Prélèvement tête rage | 11,22 € | Méthode interne |
| Décérébration (rage) (sauf ESST) | 44,88 € | ANSES |
| B • PARASITOLOGIE | | |
| Recherche et identification par examen direct ou microscopique | 5,13 € | Méthode interne |
| Coprocopie qualitative (semi quantitative) après enrichissement : | | |
| l'unité en individuel | 10,09 € | Cauchemez |
| série de plus de 5 échantillons individuels (par échantillon) | 7,46 € | |
| l'unité en mélange (mélange effectué par laboratoire) | 11,29 € | |
| Coprocopie quantitative après enrichissement : | | |
| l'unité en individuel | 13,17 € | Mac Master au sulfate de zinc |
| série de plus de 5 échantillons individuels (par échantillon) | 9,58 € | |
| l'unité en mélange (mélange effectué par laboratoire) | 14,37 € | |

| | | |
|---|---------|----------|
| Recherche de larves de strongles pulmonaires par technique de Baermann | 15,26 € | Baermann |
|---|---------|----------|

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN BIOLOGIE VÉTÉRINAIRE | H.T | MÉTHODE |
|---|-----|---------|
|---|-----|---------|

| | | |
|---|---------|---------------|
| Recherche de cryptosporidies à partir de fèces | 10,00 € | Ziehl modifié |
|---|---------|---------------|

| | | |
|--|---------|---|
| ▲ Recherche de Trichines par digestion pepsique manuelle Sera facturé au prorata du nombre de prescripteurs et/ou d'échantillons | 97,60 € | Digestion pepsique manuelle (NF EN ISO 18743) |
|--|---------|---|

C • BACTÉRIOLOGIE

| | | |
|------------------------------------|--------|-----------------|
| Examen microscopique direct | 5,13 € | Méthode interne |
|------------------------------------|--------|-----------------|

Examen microscopique après coloration de l'échantillon :

| | | |
|------|--------|--------------------|
| Gram | 4,21 € | Coloration de Gram |
|------|--------|--------------------|

| | | |
|----------------------------------|---------|--------------------|
| Bacilles acido-alcool-résistants | 10,00 € | Coloration à froid |
|----------------------------------|---------|--------------------|

| | | |
|---|--------|-----------------|
| ▲ Recherche Salmonelle sur milieu spécifique (après enrichissement) | 9,87 € | Méthode interne |
|---|--------|-----------------|

| | | |
|------------------------------|---------|-------------|
| identification (si présence) | 12,05 € | Galerie API |
|------------------------------|---------|-------------|

| | | |
|--------------------------|---------|---------------|
| sérotypage (si présence) | 22,49 € | Agglutination |
|--------------------------|---------|---------------|

▲ Recherche et isolement Salmonelle

| | | |
|---|---------|-----------------------------------|
| recherche (pré-enrichissement, enrichissement et isolement) | 19,94 € | NF U 47-100 NF U47-100 adaptée |
|---|---------|-----------------------------------|

| | | |
|------------------------------|---------|-------------|
| identification (si présence) | 12,05 € | NF U 47-101 |
|------------------------------|---------|-------------|

| | | |
|--------------------------|---------|--|
| sérotypage (si présence) | 22,49 € | |
|--------------------------|---------|--|

| | | |
|--|--------|-----------------|
| Recherche colibacilles, ensemencement | 4,68 € | Méthode interne |
|--|--------|-----------------|

| | | |
|--|--------|-----------------|
| Ensemencement (par prélèvement) | 4,68 € | Méthode interne |
|--|--------|-----------------|

| | | |
|--|--------|-----------------|
| Isolement bactérien (repérage des colonies, repiquage, Gram, tests d'orientation) | 6,91 € | Méthode interne |
|--|--------|-----------------|

Identification biochimique :

| | | |
|--------------------|---------|-------------|
| bactéries aérobies | 11,94 € | Galerie API |
|--------------------|---------|-------------|

| | | |
|----------------------|---------|--|
| bactéries anaérobies | 16,35 € | |
|----------------------|---------|--|

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN BIOLOGIE VÉTÉRINAIRE | H.T | MÉTHODE |
|---|----------------------|--|
| Recherche antigènes E. coli K 99 à partir du second | 9,97 € 8,14 € | Elisa |
| Antibiogramme (par germe) : profil standard 31 ou 32 antibiotiques antibiotique supplémentaire | 17,12 € Sur devis | Méthode interne selon NFU47-107 disque |
| Conservation de souches bactériennes (par souche et par semestre) | 6,09 € | Gélose de conservation |
| D • MYCOLOGIE | | |
| Culture sur milieux spéciaux | 15,26 € | Méthode interne |
| Identification | 15,26 € | Méthode interne |
| E • RECHERCHE D'ANTIGÈNES VIRAUX | | |
| Coronavirus sur fèces à partir du second prélèvement | 9,97 € 8,14 € | Elisa |
| Rotavirus sur fèces à partir du second prélèvement | 9,97 € 8,14 € | Elisa |
| Maladie des muqueuses (virus BVD/MD) : Virologie à partir de sérum | 8,00 € | NF U 47-019 Elisa |
| Maladie des muqueuses (virus BVD/MD) par ELISA sur biopsie auriculaire | 4,00 € | NF U 47-019 Elisa |
| F • BIOLOGIE MOÉCULAIRE | | |
| BVD Individuel | 31,41 € | NF U 47-600 PCR * |
| BVD mélange | 35,91 € | NF U 47-600 PCR * |
| BVD pour introduction selon plan GDSB (par sujet) | 8,24 € | NF U 47-600 PCR |

| | | |
|---|---------|--------------------|
| BVD mélange concours / dépistage veaux plan GDSB | 32,14 € | NF U 47-600 PCR |
|---|---------|--------------------|

| PARAMÈTRES RECHERCHES EN BIOLOGIE VÉTÉRINAIRE | H.T | MÉTHODE |
|---|-----|---------|
|---|-----|---------|

G • EXAMENS ET PRÉSTATIONS DIVERS

| | | |
|--|---------|-----------------|
| Participation à l'élimination des déchets d'autopsie | 10,01 € | • |
| Centrifugation de sérum et conditionnement pour envoi dans un laboratoire spécialisé (par sérum) | 1,12 € | Méthode interne |
| Conservation d'un sérum congelé (par an) | 2,08 € | Méthode interne |
| Préparation de colis (sauf sérum) pour envoi à un laboratoire spécialisé | 9,86 € | • |
| Envoi à un laboratoire spécialisé : | | |
| par la poste | 10,81 € | • |
| par transporteur (1 à 5Kg) | 51,11 € | • |
| Envoi des prélèvements Sylvatub vers un laboratoire agréé (transporteur) par envoi | 51,11 € | • |
| Fourniture d'enveloppe pré-affranchie pour envoi de prélèvements de salmonelles aviaires (jusqu'à 100g) | 2,64 € | • |
| Fourniture d'enveloppe pré-affranchie pour envoi de prélèvements de salmonelles aviaires (jusqu'à 500g) | 5,73 € | • |
| Fourniture de boîtes contact (par lot de 5) | 5,00 € | • |

Remarques :

Prélèvements sanguins : Les échantillons seront éliminés par le laboratoire dans les trois semaines suivant leur analyse.

Autres prélèvements (organes, matières fécales, ...) : Les échantillons seront conservés par le laboratoire jusqu'à 1 semaine après leur prise en charge si leur nature et leur conditionnement le permettent. Ils seront ensuite éliminés.



▲ = paramètre accrédité par le COFRAC.

Portée n°1-0885 disponible sur www.cofrac.fr

*** Les techniques de biologie moléculaire sont mises en œuvre lors d'une demande explicite. Si la demande n'est pas spécifiée, la méthode employée sera la technique ELISA.**

**# Dans le cas où un échantillon serait traité hors accréditation,
le client sera averti avant analyse.**

TARIFS ET MÉTHODES UTILISÉS EN SÉROLOGIE

| PARAMÈTRES RECHERCHÉS EN SÉROLOGIE | H.T | MÉTHODE |
|---|------------------|--|
| Confection d'un mélange de 1 à 10 sérums (par sérum) | 0,28 € | Méthode interne |
| A • AGGLUTINATION | | |
| ▲ Brucellose : Épreuve à l'Antigène Tamponné (EAT) | 1,52 € | NF U47-003 |
| B • TECHNIQUES E.L.I.S.A. (recherche d'anticorps) | | |
| ▲ Leucose Bovine Enzootique (par test) individuel ou mélange | 7,57 € | NF U 47-019 ELISA Indirecte |
| ▲ Rhinotrachéite Infectieuse Bovine (IBR) (par test) individuel ou mélange | 7,57 € | NF U 47-019 ELISA Indirecte (Ac totaux) |
| ▲ Paratuberculose À partir de 11 échantillons | 9,77 € 8,43 € | NF U 47-019 ELISA Indirecte |
| ▲ Maladie des muqueuses (BVD/MD anti p80) sur sérum individuel | 7,57 € | NF U 47-019 ELISA Compétition |
| Maladie des muqueuses (BVD/MD anti p80) sur mélange (campagne sentinelle GDSB) | 7,57 € | NF U 47-019 ELISA Compétition |
| ▲ Maladie des muqueuses (BVD/MD anti p80) sur sérum individuel (campagne sentinelle GDSB) | 5,81 € | NF U 47-019 ELISA Compétition |
| Virus respiratoire syncytial bovin (RSV) | 7,57 € | ELISA Indirecte |
| PI 3 | 7,57 € | ELISA Indirecte |
| Adenovirus | 7,57 € | ELISA Indirecte |
| Hypodermose bovine (par test) individuel ou mélange | 7,57 € | NF U 47-019 ELISA Indirecte |
| Douve (par test) individuel ou mélange | 7,57 € | ELISA Indirecte |
| Chlamydiose # | 10,42 € | ELISA Indirecte |
| Fièvre Q # | 10,42 € | ELISA Indirecte |
| Analyses marquées d'un # : par sérum si plus de 5 sérums | 8,35 € | ELISA Indirecte |
| Néosporose | 8,69 € | ELISA Compétition |
| Visna-Maedi (par test) individuel ou mélange | 8,65 € | ELISA Compétition |
| PARAMÈTRES RECHERCHÉS EN SÉROLOGIE | H.T | MÉTHODE |

C • FORFAIT INTRODUCTION

IBR (5.65 €) + Paratuberculose (7.27 €)
+ PCR BVD Intro (8.24 €)

21,16 €

NF U 47-019
 ELISA Indirecte (Ac totaux)
 ELISA Indirecte / NF U 47-
 600 PCR

D • FORFAITS PATHOLOGIES RESPIRATOIRES

Pour les paramètres : RSV, PI3, Adenovirus en technique Elisa (par animal) :

Par valence : en simple

7,57 €

en double

12,33 €

Pour plus de 2 valences : en simple

18,50 €

ELISA Indirecte

en cinétique

30,76 €

en cinétique et sur plus
de 5 sérums

27,91 €

E • EXAMENS ET PRESTATIONS DIVERS

Stimulation de prélèvement pour analyse par interféron
gamma de la tuberculose

43,14 €

Méthode interne

Centrifugation de sérum et conditionnement pour envoi
dans un laboratoire spécialisé, par sérum

1,12 €

•

Conservation d'un sérum congelé (par an)

2,08 €

•

Préparation de colis (sauf sérum) pour envoi à un laboratoire
spécialisé

9,86 €

•

Envoi à un laboratoire spécialisé : par la Poste

10,81 €

•

par transporteur
(1 à 5 Kg)

51,11 €

•



**Remarques : Les échantillons seront éliminés par le laboratoire
dans les trois semaines suivant leur analyse.**

▲ = paramètre accrédité par le COFRAC.

Portée n°1-0885 disponible sur www.cofrac.fr

Les noms commerciaux des kits employés pour les analyses
de sérologie sont disponibles sur simple demande.

Offres de services ANT

Annexe 7

| Particulier | Entreprise | Opérateurs | Hebergement |
|--|---|---|--|
| GTR 4H (HO*) | GTR 4H (HO*) Toutes les offres sont disponibles sous réserves de faisabilité technique | GTR 4H (HO*) Toutes les offres sont disponibles sous réserves de faisabilité technique | GTR 4H (HO*) |
| Ardennes Social . Jusqu'à 6Mbps symétrique 3€ HT /mois | Business in Ardennes 10Mbps symétrique 200€ HT /mois | Opérateur in Ardennes 10Mbps symétrique 309,06€ HT /mois | Hébergement opérateur dans point de présence régional . Location de 1U dans une baie CD08 : 26,77€ HT/mois . Interconnexion fibre optique 20,71€ HT/mois |
| Ardennes Citoyen. Jusqu'à 6Mbps symétrique 13,50€ HT /mois | Business in Ardennes 20Mbps symétrique 300€ HT /mois | Opérateur in Ardennes 20Mbps symétrique 566,61€ HT /mois | Hébergement opérateur dans coffret CD08 515,10€ HT/an |
| | | Opérateur in Ardennes 30Mbps symétrique 772,65€ HT /mois | Location de point haut inférieur à 12m (Etude de charge à la charge du preneur) 515,10€ HT /an |
| | | | Location de point haut supérieur à 12m (Etude de charge à la charge du preneur) 1236,36€ HT /an |
| | | | Location d'un emplacement sur la dalle opérateurs (surface inférieure à 1m ²) 51,01€ HT /an |
| | Frais d'accès au services | Frais d'accès au services | Location de terrain inférieure à 75m ² en zone Urbaine 5151,51€ HT /an |
| | SUR DEVIS | SUR DEVIS | Location de terrain inférieure à 75m ² en zone Rurale 3090,90€ HT /an |

Les prix pourront être révisés selon les besoins et l'évolution des Réseaux. Le Conseil départemental des Ardennes se réserve le droit ou non de réviser ses tarifs en cours d'année et d'en informer 3 mois à l'avance tous les FAI présents ou les opérateurs présents par courrier.

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | | |
|----------|--|---|---|---|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | | | | | |
| VOIRIE | Voirie - Entretien courant Voirie Départementale 2004 - 2011 | ENTRETIEN VOIE VERTE | 1303 - Contrat de prestations de services | | | 8 339,00 | | 8 000,00 | 8 000,00 | |
| | | | 2154 - Entretien des pistes cyclables | 150 000,00 | | 142 661,00 | | 143 000,00 | 143 000,00 | |
| | | | 550 - Fournitures de voirie | 30 000,00 | | 26 770,00 | | 27 000,00 | 27 000,00 | |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | | | 2 230,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | | Total | 180 000,00 | 0,00 | 180 000,00 | 150 000,00 | 180 000,00 | 180 000,00 | |
| | | DOMMAGES DE VOIRIE A CPT DE 2014 | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise | 25 000,00 | | 56 885,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 | |
| | | | 550 - Fournitures de voirie | 2 000,00 | | 4 740,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | | Total | 27 000,00 | 0,00 | 61 625,00 | 40 000,00 | 27 000,00 | 27 000,00 | |
| | | DOTATION AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE | 467 - Participations syndicales mixtes et ententes | 130 000,00 | | 130 000,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | | Total | 130 000,00 | 0,00 | 130 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | G.P.R. | 2957 - études et diagnostics | | | 1 712,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | | 1719 - Formation Professionnelle - DRI | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | | 3634 - SH - Publicités, publications, relations publiques | 30 000,00 | | 30 590,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 | |
| | | | 485 - S.H.-Entretien de matériel - service hivernal | 8 000,00 | | 20 942,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 | |
| | | | 477 - S.H.-Salage et déneigement par l'Entreprise - Service hivernal | 870 000,00 | | 887 850,00 | | 870 000,00 | 870 000,00 | |
| | | | Total Aléas Climatiques | 910 000,00 | 0,00 | 943 094,00 | 920 000,00 | 910 000,00 | 910 000,00 | |
| | | | 4 - Abonnements | 0,00 | | 1 759,00 | | 1 200,00 | 1 200,00 | |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel | | | 6 800,00 | | | | |
| | | | 75 - Autres achats non stockés | 1 500,00 | | 6,00 | | | | |
| | | | 459 - Energie - Electricité | 15 000,00 | | 18 543,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | | | 480 - Entretien de matériel | 2 500,00 | | 3 700,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 | |
| | | | 609 - Frets et transports sur petites acquisitions | 0,00 | | 250,00 | | 300,00 | 300,00 | |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | 1 000,00 | | | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | | Total Fonctionnement courant a/cpt 2015 | 20 000,00 | 0,00 | 31 058,00 | 25 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| | | | Total | 930 000,00 | 0,00 | 974 152,00 | 945 000,00 | 930 000,00 | 930 000,00 | |
| | | | PÔLE EXPLOITATION | 551 - S.H.-Fournitures de voirie - service hivernal | 300 000,00 | | 265 848,00 | | 300 000,00 | 300 000,00 |
| | | | | 662 - S.H.-Location de matériel | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | Total Aléas Climatiques | | 310 000,00 | 0,00 | 275 848,00 | 200 000,00 | 310 000,00 | 310 000,00 | |
| | | 1303 - Contrat de prestations de services | | 50 000,00 | | 37 248,00 | | 46 000,00 | 46 000,00 | |
| | | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise | | 110 000,00 | | 60 491,00 | | 62 000,00 | 62 000,00 | |
| | | 550 - Fournitures de voirie | | 850 000,00 | | 899 029,00 | | 907 000,00 | 907 000,00 | |
| | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | | 10 000,00 | | 5 182,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| | | Fonctionnement courant a/cpt 2015 | | 1 020 000,00 | 0,00 | 1 001 950,00 | 800 000,00 | 1 020 000,00 | 1 020 000,00 | |
| | | Total | 1 330 000,00 | 0,00 | 1 277 798,00 | 1 000 000,00 | 1 330 000,00 | 1 330 000,00 | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|--|--------------------------------|--|
| VOIRIE | Voirie - Entretien courant Voirie Départementale 2004 - 2011 | Pôle technique Atelier Magasin | 21 - Acquisition de petit matériel |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées |
| | | | 137 - Carburant |
| | | | 147 - Combustible |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services |
| | | | 879 - Contrat de maintenance |
| | | | 480 - Entretien de matériel |
| | | | 488 - Entretien de matériel de transport - |
| | | | 550 - Fournitures de voirie |
| | | | 609 - Frets et transports sur petites acquisitions |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier |
| | | | 1882 - Taxes sur véhicules Parc |
| | | | Total EC - Atelier et magasin a/cpt 2016 |
| | | | 25 - S.H.-Acquisition de petit matériel - Service Hivernal |
| | | | 3018 - S.H. - Entretien véhicules Service hivernal |
| | | | 485 - S.H. - Entretien de matériel - Service hivernal |
| | | | Total VH - Atelier et magasin à/cpt 2016 |
| | | Total | |
| | | TRA EST | 25 - S.H.-Acquisition de petit matériel - Service Hivernal |
| | | | 477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal |
| | | | Total Aléas Climatiques |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel |
| | | | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées |
| | | | 1068 - Autres prestations de services |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services |
| | | | 1196 - Déchets |
| | | | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise |
| | | | 550 - Fournitures de voirie |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier |
| | | | Total Fonctionnement courant a/cpt 2015 |
| | | | Total |

| 2020 | | | |
|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| 258 000,00 | | 383 172,00 | |
| 31 000,00 | | 45 372,00 | |
| | | | |
| 3 000,00 | | 6 000,00 | |
| 2 000,00 | | 4 000,00 | |
| | | 160,00 | |
| 45 000,00 | | 70 000,00 | |
| 150 000,00 | | 94 840,00 | |
| 10 000,00 | | 17 500,00 | |
| 1 000,00 | | 1 000,00 | |
| 5 000,00 | | 18 600,00 | |
| 15 000,00 | | 12 678,00 | |
| 520 000,00 | 0,00 | 653 322,00 | 600 000,00 |
| 30 000,00 | | 25 407,00 | |
| 9 000,00 | | 3 000,00 | |
| 1 000,00 | | 2 921,00 | |
| 40 000,00 | 0,00 | 31 328,00 | 30 000,00 |
| 560 000,00 | 0,00 | 684 650,00 | 630 000,00 |
| 250,00 | | 250,00 | |
| 130 500,00 | | 130 500,00 | |
| 130 750,00 | 0,00 | 130 750,00 | 100 000,00 |
| 1 000,00 | | 2 500,00 | |
| 350,00 | | 350,00 | |
| 2 300,00 | | 2 300,00 | |
| | | 778,00 | |
| 2 500,00 | | 0,00 | |
| 7 500,00 | | 5 920,00 | |
| 129 000,00 | | 137 102,00 | |
| 78 000,00 | | 63 128,00 | |
| 50 000,00 | | 48 722,00 | |
| 270 650,00 | 0,00 | 260 800,00 | 250 000,00 |
| 401 400,00 | 0,00 | 391 550,00 | 350 000,00 |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|-------------------|---------------------|
| 298 000,00 | 298 000,00 |
| 32 000,00 | 32 000,00 |
| 0,00 | 740 000,00 |
| 3 000,00 | 3 000,00 |
| 2 000,00 | 2 000,00 |
| 0,00 | 0,00 |
| 45 000,00 | 45 000,00 |
| 110 000,00 | 110 000,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| 0,00 | 0,00 |
| 5 000,00 | 5 000,00 |
| 15 000,00 | 15 000,00 |
| 520 000,00 | 1 260 000,00 |
| 30 000,00 | 30 000,00 |
| 9 000,00 | 9 000,00 |
| 1 000,00 | 1 000,00 |
| 40 000,00 | 40 000,00 |
| 560 000,00 | 1 300 000,00 |
| | |
| 130 750,00 | 130 750,00 |
| 130 750,00 | 130 750,00 |
| 1 100,00 | 1 100,00 |
| 350,00 | 350,00 |
| 2 300,00 | 2 300,00 |
| | |
| 2 500,00 | 2 500,00 |
| 7 500,00 | 7 500,00 |
| 129 000,00 | 129 000,00 |
| 78 000,00 | 78 000,00 |
| 50 000,00 | 50 000,00 |
| 270 750,00 | 270 750,00 |
| 401 500,00 | 401 500,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|--|--|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|-----------------------|--|--|---|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| VOIRIE | Voirie - Entretien courant Voirie Départementale 2004 - 2011 | TRA NORD | 477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal | 87 000,00 | | 87 000,00 | | 87 000,00 | 87 000,00 |
| | | | Total Aléas Climatiques | 87 000,00 | 0,00 | 87 000,00 | 60 000,00 | 87 000,00 | 87 000,00 |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel | 1 500,00 | | 2 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 1068 - Autres prestations de services | 150,00 | | 150,00 | | 150,00 | 150,00 |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services | 1 850,00 | | 6 470,00 | | 1 850,00 | 1 850,00 |
| | | | 1196 - Déchets | 7 500,00 | | 5 100,00 | | 7 500,00 | 7 500,00 |
| | | | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise | 110 500,00 | | 167 900,00 | | 110 500,00 | 110 500,00 |
| | | | 550 - Fournitures de voirie | 77 000,00 | | 46 580,00 | | 77 000,00 | 77 000,00 |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | 50 000,00 | | 18 300,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | Total Fonctionnement courant a/cpt 2015 | 248 500,00 | 0,00 | 247 000,00 | 240 000,00 | 248 500,00 | 248 500,00 |
| | | Total | 335 500,00 | 0,00 | 334 000,00 | 300 000,00 | 335 500,00 | 335 500,00 | |
| | | TRA SUD | 477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal | 120 000,00 | | 120 000,00 | | 120 000,00 | 120 000,00 |
| | | | Total Aléas Climatiques | 120 000,00 | 0,00 | 120 000,00 | 100 000,00 | 120 000,00 | 120 000,00 |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel | 1 500,00 | | 2 230,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées | | | 647,00 | | | |
| | 1196 - Déchets | | 7 500,00 | | 4 500,00 | | 7 500,00 | 7 500,00 | |
| | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise | | 152 000,00 | | 175 703,00 | | 152 000,00 | 152 000,00 | |
| | 550 - Fournitures de voirie | | 165 000,00 | | 165 525,00 | | 165 000,00 | 165 000,00 | |
| | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | | 50 000,00 | | 28 845,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | 1303 - Contrat de prestations de services | | 0,00 | | 3 400,00 | | | | |
| | Total Fonctionnement courant a/cpt 2015 | | 376 000,00 | 0,00 | 380 850,00 | 340 000,00 | 376 000,00 | 376 000,00 | |
| | Total | 496 000,00 | 0,00 | 500 850,00 | 440 000,00 | 496 000,00 | 496 000,00 | | |
| | Total voirie -Entretien courant | | | 4 389 900,00 | 0,00 | 4 534 625,00 | 3 985 000,00 | 4 260 000,00 | 5 000 000,00 |
| Subventions Routes | Subventions de fonctionnement Route | 150 - Comité Départemental de la Prévention Routière | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| Total | | | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| TRANSPORT AERIEN | Aérodrome des Ardennes | 3280 - subvention d'équilibre budget annexe | 223 071,00 | 230 059,65 | 224 259,65 | 224 300,00 | 232 710,00 | 232 710,00 | |
| Total | | | 223 071,00 | 230 059,65 | 224 259,65 | 224 300,00 | 232 710,00 | 232 710,00 | |
| TOTAL VOIRIE | | | 4 616 971,00 | 230 059,65 | 4 762 884,65 | 4 213 300,00 | 4 496 710,00 | 5 236 710,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

| | | | | |
|--|---|--|---|--|
| PROPRIETES DEPARTEMENTALES | Entretien des Bâtiments Départementaux x 2007-2011 | Entretien bâtiment subdivision / C.E. AP | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers | |
| | | | 912 - Entretien de réseaux divers | |
| | | | 2736 - Etudes et diagnostics | |
| | | | 1060 - T.R.A. - Entretien de Bâtiments PUBLICS | |
| | | Total | | |
| | | Entretien du patrimoine / demandes d'intervention | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | |
| | | | 473 - Entretien de bâtiments - C.M.S. PUBLICS | |
| | | | 1060 - T.R.A. - Entretien de Bâtiments PUBLICS | |
| | | | 1432 - Entretien de bâtiments éducatifs PUBLICS | |
| | | | 3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS | |
| | | | 3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS | |
| | | Total | | |
| | | Entretien Bâtiments administratifs | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers | |
| | | | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services | |
| 3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS | | | | |
| 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | | | | |
| 487 - Entretien de matériel - Divers | | | | |
| 912 - Entretien de réseaux divers | | | | |
| 933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt | | | | |
| 3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS | | | | |
| 2736 - Etudes et diagnostics | | | | |
| 660 - Location de matériel, outillage et mobilier | | | | |
| Total | | | | |
| Entretien de bâtiments occupés par tiers | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers | | | |
| | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | |
| | 1303 - Contrat de prestations de services | | | |
| | 3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS | | | |
| | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | | | |
| | 487 - Entretien de matériel - Divers | | | |
| | 492 - Entretien de terrains, parcs et jardins | | | |
| | 3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS | | | |
| | Total | | | |
| | Entretien des bâtiments locatifs AP | 3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS | | |
| Total | | | | |

| | | | |
|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| | | 935,00 | |
| | | 4 225,00 | |
| | | 1 815,00 | |
| 80 000,00 | | 73 025,00 | |
| 80 000,00 | 0,00 | 80 000,00 | 65 000,00 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 15 215,00 | |
| 30 000,00 | | 27 940,00 | |
| 15 000,00 | | 15 000,00 | |
| 10 000,00 | | 10 000,00 | |
| 250 000,00 | | 174 066,00 | |
| 3 000,00 | | 4 326,00 | |
| 5 000,00 | | 5 000,00 | |
| | | 4 084,00 | |
| | | | |
| 1 000,00 | | 1 000,00 | |
| | | 5 040,00 | |
| | | 269,00 | |
| 314 000,00 | 0,00 | 261 940,00 | 200 000,00 |
| | | | |
| | | 560,00 | |
| | | 500,00 | |
| 38 000,00 | | 15 814,00 | |
| 100 000,00 | | 79 500,00 | |
| 3 000,00 | | 3 000,00 | |
| | | 2 186,00 | |
| | | | |
| 5 000,00 | | 5 000,00 | |
| 146 000,00 | 0,00 | 106 560,00 | 100 000,00 |
| 840,00 | | 840,00 | |
| 840,00 | 0,00 | 840,00 | 800,00 |

| | |
|-------------------|------------------|
| | |
| | |
| | |
| | 20 000,00 |
| 0,00 | 20 000,00 |
| 40 000,00 | 0,00 |
| 42 000,00 | 0,00 |
| 35 000,00 | 0,00 |
| 195 000,00 | 0,00 |
| 1 000,00 | 0,00 |
| | |
| 5 000,00 | 0,00 |
| 318 000,00 | 0,00 |
| | |
| | |
| | |
| | 58 000,00 |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| 0,00 | 58 000,00 |
| 5 000,00 | 5 000,00 |
| 2 500,00 | 2 500,00 |
| | |
| | |
| | 20 000,00 |
| | |
| | |
| | |
| 7 500,00 | 27 500,00 |
| | |
| 0,00 | 0,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

| | | | |
|--------------------------------------|---|---|---|
| PROPRIETES DEPARTEMENTALES | Entretien des Bâtiments Départementaux x 2007-2011 | Entretien des bâtiments sociaux AP | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers |
| | | | 3741 - Assurance obligatoire dommage - construction |
| | | | 473 - Entretien de bâtiments - C.M.S. PUBLICS |
| | | | 912 - Entretien de réseaux divers |
| | | | 933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt |
| | | | Total |
| | | Entretien des collèges | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers |
| | | | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion |
| | | | 1432 - Entretien de bâtiments éducatifs PUBLICS |
| | | | 912 - Entretien de réseaux divers |
| | | | 933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt |
| | | | 3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS |
| | | | 2736 - Etudes et diagnostics |
| | | | 395 - Honoraires divers et vacations |
| | | | 660 - Location de matériel, outillage et mobilier |
| | | Total | |
| | | Entretien des espaces verts AP | 933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services |
| | | | Total |
| | | Equipe mobile+ BL - Travaux réalisés en interne | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers |
| | | | 487 - Entretien de matériel - Divers |
| Total | | | |
| Nettoyage des locaux | 26 - Acquisition de petit matériel - Divers | | |
| | 1303 - Contrat de prestations de services | | |
| | 487 - Entretien de matériel - Divers | | |
| | 1329 - Frais de nettoyage des locaux | | |
| | 753 - Produits d'entretien ménager | | |
| Total | | | |
| Prestations Externes & transversales | 879 - Contrat maintenance | | |
| | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | | |
| | 2736 - Etudes et diagnostics | | |
| | 395 - Honoraires divers et vacations | | |
| | Total | | |

| | | | |
|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| | | 5 000,00 | |
| | | | |
| 150 000,00 | | 94 580,00 | |
| 5 000,00 | | 5 000,00 | |
| | | 420,00 | |
| 155 000,00 | 0,00 | 105 000,00 | 85 000,00 |
| 2 000,00 | | 2 000,00 | |
| | | | |
| 350 000,00 | | 297 988,00 | |
| 4 000,00 | | 4 000,00 | |
| 4 000,00 | | 4 000,00 | |
| 15 000,00 | | 15 000,00 | |
| | | 2 012,00 | |
| 20 000,00 | | 20 000,00 | |
| 5 000,00 | | 5 000,00 | |
| 400 000,00 | 0,00 | 350 000,00 | 250 000,00 |
| 85 000,00 | | 72 310,00 | |
| | | 12 690,00 | |
| 85 000,00 | 0,00 | 85 000,00 | 50 000,00 |
| 73 000,00 | | 72 832,00 | |
| | | 168,00 | |
| 73 000,00 | 0,00 | 73 000,00 | 35 000,00 |
| | | 800,00 | |
| 3 300,00 | | 3 300,00 | |
| | | 1 200,00 | |
| 251 100,00 | | 251 100,00 | |
| 40 000,00 | | 38 000,00 | |
| 294 400,00 | 0,00 | 294 400,00 | 285 000,00 |
| 215 610,00 | | 215 160,00 | |
| | | 990,00 | |
| 251 620,00 | | 236 080,00 | |
| | | 810,42 | |
| 467 230,00 | 0,00 | 453 040,42 | 150 000,00 |

| | |
|-------------------|-------------------|
| | |
| 61 000,00 | 61 000,00 |
| | 20 000,00 |
| | |
| | |
| 61 000,00 | 81 000,00 |
| | |
| 30 600,00 | 30 600,00 |
| | 190 000,00 |
| | |
| | 10 000,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| | |
| 40 600,00 | 240 600,00 |
| 103 000,00 | 103 000,00 |
| | |
| 40 000,00 | 26 900,00 |
| 143 000,00 | 129 900,00 |
| 73 000,00 | 73 000,00 |
| | |
| 73 000,00 | 73 000,00 |
| | 1 000,00 |
| 500,00 | 500,00 |
| 4 000,00 | 4 000,00 |
| 670 000,00 | 670 000,00 |
| 49 000,00 | 48 000,00 |
| 723 500,00 | 723 500,00 |
| 280 300,00 | 293 400,00 |
| | |
| 218 100,00 | 218 100,00 |
| | |
| 498 400,00 | 511 500,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|--|---|---|--|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | | 2020 | | | | | |
| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
| PROPRIETES DEPARTEMENTALES | Entretien des Bâtiments Départementau x 2007-2011 | Achat d'énergies, chauffage, et prestations supports | 453 - Eau et assainissement | 56 000,00 | | 116 260,00 | | 90 000,00 | 90 000,00 |
| | | | 461 - Electricité | 500 040,00 | | 449 780,00 | | 620 000,00 | 620 000,00 |
| | | | 615 - Gaz | 360 325,00 | | 554 514,58 | | 370 000,00 | 370 000,00 |
| | | | 879 - Contrat maintenance | 119 815,00 | | 119 815,00 | | 120 000,00 | 120 000,00 |
| | | | 395 - Honoraires divers et vacations | 27 985,00 | | 27 985,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | | | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de | | | 1 500,00 | | | |
| | | | Total | 1 064 165,00 | 0,00 | 1 269 854,58 | 1 200 000,00 | 1 215 000,00 | 1 215 000,00 |
| TOTAL PROPRIETES DEPARTEMENTALES | | | | 3 079 635,00 | 0,00 | 3 079 635,00 | 2 420 800,00 | 3 080 000,00 | 3 080 000,00 |
| ENVIRONNEMENT, EAU, ENERGIE | Subventions Eau Energie | Subv fct Développement 2015 | 3604 - Subventions diverses environnement | 4 000,00 | | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | Total | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | Total subventions de fonctionnement a/c 2011 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | Développement Durable, Eau, Energie Hors Subventions | Conseil en Energie Partagée Etude développement durable Participations statutaires Eau Energie (Millésime 2019 - 2020 - 2021) | 2161 - Promotion - communication | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | 2157 - Acquisition de petit matériel | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 2736 - Etudes et diagnostics | 15 000,00 | | 15 000,00 | | 80 000,00 | 82 000,00 |
| | | | 931 - Participations diverses - Inondations | 92 170,00 | | 92 170,00 | | 1 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 2157 - Acquisition de petit matériel Abonnement/données | | | | | 2 000,00 | 1 000,00 |
| | Total développement durable, eau, énergie hors subventions | 112 170,00 | 0,00 | 112 170,00 | 110 000,00 | 89 000,00 | 91 000,00 | | |
| | Subventions Eau Energie | Subventions de fonctionnement Eau Energie 2019 | 3470 - Meuse - subventions aux organismes publics | 15 000,00 | | 15 000,00 | | | |
| | | | 3604 - Subventions diverses environnement | 24 000,00 | | 24 000,00 | | 24 000,00 | 24 000,00 |
| | | | 3604 - Subventions diverses environnement | 24 000,00 | | 24 000,00 | | 24 000,00 | 24 000,00 |
| | | | 3604 - Subventions diverses environnement | | | | | | |
| Total subventions Eau Energie | 63 000,00 | 0,00 | 63 000,00 | 40 000,00 | 48 000,00 | 48 000,00 | | | |
| TOTAL ENVIRONNEMENT, EAU, ENERGIE | | | | 179 170,00 | 0,00 | 179 170,00 | 154 000,00 | 141 000,00 | 143 000,00 |
| ANT | ANT | Dotations au budget annexe "réseaux informatiques" | 1744 - dotation d'équilibre budget annexe | 123 600,00 | 121 163,16 | 121 163,16 | | 158 200,00 | 158 200,00 |
| | | | Total | 123 600,00 | 121 163,16 | 121 163,16 | 121 163,00 | 158 200,00 | 158 200,00 |
| | | Contrôle pylone téléphonie mobile Maintenance système radio de la DRI | | | | | | 2 500,00 | 2 500,00 |
| | | | 1757 - Location et Installation | 3 800,00 | | 3 800,00 | 3 800,00 | 6 800,00 | 6 800,00 |
| TOTAL ANT | | | | 127 400,00 | 121 163,16 | 124 963,16 | 124 963,00 | 167 500,00 | 167 500,00 |
| CONTRATS DE TERRITOIRE | Contrats de Territoire | Fonds de soutien au développement des territoires ardennais | 2875 - Subvention aux Communes et groupements | 12 000,00 | | 13 357,00 | 13 357,00 | 20 000,00 | 12 000,00 |
| | | | TOTAL CONTRATS DE TERRITOIRE | 12 000,00 | 0,00 | 13 357,00 | 13 357,00 | 20 000,00 | 12 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | |
|--------------------------------|---|---|---|---|
| AMENAGEMENT RURAL | Agriculture Tourisme Hors Subventions | Aménagements fonciers | 2157 - Acquisition de petit matériel | |
| | | | 553 - Frais d'actes et de contentieux | |
| | | | Total | |
| | Subventions Agriculture Tourisme | Subventions de fonctionnement Agriculture et Aménag Fonciers | 1209 - ECIR - actes notariés | |
| | | | Total | |
| | | | Subventions de fonctionnement Agriculture et Aménag Fonciers (millésime 2020) | 1837 - Soutien à la chambre d'agriculture |
| | | | | 1209 - ECIR - actes notariés |
| | 2233 - Subventions diverses agriculture | | | |
| | Total | | | |
| | Subventions de fonctionnement Agriculture et Aménag Fonciers (millésime 2021) | 1837 - Soutien à la chambre d'agriculture | | |
| | | 1209 - ECIR - actes notariés | | |
| | | 2233 - Subventions diverses agriculture | | |
| | | Total | | |
| | | Mescoursesenardennes | 879 - Contrat maintenance | |
| | | | Achats divers de produits et fournitures alimentaires pour animations dans les collèges dans le cadre des circuits courts | |
| TOTAL AMENAGEMENT RURAL | | | | |

| 2020 | | | |
|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| 500,00 | | 500,00 | |
| 20 000,00 | | 20 000,00 | |
| 20 500,00 | 0,00 | 20 500,00 | 20 000,00 |
| 7 702,00 | | | |
| 7 702,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 252 000,00 | | 252 000,00 | |
| | | 7 702,00 | |
| 100 000,00 | | 100 000,00 | |
| 352 000,00 | 0,00 | 359 702,00 | 200 000,00 |
| | | | |
| | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | |
| | | | |
| 380 202,00 | 0,00 | 380 202,00 | 220 000,00 |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|-------------------|-------------------|
| 0,00 | 0,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| | |
| 0,00 | 0,00 |
| | |
| | |
| | |
| 252 000,00 | 252 000,00 |
| 30 000,00 | 30 000,00 |
| 100 000,00 | 100 000,00 |
| 382 000,00 | 382 000,00 |
| 24 135,00 | 19 308,00 |
| | |
| 500,00 | 500,00 |
| 416 635,00 | 411 808,00 |

| LABORATOIRE | Laboratoire Départemental d'Analyses | Laboratoire d'Analyses | 2468 - Dotation au Budget annexe du laboratoire |
|--------------------------|--------------------------------------|------------------------|---|
| TOTAL LABORATOIRE | | | |

| | | | |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| 130 320,00 | | 0,00 | |
| 130 320,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|------------------|-------------|
| 57 310,00 | 0,00 |
| 57 310,00 | 0,00 |

| DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | Agriculture Tourisme Hors Subventions | Agri Tourisme Fct divers hors subventions et participations | 2157 - Acquisition de petit matériel 879 - Contrat maintenance 103 - Contrats de prestations de service - Divers 487 - Entretien de matériel - Divers 3181 - Redevances pour concessions, droits et valeurs |
|---|---|---|---|
| | | Participations statutaires Agric Tourisme | 3649 - participation - partenariat la Meuse à vélo (millésime 2020 - 2021) 729 - Participations - Environnement (millésime 2020 - 2021) |
| Total Agriculture, tourisme hors subventions | | | |

| | | | |
|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| 400,00 | | 400,00 | |
| 2 000,00 | | 2 400,00 | |
| 3 000,00 | | 2 600,00 | |
| | | | |
| 10 000,00 | | 10 000,00 | |
| 15 400,00 | 0,00 | 15 400,00 | 15 000,00 |
| 4 000,00 | 2 200,00 | 7 335,00 | |
| 171 000,00 | | 171 000,00 | |
| 175 000,00 | 2 200,00 | 178 335,00 | 178 335,00 |
| 190 400,00 | 2 200,00 | 193 735,00 | 193 335,00 |

| | |
|-------------------|-------------------|
| 400,00 | 400,00 |
| 3 000,00 | 3 000,00 |
| 2 350,00 | 2 350,00 |
| 5 000,00 | 5 000,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| 20 750,00 | 20 750,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| 171 000,00 | 171 000,00 |
| 181 000,00 | 181 000,00 |
| 201 750,00 | 201 750,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 | | |
|---|--|--|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | 2020 | | | | | | | |
| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
| DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | Subventions Agriculture Tourisme | Subventions de fonctionnement tourisme | 278 - Aides aux organismes et Animations touristiques | 1 118 411,00 | 43 900,00 | 1 201 176,00 | | 106 939,00 | 106 939,00 | | |
| | | | 278 - Subventions diverses Tourisme (associations - | 5 000,00 | | | | | | | |
| | | Total | | | 1 123 411,00 | | | 1 201 176,00 | 1 200 000,00 | 106 939,00 | 106 939,00 |
| | | Subventions de fonctionnement tourisme 2021 | 278 - Aides aux organismes et Animations touristiques (millésimes 2021) (comprenant les subventions diverses en Tourisme et aide à l'OTCP) | | | | | | | 1 143 975,00 | 50 000,00 |
| | | | 866 - Subvention à l'ADT | | | | | | | | 1 093 975,00 |
| Total | | | | | | | | 1 143 975,00 | 1 143 975,00 | | |
| TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | | | | 1 313 811,00 | 46 100,00 | 1 394 911,00 | 1 393 335,00 | 1 452 664,00 | 1 452 664,00 | | |
| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Valorisation des Espaces boisés | Exploitation bois bord de RD et autres propriétés | 21 - Acquisition de petit matériel | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | | 369 - Travaux d'entretien dans les forêts et bois | 50 000,00 | | 50 000,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 | | |
| | | Total | | | 51 000,00 | 0,00 | 51 000,00 | 45 000,00 | 41 000,00 | 41 000,00 | |
| | | Forêts relevant du régime forestier | 2753 - Cotisations | | 200,00 | | 200,00 | | 200,00 | 200,00 | |
| | | | 933 - Entretien de terrains, parcs et jardins 3303 - Rémunérations d'intermédiaire | | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| Total | | | 14 200,00 | 0,00 | 14 200,00 | 12 000,00 | 14 200,00 | 14 200,00 | | | |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | | 65 200,00 | 0,00 | 65 200,00 | 57 000,00 | 55 200,00 | 55 200,00 | | |
| ECONOMIE | Subventions fct ECONOMIE | Subventions fct Economie | 2614 - Subventions de fct ECONOMIE aux personnes privés ... CRITT | 60 000,00 | | 60 000,00 | | 21 650,00 | 21 650,00 | | |
| | | | 2614 - Subventions de fct ECONOMIE aux personnes privés ... Platinum 3 D | 17 500,00 | | 17 500,00 | | | | | |
| | | TOTAL ECONOMIE | | | 77 500,00 | 0,00 | 77 500,00 | 25 000,00 | 21 650,00 | 21 650,00 | |
| TOTAL COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE | | | | 9 982 209,00 | 397 322,81 | 10 077 822,81 | 8 621 755,00 | 9 908 669,00 | 10 580 532,00 | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| |
|--|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT |
|--|

| | | | | |
|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|
| 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 |
|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|

| | |
|---------------|---------------|
| 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---------------|---------------|

| POLITIQUE | LIBELLE |
|-----------|---------|
|-----------|---------|

| 2020 | | | | |
|-----------------|-----------------------|---------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

| | | |
|-------------|---------------------------------------|---|
| ANRU | subventions à Espace Habitat et Adoma | 1995-ANRU-Particuliers et associations |
| | subventions à Habitat 08 et Epareca | 2983-ANRU-Etablissements locaux |
| | subventions aux communes et EPCI | 3248-Subventions aux communes dans le cadre de l'ANRU |
| | TOTAL ANRU | |

| | | | | |
|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| 0,00 | | | 300 000,00 | |
| 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | | 2 446 000,00 | |
| 1 000 000,00 | 500 000,00 | | 754 000,00 | |
| 2 000 000,00 | 1 500 000,00 | 0,00 | 3 500 000,00 | 3 000 000,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 0,00 | |
| 464 164,00 | 2 200 000,00 |
| 1 265 134,00 | |
| 1 729 298,00 | 2 200 000,00 |

| | | | |
|--|--|---|--|
| ENVIRONNEMENT, EAU ET ENERGIE | Service d'Assistance Technique dans le domaine de l'Eau (Marché) | 2786 - Assistance technique - communes et groupements | |
| | | 2786 - Assistance technique - communes et groupements | |
| | TOTAL Service d'Assistance Technique | | |
| | ACTIONS EN FAVEUR DE L'EAU POTABLE | 415 - Eau - subventions communes et groupements | |
| | | 415 - Eau - subventions communes et groupements | |
| | TOTAL ACTIONS EN FAVEUR DE L'EAU POTABLE | | |
| | AMENAGEMENTS DE RIVIERES | 2646 - Aides aux communes et groupements | |
| | TOTAL AMENAGEMENTS DE RIVIERES | | |
| | Conseil en énergie partagée | 13 - Acquisition de matériel - Divers | |
| | TOTAL Conseil en énergie partagée | | |
| TOTAL ENVIRONNEMENT, EAU ET ENERGIE | | | |

| | | | | |
|-------------------|-------------|---------------|-------------------|------------------|
| 70 000,00 | | | 67 022,00 | |
| | | 532,80 | 3 510,80 | |
| 70 000,00 | 0,00 | 532,80 | 70 532,80 | 50 000,00 |
| 15 850,00 | | | 22 766,00 | |
| 10 498,00 | | | 10 498,00 | |
| 26 348,00 | 0,00 | 0,00 | 33 264,00 | 20 000,00 |
| 40 916,00 | | | 34 000,00 | |
| 40 916,00 | 0,00 | 0,00 | 34 000,00 | 15 000,00 |
| 7 500,00 | | | 7 500,00 | |
| 7 500,00 | 0,00 | 0,00 | 7 500,00 | 2 000,00 |
| 144 764,00 | 0,00 | 532,80 | 145 296,80 | 87 000,00 |

| | |
|-------------------|-------------------|
| 69 822,00 | 69 822,00 |
| 178,00 | 178,00 |
| 70 000,00 | 70 000,00 |
| 6 098,00 | 6 098,00 |
| 55 187,00 | 55 187,00 |
| 61 285,00 | 61 285,00 |
| 0,00 | 0,00 |
| 1 000,00 | 0,00 |
| 1 000,00 | 0,00 |
| 132 285,00 | 131 285,00 |

| | | | |
|---|---|--|--|
| VOIE VERTE | Voie verte vers le Département de la Meuse | 516 - Etudes chemin de halage | |
| | | 720 - Pistes cyclables | |
| | Total Voie verte Montcy-notre-Dame/Départ. Meuse | | |
| | Boucle De Chooz | 3723 - Remboursement d'avance | |
| | | 720 - Pistes cyclables | |
| | TOTAL Voie Verte Boucle De Chooz | | |
| | Voie verte Sud Ardennes | 720 - Pistes cyclables | |
| | | 1960 - Avances et acomptes sur commandes d'immo. corporelles | |
| | | 516- Etude chemin de halage | |
| | Total Voie Verte Sud Ardennes | | |
| | Lac des Vieilles-Forges | 720 - Pistes cyclables | |
| | | OA Pont des Aulnes | |
| | | NA - Etudes Pont des Aulnes | |
| | Total Tour du Lac des Vieilles-Forges | | |
| | ITINERANCE DOUCE | NA - A chat éco-compteur mobile itinéraire cyclables et randonnées | |
| Signalisation voies Vertes | NA-signalisation accès Voies Vertes | | |
| | NA-signalisation touristique | | |
| Total Signalisation voies Vertes | | | |
| TOTAL VOIE VERTE | | | |

| | | | | |
|---------------------|-------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| 2 000,00 | | | 2 000,00 | |
| 1 289 850,00 | | | 1 289 850,00 | |
| 1 291 850,00 | 0,00 | 0,00 | 1 291 850,00 | 300 000,00 |
| 1 000 000,00 | | | 1 000 000,00 | |
| 1 092 300,00 | | 39 242,71 | 1 131 542,71 | |
| 2 092 300,00 | 0,00 | 39 242,71 | 2 131 542,71 | 1 800 000,00 |
| 570 000,00 | | | 578 339,00 | |
| | | | 31 661,00 | |
| 40 000,00 | | 11 160,00 | 51 160,00 | |
| 610 000,00 | 0,00 | 11 160,00 | 661 160,00 | 50 000,00 |
| 300 000,00 | | | 700 000,00 | |
| 300 000,00 | | 100 000,00 | 700 000,00 | |
| 600 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 700 000,00 | 300 000,00 |
| 4 594 150,00 | 0,00 | 150 402,71 | 4 784 552,71 | 2 450 000,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 2 000,00 | 2 000,00 |
| 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| 1 002 000,00 | 1 002 000,00 |
| | |
| 110 000,00 | 110 000,00 |
| 110 000,00 | 110 000,00 |
| 2 500 000,00 | 2 645 000,00 |
| | |
| 157 000,00 | 12 000,00 |
| 2 657 000,00 | 2 657 000,00 |
| 300 000,00 | 300 000,00 |
| | |
| 15 000,00 | 15 000,00 |
| 315 000,00 | 315 000,00 |
| 4 000,00 | 4 000,00 |
| 25 000,00 | 25 000,00 |
| 60 000,00 | 60 000,00 |
| 85 000,00 | 85 000,00 |
| 4 173 000,00 | 4 173 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | |
|---|--|---|-----------------|-----------------------|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------|--------------|
| | | | 2020 | | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| VOIRIE NATIONALE | Achèvement A 304 | 3116 - CDEA | 2 767 175,00 | | | 2 767 175,00 | 2 767 175,00 | 2 767 172,00 | 2 767 172,00 | |
| | | 563 - études | 42 000,00 | | | 42 000,00 | | 42 000,00 | 42 000,00 | |
| | Barreau de Raccordement A304-RN 43 | 3011 - travaux | 252 110,00 | | | 252 110,00 | 127 230,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | |
| | | TOTAL Barreau de Raccordement A304-RN 43 | 294 110,00 | 0,00 | 0,00 | 294 110,00 | 127 230,00 | 187 000,00 | 187 000,00 | |
| | Prolongement RD 986 vers la Belgique | 3011 - participation aux travaux | | 15 000,00 | | | 15 000,00 | | | |
| | | Soulte à verser à Etat pour remise en état RD986 avant rétrocession | | 695 000,00 | | | 695 000,00 | | 695 000,00 | 695 000,00 |
| TOTAL Prolongement RD 986 VERS LA Belgique | | | 710 000,00 | 0,00 | 0,00 | 710 000,00 | 0,00 | 695 000,00 | 695 000,00 | |
| TOTAL VOIRIE NATIONALE | | | 3 771 285,00 | 0,00 | 0,00 | 3 771 285,00 | 2 894 405,00 | 3 649 172,00 | 3 649 172,00 | |
| RESTRUCTURATION VOIRIE | Dessertes routières des sites départementaux (site de Regnowiez) | 563 Frais d'études 1259 autres bâtiments publics | 15 000,00 | | | 15 000,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | | TOTAL Dessertes routières des sites départementaux | 35 000,00 | | | 35 000,00 | | | | |
| | Aménagements de sécurité | 3503 Réseau routier | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | Projets Routiers sur les Axes structurants | 563 Frais d'études | | 30 000,00 | | | 30 000,00 | | | |
| | | TOTAL Projets Routiers sur les Axes structurants | | 64 500,00 | | | 64 500,00 | | | |
| TOTAL RESTRUCTURATION VOIRIE | | | 144 500,00 | 0,00 | 0,00 | 144 500,00 | 50 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE | Etudes, insertions et publicités | 563 - Frais d'études | 200 000,00 | | 24 348,58 | 44 348,58 | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | | TOTAL Etudes, insertions et publicités | 200 000,00 | 0,00 | 24 348,58 | 44 348,58 | 30 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | Travaux avant retrocession RD d'intérêt Local | 3503 - Maintenance du réseau routier | | | | 72 000,00 | 72 000,00 | | | |
| | | TOTAL Travaux avant retrocession RD d'intérêt Local | | 0,00 | 0,00 | 72 000,00 | 72 000,00 | 72 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Rétrocession RN51 - 43 - Travaux de remise en état | 3503 - Maintenance du réseau routier | | 50 000,00 | | | | | | |
| | | 3503 - Réfection partielle de 6 OA sur ex RN43 entre Tourmes et Rimogne | | 260 300,00 | | 65 000,00 | 375 300,00 | | | |
| | | 618 - Installations de voirie | | | | 15 547,26 | 15 547,26 | | | |
| | TOTAL Rétrocession RN51 - 43 - Travaux de remise en état | | | 310 300,00 | 0,00 | 80 547,26 | 390 847,26 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations de sécurité | 3503 - Opérations de sécurité | | 425 000,00 | | 321 863,30 | 429 333,30 | | 265 000,00 | 265 000,00 |
| | | 3503 - Mise en sécurité sécurité points réguliers | | 0,00 | | 24 314,92 | 194 314,92 | | | |
| | | 3503 - Renforcement des accotements | | 675 000,00 | | | 716 000,00 | | 1 047 000,00 | 1 047 000,00 |
| | | TOTAL Opérations de sécurité | | 1 100 000,00 | 0,00 | 346 178,22 | 1 339 648,22 | 1 300 000,00 | 1 312 000,00 | 1 312 000,00 |
| | Traverses | 3503 - traverses en régie | | 1 008 000,00 | | | 1 409 520,00 | 700 000,00 | 1 042 000,00 | 1 042 000,00 |
| | TOTAL Traverses | | | 1 008 000,00 | 0,00 | | 1 409 520,00 | 700 000,00 | 1 042 000,00 | 1 042 000,00 |
| | Structuration des chaussées | 3503 - Reprofilage et renforcement chaussées | | 950 000,00 | | 34 637,82 | 1 105 117,82 | | 1 196 000,00 | 1 196 000,00 |
| | | 3503 - Amélioration qualité des couches ECF | | 650 000,00 | | | 482 810,00 | | 600 000,00 | 600 000,00 |
| 3503 - Structuration chaussées enrobés | | | 677 000,00 | | 62 380,42 | 747 380,42 | | 1 220 000,00 | 1 220 000,00 | |
| 3503 - Reprise de faiblesses de structures | | | 1 200 000,00 | | | 1 230 000,00 | | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 | |
| 3503 - Remise à niveau des giratoires | | | 301 000,00 | | | 276 720,00 | | 245 000,00 | 245 000,00 | |
| 3503 - Recalibrage des chaussées | | | 471 000,00 | | | 1 321 000,00 | | 300 000,00 | 300 000,00 | |
| TOTAL Structuration des chaussées | | | 4 249 000,00 | 0,00 | 97 018,24 | 5 163 028,24 | 5 000 000,00 | 4 761 000,00 | 4 761 000,00 | |
| maintenance des OA | 563 - études | | 137 000,00 | | | 162 430,00 | | 120 000,00 | 120 000,00 | |
| | 3503 - Maintenance du réseau routier | | 540 000,00 | | 91 996,87 | 687 796,87 | | 640 000,00 | 640 000,00 | |
| | TOTAL maintenance des OA | | 677 000,00 | 0,00 | 91 996,87 | 850 226,87 | 300 000,00 | 760 000,00 | 760 000,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | |
|--|--|--|------------------------|------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|------------|
| | | | 2020 | | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE | Signalisation horizontale | 3503 - Maintenance du réseau routier | 250 000,00 | | | 250 000,00 | 200 000,00 | 250 000,00 | 250 000,00 | |
| | Signalisation Verticale | 618 - Signalisation horizontale et verticale / installations de voirie | 300 000,00 | | 168 599,24 | 468 599,24 | 400 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | |
| | Écoulement des eaux | 3503 - Maintenance du réseau routier | 100 000,00 | | | 147 000,00 | 110 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | |
| | Coordination de sécurité | 3503 - Maintenance du réseau routier | 5 000,00 | | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| | Reprise aléas géotechniques | 3503 - Maintenance du réseau routier | 270 000,00 | | | 129 714,00 | 50 000,00 | 310 000,00 | 310 000,00 | |
| | | 563 - études | 60 000,00 | | | 0,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 | |
| | | TOTAL Reprise aléas géotechniques | 330 000,00 | 0,00 | 0,00 | 129 714,00 | 50 000,00 | 370 000,00 | 370 000,00 | |
| | Matériel | 2244 - Matériel du parc équipement | | | | 14 831,99 | 1 038 649,99 | | | 125 000,00 |
| | | 396 - matériel de transport | | | | | 120 000,00 | | | 285 000,00 |
| | | 909- Acquisition diverse | | | | 781,27 | 82 981,27 | | | 60 000,00 |
| | | 396 - matériel de transport | | | | | 2 500,00 | | | |
| | | 2244 - Matériel exploitation route | | | | 5 512,66 | 42 512,66 | | | 40 000,00 |
| | | 2244 - Matériel exploitation route | | | | | | | | 470 000,00 |
| | | 396 - matériel de transport | | | | | 30 000,00 | | | |
| | | 909- Acquisition diverse | | | | | 35 000,00 | | | 20 000,00 |
| | TOTAL Matériel | 800 000,00 | 0,00 | 21 125,92 | 1 351 643,92 | 850 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | | |
| TOTAL INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE | | | 9 329 300,00 | 500 000,00 | 901 814,33 | 11 621 576,33 | 9 262 000,00 | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | |
| Plan D^{at} de remise à niveau du patrimoine OA affaibli ou en fin de vie | OA Stratégiques | 3503 - Maintenance du réseau routier | 580 000,00 | | | 580 000,00 | | 600 000,00 | 800 000,00 | |
| | | 563 Frais d'études (Pont des Américains - Givet) | | | | | | 70 000,00 | 70 000,00 | |
| | OA Sensibles | 3503 - Maintenance du réseau routier | 420 000,00 | | | 220 000,00 | | 400 000,00 | 200 000,00 | |
| TOTAL PLAN REMISE A NIVEAU PATRIMOINE OA | | | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 800 000,00 | 50 000,00 | 1 070 000,00 | 1 070 000,00 | |
| MOBILITES | 3133 - TGV Est - 2ème phase financement | | 1 608 282,00 | | | 1 608 282,00 | | 1 608 282,00 | 1 608 282,00 | |
| | 3159 - Subventions pour travaux ferroviaires (org. Publ.) - CPER CHMEZ GIVET | | 749 983,00 | | | 908 861,00 | | 1 090 000,00 | 1 090 000,00 | |
| | 3159 - Subventions pour travaux ferroviaires (org. Publ.) - CAPILLAIRE FRET | | 195 000,00 | 111 750,00 | | | | 130 000,00 | 130 000,00 | |
| | TOTAL MOBILITES | | 2 553 265,00 | 111 750,00 | 0,00 | 2 517 143,00 | 2 470 000,00 | 2 828 282,00 | 2 828 282,00 | |
| Aérodrome | 537 -subvention d'équilibre | | 283 900,00 | -76 199,57 | 0,00 | 207 700,43 | 0,00 | 96 500,00 | 136 500,00 | |
| Total RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | | | 21 676 400,00 | 535 550,43 | 1 052 217,04 | 23 846 757,47 | 17 176 405,00 | 21 831 954,00 | 21 871 954,00 | |
| Gendarmeries | Construction de 4 gendarmeries en mandat de MO | 376 - Travaux dans les gendarmeries (DO hors BEA) | 50 000,00 | | 43 500,96 | 208 500,96 | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | | 376 - Travaux divers dans les gendarmeries | | | | | | 155 000,00 | 155 000,00 | |
| | | GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | 115 000,00 | 0,00 | 43 500,96 | 208 500,96 | 70 000,00 | 205 000,00 | 205 000,00 | |
| TOTAL GENDARMERIES | | | 165 000,00 | 0,00 | 43 500,96 | 208 500,96 | 70 000,00 | 205 000,00 | 205 000,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | |
|--|---|--|--|-----------------------|------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | | |
| Bâtiments Pédagogiques et Culturels | Vieilles Forges : pose de barrières bois | | 361- Travaux divers | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | Vieilles Forges : mise en place d'un contrôle | | 361- Travaux divers | | | | | | 30 000,00 | 35 000,00 |
| | Woinic : Eclairage extérieur | | 361- Travaux divers | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | Equipe mobile et SSR (extincteurs) | | 2911 - Acquisition de matériel technique | | | 201,12 | 1 813,12 | | | |
| | Extension archives départementales | | 563 - Frais d'études | 40 000,00 | | | 68 800,00 | | | |
| | Archives Départementales : rénovation salle exposition/bureau, toiture terrasse et menuiseries salle de lecture | | 563 -Archives Départementales : rénovation salle exposition/bureau, toiture terrasse et menuiseries salle de lecture | | | | | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | 618 - Installations de voirie | | | | | | 37 000,00 | | | |
| GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | | | 895 000,00 | | | | | | | |
| TOTAL Bâtiments Pédagogiques et Culturels | | | 946 500,00 | - | 26 342,15 | 1 041 192,15 | 500 000,00 | 464 500,00 | 469 500,00 | |
| Laboratoire Départemental | Laboratoire-Travaux divers 2016 + engagements en cours (SEM) | | 361 - Travaux Divers | | | | | | | |
| | Marché chauffage IDEX P3 | | | | | 72 000,00 | 108 000,00 | | | |
| | Demandes d'intervention | | 361 - Mise en conformité électrique | | | | | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | | | 361 - Travaux divers | | | | | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | | | 36 000,00 | | | | | | |
| TOTAL Laboratoire Départemental | | | 0,00 | 0,00 | 72 000,00 | 168 000,00 | 40 000,00 | 19 000,00 | 19 000,00 | |
| Batiments occupés par des tiers | Ecuries Augeard à Buzancy : travaux de sécurisation | | 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales | 70 000,00 | | | | | 200 000,00 | 70 000,00 |
| | La Cassine : travaux de confortement (toitures, charpentes, planchers) MOE - AO 1ère phase | | 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales | 400 000,00 | | | 520 000,00 | | 235 000,00 | 235 000,00 |
| | Site de Régniowez | | 361 - Travaux divers (sécurisation des accès) | | | | | | 23 500,00 | 23 500,00 |
| | Demandes d'intervention | | 361 - Travaux Divers | | | | | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | Tous bâtiments occupés par tiers | | 361 - Mise en conformité électrique | | | | | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | Immeuble Place Ducale : aménagement des locaux pour accueil ADT/OCT | | 371 - Travaux préservation bâtiments départementaux | 50 000,00 | | 47 409,60 | 112 409,60 | | 300,00 | 300,00 |
| | Maison du tourisme Place Ducale : remplacement menuiseries, réfection toitures et façades | | 563 - Frais d'études - phase diagnostic | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | Maintenance SSI (extincteur) | | 2911 - Acquisition de matériel technique | | | | 102,00 | | | |
| GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | | | 65 000,00 | | | | | | | |
| TOTAL Bâtiments occupés par des tiers | | | 585 000,00 | - | 47 409,60 | 632 511,60 | 250 000,00 | 523 800,00 | 393 800,00 | |
| Etudes | Tous bâtiments administratifs : diagnostique rénovation énergétique - décret tertiaire | | 563 - Frais d'études | | | | | 16 000,00 | 16 000,00 | |
| | Expertise toitures divers bâtiments | | 563 - Frais d'études | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | Etudes diverses | | 563 - Frais d'études | | | | | 56 662,00 | 45 000,00 | |
| | Convention CEREMA | | 563 - Frais d'études | | | | | | 11 662,00 | |
| | TOTAL Crédits d'études | | | 51 662,00 | | | 37 262,00 | 15 000,00 | 102 662,00 | 102 662,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | |
|---|--|---|-----------------------|-------------------|---------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 | | |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | | | |
| CER & TRA | Site Caquot - audit sécurité bâtiment pôle atelier | 563 - Frais d'études | | | | | | 25 000,00 | 25 000,00 | |
| | Réorganisation des centres d'exploitation : Charleville-Mézières, Poix-Terron, Attigny | 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales | 300 000,00 | | | 300 000,00 | | 698 790,00 | 698 790,00 | |
| | Site Caquot : réfection abri à sel | 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales | | | | | | 250 000,00 | 250 000,00 | |
| | Réorganisation des centres d'exploitation : CE Fumay | 368 - Travaux Divers | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | CE organisation territoriale DIE - report | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | TRA et CE-Travaux divers 2016 + engagements en cours | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | Site Caquot : alimentation électrique portail entrée site, rénovation toiture atelier, évaluation conformité station carburant | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | CE Sedan : remplacement clôture suite à sinistre | 361 - Travaux Divers | | | 37 736,98 | | 283 606,98 | | | |
| | CE Buzancy : raccordement réseaux sanitaires du | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | CE Signy-Le-Petit : remplacement du portail et | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | CE Vouziers : travaux urgents d'aménagements | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | Réorganisation des centres d'exploitation : CE | 361 - Travaux Divers | | | | | | | | |
| | Site Caquot - Atelier mécanique : remplacement du sol | 361 - Travaux Divers | | | | | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | Site Caquot - PTS Atelier mécanique - réfection des sanitaires | 361 - Travaux Divers | | | | | | | 25 000,00 | |
| | CE Monthermé | 361 - Travaux divers (sécurisation des accès) | | | | | | 21 000,00 | 21 000,00 | |
| | CE Signy l'Abbaye : remplacement rideau métallique | 361 - Travaux Divers | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | CE Signy le Petit : rénovation du CE | 361 - Travaux Divers (portail, menuiseries....) | | | | | | 40 000,00 | 40 000,00 | |
| | Tous CER et TRA | 361 - Mise en conformité électrique | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | Demandes d'interventions | 361 - Travaux Divers | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | | 2911 - Acquisition de matériel technique | | | | | 2 230,00 | | | |
| | | GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | | 131 000,00 | | | | | | |
| | TOTAL CER & TRA | | | 431 000,00 | 0,00 | 37 736,98 | 585 836,98 | 350 000,00 | 1 189 790,00 | 1 214 790,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 | | |
|---|--|--|-----------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|------------|--|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 | | | |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | | | | |
| Collèges | Collège multisite Asfeld-Château Porcien : Etudes sur le système de chauffage | 563 - Frais d'études | | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | Collège multisite Liart / Signy le Petit : Etudes du réseau d'eaux usées | 563 - Frais d'études | | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | Collège de Nouvion sur Meuse : Rénovation de la demi pension | 563 - Frais d'études | | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | Collège de Vouziers : Rénovation des sanitaires | 563 - Frais d'études | | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | Collège Rimbaud : Rénovation de la demi pension Rénovation des sanitaires | 563 - Frais d'études | | | | | | | 80 000,00 | 80 000,00 | |
| | Construction d'une nouvelle légumerie | 563 - Frais d'études | | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | Collège Monthermé/Bogny sur Meuse : construction d'un nouveau collège | 563 - Frais d'études | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | Collège de la Ronde couture : construction d'un nouveau collège | 563 - Frais d'études | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | Collège Nouvion/Meuse : Audit réseaux et canalisation | 563 - Frais d'études | | | | | | | 0,00 | 6 000,00 | |
| | Tous collèges : AMO - Remplacement des chaufferies AMO - Audit SSI | 563 - Frais d'études | | | | | | | 82 000,00 | 82 000,00 | |
| | | 380- travaux collèges propriétés CG (moins d'un an) | | | 6 704,30 | 392 204,30 | | | | | |
| | Collège de Revin : remplacement de la production de chaleur et ECS | 380 - travaux collèges propriétés CG (moins d'un an) | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | Collège Rimbaud : Remplacement porte de cuisine Remplacement matériels de cuisine | 380 - travaux collèges propriétés CG (moins d'un an) | | | | | | | 40 000,00 | 40 000,00 | |
| | Demandes d'interventions | 380 - travaux collèges propriétés CG (moins d'un an) | | | | | | | 80 000,00 | 80 000,00 | |
| | | 3485- travaux sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | 67 208,41 | | | | | |
| | - Collège Vouziers : nouvelle demi-pension | | | 10 000,00 | | | | | 2 300,00 | 2 300,00 | |
| | - Collège Vrigne-aux-Bois : locaux Château Evain avant transfert commune | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | 260 000,00 | | 295 273,09 | 32 267,91 | | | | |
| | - Collège Rimbaud : réfection demi-pension | | | 30 000,00 | | | | | | | |
| | Cité Scolaire de Givet : Remplacement toiture shed - salle techno | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | Collège de Fumay : Rénovation des sanitaires | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | Collège de Rimogne : remplacement des toitures | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 80 000,00 | 80 000,00 | |
| | Collège de Grandpré : Réfection de la toiture - bât techno | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | Collège de Villers-Semeuse : Remplacement des menuiseries | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | Collège de Juniville : Remplacement des menuiseries de l'externat | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 | |

PROJET BP 2021 DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|--|--|--|-----------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | | |
| Collèges | Collège de Nouvion sur Meuse : Rénovation des sanitaires | 3651 - agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | | | | | | 220 000,00 | 220 000,00 |
| | | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | 292 731,22 | 2 918 321,22 | | | |
| | Cité Scolaire de Givet : Remplacement pompes de chauffage en chaufferie | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Collège Douzy : Remplacement des toitures | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 185 000,00 | 185 000,00 |
| | Collège de Fumay : Remplacement de la production de chaleur et ECS | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | Collège de Monthermé : Mise en conformité lieux de stockage gymnase / sécurité incendie | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | Collège de Vireux Wallerand : Remplacement des blocs portes coupe feu | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 34 000,00 | 34 000,00 |
| | Collège de Bogny sur Meuse : remplacement du SSI | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | Collège de Grandpré : Réfection des enrobés accès arrière cuisine | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | Collège Jean-Macé Charleville-Mézières : rénovation complète du couloir du 2ème étage | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | Collège Léo-Lagrange Charleville-Mézières : Réfection toiture terrasse (2ème phase) Réfection des sanitaires élèves | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 130 000,00 | 120 000,00 |
| | Collège Rouget de Lisle Charleville-Mézières : Rénovation du logement de fonction | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | Collège Scaroni Charleville-Mézières : Ravalement de façade Remplacement de la production de chaleur et ECS | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | Collège de Sault les Rethel : Remplacement de matériels de cuisine Remplacement du SSI avec intégration PPMS | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 90 000,00 | 90 000,00 |
| | Collège de Signy l'Abbaye : Remplacement des portes d'accès | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | Collège de Juniville : Remplacement de la ligne de self | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| Collège le Lac Sedan : Installation système vidéosurveillance et PPMS Rénovation toiture terrasse SEGPA | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 70 000,00 | 70 000,00 | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---|--|--|-----------------------|---------------|---------------|-------------------|-----------------|---------------------|---------------------|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 | |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | | |
| Collèges | Collège multisite Asfeld-Château Porcien : Travaux de menuiseries Rénovation de la plonge Remplacement de matériels de cuisine | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 115 000,00 | 115 000,00 |
| | Collège de Vireux Wallerand : Remplacement du SSI | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 35 000,00 | 35 000,00 |
| | Collège de Vouziers : Mise en place d'un PPMS | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 6 000,00 | 6 000,00 |
| | Collège de Rocroi : Remplacement des étanchéité de toiture | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | Collège de Nouvion/Meuse : Réfection du réseau de chauffage | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 0,00 | 40 000,00 |
| | Tous collèges : Travaux de mise en conformité électrique Travaux de mise en conformité des ascenseurs | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 130 000,00 | 130 000,00 |
| | Demandes d'interventions | 3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an) | | | | | | 170 000,00 | 170 000,00 |
| | Collège Attigny : reprise désordres construction DO | 3164 - travaux collèges propriétés CG (plus d'un an) | | | | | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | Collège Rimbaud : Remplacement des menuiseries - gymnase | 3164 - travaux collèges propriétés CG (plus d'un an) | | | | | | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | | 3484 - Travaux sur les collèges mis à disposition (moins d'1 an) | | | | | 100 000,00 | | |
| | | GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1 | | | | | 496 256,77 | | |
| TOTAL COLLEGES | | | | | | | | 2 914 300,00 | 2 950 300,00 |
| S'Ad AP Collèges | Mise aux normes PMR Collèges | 3651- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an) | 500 000,00 | | | | 400 000,00 | 610 000,00 | 610 000,00 |
| | | 3485- Travaux sur les collèges mis à disposition (plus d'1 an) | | | | | 100 000,00 | | |
| TOTAL S'Ad AP Collèges | | | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 610 000,00 | 610 000,00 |
| Pole de Haute Technologie | SMMLB Accessibilité et Verrière | 3601-SMMLB Dépenses Travaux sous mandat | 300 000,00 | 300 000,00 | 2 311,20 | 302 311,20 | 0,00 | | |
| S'Ad AP Hors Collèges | Mise aux normes PMR hors collèges | 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales | 200 000,00 | 200 000,00 | 43 742,19 | 203 742,19 | 50 000,00 | 249 561,00 | 244 269,00 |
| Entretien ménager - Investissement | | 13 - Acquisition de matériel - Divers | | | 120,00 | 5 120,00 | | | |
| | | 2911 - Acquisition de matériel technique | | | | 5 000,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | TOTAL Entretien ménager - Investissement | 0,00 | 0,00 | 120,00 | 10 120,00 | 3 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---|--|---|---------------------|-----------------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | 2020 | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| Collège et pôle scolaire Attigny | Pôle scolaire Attigny - Collège | 384 - Travaux DO collège - Attigny - Construction Cité Scolaire Collège | 16 250,00 | | | 34 000,00 | 12 500,00 | | |
| | Pôle scolaire Attigny - Ecole Primaire | 3409 - Attigny - Primaire Dépense sous mandat | 8 750,00 | | | 8 750,00 | | | |
| | TOTAL Collège et pôle scolaire Attigny | | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 42 750,00 | 12 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total PROPRIETES DEPARTEMENTALES | | | 8 387 957,00 | 500 000,00 | 1 006 209,06 | 9 414 166,06 | 3 431 068,00 | 8 770 098,00 | 8 523 806,00 |
| ANT | Réseau Départemental Haut Débit (reseau wifimax) | 1833-Réseaux divers | 3 000,00 | | | 10 865,00 | | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | Malveillance | 3120 - Etudes | | | | 615,00 | | | |
| | | 379 - Aménagements et agencements de terrains | 2 000,00 | | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | Subv. Inv Paraboles | 2805 - Subventions d'investissement aux particuliers et associations | 1 000,00 | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| TOTAL ANT | | | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 14 480,00 | 14 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| TOTAL DSI | | | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 14 480,00 | 14 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| ECONOMIE | FAURECIA | 323-subventions aux communes | 35 000,00 | | | 35 000,00 | | 35 000,00 | 35 000,00 |
| | CRITT (Interreg), URCA et CFAI (Platinum) | 2051-Recherche subv invts aux tiers | 30 300,00 | | | 30 300,00 | | 30 300,00 | 30 300,00 |
| | | 3555 - Bâtiment du Port | 57 769,00 | | | 57 769,00 | | 16 547,00 | 16 547,00 |
| | Port de Givet | 3179 - Quai des 3 fontaines | 40 920,00 | | | 40 920,00 | | 76 684,00 | 76 684,00 |
| TOTAL ECONOMIE | | | 163 989,00 | 0,00 | 0,00 | 163 989,00 | 30 000,00 | 158 531,00 | 158 531,00 |
| AMENAGEMENT RURAL | AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS (AFAF) - marchés | 374 - AFAF liés à l'A 304 | 25 000,00 | | | 25 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | 563 - Frais d'études (AFAF demandés par les communes) | 160 000,00 | | | | | 75 000,00 | 75 000,00 |
| | | 563 - Frais d'études (ECIR actes administratifs) | 30 000,00 | | | 190 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | TOTAL AFAF | | 215 000,00 | 0,00 | 0,00 | 215 000,00 | 25 000,00 | 105 000,00 | 105 000,00 |
| | AFAF SORMONNE, MURTIN, REMILLILLY | 1867-tvx connexes-remembrement-Subventions Invest. aux | 108 000,00 | | | 108 000,00 | | 400 000,00 | 400 000,00 |
| | AFAF de ROCROI et BOURG FIDELE | 1121 - Aménagement foncier - subv communes | 40 000,00 | | | 40 000,00 | | 62 000,00 | 62 000,00 |
| | TC individuels A304 | 813 - Remembrement - travaux connexes et échanges-particuliers | 20 000,00 | | | 20 000,00 | | 40 240,00 | 40 240,00 |
| | TC particuliers A304 | 813 - Remembrement - travaux connexes et échanges-particuliers | 50 000,00 | | | 50 000,00 | | 23 068,00 | 23 068,00 |
| | TOTAL TRAVAUX CONNEXES | | 218 000,00 | 0,00 | 0,00 | 218 000,00 | 50 000,00 | 525 308,00 | 525 308,00 |
| | AGRICULTURE | 1954-Plan de modernisation des bâtiments d'élevage | 2 676,00 | | | 2 676,00 | | 2 676,00 | 2 676,00 |
| TOTAL AGRICULTURE | | 2 676,00 | 0,00 | 0,00 | 2 676,00 | 0,00 | 2 676,00 | 2 676,00 | |
| Mescoursesenardennes | 2599 - Logiciels | | | | | | 3 356,00 | 43 356,00 | |
| TOTAL Mescoursesenardennes | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 356,00 | 43 356,00 | |
| TOTAL AMENAGEMENT RURAL | | | 435 676,00 | 0,00 | 0,00 | 435 676,00 | 75 000,00 | 636 340,00 | 676 340,00 |
| CONTRATS DE TERRITOIRE | Fonds de soutien au développement des | 3101-Subventions aux Communes et groupements TRAVAUX | 600 000,00 | 500 000,00 | | 914 925,00 | | 1 558 000,00 | 1 750 000,00 |
| | Fonds départemental de solidarité locale | 3101-Subventions aux Communes et groupements TRAVAUX | 704 000,00 | | | 941 829,00 | | | |
| | Fonds de réserve | 3101-Subventions aux Communes et groupements TRAVAUX | 173 000,00 | | | 238 246,00 | | | |
| TOTAL CONTRATS DE TERRITOIRE | | | 1 477 000,00 | 500 000,00 | - | 2 095 000,00 | 2 100 000,00 | 1 558 000,00 | 1 750 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---|--|---|----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | 2020 | | | | | | |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| TOURISME | aides au développement touristique | 546 - Fonds Touristique - Communes | 14 500,00 | | | 14 500,00 | | 7 500,00 | 7 500,00 |
| | | 546 - Fonds Touristique - Communes | 13 500,00 | | | 13 500,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | 546 - Fonds Touristique - Communes | 16 473,00 | | | 16 473,00 | | 16 473,00 | 16 473,00 |
| | TOTAL aides au développement touristique | | 44 473,00 | 0,00 | 0,00 | 44 473,00 | 0,00 | 23 973,00 | 23 973,00 |
| | Tourisme de mémoire (DM1) | 2599 - Logiciels | 4 740,00 | | | 4 740,00 | | 4 740,00 | 4 740,00 |
| Subvention INVEST 2020 Maison du PNR | 3648 - Maison du PNR Ardennes | 0,00 | 293 000,00 | | 293 000,00 | 235 000,00 | | | |
| TOTAL TOURISME | | | 49 213,00 | 293 000,00 | 0,00 | 342 213,00 | 235 000,00 | 28 713,00 | 28 713,00 |
| VALORISATION DES ESPACES BOISES | Forêt Les Mazures - création piste et aire de stockage | 379 - Aménagements et agencements de terrains | 19 000,00 | | 2 346,00 | 21 346,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | Achat par DIE pour RD et autres propriétés (remorque forestière) | 396 - matériels de transport | 25 000,00 | | | 25 000,00 | | | |
| | Achat DIE sur bord de RD et autres propriétés | 1823 - Matériel et outillage techniques | 1 000,00 | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | Pour DIE sur bord de RD et autres propriétés | 2049 - Plantations d'arbres et d'arbustes | 5 000,00 | | | 5 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| TOTAL VALORISATION DES ESPACES BOISES | | | 50 000,00 | 0,00 | 2 346,00 | 52 346,00 | 20 000,00 | 41 000,00 | 41 000,00 |
| TOTAL COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE | | | 34 390 999,00 | 3 328 550,43 | 2 061 304,90 | 40 009 924,33 | 26 168 473,00 | 34 897 219,00 | 35 392 629,00 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

| | | | | | | | | | |
|---|--|------------------------|--------------------------------|------------------------------|-------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | Voirie - Entretien Courant Voirie Départementale 2004- 2011 | Facturation de travaux | 921 - Indemnité de sinistres | 27 000,00 | | | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | Dommages de voirie | 921 - Indemnité de sinistres | | | 61 625,00 | | |
| | | | Pôle technique Atelier Magasin | 921 - Indemnité de sinistres | | | 20 000,00 | | |
| TOTAL RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | | | | 27 000,00 | 0,00 | 81 625,00 | 110 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|------------------------|----------|--------------------|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| BATIMENTS | Collèges | Entretien collèges | 921 - Indemnités pour sinistre | | | | | 0,00 | 15 000,00 |
| TOTAL BATIMENTS | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|--|--|---|-----------------------------|----------|-----------|------------------|-------------|------------------|------------------|
| DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | Agriculture Tourisme Hors Subventions | Agri Tourisme Fct divers hors subventions et participations | 3097 - Redevances pour concessions (recettes marque Woinic) | 20 000,00 | | 20 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| | | | | 2197 - topoguide - recettes | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | | | | 22 000,00 | 0,00 | 22 000,00 | 20 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|-----------------------------|---|---|-------------|------------------|-------------|------------------|------------------|-----------|
| DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU et ENERGIE | Développement Durable, Eau, Energie Hors Subventions | Conseil en Energie Partagée | 737 - Participation de fonctionnement des Régions | 13 000,00 | | 13 000,00 | | 10 000,00 | 26 000,00 | |
| | | | | 3032 - Participation Etat | 29 000,00 | | 29 000,00 | | 24 000,00 | 48 000,00 |
| | | | | 2757 - Subventions de fonctionnement (communes) | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU et ENERGIE | | | | 47 000,00 | 0,00 | 47 000,00 | 0,00 | 34 000,00 | 74 000,00 | |

| | | | | | | | | | |
|--------------------------|---------|------------------------------------|--|--|--|--|--|----------|-----------------|
| AMENAGEMENT RURAL | à créer | Circuits courts et produits locaux | 3032 - pour recettes attendues au titre de la démarche circuits courts et produits locaux en restauration collective Subvention FNADT | | | | | 7 650,00 | 7 650,00 |
| | | Mes courses en Ardennes | xxx - pour recettes attendues des EPCI | | | | | | 9 654,00 |
| | | TOTAL AMENAGEMENT RURAL | | | | | | | 7 650,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------------------------------|--|-----------------------------------|------------------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Valorisation des Espaces Boisés | Exploitation bois bord de RD et autres propriétés | 3737 - Coupe de bois d'Œuvre | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | | 3736 - Coupe de bois Energie | 0,00 | | | | 28 000,00 |
| | | Forêts relevant du régime forestier | 666 - Locations bâtiments divers | 12 300,00 | | 12 300,00 | | 12 300,00 | 12 300,00 |
| | | | 757 - Produits des coupes de bois | 41 000,00 | | 41 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | | 58 300,00 | 0,00 | 58 300,00 | 15 000,00 | 65 300,00 | 65 300,00 |

| | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE | | | | 154 300,00 | 0,00 | 208 925,00 | 145 000,00 | 178 950,00 | 243 604,00 |
|---|--|--|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|----------------------|----------------------|
| 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

| RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|---|--|--|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| | Rétrocession RN51-43 Travaux de remise en état | 1317 - Subventions d'équipement non transférables de l'Etat - soulte remise en état RD43-51 | | | | |
| | Rétrocession RN51-43 Travaux de remise en état | - Réfection couche de roulement du carrefour entre l'avenue Charles De Gaulle et la Rocade : remboursement des travaux réalisés pour le compte de la Ville de Charleville-Mézières | 30 500 | | | |
| | Aménagements spécifiques de sécurité | D988 LES MAZURES - aménagement giratoire : participation commune | 143 055 | | | |
| | | D988 LES MAZURES - aménagement giratoire : participation CC Vallées et plateaux d'Ardenne | 143 055 | | | |
| | Mise en sécurité des points singuliers | TREA - D16/D9 - Warcq - aménagement giratoire"La Guillotine" | 110 825 | | | |
| | Recalibrage | 3735 - DSID-Dotation de soutien à l'investissement des départements-RD987 | | | 113 036 | 113 031 |
| | Matériel autres directions | 241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat | | | | 11 095 |
| | Matériel exploitation DIE | Vente de véhicules (environ 30) | | | | |
| TOTAL RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | | | 427 435,00 | 0,00 | 647 871,00 | 124 126,00 |

| | |
|---------------------|-------------------|
| 2 695 000 | 0 |
| | |
| | |
| | |
| 263 753 | 263 738 |
| 50 000 | 50 000 |
| 3 008 753,00 | 313 738,00 |

| TRANSPORTS ET MOBILITES | Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|--------------------------------------|-----------------------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------|
| | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| | Transport ferroviaire | 3133 - TGV - 2ème phase de financement et Poix Terron | | | | 8 266 |
| TOTAL TRANSPORTS ET MOBILITES | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 266,00 |

| | |
|-------------|-------------|
| | |
| 0,00 | 0,00 |

| PROPRIETES DEPARTEMENTALES | Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|---|--|---|-----------------|-----------------------|----------------|----------------|
| | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| | 735 - Participation reçue de communes | | | | | |
| | 245 - Subventions d'Equipement transférables - Région - cité scolaire Vouziers (mise en accessibilité, création demi-pension) | | 119 529 | | 119 529 | |
| | 3602 - SMMLB - Recettes de mandat | | 300 000 | | 300 000 | |
| | Participation Etat - rénovation toiture Préfecture | | 26 400 | | 26 400 | |
| | DSID - Bâtiments modulaire Villers-Semeuse (amgt locaux) | | 45 000 | | | |
| | DSID - Mise en accessibilité du Gymnase de l'ESPE | | 20 837 | | 170 775 | |
| | DSID - Mise en accessibilité Maison des Sports Bazeilles | | 33 538 | | | |
| | DSID - Légumerie Clge Le Lac | | 71 400 | | | |
| TOTAL PROPRIETES DEPARTEMENTALES | | | 616 704 | 0 | 616 704 | 102 000 |

| | |
|---------------|--------------|
| | 2 405 |
| 48 930 | 0 |
| | |
| | |
| | |
| | |
| 48 930 | 2 405 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|----------------------|----------------------|
| 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|----------------------------|---|-----------------|-----------------------|----------------|----------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |
| AMENAGEMENT FONCIER | 3221 - Subventions d'équipement reçues - Etat et établissements assimilés | 139 651 | | 139 651 | |
| | NA - pour recettes attendues des EPCI | | | | |
| | TOTAL AMENAGEMENT FONCIER | 139 651 | 0 | 139 651 | 118 827 |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|--------------|----------------|
| 4 200 | 4 200 |
| | 20 000 |
| 4 200 | 24 200 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| Environnement, eau, énergie | Assistance Technique Eau (SATE) | 1275 - Subventions d'équipement non transférables - Communes | 14 000 | | 14 000 | |
| | | 247 - Subventions d'équipement Agences de l'Eau | 145 000 | | 145 000 | |
| | Conseil en Energie partagée | 241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat (ADEME) | 15 000 | | 15 000 | |
| TOTAL Environnement, eau, énergie | | | 174 000,00 | 0,00 | 174 000,00 | 100 000,00 |

| | |
|-------------------|-------------------|
| 11 000 | 0 |
| 100 000 | 100 000 |
| | |
| 111 000,00 | 100 000,00 |

| | | | | | | |
|--|-------------------------|---|------------------|----------|------------------|----------------|
| DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | Boucle de chooz | 244 - Subvention d'équipement de la Région | 120 539 | | 120 539 | |
| | | 1318 - Subventions d'équipement non transférables de l'Union Européenne (FEDER) | 415 988 | | 415 988 | |
| | | 1275 -Subventions d'équipement non transférables - Communes | 719 214 | | 719 214 | |
| | Voie verte Sud Ardennes | 2813 - FNADT | 27 777 | | 27 777 | |
| | | 244 - Subvention d'équipement de la Région | | | | |
| | | DSIL- Acompte 30 % | 547 931 | | 924 284 | |
| | | DSID - Acompte 30 % | 334 687 | | | |
| | | 1275-Subventions d'équipement non transférables - Communes | 41 666 | | | |
| TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | | | 2 207 802 | 0 | 2 207 802 | 900 000 |

| | |
|------------------|------------------|
| 0 | 41 598 |
| 24 547 | 24 547 |
| 320 000 | 320 000 |
| 730 575 | 730 575 |
| 446 250 | 446 250 |
| 750 000 | 750 000 |
| 2 271 372 | 2 312 970 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------|----------------------------|----------------|----------|----------------|----------|
| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Valorisation des Espaces Boisés | 2824 - Produits de cession | 250 000,00 | | 250 000,00 | |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | 250 000 | 0 | 250 000 | 0 |

| | |
|----------------|----------------|
| 300 000,00 | 300 000,00 |
| 300 000 | 300 000 |

| | | | | |
|---|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE | 3 815 592,00 | 0,00 | 4 036 028,00 | 1 353 219,00 |
|---|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|

| | |
|---------------------|---------------------|
| 5 744 255,00 | 3 053 313,00 |
|---------------------|---------------------|

BUDGET AERODROME PROJET BP 2021

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|-------------------------------|--|
| F O N C T I O N N E M E N T | Dépenses réelles 210 130 € | Recettes réelles 79 420 € |
| | Dépenses d'ordre 102 000 € | Subvention d'équilibre 2021 232 710 € |
| | 312 130 € | 312 130 € |
| I N V E S T I S S E M E N T | Dépenses réelles 238 500 € | Subvention d'équilibre 136 500 € |
| | | Recettes d'ordre 102 000 € |
| | 238 500 € | 238 500 € |

**BUDGET ANNEXE AERODROME DE BELVAL Etienne RICHE
PROJET BP 2021 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
|-----------|--|--|-----------|---------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | | | |
| AERODROME | Fonctionnement Aérodrome hors rémunérations Personnel | 4 - Abonnements | 7 500,00 | 4 155,00 | 265,00 | 500,00 | 500,00 | | |
| | | 3677 - Assurances AUTRES que dommages aux biens | 8 100,00 | 8 100,00 | 7 350,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | | |
| | | 2794 - Autres matières et fournitures | 100,00 | 100,00 | - | - | - | | |
| | | 106 -Autres produits pharmaceutiques | | 189,00 | 190,00 | | | | |
| | | 137 - Carburant - | 75 000,00 | 72 316,00 | 41 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | | |
| | | 1303 - Contrat de prestations de services | 1 000,00 | 1 000,00 | - | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | 2185 - Contrats de maintenance | 8 000,00 | 8 000,00 | 500,00 | 8 000,00 | 8 000,00 | | |
| | | 2753 - Cotisations | 750,00 | 750,00 | 745,00 | 250,00 | 250,00 | | |
| | | 453 - Eau et assainissement - | - | 299,00 | 300,00 | 300,00 | 300,00 | | |
| | | 461 - Electricité | 12 000,00 | 11 718,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | | |
| | | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | 8 000,00 | 3 529,50 | - | 5 000,00 | 5 000,00 | | |
| | | 476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise | 3 000,00 | 3 000,00 | - | 1 500,00 | 1 500,00 | | |
| | | 488 - Entretien de matériel de transport - | 500,00 | 40,00 | | 500,00 | 500,00 | | |
| | | 492 - Entretien de terrains, parcs et jardins | 1 500,00 | 2 350,00 | 2 350,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | | |
| | | 2736 - Etudes et diagnostics | 1 100,00 | 1 060,00 | 500,00 | 500,00 | 500,00 | | |
| | | 3277 - Foires et expositions | | | | | | | |
| | | 549 - Fournitures de bureau | 650,00 | 300,00 | 165,00 | 500,00 | 500,00 | | |
| | | 1829 - Fournitures de petit équipement | 900,00 | 711,00 | 500,00 | 500,00 | 500,00 | | |
| | | 1329 - Frais de nettoyage des locaux | 3 000,00 | 3 000,00 | 1 200,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| | | 1261 - Frais de télécommunications | 1 500,00 | 1 907,00 | 600,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | | 623 - Habillement | 250,00 | 250,00 | - | 250,00 | 250,00 | | |
| | | 641 - Impôts et taxes fonciers, charges diverses | 13 705,00 | 13 705,00 | 13 705,00 | 14 000,00 | 14 000,00 | | |
| | | 2161 - Promotion, communication | - | 6 970,50 | 6 850,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | | |
| | | 2571 - Régularisation de TVA (dépenses) | - | | | 5,00 | 5,00 | | |
| | | 3315 - services bancaires et assimilés | 50,00 | 50,00 | 15,00 | 15,00 | 15,00 | | |
| | | TOTAL | | | 146 605,00 | 143 500,00 | 86 235,00 | 111 320,00 | 111 320,00 |

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| AERODROME | Rémunérations Personnel Aérodrome | 891 - Formation professionnelle | 3 000,00 | 6 105,00 | 6 105,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | 233 - Cotisation CNFPT | 450,00 | 450,00 | 450,00 | 410,00 | 410,00 |
| | | 3300 - Cotisations à l'URSSAF | 7 000,00 | 7 200,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | | 163 - Cotisations au F.N.A.L. | 250,00 | 250,00 | 250,00 | 230,00 | 230,00 |
| | | 191 - Cotisations aux caisses de retraite | 15 000,00 | 14 850,00 | 14 700,00 | 14 300,00 | 14 300,00 |
| | | 578 - Frais de déplacement - Formation | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | 2193 - Frais déplacements Mission | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | 1737 - Indemnité de régisseur | 200,00 | 200,00 | 200,00 | 300,00 | 300,00 |
| | | 1234 - Rémunérations personnel permanent titulaire- Autres indemnités | 21 740,00 | 21 540,00 | 21 540,00 | 22 500,00 | 22 500,00 |
| | | 1232 - Rémunérations personnel permanent titulaire NBI | 1 000,00 | 850,00 | 850,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | 829 - Rémunérations personnel permanent titulaire- Rémunération principale | 45 000,00 | 45 570,00 | 45 500,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| | | 2346 - S.F.T. | 30,00 | 30,00 | 30,00 | 30,00 | 30,00 |
| | | 3307 - Tickets repas - Aéroport | 2 640,00 | 2 370,00 | 2 370,00 | 2 640,00 | 2 640,00 |
| | | 402 - Versement de transport | 400,00 | 400,00 | 400,00 | 400,00 | 400,00 |
| TOTAL | | | 98 710,00 | 101 815,00 | 101 395,00 | 98 810,00 | 98 810,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT HORS REPORTS N-1 | | | 245 315,00 | 245 315,00 | 187 630,00 | 210 130,00 | 210 130,00 |
| AERODROME | Résultat reporté de fonctionnement | 925 - Résultat reporté de fonctionnement | | 224 259,65 | | | |
| TOTAL REPORTS N-1 | | | - | 224 259,65 | - | - | - |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | 245 315,00 | 469 574,65 | 187 630,00 | 210 130,00 | 210 130,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE BUDGET AERODROME | MOUVT. ORD. BUDGET AERODROME | 1375 - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 92 000,00 | 97 800,00 | | 102 000,00 | 102 000,00 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | | 92 000,00 | 97 800,00 | - | 102 000,00 | 102 000,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | 337 315,00 | 567 374,65 | 187 630,00 | 312 130,00 | 312 130,00 |

**BUDGET ANNEXE AERODROME DE BELVAL ETIENNE RICHE
PROJET BP 2021 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|-----------------------------|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| AERODROME | INVESTISSEMENT AERODROME | 13 - Acquisition de matériel - Divers | 500,00 | - | | 500,00 | 500,00 |
| | | 396 - Matériel de transport | | | | | |
| | | 2911 - Acquisition de matériel technique | 164 400,00 | 164 400,00 | 50 000,00 | 120 000,00 | 120 000,00 |
| | | 1135 - Acquisition Matériel et Mobilier | 5 000,00 | 5 000,00 | - | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | 563 - Frais d'études | 10 000,00 | 6 400,00 | 2 250,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | 1978 - Frais d'insertion - Publicité | 500,00 | 500,00 | - | 500,00 | 500,00 |
| | | 618 - Installations de voirie | 500,00 | 1 000,00 | 800,00 | 500,00 | 500,00 |
| | | 2599 - Logiciels | | 3 600,00 | 3 000,00 | | |
| | | 3503 - Réseau routier | 10 000,00 | 10 000,00 | - | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | 354 - Travaux d'aménagement des bâtiments publics | 185 000,00 | 185 000,00 | 25 000,00 | 60 000,00 | 100 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 375 900,00 | 375 900,00 | 81 050,00 | 198 500,00 | 238 500,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE BUDGET AERODROME | MOUVT ORD. BUDGET AERODROME | 2106 - M.O. Autres terrains | | | | | |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | | - | - | - | - | - |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | 375 900,00 | 375 900,00 | 81 050,00 | 198 500,00 | 238 500,00 |

**BUDGET ANNEXE AERODROME DE BELVAL Etienne RICHE
PROJET BP 2021 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Programme | Opération | Programme et nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| AERODROME | FONCTIONNEMENT AERODROME hors rémunérations Personnel | 3718 - Aérodrome - vente de carburant | 75 000,00 | 75 000,00 | 32 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | 1102 - Autres produits exceptionnels (redevances occupation, fauchage et vente de bois) | 5 000,00 | 5 000,00 | 50,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | 115- Autres recouvrements | | | 829,00 | | |
| | | 3299 - Compensation transfert aéroport | 18 100,00 | 18 100,00 | 18 103,00 | 18 100,00 | 18 100,00 |
| | | 399 - Divers produits d'activités annexes (fauchage + recettes boutiques) | 9 824,00 | 9 824,00 | 10 373,00 | | |
| | | 3717 - Taxes d'atterrissage Aérodrome | 5 000,00 | 5 000,00 | 20 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Total | | 112 924,00 | 112 924,00 | 81 355,00 | 78 100,00 | 78 100,00 |
| | Rémunérations Personnel Aérodrome | 3308 - Remboursement Tickets Repas - Aéroport | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 |
| | Total | | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 | 1 320,00 |
| Total recettes réelles de fonctionnement hors reports N-1 et hors subvention d'équilibre | | | 114 244,00 | 114 244,00 | 82 675,00 | 79 420,00 | 79 420,00 |
| AERODROME | FONCTIONNEMENT AERODROME hors rémunérations Personnel | 2017 - subvention d'équilibre du département | 223 071,00 | 453 130,65 | 224 260,00 | 232 710,00 | 232 710,00 |
| | | dont apurement déficit 2020 | | | | | |
| | | dont équilibre budget 2021 | | | | <i>232 710</i> | <i>232 710</i> |
| Total reports N-1 et subvention d'équilibre | | | 223 071,00 | 453 130,65 | 224 260,00 | 232 710,00 | 232 710,00 |
| Total recettes réelles de fonctionnement | | | 337 315,00 | 567 374,65 | 306 935,00 | 312 130,00 | 312 130,00 |
| - | - | | - | - | - | - | - |
| Total recettes d'ordre de fonctionnement | | | - | - | - | - | - |
| Total recettes de fonctionnement | | | 337 315,00 | 567 374,65 | 306 935,00 | 312 130,00 | 312 130,00 |

**BUDGET ANNEXE AERODROME DE BELVAL ETIENNE RICHE
PROJET BP 2021 - RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|-----------------------------------|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA 2020 | | |
| AERODROME | INVESTISSEMENT AERODROME | 2182 - Participations diverses . | - | - | - | - | - |
| TOTAL RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT HORS REPORTS N-1 ET HORS SUBVENTION D'EQUILIBRE | | | - | - | - | - | - |
| AERODROME | INVESTISSEMENT AERODROME | 2658 - subvention du budget principal | 283 900,00 | 207 700,43 | | 96 500,00 | 136 500,00 |
| | | 1854 - Solde de la section d'investissement | | 70 399,57 | | | |
| TOTAL REPORTS N-1 ET SUBVENTIONS D'EQUILIBRE | | | 283 900,00 | 278 100,00 | - | 96 500,00 | 136 500,00 |
| TOTAL RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT | | | 283 900,00 | 278 100,00 | - | 96 500,00 | 136 500,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE BUDGET AERODROME | MOUVT ORD. BUDGET AERODROME | 1373 - Amort. Autres matériels de bureau et mobilier | | | | | |
| | | 2214 - Amort.des autres bâtiments publics | 47 520,00 | 47 520,00 | 47 519,00 | 47 520,00 | 47 520,00 |
| | | 1374 - Amort. des autres immobilisations corporelles | 18 000,00 | 18 000,00 | 17 494,50 | 18 000,00 | 18 000,00 |
| | | 1369 - Amort.des matériels et outillage techniques | 13 788,00 | 17 388,00 | 17 345,13 | 22 000,00 | 22 000,00 |
| | | 2215 - Amort. Install. Gén. agenc. - Bâtiments publics | 3 731,00 | 5 931,00 | 4 713,00 | 5 500,00 | 5 500,00 |
| | | 955 - Amortissement des frais d'études | 3 283,00 | 3 283,00 | 3 283,00 | 3 300,00 | 3 300,00 |
| | | 2181 - M.O. AFFECT.FRAIS D'ETUDES | | | | | |
| | | 2204 - Amort. Installations de voirie | 600,00 | 600,00 | 570,12 | 600,00 | 600,00 |
| | | 3427 - Amort.Subv.Equipt en nature aux organismes publics - Bâtiments et installations | 5 078,00 | 5 078,00 | 5 078,00 | 5 080,00 | 5 080,00 |
| | | 3572 - Amort des concessions et droits similaires | | | | | |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | | 92 000,00 | 97 800,00 | 96 002,75 | 102 000,00 | 102 000,00 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | 375 900,00 | 375 900,00 | 96 002,75 | 198 500,00 | 238 500,00 |

**BUDGET LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES
PROJET BP 2021**

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|---|--|
| F O N C T I O N N E M E N T | <p>Dépenses réelles 1 185 060 €</p> <p>Dépenses d'ordre 32 000 €</p> <p>1 217 060 €</p> | <p>Recettes réelles 1 217 060 €</p> <p>1 217 060 €</p> |
| I N V E S T I S S E M E N T | <p>Dépenses réelles 32 000 €</p> <p>32 000 €</p> | <p>Recettes d'ordre 32 000 €</p> <p>32 000 €</p> |

**BUDGET ANNEXE LABORATOIRE
PROJET BP 2021
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|---|-------------------------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Biologie vétérinaire | 21 - Acquisition de petit matériel | 400,00 | 400,00 | | 400,00 | 400,00 | |
| | | 75 - Autres achats non stockés | 9 500,00 | 8 080,00 | | 9 500,00 | 9 500,00 | |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | 100 000,00 | 128 020,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | | TOTAL | 109 900,00 | 136 500,00 | 135 000,00 | 109 900,00 | 109 900,00 | |
| | COVID 19 Laboratoire | 75 - Autres achats non stockés | | | 12 000,00 | | 19 000,00 | 19 000,00 |
| | | 101 - Autres prestations de service | | | 9 900,00 | | | |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | | 299 500,00 | | 80 000,00 | 80 000,00 |
| | | 753 - Produits d'entretien ménager | | | 100,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | TOTAL | - | 321 500,00 | 200 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | | |
| | Immuno-Sérologie | 75 - Autres achats non stockés | | 6 000,00 | 6 000,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | 25 000,00 | 25 000,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | | TOTAL | 31 000,00 | 31 000,00 | 27 000,00 | 31 000,00 | 31 000,00 | |
| | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 21 - Acquisition de petit matériel | | 2 100,00 | 2 100,00 | | 2 100,00 | 2 100,00 |
| | | 3677 - Assurances AUTRES que dommages aux biens | | 2 500,00 | 2 500,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 |
| | | 75 - Autres achats non stockés | | 6 500,00 | 6 500,00 | | 6 500,00 | 6 500,00 |
| | | 101 - Autres prestations de service | | 17 000,00 | 17 000,00 | | 17 000,00 | 17 000,00 |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | 60 000,00 | 8 188,06 | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | 137 - Carburant | | 5 000,00 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | 879 - Contrat maintenance | | 30 000,00 | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | 34 - Créances admises en non-valeur | | 3 000,00 | 3 500,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | 1884 - Créances éteintes | | 4 700,00 | 4 700,00 | | 4 700,00 | 4 700,00 |
| | | 1196 - Déchets | | 5 000,00 | 7 600,00 | | 5 000,00 | 7 500,00 |
| | | 446 - Documentation | | 700,00 | 700,00 | | 700,00 | 700,00 |
| | | 453 - Eau et assainissement | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | 459 - Energie - Electricité | | 28 000,00 | 28 000,00 | | 28 000,00 | 28 000,00 |
| | | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | | 9 000,00 | 9 000,00 | | 9 000,00 | 9 000,00 |
| | | 480 - Entretien de matériel | | 5 000,00 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | 488 - Entretien de matériel de transport | | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | 1252 - Essais Inter-Laboratoire d'Aptitudes (EILA) | | 9 000,00 | 9 000,00 | | 9 000,00 | 9 000,00 |
| | | 2957 - études et diagnostics | | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | 530 - Fêtes et cérémonies | | 500,00 | 200,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | 549 - Fournitures de bureau | | 2 000,00 | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | 1191 - Fournitures de bureau Sces Communs | | 4 000,00 | 2 179,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 560 - Frais d'analyses diverses | | | 150,00 | 150,00 | | 150,00 | 150,00 | |
| 596 - Frais de commissions ou de rejets | | | 10,00 | 10,00 | | 10,00 | 10,00 | |
| 1329 - Frais de nettoyage des locaux | | | 17 000,00 | 17 000,00 | | 17 000,00 | 17 000,00 | |
| 1261 - Frais de télécommunications | | | 1 000,00 | 1 631,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| 567 - Frais d'impression | | | 100,00 | 100,00 | | 100,00 | 100,00 | |
| 1227 - Frais Postaux | | 9 000,00 | 9 000,00 | | 9 000,00 | 9 000,00 | | |

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|---|--------------------------------------|---|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 610 - Frets et transports administratifs | 4 000,00 | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| | | 615 - Gaz | 30 000,00 | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | | 623 - Habillement | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 | |
| | | 641 - Impôts et taxes fonciers, charges diverses | 600,00 | 600,00 | | 600,00 | 600,00 | |
| | | 643 - Impôts et taxes sur véhicules | 600,00 | 600,00 | | 600,00 | 600,00 | |
| | | 1680 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 | |
| | | 664 - Location de matériel - | 2 000,00 | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | 1201 - Loyers pour matériel outillage et mobilier | 5 000,00 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| | | 1193 - Métrologie | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | |
| | | 1197 - Normes | 2 000,00 | 590,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | 753 - Produits d'entretien ménager | 2 000,00 | 2 300,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | 2571 - Régularisation de TVA (dépenses) | 10,00 | 10,00 | | 10,00 | 10,00 | |
| | | 351 - Titres annulés | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | | | TOTAL | 276 970,00 | 225 658,06 | 185 000,00 | 276 970,00 | 279 470,00 |
| Laboratoire départemental d'analyses | Métrologie | 1193 - Métrologie | 5 000,00 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| | | TOTAL | 5 000,00 | 5 000,00 | 3 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Qualité de l'eau | 75 - Autres achats non stockés | 4 000,00 | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | 15 000,00 | 19 900,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| | | 137 - Carburant | 2 000,00 | 1 900,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | 928 - Frais de péage | | 100,00 | | | | |
| | | TOTAL | 21 000,00 | 25 900,00 | 24 000,00 | 21 000,00 | 21 000,00 | |
| | Laboratoire départemental d'analyses | Rémunérations - Laboratoire | 1720 - Formation Professionnelle - Laboratoire | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | Total | 3 000,00 | 3 000,00 | - | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | 1574 - Cotisation au CNFPT - Laboratoire | 2 800,00 | 3 500,00 | | 2 820,00 | 2 820,00 |
| | | | 1592 - Cotisation au FNAL - Laboratoire | 1 800,00 | 1 900,00 | | 1 820,00 | 1 820,00 |
| | | | 1538 - Cotisations à l'URSSAF - Laboratoire | 58 500,00 | 58 300,00 | | 63 300,00 | 63 300,00 |
| | | | 1547 - Cotisations retraite - Laboratoire | 99 000,00 | 101 800,00 | | 102 350,00 | 102 350,00 |
| | | | 1714 - Frais de déplacement - Laboratoire | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | | 1726 - Frais de déplacement, formation - Laboratoire | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 1509 - Indemnités et primes - Laboratoire | 73 400,00 | 71 100,00 | | 77 700,00 | 77 700,00 |
| | | | 1500 - N.B.I. Laboratoire | 4 700,00 | 4 700,00 | | 4 700,00 | 4 700,00 |
| | | | 1482 - Rémunération principale du personnel titulaire - Laboratoire | 303 000,00 | 304 200,00 | | 312 400,00 | 312 400,00 |
| | | | 1518 - Rémunérations du personnel non tit. - Laboratoire | 39 000,00 | 37 300,00 | | 49 400,00 | 49 400,00 |
| | | | 1491 - S.F.T. - Laboratoire | 9 500,00 | 8 900,00 | | 5 200,00 | 5 200,00 |
| | | | 1618 - Tickets Repas - Laboratoire | 14 500,00 | 14 500,00 | | 14 500,00 | 14 500,00 |
| | Total | 607 700,00 | 607 700,00 | 605 000,00 | 635 690,00 | 635 690,00 | | |
| | TOTAL | 610 700,00 | 610 700,00 | 605 000,00 | 638 690,00 | 638 690,00 | | |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT HORS REPORT N-1 | | | 1 054 570,00 | 1 356 258,06 | 1 179 000,00 | 1 182 560,00 | 1 185 060,00 | |
| Laboratoire départemental | Opérations financières | 925 - Résultat reporté de fonctionnement | - | 28 715,94 | - | - | - | |
| | | TOTAL REPORT N-1 | - | 28 715,94 | - | - | - | |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | 1 054 570,00 | 1 384 974,00 | 1 179 000,00 | 1 182 560,00 | 1 185 060,00 | |

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| MOUVEMENTS D'ORDRE - ECRITURES M52 | Amortissements LABO | 3148 - Dotation aux amortissements LABO | 23 000,00 | 27 800,00 | | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | | Total | 23 000,00 | 27 800,00 | - | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | Neutralisation des plus values /cessions LABO | 2058 - Différences sur réalisations positives | | | | | |
| | | Total | - | - | - | - | - |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | | 23 000,00 | 27 800,00 | 31 000,00 | 32 000,00 | 32 000,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | 1 077 570,00 | 1 412 774,00 | 1 210 000,00 | 1 214 560,00 | 1 217 060,00 |

**BUDGET ANNEXE LABORATOIRE
PROJET BP 2021
DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|--|--|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 16 - Acquisition de matériels - Laboratoire dép. d'analyses | 11 500,00 | 21 500,01 | | 7 000,00 | 7 000,00 | |
| | | 2669 - Acquisition de véhicules - Laboratoire | - | | | | | |
| | | 657 - Licences et logiciels informatiques (Conseil Général) | 10 000,00 | 17 033,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 | |
| | | 1823 - Matériel et outillage techniques | 1 500,00 | 1 500,00 | | | | |
| | | 361 - Travaux - Divers | | | | - | - | |
| | TOTAL | | | 23 000,00 | 40 033,01 | 20 000,00 | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | COVID 19 Laboratoire | | 16 - Acquisition de matériels - Laboratoire dép. d'analyses | | 56 439,00 | | | |
| | | | 657 - Licences et logiciels informatiques (Conseil Général) | | 5 267,00 | | | |
| | | | 691 - Matériel informatique - Laboratoire d'analyses | | 1 261,00 | | | |
| | TOTAL | | | - | 62 967,00 | 60 000,00 | - | - |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 23 000,00 | 103 000,01 | 80 000,00 | 32 000,00 | 32 000,00 | |
| Mouvements d'ordre Ecritures M52 | Régularisation excédent investissement LABORATOIRE | 3761 - M.O. Transfert excédent investissement du LABORATOIRE | - | 134 704,00 | 134 704,00 | | | |
| | TOTAL | | | - | 134 704,00 | 134 704,00 | - | - |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | | - | 134 704,00 | 134 704,00 | - | - | |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | 23 000,00 | 237 704,01 | 214 704,00 | 32 000,00 | 32 000,00 | |

**BUDGET ANNEXE LABORATOIRE
PROJET BP 2021
RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Biologie vétérinaire | 339 - Taxes d'analyses | | - | | | |
| | | TOTAL | - | - | - | - | - |
| | COVID 19 | 339 - Taxes d'analyses | | 200 000,00 | | | |
| | | TOTAL | - | 200 000,00 | - | - | - |
| | Immuno-Sérologie | 339 - Taxes d'analyses | | | | | |
| | | TOTAL | - | - | - | - | - |
| | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 339 - Taxes d'analyses | 940 000,00 | 940 000,00 | | 1 150 000,00 | 1 209 810,00 |
| | | 1102 - Autres produits exceptionnels | | | - | | |
| | 2063 - Produit de cessions des immobilisations | | | | | | |
| | TOTAL | 940 000,00 | 940 000,00 | - | 1 150 000,00 | 1 209 810,00 | |
| | Qualité de l'eau | 339 - Taxes d'analyses | | | | | |
| | TOTAL | - | - | - | - | - | |
| | Rémunérations - Laboratoire | 3088 - Remb. tickets repas - Laboratoire | 7 250,00 | 7 250,00 | | 7 250,00 | 7 250,00 |
| | TOTAL | 7 250,00 | 7 250,00 | - | 7 250,00 | 7 250,00 | |
| Mouvements d'ordre Ecritures M52 | Ecritures M52 - Provisions | 3332 - Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants | | 500,00 | | | |
| | TOTAL | - | 500,00 | - | - | - | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT HORS REPORT N-1 ET HORS SUBVENTIONS D'EQUILIBRE | | | 947 250,00 | 1 147 750,00 | 1 100 000,00 | 1 157 250,00 | 1 217 060,00 |
| Laboratoire départemental d'analyses | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 2467 - Dotation d'équilibre - Budget annexe du Labo | 130 320,00 | 130 320,00 | | 57 310,00 | - |
| | TOTAL REPORT N-1 ET SUBVENTION D'EQUILIBRE | 130 320,00 | 130 320,00 | - | 57 310,00 | - | |
| TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | | 1 077 570,00 | 1 278 070,00 | 1 100 000,00 | 1 214 560,00 | 1 217 060,00 |
| Mouvements d'ordre Ecritures M52 | Régularisation excédent investissement LABORATOIRE | 3574 - Excédent investissement transféré au compte de résultat - ordre | - | 134 704,00 | | | |
| | TOTAL | - | 134 704,00 | 134 704,00 | - | - | |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | | | - | 134 704,00 | 134 704,00 | - | - |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | 1 077 570,00 | 1 412 774,00 | 1 234 704,00 | 1 214 560,00 | 1 217 060,00 |

**BUDGET ANNEXE LABORATOIRE
PROJET BP 2021
RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Programme | Opération | Numéro et libellé de la nature analytique | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|--|--|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | | |
| Laboratoire départemental d'analyses | Laboratoire - Moyens de fonctionner | 1854 - Solde de la section d'investissement | | 209 904,01 | | | | |
| TOTAL | | | - | 209 904,01 | - | - | - | |
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS SUBVENTION D'EQUILIBRE | | | - | 209 904,01 | - | - | - | |
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | - | 209 904,01 | - | - | - | |
| MOUVEMENTS D'ORDRE - ECRITURES M52 | Amortissements LABO | 1369 - Amort. des matériels et outillage techniques | - | - | - | - | - | |
| | | 3145 - Amortissement matériel informatique LABO | | | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | 3147 - Amort. des autres immobilisations LABO | 11 500,00 | 13 400,00 | | 17 000,00 | 17 000,00 | |
| | | 3144 - Amort. mat. de transport LABO | 2 500,00 | 2 500,00 | | | | |
| | | 3572 - Amort. des licences et logiciels | 9 000,00 | 11 900,00 | | 13 000,00 | 13 000,00 | |
| | TOTAL | | | 23 000,00 | 27 800,00 | 27 414,00 | 32 000,00 | 32 000,00 |
| | Neutralisation des plus values/cessions LABO | 2063 - Produit de cessions des immobilisations | | | | | | |
| TOTAL | | | - | - | 2 716,00 | - | - | |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | | | 23 000,00 | 27 800,00 | 30 130,00 | 32 000,00 | 32 000,00 | |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | | 23 000,00 | 237 704,01 | 30 130,00 | 32 000,00 | 32 000,00 | |

BUDGET ANNEXE
AMENAGEMENT NUMERIQUE TERRITOIRE PROJET BP 2021

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|-------------------------------|--|
| F O N C T I O N N E M E N T | Dépenses réelles 288 200 € | Recettes réelles 130 000 € |
| | 288 200 € | Subvention d'équilibre 2021 158 200 € |
| | 288 200 € | 288 200 € |

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE TERRITOIRE

FONCTIONNEMENT - DEPENSES

| CODE PROGRAMME | CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--------------------------|--|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| INFORMATIQUE 2010P006 | 2010P006O011 : Maintenance pylônes téléphonie mobile Wifimax | 101-Autres prestations de service | 0,00 | 1 650,00 | | | |
| | 2010P006O012 : Maintenance RHD08 | 2185 - Contrat de maintenance | 151 000,00 | 149 350,00 | 135 000,00 | 138 600,00 | 138 600,00 |
| | 2010P006O008 - Divers (licence ARCEP - redevances...) | 3181 - Redevances pour concessions | 147 000,00 | 147 000,00 | 115 000,00 | 148 000,00 | 148 000,00 |
| | 2010P006O004 : Opérations financières | 1680- Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 250,00 | 250,00 | | 250,00 | 250,00 |
| | | 2571 - Régularisation de TVA (dépenses) | 100,00 | 100,00 | | 100,00 | 100,00 |
| | | 1884 - Créances éteintes | 0,00 | 24 562,84 | 22 600,00 | | |
| | 2010P006O002 : Dépenses et recettes courantes | 21 - Aquisition de petit matériel | 2 000,00 | 2 000,00 | | 1000 | 1000 |
| | | 3350- Autres impôts locaux | 250,00 | 250,00 | | 250,00 | 250,00 |
| Crédits non affectés | | | | 121 163,16 | | | |
| TOTAL GENERAL | | | 300 600,00 | 446 326,00 | 272 600,00 | 288 200,00 | 288 200,00 |

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE TERRITOIRE

FONCTIONNEMENT - RECETTES

| CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | BP | Total CP Voté | CAA | | |
| Recette réseau départemental haut débit (Nomotech) | 908 -Location de matériel (Recettes) | 112 000,00 | 112 000,00 | 105 000,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| Recette opérateur INFOSAT(Operateur In Ardennes) | 3097 - Redevances pour concessions | 17 000,00 | 17 000,00 | 15 000,00 | 17 000,00 | 17 000,00 |
| Recette divers (Location point haut ou terrain ou Shelter) | 3097 - Redevances pour concessions | 48 000,00 | 48 000,00 | 35 000,00 | 48 000,00 | 48 000,00 |
| | Sous-total | 177 000,00 | 177 000,00 | 155 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 |
| Appurement recette d'équilibre | 2017 - Subvention d'équilibre du département | 123 600,00 | 244 763,16 | 121 163,16 | 158 200,00 | 158 200,00 |
| Recette d'équilibre du budget annexe | 2017 - Subvention d'équilibre du département | | | | | |
| | Sous-total | 123 600,00 | 244 763,16 | 121 163,16 | 158 200,00 | 158 200,00 |
| Opérations financières | 3332 - Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants | 0,00 | 24 562,84 | 24 562,00 | | |
| | TOTAL GENERAL | 300 600,00 | 446 326,00 | 300 725,16 | 288 200,00 | 288 200,00 |

BP 2021- ANNEXE BUDGETAIRE

**PROGRAMMES
D'INVESTISSEMENT**

**Direction des Routes
Direction du Patrimoine
Immobilier**

BP 2021 - PROGRAMMES INVESTISSEMENT VOIRIE ET BATIMENTS

| Programme/AP | Libellé | BP 2021 |
|--|---|-------------------|
| PROJETS STRUCTURANTS | | 7 837 172 |
| 1999P084 E06 | Itinéraires Touristiques | 4 173 000 |
| 1999P155 E05 | Voirie Nationale | 3 649 172 |
| 2003P007 E12 | Restructuration Voirie | 15 000 |
| VOIRIE DEPARTEMENTALE | | 11 070 000 |
| 2003P008 E25 | Investissement maintenance routes et OA départementaux | 9 000 000 |
| 2003P008 E24 | Plan de remise à niveau des OA stratégiques & sensibles | 1 070 000 |
| 2003P008 E12 | Acquisition engins techniques routes | 1 000 000 |
| TOTAL ROUTES ET INFRASTRUCTURES | | 18 907 172 |

| Programme/AP | Libellé | BP 2021 |
|---------------------------------|--|------------------|
| INVESTISSEMENT BATIMENTS | | 8 523 806 |
| 2006P004 | Chantiers antérieurement validés et/ou à finaliser | 3 166 037 |
| | Obligations de maintenance et de Mise aux normes / Etat critique du patrimoine | 3 531 269 |
| | Sécurité des biens et conservation du patrimoine | 1 446 500 |
| | Autre types d'opérations | 380 000 |

| | | |
|--|--|-------------------|
| TOTAL G^{al} ROUTES, INFRASTRUCTURES ET BATIMENTS | | 27 430 978 |
|--|--|-------------------|

BP 2021

**INVESTISSEMENT
PROJETS STRUCTURANTS**

BP 2021 - INVESTISSEMENT PROJETS STRUCTURANTS

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|--|--|------------------|
| 1999P084 ITINERAIRES TOURISTIQUES (E06) | | 4 173 000 |
| O022 | Voie Verte Montcy-notre-Dame / Département de la Meuse (3^{ème} tranche) | 1 002 000 |
| NA 516 | Coordination SPS | 2 000 |
| NA 720 | Travaux aménagement piste cyclable | 1 000 000 |
| O026 | Voie Verte Boucle de Chooz | 110 000 |
| NA 720 | Travaux aménagement piste cyclable | 110 000 |
| O027/O033 | Voie Verte Sud Ardennes | 2 657 000 |
| NA 516 | Etude chemin de halage (O027 Etudes DAT) | 12 000 |
| NA 720 | Travaux aménagement piste cyclable (O033 Travaux DR) | 2 645 000 |
| O032/O036 | Lac des Vieilles Forges - aménagement d'un chemin de promenade | 315 000 |
| NA 516 | Etudes Pont des Aulnes (O036 Etudes DAT) | 15 000 |
| NA 720 | Sécurisation liaison piétonne entre les deux rives le long de la digue - RD988 Pont des Aulnes (O032 Travaux DR) | 300 000 |
| DAT | Itinérance douce | 4 000 |
| DAT | Signalisation Voies Vertes | 85 000 |
| | Accès Voies Vertes | 25 000 |
| | Signalisation touristique | 60 000 |
| 1999P155 - VOIRIE NATIONALE (E025) | | 3 649 172 |
| O004 | Achèvement A304 | 2 767 172 |
| NA 3116 | Contrat de développement économique | 2 767 172 |
| O005 | Barreau de raccordement A34-RN43 | 187 000 |
| NA 563 | Etudes (SPS, contrôle technique, assistant environnement, géomètre) | 42 000 |
| NA 3011 | Travaux | 145 000 |
| | Construction ouvrage d'art SNCF (convention) | 67 000 |
| | Fouilles archéologiques | 78 000 |
| O006 | RD986 : prolongement vers la Belgique | 695 000 |
| | Soulte à verser à l'Etat pour remise en état RD rétrocédée | 695 000 |
| 2003P007 RESTRUCTURATION VOIRIE (E12) | | 15 000 |
| O042 | Dessertes routières liées activité économique (site de Regnowiez) | 15 000 |
| NA 563 | Régionwez : permis d'aménager - régularisation | 15 000 |
| TOTAL GENERAL PROJETS STRUCTURANTS | | 7 837 172 |

AMENAGEMENT DE LA VOIE VERTE EST ENTRE CHARLEVILLE-MEZIERES ET MOUZON

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Finalisation de la branche Est de la voie verte Trans-Ardenne, depuis Charleville-Mézières à Mouzon.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Travaux de terrassements, voirie et espaces verts

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Solder les marchés et aménager la liaison manquante entre Rémylly-Aillicourt et Amblimont (4 km).

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Le long de la Meuse entre Charleville-Mézières et Mouzon, notamment passage dans les ballastières de Mairy.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : Maîtrise d'œuvre assurée par la Direction des Routes

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL

Durée du projet : 7 ans

*Date d'engagement : 9 juillet 2014**Date prévisionnelle d'achèvement : 2021*Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non*Nombre de tranches : 5 (1 tranche + 4 conditionnelles)*Date prévisionnelles de chaque tranche :

Il reste à réaliser à ce jour la TC2 (Remilly-Aillicourt à Mouzon) et la TC3 (Mouzon à la Meuse).

La TC2 a été séparée en 2 phases : phase 1 de Mouzon à Amblimont et phase 2 de Mairy à Remilly-Aillicourt

| TRANCHE | Début | Fin |
|--|--------------|----------|
| TC 2 phase 1 – Mouzon – Amblimont 7 km | octobre 2019 | 2020 |
| TC 2 phase 2 – Mairy – Rémylly Aillicourt 4 km | fin 2020 | Fin 2021 |
| TC3 - Mouzon – La Meuse) | Abandonnée | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché en cours
- Autorisations administratives : arrêté loi sur l'eau n°2013-426 du 19 août 2013 en vigueur
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : travaux suivis par la Direction des Routes
- Autres : contraintes environnementales sur le tracé de la TC2/phase 2 impliquant des travaux en période hivernale impérativement

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : **10 783 206 € TTC**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|------------|-------------|---------|---------|-----------|
| | 1 291 850€ | 1 002 000 € | 0 | 0 | 0 |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT : COPER DU 22 JUILLET 2016

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|--------------|-----------------------------|
| Etat au titre du FNADT | 120 000 € HT | |
| Conseil Régional au titre du CPIER | 724 000 € HT | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT : SECTION REMILLY-MOUZON

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|--------------|-----------------------------|
| Région | 399 755 € HT | |

AMENAGEMENT DE LA VOIE VERTE SUR LA BOUCLE DE CHOOZ

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Réalisation d'un itinéraire de randonnée le long de la Meuse entre Ham sur Meuse et Chooz**CONTENU** (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : TRAVAUX DE TERRASSEMENT, VOIRIE ET ESPACES VERTS**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Achever les travaux de finition et solder le marché en cours**LOCALISATION** (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Entre Ham sur Meuse et Chooz**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** : Communauté de Commune Ardennes Rives de Meuse

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 2 ans

Dates prévisionnelles d'engagement : janvier 2019

Date prévisionnelle d'achèvement : printemps 2020

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :**MOYENS ET CONTRAINTES** (*internes et externes*) :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **1 923 481 € TTC** (*initial 1,7M€*)S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------------|--------------|---------|---------|---------|-----------|
| | 2 131 542,71 | 110 000 | 0 | 0 | 0 |
| BP travaux | 1 092 000 | | | | |
| BP remb. avance CCARM | 1 000 000 | | | | |
| Reports | 39 242,71 | | | | |

PM - CP 2020 :

✓ Travaux ☞ 1 092 300€

✓ Remboursement avance à rembourser Communauté de Communes Rives de Meuse ☞ 1M€

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT : sur coût prévisionnel actualisé de 1 923 481€ TTC (*selon avenant des 9 et 25/10/2019*)

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|-----------|-----------------------------|
| CC ARM | 677 616 € | |
| FEDER | 457 586 € | |
| FCTVA | 313 740 € | |
| Région | 120 539 € | |
| CD08 | 354 000 € | |

AMENAGEMENT DE LA VOIE VERTE SUD ARDENNES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Réalisation d'un itinéraire de randonnée non motorisée de 110 km le long du canal des Ardennes

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Travaux de terrassements, VRD et espaces verts

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Aménagement d'un itinéraire de randonnée à vocation touristique pour mise en valeur du département des Ardennes

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Le long des canaux des Ardennes et de l'Aisne entre Dom Le Mesnil, Vouziers et Brienne sur Aisne

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre exécution assurée par la Direction des Routes

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL

Durée du projet : 3 ans

Dates prévisionnelles d'engagement : début des travaux fin 2020

Date prévisionnelle d'achèvement : 2023

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non exécutées en simultanées

↳ 4 LOTS GEOGRAPHIQUES

TRANCHES

DEBUT

FIN

Secteur Pont-à-Bar à le Chesne (3,726 M€)

Secteur Le Chesne à Attigny + antenne de Vouziers (2,529 M€)

Secteur Attigny à Château-Porcien (3 188 M€)

Secteur Château-Porcien au Département de l'Aisne (2,459 M€)

Intervenants et études diverses (en cours de passation)

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché de travaux notifiés
- Autorisations administratives : autorisation unique en cours de procédure
- Points de vigilance : obtention des autorisations/maîtrise foncière
- Ressources humaines : Suivi des travaux par la Direction des Routes

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : **13,226 M € TTC** (travaux dont valorisation de la MOE)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 |
|---|---------|-----------|-----------|-----------|
| O033 Travaux (dont intervenants) ↻ 13 226 800 (MOE Direction des Routes) | 610 000 | 2 645 000 | 3 154 200 | 6 817 600 |
| 0027 – DAT (Etudes) | 51 160 | 12 000 | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT : sur un cout actualisé du montant des travaux de 11 022 377€ HT incluant valorisation MOE à hauteur de 500 000€

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|-----------|-----------------------------|
| FEDER | 108 000 | |
| Etat - DSIL | 1 826 438 | |
| Etat - DSID | 1 115 625 | |
| Région Grand Est | 800 000 | |
| Communautés de communes | 3 586 157 | |
| ✓ CC Ardenne Métropole | 304 991 | |
| ✓ CC Crêtes Préardennaises | 1 059 089 | |
| ✓ CC Portes du Luxembourg | 254 718 | |
| ✓ CC Argonne Ardennaise | 581 494 | |
| ✓ CC Pays du Rethelois | 1 385 865 | |
| Conseil départemental | 3 586 157 | |

AMENAGEMENT DU CHEMIN DE PROMENADE DU TOUR DU LAC DES VIEILLES-FORGES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement touristique du site du lac des Vieilles-Forges.

Il est prévu à terme d'offrir au public et touristes un itinéraire de promenade praticable autour du lac.

Dans une dynamique de coopération avec les acteurs locaux du site, le projet en rive Nord du lac conduit par le Conseil départemental des Ardennes vient se greffer au projet de « voie vive » mené par la Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne en rive Sud.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Le tronçon en charge du Département comporte 3 phases d'aménagement :

- Phase 1 : aménagement sur 1km d'un chemin de détente (pédestre, en vélo, à cheval) depuis la plage jusqu'à l'embarcadère à bateaux ;
- Phase 2 : remise en état du sentier existant dans la continuité de la 1^{ère} partie pour la pratique de la randonnée jusqu'au Pont des Aulnes (1,5 km) ;
- Phase 3 : sécurisation de la liaison piétonne entre les deux rives le long de la digue (liaison avec la « voie vive »)

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

- ✓ Tranches 1 et 2 mises en service à l'été 2020.
- ✓ Profiter de la dernière vidange du lac par EDF fin 2021 pour réaliser la tranche 3 (vidange initialement prévue en 2020 et reportée suite COVID)

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) RD988 Pont des Aulnes

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : EDF, PNR, DDT, ONF, occupants du site.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 2019 à 2021

Dates prévisionnelles d'engagement : Automne 2021 pour le franchissement le long de la digue.

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| Tranches: | Début | Fin |
|----------------|--------------|--------------|
| Tranches 1 & 2 | Fin 2019 | Été 2020 |
| Tranche 3 | Automne 2021 | Automne 2021 |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché à lancer pour la tranche 3
- Autorisations administratives : autorisation loi sur l'eau en cours de demande
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : Service GPR de la Direction des Routes + Direction de l'Aménagement du Territoire
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : **715 000 €**
- Tranches 1 & 2 ⤵ 400 000€
- Tranche 3 ⤵ 315 000€

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2019+2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP > 2022 |
|-----------------|-------------------|---|---------|-----------|
| | 400 000 € travaux | 300 000 € travaux (DR) 15 000 € études (DAT) | 0 € | 0 € |

Réalisation au 15/10/2020 :

✓ Phases 1 & 2 chemin de détente ⤵ engagé 396 748.14€ et en cours de liquidation

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|---|---------|-----------------------------|
| Participation pour la tranche 3 sollicitée auprès de la Communauté de Communes Val et Plateau d'Ardenne | 50% | En attente d'accord |

Rubrique : 1999P084 VOIE VERTE

Lac des Vieilles-Forges – Aménagement d'un chemin de détente – Sécurisation du passage le long de la RD 988

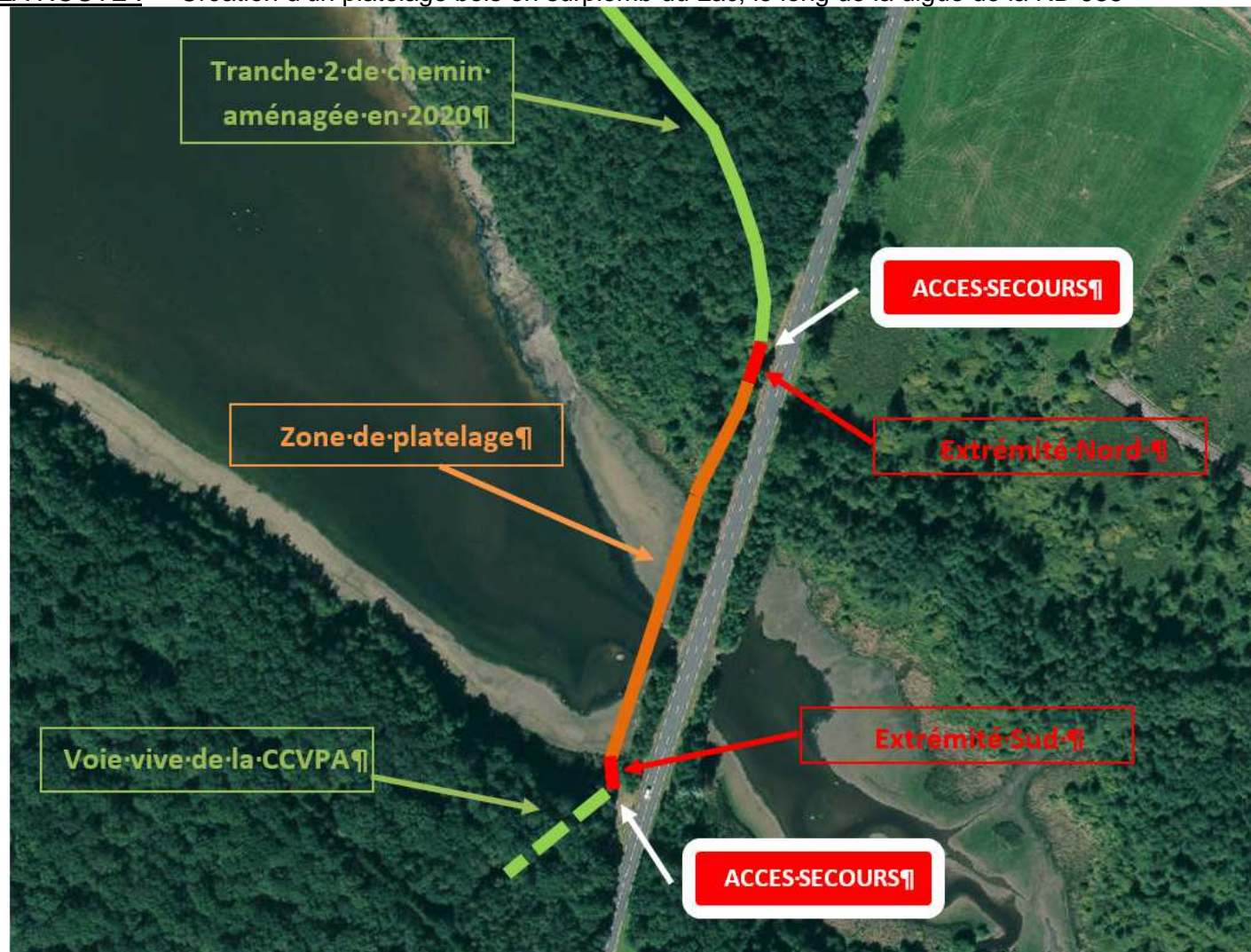
➤ SITUATION :

Canton : **Bogny-sur-Meuse**

Commune : **Les Mazures – Renwez**

Lieu-dit ou site particulier : **Rive Nord Tour du lac des Vieilles-Forges**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE : Création d'un platelage bois en surplomb du Lac, le long de la digue de la RD 988



PRESENTATION DU PROJET

PRESENTATON DU PROJET : Sécurisation de la portion longeant la RD988, du chemin du tour du Lac par la création d'un platelage bois sur pieux en surplomb du Lac et des zones sensibles (humides) sur environ 170m. Raccordement des deux extrémités du platelage sur les aménagements existants.

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 300 000 € de travaux + 15 000 € pour études diverses

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché spécifique** **ETAT MARCHE** : **à rédiger**

BARREAU DE RACCORDEMENT A304-RD8043

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Aménagement du barreau de raccordement entre l'A304 et la RD8043 (côte du Temple)**CONTENU** (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Il s'agit de réaliser une route bidirectionnelle à 2 voies, 90 km/h, d'une longueur de 3 300 m et largeur de 7 m.
 Deux points d'échange : RD9 et RD8043 / Deux OA (*passage au-dessus des voies SNCF et passage de la rivière Sormonne*) /
 Deux bassins de rétention

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Relier deux infrastructures importantes à l'Ouest de l'agglomération de Charleville-Mézières : A304 et RD8043
 Offrir un contournement ouest de Charleville-Mézières

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Territoire des communes de Warcq et Belval**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** :

Différents acteurs travaillent avec le CD08 : Chambre d'Agriculture des Ardennes, commune de Warcq, SNCF Réseau, Association environnementale RENARD, Préfecture des Ardennes, DDT, Ardenne Métropole...

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : projet à l'arrêt suite décision de justice

Dates prévisionnelles d'engagement : travaux démarrés en 2017 (Pont SNCF)

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*):

- Commande publique : marchés terrassements et chaussées notifiés
- Autorisations administratives : arrêté préfectoral DUP du 08/02/16 + arrêté autorisation unique (*loi sur l'eau et dérogation espèces protégées*) du 17/03/17+ déclaration loi eau sans opposition RD16 au 13/06/17
- Points de vigilance : autorisations administratives annulées suite décisions de justice, foncier non maîtrisé totalement
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Après attribution des marchés en cours: **25,58 millions € TTC**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin : paiement des dépenses engagées frais d'études (SPS, BC, AE), fouilles archéologiques, convention SNCF

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 |
|-----------------|-----------|---------|
| | 294 110 € | 187 000 |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

TRANSFERT RD986 A L'ETAT – SOULTE REMISE EN ETAT

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

La RD986 déviation à 2X2 voies de Gué D'Hossus assure la liaison entre l'autoroute A304 en France et l'autoroute E420 en Belgique. Suite à la mise en service de ces deux infrastructures autoroutières, il convient logiquement de transférer la RD986 dans le réseau national.

Dans le cadre de ce transfert, le Département doit une remise en état de cette route au même titre que l'État envers le Département pour la rétrocession de la rocade de Charleville-Mézières et des ex RN43 & 51 de Charleville-Mézières à Rocroi.

Il est convenu que cette remise en état soit versée sous forme d'une soulte de compensation entre les deux parties. Pour mémoire, l'Etat a versé au Département une soulte de 3 752 176 € en compensation de la remise en état des RN43 et 51 entre Charleville-Mézières et Rocroi (travaux réalisés pour une grande partie en 2019).

Des investigations complémentaires menées en 2020 par les services de l'État doivent permettre de préciser les travaux réputés nécessaires dans le cadre du transfert de la RD986 et de la rétrocession de la rocade de Charleville-Mézières.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les travaux de remise en état de la RD986 sont évalués à ce jour à 695 000 € TTC. Ce montant est sujet à évolution en fonction des conclusions des récentes investigations de terrain en cours d'exploitation

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : 695 000 € ont été provisionnés au BP 2020 pour le versement de la soulte à l'État. Les conclusions des études n'ayant toujours pas été fournies, cette dépense est réinscrite au BP 2021

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : RD986 déviation à 2X2 voies de Gué D'Hossus

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : État (DREAL), DIR Nord

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 2021

Dates prévisionnelles d'engagement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) : Soulte financière

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :Montant prévisionnel du projet : **695 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP > 2022 | CP > 2022 |
|---|----------|-----------|---------|-----------|-----------|
| Soulte rétrocession RD986 | 710 000€ | 695 000 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Solde remb. Belgique construction liaison avec l'E420 | 695 000 | | | | |
| | 15 000 | | | | |

BP 2021

**INVESTISSEMENT
VOIRIE DEPARTEMENTALE**

BP 2021 - INVESTISSEMENT VOIRIE DEPARTEMENTALE

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|--|---|------------------|
| 2003P008 E25 - INVESTISSEMENT VOIRIE DEPARTEMENTALE | | |
| 0347 | ETUDES, INSERTION et PUBLICITES | 50 000 |
| | Diagnostic amiante et HAP Laboratoire - essais et contrôles | 50 000 |
| 0342 | TRAVAUX CONCOMITANTS EN TRAVERSES D'AGGLOMERATION | 1 042 000 |
| NA 3503 | TRNA - D1 - Nouzonville (<i>carrefour D22/sortie Nouzonville</i>) | 140 000 |
| | TRNA - D978 - Sormonne | 120 000 |
| | TREA - D129 - Daigny | 120 000 |
| | TREA - D17 - Rubécourt | 64 000 |
| | TREA - D48 - Linay | 40 000 |
| | TREA - D8043a - Sedan (<i>Faubourg du Ménil/carrefour D977 Place Nasseau</i>) | 130 000 |
| | TRSA - D18-18a - Avançon | 90 000 |
| | TRSA - D925 - Alincourt | 123 000 |
| | TRSA - D982 - Vouziers | 215 000 |
| | OPERATIONS DE SECURITE | 1 312 000 |
| 0344 | Aménagements de sécurité | 265 000 |
| | TREA - D317 - Carignan - aménagement parking PL et aire de covoiturage | 100 000 |
| | TREA - D888 - Warcq - aménagement giratoires du Charnois pour passage convois exceptionnels | 165 000 |
| 0376 | Renforcement des accotements | 1 047 000 |
| NA3503 | TRNA - D13 - Les Hautes Rivières à Linchamps | 45 000 |
| | TRNA - D32 - Marby/Étalle/Maubert Fontaine | 280 000 |
| | TREA - D28 - Evigny vers RD3 | 100 000 |
| | TREA - D30 - Lametz à Le Chesne | 100 000 |
| | TREA - D34 - Neuville Les This à Fagnon (<i>T2 suite travaux 2020</i>) | 100 000 |
| | TRSA - D12 - Remonville à La MEUSE (<i>2ème phase</i>) | 273 000 |
| | TRSA - D30 - Saint Quentin Le Petit à Condé Les Herpy | 149 000 |
| | RENFORCEMENT PAR CHANGEMENT DE LA QUALITE DES COUCHES | 4 761 000 |
| 0352 | Reprofilage et renforcement de chaussée | 1 196 000 |
| NA3503 | TRNA - D13 - Les Hautes Rivières à Linchamps | 140 000 |
| | TRNA - D2 - Lalobbe à Draize | 168 000 |
| | TREA - D29 - Glaire & Iges | 90 000 |
| | TREA - D3b - Mondigny / carrefour D28 | 108 000 |
| | TRSA - D15 - Saint Etienne à Arnes / St Pierre à Arnes / St Clément à Arnes / Hauviné | 130 000 |
| | TRSA - D19 - Quatre Champ / Vandy | 360 000 |
| | TRSA - D315 - La Neuville en Tourne à Fuy à Cauroy | 200 000 |
| 0358 | Amélioration de la qualité des couches par MBCF | 600 000 |
| | TRA Nord | 200 000 |
| | TRA Est | 200 000 |
| | TRA Sud | 200 000 |

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|----------------|--|------------------|
| O360 | Structuration chaussée à l'aide d'enrobés | 1 220 000 |
| | TRNA - D877 - Rocroi (<i>giratoire piscine à D22</i>) | 55 000 |
| | TRNA - D949 - Givet rue Oger | 150 000 |
| | TRNA - D978 - Rouvroy sur Audry à carrefour D985 | 167 000 |
| | TRNA - D988 - Renwez La Boutillette | 220 000 |
| | TREA - D17 - Balan (<i>sortie Sedan/mairie Balan</i>) | 45 000 |
| | TREA - D19 - Beaumont en Argonne /carrefour D4 | 90 000 |
| | TREA - D22 - Nouzonville (<i>sortie Nouzonville vers Neufmanil</i>) | 85 000 |
| | TREA - D66 - Yvernaumont à giratoire Villers sur le Mont | 65 000 |
| | TREA - D8043 D4 D964 - Douzy (<i>tranche 1</i>) | 120 000 |
| | TREA - D8051a - Charleville Mézières (<i>tranche 1 avenue Carnot</i>) | 170 000 |
| | TRSA - D6 - Virages avant Thenorgues | 53 000 |
| O361 | Reprise des faiblesses de structures de chaussée | 1 200 000 |
| NA 3503 | TRA Est | 400 000 |
| | TRA Nord | 400 000 |
| | TRA Sud | 400 000 |
| O377 | Remise à niveau des giratoires | 245 000 |
| | TRNA - D949 Givet giratoire ZAC de Beauraing | 70 000 |
| | TREA - D8043a Sedan giratoire centre commercial Leclerc | 65 000 |
| | TRSA - D8051a Sault Les Rethel giratoire Leader Price | 55 000 |
| | TRSA - D8051a Sault Les Rethel giratoire Rocha | 55 000 |
| O380 | Recalibrage de chaussée | 300 000 |
| NA3503 | TRNA - D16 D20 D2 - Recalibrage itinéraire Warcq - Diffuseur A304 de Charnois à SIGNY L'ABBAYE (4 ^{ème} tranche - D2 Signy l'Abbaye vers Thin le Moutier) | 300 000 |
| NA 618 | SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE hors renouvellement | 550 000 |
| O374 | Signalisation horizontale sur couches de roulements neuves | 250 000 |
| O375 | Signalisation verticale neuve | 300 000 |
| | Renouvellement signalisation directionnelle (150K€ de 2019 à 2022) | 150 000 |
| | TRA Nord, Est & Sud | 150 000 |
| O346 | ECOULEMENT DES EAUX | 150 000 |
| NA 3503 | A programmer : disponible opération | 150 000 |
| O382 | O382 REPRISES D'ALEAS GEOTECHNIQUES | 370 000 |
| NA 563 | Etudes | 60 000 |
| | Etudes aléas géotechniques | 60 000 |
| NA 3503 | Reprises aléas géotechniques (travaux) | 310 000 |
| | TREA - D33 Nouvion-sur-Meuse - reprise affaissement talus avant OA | 100 000 |
| | TRSA - D51 entre Seuil et Coucy | 127 000 |
| | Divers reprises affaissements de chaussée | 83 000 |

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|--|--|------------------|
| O379 | MAINTENANCE OUVRAGES D'ART | 760 000 |
| NA 3503 | Maintenance d'ouvrages d'art | 640 000 |
| | A programmer : disponible opération | 15 000 |
| | TRA Nord | 127 000 |
| | RD8051 - Hierges - OA D80510040 (<i>pont SNCF sur délaissé accès au carrefour</i>) | 60 000 |
| | RD988 - Revin - OA D9880010 (<i>pont de La Bouverie</i>) | 7 000 |
| | RD22 - Arreux - OA AQ0220040 | 7 500 |
| | RD985 - Rouvroy sur Audry - OA D98550050 (<i>pont SNCF</i>) | 7 500 |
| | Maintenance ponctuelle de garde-corps détériorés | 25 000 |
| | Nettoyage et sécurisation des abords d'ouvrages d'art | 20 000 |
| | TRA Est | 350 000 |
| | RD34 - Villers Semeuse - OA D0340095 (<i>sur A34</i>) | 260 000 |
| | RD52 - La Ferté sur Chiers - OA AQ05200300020 | 45 000 |
| | Maintenance ponctuelle de garde-corps détériorés | 25 000 |
| | Nettoyage et sécurisation des abords d'ouvrages d'art | 20 000 |
| | TRA Sud | 148 000 |
| | RD985 - Novion Porcien - OA D9850005 | 25 000 |
| | RD51 - Seuil - OA D0510010 | 60 000 |
| | RD985 - Rethel - OA D9850002 | 10 000 |
| | RD42 - Marcq/Saint Juvin - OA D02420020 | 8 000 |
| | Maintenance ponctuelle de garde-corps détériorés | 25 000 |
| | Nettoyage et sécurisation des abords d'ouvrages d'art | 20 000 |
| NA 563 | Etudes | 120 000 |
| | Inspection Détaillées des OA | 60 000 |
| | Diagnostic des OA | 60 000 |
| O345 NA 3503 | COORDINATION DE SECURITE | 5 000 |
| TOTAL INV. MAINTENANCE RTES ET OA DEPARTEMENT^{aux} | | 9 000 000 |

2003P008 E24 - PLAN D^{ale} DE REMISE A NIVEAU DU PATRIMOINE OA AFFAIBLI OU EN FIN DE VIE

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|--|---|------------------|
| O385 | OA STRATEGIQUES | 870 000 |
| NA 3503 | TRNA - RD988 - Revin - OA D9880020 - Pont de FUMAY | 500 000 |
| NA 563 | TRNA - RD949 - Givet - OA D490010 - Pont des Américains (<i>études</i>) | 70 000 |
| NA 3503 | TREA - RD 8043a - Sedan Pont de la Gare - OA D8043a0281 | 300 000 |
| O386 | OA SENSIBLES | 200 000 |
| 3503 | TRNA - RD1 - Rocroi (Saint-Nicolas) - OA D0010070 | 200 000 |
| TOTAL PLAN D^{al} DE REMISE A NIVEAU OA | | 1 070 000 |

| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
|--|--|-------------------|
| 2003P008 E12 - INVESTISSEMENT MATERIEL, ENGIN ET VEHICULES | | |
| Opération / NA | Libellé | BP 2021 |
| O357 | MATERIEL EXPLOITATION DIE | 410 000 |
| NA 396 | Matériel de transport | 285 000 |
| | Acquisition d'un camion de dépannage d'occasion 10 tonnes (<i>Pôle Atelier Mécanique</i>) | 85 000 |
| | Acquisition de 4 fourgons type Maxily tribenne (<i>TRA</i>) | 200 000 |
| NA 2244 | Matériel d'exploitation de la route | 125 000 |
| | Acquisition d'une mini-pelle 2,6 tonnes (<i>TRA Sud</i>) | 50 000 |
| | Acquisition d'une épandeur latérale type HELPEN'ROB (<i>TRA Sud</i>) | 30 000 |
| | Acquisition d'un gravillonneur (<i>PTS</i>) | 45 000 |
| O365 | MATERIEL AUTRES DIRECTIONS | 490 000 |
| NA 396 | Matériel de transport | 470 000 |
| | Acquisition de 2 utilitaires type KANGOO (<i>nouvelle brigade mobile</i>) | 40 000 |
| | Acquisition de 5 véhicules électriques (<i>DPI et Bases de Loisirs</i>) | 130 000 |
| | Acquisition de 20 véhicules d'occasion (<i>remplacement de 10 Opel Agila et autres véhicules fortement kilométrés</i>) | 300 000 |
| NA 909 | Acquisitions diverses (<i>tronçonneuses, élagueuses, vélos électriques...</i>) | 20 000 |
| O378 | PIECES ET GROS OUTILLAGE UTILISES PAR LA DIE | 100 000 |
| NA 2244 | Matériel exploitation de la route | 40 000 |
| NA 909 | Acquisitions diverses | 60 000 |
| TOTAL INV. MATERIELS, ENGIN ET VEHICULES | | 1 000 000 |
| TOTAL GENERAL INVESTISSEMENT VOIRIE D^{ale} & MATERIELS/ENGIN/VEHICULES | | 11 070 000 |

ETUDES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Le laboratoire des routes de la Direction des Routes intervient à différents niveaux dans la mise en œuvre du programme de maintenance des routes départementales :

- En amont des travaux de maintenance de chaussée : sondages de reconnaissance de la structure et la qualité des matériaux en place,
- En cours et fin de travaux : contrôle extérieur de la qualité des travaux réalisés par essais et analyses,

Certains essais et analyses doivent être sous-traités auprès d'entreprises spécialisés.

Également, la réglementation exige dorénavant que les investigations suivantes soient réalisées avant toute intervention de travaux :

- Recherche de réseaux souterrains ;
- Recherche de polluants type amiante et composés Hydrocarbonés Aromatiques Polycycliques (HAP)

Ces recherches sont confiés à des laboratoires spécialisés.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Cette enveloppe permet de passer commande auprès d'entreprises spécialisées d'essais et analyses ne pouvant être réalisés en régie par le Laboratoire de routes.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Sur l'ensemble du réseau routier départemental

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : service GPR de la Direction des Routes / Pôle LaboRoute

Prestataire : laboratoires et bureaux d'études spécialisés.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année

Dates prévisionnelles d'engagement : 01/01/2021

Date prévisionnelle d'achèvement : 31/12/2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché d'études géotechniques, marché de détection de réseaux.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : **50 000 €** (*essais mécaniques sur granulat, diagnostic amiante & HAP*)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2022 |
|---|-------------|----------|----------|----------|-----------|
| 250 000 € | 44 348,58 € | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € |
| <i>Réalisation au 27 690,91 € engagés</i> | | | | | |
| <i>15/10/2020 : 25 914,91 € liquidés</i> | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

TRAVAUX CONCOMITANTS EN TRAVERSE D'AGGLOMERATION

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Les Communes sont à l'initiative d'aménagements en agglomération ; certains sont réalisés le long de routes départementales.

Pour chaque projet d'aménagement, il s'agit pour le Département de vérifier l'opportunité de programmer dans le même temps la réfection de la chaussée routière départementale.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Lorsque l'état de la chaussée le nécessite, les travaux consistent le plus souvent en la réalisation d'un nouveau tapis d'enrobés.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :**LOCALISATION** (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Cf. tableau et fiches opérations annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Diagnostic de chaussée : Pôle Laboroute du service GPR de la Direction des Routes

Maîtrise d'œuvre : TRA

Prestataires : entreprises de TP

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : réparti sur l'année

Dates prévisionnelles d'engagement : à partir du printemps

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : 1 042 000 € (*à consolider*)S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 4 500 000 € | 1 409 520 € | 1 042 000 € | 1 100 000 € | 1 100 000 € | 1 100 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 973 487,02 € engagés
909 670,37 € liquidés**SUBVENTION / CO-FINANCEMENT** : en attente délibération commune ☞ inscription en DM

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021

O342 - Traverses

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF |
|-----------------------|------------------------|------------|-------------------------|--------|-----------|---------------------------|--------------------------------------|--------------------|
| TRNA | Charleville-Mézières-2 | Priorité 1 | 2021 | D1 | Agglo | Nouzonville carrefour D22 | Sortie Nouzonville | 140 000 € |
| TRNA | Rocroi | Priorité 1 | 2021 | D978 | Agglo | Entrée Sormonne | Sortie Sormonne | 120 000 € |
| TREA | Sedan-3 | Priorité 1 | 2021 | D129 | Agglo | Entrée Daigny | Sortie Daigny | 120 000 € |
| TREA | Sedan-3 | Priorité 1 | 2021 | D17 | Agglo | Entrée Rubécourt | Sortie Rubécourt | 64 000 € |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D48 | Agglo | Linay Xt D8043 | Virage vers Mogues | 40 000 € |
| TREA | Sedan-3 | Priorité 1 | 2021 | D8043A | Agglo | Sedan (faubourg du Ménil) | Sedan carrefour D977 (Place Nasseau) | 130 000 € |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D18 | Agglo | X des RD 18/18A | sortie agglo Avançon | 90 000 € |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Agglo | Entrée Alincourt | Sortie Alincourt | 123 000 € |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | 2021 | D982 | Agglo | Vouziers Xt D41 | Vouziers Xt D946 | 215 000 € |
| | | | | | | | TREA | 354 000 € |
| | | | | | | | TRNA | 260 000 € |
| | | | | | | | TRSA | 428 000 € |
| | | | | | | | 2 021 | 1 042 000 € |

Rubrique : O342 - TRAVERSESES
TRNA - RD N° 1 - P.R. 6+30 à 6+610

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **CHARLEVILLE MEZIERES 2**

Commune : **NOUZONVILLE**

Lieu-dit ou site particulier : **En agglomération**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **EB**

Année : **1997**

Largeur : **6.40 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **4874 Véh/j** dont 293 PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

Demi-chaussée coté habitation dégradée, affaissée et ligne de caniveaux HS
Flashs très importants, nombreuses tranchées réseaux affaissés

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : réfection complète de la demi-chaussée, structure et couche de roulement

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Rabotage, purges localisées et enrobés.

A la suite des travaux communaux de réfection de caniveaux, bordures, trottoirs et avaloirs, rabotage de la structure supérieure et de la couche de roulement puis mise en œuvre de GB et EB

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 140 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O342 - TRAVERSES
TRNA - RD N° 978 - P.R. 33+950 à 34+712

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **ROCROI**

Commune : **SORMONNE**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ECF**

Année : **1998**

Largeur : **6.80 m**

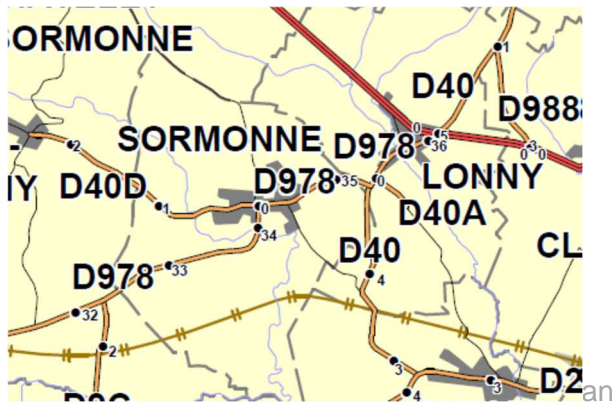
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **2214 Véh/j** dont **6.91 % PL**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **OUI**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Usure et dégradation de la couche de roulement avec décollement de l'ECF

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : BBM

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Rabotage préalable pour repartir sur une base saine

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **Choisissez un élément.**
- Vue en plan du projet joint : **Choisissez un élément.**
- Profil en long joint : **Choisissez un élément.**
- Profil en travers joint : **Choisissez un élément.**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 120 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O342 - TRAVERSESES
TREA - RD N° 129 entre les PR 7+100 et 7+480

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Sedan 3**

Communes : **Daigny**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ECF

Années : 2005

Largeur : 5.80

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 2101 véh/jour

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection du tapis d'enrobé conjointement aux travaux communaux

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Réfection du tapis d'enrobé

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 120 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**

- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O342 - TRAVERSESES
TREA - RD N° 17 entre les P.R. 5+000 et 5+330

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **SEDAN 3**

Communes : **Rubécourt**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : EB

Années :

Largeur : 4.20

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 1 275 Véh/j dont % PL

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : USURE DE LA COUCHE DE ROULEMENT

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection du tapis d'enrobé conjointement aux travaux communaux

CONSISTANCE DES TRAVAUX : REFECTION DE LA COUCHE DE ROULEMENT EN ENROBE

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 64 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

CONSEIL GENERAL DES ARDENNES
Territoire Routier Est Ardennes
9 rue Thiers
08200 Sedan

**ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ET
ET RESEAUX DIVERS(VRD) SUR LES PROPRIETES
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES -
(n°2015-293-DRIM)**

Rubécourt
RD 17 - PR 5+00 au PR 5+330
Rabotage -0,06 - 6 cm BBSG 0/10 + purges ponctuelles en GB 0/14

| N° Prix | Descriptif | Unité | P U | Quantités | Total |
|---------|---|-------------|----------|-----------|-------------|
| a1e | Alternat de circulation par panneaux prioritaire ou par feux de chantier selon les guides du SETRA concernant les schémas : CF22 - CF24 - CF26a - CF26b - CF4-04 - CF4-06 | Journée | 224,00 € | 3 | 672,00 € |
| b8 | Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | | - € | | - € |
| b8c | Rabotage de couche de roulement pour une surface supérieure à 500 m ² par chantier | mètre carré | 5,80 € | 2000 | 11 600,00 € |
| e2 | Fourniture, transport et mise en œuvre de couche d'accrochage sur chaussée | | - € | | - € |
| e2a | Sur support en matériaux blancs (GNT, MTLH,...) non revêtus d'un enduit de cure dosé à 1,7 kg/m ² au minimum de bitume résiduel, y compris 10 litres/m ² de gravillons 4/6 mm en cloutage | mètre carré | 1,20 € | 2000 | 2 400,00 € |
| e10 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre en Assise de chaussée de Grave Bitume de classe 3 (toute granulométrie confondue) | | - € | | - € |
| e10a | Pour une quantité inférieure ou égale à 100 tonnes par chantier | tonne | 150,00 € | 50 | 7 500,00 € |
| e11 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre d'enrobés Bitumineux Semi-Grenu "BBSG" de classe 3 | | - € | | - € |
| e11c | Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 300 | 30 600,00 € |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | HT | 52 772,00 € |
| | | | | TVA | 10 554,40 € |
| | | | | TTC | 63 326,40 € |

Rubrique : O342 - TRAVERSES

TREA – RD N° 48 entre les PR 0+000 et 0+220

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Carignan**

Communes : **Linay**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ECF

Années : 2006

Largeur : 3.80

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic :

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état de la couche de roulement

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : réfection de la couche de roulement en enrobé

CONSISTANCE DES TRAVAUX : réfection de la couche de roulement en enrobé

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 40 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**
- ETAT MARCHE : **à rédiger**

**ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ET
 RESEAUX DIVERS (VRD) SUR LES PROPRIETES DU CONSEIL
 DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
 (n°2015-293-DRIM)**

refection de la couche de roulement en enrobé

**Commune de Linay
 RD 48 entre les PR 0+000 et 0+220**

| N° Prix | Descriptif | Unité | P U | Quantités | Total | |
|-----------------|---|-------------|----------|-----------|----------------------|-------------|
| a1 | Signalisation de chantier sur route bidirectionnelle | | - € | | - € | |
| a1e | Alternat de circulation par panneaux prioritaire ou par feux de chantier selon les guides du SETRA concernant les schémas : CF22 - CF24 - CF26a - CF26b - CF4-04 - CF4-06 | Journée | 224,00 € | 2,00 | 448,00 € | |
| b8 | Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | | - € | | - € | |
| b8c | Rabotage de couche de roulement pour une surface supérieure à 500 m ² par chantier | mètre carré | 5,80 € | 1 100,00 | 6 380,00 € | |
| e2 | Fourniture, transport et mise en œuvre de couche d'accrochage sur chaussée | | - € | | - € | |
| e2a | Sur support en matériaux blancs (GNT, MTLH,...) non revêtus d'un enduit de cure dosé à 1,7 kg/m ² au minimum de bitume résiduel, y compris 10 litres/m ² de gravillons 4/6 mm en cloutage | mètre carré | 1,20 € | 1 100,00 | 1 320,00 € | |
| e10 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre en Assise de chaussée de Grave Bitume de classe 3 (toute granulométrie confondue) | | - € | | - € | |
| e10a | Pour une quantité inférieure ou égale à 100 tonnes par chantier | tonne | 150,00 € | 15,00 | 2 250,00 € | |
| e11 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre d'enrobés Bitumineux Semi-Grenu "BBSG" de classe 3 | | - € | | - € | |
| e11c | Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 160,00 | 16 320,00 € | |
| | | | | | HT | 26 718,00 € |
| A Sedan le : | | | | | actualisation : 15 % | 4 007,70 € |
| Le chef du TREA | | | | | TVA | 6 145,14 € |
| | | | | | TTC | 36 870,84 € |
| B. PETITDAN | | | | | Arrondi à : | 40 000,00 € |

Rubrique : O342 - TRAVERSES

TREA - RD N° 8043a entre les PR 34+100 et 34+325

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Sedan 3**

Communes : **Sedan**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : BBM

Années : 1998

Largeur : 7,60

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic :

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée conjointement aux travaux communaux

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 130 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

**ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ET
 RESEAUX DIVERS (VRD) SUR LES PROPRIETES DU
 CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
 (n°2015-293-DRIM)**

Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

commune de Sedan

RD 8043a entre les PR 34+100 et 34+325

| N° Prix | Descriptif | Unité | P U | Quantités | Total |
|---------|---|-------------------|----------|-----------|-------------|
| a1 | Signalisation de chantier sur route bidirectionnelle | | - € | | - € |
| a1d | Alternat manuel de circulation multi-opérateurs selon les guides du SETRA concernant les schémas : CF27 - CF29 - CF30 - CF32 - CF4-22 - CF4-23 - CF4-24 | Journée | 315,00 € | 3,00 | 945,00 € |
| b8 | Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | | - € | | - € |
| b8c | Rabotage de couche de roulement pour une surface supérieure à 500 m ² par chantier | mètre carré | 5,80 € | 3 000,00 | 17 400,00 € |
| b9 | Plus-value au prix B-8 pour sur-profondeur de fraisage | cm/m ² | 1,00 € | 3 000,00 | 3 000,00 € |
| e2 | Fourniture, transport et mise en œuvre de couche d'accrochage sur chaussée | | - € | | - € |
| e2b | Mise en œuvre sur support en matériaux bitumineux (BB, GB, ESU, ECF, ...) dosé à 0,350 kg/m ² au minimum de bitume résiduel | mètre carré | 1,50 € | 3 300,00 | 4 950,00 € |
| e10 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre en Assise de chaussée de Grave Bitume de classe 3 (toute granulométrie confondue) | | - € | | - € |
| e10a | Pour une quantité inférieure ou égale à 100 tonnes par chantier | tonne | 150,00 € | 95,00 | 14 250,00 € |
| e11 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre d'enrobés Bitumineux Semi-Grenu "BBSG" de classe 3 | | - € | | - € |
| e11c | Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 450,00 | 45 900,00 € |
| | | | | | |
| | | | | | |

| | | |
|-----------------|----------------------|--------------|
| | HT | 86 445,00 € |
| A Sedan le : | actualisation : 15 % | 12 966,75 € |
| | TVA | 19 882,35 € |
| Le chef du TREA | TTC | 119 294,10 € |
| | Arrondi à : | 130 000,00 € |
| B. PETITDAN | | |

Rubrique : O342 - TRAVERSES
TRSA - RD N°18 - P.R. 16+33 à 16+318

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Château Porcien**

Commune : **Avançon**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **MBCF**

Année : **2006**

Largeur : **6.00**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **995 véhicules/jour dont 115 PL en 2017**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Usure de la couche de roulement et travaux communaux

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réalisation d'un BBSG – continuité des travaux 2020 concomitant aux travaux communaux

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 90 000 €

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**

➤ **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O342 - TRAVERSEES
TRSA - RD N° 925 - P.R. 23+257 à 23+923

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Château - Porcien**

Commune : **Alincourt**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2014**

Largeur : **6.5 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **2511 Véh/j dont 204 PL**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



Entrée aggro Alincourt



Milieu aggro Alincourt



Sortie aggro Alincourt



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : La chaussée en traverse de la commune se dégrade avec des dépôts importants de matériaux qui engendre des nuisances aux riverains dû à la forte circulation de poids lourds (courrier du Maire datant du 2 avril 2019).

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Travaux envisagés, réalisation d'un BBSG.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 123 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

Rubrique : O342 - TRAVERSESES

TRSA - RD N° 982 - P.R. 18+050 à 18+600

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Vouziers**

Commune : **Vouziers**

Lieu-dit ou site particulier : **RD982**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **Enrobé**

Année : **inconnue**

Largeur : **11 m**

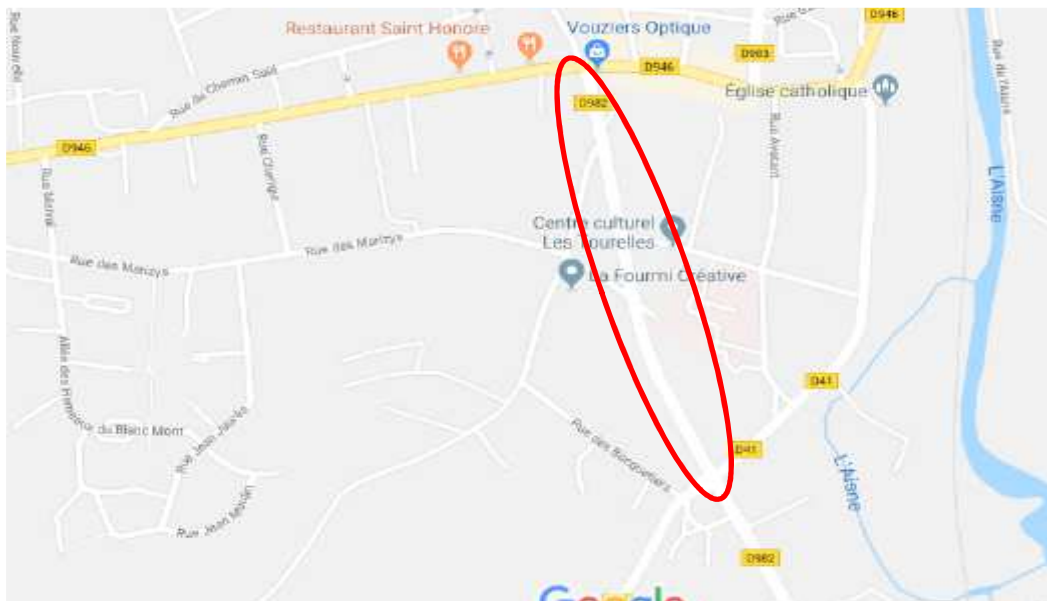
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **3847 Véh/j** dont **289 % PL**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : La couche de roulement est très dégradée, on constate un départ des matériaux.

La commune a réalisé des travaux concomitants en 2019-2020 (trottoirs, bordures, normes PMR). Des travaux d'assainissement des dalles de répartition et de remise à niveau des tampons sont prévus en 2020 et 2021 sur la chaussée.

Les travaux de l'EHPAD ont été terminés en 2020

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprise de la couche de roulement en BBSG 0/10 sur 8cm

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Rabotage de la couche de roulement et remise en place d'un BBSG 0/10 sur 8cm

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 215 000 € TTC

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

AMENAGEMENTS DE SECURITE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Certains éléments du réseau routier mal compris par l'automobiliste ou devenus non conformes à l'évolution des guides techniques nécessitent d'être revus dans leur conception. Pour une meilleure sécurité de l'utilisateur, il convient de mettre à niveau ces éléments.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Travaux de réaménagement d'éléments existants du réseau routier départemental (exemple réaménagement de carrefours).

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : L'accent est mis sur le réaménagement de carrefours particulièrement circulés et accentogènes.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableau et fiches opérations annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : entreprises de TP

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 2021

Dates prévisionnelles d'engagement :

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non

Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **265 000€**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 2 500 000 € | 623 648,22 € (dont 346 178 € reports 2019) | 265 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 584 186,94€ engagés / 488 550,24 € liquidés

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP2021
O344 - Aménagements de sécurité

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|------------------------|------------|----------------------|-------------|------------|-------------|----------------|--|---|
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D317 | Hors Agglo | Sortie Pure | 100 000 € | | Aménagement parking PL et aire de covoiturage. Opération conjointe avec la ComCom, chffrée à 450k€, répartition à définir. La proposition de ce qui concerne la chaussée est estimée à 100k€. |
| TREA | Charleville-Mézières-1 | Priorité 1 | 2021 | D888_GIR_10 | Hors Agglo | warcq | 165 000 € | budget estimatif commun pour les GIR05,GIR10,GIR20 | |
| | | | D16_GIR_05 | | | | | | |
| | | | D888_GIR_20 | | | | | | |

| | |
|--------------|------------------|
| TREA | 265 000 € |
| TRNA | - € |
| TRSA | - € |
| 2 021 | 265 000 € |

Rubrique : O344 - AMENAGEMENT SECURITE SPECIFIQUES

TREA - RD N° 317 P.R. 3+050

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Carignan**

Communes : **Carignan**

Lieu-dit ou site particulier : **Accès à la déchetterie**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur : 6.50 m

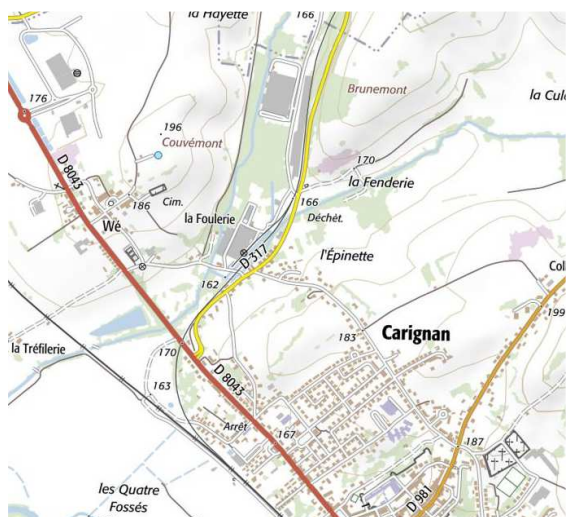
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : 1455 Véh/j dont 2.41 % PL

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



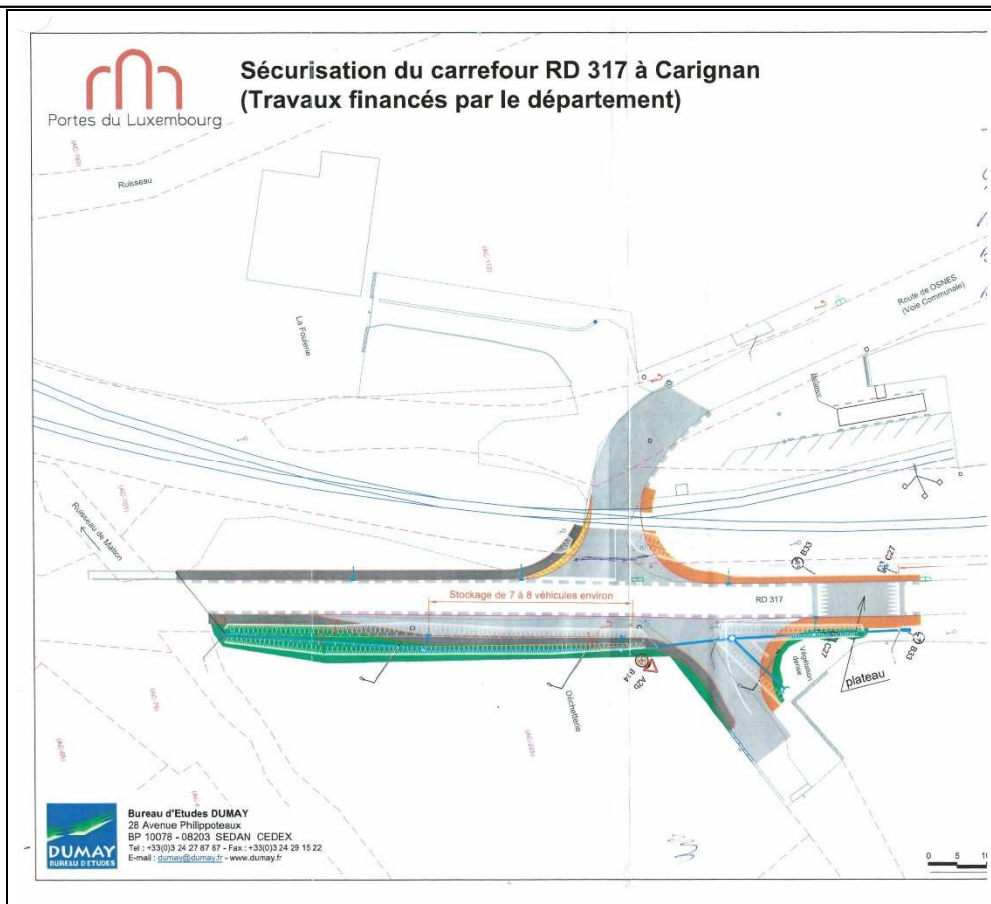
PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : difficulté d'accès à la déchetterie pour les camions

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : création d'un tourne-à-droite et de trottoirs pour accéder à la déchetterie

CONSISTANCE DES TRAVAUX : busage du fossé, pose de bordures et de caniveaux, création d'un tourne à droite, création d'un plateau sur élevé, création de trottoirs, réfection des enrobés

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier** :
- Étude de projet spécifique : **OUI**
 - Vue en plan du projet joint : **OUI**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**



COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 100 000,00

PARTEMENTAL DES ARDENNES
Jzier Est Ardennes

Entreprise : EUROVIA SEDAN
Z.I. de Glaire
SEDAN 08203

ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ET
RESEAUX DIVERS (VRD) SUR LES PROPRIETES DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES - (n°2015-
293-DRIM)

accès à la déchetterie

commune de Carignan

| Descriptif | Unité | P.U | Quantités | Total |
|--|----------------|------------|-------------|--------------|
| Signalisation de chantier sur route bidirectionnelle | | - € | | - € |
| Alternat de circulation par panneaux prioritaire ou par feux de chantier selon les guides du SETRA concernant les schémas : CF22 - CF24 - CF26a - CF26b - CF4-04 - CF4-06 | Journée | 224,00 € | 10 | 2 240,00 € |
| Découpe de chaussée et de trottoir | mètre linéaire | 4,10 € | 30 | 123,00 € |
| Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | | - € | | - € |
| Rabotage de couche de roulement pour une surface supérieure à 100 m² et inférieure ou égale à 500 m² par chantier | mètre carré | 13,00 € | 300 | 3 900,00 € |
| Déblais en terrain meuble de 1ère catégorie évacués à la décharge | mètre cube | 9,20 € | 170 | 1 564,00 € |
| Fourniture et transport de matériaux rocheux issus de carrière | | - € | | - € |
| Matériaux Traités aux Liant Hydrauliques G1 - T3 | tonne | 18,00 € | 250 | 4 500,00 € |
| Matériaux Traités aux Liant Hydrauliques G1 - T3 | tonne | 18,00 € | 100 | 1 800,00 € |
| G.N.T. 2 - 0/31.5 mm de type B | tonne | 12,60 € | 125 | 1 575,00 € |
| G.N.T. 2 - 0/31.5 mm de type B | tonne | 12,60 € | 150 | 1 890,00 € |
| G.N.T. 2 - 0/31.5 mm de type B | tonne | 12,60 € | 330 | 4 158,00 € |
| Mise en œuvre de matériaux rocheux des prix D-1 et D-2 | | - € | | - € |
| En couche de chaussée | tonne | 5,30 € | 375 | 1 987,50 € |
| En tranchée | tonne | 9,00 € | 580 | 5 220,00 € |
| Fourniture, transport et mise en œuvre de couche d'accrochage sur chaussée | | - € | | - € |
| Sur support en matériaux blancs (GNT, MTLH...) non revêtus d'un enduit de cure dosé à 1,7 kg/m² au minimum de bitume résiduel, y compris 10 litres/m² de gravillons 4/6 mm en cloutage | mètre carré | 1,20 € | 1150 | 1 380,00 € |
| Fourniture, Transport et Mise en Œuvre d'ennobés Bitumineux Semi-Grenu "BBSG" de classe 3 | | - € | | - € |
| Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 160 | 16 320,00 € |
| Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 30 | 3 060,00 € |
| Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 25 | 2 550,00 € |
| Plus-value aux prix E-9 à E-10 pour mise en œuvre manuelle des ennobés ou sur largeur inférieure à 1,20 m | tonne | 22,00 € | 30 | 660,00 € |
| Fourniture, transport et pose de bordures en béton de classe U + D | | - € | | - € |
| Bordure de type T2 | mètre linéaire | 21,00 € | 275 | 5 775,00 € |
| Fourniture, transport et pose de caniveaux en béton de classe U+D | | - € | | - € |
| Demi-caniveau de type CS2 | mètre linéaire | 18,00 € | 275 | 4 950,00 € |
| Ouverture et remblaiement de tranchée pour pose de canalisation hydraulique (hors réfection de structure de chaussée) | | - € | | - € |
| Pour la pose d'une canalisation Ø 300 mm à Ø 400 mm | mètre linéaire | 65,00 € | 143 | 9 295,00 € |
| Fourniture, transport et pose de canalisation d'assainissement en PVC - Classe CR 8 | | - € | | - € |
| Pour une canalisation de Ø 315 mm. | mètre linéaire | 26,00 € | 3 | 78,00 € |
| Fourniture, transport et pose de canalisation d'assainissement en béton - Classe 135 A. | | - € | | - € |
| Pour une canalisation Ø 400 mm. | mètre linéaire | 41,00 € | 140 | 5 740,00 € |
| Raccordement de canalisation de tous types et de tous diamètres sur un ouvrage existant | | - € | | - € |
| Pour une canalisation de Ø 300 mm à Ø 400 mm. | unité | 96,00 € | 1 | 96,00 € |
| Fourniture, transport et pose de tête de sécurité | | - € | | - € |
| Sur une canalisation Ø 300 mm à Ø 400 mm | unité | 336,00 € | 3 | 1 008,00 € |
| Fourniture et pose de bouche d'égoût | | - € | | - € |
| Grille plate avaloir inviolable pour bordure de classe C250 | unité | 223,00 € | 1 | 223,00 € |
| Fourniture, transport et pose de regard de visite sur canalisation | unité | 760,00 € | 1 | 760,00 € |
| massif pour signalisation verticale (compris fourreau pour support 80X 80) | l'unité | 77,90 € | 8 | 623,20 € |
| signalisation verticale (8 ensembles) | le forfait | 1 850,00 € | 1 | 1 850,00 € |
| | | | | |
| | | | TOTAL HT : | 83 325,70 € |
| | | | TVA : | 16 665,14 € |
| | | | TOTAL TTC : | 99 990,84 € |
| | | | arrondi à : | 100 000,00 € |

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché spécifique** ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O344 - AMENAGEMENT SECURITE SPECIFIQUES
TREA - RD N° RD 888 giratoire

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Charleville-Mézières 1**

Communes : **Warcq**

Lieu-dit ou site particulier : Giratoire du charnois

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : BB

Années : 2019

Largeur :

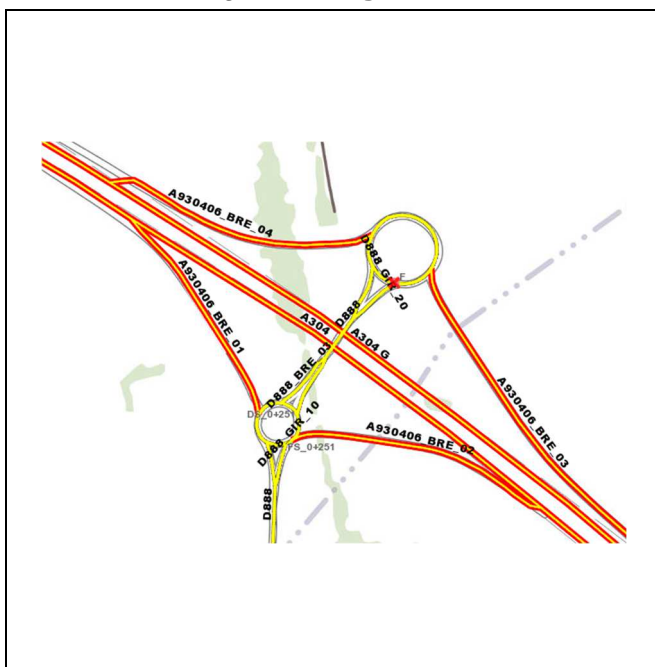
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : 1

Trafic :

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :. Passage délicat des transports exceptionnels de grande Longueur

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Aménagement des giratoires du Charnois pour le passage des convois exceptionnels

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Aménagement des giratoires du Charnois pour le passage des convois exceptionnels

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 165 000,00 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

RENFORCEMENT D'ACCOTEMENTS & REPROFILAGE EN RIVE DE CHAUSSEES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Le gabarit du réseau routier n'a pas suivi l'évolution de la composition du trafic routier et du gabarit des poids lourds (charge autorisée à l'essieu et largeur des véhicules) de ces dernières décennies. La conséquence est un affaissement des rives de chaussées et un orniérage des accotements, plus particulièrement sur le réseau secondaire.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : renforcement d'accotement par technique pérenne ; privilégier par épaulement en béton et concomitamment déflachage des rives de chaussées affaissées.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : ne pouvant pas élargir les chaussées, l'objectif est de renforcer les accotements avec des matériaux durables pouvant supporter le franchissement occasionnel de véhicules lourds.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableau et fiches opération annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

- Maîtrise d'œuvre : TRA
- Validation technique sécuritaire : GPR
- Prestataires : entreprises de TP.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 6 mois

Dates prévisionnelles d'engagement : printemps/été

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : 1 047 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 4 000 000 € | 716 000 € | 1 047 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 706 462,26 € engagés/liquidés (programme terminé)

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 BP2021
O376 - Accotements

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|---------------------------------|------------|----------------------|-----|------------|------------------------|------------------|----------------|--|---|
| TRNA | Bogny-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D13 | Hors Agglo | Sortie Hautes-Rivières | Entrée Linchamps | 45 000 € | | |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | 2021 | D32 | Hors Agglo | Marby | Maubert | 200 000 € | | |
| TRNA | Rocroi | Priorité 1 | 2021 | D32 | Hors Agglo | Marby | Maubert | 80 000 € | | |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D28 | | Evigny vers RD3 | | 100 000 € | | |
| TREA | Attigny / Vouziers | Priorité 1 | 2021 | D30 | Hors Agglo | Lametz | Le Chesne | 100 000 € | accotements béton | |
| TREA | Rocroi / Charleville-Mézières-1 | Priorité 1 | 2021 | D34 | Hors Agglo | Neuville-les-This | Fagnon | 100 000 € | accotement béton | Elegage à prévoir rapidement (demande du Maire de Fagnon) |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | 2021 | D12 | Hors Agglo | sortie Rémonville | au travaux 2020 | 273 000 € | Deuxième phase entre Rémonville et le début de la phase 1. Elargissement en macés + reprofilage en GB | |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D30 | Hors Agglo | Saint-Quentin-Le Petit | Condé-les-Herpy | 149 000 € | Réalisation d'accotements en béton localement | |

| | |
|--------------|--------------------|
| TREA | 300 000 € |
| TRNA | 325 000 € |
| TRSA | 422 000 € |
| 2 021 | 1 047 000 € |

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TRNA - RD N° 13 - P.R. 16+615 à 17+350

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **BOGNY SUR MEUSE**

Commune : **LES HAUTES RIVIERES**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2002**

Largeur : **5 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **279 Véh/j** dont 7 PL

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

Accotement et rive de chaussée côté roche à l'approche de Linchamps extrêmement dégradés
Ressuage et dégradation importante de la chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Renforcement de l'accotement et acheminement des eaux pluviales

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- Dérasement, stabilisation des accotements
- Curage et création de fossé

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 45 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE : Marché spécifique ETAT MARCHE : **existant****

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TRNA - RD N° 32 - P.R. 7+179 à 11+452

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **ROCROI-SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **MARBY-ETALLE-MAUBERT
FONTAINE**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2005**

Largeur : **3.80 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **285 Véh/j** dont % PL

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Accotements dénivelés et bords de chaussée dégradés

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Poursuite opération 2019 pour finition section MARBY
→ MAUBERT-FONTAINE

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Création de poutres en béton en accotements
Reprofilage de la chaussée

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier** :
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 280 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TREA - RD N° 28 entre les P.R. 0+000 et 0+160

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Nouvion sur Meuse**

Communes : **Evigny**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ECF

Années : 2000

Largeur : 4.20

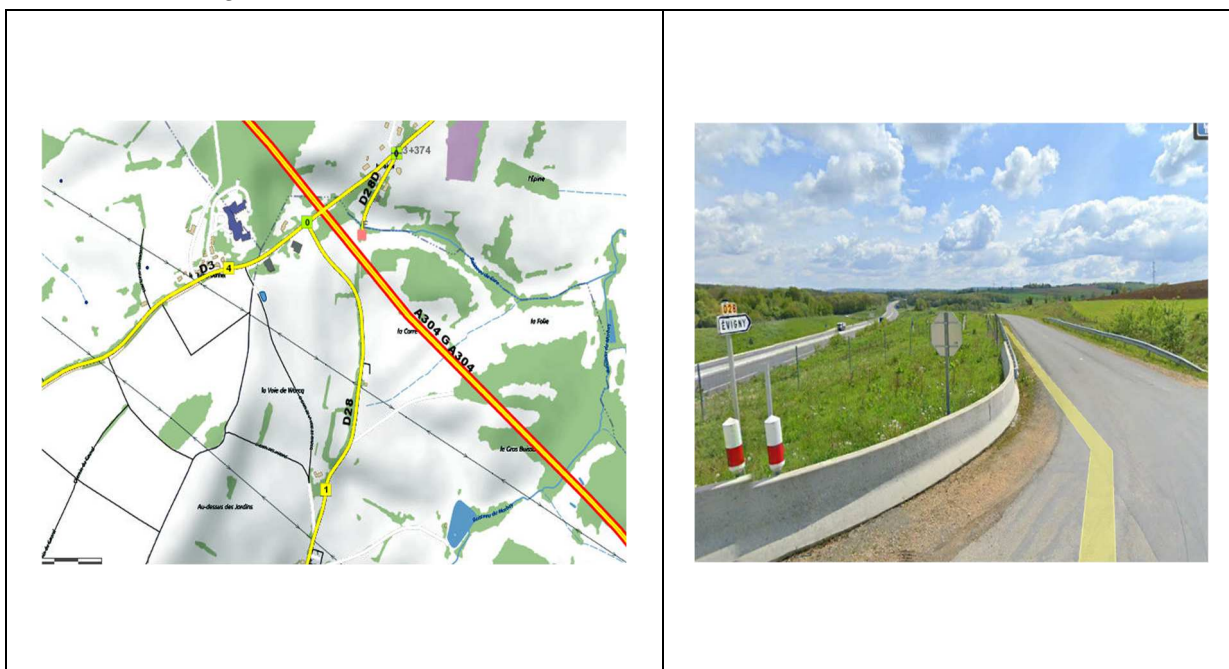
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 498 Véh/j

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : accotements en mauvais état

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : remise en état des accotements

CONSISTANCE DES TRAVAUX : accotements béton

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 100 000,00

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**

➤ **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **à rédiger**

**Rubrique : O376 – STABILISATION & RENFORCEMENT
ACCOTEMENT**

TREA - RD N° 30 entre les P.R. 47+200 et 53+400

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Attigny / Vouziers**

Communes : **Lametz**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ESU

Années : 2002

Largeur : 4.20

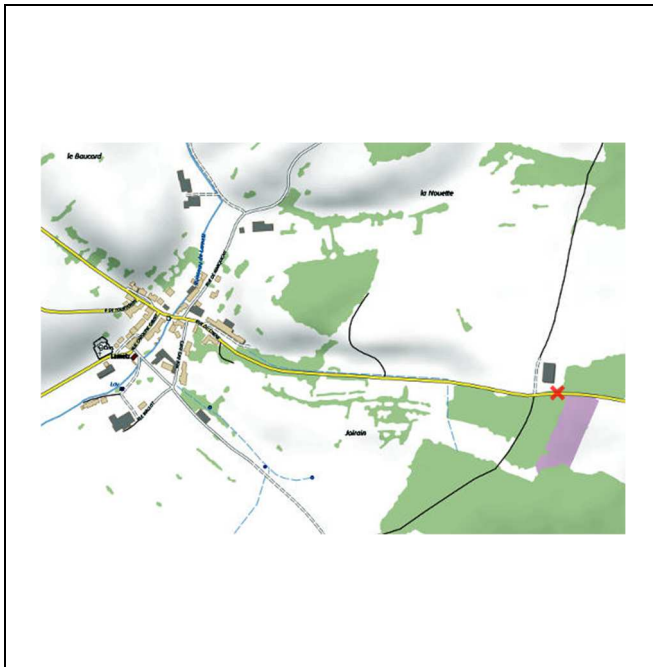
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 381 Véh/j

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état des accotements consécutifs aux ravinements

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réalisation d'accotements béton

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réalisation d'accotements béton

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 100 000.00 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : à rédiger

**ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE ET
 RESEAUX DIVERS (VRD) SUR LES PROPRIETES DU CONSEIL
 DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
 (n°2015-293-DRIM)**

Réalisation d'accotements béton

rd 30 entre les PR 47+200 et 53+000
 poutres sur 0,40 en béton extrudé
 sur une longueur de 2 000 ml entre La metz et Le chesne

| Référence prix | Bordereau de prix | Unité | Prix Hors Taxes en Euros (€) | Quantités | Total |
|-------------------|---|----------------------|------------------------------------|--------------------|-------------|
| b6 | Découpe de chaussée et de trottoir | Le mètre linéaire | 3,10 € | 2000 | 6 200,00 € |
| c3 | Curage de fossé | Le mètre linéaire | 1,80 € | 500 | 900,00 € |
| b12 | Ouverture de tranchée de faible largeur (de 0,20 à 0,40 m) en rive de chaussée | Le mètre cube | 21,00 € | 300 | 6 300,00 € |
| e3 | Pontage de purges et joint de chaussée | Le mètre linéaire | 1,50 € | 2000 | 3 000,00 € |
| f10 | Réalisation d'épaulement de chaussée en béton | Le mètre cube | 170,00 € | 130 | 22 100,00 € |
| f11 | Réalisation de stries sur béton coulé en accotement | Le mètre linéaire | 8,00 € | 400 | 3200 |
| k3 | Location de pelle hydraulique de poids minimum de 9 T avec chauffeur, à l'heure travaillée | L'heure | 52,50 € | 32 | 1680 |
| ps1 | Fourniture et mise en œuvre de MACES | m3 | 128,50 € | 180 | 23130 |
| b8 | Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | Le mètre carré | 3,80 € | 200 | 760 |
| e2b | Mise en œuvre sur support en matériaux bitumineux (BB, GB, ESU, ECF, ...) dosé à 0,8 kg/m ² au minimum de bitume résiduel | Le mètre carré | 1,50 € | 400 | 600 |
| e6c | Enrobés Bitumineux EB 10 (B.B.S.G. 0/10) | La tonne | 63 | 50 | 3150 |
| e7b | En reprofilage de chaussée au finisseur | La tonne | 12 | 50 | 600 |
| | | | | HT | 71620 |
| Le : | | | | actualisation 10 % | 7162 |
| Le chef du TREA | | | | TVA | 15756,4 |
| B. PETITDAN | | | | TTC | 94538,4 |
| | | | | Arrondi à : | 100000 |

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TREA - RD N° 34 entre les P.R. 37 + 282 et 40 + 553

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Rocroi/Charleville-Mézières 1**

Communes : Neuville-les-This / Fagnon

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ESU

Années : 2000

Largeur : 4.40

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 414 Véh/j

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : : mauvais état des accotements consécutifs aux ravinements

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réalisation d'accotements béton (tranche 2, suite travaux 2020)

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réalisation d'accotements béton

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 100 000€

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES :** **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO :** **Hors Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER :** **Route barrée**

➤ **MARCHE UTILISE :** **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TRSA - RD N° 12 - P.R. 41+740 à 42+950

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **VOUZIERS**

Commune :
Rémonville

Lieu-dit ou site particulier : **2^{ème} phase RD12 de Rémonville à département 55**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année :
2004

Largeur : **4.2 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **562** Véh/j dont
% PL

Barrières de dégel : **Choisissez un élément.**

RGC :
**Choisissez un
élément.**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Chaussée déformée et dégradée supportant trafic PL vers fromagerie de Cléry le Petit .

Reprofilage en Grave émulsion et élargissement réalisés sur l'itinéraire par CD55 en août 2017.

Reprofilage en grave émulsion et élargissement en MACES fait en mai 2020 sur la 1^{ère} phase (1400 ml du PR42+950 à la limite de la Meuse).

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprofilage en grave bitume et élargissement en MACES dans la continuité de la 1^{ère} phase pour rejoindre Rémonville.

Il reste 1410 ml pour assurer la continuité entre le département de la Meuse et Rémonville.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Reprofilage grave émulsion et élargissement en MACES

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 273 000 €

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**

➤ **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O376 - STABILISATION & RENFORCEMENT ACCOTEMENT

TRSA - RD N° 30 - P.R. 0+000 à 14+475

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Château Porcien**

Commune : **Saint
Quentin le Petit**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2008**

Largeur : **4.8 m**

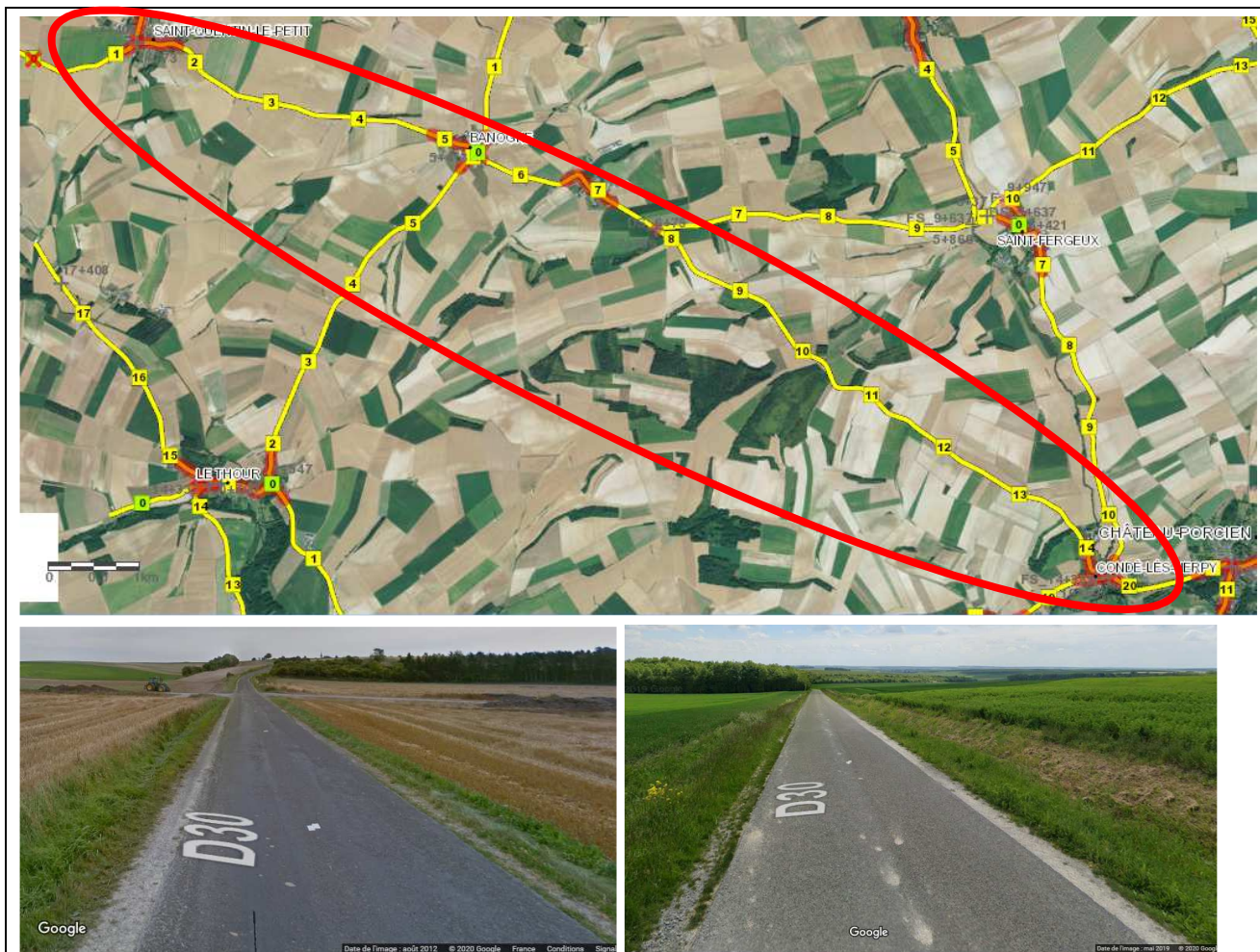
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **407 Véh/j** dont **26 PL**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Accotements non stables et dangereux.
Courrier du 23 juillet 2020 des maires du secteur

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Renforcement des accotements et maintien de la chaussée dans les courts rayons des virages en béton.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Épaulement des accotements en béton pour renforcer le maintien de chaussée

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 149 000 € TTC

Détailler le calcul des estimations sur tableau Excel à joindre à la présente fiche.

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Route barrée**
- **MARCHE UTILISE : Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE : existant**

REPROFILAGE DE CHAUSSEES & RENFORCEMENT DE CHAUSSEE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les structures de chaussée du réseau routier n'ont pas suivi l'évolution de la composition du trafic routier et du gabarit des poids lourds (charge autorisée à l'essieu et largeur des véhicules) de ces dernières décennies. Aussi, les routes ardennaises étant bien souvent assises sur des sols argileux sensibles à l'eau, elles sont sujettes à déformation.

La conséquence est une déformation des routes en surfaces (problème de planéité et d'uni).

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : reprofilage de chaussée par apport surface de matériaux enrobés bitumineux.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : retrouver un uni acceptable en surface et dans le même temps augmenter l'épaisseur de structure de chaussée

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableau et fiches opération annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : entreprises de TP.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 6 mois

Dates prévisionnelles d'engagement : printemps / été

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : **1 196 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 4 500 000 € | 1 105 117,82 € (dont 34 637,82€ de reports) | 1 196 000 € | 1 100 000 € | 1 100 000 € | 1 100 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 1 083 071.93 € engagés / liquidés (programme terminé)

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP2021
O352 - Reprofilage

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|-------------------|------------|----------------------|------|------------|---|---------------------|----------------|---|------------------|
| TRNA | Bogny-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D13 | Hors agglo | Sortie Hautes-Rivières | Entrée Linchamps | 140 000 € | | |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | 2021 | D2 | Hors Agglo | Lalobbe | Entrée Draize | 168 000 € | | |
| TREA | Sedan-2 | Priorité 1 | 2021 | D29 | Hors Agglo | Iges | Glaire | 90 000 € | Demande du Maire | |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D3B | Hors Agglo | Mondigny | Carrefour D28 | 108 000 € | déflaschage en grave bitume et renforcement d'accotements | |
| TRSA | Attigny | Priorité 1 | 2021 | D15 | | Saint-Etiennes-à-Arnes | Hauviné | 130 000 € | | |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | 2021 | D19 | Hors Agglo | Sortie Quatres Champs | Entrée Vandy | 360 000 € | | |
| TRSA | Château-Porcien / | Priorité 1 | 2021 | D315 | Hors Agglo | fin reprofilage en 2019 entre La Neuville en TAF et C | entrée agglo Cauroy | 200 000 € | Suite et fin des travaux commencés en 2019. Métré et devis réalisés | |

| | |
|--------------|--------------------|
| TREA | 198 000 € |
| TRNA | 308 000 € |
| TRSA | 690 000 € |
| 2 021 | 1 196 000 € |

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TRNA - RD N° 13 - P.R. 16+615 à 17+350

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **BOGNY SUR MEUSE**

Commune : **LES HAUTES RIVIERES**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2002**

Largeur : **5 m**

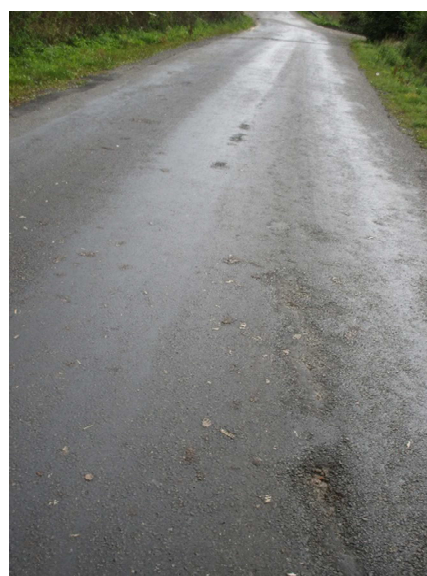
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **279 Véh/j** dont **7 PL**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

Ressuage et dégradation importants de la chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Remise en état support et couche de roulement de la chaussée

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Purges localisées
Reprofilage
Réfection complète de la couche de roulement

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 140 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Route barrée**
- **MARCHE UTILISE : **Marché spécifique** ETAT MARCHE : **existant****

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TRNA - RD N° 2 - P.R. 31+550 à 32+710

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **DRAIZE**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2003**

Largeur : **5.8 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **876 Véh/j** dont **480 PL**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**

| | |
|--|--|
|  | |
| | |

PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : La RD 2 entre LALOBBE et DRAIZE présente de nombreuses déformations, du ressuage important avec arrachures et des accotements dégradés.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprofilage de chaussée et reprise des accotements

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Couche d'accrochage
Reprofilage grave bitume
Reprise des accotements en MTLH
Enduits couleur

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 168 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché spécifique** **ETAT MARCHE** : **existant**

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TREA - RD N° 29 entre les P.R. 8+520 et 9+420

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **SEDAN 2**

Communes : **GLAIRE & IGES**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Années :

Largeur : 4.30

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 1 350 Véh/j

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Usure de la couche de roulement

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : déflachage de la chaussée

CONSISTANCE DES TRAVAUX : déflachage en grave bitume

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 90 000,00

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TREA - RD N° 3b entre les P.R. 0+740 et 1+875

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons **Nouvions sur Meuse**

Communes **Mondigny**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ESU

Année : 2007

Largeur : 4 M

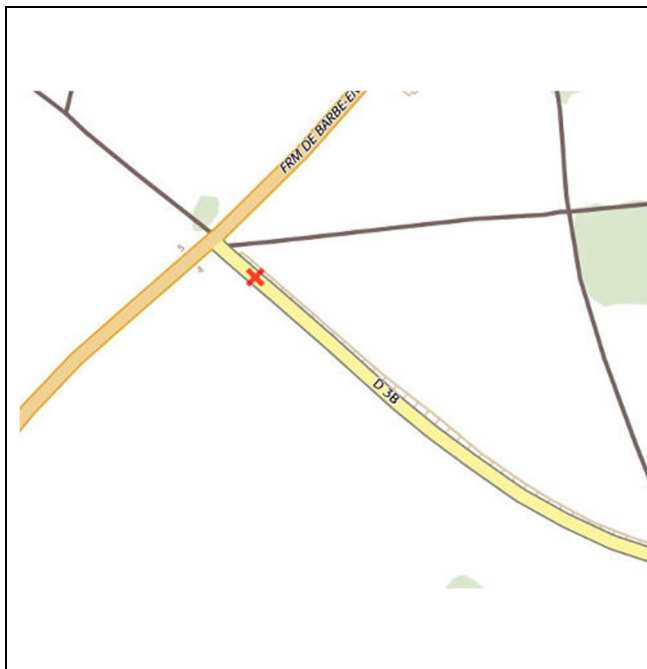
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 414 Véh/j dont % PL

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Déformation de la chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : : déflachage en grave bitume

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réalisation d'accotements béton

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 108 000,00

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **à rédiger**

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TRSA - RD N° 15 - P.R. 52+635 à 59+498

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Attigny**

Communes : St-Etiennes-à-Arnes / St-Pierre-à-Arnes / St-Clément-à-Arnes / Hauviné

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2011**

Largeur : **6 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **400 Véh/j** dont **39 PL** en **2010**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Chaussée dégradée suite croisement de véhicules agricoles en période de récolte de betteraves
Problème signalé en réunion cantonale.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : déflachage de rives et renforcement d'accotements (tranche 1 de travaux)

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 130 000 € TTC (tranche 1)

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TRSA - RD N° 19 - P.R. 48+871 à 53+154

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **VOUZIERS**

Commune : **Quatre Champs et Vandy**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **inconnue**

Largeur : **3.8 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

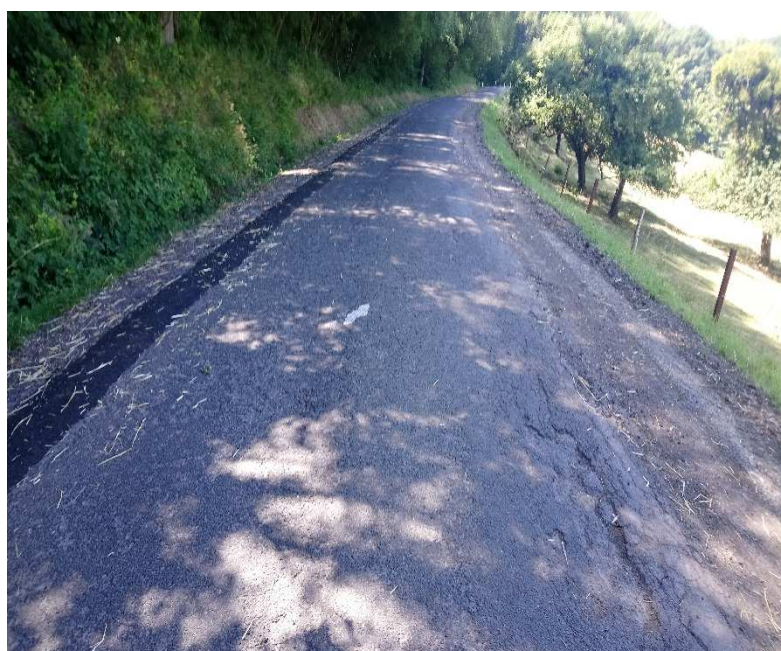
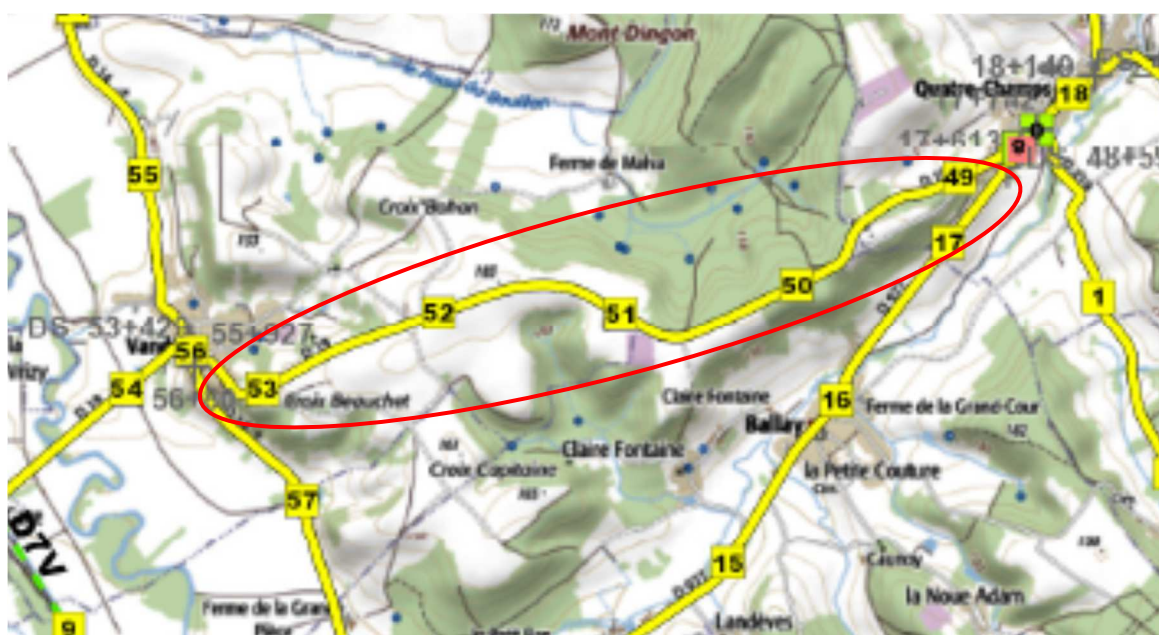
Catégorie : **3**

Trafic : **389 Véh/j** dont

% PL

Barrières de dégel : **Choisissez un élément.**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Chaussée déformée et fortement dégradée (faiencages, départs de matériaux, déformations...)

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprofilage en grave bitume 0/10 et épaulement en GNT 0/20

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection de la couche de roulement en Grave Bitume 0/10 et épaulement en GNT 0/20

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 360 000 € TTC

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

Rubrique : O352 - REPROFILAGE
TRSA - RD N° 315 - P.R. 3+510 à 6+675

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Château-Porcien / Attigny**

Communes : La Neuville en TAF - Cauroy

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2007**

Largeur : **3.50 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **248 Véh/j** dont **39 PL** en **2016**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Chaussée déformée avec des départs de matériaux importants et des accotements en très mauvais état.
Suite et fin des travaux commencés en 2019.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprofilage en grave émulsion 0/10

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection de la couche de roulement en Grave Émulsion

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 200 000 € TTC

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

RENOUVELLEMENT DE COUCHES DE ROULEMENT PAR ENROBES, MBCF & ESU

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : La couche de roulement compose la partie sommitale de la chaussée routière. Elle a pour fonction de protéger le corps de chaussées des arrivées d'eau extérieures et de donner de l'adhérence à la route.

Cette couche s'use sous l'effet du trafic et doit être régulièrement renouvelée. Afin de maîtriser les dépenses, il est dans la mesure du possible privilégié la réalisation de techniques de revêtement peu épaisses et peu onéreuses 3 à 6 € TTC / m² (enduits superficiels d'usure ESU ou matériaux bitumineux coulés à froid MBCF), mais de durée limitée.

Néanmoins, le profil de la route ou l'état de fatigue de la chaussée peut dans certains cas ne plus être compatible avec l'usage de ces techniques, ; il n'y a alors pas d'autre choix que de réaliser un enrobé épais plus onéreux en moyenne 15 à 20 € TTC / m².

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Enrobé bitumineux (EB) ou Béton bitumineux coulé à froid (MBCF) ou Enduit superficiel d'usure (ESU)

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : étanchéifier et redonner de l'adhérence

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableaux et fiches opérations annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires :

entreprises de TP

travaux d'ESU en régie par le PTS du service GPR

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : printemps à l'été

Dates prévisionnelles d'engagement : au printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD + marché MBCF + marchés de fournitures de matériaux pour travaux d'ESU en régie.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet en investissement : **1 820 000€ dont**

- Structuration de chaussées à l'aide d'enrobés ☞ 1 220 000€
- Amélioration de la qualité des couches par MBCF ☞ 600 000€

Montant prévisionnel du projet en Fonctionnement (travaux ESU en régie) : **800 000 €** (valorisé à 2 M€ si travaux confiés au privé en investissement)S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement sur budget investissement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|--|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 8 000 000 € | 1 230 190,42 € (dont 62 380,42€ de reports enrobés) | 1 820 000 € | 2 000 000 € | 2 000 000 € | 2 000 000 € |
| Réalisation au 15/10/2020 : MBCF ☞ 430 571,42€ engagés / 222 828,62€ liquidés Enrobés ☞ 736 886,44€ engagés / 701 894,56€ liquidés Ensemble ☞ 1 167 457,86€ engagés / 924 723,18€ liquidés | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
O358 - MBCF

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF | SURFACE | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|------------------------|------------|----------------------|-------|------------|-------------------------|--------------------------|----------------|---------|--|--|
| TRNA | Rocroi | Priorité 1 | 2021 | D877 | Agglo | Rocroi intersection D22 | Rocroi giratoire A304 | 100 000 € | 16800 | Travaux de reprise en axe réalisés en 2020 | |
| TREA | Sedan-2 | Priorité 1 | 2021 | D129 | Agglo | entrée Illy | sortie Illy | 16 000 € | 2960 | | Suite travaux d'aménagement |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D19 | Agglo | Mouzon carrefour 964 | Mouzon voie ferrée | 43 000 € | 9426 | prévoir purges | Chantier annulé en 2019 car réfection des OA au programme. |
| TREA | Charleville-Mézières-1 | Priorité 1 | 2021 | D309 | Agglo | Warcq carrefour D9 | Sortie Warcq | 20 000 € | 4000 | | |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D8043 | Agglo | Entrée Margut | Sortie Margut | 50 000 € | 12500 | | |
| TREA | Charleville-Mézières-1 | Priorité 1 | 2021 | D9 | Agglo | Warcq - Carrefour RD16 | Warcq - Carrefour RD 309 | 25 000 € | 5000 | à faire avec D309 | |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Agglo | Entrée Poilcourt-Sidney | Sortie Poilcourt-Sidney | 27 000 € | 6000 | | |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Agglo | Entrée Houdilcourt | Sortie Houdilcourt | 26 000 € | 5722 | | |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Agglo | Entrée Sault Saint Rémy | Sortie Sault Saint Rémy | 20 000 € | 4436 | | |
| TRSA | Rethel | Priorité 3 | 2021 | D926 | Agglo | Entrée Rethel | Rethel carrefour D946 | 15 000 € | 1080 | Métré et devis réalisés par PG TRSA | Prévoir purges sur la partie non aménagée par la Commune. |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Hors Agglo | Limite Dépt Aisne | Entrée Brienne/Aisne | 21 000 € | 3788 | | Démarrage itinéraire D925 jusqu'à l'échangeur A34. A faire rapidement. |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Hors Agglo | Brienne sur Aisne | Poilcourt Sidney | 95 000 € | 17620 | | A faire rapidement. |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Hors Agglo | Policourt Sidney | Houdilcourt | 31 000 € | 5556 | | A faire rapidement. |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Hors Agglo | Houdilcourt | Sault Saint Rémy | 70 000 € | 11840 | | A faire rapidement. |
| TRSA | Château-Porcien | Priorité 1 | 2021 | D925 | Hors Agglo | Sault Saint Rémy | Roizy | 19 000 € | 3130 | | |

TREA 154 000 €

TRNA 100 000 €

TRSA 324 000 €

2 021 578 000 € arrondi à 600 000€

2003P008 - BP 2021
0360 Enrobés renouvellement

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|--|------------|----------------------|--------|------------|--|--------------------------------|----------------|---|--|
| TRNA | Rocroi | Priorité 1 | 2021 | D877 | Agglo | giratoire eiffage + intersection avec rd22 | | 55 000 € | | Faire les deux sections en 2022. |
| TRNA | Givet | Priorité 1 | 2021 | D949 | Agglo | Givet - Pont des Américains | Givet - Rue Oger | 150 000 € | | |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | 2021 | D978 | Hors Agglo | Sortie Rouvroy-sur-Audry | Carrefour D985 | 167 000 € | | |
| TRNA | Bogny-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D988 | Hors Agglo | Sortie Renwez - La Boutillette | face du chemin de l'ardoisière | 220 000 € | Partie aujourd'hui la plus dégradée | Enrobés se décollant sur des zones de plus en plus grandes, danger pour les cyclomoteurs et vélo. Travaux à réaliser sur cette première tranche, suivra la partie jusqu'au giratoire Les Mazures par la suite. |
| TREA | Sedan-3 | Priorité 1 | 2021 | D17 | Agglo | Sortie Sedan | Balan (Mairie) | 45 000 € | Aménagement de la traverse - Projet ATD08 2017 | Aménagement communal 2020-2021 |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D19 | Agglo | Entrée Beaumont-en-Argonne | Carrefour D4 | 90 000 € | | Gros travaux de structure à prévoir, pas d'enfouissement réalisé. Estimation à 90k€, soit 26€/m². |
| TREA | Charleville-Mézières-2 / Villers-Semeuse | Priorité 1 | 2021 | D22 | Agglo | Carrefour D13 | Sortie Nouzonville | 85 000 € | | projet CC branchements d'eau - Attendre fin travaux branchements d'eau |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D66 | Hors Agglo | Yvernaumont | Giratoire Villers-sur-le-Mont | 65 000 € | | Couche de roulement très abîmée, pente importante et franchissement A34. Estimation à 65k€ si PV pour EB de classe supérieure à 3. |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D8043 | Agglo | Entrée Douzy | Douzy gare | 40 000 € | réfection du tapis d'enrobés et purges. liée au carrefour avec la rd 964 et la rd 4 | Traiter le carrefour en EB sur les 4 branches, voir si possibilité de traiter le reste de la traverse en RSC de part et d'autre du carrefour. |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D4 | Agglo | Douzy | carrefour 8043 | 40 000 € | liée avec rd 8043. bbme (sortie carriere) | |
| TREA | Carignan | Priorité 1 | 2021 | D964 | Agglo | Douzy carrefour 8043 | Douzy voie ferrée | 40 000 € | à liée avec BB 8043 | |
| TREA | Charleville-Mézières-4 | Priorité 1 | 2021 | D8051A | Agglo | Charleville - Avenue Carnot (T1) | | 170 000 € | | Estimé à 22€/m² selon surface. Tranche limitée suite aux travaux sur conduite d'eau à venir. |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | 2021 | D6 | Hors Agglo | Virage avant Thénorgues (ancien délaissé) | | 53 000 € | virage à reprendre + drainage | Travaux à qualifier en reprise de faiblesse |

TREA 575 000 €
TRNA 592 000 €
TRSA 53 000 €
2 021 1 220 000 €

Rubrique O360 : STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TRNA - RD N° 877 - P.R. 27+930 à 28+025

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **ROCROI**

Commune : **ROCROI**

Lieu-dit ou site particulier : **En agglomération**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **RSC**

Année : [Cliquez ici.](#)

Largeur : **7 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **2802** Véh/j dont 163 PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



Insérer PHOTO N°1

Insérer PHOTO N°2

Insérer PHOTO N°3

PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Chaussée existante très dégradée en axe

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : continuité des ECF prévu au tour de ville en enrobés pour les zones de sortie de camion

CONSISTANCE DES TRAVAUX : enrobé

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 55 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TRNA - RD N° 949 - P.R. 2+622 à 3+314

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **GIVET**

Commune : **GIVET**

Lieu-dit ou site particulier : **RUE OGER**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **EB**

Année : **2001**

Largeur : **11.10 m**

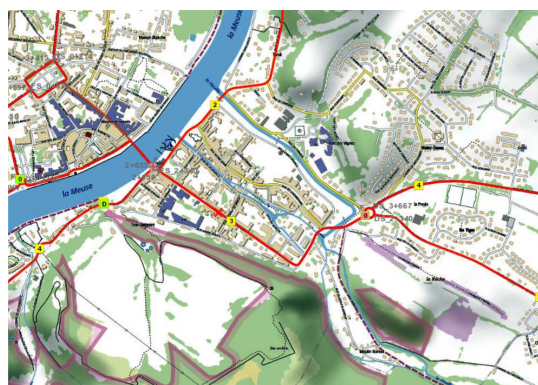
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **6567 Véh/j** dont 179 PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- ✓ Chaussée dégradée
- ✓ Présence d'une ancienne chaussée pavé sous-jacente.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

- ✓ Supprimer les pavés sous-jacents avant réfection chaussée.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 150 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TRNA - RD N° 978 - P.R. 29+012 à 29+476 – RD N° 985 – P.R. 54+920 à 55+390

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **ROUVROY SUR AUDRY**

Lieu-dit ou site particulier : **carrefour RD978/985 (cuve à goudron)**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ECF**

Année : **2011**

Largeur : **6 m**

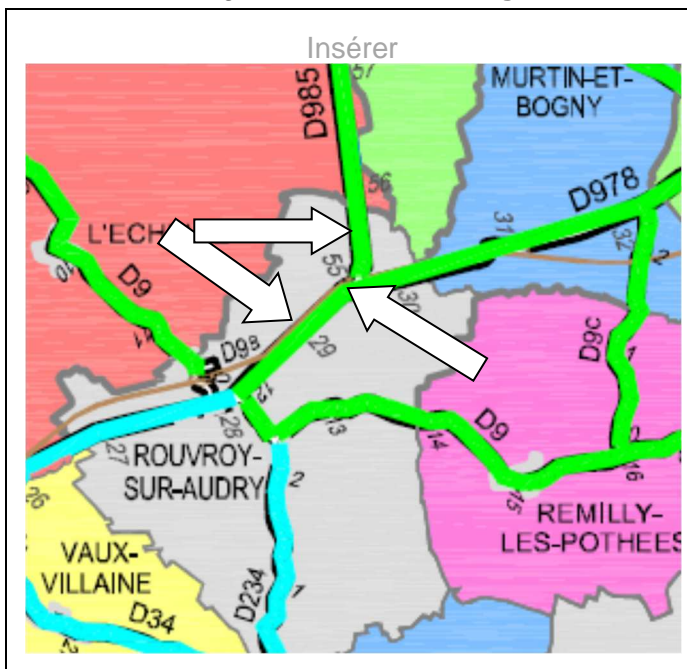
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **3494 Véh/j** dont **18 % PL**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : RD 978 : Orniéage important avec bourrelet côté droit et gauche de la sortie d'agglomération de ROUVROY jusqu'au carrefour 978/985 - RD 985 : déformation de la chaussée du carrefour 985/978 jusqu'après l'OA ensuite fissuration côté droit jusqu'à la fin de glissières de sécurité.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprofilage de la chaussée en enrobé

CONSISTANCE DES TRAVAUX : rabotage de la chaussée et réfection du tapis en enrobé épaisseur 0.06 m

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 167 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TRNA - RD N° 988 - P.R. 4+288 à 5+538

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **BOGNY SUR MEUSE**

Commune : **RENWEZ**

Lieu-dit ou site particulier : **LA BOUTILLETTE**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **MBCF**

Année : **2012**

Largeur : **7.4 m**

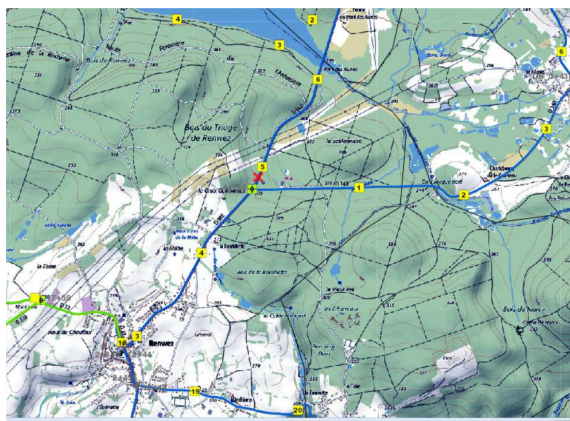
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **6263 Véh/j** dont 240 PL

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : ECF se décollant sur des zones de plus en plus grandes, danger pour les cyclomoteurs et vélos.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection de la couche de roulement

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Rabotage de l'ECF et de l'enrobé sous-jacent puis réfection complète de la couche de roulement en EB

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 220 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : NON
 - **HORS AGGLO OU AGGLO** : Hors Agglo
 - **EXPLOITATION DE CHANTIER** : Sous circulation
 - **MARCHE UTILISE** : Marché à Bons de Commande
- ETAT MARCHE** : existant

**Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TREA - RD N° 17 entre les P.R. 0+500 et 0+820**

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **SEDAN 3**

Communes : **BALAN**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : EB

Années :

Largeur : 6.20

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 450 Véh/j dont % PL

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : USURE DE LA COUCHE DE ROULEMENT

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : REFECTION DE LA COUCHE DE ROULEMENT

CONSISTANCE DES TRAVAUX : REFECTION DE LA COUCHE DE ROULEMENT EN ENROBE

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 45 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Route barrée**
- **MARCHE UTILISE : Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE : à rédiger**

**Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TREA - RD N° 19 entre les P.R. 22+640 et 23+030**

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Carignan**

Communes : **Beaumont**

Lieu-dit ou site particulier : moulin le blanc

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ECF

Années : 2001

Largeur : 6.20

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : 965 Véh/j dont 7.56% PL

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : usures de la couche de roulement

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : réfection de la couche de roulement en enrobé

CONSISTANCE DES TRAVAUX : réfection de la couche de roulement en enrobé

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 90 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
 - HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
 - EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
 - MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**
- ETAT MARCHE : à rédiger

**Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TREA - RD N° 22 entre les P.R. 28+1011 et 32+167**

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Charleville-Mézières 2 / Villers-Semeuse**

Communes : **NOUZONVILLE**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : EB

Années :

Largeur : 6.00

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : 1

Trafic : 3047 Véh/j dont 3.87% PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : USURE DE LA COUCHE DE ROULEMENT

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : REFECTION DE LA COUCHE DE ROULEMENT

CONSISTANCE DES TRAVAUX : REFECTION DE LA COUCHE DE ROULEMENT EN ENROBE

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 85 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

**Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TREA - RD N° 66 entre les P.R. 0+130 et 0+430**

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Nouvion sur Meuse**

Communes : **YVERNAUMONT**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : BB

Années :

Largeur : 7.50

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : 384 Véh/j

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **OUI**



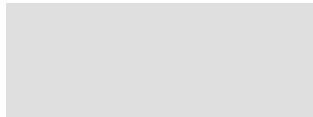
PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Tapis en mauvais état

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réfection du tapis d'enrobé.

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**



COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 65 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE : Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE : à rédiger**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES

TREA - RD N° RD 8043 entre les PR 25+677 et 26+455

RD N° 964 entre les PR 0+000 et 0+045

RD 4 entre les PR 11+250 et 11+293

1^{ère} phase

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Carignan**

Communes : **Douzy**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : BBTM

Années : 2000

Largeur : 12.00

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : 1

Trafic : 13390 Véh/j dont 10 % PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **OUI**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état tapis de chaussée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réfection tapis de chaussée

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 120 000 €

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**

➤ **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TREA - RD N° 8051a entre les PR 54+460 et 55+625
Avenue Carnot (1^{ère} tranche)

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Charleville Mézières 4**

Communes : **Charleville Mézières**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : ESU

Années : 1985

Largeur : 7.60

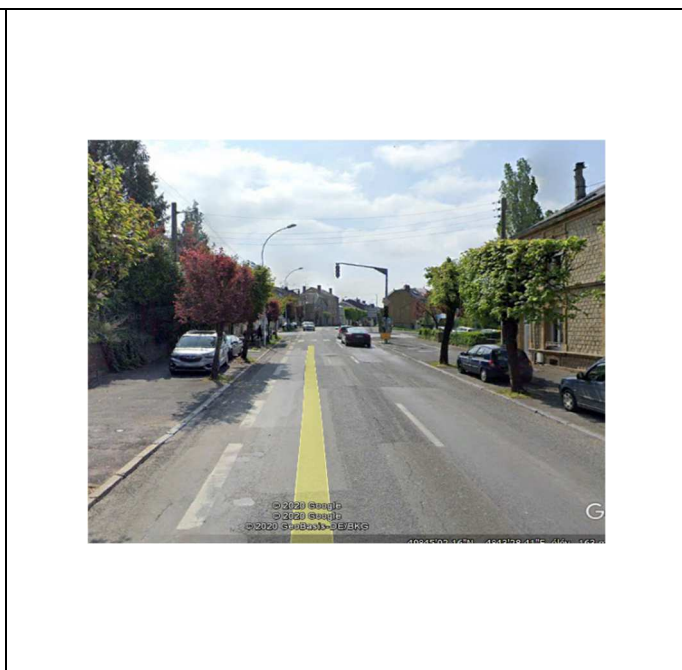
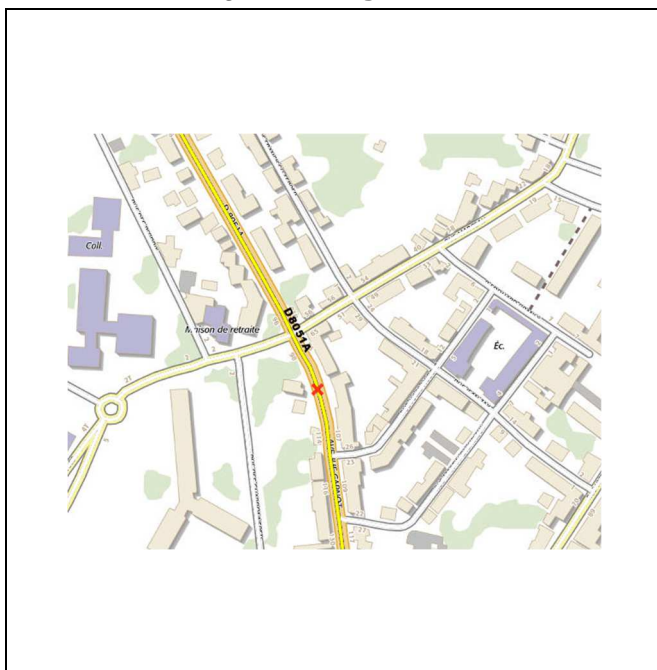
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic :

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : mauvais état du tapis d'enrobé

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection du tapis d'enrobé et purges de chaussée

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 170 000 €

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Route barrée**

➤ **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **à rédiger**

Rubrique : O360 - STRUCTURATION CHAUSSEE PAR ENROBES
TRSA - RD N° 6 - P.R. 46+600 à 46+900

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Vouziers**

Commune : **Thénorgues**

Lieu-dit ou site particulier : **RD6**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **MBCF**

Année : **2003**

Largeur : **5.8 m**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **851 Véh/j dont 108 PL**

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**





PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : La couche de roulement est très dégradée, on constate un départ des matériaux. L'accotement n'est pas stable.
Le rayon intérieur ne se tient pas et il est très dangereux

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Création d'un béton strié pour tenir et renforcer l'accotement. Rabotage de la couche de roulement et mis en place d'une grave bitume.

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) AVEC ACTUALISATION : 53 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

REPRISE DES FAIBLESSES DE STRUCTURES DE CHAUSSEE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Sous l'effet du trafic et des agressions extérieures, les chaussées fatiguent et se dégradent. Lorsque les dégradations sont trop avancées, il n'y a pas d'autre choix que de réparer la chaussée au travers notamment des renforcements localisés de chaussée.

Ces travaux sont indispensables en opération préparatoire à la réalisation d'une nouvelle couche de roulement.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Compte tenu des contraintes budgétaires, de l'état de vétusté général du réseau routier, il est proposé de conserver une enveloppe conséquente consacrée à la préservation du patrimoine au travers de cette action.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Les zones de réparations de chaussées sont généralement de surface assez réduites et réparties très largement sur l'ensemble du réseau routier.

La priorité est donnée à la préparation des chaussées prévus en renouvellement de couche de roulement, mais aussi aux réparations d'urgence, impossible à anticiper notamment au sortir de l'hiver.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : entreprises de TP

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : printemps et été

Dates prévisionnelles d'engagement : au printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD + marchés de fournitures de matériaux pour travaux en régie.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : **1 200 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 5 000 000 € | 1 230 000 € | 1 200 000 € | 1 200 000 € | 1 200 000 € | 1 200 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 1 207 371,30€ engagés
899 672,05€ liquidés**SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :**

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

REMISE A NIVEAU DE GIRATOIRES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Le réseau routier départemental contient 90 giratoires.

Ces éléments du réseau routier subissent des contraintes de trafic fortes (girations). Les travaux sur giratoire sont généralement onéreux, c'est pourquoi il convient d'y attacher une attention particulière et un entretien régulier.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Cf. tableau et fiches opération annexés**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Prévoir la remise en état d'au moins 2 à 3 giratoires par an.**LOCALISATION** (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableau et fiches travaux annexés**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : entreprises de TP

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet :

Dates prévisionnelles d'engagement : au printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **245 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 000 000 € | 276 720 € | 245 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 276 696,20 € engagés/ liquidés (programme terminé)

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
O377 Remise à niveau des giratoires

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF |
|-----------------------|---------|------------|-------------------------|---------------|-----------|---------------------------------|----------|-------------------|
| TRNA | Givet | Priorité 1 | 2021 | D949_GIR_20 | Agglo | Giratoire ZAC de Beauraing | | 70 000 |
| TREA | Sedan-1 | Priorité 1 | 2021 | D8043A_GIR_30 | Agglo | Sedan (supermarché Leclerc) | | 65 000 |
| TRSA | Rethel | Priorité 1 | 2021 | D8051A_GIR_50 | Agglo | Sault-les-Rethel (Leader Price) | | 55 000 |
| TRSA | Rethel | Priorité 1 | 2021 | D8051A_GIR_60 | Agglo | Sault-les-Rethel (Rocha) | | 55 000 |

| | |
|--------------|------------------|
| TREA | 65 000 € |
| TRNA | 70 000 € |
| TRSA | 110 000 € |
| 2 021 | 245 000 € |

Rubrique : O377 - GIRATOIRES
TRNA - RD N° 949 - P.R. 4+658 à 4+711

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **GIVET**

Commune : **GIVET**

Lieu-dit ou site particulier : **GIRATOIRE ZAC + BRETELLES**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **EB**

Année : **2013**

Largeur : **7 m**

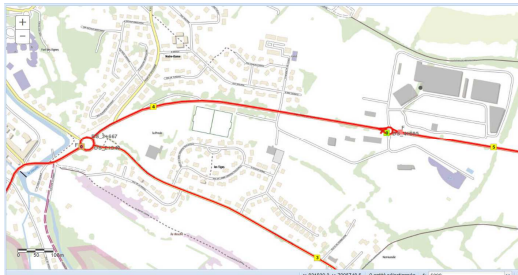
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **1**

Trafic : **6567 Véh/j** dont 179 PL

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

Couche de roulement dégradée

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE :

Réfection de la couche de roulement

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Rabotage puis enrobés

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 70 000€ ↻ 40 000€ BRETELLES ET 30 000€ GIRATOIRE

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O377 - REFECTION GIRATOIRE

TREA - RD N° 8043a 106 Giratoire

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Cantons : **Sedan 1**

Communes : **Sedan**

Lieu-dit ou site particulier : Giratoire leclerc

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Années :

Largeur : 7

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic :

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Dégradation de la couche de roulement.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : réfection de la couche de roulement

CONSISTANCE DES TRAVAUX : réfection de la couche de roulement

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 65 000,00 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **à rédiger**

**ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE
 ET RESEAUX DIVERS (VRD) SUR LES PROPRIETES
 DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
 (n°2015-293-DRIM)**

RD 8043a 106

**réfection de la couche de roulement du giratoire
 "Leclerc"**

Commune de SEDAN

| N° Prix | Descriptif | Unité | P U | Quantités | Total |
|---------|---|-------------|----------|-----------|-------------|
| a1 | Signalisation de chantier sur route bidirectionnelle | | - € | | - € |
| a1d | Alternat manuel de circulation multi-opérateurs selon les guides du SETRA concernant les schémas : CF27 - CF29 - CF30 - CF32 - CF4-22 - CF4-23 - CF4-24 | Journée | 315,00 € | 5 | 1 575,00 € |
| b8 | Rabotage de couche de roulement sur une profondeur inférieure ou égale à 0,08 m | | - € | | - € |
| b8c | Rabotage de couche de roulement pour une surface supérieure à 500 m² par chantier | mètre carré | 5,80 € | 1800 | 10 440,00 € |
| e2 | Fourniture, transport et mise en œuvre de couche d'accrochage sur chaussée | | - € | | - € |
| e2b | Mise en œuvre sur support en matériaux bitumineux (BB, GB, ESU, ECF, ...) dosé à 0,350 kg/m² au minimum de bitume résiduel | mètre carré | 1,50 € | 1800 | 2 700,00 € |
| e11 | Fourniture, Transport et Mise en Œuvre d'enrobés Bitumineux Semi-Grenu "BBSG" de classe 3 | | - € | | - € |
| e11c | Pour une quantité supérieure à 150 tonnes par chantier | tonne | 102,00 € | 270 | 27 540,00 € |

| N° Prix | Descriptif | Unité | P U | Quantités | Total |
|---------|---|----------------|----------|-----------|------------|
| e13 | Plus-value aux prix E-9 à E-11 pour fourniture et transport de matériaux bitumineux de classe supérieure (BBME, EME ou classe 4) | tonne | 6,90 € | 260 | 1 794,00 € |
| e14 | Plus-value aux prix E-9 à E-10 pour mise en œuvre manuelle des enrobés ou sur largeur inférieure à 1,20 m | tonne | 22,00 € | 10 | 220,00 € |
| f1 | Dépose de bordures ou de caniveaux de tout type | mètre linéaire | 5,30 € | 30 | 159,00 € |
| f3 | Fourniture, transport et pose de bordure de type I1 ou I2 en béton de couleur blanche et rétroréfléchissante | | - € | | - € |
| f3a | Pour une bordure de type I1 | mètre linéaire | 31,00 € | 30 | 930,00 € |
| f4 | Moins value aux prix F-3a à F-3b pour pose collée de bordure I sur la couche de base avant réalisation de la couche de roulement. | mètre linéaire | - 5,70 € | 30 | - 171,00 € |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Le :
Le chef du TREA

B. PETITDAN

| | |
|----------------------|-------------|
| HT | 2 932,00 € |
| actualisation : 15 % | 439,80 € |
| TVA | 674,36 € |
| TTC | 4 046,16 € |
| Arrondi à : | 65 000,00 € |

Rubrique : O377 - REFECTION GIRATOIRE
TRSA - RD N° 8051A Gir 50 et Gir 60 - P.R. 98+130 à 98+260

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Rethel**

Commune : **Sault Lès Rethel**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **1988**

Largeur : **7,60 m**

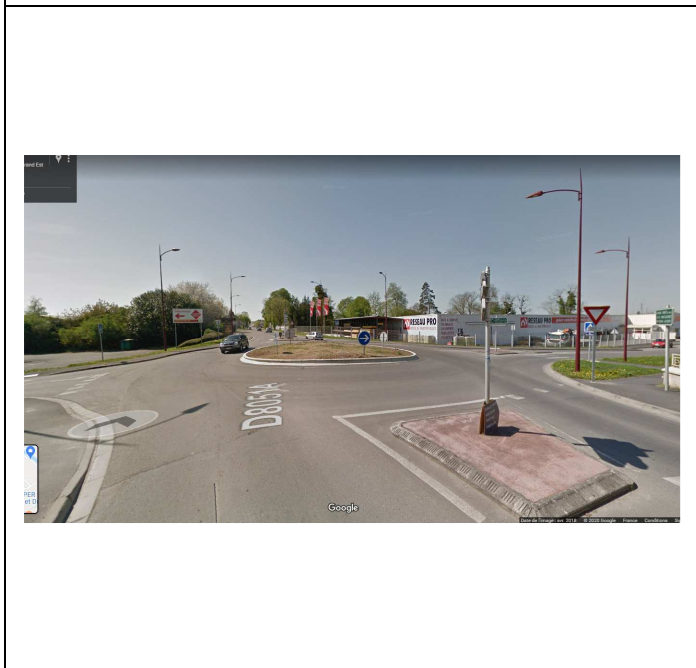
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **7559** Véh/j dont **492 %** PL en 2019

Barrières de dégel : **Hors gel**

RGC : **OUI**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Etat de surface dégradé

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reprise de la couche de roulement en BB sur 0.08 m.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Rabotage de la couche de roulement et remise en place d'E.B. sur 8cm

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 110 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

RECALIBRAGE DE CHAUSSEES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

L'assemblée départementale a voté en 2015 une nouvelle carte de hiérarchisation du réseau routier.

À chaque catégorie de route est associé un profil en travers type de la chaussée (largeur roulable, structure portante de chaussée). Ce profil en travers type doit être vu comme un objectif à atteindre à terme.

Bien sûr, nombre de routes départementales ne sont pas en adéquation avec le profil en travers type attaché à sa catégorie. L'objectif est donc de mettre progressivement le réseau à niveau.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Cf. tableau et fiches opération annexés

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Afin de répondre à l'objectif général du département de mettre 95 % des ardennais à moins de 15 minutes d'un diffuseur autoroutier, les efforts sont principalement concentrés sur le recalibrage d'itinéraire desservis par l'A304.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Il est proposé de poursuivre les travaux de recalibrage engagés depuis 2017 sur l'itinéraire WARCQ à SIGNY-L'ABBAYE, composé des RD16 et RD2 et desservant l'Ouest du territoire.

Tranche 6 de travaux programmé en 2021 de Signy-L'Abbaye en allant vers Thin-le-Moutier.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : entreprises de TP

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : sur plusieurs années

Dates prévisionnelles d'engagement : au printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre travaux de VRD opérationnel.
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : 300 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|---------|---------|---------|-----------|
| 1 500 000 € | 1 321 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 |

Réalisation au 15/10/2020 : 1 296 235,32 € engagés non liquidés

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
O380 Recalibrage de chaussées

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|-----------------------|----------------|------------|-------------------------|-----|------------|---|-----------------------|-------------------|---|------------------|
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | 2021 | D2 | Hors Agglo | Sortie Thin-le-Moutier (Tranche n°4) | Entrée Signy-L'Abbaye | 300 000 € | Recalibrage en plusieurs tranches depuis Charleville vers Signy- L'Abbaye | |

| | |
|--------------|------------------|
| TREA | - € |
| TRNA | 300 000 € |
| TRSA | - € |
| 2 021 | <u>300 000 €</u> |

Rubrique : O380 - RECALIBRAGE DE CHAUSSEE

TRNA - RD N° 2 - P.R. 16+836 à 23+493

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **THIN LE MOUTIER/ SIGNY L'ABBAYE**

Lieu-dit ou site particulier : [Cliquez ici pour taper du texte.](#)

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ECF**

Année : **2005**

Largeur : **5.4 m**

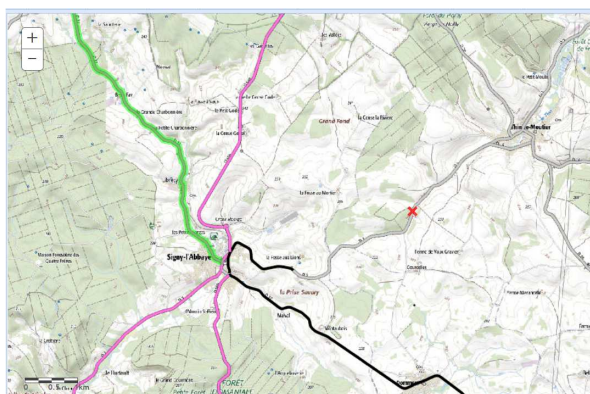
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **2**

Trafic : **495 Véh/j** dont **28 PL**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : RECALIBRAGE EN PLUSIEURS TRANCHES DEPUIS CHARLEVILLE A SIGNY L'ABBAYE

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 300 000€

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché spécifique** ETAT MARCHE : **existant**

SIGNALISATION HORIZONTALE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Après chaque nouvelle couche de roulement des chaussées, le marquage au sol doit être renouvelé.**CONTENU** (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : marquage neuf sur l'ensemble des couches de roulement réalisées chaque année.**LOCALISATION** (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Voir le programme de renouvellement des couches de roulement 2021.**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** :

Maîtrise d'œuvre : Service GPR

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : Entreprise + en régie GPR/PTS

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet :

Dates prévisionnelles d'engagement : printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché de signalisation horizontale existant
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **250 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 133 913,02€ engagés non liquidés

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

SIGNALISATION VERTICALE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : La signalisation verticale jalonnant les routes départementales est de 4 natures :

- Signalisation de police,
- Signalisation directionnelle,
- Signalisation temporaire,
- Signalisation de balisage.

Le cadre normatif oblige à renouveler périodiquement ces équipements.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : achat de signalisation avec pose éventuelle.**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

- ✓ Renouveler le parc de signalisation verticale existant
- ✓ Renouvellement de la signalisation directionnelle (plan 2019-2022)

Un effort particulier (150 K€ annuel) est consacré au remplacement de la signalisation directionnelle usée et partiellement effacée.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** :

Maîtrise d'œuvre : Service GPR et TRA

Validation technique sécuritaire : GPR

Prestataires : Entreprise

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 2021

Dates prévisionnelles d'engagement : printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : automne

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés de signalisation verticale existant
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : **300 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 400 000 € | 468 599,24 € (dont 168 599,24 € report 2019) | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 200 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 451 917,90€ engagés
280 180,14€ liquidés**SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :**

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

ECOULEMENT DES EAUX

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : De nombreux ouvrages hydrauliques bordent ou traversent les routes départementales. Ces ouvrages sont destinés à canaliser et évacuer les eaux de ruissellement et, surtout, à drainer le corps de chaussée.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : renouvellement d'ouvrages en dysfonctionnement ou création.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Il est proposé de retenir en priorité des opérations mettant à mal la pérennité de la structure de chaussée.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : sur tout le territoire en fonction des urgences se faisant sentir en cours d'année.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Maîtrise d'œuvre : TRA

Validation technique sécuritaire : TRA

Prestataires : Entreprise

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : année 2021

Dates prévisionnelles d'engagement : printemps

Date prévisionnelle d'achèvement : hiver

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord-cadre VRD

- Autorisations administratives : non

- Points de vigilance :

- Ressources humaines :

- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : **150 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 600 000 € | 147 000 € | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 142 086,95€ € engagés / 89 025,30€ liquidés

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

REPRISE D'ALEAS GEOTECHNIQUES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Le réseau routier ardennais souffre de son contexte géologique. En effet, sur une large partie du territoire, le sol support argilo-limoneux peu portant est soumis à des mouvements de terrain qui affectent les chaussées routières.

À cela s'ajoute le relief qui induit des instabilités de pente de talus.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Réalisation d'études géotechniques et mise en œuvre des travaux de confortement.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Cette action a été mise au second plan ces dernières années. Compte tenu du nombre très importants d'aléas observés sur l'ensemble du réseau routier départemental, il convient de ré-initier un vaste programme de remise à niveau des routes.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Cf. tableau et fiches opérations annexés

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Les études sont confiées à des bureaux d'études géotechniques.

Les travaux sont réalisés sur les marchés VRD ou ouvrages d'art disponibles.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet :

Dates prévisionnelles d'engagement : mars

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché d'études géotechniques / marché de maintenance et d'entretien des VRD ou OA ou consultations spécifiques
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : Études suivies par service GPR / travaux suivis par TRA
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : **370 000 € dont**

- Etudes ☞ 60 000€
- Travaux ☞ 300 000€

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2022 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 500 000 € | 129 714 € | 370 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 81 421,66€ engagés
32 945,69€ liquidés

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
0382 - Aléas géotechniques

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS TRA | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|-------------------|------------|----------------------|-----|------------|----------------------|----------------|------------------|---|
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 1 | 2021 | D33 | Agglo | Nouvion-sur-Meuse | 100 000 € | | Affaissement de chaussée juste avant l'ouvrage d'art, étude géotechnique en cours pour définir le type de réparation. |
| TRSA | Rethel | Priorité 1 | 2021 | D51 | Hors Agglo | Entre Seuil et Coucy | 127 000 € | | Suite à un affaissement de chaussée. La chaussée est fortement fissurée. Prévoir réparations locales au fur et à mesure des crédits alloués et des besoins. |

| | |
|---|------------------|
| TREA | 100 000 € |
| TRNA | - € |
| TRSA | 127 000 € |
| Reprises affaissement non programmables | 83 000 € |
| 2 021 | 310 000 € |

Rubrique : O382 – REPRISE ALEAS GEOTECHNIQUES

TREA - RD N° 33 - P.R. 5+965 à PR6+000

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Nouvion sur Meuse**

Commune : **Nouvion sur Meuse**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **EB**

Année : **1998**

Largeur : **6.00m**

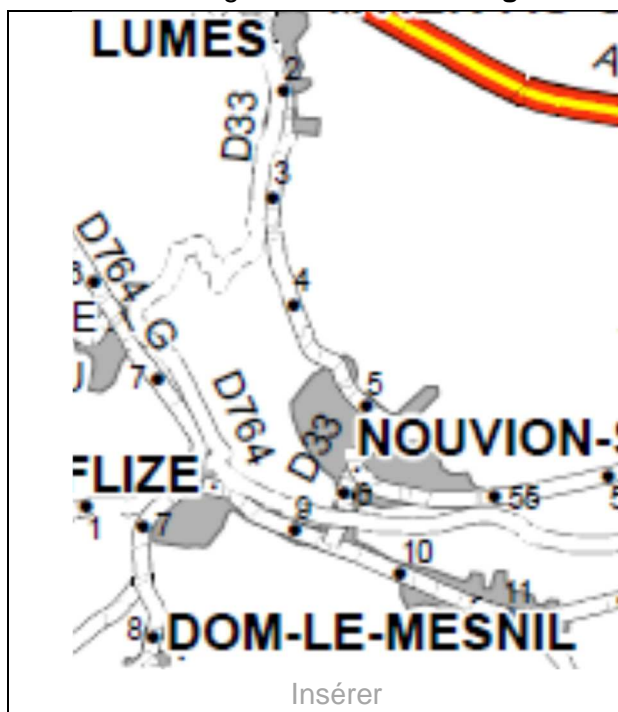
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **4160 Véh/j** dont 2.76% PL

Barrières de dégel : **12t + demi charge**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Affaissement de talus

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réfection du talus et de la chaussée



CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 100 000€

- **ACQUISITIONS FONCIERES : NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO : Hors Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER : Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE : Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE : existant**

Rubrique : O382 – REPRISE ALEAS GEOTECHNIQUES

TRSA - RD N° 51 - P.R. 5+000

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **Rethel**

Communes : **entre Seuil et Coucy**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement : **ESU**

Année : **2001**

Largeur : **4.40**

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **3**

Trafic : **232 véhicules/jour dont 0 PL en 2008**

Barrières de dégel : **7t**

RGC : **NON**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT : Fissures importantes

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Démolition chaussée, géotextile, grave et GB.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 127 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ART

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Notre réseau routier compte plus de 1 200 ouvrages d'art, dont près de 900 ponts franchissant des obstacles supérieurs à 2 mètres, tels les cours d'eaux, voies ferrées. On compte aussi parmi les ouvrages d'art, les ouvrages de soutènement, les tunnels, les hauts remblais.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Ces ouvrages nécessitent principalement trois types d'actions à mener :

1. Les inspections périodiques : elles peuvent être subaquatiques et/ou aériennes, selon l'obstacle franchis et permettent de déceler, par ouvrage, la liste de travaux à prévoir, avec un degré d'urgence.
2. Les diagnostics particuliers : études particulières ciblées destinées à définir les actions particulières à mener sur un ouvrage d'art.
3. Les travaux de maintenance et d'entretien : qui peuvent être de nature diverses, remplacement de garde-corps, réfection d'étanchéité, remplacement d'appareils d'appui, etc...

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Le patrimoine ouvrages d'art, plus particulièrement les ponts, arrive globalement en fin de vie. Compte tenu de la vétusté de ce patrimoine et du risque que cela représente, il est proposé de maintenir un budget conséquent consacré à la remise à niveau de ce patrimoine en vue de repousser leur reconstruction.

Outre le budget « ordinaire » de maintenance des ouvrages d'art, a été voté en 2020 un budget supplémentaire destiné à la mise en place d'un vaste plan pluriannuel de « remise à niveau du patrimoine ouvrages d'art affaibli ou en fin de vie ». (Cf. fiche projet spécifique)

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Cf. tableau et fiches opérations en annexe.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Les Inspections détaillées ne nécessitant pas de moyens techniques particuliers sont réalisées en régie par les TRA. Elles sont confiées aux entreprises privées lorsque les moyens techniques à utiliser sont plus complexes (visites subaquatiques, accès par nacelles). Elles sont supervisées par le service GPR/pôle Ouvrages d'Art de la Direction des Routes. Les travaux sont également réalisés par les entreprises privées lorsque les moyens techniques et humains de la collectivité ne permettent plus leur réalisation.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année

Dates prévisionnelles d'engagement : mars

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché d'inspections détaillées / marchés d'études spécifiques / marché de maintenance et d'entretien des OA
- Autorisations administratives : Dossiers de loi sur l'eau
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents des TRA formés à l'inspection des OA + service GPR
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**Montant prévisionnel du projet : **760 000 € dont**

- Travaux de maintenance ↻ 640 000€ (CP 2020 : 687 796,87€ dont BP 540 000€, reports 91 996,87€, amendement 55 800€)
- Études inspections détaillées ↻ 60 000€ (CP 2020 : 110 000€ dont BP 80 000€, amendement 30 000€)
- Etude diagnostic des OA ↻ 60 000€ (CP 2020 : 52 430€ dont BP 57 000€, amendement -4 570€)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2022 |
|-----------------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 4 000 000 € | 850 226,87€ | 760 000 € | 850 000 € | 850 000 € | 850 000 € |
| Réalisation au 15/10/2020 : | 232 400,31€ engagés (lancement tardif des chantiers suite retard passation marché et arrêté sécheresse loi sur l'eau) 186 796,91€ liquidés | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
O379 - Travaux OA courant

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTONS | Priorisation | ANNEE PREVISIONNELLE | ID OA | AXE | Commune | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|-----------------------|--------------|----------------------|-----------|---------|---------------------|----------------|--|
| TRNA | GIVET | Priorité 1 | 2021 | D80510040 | RD 8051 | HIERGES | 60 000 € | Ouvrage d'accès à Hierges réfection des trottoirs et des parapets / garde-corps |
| TRNA | REVIN | Priorité 1 | 2021 | D9880010 | RD 988 | REVIN | 7 000 € | 2 eme partie réfection des garde-corps pont de la Bouverie |
| TRNA | CHARLEVILLE-MEZIERS 2 | Priorité 1 | 2021 | AQ0220040 | RD 22 | ARREUX | 7 500 € | Réfection longrine + GC |
| TRNA | SIGNY L'ABBAYE | Priorité 1 | 2021 | D9850050 | RD 985 | ROUVROY s/ AUDRY | 7 500 € | Réfection GC en attente projet OA |
| TRNA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 25 000 € | Réparations ponctuelles des Garde-corps détériorés |
| TRNA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 20 000 € | Nettoyage et sécurisation des abords d'Ouvrages d'Art |
| TREA | VILLERS SEMEUSE | Priorité 1 | 2021 | D0340095 | RD 34 | VILLERS SEMEUSE | 260 000 € | Réfection abouts et antico ponctuelle + chaussée et réfection BA |
| TREA | CARIGNAN | Priorité 1 | 2021 | Aq0520030 | RD 52 | LA FERTE SUR CHIERS | 45 000 € | Remplacement de la buse par des cadres et sécurisations de l'accotement |
| TREA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 25 000 € | Réparations ponctuelles des Garde-corps détériorés |
| TREA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 20 000 € | Nettoyage et sécurisation des abords d'Ouvrages d'Art |
| TRSA | SIGNY L'ABBAYE | Priorité 1 | 2021 | D9850005 | RD 985 | NOVION PORCIEN | 25 000 € | Op sécurité - Création de longrine et pose GC |
| TRSA | RETHEL | Priorité 1 | 2021 | D0510010 | RD 51 | SEUIL | 60 000 € | Remplacement des GC deux cotés du pt de l'écluse par des S8 et reprise des éclats et des fissures sur les culées et le tablier en BA |
| TRSA | RETHEL | Priorité 1 | 2021 | D9850002 | RD 985 | RETHEL | 10 000 € | Réfection mur BA OA/RN51 |
| TRSA | ATTIGNY | Priorité 1 | 2021 | D0420020 | RD 42 | MARCQ/SAINT JUVIN | 8 000 € | Réfection GC et petite maçonnerie BA |
| TRSA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 25 000 € | Réparations ponctuelles des Garde-corps détériorés |
| TRSA | | Priorité 1 | 2021 | | | TOUTES | 20 000 € | Nettoyage et sécurisation des abords d'Ouvrages d'Art |

| | | |
|-------------------------|-------------|-------------------------------------|
| | TREA | 350 000 € |
| | TRNA | 127 000 € |
| | TRSA | 148 000 € |
| TOTAL proposé BP | 2021 | 625 000 € arrondi à 640 000€ |

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRNA - RD N° 8051 - P.R. 11+80 – D80510040

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **GIVET**

Commune **HIERGES**

Lieu-dit ou site particulier : Pont sur voie SNCF

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

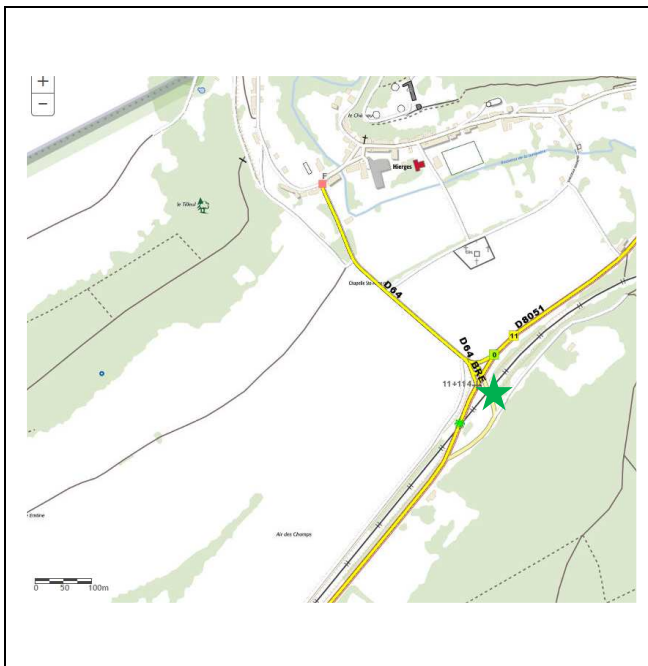
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Ouvrage sur délaissé qui permet l'accès à Hierges depuis Vireux-Molhain
- Garde-corps corrodés et abimés par endroit
- Mur parapet basculé
- Trottoirs abimés

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation des garde-corps
Reconstruction du parapet basculé et réfection ponctuelle des trottoirs.

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réparation des garde-corps. Reconstruction du parapet basculé et réfection ponctuelle des trottoirs.

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 60 000 €

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRNA - RD N° 988 - P.R. 15+901 – D9880010

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **REVIN**

Commune : **REVIN**

Lieu-dit ou site particulier : Pont de la Bouverie

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Garde-corps détériorés suite à accident avec tiers non connu

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation des garde-corps détériorés

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réparation des garde-corps.

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 7 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRNA - RD N° 22 - P.R. 21+865 – Aq0220040

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **CHARLEVILLE-MEZIERS 2**

Commune : **ARREUX**

Lieu-dit ou site particulier : Ruisseau du fond d'Arreux

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Garde-corps et longrine abimés lors d'un accident sans tiers connu

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation des longrines et garde-corps

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réparation des longrines et garde-corps

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 7 500 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRNA - RD N° 985 - P.R. 55+122 – D9850050

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **ROUVROY SUR AUDRY**

Lieu-dit ou site particulier : Pont de la Bouverie

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Garde-corps corrodés et cassés

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation des garde-corps

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réparation des garde-corps.

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 7 500 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TREA - RD N° 34 - P.R. 50+152 – D0340095

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **VILLERS-SEMEUSE**

Commune : **VILLERS-SEMEUSE**

Lieu-dit ou site particulier : **Pont sur l'A34**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

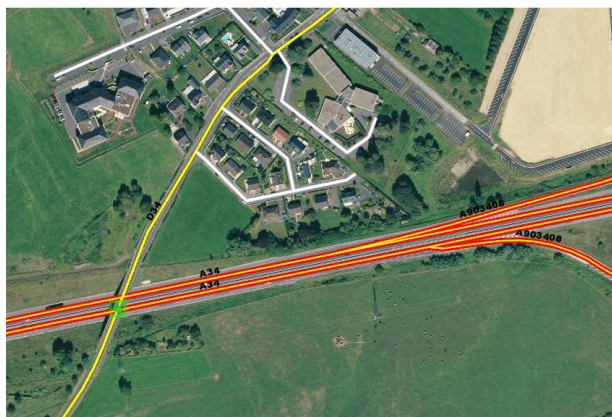
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Arrivées d'eau importantes par la chaussée.
- Corrosion important en about des poutres.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Traitement des arrivées d'eau et passivation/remise en peinture des abouts de poutres

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- Traitement des arrivées d'eau par la création de descente d'eau et le changement des joints de chaussée
- Passivation et remise en peinture des abouts de poutres
- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 260 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TREA - RD N° 52 - P.R. 6+24 – Aq0520030

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **CARIGNAN**

Commune : **LA FERTE SUR CHIERS**

Lieu-dit ou site particulier :

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

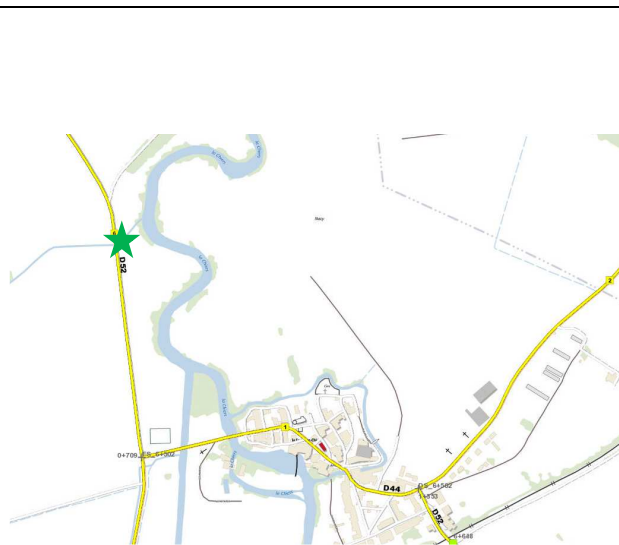
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Ouvrage ancien élargi, présentant des dégradations à l'interface entre les deux structures. Accotement dangereux (accident de la circulation en 2019).

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Remplacement de l'aqueduc par un cadre béton préfabriqué

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Remplacement de l'aqueduc par un cadre béton préfabriqué et sécurisation des accotements.

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 45 000 €

➤ **ACQUISITIONS FONCIERES :** **NON**

➤ **HORS AGGLO OU AGGLO :** **Hors Agglo**

➤ **EXPLOITATION DE CHANTIER :** **Route barrée**

➤ **MARCHE UTILISE :** **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRSA - RD 985 - P.R. 28+794 – D9850005

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SIGNY L'ABBAYE**

Commune : **NOVION PORCIEN**

Lieu-dit ou site particulier : Pont sur Dyonne

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Garde-corps et longrine béton détériorés suite à accident avec tiers non connu

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Remplacement des garde-corps par des dispositifs de retenue et création de longrine béton

CONSISTANCE DES TRAVAUX Remplacement des garde-corps par des dispositifs de retenue et création de longrine béton

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 25 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRSA - RD 51 - P.R. 4+146 – D0510010

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **RETHEL**

Commune : **SEUIL**

Lieu-dit ou site particulier : Pont sur le canal des Ardennes

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

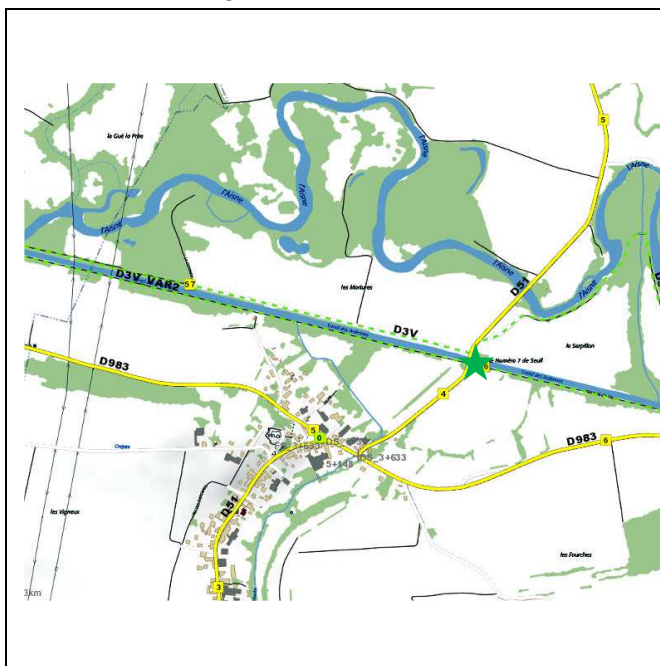
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Suite au remplacement des garde-corps sur un coté de l'ouvrage après un dommage de voirie avec tiers connu, les garde-corps de l'autre côté sont à mettre aux normes. Quelques fissures et éclats de béton sont également à reprendre sur la structure.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Mise aux normes des garde-corps et réfection béton

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Mise aux normes des garde-corps et réfection béton

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COÛT DE L'OPERATION (€ TTC) : 60 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
TRSA - RD 985 - P.R. 23+238 – D9850002

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **RETHEL**

Commune : **RETHEL**

Lieu-dit ou site particulier : Pont sur la RN 51

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Réparation et reconstruction d'un mur de parement en béton détérioré suite à accident avec tiers non connu

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Reconstruction d'un mur en béton armé

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Reconstruction d'un mur en béton armé

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 10 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART

RD 42 - P.R. 15+901 – D0420020

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **ATTIGNY**

Commune : **SAINT JUVIN/MARCQ**

Lieu-dit ou site particulier : Pont sur l'Aire

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Garde-corps et longrine béton détériorés suite à accident avec tiers non connu

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation des garde-corps détériorés et des éléments en béton

CONSISTANCE DES TRAVAUX Réparation des garde-corps détériorés et des éléments en béton

Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 8 000 €

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : 0379 OUVRAGES D'ART
Réfections ponctuelles de garde-corps

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **TOUS**

Commune : **TOUTES**

Lieu-dit ou site particulier :

PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Chaque année, des garde-corps sont détériorés suite à des accidents de la circulation sans tiers connu.
- La corrosion endommage également les garde-corps, avec elle certains éléments peuvent être fragilisés et ainsi ils perdent leurs propriétés d'éléments de sécurité.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Réparation/ remplacement de garde-corps

CONSISTANCE DES TRAVAUX Réparation/ remplacement de garde-corps

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 75 000€ pour les 3 TRA

- ✓ TRNA : 25 000 €
- ✓ TREA : 25 000 €
- ✓ TRSA : 25 000 €

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O379 OUVRAGES D'ART
Nettoyage et sécurisation des abords d'Ouvrages d'Art

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **TOUS**

Commune : **TOUTES**

Lieu-dit ou site particulier :

PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

La végétation envahi la majorité des abords d'ouvrage d'art. Même si celle-ci ne met pas directement en jeu la sécurité de la structure des ouvrages, le développement du réseau racinaire ainsi que le risque de chute d'arbre ou la détérioration d'élément de protection secondaire sont un risque pour la pérennité du patrimoine d'ouvrages d'art.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Abattage, de-végétalisation et nettoyage des extrémités d'ouvrages

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Abattage, de-végétalisation et nettoyage des extrémités d'ouvrages

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 60 000€ pour les 3 TRA

- ✓ TRNA : 20 000 €
- ✓ TREA : 20 000 €
- ✓ TRSA : 20 000 €

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

PLAN DEPARTEMENTAL DE REMISE A NIVEAU DU PATRIMOINE OUVRAGES D'ART AFFAIBLI OU EN FIN DE VIE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Notre réseau routier compte plus de 1200 ouvrages d'art, dont près de 900 ponts franchissant des obstacles supérieurs à 2 mètres, tels les cours d'eaux, voies ferrées. On compte aussi parmi les ouvrages d'art les ouvrages de soutènement, les tunnels, les hauts remblais.

Les ponts de plus large portée ont été principalement construits après-guerre 1918 ou 1945, le plus souvent en béton armé ou précontraint. Or, on considère la durée de vie théorique d'un ouvrage béton à 70 – 80 ans. Les ouvrages arrivant en fin de vie théorique, il convient d'engager un vaste plan de consolidation ou reconstruction de ce patrimoine ouvrages d'art.

Relève de ce programme d'investissement les ouvrages dits « **sensibles** » dont l'état de vétusté nécessite une action de grande ampleur (renforcement, déconstruction, reconstruction). On peut citer :

- ✓ **RD1 pont sur le Faux quartier Saint-Nicolas à Revin :**
Aqueduc de franchissement du rû du Faux détérioré → ouvrages à remplacer ;
- ✓ **RD949 pont des Américains à Givet :**
Ouvrage ayant fait l'objet de travaux de confortement provisoire d'une culée en 2018 et en cours d'étude d'opportunité pour sa consolidation ;
- ✓ **RD8043a pont de Torcy à Sedan** franchissant la voie SNCF :
Ouvrage limité à 26 t., études spécifiques faites en 2020 → travaux lourds de confortement à programmer en concertation avec la SNCF
- ✓ **RD985 pont de Wartigny**, franchissant la voie SNCF à Rouvroy-sur-Audry :
Bétons de mauvaise qualité. Dégradations dont on ne peut stopper l'évolution (carbonatation) → ouvrage à remplacer
- ✓ **RD8051 pont désaffecté** franchissant la voie SNCF à Chooz :
Pont désaffecté → à démonter.
- ✓ **RD8051 ponts sur le Viroin** franchissant la rivière le Viroin à Vireux-Molhain :
Pont maçonné du début du XIXème siècle supportant le passage des convois exceptionnels d'évacuation des déchets radioactifs du CNPE de Chooz → à consolider

À ces ouvrages dits « sensibles » il convient d'ajouter les ouvrages dits « **stratégiques** » en mauvais état dont la complexité ou le coût des mesures de confortement ou de réhabilitation sortent du programme classique d'entretien spécialisé. On compte parmi ceux-ci 17 ouvrages limités en tonnage, dont 8 concernent des ouvrages de franchissement de voie SNCF.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Il convient avant tout d'opérer un diagnostic de l'état de santé des ouvrages. Cet inventaire est à faire en partenariat avec d'autres gestionnaires de réseaux comme SNCF et VNF pour le patrimoine des ouvrages croisés.

Ensuite, une programmation pluriannuelle doit permettre de prioriser les ouvrages et d'anticiper les études et investigations à mener préalablement aux travaux.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : consacrer annuellement et sur le moyen/long terme une enveloppe budgétaire suffisante pour remettre à niveau le patrimoine ouvrage d'art en fin de vie.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Les ouvrages d'art sur lesquels il est prévu d'intervenir en 2021 figurent en annexe à la présente fiche projet.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Ce programme est piloté par le service GPR de la Direction des Routes. Devant l'urgence du sujet, le service GPR a initié des réunions de concertation avec des partenaires extérieurs impliqués comme la SNCF et EDF.

LOGISTIQUE DU PROJET**CALENDRIER PREVISIONNEL :**

Durée du projet : pluriannuel

Dates prévisionnelles d'engagement : mars

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : marché d'études spécifiques / marchés de travaux neufs OA
- Autorisations administratives : autorisation SNCF à anticiper sur plusieurs années / Dossiers de loi sur l'eau
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : Service GPR de la Direction des Routes
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : **1 000 000 € dont**

✓ *Ouvrages stratégiques* ☞ 800 000€

✓ *Ouvrages sensibles* ☞ 200 000€

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-----------|
| 4 000 000 € | 800 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 200 000 € |

Réalisation au 15/10/2020 : 183 395,86€ engagés non liquidés
Lancement tardif des chantiers suite retard passation marché et arrêté sécheresse loi sur l'eau

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

2003P008 - BP 2021
O385 - Plan départemental de remise à niveau OA stratégiques

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTONS | Priorisation | ANNEE PREVISIONNELLE | ID OA | AXE | Commune | SITUATION | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS GPR |
|--------------------|---------|--------------|----------------------|------------|---------|-----------------------------|------------|----------------|--|
| TRNA | REVIN | Priorité 1 | 2021 | D9880020 | D 988 | REVIN - Pont de Fumay | Hors agglo | 500 000 € | Réfection complète des superstructures (étanchéité, enrobé, bordures, gargouilles, GC) |
| TRNA | GIVET | Priorité 1 | 2021 | D9490010 | D949 | Givet - Pont des Americains | Agglo | 70 000 € | Complément d'études avant réfection de l'ouvrage |
| TREA | SEDAN-1 | Priorité 1 | 2021 | D8043a0281 | D 8043a | SEDAN - Pt de la Gare | Agglo | 300 000 € | Remplacement joints de chaussée et anti corrosion abouts de poutre et ponctuellement |

TREA 300 000 €

TRNA 570 000 €

TRSA - €

TOTAL proposé BP 2021 870 000 €

Rubrique : O385 OUVRAGES STRATEGIQUES
TRNA - RD N° 988 - P.R. 16+716 – D9880020 Pont de Fumay

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **REVIN**

Commune : **REVIN**

Lieu-dit ou site particulier : **pont sur canal**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur : m

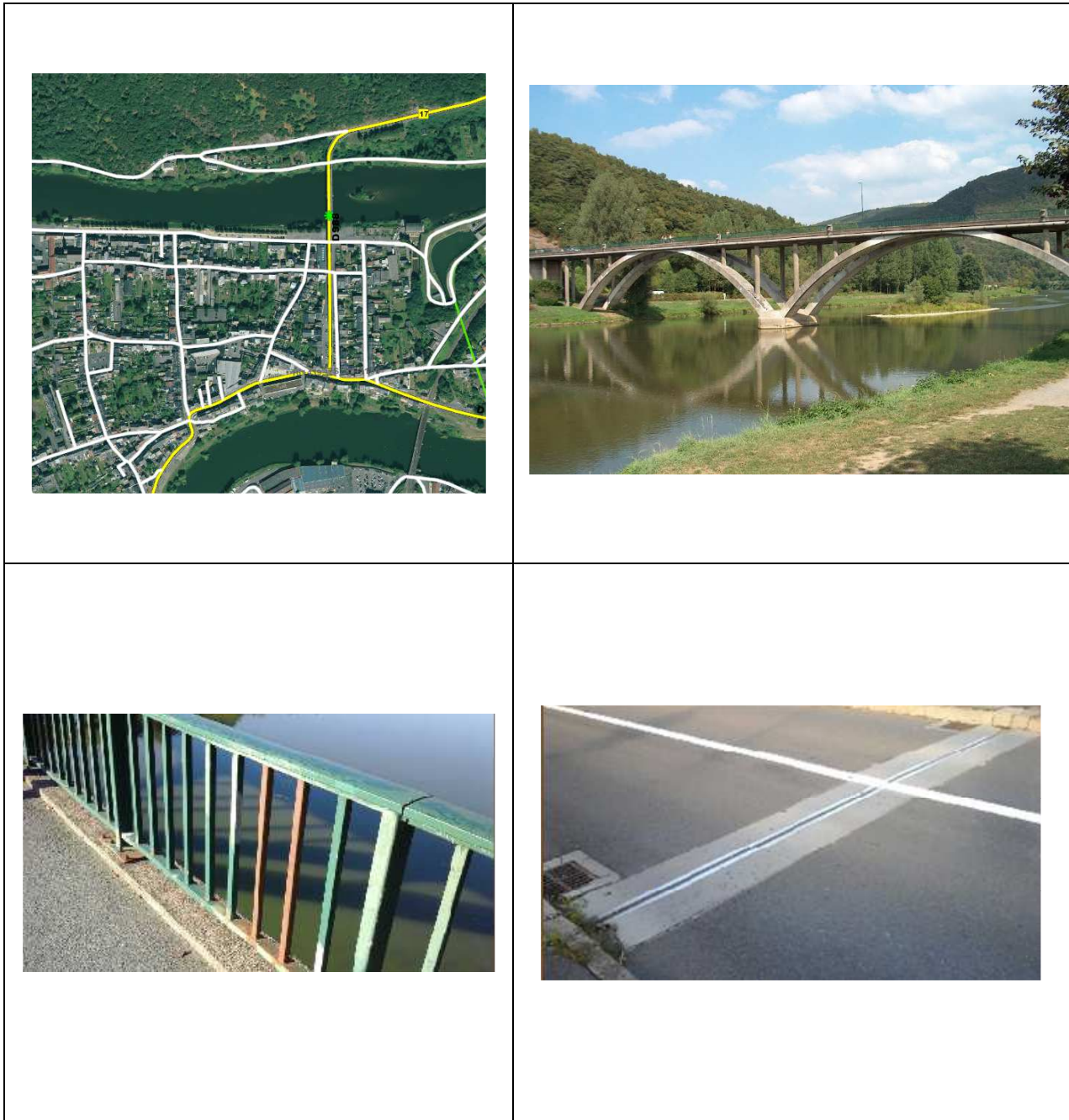
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Joints de chaussées (et solin) détériorés et bruyants ;
- Problème d'évacuation des eaux de pluie et descente d'eau abimées ;
- Déformation de la couche de roulement ;
- Bordure ponctuellement à remplacer ;
- Plus de la moitié des garde-corps sont corrodés en pied donc à remplacer.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Remise à niveau complète des superstructures de l'ouvrage

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- Remplacement des joints de chaussée ;
- Reprise de l'étanchéité et remplacement de la couche de roulement ;
- Réfection des descente d'eau et création de nouvelles évacuation EP ;
- Réfection ponctuelle des bordures ;
- Remplacement des garde-corps corrodés.

➤ **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**

- Étude de projet spécifique : **NON**
- Vue en plan du projet joint : **NON**
- Profil en long joint : **NON**
- Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 500 000 €

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O385 OUVRAGES STRATEGIQUES
TRNA - RD N° 949 - P.R. 2+532 – D9490010 Pont des Américains

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **GIVET**

Commune : **GIVET**

Lieu-dit ou site particulier : **pont des Américains sur la Meuse**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur : m

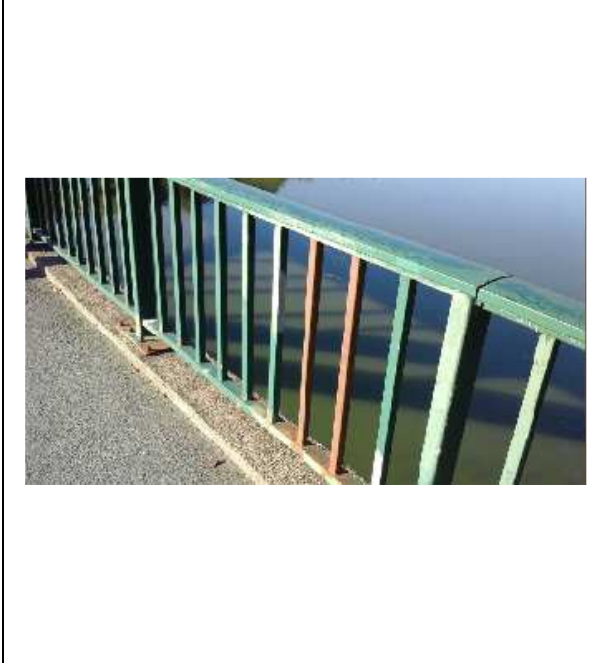
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : 1

Trafic : 6 567 véh/j (dont 179 PL)

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

Une étude de faisabilité pour les travaux d'élargissement a fait apparaître que tous travaux à réaliser sur cet ouvrage compromettent son intégrité et sa stabilité. Celui-ci est considéré en situation limite dans sa configuration et son état actuel.

Le Pont des Américains présente des dégradations importantes de sa structure. Un renfort provisoire a été installé. Il doit faire l'objet de travaux conséquents visant à le consolider dans sa configuration actuelle.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Des études géotechniques et topographiques complémentaires doivent être menées afin de confirmer la nature des travaux de confortement à réaliser.

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 70 000 € d'études avant travaux de remise en état

- ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**
- HORS AGGLO OU AGGLO : **Agglo**
- EXPLOITATION DE CHANTIER : **Route barrée**
- MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande** ETAT MARCHE : **existant**

Rubrique : O385 OUVRAGES STRATEGIQUES
TREA - RD N° 8043a - P.R. 35+642 – D8043a0281 Pont de la Gare

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **SEDAN 1**

Commune : **SEDAN**

Lieu-dit ou site particulier : **Pont de la Gare**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur :

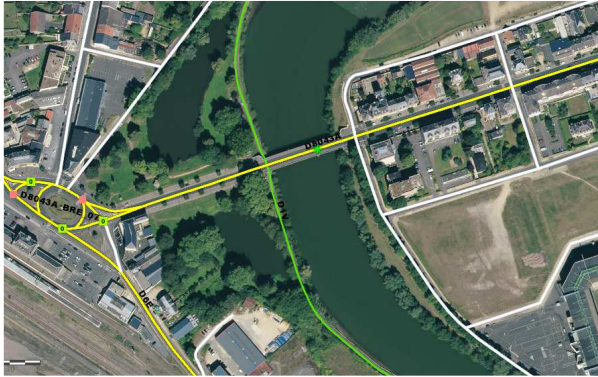
➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie :

Trafic :

Barrières de dégel :

RGC :



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Importante corrosion aux abouts de poutres et sur les appareils d'appui ;
- Joints de chaussée non adaptés aux types d'appuis.

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Suite à la réfection de la couche de roulement en 2020, il est proposé en 2021 la réfection des appuis et abouts de poutres ainsi que la reprise de la protection anti-corrosion aux abouts et ponctuellement sur les zones corrodées.

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Réfection des appuis, abouts de poutres et protection anti-corrosion.

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 300 000 €

- **ACQUISITIONS FONCIERES** : **NON**
- **HORS AGGLO OU AGGLO** : **Agglo**
- **EXPLOITATION DE CHANTIER** : **Sous circulation**
- **MARCHE UTILISE** : **Marché à Bons de Commande** **ETAT MARCHE** : **existant**

2003P008 - BP 2021
O386 - Plan départemental de remise à niveau OA sensibles

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTONS | Priorisation | ANNEE PREVISIONNELLE | ID OA | AXE | Commune | SITUATION | COUT ESTIMATIF | OBSERVATIONS GPR |
|-----------------------|---------|--------------|-------------------------|----------|-----|---------------------|------------|-------------------|--|
| TRNA | REVIN | Priorité 1 | 2021 | D0010070 | D 1 | ROCROI - St Nicolas | Hors agglo | 200 000 € | Comblement des affouillements, chemisage buse sur le Faux et réfection tête aval |

TREA - €

TRNA 200 000 €

TRSA - €

TOTAL proposé BP 2021 200 000 €

Rubrique : O386 OUVRAGES SENSIBLES
TRNA - RD N° 1 - P.R. 36+1042 – D0010070

RAPPEL : Tout projet proposé au BP doit être validé techniquement.

➤ SITUATION :

Canton : **REVIN**

Commune : **ROCROI**

Lieu-dit ou site particulier : **Saint Nicolas – centrale EDF**

➤ COMPOSITION DE LA ROUTE :

Couche de roulement :

Année :

Largeur : m

➤ TRAFIC ET VIABILITE :

Catégorie : **Choisissez**

Trafic :

Barrières de dégel : **Choisissez un élément.**

RGC : **Choisissez un élément.**



PRESENTATION DU PROJET

ÉTAT ET PROBLEME DE L'EXISTANT :

- Ouvrage de type buse métallique affouillé en aval et corrodé (avec disparition de matière dans le lit de la rivière)

OBJET DE L'OPERATION PROJETEE : Renforcement de la buse et des partie manquante, comblement des affouillement et réfection des têtes.

CONSISTANCE DES TRAVAUX : Remis en état complète de l'ouvrage

- **Pièces jointes aidant à la compréhension du dossier :**
 - Étude de projet spécifique : **NON**
 - Vue en plan du projet joint : **NON**
 - Profil en long joint : **NON**
 - Profil en travers joint : **NON**

COUT DE L'OPERATION (€ TTC) : 200 000 €

➤ ACQUISITIONS FONCIERES : **NON**

➤ HORS AGGLO OU AGGLO : **Hors Agglo**

➤ EXPLOITATION DE CHANTIER : **Sous circulation**

➤ MARCHE UTILISE : **Marché à Bons de Commande**

ETAT MARCHE : **existant**

BP 2021

**ENTRETIEN ROUTES, AUTRES
INFRASTRUCTURES ET
MATERIELS/VEHICULES**

**BP 2021 - FONCTIONNEMENT VOIRIE DEPARTEMENTALE, AUTRES
INFRASTRUCTURES ET ENGIN/MATERIELS & VEHICULES**

| Libellé | BP 2021 |
|---|------------------|
| 2003P006 E11 - ENTRETIEN COURANT VOIRIE DEPARTEMENTALE | 1 962 250 |
| ENDUITS SUPERFICIELS D'USURES (<i>ESU</i>) | 650 000 |
| REPARATION LOCALISEES DE CHAUSSEE (<i>PURGES</i>) | 350 000 |
| DERASEMENT D'ACCOTEMENTS ET CURAGE DE FOSSES | 200 000 |
| ENTRETIEN PRE-CURATIF DE CHAUSSEE (<i>PATA, ENROBES A LA MAIN</i>) | 250 000 |
| SIGNALISATION HORIZONTALE | 200 000 |
| GLISSIERES DE SECURITE | 30 000 |
| TRAVAUX DIVERS ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 255 250 |
| DOMMAGES DE VOIRIE | 27 000 |
| | |
| 2003P006 E11 - ENTRETIEN AUTRES INFRASTRUCTURES | 180 000 |
| VOIE VERTE | 180 000 |
| | |
| 2003P006 E15 - VIABILITE HIVERNALE | 1 557 750 |
| ABONNEMENT METEOROLOGIQUE | 25 000 |
| FONDANTS ROUTIERS | 300 000 |
| DENEIGEMENT ET SALAGE PAR LE PRIVE | 1 207 750 |
| DIVERS | 25 000 |
| | |
| 2003P006 E13 & 14 - FONCTIONNEMENT/ENTRETIEN ENGIN, MATERIELS ET VEHICULES | 1 300 000 |
| FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN COURANT | 520 000 |
| CARBURANT VEHICULES | 740 000 |
| VIABILITE HIVERNALE | 40 000 |
| | |
| TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT | 5 000 000 |

REALISATION D'ENDUITS SUPERFICIELS D'USURE (ESU) EN REGIE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les chaussées routières nécessitent un renouvellement périodique des couches de roulement afin de réimperméabiliser la surface des chaussées et redonner de l'adhérence à la route.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : L'enduit superficiel d'usure (ou vulgairement appelé gravillonnage) fait partie des techniques peu épaisses de renouvellement superficiel des couches de roulement ; c'est la technique la plus usitées compte-tenu de son coût relativement faible et de son efficacité en terme d'action d'imperméabilisation de chaussée.

Cette technique requiert des compétences très pointues, que, force est de constater, les entreprises du secteur privé ne maîtrisent plus. L'intégralité du programme d'ESU est réalisé en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés (PTS) de la Direction des Routes.

L'activité des entreprises privées est recentrée sur des techniques de couche de roulement qu'elles maîtrisent mieux, comme enrobés et MBCF.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : l'objectif idéal serait de pouvoir renouveler les ESU en moyenne tous les 8 ans. Donc, pour un réseau routier de 3 300 km de RD, il conviendrait de réaliser chaque année plus de 400 km de couche de renouvellement. Les moyens budgétaires contraints en fonctionnement et les moyens humains du PTS limitent notre action à une centaine de km par an.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Cf. tableau de programmation ESU – BP2021 annexé

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : ESU réalisés en régie par les équipes du PTS de la DR.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : mois de printemps et d'été

Dates prévisionnelles d'engagement : mai 2020

Date prévisionnelle d'achèvement : septembre 2020

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés de fournitures de gravillons et de bitumes / marché de prestations de balayage et d'effaçage de marquage au sol
- Autorisations administratives : néant
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents du PTS + soutien saisonnier d'agents des TRA

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

Montant prévisionnel du projet : **650 000 € en fonctionnement** (valorisé à 2 M€ si était réalisé par le privé en investissement)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 3 000 000 € | 650 000 € | 650 000 € | 650 000 € | 650 000 € | 650 000 € |

BP2021 GPR
2003P006 ESU

| TERRITOIRE ROUTIER | CANTON | PRIORITE TRA | ARBITRAGE GPR | ANNEE PREVISIONNELLE | AXE | SITUATION | LIEU DEBUT | LIEU FIN | SURFACE |
|--------------------|---|--------------|---------------|----------------------|------|------------|---------------------------------------|-------------------------------|---------|
| TRNA | Revin | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D1 | Agglo | Entrée Revin (Orzy) | Sortie Revin (Orzy) | 9684 |
| TRNA | Revin | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D1 | Hors Agglo | Sortie Revin (Orzy) | Entrée Revin | 5064 |
| TRNA | Revin | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D1 | Agglo | Entrée Revin | Revin carrefour D988 | 2329 |
| TRNA | Rocroi / Bogny-sur-Meuse | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D22 | Hors Agglo | Sortie Bourg-Fidèle | Carrefour D122 | 36700 |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D978 | Hors Agglo | Sortie Liart | Entrée Logny-Bogny | 23505 |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D978 | Hors Agglo | Sortie Logny-Bogny | Entrée Aubigny les P. | 13370 |
| TRNA | Signy-l'Abbaye | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D978 | Hors Agglo | Sortie Aubigny les P. | Carrefour D985 | 6190 |
| TREA | Vouziers | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D19 | | Sommauthe carrefour D6 | Sortie Sommauthe | 2500 |
| TREA | Sedan-1 | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D24 | Hors Agglo | Bosséval (commune de Vrigne-aux-Bois) | Echangeur A34 | 55000 |
| TREA | Signy-l'Abbaye | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D3 | Hors Agglo | carrefour RD35B Neuvizy | carrefour RD951 Neuvizy | 13000 |
| TREA | Charleville-Mézières-1 / Charleville-Mézières-2 | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D309 | Hors Agglo | Sortie Warcq | Carrefour N43 | 8635 |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D33 | Agglo | Entrée Chagny | Chagny (intersection D991) | 8958 |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D33 | Agglo | intersection RD991 | sortie Chagny | 109 |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse / Attigny | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D33 | Hors Agglo | Sortie Chagny | Carrefour D8 (La Sabotterie) | 12163 |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D34 | Agglo | Carrefour RD3 | Sortie Warnécourt vers Evigny | 972 |
| TREA | Signy-l'Abbaye | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D35B | Hors Agglo | Carrefour RD3 | Carrefour RD951 | 7200 |
| TREA | Nouvion-sur-Meuse | Priorité 3 | Priorité 1 | 2021 | D49 | Agglo | Carrefour D764 à Elaire | Sortie Chalandry | 10000 |
| TREA | Vouziers / Carignan | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D6 | Hors Agglo | sortie LA BESACE | carrefour D19 | 92511 |
| TREA | Vouziers | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D6 | Hors Agglo | carrefour D19 | haut de côte ARCAVI | 5516 |
| TREA | Vouziers | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D6 | Hors Agglo | haut de côte ARCAVI | entrée SOMMAUTHE | 2420 |
| TREA | Attigny | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D8 | Agglo | La Sabotterie | La Sabotterie | 323 |
| TREA | Attigny | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D8 | Hors Agglo | Carrefour D33 | Entrée La Sabotterie | 521 |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D12 | Hors Agglo | Entrée Bayonville | Sortie Bayonville | 2144 |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D12 | Hors Agglo | Sortie Bayonville | Entrée Rémonville | 9145 |
| TRSA | Vouziers | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D12 | Hors Agglo | Entrée Rémonville | Sortie Rémonville | 2052 |
| TRSA | Attigny | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D21 | Agglo | Entrée Challerange | Sortie Challerange | 7350 |
| TRSA | Attigny | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D21 | Hors Agglo | Sortie Challerange | Intersection RD6 | 27389 |
| TRSA | Vouziers | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D24 | Hors Agglo | Sortie Imécourt | OA sortie Imécourt | 310 |
| TRSA | Attigny | Priorité 1 | Priorité 1 | 2021 | D41 | Hors Agglo | Sortie Contreuve | Carrefour RD21 | 11576 |
| TRSA | Signy-l'Abbaye | Priorité 2 | Priorité 1 | 2021 | D978 | Hors Agglo | Limite de l'Aisne | Entrée Liart | 91326 |

| | |
|--------------|----------------|
| TREA | 219 828 |
| TRNA | 96 842 |
| TRSA | 151 292 |
| 2 021 | 467 962 |

REALISATION DE TRAVAUX DE REPARATIONS LOCALISEES DE CHAUSSEE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les dégradations de chaussées trop avancées doivent être réparées au travers des opérations de travaux curatives.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Les travaux consistent en général en des travaux de purge de chaussée (= enlèvement de l'épaisseur de chaussée détériorée et remplacement).

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Remettre à niveau les structures de chaussée qui ne peuvent plus être préservées par des opérations légères d'entretien préventif.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Réparti localement sur l'ensemble du réseau routier ; en premier lieu en travaux préparatoires sur les routes programmées en renouvellement de couche roulement.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Travaux confiés en majorité à des prestataires privés.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : De préférence au sortir de l'hiver

Dates prévisionnelles d'engagement : sortie de l'hiver

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché d'entretien et maintenance des routes : en cours de passation
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

Montant prévisionnel du projet : **350 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP > 2022 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 500 000 € | 350 000 € | 350 000 € | 350 000 € | 350 000 € | 350 000 € |

REALISATION DE TRAVAUX DE CURAGE DE FOSSES ET DERASEMENT D'ACCOTEMENT

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les accotements bordant les rives de chaussées accueillent la signalisation routière, servent à l'épaulement de chaussée et à la récupération des véhicules sortant de la chaussée revêtue. Hors agglomération, ils sont généralement en terre.

L'eau est l'ennemie de la route. Les infiltrations d'eau dans le corps de chaussée et le sol support induisent une diminution de la portance de la route et sous l'effet des charges de trafic engendrent une dégradation de la chaussée. Il convient donc de manière générale de favoriser l'évacuation de ces eaux.

L'accumulation des débris de la route et de l'herbe fauchée génèrent avec le temps une surépaisseur de terre sur les accotements bloquant l'évacuation des eaux pluviales.

Aussi, les fossés latéraux à la route sont utiles à la fois à l'évacuation des eaux pluviales mais également drainent le corps de chaussée. Leur bon état de fonctionnement est primordial.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les travaux consistent à réaliser des opérations régulières de dérasement d'accotements (= enlèvement de la surépaisseur de terre) et de curage des fossés.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

L'objectif idéal serait de pouvoir renouveler les opérations de dérasement et curage en moyenne tous les 5 ans (voir moins). Les contraintes budgétaires et les moyens humains en régie limités, autorisent un entretien des accotements et fossés en moyenne > 20 ans. Cette récurrence ne peut être satisfaisante, notamment pour les routes de rases campagnes qui constituent l'essentiel du réseau routier départemental et dont la sauvegarde passe avant tout par la préservation de l'écoulement des eaux.

Ces actions d'entretien préventif doivent être favorisées et, dans l'idéal, renforcées.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

L'ensemble des RD, plus particulièrement les routes de rases campagnes.

Dans une logique de programmation, on favorisera l'entretien des accotements et des fossés en préparation avant les travaux de renouvellement des couches de roulement programmés les années qui suivent.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Le programme annuel de travaux est confié pour partie à un prestataire privé.

Aussi, les équipes du Pôle Travaux Spécialisés (PTS) et des TRA sont également équipées de pelles mécaniques permettant de réaliser une large part du programme. Chaque année, c'est près de 150 000 m³ d'accotements et de fossés qui sont traités en régie.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : en automne, hiver

Dates prévisionnelles d'engagement : dès janvier

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché de dérasement d'accotement et curage de fossés + équipes du PTS et des TRA en régie
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents du PTS et des TRA
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : **200 000 € au privé et 0 € pour travaux en régie**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2020</i> | <i>CP 2021</i> | <i>CP 2022</i> | <i>CP 2023</i> | <i>CP > 2023</i> |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| 1 000 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € |

REALISATION DE TRAVAUX PRE-CURATIFS (POINTS A TEMPS, ENROBES A LA MAIN)

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Une chaussée évolue durant toute sa vie. Du fait de l'agression du trafic et de conditions environnementales, des dégradations apparaissent. L'entretien préventif consiste à retarder l'apparition ou bloquer l'évolution de ces dégradations dans l'attente de travaux de maintenance correctifs.

Différentes actions « manuelles » préventives vont permettre de remettre à niveau ou réimpermeabiliser temporairement les surfaces de chaussée au droit des dégradations naissantes. Ces actions demeurent ponctuelles et limitées en surface de traitement.

Ces travaux préventifs peuvent être regroupés en deux types d'action :

- 1) Entretien préventif dans l'attente de travaux de maintenance plus conséquents
- 2) Préparations de la chaussée avant travaux de renouvellement de couche de roulement programmés l'année suivante

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : On recense notamment dans les techniques de travaux précuratif :

- Le **point à temps** qu'il soit **manuel** (réalisé par des opérateurs au sol via la projection de bitumes avec une lance et de gravillons par-dessus) ou automatique, dit **PATA** (réalisé via un camion applicateur et donne en rendu des motifs rectangulaires en surface de chaussée) ;
- L'**enrobé projeté** consistant à épandre à la lance un mélange de gravillons et de bitumes
- L'**enrobé épanché à la main**,
- Le **Pontage de fissures**, etc.

Le programme de point à temps et d'enrobé épanché à la main est réalisé intégralement en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés et des TRA de la DR.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Ces travaux peu onéreux sont nécessaires pour retarder la sénescence des chaussées. Ce type d'action préventive permet de retarder et de réduire le coût des travaux de maintenance corrective. Compte tenu des restrictions budgétaires et de l'impossibilité de satisfaire à l'ensemble des besoins en travaux de maintenances, l'ambition serait de réaliser davantage de travaux légers en préventif.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Réparti ponctuellement sur l'ensemble du réseau routier.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : Travaux de point à temps et d'enrobés à la main réalisés essentiellement en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés (PTS) et des TRA.

Les travaux d'enrobés projetés et de pontage sont confiés à des prestataires privés.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : essentiellement en printemps et été

Dates prévisionnelles d'engagement : avril

Date prévisionnelle d'achèvement : septembre

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*):

- Commande publique : marchés de fournitures de bitumes, de gravillons et d'enrobés en vrac pour travaux en régie / marchés de travaux de pontage et d'enrobé projeté
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents du PTS et des TRA
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : **250 000 € pour travaux en régie**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2020</i> | <i>CP 2021</i> | <i>CP 2022</i> | <i>CP 2023</i> | <i>CP > 2023</i> |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| 1 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |

REALISATION DE SIGNALISATION HORIZONTALE (= MARQUAGE AU SOL) EN REGIE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les 3 300 km de Routes Départementales sont jalonnées de signalisation horizontales SH (ou vulgairement appelé marquage au sol). Cette signalisation de police et sécuritaire doit être régulièrement renouvelée.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Les travaux peuvent être regroupés en deux types d'action :

- 1) Renouvellement périodique de la SH usée (> 400 km/an)
- 2) SH sur couche de roulement neuve (environ 130 km / an)

La moitié du programme est réalisé en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés du service GPR de la DR. Aussi, l'intégralité du pré-marquage des routes (= filet de guidage peinture) est réalisés par le PTS.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Le niveau de service de la SH ne peut être dégradé. Le marquage au sol fait également office de signalisation de police, elle se doit d'être lisible par tous temps (obligation réglementaire de satisfaire un minimum de rétro réflexion).

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Le programme de SH est défini précisément au début de chaque année en fonction, d'une part du programme de renouvellement de couches de roulement retenu au vote du BP, et d'autre part en confrontant l'ancienneté du marquage actuel avec son état au sortir de l'hiver.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : Travaux de SH et de pré-marquage réalisés en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés (PTS) de la Direction des Routes.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : quasiment toute l'année

Dates prévisionnelles d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre 2021

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés de fourniture de produits de marquage (peinture, résine, thermocollé)
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents du PTS + soutien saisonnier d'agents des TRA
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : **200 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 800 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € |

REALISATION DE POSE DE GLISSIERES DE SECURITE EN REGIE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : 253 km de glissières de sécurité sont installées le long des Routes Départementales. Ces glissières permettent d'isoler divers obstacles latéraux (tel que arbres, poteaux, hauts talus, etc.) et de protéger l'usager d'un éventuel choc en sortie de route non contrôlée.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Les travaux de glissières de sécurité peuvent être regroupés en deux types d'action :

- 1) Mises aux normes de glissières de sécurité existantes
- 2) Remplacement de glissières endommagées suite à choc avec véhicule
- 3) Pose nouvelle pour isolement d'un obstacle latéral

Les deux premières actions représentent l'essentiel du programme de travaux.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : L'objectif est de maintenir un budget permettant de satisfaire à minima le remplacement rapide des glissières endommagées ou présentant d'importantes non conformités normatives.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Les glissières endommagées à remplacer sont définies au cas par cas en fonction des remontées de terrain d'information pour dégradation du patrimoine routier. À noter que lorsque l'auteur est connu ces réparations sont prises en charge dans le cadre du programme de dommages de voirie.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : Les travaux de pose de glissières de sécurité sont intégralement réalisés en régie par les équipes du Pôle Travaux Spécialisés (PTS) de la Direction des Routes.

Le relatif faible linéaire à réaliser annuellement, la dispersion de la commande sur l'année et l'obligation de réactivité font que confier ces prestations à un prestataire privé n'est économiquement pas rentable et fonctionnellement non satisfaisant.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année en fonction des remontées de terrain suite à dommage du patrimoine

Dates prévisionnelles d'engagement : janvier

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché de fourniture d'éléments de glissières opérationnel
- Autorisations administratives : non
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : agents du PTS

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

Montant prévisionnel du projet : **30 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| 150 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € |

TRAVAUX DIVERS ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Les services opérationnels de la Direction des Routes, et plus particulièrement les TRA, ont des dépenses diverses de fonctionnement très variées en nature et difficiles à appréhender.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Travaux divers de voirie et d'assainissement, dépenses d'énergie, dépenses de consommables et d'outillage, etc.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Disposer d'un fonds de roulement pour ces dépenses diverses nécessaires au fonctionnement courant des services opérationnels.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet :

Dates prévisionnelles d'engagement :

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique :
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : 255 250 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 250 000 | 264 000 € | 255 250 € | 255 250 € | 255 250 € | 255 250 € |

DOMMAGE DE VOIRIE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Le patrimoine routier peut être détérioré suite à accidents et sorties de route (choc sur glissières de sécurité, chocs sur signalisation, huile sur chaussée, etc.).

Des travaux d'entretien et de réparation doivent alors être entrepris. Lorsque l'auteur est connu, un dossier contentieux est ouvert, l'appel de fond de remboursement des frais occasionnés est adressé à l'assurance de l'auteur.

Dans ce schéma, les crédits sont abondés en dépense / recette sur l'opération de dommage de voirie.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Abonder une avance de fonds de fonctionnement de l'opération dommage de voirie permettant de réaliser rapidement les travaux de reprise sans attendre le remboursement de l'assurance.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Aléatoire.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année

Dates prévisionnelles d'engagement : Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : réalisés sur l'ensemble des marchés d'entretien routier ou en régie par le PTS
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : **27 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| 150 000 € | 27 000 € | 27 000 € | 27 000 € | 27 000 € | 27 000 € |

ENTRETIEN DE LA VOIE VERTE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Depuis 2016, l'entretien de la voie verte est assuré à la fois par les TRA et des entreprises d'insertion.**CONTENU** (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Fauchage et débroussaillage essentiellement.**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Poursuivre le marché de prestations de services**LOCALISATION** (*périmètre géographique, territoire concerné...*)**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET** : Marchés réservés à des entreprises d'insertion.

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année, essentiellement au printemps et en été

Dates prévisionnelles d'engagement : Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :**MOYENS ET CONTRAINTES** (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés de prestations de service (opérationnel)
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : personnel des TRA
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **180 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 475 000 € | 180 000 € | 180 000 € | 180 000 € | 180 000 € | 180 000 € |

PREVISIONS METEOROLOGIQUES

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

L'organisation prévisionnelle des équipes d'intervention, plus particulièrement en période de viabilité hivernale, exige d'avoir une appréciation à court et moyen terme la plus fiable possible de l'apparition des intempéries climatiques. Cela nécessite la mise à disposition d'un outil météorologique et l'expertise technique d'un prestataire spécialisé. L'outil météo est également utilisé par d'autres directions :

- ✓ La Direction du Patrimoine Immobilier : qui doit communiquer les relevés de températures à son gestionnaire de maintenance du chauffage des bâtiments de la collectivité (*suivi chauffage et performance énergétique*).
- ✓ Le service des bases de loisirs

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :**OBJECTIFS** (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Prévoir au mieux l'apparition de phénomènes climatiques particuliers et suivre leur évolution en direct.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :**PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :**

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : toute l'année, essentiellement en hiver

Dates prévisionnelles d'engagement : Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :**MOYENS ET CONTRAINTES** (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés d'abonnement météorologique en cours d'attribution
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :Montant prévisionnel du projet : **25 000 €**S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| 125 000 € | 30 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € |

VIABILITE HIVERNALE : ACHATS DE FONDANTS ROUTIERS

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Chaque hiver, entre 2 000 et 10 000 tonnes de sel (*voir 15 700 tonnes l'hiver 2012/13*) sont épandues sur les routes départementales. La capacité globale de stockage dans les différents Centres d'exploitation de la Direction des Routes est de 7 000 tonnes.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) : Les stocks de sel doivent être régulièrement réapprovisionnés dans les différents dépôts du département. Les commandes de fourniture et livraison sont déclenchées auprès de fournisseurs spécialisés dans le domaine.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Réapprovisionner en continu les consommations de sel en cours d'hiver et combler les stocks en début d'hiver pour une quantité moyenne prévisionnelle de 5 000 tonnes (*ce qui correspond à la consommation d'un hiver plutôt clément*).

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Dans les dépôts des différents Centres d'exploitation de la Direction des Routes

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : comblement total des stocks en basse saison (*moins cher*) et réapprovisionnement en cours d'hiver en fonction de la consommation

Dates prévisionnelles d'engagement : courant de l'hiver 2020/21 et 2021/22 Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés de fourniture de sel : opérationnel
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

Montant prévisionnel du projet : **300 000 €**

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 200 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € | 300 000 € |

VIABILITE HIVERNALE : SALAGE ET DENEIGEMENT DES RD

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : Sur les 2 600 km de RD traitées en viabilité hivernale, 1 800 km sont confiés à un prestataire privé et 800 km de RD - principalement de niveau N1 - sont traités en régie par les équipes des TRA et du PTS de la Direction des Routes.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Poursuivre notre action

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : 2 600 km de RD traitées et 700 km non traitées en hiver

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : régie et prestataire privé

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : de mi-novembre à mi-mars

Dates prévisionnelles d'engagement :

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| Tranche | Début | Fin |
|---------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché de prestation de service (*opérationnel jusqu'en 2021*)
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines : Agents de la DR (*TRA et PTS*)
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet :

- ✓ *Entreprise – contrat de prestation de service* ⇨ 1 207 750€
- ✓ *Interventions en régie* ⇨ voir budget achat et entretien engins/matériels

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP > 2023 |
|-----------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 5 000 000€ | 1 207 500€ | 1 207 750 | 1 207 750 | 1 207 750 | 1 207 750 |

BP 2021

**INVESTISSEMENT
PATRIMOINE IMMOBILIER**

| P / O P E R | BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER | | | | | | | | |
|--|--|---|------|--------|----------------|------------------|------------------|-----------|---|
| | Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
| 2006P004O001 Gendarmeries | ex Gendarmerie NOVION PORCIEN : Suite sinistre - évacuation des déchets | P1 | 376 | 21351 | 5 000 | | | | |
| | Gendarmerie RENWEZ : Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 376 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | Gendarmerie RETHEL : Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 376 | 21351 | 60 000 | | | | |
| | Gendarmerie ROCROI : Travaux d'entretien divers | P1 | 376 | 21351 | 15 000 | | | | |
| | Gendarmerie SIGNY LE PETIT : Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 376 | 21351 | 30 000 | | | | |
| | GENDARMERIES hors BEA: Travaux DO | P1 | 376 | 21351 | 50 000 | | | | |
| | Travaux de mise en conformité électrique | P1 | 376 | 21351 | 25 000 | | | | |
| TOTAL GENDARMERIES | | | | | 205 000 | 0 | 0 | 0 | |
| 2006P004O003 Bâtiments administratifs | BATIMENT VILLERS SEMEUSE rue Louise Michel : Aménagement des locaux DIRE (solde) | EC | 361 | 21351 | 10 300 | | | | Subv. DSID 50% (45k€) |
| | HOTEL DU DEPARTEMENT : Réfection de la toiture, des menuiseries et SSI rénovation de l'escalier central (peinture éclairage et sols) | EC | 364 | 231351 | 35 000 | 800 000 | 915 000 | | |
| | Aménagement de bureaux neufs 2 ^{ème} & 3 ^{ème} étages (solde) | EC | 361 | 21351 | 43 000 | | | | |
| | Mise en conformité électrique | P1 | 361 | 21351 | 14 000 | | | | |
| | Rénovation de la salle des Assemblées et sanitaires attenants | P1' | 364 | 231351 | 90 000 | | | | |
| | IMMEUBLE 6/8 Av. d'ARCHES - CHARLEVILLE MEZIERES : Rénovation TCE (<i>menuiseries, planchers, cheminées, verrière, sols, murs et plafonds</i>) | P1' | 563 | 2031 | 30 000 | 400 000 | 320 000 | | Suite rapport Inspection du Travail |
| | BATIMENTS ADMINISTRATIFS : Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 33 000 | | | | |
| | Mise en conformité électrique | P2 | 361 | 21351 | 30 000 | | | | |
| | BATIMENTS - MULTISITES : Installation de compteurs télé relève | P1 | 361 | 21351 | 15 000 | 16 000 | | | Opérations de maintenance non programmées |
| | Redevance P3 du marché IDEX | P1 | 361 | 21351 | 165 000 | | | | |
| | Remplacement de matériels ou travaux de mise aux normes sur les équipements de type SSI | P1 | 361 | 21351 | 130 000 | | | | |
| | Remplacement de matériels ou travaux de mise aux normes sur équipements techniques (ascenseurs, portes automatiques, onduleurs, groupes électrogène, etc) | P1 | 361 | 21351 | 65 000 | | | | |
| | Interventions sur installations de chauffage et sanitaires non incluse dans le marché IDEX | P1' | 361 | 21351 | 35 000 | | | | |
| | Plan de sûreté départementale | P2 | 361 | 21351 | 200 000 | | | | |
| EQUIPE MOBILE : Acquisition de divers équipements professionnels | P1 | 2911 | 2157 | 7 000 | | | | | |
| TOTAL BATIMENTS ADMINISTRATIFS | | | | | 902 300 | 1 216 000 | 1 235 000 | 0 | |

| / PROGR | BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER | | | | | | | | |
|---|--|---|-------|--------|------------------|----------------|----------------|-----------|-----------------|
| | Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
| 2006P004O005 Bâtiments sociaux | FDE - GRANDE TERRE : Aire de jeux (<i>création</i>) | EC | 1862 | 231313 | 98 000 | | | | |
| | Solde travaux en cours | EC | 1862 | 231313 | 14 270 | | | | |
| | Logement MNA Square Albert 1er - réfection pour l'accueil d'urgence | EC | 361 | 21351 | 4 600 | | | | |
| | Logement MNA rue Voltaire - réfection pour l'accueil d'urgence | P0 | 361 | 21351 | 40 000 | | | | |
| | MDS CHARLEVILLE-MEZIERES Meyrac : Sécurisation du site (portail et accès) | EC | 361 | 21351 | 45 000 | | | | |
| | MDS BOGNY SUR MEUSE : construction d'une nouvelle MDS | EC | 1862 | 231313 | 1 000 000 | 300 000 | | | |
| | MDS VOUZIERES : Etude faisabilité pour implantation dans bâtiment ex-école Dodeman | P0 | 563 | 2031 | 8 315 | | | | |
| | Remplacement de deux menuiseries extérieures usagées bois | P3 | 361 | 21351 | 10 000 | | | | |
| | MAISON DE L'AUTONOMIE (MDA) : Mise en conformité électrique (MDPH/MDS) | P0 | 361 | 21351 | 3 000 | | | | |
| | NOUVION SUR MEUSE - Lieu accueil social : Mise aux normes ERP (<i>accessibilité et sécurité</i>) | P1 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | SEDAN Palais des Princes - Lieu accueil social : (<i>enfance/parentalité</i>) Mise aux normes ERP | P1 | 361 | 21351 | 50 000 | | | | |
| | MDS RETHEL : Réfection des sols des couloirs | P4 | 361 | 21351 | 40 000 | | | | |
| | MDS REVIN : PMI - remplacement revêtement de sol et peinture | P4 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | BATIMENTS SOCIAUX : Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 17 000 | | | | |
| Mise en conformité électrique | P2 | 361 | 21351 | 30 000 | | | | | |
| TOTAL BATIMENTS SOCIAUX | | | | | 1 400 185 | 300 000 | 0 | 0 | |
| 2006P004O007 Bâtiments pédagogiques et culturels | ARCHIVES DEPARTEMENTALES : Rénovation de la toiture et des espaces ouverts au public | P1' | 563 | 2031 | 20 000 | 190 000 | 190 000 | | |
| | BAIRON Base de Loisirs : Salle polyvalente remise en état suite à incendie | EC | 368 | 231351 | 1 500 | | | | Solde opération |
| | Salle polyvalente - réparation de la tribune suite contrôle visuel | P2 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | Etude de faisabilité d'une nouvelle base de loisirs | P4 | 563 | 2031 | 40 000 | | | | AMO |
| | VIEILLES FORGES Base de Loisirs : Centre de congrès - réparation de la tribune suite contrôle visuel | P2 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | Centre de congrès - remplacement d'équipements de cuisine et rénovation des peintures | P3 | 361 | 21351 | 90 000 | | | | |
| | Plage - réfection de la toiture et des sanitaires | P3 | 361 | 21351 | 35 000 | | | | |
| | Etude de réaménagement de l'espace public, des voiries et de l'accessibilité PME de l'ensemble du site | P4 | 563 | 2031 | 40 000 | | | | AMO |
| | Fournitures et poses de barrières bois (<i>club voile, parc à bateaux, etc</i>) | P4 | 361 | 21351 | 10 000 | | | | |
| | WOINIC - Site : Eclairage extérieur | P1 | 361 | 21351 | 30 000 | | | | |
| | BATIMENTS PEDAGOGIQUES ET CULTURELS : Mise en conformité ou remplacement des aires de jeux ou équipements sportifs | P0 | 361 | 21351 | 60 000 | | | | |
| Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 63 000 | | | | | |
| Mise en conformité électrique | P2 | 361 | 21351 | 40 000 | | | | | |
| TOTAL BATIMENTS PEDAGOGIQUES & CULT. | | | | | 469 500 | 190 000 | 190 000 | 0 | |

| P R O G R A M M E | BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER | | | | | | | | |
|---|---|---|-----|--------|----------------|------------------|----------------|-----------|-----------------------------|
| | Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
| 2006P004O009 Laboratoire d'Hagnicourt | LABORATOIRE Dal d'ANALYSES : Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 4 000 | | | | |
| | Mise en conformité électrique | P2 | 361 | 21351 | 15 000 | | | | |
| TOTAL LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES | | | | | 19 000 | 0 | 0 | 0 | |
| 2006P004O011 Bâtiments occupés par des tiers | ANCIENNES ECURIES AUGÉARD - BUZANCY : Travaux de sécurisation MH | P0 | 368 | 231351 | 70 000 | | | | |
| | LA CASSINE - VENDRESSE : Couvent des cordeliers - réfection toiture et mise en sécurité façade ouest | P0 | 368 | 231351 | 235 000 | 600 000 | 400 000 | | |
| | MAISON DU TOURISME Place Ducale : Aménagement des locaux pour accueil ADT/OCT | EC | 371 | 21351 | 300 | | | | |
| | Menuiseries extérieures, réfection toiture, nettoyage façade | P3 | 563 | 2031 | 30 000 | | | | 2021 : phase diagnostic |
| | REGNIOWEZ - Site : Motorisation et électrification du portail | P3 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| | Sécurisation des accès et installation d'une alarme | P3 | 361 | 21351 | 3 500 | | | | |
| | BATIMENTS OCCUPES PAR DES TIERS : Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 15 000 | | | | |
| | Mise en conformité (électrique, gaz et désenfumage) | P1 | 361 | 21351 | 20 000 | | | | |
| TOTAL BATIMENTS OCCUPES PAR DES TIERS | | | | | 393 800 | 600 000 | 400 000 | 0 | |
| 206P004O012 Crédits d'études | Convention CEREMA : élaboration référentiel technique géo-localisé pour la gestion du patrimoine immobilier | EC | 563 | 2031 | 11 662 | | | | |
| | TOUS BATIMENTS/SITES : Diagnostic rénovation énergétique | P1 | 563 | 2031 | 16 000 | | | | Obligation décret tertiaire |
| | Expertise des toitures | P3 | 563 | 2031 | 30 000 | | | | |
| | Etudes diverses | P3 | 563 | 2031 | 45 000 | | | | |
| TOTAL ETUDES | | | | | 102 662 | | | | |
| 2006P004O018 Centres d'exploitation | CAQUOT - Site : PTS & Atelier mécanique - réfection des sanitaires | P1 | 361 | 21351 | 25 000 | | | | |
| | Pôle atelier mécanique - remplacement du sol | P1' | 361 | 21351 | 15 000 | | | | |
| | Réfection abri à sel - 1000T | P1' | 368 | 231351 | 250 000 | 50 000 | | | |
| | Pôle atelier mécanique - audit sécurité du bâtiment | P3 | 563 | 2031 | 25 000 | | | | |
| | CE ATTIGNY : Réorganisation CE | P0 | 368 | 231351 | 300 000 | 65 000 | | | |
| | CE CHARLEVILLE-MEZIERES : Réorganisation CE | P0 | 368 | 231351 | 169 400 | | | | |
| | CE FUMAY : Réorganisation CE | P0 | 368 | 231351 | 50 000 | 100 000 | | | |
| | CE MONTHERME : Remplacement de portes sectionnelles | P0 | 361 | 21351 | 6 000 | | | | |
| | Sécurisation du site - clôtures périphériques | P1 | 361 | 21351 | 15 000 | | | | |
| | CE POIX-TERRON : Réorganisation CE | EC | 368 | 231351 | 229 390 | 100 000 | | | |
| | CE SIGNY L'ABBAYE : Remplacement d'un rideau métallique | P2 | 361 | 21351 | 10 000 | | | | |
| | CE SIGNY LE PETIT : Rénovation du CE | P2 | 361 | 21351 | 40 000 | | | | |
| | CER et TRA : Demandes d'intervention | P1 | 361 | 21351 | 50 000 | | | | |
| | Mise en conformité électrique | P2 | 361 | 21351 | 30 000 | | | | |
| | TOTAL CER & TRA | | | | | 1 214 790 | 315 000 | 0 | 0 |

BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER

| Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
|--|---|------|--------|---------|---------|-----------|-----------|--|
| Clqe ASFELD/CHATEAU-PORCIEN multisite : Asfeld - Rénovation de la plonge | P0 | 3186 | 21735 | 20 000 | | | | |
| Château-Porcien - Remplacement matériels de cuisine (<i>four et sauteuse</i>) | P0 | 3186 | 21735 | 60 000 | | | | |
| Château-Porcien - Vitrages de la restauration scolaire et portes d'accès (<i>travaux de menuiseries</i>) | P0 | 3186 | 21735 | 35 000 | | | | |
| Château-Porcien -Système de chauffage | P1 | 563 | 2031 | 10 000 | | | | Etudes |
| Clqe ATTIGNY - Cité scolaire : Désordres travaux neufs DO | P1 | 3164 | 231351 | 25 000 | | | | |
| Clqe BOGNY SUR MEUSE Jules Ferry : Remplacement du SSI | P2 | 3186 | 21735 | 50 000 | | | | |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES Jean Macé : 2 ^{ème} étage - rénovation complète du couloir | P2 | 3186 | 21735 | 50 000 | | | | |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES Léo Lagrange : Réfection de la toiture terrasse | P2 | 3186 | 21735 | 120 000 | | | | 2 ^{ème} phase |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES RIMBAUD & SIGNY L'ABBAYE : Rénovation des demi-pensions | P0 | 563 | 2031 | 30 000 | | | | AMO /Recrutement MOE - dimensionnement des besoins selon plan collèges |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES RIMBAUD : Remplacement de la porte accès cuisine | P0 | 380 | 21351 | 10 000 | | | | |
| Gymnase - remplacement des menuiseries | P1 | 3164 | 231351 | 100 000 | 50 000 | | | |
| Remplacement matériels de cuisine | P1 | 380 | 21351 | 30 000 | | | | |
| Rénovation des sanitaires | P1 | 563 | 2031 | 50 000 | 150 000 | | | Etudes |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES ROUGET DE LISLE : Rénovation logement de fonction suite sinistre | P1' | 3186 | 21735 | 60 000 | | | | |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES SCAMARONI : Remplacement de la production de chaleur et ECS | P1 | 3186 | 21735 | 10 000 | | | | |
| Ravalement des façades | P1' | 3186 | 21735 | 20 000 | | | | |
| Clqe CHARLEVILLE MEZIERES RONDE COUTURE : Construction d'un nouveau collège | P4 | 563 | 2031 | 100 000 | | | | |
| Clqe DOUZY Marie-Hélène Cardot : Remplacement des toitures (<i>gymnase, externat et bâtiment administratif</i>) | P0 | 3186 | 21735 | 185 000 | | | | |
| Clqe FUMAY Les Aurains : Remplacement de la production de chaleur et ECS | P1 | 3186 | 21735 | 10 000 | | | | |
| Rénovation des sanitaires Filles, Garçons et PMR | P1 | 3651 | 231735 | 30 000 | 70 000 | | | WC à la turque |
| Clqe GIVET cité scolaire Givet Vauban : Remplacement de la couverture SHED des salles techno | P0 | 3651 | 231735 | 100 000 | 211 000 | | | Lancement MOE fin 2020 |
| Remplacement des pompes de chauffage en chaufferie | P1 | 3186 | 21735 | 5 000 | | | | |
| Clqe GRANDPRE : Réfection des enrobés accès cuisine | P1 | 3186 | 21735 | 10 000 | | | | |
| Bâtiment techno - réfection de la toiture | P2 | 3651 | 231735 | 50 000 | 200 000 | | | |
| Clqe JUNIVILLE : Cuisine - remplacement ligne self | P1 | 3186 | 21735 | 60 000 | | | | |
| Externat - remplacement des menuiseries | P2 | 3651 | 231735 | 100 000 | 150 000 | | | |
| Clqe LIART/SIGNY LE PETIT multisite : LIART - Réseau d'eaux usées | P1 | 563 | 2031 | 10 000 | | | | Etudes |
| Clqe MONTHERME Les Deux Vallées : Mise en conformité lieux de stockage gymnase / sécurité incendie | P0 | 3186 | 21735 | 25 000 | | | | |
| Clqe MONTHERME/BOGNY SUR MEUSE : Construction d'un nouveau collège | P4 | 563 | 2031 | 100 000 | | | | |
| Clqe NOUVION SUR MEUSE Val de Meuse : Audit réseaux et canalisation | P1 | 563 | 2031 | 6 000 | | | | |
| Réfection du réseau de chauffage | P1 | 3186 | 21735 | 40 000 | | | | |
| Rénovation des sanitaires filles et garçons | P1 | 3651 | 231735 | 220 000 | 20 000 | | | |
| Rénovation de la demi-pension | P3 | 563 | 2031 | 30 000 | 300 000 | 1 000 000 | 170 000 | |
| Clqe REVIN Georges Sand : Remplacement de la production de chaleur et ECS | P0 | 380 | 21351 | 100 000 | | | | |

2006P004O026
Collèges

| P R O G R A M M E | BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER | | | | | | | | |
|---|--|---|------|--------|------------------|------------------|------------------|----------------|---|
| | Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
| | Clqe RIMOGNE : Remplacement de l'ensemble des toitures | P1 | 3651 | 231735 | 80 000 | 170 000 | 150 000 | | 2021 : toiture SEGPA / 2022 et 2023 : autres toitures |
| | Clqe ROCROI : Remplacement d'étanchéité de la toiture externat | P1 | 3186 | 21735 | 100 000 | | | | Dernière toiture |
| | Clqe SAULT LES RETHEL Vallière : Matériels de cuisine - remplacement de deux fours | P2 | 3186 | 21735 | 50 000 | | | | |
| | Remplacement du SSI avec intégration PPMS, plans évacuation/intervention, rénovation éclairage de secours | P2 | 3186 | 21735 | 40 000 | | | | Inclus plans d'évacuation et d'intervention et rénovation de l'éclairage de secours |
| | Clqe SEDAN LE LAC : Installation d'un système de vidéosurveillance et d'un PPMS | P0 | 3186 | 21735 | 30 000 | | | | |
| | SEGPA salle de cours - rénovation toiture terrasse | P2 | 3186 | 21735 | 40 000 | | | | |
| | Clqe SIGNY L'ABBAYE : Rénovation de la demi-pension | P0 | 563 | 2031 | | | | | |
| | Remplacement des portes d'accès | P3 | 3186 | 21735 | 30 000 | | | | |
| | Clqe VILLERS SEMEUSE : Remplacement des menuiseries | P2 | 3651 | 231735 | 100 000 | 200 000 | | | |
| | Clqe VIREUX-WALLERAND Charles Bruneau : Remplacement des blocs portes coupe feu 1/2h avec asservissement | P0 | 3186 | 21735 | 34 000 | | | | Préconisation Commission de Sécurité |
| | Remplacement du SSI | P2 | 3186 | 21735 | 35 000 | | | | |
| | Clqe VOUZIERS : Réfection demi-pension | EC | 3651 | 231735 | 2 300 | | | | solde opération - travaux extérieurs liés à la demi-pension |
| | Rénovation sanitaires | P1 | 563 | 2031 | 50 000 | 190 000 | | | Etudes |
| | Mise en place d'un PPMS et sonnerie de cour | P2 | 3186 | 21735 | 6 000 | | | | |
| | COLLEGES : Mise en conformité des ascenseurs | P0 | 3186 | 21735 | 100 000 | | | | Tous collèges |
| | Demandes d'intervention | P1 | 3186 | 21735 | 170 000 | | | | |
| | Demandes d'intervention | P1 | 380 | 21351 | 80 000 | | | | |
| | Mise en conformité électrique | P1 | 3186 | 21735 | 30 000 | | | | |
| | Remplacement des chaufferies - AMO | P1 | 563 | 2031 | 60 000 | 20 000 | | | |
| | Audit SSI - AMO | P2 | 563 | 2031 | 22 000 | | | | |
| | LEGUMERIE : Construction d'une seconde légumerie | P4 | 563 | 2031 | 30 000 | 200 000 | | | |
| | TOTAL COLLEGES | | | | 2 950 300 | 1 931 000 | 1 150 000 | 170 000 | |
| 2006P004O032 Ad'AP Collèges | Clqe ASFELD : Ad'AP - mise aux normes des portes, des escaliers, création d'un sanitaire PMR | P1 | 3651 | 231735 | 100 000 | 53 100 | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| | Clqe CHARLEVILLE-MEZIERES ROUGET DE LISLE : Ad'AP - mise aux normes des escaliers, de la cabine ascenseur, création d'un élévateur, de rampes d'accès et de sanitaires PMR | P1 | 3651 | 231735 | 185 000 | 375 834 | | | Maîtrise d'œuvre externe recrutée |
| | Clqe GRANPRE : Ad'AP - mise aux normes des escaliers, des portes, des sanitaires, création de rampes d'accès | P1 | 3651 | 231735 | 180 000 | 180 000 | | | Maîtrise d'œuvre externe recrutée |
| | Clqe RAUCOURT : Ad'AP - mise aux normes des escaliers, cheminements, tapis de sol, portes, d'un ascenseur, création de sanitaires PMR | P1 | 3651 | 231735 | 145 000 | 299 130 | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| | TOTAL Ad'AP COLLEGES | | | | 610 000 | 908 064 | 0 | 0 | |

| P O P O L I T I Q U E | BP 2021 - INVESTISSEMENT PATRIMOINE IMMOBILIER | | | | | | | | |
|---|--|---|--------|--------|------------------|------------------|------------------|----------------|--------------------------|
| | Description Opération | Priorités / Nature analytique / Imputation budgétaire | | | BP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | > CP 2023 | Observations |
| 2006P004O034 Ad'AP (hors collèges) | HOTEL DU DEPARTEMENT : Ad'AP - mise aux normes escaliers intérieurs, réaménagement du mobilier de réception, création d'un sanitaire PMR, remplacement de portes | P1 | 368 | 231351 | 20 000 | | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| | IMMEUBLE 6/8 Av. d'ARCHES - CHARLEVILLE MEZIERES : Ad'AP - mise en conformité entrée, mise aux normes intérieures | P1 | 368 | 231351 | 9 700 | | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| | MDS CHARLEVILLE-MEZIERES Meyrac : Ad'AP - SSI à finaliser, menuiserie bois, serrurerie | P1 | 368 | 231351 | 17 213 | | | | |
| | MDS GIVET : Ad'AP - SSI à finaliser, menuiserie bois, GO | P1 | 368 | 231351 | 3 420 | | | | |
| | MDS REVIN : Ad'AP - SSI à finaliser, VRD | P1 | 368 | 231351 | 4 620 | | | | |
| | MDS SEDAN Stackler : Ad'AP - SSI à finaliser, mise aux normes ascenseurs et menuiserie bois | P1 | 368 | 231351 | 5 916 | | | | |
| | BAIRON Base de Loisirs : Plage - Ad'AP : aménagement des cheminements, mise aux normes équipements intérieurs, finalisation menuiserie métallique et VRD | P1 | 368 | 231351 | 20 400 | | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| | MAISON DES SPORTS - BAZEILLES : Ad'AP - mise aux normes des portes, des escaliers, des douches et sanitaires, création de locaux refuges | P1 | 368 | 231351 | 113 000 | | | | Maîtrise d'œuvre interne |
| GYMNASE ESPE : Ad'AP - mise en conformité de cheminements, de portes, d'équipement intérieurs | P1 | 368 | 231351 | 50 000 | | | | | |
| TOTAL Ad'AP HORS COLLEGES | | | | | 244 269 | 0 | 0 | 0 | |
| 2006P004O035 Entretien ménager | TOUS BATIMENTS/SITES : Equipements professionnels | P1 | 2911 | 2157 | 12 000 | | | | |
| TOTAL ENTRETIEN MENAGER | | | | | 12 000 | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | | | | | 8 523 806 | 5 460 064 | 2 975 000 | 170 000 | |
| Budget annexe Aérodrome Belval | Réhabilitation de l'aérogare (sanitaires, menuiseries, éclairages extérieurs, etc) | P0 | | | 50 000 | 200 000 | | | |
| | Demandes d'intervention | P1 | | | 500 | | | | |
| TOTAL BA AERODROME E. RICHE | | | | | 50 500 | 200 000 | 0 | 0 | |

Priorités :

- EC - Opérations validées en cours de réalisation
- P0 - Opérations validées restant à réaliser
- P1 - Obligation de maintenance ou de mise aux normes
- P1' - Etat critique du patrimoine (opération de préservation), DU ou CHSCT
- P2 - Sécurité des biens et des personnes
- P3 - Conservation du patrimoine
- P4 - Autres types d'opérations

| | |
|---|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input checked="" type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

FICHE SYNTHÈSE – OPERATION DE TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

SECTION : investissement fonctionnement

| DESCRIPTION DES PROJETS |
|---|
| <p>CONTEXTE :</p> <p>Les propositions budgétaires d'investissement pour l'année 2021 ont été classés par type d'opération :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les reports de chantiers antérieurement validés et/ou à finaliser, ✓ les obligations de maintenance et de mise aux normes ainsi que l'état critique du patrimoine, ✓ la sécurisation des biens et conservation du patrimoine, ✓ les autres types d'opérations (constructions nouvelles, aménagements divers...) |

CONTENU (actions – opérations développées, nature des travaux...) :

Le détail par opération budgétaire figure dans les tableaux annexés aux fiches projets.

| Opérations budgétaires | Reports de chantiers antérieurement validés et/ou à finaliser | Obligations de maintenance et de Mise aux normes / Etat critique du patrimoine | Sécurité des biens et conservation du patrimoine | Autre types d'opérations | Total |
|---|---|--|--|--------------------------|--------------------|
| Gendarmeries | - | 205 000 € | - | - | 205 000 € |
| Bâtiments administratifs | 88 300 € | 584 000 € | 230 000 € | - | 902 300 € |
| Bâtiments sociaux | 1 213 185€ | 87 000 € | 40 000 € | 60 000 € | 1 400 185 € |
| Bâtiments pédagogiques et culturels | 61 500 € | 113 000 € | 205 000 € | 90 000 € | 469 500 € |
| Bâtiments occupés par des tiers | 305 300 € | 35 000 € | 53 500 € | - | 393 800 € |
| Bâtiments occupés par les Centres d'Exploitation et Territoires Routier | 754 790 € | 355 000 € | 105 000€ | - | 1 214 790 € |
| Collèges | 731 300 € | 1 266 000 € | 723 000 € | 230 000 € | 2 950 300 € |
| Laboratoire D ^{al} d'Analyses | - | 4 000 € | 15 000 € | - | 19 000 € |
| Etudes | 11 662 € | 16 000 € | 75 000 € | - | 102 662 € |
| Ad'AP Collège | - | 610 000 € | - | - | 610 000 € |
| Ad'AP Hors collège | - | 244 269 € | - | - | 244 269 € |
| Entretien ménager | - | 12 000 € | - | - | 12 000 € |
| Total | 3 166 037 € | 3 531 269 € | 1 446 500 € | 380 000 € | 8 523 806 € |

BP 2021 - INVESTISSEMENT BATIMENTS

| OPERATION | | EN COURS | P0 | P1/P1' | P2 | P3 | P4 | Ensemble |
|--------------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| O001 | GENDARMERIES | | | 205 000 | | | | 205 000 |
| O003 | BATIMENTS ADMINISTRATIFS | 88 300 | | 584 000 | 230 000 | | | 902 300 |
| O005 | BATIMENTS SOCIAUX | 1 161 870 | 51 315 | 87 000 | 30 000 | 10 000 | 60 000 | 1 400 185 |
| O007 | BATIMENTS PEDAGOGIQUES ET CULTURELS | 1 500 | 60 000 | 113 000 | 80 000 | 125 000 | 90 000 | 469 500 |
| O009 | LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES | | | 4 000 | 15 000 | - | | 19 000 |
| O011 | BATIMENTS OCCUPES PAR DES TIERS | 300 | 305 000 | 35 000 | | 53 500 | | 393 800 |
| O012 | ETUDES | 11 662 | | 16 000 | | 75 000 | | 102 662 |
| O018 | BATIMENTS EXPLOITATION ROUTES (CER/TRA) | 229 390 | 525 400 | 355 000 | 80 000 | 25 000 | | 1 214 790 |
| O026 | COLLEGES | 2 300 | 729 000 | 1 266 000 | 663 000 | 60 000 | 230 000 | 2 950 300 |
| O032 | Ad'AP COLLEGES | | | 610 000 | | | | 610 000 |
| O034 | Ad'AP HORS COLLEGES | | | 244 269 | | | | 244 269 |
| O035 | INVESTISSEMENT ENTRETIEN MENAGER DES LOCAUX | | | 12 000 | | | | 12 000 |
| TOTAL | | 1 495 322 | 1 670 715 | 3 531 269 | 1 098 000 | 348 500 | 380 000 | 8 523 806 |

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| EN COURS + P0 | 3 166 037 |
| EN COURS + P0 + P1 | 6 697 306 |
| EN COURS + P0 + P1 + P2 | 7 795 306 |
| EN COURS + P0 + P1 + P2 + P3 | 8 143 806 |
| EN COURS + P0 + P1 + P2 + P3 + P4 | 8 523 806 |

| OPERATION | | EN COURS | P0 | P1/P1' | P2 | P3 | P4 | Ensemble |
|-----------|---|----------|--------|--------|----|----|----|----------|
| O003 | AERODROME ETIENNE RICHE - BUDGET ANNEXE | | 50 000 | 500 | | | | 50 500 |

Légende des priorités établies

| | |
|----------|--|
| En cours | opérations validées en cours de réalisation |
| P0 | opérations validées restant à réaliser |
| P1 | obligation de maintenance ou de mise aux normes |
| P1' | état critique du patrimoine (opération de préservation), DU ou CHSCT |
| P2 | sécurité des biens et des personnes |
| P3 | conservation du patrimoine |
| P4 | autres types d'opérations |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
0001 GENDARMERIES

| Sites | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|-------------------------------|---|----------|-----------|------------------------------|----------------|----------|----------|--|-----------------------------|
| Gendarmeries hors BEA DO | Travaux relevant DO | P1 | 2021 | 50 000 | 50 000 | | | | 205 000 |
| NOVION-PORCIEN ex gendarmerie | Suite sinistre - évacuation des déchets | P1 | 2021 | 5 000 | 5 000 | | | déclaration d'assurance évacuation des déchets et gravâts suite vandalisme | |
| RENWEZ | Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | | |
| RETHEL | Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 2021 | 60 000 | 60 000 | | | | |
| ROCROI | Travaux d'entretien divers | P1 | 2021 | 15 000 | 15 000 | | | | |
| SIGNY-LE-PETIT | Travaux d'entretien divers + désordres non pris en charge par assurance | P1 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Toutes Gendarmeries | Mise en conformité électrique | P1 | 2021 | 25 000 | 25 000 | | | | |
| | | | | 205 000 | 205 000 | 0 | 0 | | 205 000 |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
0003 BATIMENTS ADMINISTRATIFS

| Sites | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|-------------------------------|--|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|--|-----------------------------|
| DIRE - Villers Semeuse | Solde : aménagement des locaux | EN COURS | 2019 | | 10 300 | | | | 88 300 |
| Hôtel du Département | Réfection de la toiture, des menuiseries et SSI Rénovation de l'escalier central "peinture, éclairage et sols" | EN COURS | 2021 | 1 750 000 | 35 000 | 800 000 | 915 000 | 2021 : diagnostic + MOE : 35 000 € 2022 à 2023 : toiture et menuiserie + MOE convention état : financement 2/3 RECETTE CONVENTION ETAT | |
| Hôtel du Département | Solde : aménagement bureau du courrier et bureaux 2ème et 3ème | EN COURS | 2019 | | 43 000 | | | | |
| Equipe Mobile | Equipements professionnels | P1 | 2021 | 7 000 | 7 000 | | | | 584 000 |
| Hôtel du Département | Travaux de mise en conformité électrique | P1 | 2021 | 14 000 | 14 000 | | | hdd convention financement 2/3 | |
| Tous bâtiments Administratifs | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 33 000 | 33 000 | | | | |
| Tous bâtiments Administratifs | Redevance P3 du marché IDEX | P1 | 2021 | 165 000 | 165 000 | | | Multisites - opérations de maintenance non programmées | |
| Tous bâtiments Administratifs | Installation de compteurs télé relève | P1 | 2021 | 31 000 | 15 000 | 16 000 | | Multisites - opérations de maintenance non programmées | |
| Tous bâtiments Administratifs | Remplacement de matériels ou travaux de mise aux normes sur les équipements de type SSI | P1 | 2021 | 130 000 | 130 000 | | | Multisites - opérations de maintenance non programmées | |
| Tous bâtiments Administratifs | Remplacement de matériels ou travaux de mise aux normes sur équipements techniques (ascenseurs, portes automatiques, onduleurs, groupes électrogène, etc.) | P1 | 2021 | 65 000 | 65 000 | | | Multisites - opérations de maintenance non programmées | |
| Hôtel du Département | Rénovation de la salle des assemblées et sanitaires attenants | P1' | 2021 | 90 000 | 90 000 | | | | |
| Immeuble 6/8 av d'Arches | Rénovation de l'immeuble 6/8 av d'Arches TCE (menuiseries, planchers, cheminées, verrière, sol, murs et plafonds) | P1' | 2020/2021 | 750 000 | 30 000 | 400 000 | 320 000 | SUITE RAPPORT INSPECTION DU TRAVAIL (audit de solidité et remplacement des menuiseries et volets) | |
| Tous bâtiments Administratifs | Interventions sur installations de chauffage et sanitaire non incluse dans le marché IDEX | P1' | 2021 | 30 000 | 35 000 | | | Multisites - opérations de maintenance non programmées | |
| Plan de sureté départementale | Contrôle d'accès + vidéo protection | P2 | 2021 | 200 000 | 200 000 | | | | 230 000 |
| Tous bâtiments Administratifs | Travaux de mise en conformité électrique | P2 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |

3 295 000 902 300 1 216 000 1 235 000

902 300

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**HOTEL DU DEPARTEMENT - REFECTION DES TOITURES, DES MENUISERIES,
DES TROPHÉES ET DU SSI**

Section : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

| DESCRIPTION DU PROJET |
|--|
| <p>CONTEXTE :</p> <p>Le bâtiment de la Préfecture/Hôtel du Département est inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques. Un rapport de l'UDAP, édité en mai 2019, avait pointé la vétusté de la toiture et proposé une intervention d'urgence pour le traitement des fuites (remplacement ponctuel d'ardoises glissantes) puis des travaux de réfection totale de la toiture au niveau de la Cour d'Honneur.</p> <p>Il avait par ailleurs mis en exergue une dégradation importante des trophées, particulièrement celui situé à droite de l'horloge. Un diagnostic plus poussé fin septembre 2020, a confirmé la fragilité de ce trophée et nécessité son retrait immédiat par une entreprise sous la surveillance de l'ABF. Des travaux de remise en état de ce trophée sont en cours.</p> <p>Concernant les menuiseries, certaines ne sont plus étanches et sont à l'origine de nombreuses infiltrations d'eau dans les bureaux.</p> <p>Enfin, suite à une Mission Audit Sécurité conduite fin 2019 par Kerberos SSI, des travaux doivent être entrepris pour se conformer aux normes réglementaires de sécurité.</p> |
| <p>CONTENU (<i>actions – opérations développées, nature des travaux...</i>) :</p> <p>1. Travaux de réfection de la toiture/charpente/menuiseries :</p> <p>Le recours à un architecte du patrimoine est obligatoire pour étudier et réaliser les divers travaux à réaliser sur cet édifice.</p> <p>Avant de recruter un maître d'œuvre et de lui confier une mission complète de conception et réalisation, il est proposé de réaliser un diagnostic complet de la toiture, de la charpente, des menuiseries et des trophées situés de part et d'autre de l'horloge. Ce diagnostic permettra d'évaluer les désordres, de connaître les contraintes et prescriptions architecturales, d'évaluer financièrement les travaux et de proposer une programmation pluriannuelle en fonction des priorités qui seront émises.</p> <p>2. Travaux de SSI (désenfumage, cloisonnement, SSI, compartimentage, ...)</p> <p>Conjointement aux travaux cités ci-dessus, des travaux sur le système de sécurité incendie seront engagés afin de traiter des défauts identifiés dans l'audit. Ces travaux assurés en maîtrise d'œuvre interne seront à coordonner avec le maître d'œuvre externe pour tout ce qui concerne les ouvertures en toiture.</p> |
| <p>OBJECTIFS (<i>finalités/besoins-services à satisfaire/cibles</i>) :</p> <p>Entretien notre patrimoine – assurer la sécurité de ses occupants et du public</p> |

LOCALISATION (périmètre géographique, territoire concerné...) :

Préfecture des Ardennes Place de la Préfecture, 08000 CHARLEVILLE MEZIERES

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Architecte des bâtiments de France

Etat - Préfecture des Ardennes

LOGISTIQUE DU PROJET**CALENDRIER PREVISIONNEL** :

Durée du projet : 5 ans (études et travaux)

Dates prévisionnelles d'engagement : 1^{er} trimestre 2021 (recrutement Moe pour établissement du diagnostic)

Date prévisionnelle d'achèvement : 2025

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| Tranche | Début | Fin |
|---------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : recrutement Moe, SPS, BC et des entreprises de travaux
- Autorisations administratives : Déclaration de travaux, autorisation de travaux, avis ABF
- Points de vigilance : inscrit à l'inventaire des Monuments historiques, site sensible et occupé
- Autres : validation du projet par l'Etat (cofinanceur)

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT** :

Montant prévisionnel du projet : 1 750 000 €

- ✓ Toitures/charpente/menuiseries : 1 200 000 € (montant à confirmer par le diagnostic à réaliser)
- ✓ Travaux de SSI : 550 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| MONTANT AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 |
|-----------------|-------------|---------|---------|---------|
| VOTE REALISE | 44 000 0 | | | |
| 1 750 000 | | 35 000 | 800 000 | 915 000 |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| DRAC - 30% | | à solliciter |
| Etat - 3/5 convention | | |
| Plan national de relance | | |

| | |
|---|--|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier | <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise |

RENOVATION DE L'IMMEUBLE 6/8 AVENUE D'ARCHES

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Suite à un rapport d'inspection en Santé et Sécurité au Travail du 17 juillet 2019, il a été décidé de traiter deux désordres identifiés :

- ✓ la stabilité/solidité de l'immeuble,
- ✓ le remplacement des menuiseries et des volets.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

En 2020, un bureau d'étude est en cours de recrutement afin d'identifier les désordres et ainsi pouvoir les évaluer. Les planchers présentent des signes de vétusté et peuvent être source de chutes. Pour l'année 2021, il est proposé une programmation de travaux des étages affectés.

En 2021, un diagnostic sera réalisé sous la surveillance de l'ABF. Ainsi, il sera procédé à un chiffrage et à une programmation opérationnelle. Le recours à une AMO pour nous assister est envisagé afin d'établir le diagnostic et le programme de travaux.

S'agissant du remplacement des menuiseries et des volets, l'étude sera réalisée en 2022.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Entretenir notre patrimoine dans le respect des prescriptions ABF

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

6/8 av d'Arches à Charleville Mézières

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

- ✓ ABF
- ✓ Chef de site

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 3 ans

Dates prévisionnelles d'engagement :

Dates prévisionnelles d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | | |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | Début | Fin |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : recrutement d'une AMO à confirmer
- Autorisations administratives : Déclaration préalable
- Points de vigilance : secteur sauvegardé – avis ABF requis
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 750 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) : 3 ans

| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2021</i> | <i>CP 2022</i> | <i>CP 2023</i> | | |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|--|--|
| <i>750 000</i> | <i>30 000</i> | <i>400 000</i> | <i>320 000</i> | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| <i>Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ?</i> | <i>Montant</i> | <i>Contraintes particulières ?</i> |
|---|----------------|------------------------------------|
| | | |
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input checked="" type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

PLAN DE SURETE DEPARTEMENTALE

SECTION : investissement fonctionnement
 OPERATION NOUVELLE : oui non

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

La sûreté des propriétés départementales est disparate, elle nécessite une certaine vigilance et mérite d'être renforcée, tant pour le risque intrusion que pour attentat.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Le plan sûreté que souhaite déployer la collectivité a été arbitré tant sur la planification des sites à équiper que sur les types d'équipements à installer.
 Les équipements à installer concernent aussi bien les contrôles d'accès, comme la vidéo protection, les alarmes anti intrusion mais également les portails, barrières levantes ainsi que toutes les règles de gestion et de surveillance des accès.
 Ce plan de sûreté est un plan pluriannuel, une 1^{ère} partie est donc proposée en 2021.
 La liste des sites concernée est jointe en annexe.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Améliorer la sûreté des bâtiments départementaux.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Ensemble du territoire ardennais.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Chefs de site géographiques concernés

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 3 ans
 Date prévisionnelle d'engagement : fin 2020
 Date prévisionnelle d'achèvement : fin 2023

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | | |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | Début | Fin |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*):

- Commande publique :
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 200 000 au titre de l'année 2021

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| | 200 000 | | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

BP 2021 - PLAN DE SURETE DEPARTEMENTAL

Liste des sites concernés

| Nom | Commune | Vidéo | Contrôle acces | Observation |
|---|----------------------|--|------------------------------|---|
| Bâtiment 6-8 Avenue d'Arches | CHARLEVILLE MEZIERES | mis en place | Equipé Horoquartz CD08 | |
| Bâtiment administratif place du Chateau | CHARLEVILLE MEZIERES | mis en place | Equipé Horoquartz CD08 | |
| DR Route de Prix | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | Equipé Horoquartz CD08 | TLS report sur chef de site |
| Bâtiment Esplanade | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | Equipé Horoquartz CD08 | Mise à jour du site en cours en contrôle d'accès |
| Hôtel du Département - parking bastion passerelle | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place P1 Parking et porte vitrée garage | A mettre en place P1 | En cours avec Esplanade et sécurisation bastion et portails |
| Hôtel du département et Préfecture | CHARLEVILLE MEZIERES | mis en place (Pref) | Equipé Horoquartz Préfecture | |
| Laboratoire Départemental d'Analyses | HAGNICOURT | sans réponse | A mettre en place | |
| Maison des Solidarité ROCROI | ROCROI | A mettre en place | A mettre en place | |

BP 2021 - PLAN DE SURETE DEPARTEMENTAL
Liste des sites concernés

| Nom | Commune | Vidéo | Contrôle acces | Observation |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| TRA Nord Ardennes | ROCROI | A mettre en place | A mettre en place | |
| Territoire Routier Ardennais de Rethel - Bureaux | SAULT LES RETHEL | A mettre en place | | |
| Bâtiment administratif - Rue Thiers Sedan - TRA - MdS | SEDAN | A mettre en place | A mettre en place | |
| DIRE | Villers-Semeuse | A mettre en place | A mettre en place | |
| Centre d'Exploitation d'ASFELD | ASFELD | A mettre en place | | |
| Centre d'exploitation d'Attigny | ATTIGNY | A mettre en place | | Selon nouveau projet |
| Centre d'Exploitation - CARIGNAN | CARIGNAN | A mettre en place | | |
| Site Caquot - Atelier | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation Routier de Chaumont-Porcien | CHAUMONT PORCIEN | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de FUMAY | FUMAY | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de GIVET | GIVET | A mettre en place | | |

BP 2021 - PLAN DE SURETE DEPARTEMENTAL

Liste des sites concernés

| Nom | Commune | Vidéo | Contrôle acces | Observation |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Centre d'Exploitation Le CHESNE | LE CHESNE | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de MONTHERME | MONTHERME | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de Poix-Terron | POIX TERRON | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de ROCROI | ROCROI | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation Routier de Rumigny | RUMIGNY | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation - SEDAN | SEDAN | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation Routier de Signy-L'Abbaye | SIGNY L'ABBAYE | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation routier de Signy-Le-Petit | SIGNY LE PETIT | A mettre en place | | |
| Centre d'Exploitation de VOUZIERS | VOUZIERS | A mettre en place | | |
| poteau Wifimax | ORFEUIL | mis en place | | |
| Maison Des Solidarités d'Auvillers-les-Forges | AUVILLERS LES FORGES | A mettre en place | A mettre en place | |

BP 2021 - PLAN DE SURETE DEPARTEMENTAL

Liste des sites concernés

| Nom | Commune | Vidéo | Contrôle acces | Observation |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|
| Maison Des solidarités de BOGNY SUR MEUSE | BOGNY SUR MEUSE | A mettre en place | A mettre en place | Vérifier projet Nouvelle MDS |
| Maison des Solidarités Ferroul | CHARLEVILLE MEZIERES | mis en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités Meyrac | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | A mettre en place | |
| MDS centre ville - 55, avenue Charles de Gaulle | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités de GIVET | GIVET | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités - Mouzon | MOUZON | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités de Nouzonville | NOUZONVILLE | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités RETHEL | RETHEL | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités de REVIN | REVIN | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités de Sedan (Stakler) | SEDAN | A mettre en place | A mettre en place | |
| Maison des Solidarités VOUZIERES | VOUZIERES | A mettre en place | A mettre en place | |

BP 2021 - PLAN DE SURETE DEPARTEMENTAL
Liste des sites concernés

| Nom | Commune | Vidéo | Contrôle acces | Observation |
|--|----------------------|-------------------|------------------------|-------------|
| Maison Départementale des Sports | Bazeilles | A mettre en place | Equipé Horoquartz CD08 | |
| Archives départementales | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | | |
| Bibliothèque Départementale des Ardennes | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | non | |
| Maison Départementale des Personnes Handicapées des Ardennes | CHARLEVILLE MEZIERES | A mettre en place | A mettre en place | |
| Vitrine culturelle et touristique | CHARLEVILLE MEZIERES | Mis en place | | |
| Base de Loisirs de BAIRON | LE CHESNE | A mettre en place | A mettre en place | |
| Base de Loisirs des Vieilles Forges et Centre des Congrès | LES MAZURES | A mettre en place | A mettre en place | |
| Musée Guerre et Paix en Ardennes | NOVION PORCIEN | mis en place | | |
| Aérodrome de Belval | TOURNES | mis en place | | |
| Maison à La Cassine | VENDRESSE | mis en place | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
0003 BATIMENTS SOCIAUX

| Sites | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|--|---|----------|-----------|------------------------------|------------------|----------------|----------|--|-----------------------------|
| FDE - Grande Terre | Aire de jeux | EN COURS | 2020 | 98 000 | 98 000 | | | | 1 161 870 |
| FDE - Grande Terre | Solde | EN COURS | 2019 | | 14 270 | | | | |
| FDE - logement Square Albert 1er | Aménagement - Solde | EN COURS | 2019 | | 4 600 | | | | |
| MDS de Bogny sur Meuse | Construction d'un nouvel équipement | EN COURS | 2020 | 1 300 000 | 1 000 000 | 300 000 | | | 51 315 |
| MDS Meyrac | Sécurisation du site (portail et accès) | EN COURS | 2019 | 45 000 | 45 000 | | | | |
| FDE - logement MNA rue Voltaire | Réfection des peintures et des sols du logement MNA (insalubrité) | P0 | 2020 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| MDA / MDPH | Mise en conformité électrique | P0 | 2020 | 3 000 | 3 000 | | | | 87 000 |
| MDS de VOUZIERES | Etude faisabilité transfert Dodeman | P0 | 2020 | 8 315 | 8 315 | | | | |
| NOUVION SUR MEUSE - Lieu accueil social | Mise aux normes ERP (accessibilité et sécurité) | P1 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | suite courrier du propriétaire (Nexity) sur respect des normes ERP - accessibilité et sécurité | |
| SEDAN Palais des Princes - Lieu accueil social (Enfance/Parentalité) | Mise aux normes ERP | P1 | 2021 | 50 000 | 50 000 | | | | 30 000 |
| Tous bâtiments sociaux | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 17 000 | 17 000 | | | | |
| Tous bâtiments sociaux | Travaux de mise en conformité électrique | P2 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| MDS Vouziers | Remplacement de deux menuiseries extérieures usagées bois | P3 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | | 60 000 |
| MDS Rethel | Réfection des sols des couloirs | P4 | 2021 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| MDS Revin | Remplacement des sols et peinture PMI | P4 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | | |
| 1 681 315 | | | | | 1 400 185 | 300 000 | 0 | | 1 400 185 |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE
AMENAGEMENT DES AIRES DE JEUX**

SECTION : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Le Foyer Départemental de l'Enfance a été mis en service à la rentrée 2018. Depuis des opérations complémentaires sont engagées afin d'offrir aux occupants de bonnes conditions de travail.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

En 2020, une étude a été conduite afin d'aménager une aire de jeux. Celle – ci a été validée lors de la CoPer du 22 juin 2020. Depuis, l'autorisation d'urbanisme a été déposée en Mairie. La consultation des entreprises étant en cours, les travaux seront réalisés en 2021. Le budget prévisionnel est de 98 000 € TTC, à inscrire en 2021.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Offrir aux enfants un bon niveau de services et aux agents du site de bonnes conditions de travail.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Route de Monthermé - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

FDE

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 2 mois

Dates prévisionnelles d'engagement :

Dates prévisionnelles d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non *Nombre de tranches :*

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : MAPA
- Autorisations administratives : oui, déposées le 13/08/2020
- Points de vigilance : travaux en site occupé
- Ressources humaines : maîtrise d'œuvre interne
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 98 000€

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| | 98 000 | | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

| | |
|--|---------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE OPERATION – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MDS
A BOGNY SUR MEUSE**

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

La Maison des Solidarités de Bogny-sur-Meuse ne permet plus d'accueillir les usagers dans de bonnes conditions. Le bâtiment ne répond plus aux normes (incendie, accessibilité, thermique, etc...), il est vétuste et exigu.

Un maître d'œuvre a été recruté en 2016 afin de construire un nouvel équipement sur une parcelle cédée par la Ville de Bogny-sur-Meuse. La mission a été reprise en 2020 afin d'adapter le programme aux besoins des équipes.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Construction d'une nouvelle maison des Solidarités à Bogny-Sur-Meuse.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Répondre aux différentes réglementations et offrir aux agents un lieu où ils apporteront un service d'actions sociales de qualité.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Rue Victor Hugo 08120 BOGNY SUR MEUSE.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Conseil Départemental des Ardennes - DSR

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 3,5 années

Dates prévisionnelles d'engagement : 2021 (travaux)

prévisionnelle d'achèvement : 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : Marché de travaux
- Autorisations administratives : Permis de construire accordé le 18/10/2017. PC modificatif à déposer.
- Points de vigilance : Commission d'ouverture au public à prévoir
- Ressources humaines :
 - Interne : DSR, DPI, Service Informatique, Service de la Commande Publique, Utilisateurs
 - Externe : maître d'œuvre, contrôleur technique, SPS, géotechnicien, géomètre) et entreprises
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : 1 300 000 € TTC (estimatif)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP < 2018 | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 |
|-----------------|--------------|---------|---------|-----------|---------|
| | 88 000 | 20 000 | 450 000 | 1 000 000 | 300 000 |
| Total engagé : | 108 456,28 € | | | | |
| Total liquidé : | 61 467,09 € | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Observations |
|--|---------|--------------|
| DSID | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
0007 BATIMENTS PEDAGOGIQUES ET CULTURELS

| Sites | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité | |
|--|---|----------|-----------|------------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|-----------------------------|----------------|
| Bairon Salle Polyvalente | Remise en état suite incendie | EN COURS | 2 019 | 1 500 | 1 500 | | | | 1 500 | |
| Tous bâtiments pédagogiques et Culturels | Travaux de mise en conformité ou de remplacement des aires de jeux ou équipements sportifs | P0 | 2 020 | 60 000 | 60 000 | | | | 60 000 | |
| Archives Départementales | Rénovation de la toiture et des espaces ouverts au public | P1' | 2020/2021 | 400 000 | 20 000 | 190 000 | 190 000 € | | 113 000 | |
| Site Woinic | Eclairage extérieur | P1 | 2 020 | 30 000 | 30 000 | | | | | |
| Tous bâtiments pédagogiques et Culturels | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2 021 | 63 000 | 63 000 | | | | | |
| Bairon Salle Polyvalente | Travaux de réparation de la tribune suite à contrôle visuel | P2 | 2 021 | 20 000 | 20 000 | | | | 80 000 | |
| Vieilles Forges - Centre de congrès | Travaux de réparation de la tribune suite à contrôle visuel | P2 | 2 021 | 20 000 | 20 000 | | | | | |
| Tous bâtiments pédagogiques et Culturels | Travaux de mise en conformité électrique | P2 | 2 021 | 40 000 | 40 000 | | | | | |
| Vieilles Forges - Centre de congrès | Remplacement d'équipements de cuisine et rénovation des peintures | P3 | 2 021 | 90 000 | 90 000 | | | | 125 000 | |
| Vieilles Forges - sanitaire de la plage | Réfection de la toiture et des sanitaires de la plage | P3 | 2 021 | 35 000 | 35 000 | | | | | |
| Bairon | Etudes de faisabilité d'une nouvelle base de loisirs | P4 | 2021 | 40 000 | 40 000 | | | AMO | 90 000 | |
| Vieilles Forges | Fourniture et pose de barrières bois (club de voile, parc à bateaux...) | P4 | 2 021 | 10 000 | 10 000 | | | | | |
| Vieilles Forges | Etude de réaménagement de l'espace public, des voiries et l'accessibilité PMR de l'ensemble du site | P4 | 2021 | 40 000 | 40 000 | | | AMO | | |
| | | | | | 849 500 | 469 500 | 190 000 | 190 000 € | | 469 500 |

| | |
|--|----------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE OPERATION – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

ARCHIVES DEPARTEMENTALES
LANCEMENT D'UNE ETUDE DE FAISABILITÉ POUR UNE EXTENSION DES LOCAUX DE STOCKAGES

Section : investissement fonctionnement

| DESCRIPTION DU PROJET | | | |
|--|-------------|-------|-----|
| <p>CONTEXTE : Les archives départementales ne disposent plus de la capacité de stockage suffisante.</p> | | | |
| <p>CONTENU : <i>(actions – opérations développées, nature des travaux...)</i> :</p> <p>Engager une étude de faisabilité pour définir les possibilités de stockage sur site et/ou hors site et améliorer les conditions actuelles des agents et de l'accueil du public.</p> <p>Une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage va être recrutée pour étudier la faisabilité de développement des archives sur site (rue Bourgogne) et hors site (rue de Bourgogne + local de stockage à définir) ou dans le bâtiment Deville (rue Fraison) et rédiger le programme de construction.</p> <p>La procédure de marché public sera lancée en octobre par le Service de la Commande Publique. La mission devrait démarrer en janvier 2021.</p> | | | |
| <p>OBJECTIFS <i>(finalités/besoins-services à satisfaire/cibles)</i> :</p> <p>Stocker les archives dans de bonnes conditions : besoin de stockage supplémentaire évalué à 30 000ml</p> | | | |
| <p>LOCALISATION <i>(périmètre géographique, territoire concerné...)</i> :</p> <p>Rue de la Porte de Bourgogne– CHARLEVILLE MEZIERES</p> | | | |
| <p>PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :</p> <p>DEC Service Interministériel des Archives de France (SIAF)</p> | | | |
| LOGISTIQUE DU PROJET | | | |
| <p>CALENDRIER PREVISIONNEL :</p> <p>Durée du projet : Etude de faisabilité : 5 mois (hors phase de validation) et programmation : 4 ou 6 mois (hors phase de validation)</p> <p><i>Dates prévisionnelles d'engagement :</i> 2020 <i>Date prévisionnelle d'achèvement :</i> 2020</p> <p>Opération réalisée en plusieurs tranches ? <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non <i>Nombre de tranches :</i></p> <p><i>Date prévisionnelles de chaque tranche :</i></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; border-top: 1px dashed black;">- Tranche :</td> <td style="width: 25%; border-top: 1px dashed black; text-align: center;">Début</td> <td style="width: 25%; border-top: 1px dashed black; text-align: center;">Fin</td> </tr> </table> | - Tranche : | Début | Fin |
| - Tranche : | Début | Fin | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : lancement d'une AMO
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT** : 40 000 €

Montant prévisionnel du projet :

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle*Précisez au besoin :*Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2020</i> | <i>CP 2021</i> | | | |
|------------------------|---|----------------|--|--|--|
| | <i>40 000</i> <i>(crédit d'études engagé en sept 2020)</i> | <i>0</i> | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| <i>Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ?</i> | <i>Montant</i> | <i>Contraintes particulières ?</i> |
|---|----------------|------------------------------------|
| <i>SIAF</i> | <i>50 %</i> | <i>Subvention à solliciter</i> |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

DEMOLITION – RECONSTRUCTION DE LA BASE DE LOISIRS DE BAIRON

SECTION : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

| DESCRIPTION DU PROJET |
|-----------------------|
|-----------------------|

CONTEXTE :

La base de loisirs de Bairon est composée actuellement d'un ensemble de locaux d'environ 1000 m², au sein d'une emprise foncière en pleine propriété de plus de 2 Ha, compris entre le Camping (pris en bail emphytéotique avec la commune de Bairon et ses environs) et le club de voile, face à la salle polyvalente rénovée en 2019.

Ces surfaces construites dans les années 80, par le même architecte que le centre de congrès et la base des Vieilles forges, comprennent : une maison de gardien, une cuisine collective et un réfectoire de 80 couverts, des hébergements collectifs de 80 lits, des douches et sanitaires, des salles de réunion, des garages et une voilerie adaptée aux sports nautiques.

La vétusté globale et la non-conformité en particulier des locaux à sommeil vis-à-vis de la réglementation incendie pour l'accueil de mineurs, a conduit depuis plusieurs années à la fermeture partielle de cet équipement, aujourd'hui à bout de souffle.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Afin de répondre aux attentes des occupants (APSCA, Club de Voile de Bairon) et aux besoins mis à jour dans le cadre de la démarche partenariale et la dynamique engagée avec les opérateurs tant privés que publics présents autour du Lac de Bairon (dont la commune et l'intercommunalité), est proposé d'engager en 2021 les études d'avant-projet préalable à la démolition et la construction d'une nouvelle base de loisirs et permettre d'établir un programme précis de l'opération sur la base des orientations décrites ci-après.

Compte tenu des engagements de la collectivité pris avec les intercommunalités pour aménager la Voie Verte Sud Ardennes d'ici mi-2023, une cohérence vis-à-vis de cette échéance sera à rechercher dans la programmation des études et des travaux, afin de répondre à la dynamique touristique de ce site dont le rayonnement et la connexion va devenir beaucoup plus aisée avec les sites majeurs environnants : Domaine de Vendresse, Couvent de la Cassine, Golf des Poursaudes, Parc Argonne Découverte, Musée Verlaine...

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

- Hébergements de groupes de 50 personnes (= 1 car).
- Espace de cuisine adapté pour la base de loisirs mais également la salle polyvalente non pourvu d'équipements dédiés (type office traiteur, cuisine /point réchauffe à préciser).
- Locaux de stockage pour les activités nautiques et les besoins du service Sports Loisirs, gestionnaire du site.
- Espace d'animation et de réunion / réceptifs complémentaires à la salle polyvalente dédié principalement aux activités sportives.
- Aménagements extérieurs pour activités ludiques et sportives, y compris hébergement sous tentes ou autres structures légères adaptées aux accueils de groupe.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Commune de Bairon et ses environs – parcelles AE85 (25.959 m²), AE34 (1875 m²) et AE52 (9339 m²).

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Conseil Départemental, 2C2A, APSCA (occupant du site actuel sous convention précaire), Bairon Nautic Club, autres fédérations et comités départementaux sportifs usagers du site.

LOGISTIQUE DU PROJET**CALENDRIER DE REALISATION :**

Durée de l'étude : 1 an

Dates prévisionnelles d'engagement : janvier 2021

Dates prévisionnelles d'achèvement : décembre 2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches : 2 à confirmer

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : Recrutement d'un AMO (faisabilité et programme)
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COÛT :**

- Montant du projet :

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|--------------------|---------|---------|--|--|
| | 40 000 (études) | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**ETUDES DE REAMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC, DES VOIRIES
ET L'ACCESSIBILITE PMR DE L'ENSEMBLE DU SITE DES VIEILLES FORGES**

SECTION : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

| DESCRIPTION DU PROJET |
|--|
| <p>CONTEXTE :</p> <p>Entre 2018 et 2019, plusieurs séries de travaux ont été menés sur le site des Vieilles forges afin de remettre à niveau l'offre de service en matière d'aires de jeux, tables de pique-nique, bancs, poubelles et barbecues. L'entretien des espaces publics a en parallèle été également repris et ajusté (espace vert, abattage d'arbres, propreté des blocs sanitaires, entretien de la plage, collecte des déchets + tri sélectif).</p> <p>Compte tenu de la hausse de la fréquentation constatée et des projets en cours de développement par les opérateurs publics et privés, il est nécessaire d'anticiper la réfection des espaces publics et d'engager une programmation pluriannuelle de travaux.</p> |
| <p>CONTENU (<i>actions – opérations développées, nature des travaux...</i>) :</p> <p>Le projet consiste à disposer d'un schéma général d'aménagement, de mise en valeur de l'espace public et des abords du centre des congrès des Vieilles Forges.</p> <p>Un bureau d'étude composé d'urbanistes et de paysagistes serait recruté en 2021 pour conduire cette réflexion, en prenant appui sur les précédentes études déjà menées et sur les préconisations établies par le comité de pilotage institué pour le pilotage du développement du site.</p> |
| <p>OBJECTIFS (<i>finalités/besoins-services à satisfaire/cibles</i>) :</p> <p>Assurer la continuité des flux piétons, PMR et mobilités douces entre les équipements publics et privés (camping, plage, centre des congrès, base de loisirs, club de voile, parc accrobranche), assurer les connexions avec le chemin du Tour du lac et la voie Vive VPA ;</p> <p>Programmer la réfection des parkings et accroître les places de stationnements le long des voiries, dédier des espaces de stationnements aux vélo, moto, camping-cars... ;</p> <p>Prendre en compte les projets publics et privés en cours de réalisation (tour du lac, Voie vive, camping 4****, Elfy Park - Accrobranche, Aqua Park, commerces ambulants, pose de bornes de recharge électriques par FDEA...) ;</p> <p>Faciliter la sécurisation du site (sécurité routière, barrières, éclairage et visibilité, vidéo-protection) et appréhender les différences d'utilisations du site en période basse/haute saison :</p> <p>Intégrer les enjeux paysager et l'entretien des espaces publics à leur conception.</p> |
| <p>LOCALISATION (<i>périmètre géographique, territoire concerné...</i>) :</p> <p>Lac des Vieilles Forges – Commune de Les Mazures.</p> |
| <p>PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :</p> <p>Membres du COPIL Développement du lac des Vieilles Forges.</p> |

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 18 mois

Dates prévisionnelles d'engagement :

Dates prévisionnelles d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non

Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : Recrutement bureau d'étude (urbaniste – paysagiste)
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

- Montant des études : 40 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|--------------------|---------|---------|--|--|
| | 40 000 (études) | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
 0009 LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSE

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|--------------------------|--|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------------------------|
| Laboratoire d'Hagnicourt | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 4 000 | 4 000 | | | | 4 000 |
| Laboratoire d'Hagnicourt | Travaux de mise en conformité électrique | P2 | 2021 | 15 000 | 15 000 | | | | 15 000 |
| | | | | 19 000 | 19 000 | 0 | 0 | | 19 000 |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00011 BATIMENTS OCCUPES PAR DES TIERS

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|--------------------------------------|--|----------|-----------|------------------------------|------------------|----------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|
| Maison du tourisme Place Ducale | Aménagement - Solde | EN COURS | 2019 | 0 | 300 | | | | 300 |
| Buzancy - Ecuries Augeard | Travaux de sécurisation MH | P0 | 2020 | 70 000 | 70 000 | | | | 305 000 |
| La Cassine | Rénovation du couvent des cordeliers | P0 | 2019 | 1 235 000 | 235 000 | 600 000 | 400 000 | | |
| Tous bâtiments occupés par des tiers | Travaux de mise en conformité (électrique, gaz et désenfumage) | P1 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | | 35 000 |
| Tous bâtiments occupés par des tiers | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 15 000 | 15 000 | | | | |
| Maison du tourisme Place Ducale | Remplacement menuiseries , réfection toiture et ravalement façade (MH) | P3 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | Phase diagnostic 2021 | 53 500 |
| Site de Régniowez | Motorisation et électrification du portail | P3 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | | |
| Site de Régniowez | Sécurisation des accès du site - mise en place d'une alarme | P3 | 2021 | 3 500 | 3 500 | | | | |
| | | | | | 1 393 500 | 393 800 | 600 000 | 400 000 | 393 800 |

| | |
|---|--|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE OPERATION – BP 2021 |
| Direction / service : | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier | <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise |

ANCIENNES ECURIES CHÂTEAU AUGÉARD A BUZANCY

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE : L'édifice est classé au titre des Monuments Historiques.
Une partie de l'édifice a été fortement détériorée l'hiver dernier. L'ABF et le Conservatoire régional du patrimoine demandent dans un premier temps la réalisation de travaux d'urgence puis le recrutement d'un maître d'œuvre qualifié pour entreprendre des travaux conservatoires.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

En 2020, la DRAC a désigné un architecte en chef des Monuments Historiques pour conduire des actions de préservation de l'édifice, qui a fait l'objet d'un arrêté de péril par le Maire de Buzancy.
Courant juin 2020, une réunion de travail s'est tenue sur site avec cet architecte des MH, pour établir des prescriptions pour la réalisation de travaux de sécurisation du site et produire un diagnostic architectural pour la mise en place de mesures conservatoires.
Le 9/10, la DRAC nous a communiqué le dossier remis par son architecte qui préconise des travaux de sécurisation pour un montant de 45 850 € TTC, selon devis établi par une entreprise agréée Monument Historique.
En complément de la réalisation de ces travaux, l'architecte MH a établi un diagnostic pour détecter les désordres et engager des travaux qui seraient conduits par un maître d'œuvre à recruter.
La priorité réside dans la sécurisation du site, des riverains et de la voie publique.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) : Assurer la sécurité du site et de ses abords

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) : Buzancy

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Conseil Départemental des Ardennes
Architecte des Bâtiments de France
Conservatoire régional du Patrimoine
Architecte en Chef des Monuments Historiques

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 6 mois

Dates prévisionnelles d'engagement :

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : MAPA
- Points de vigilance : site classé Monument Historique
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : 70 000 € TTC (travaux de sécurisation + mission SPS et bureau de contrôle)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | | | |
|-----------------|---|---------|--|--|--|
| | 70 000 (chantier reporté en 2021) | 70 000 | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| DRAC | 40% | |
| REGION | 30 % | |

| | |
|---|--|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier | <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise |

**RESTRUCTURATION DU COUVENT DES CORDELIERS
LA CASSINE**

Section : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE : Des travaux de sécurisation du site (pose de contre – fiches sur la façade ouest et étaieement intérieur) ont été conduits en début 2019 suite à un important gonflement de la façade ouest et à des désordres constatés au niveau de la charpente.

L'édifice est inscrit au titre des Monuments Historiques.

En 2019, un maître d'œuvre a été recruté afin d'établir un diagnostic du site et de proposer un programme de travaux visant à la rénovation de l'édifice pour le stabiliser.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les travaux de restructuration porteront sur la charpente, la couverture, la reprise de maçonnerie et des planchers.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Ces travaux ont pour but de sauvegarder le monument historique.

L'objectif des présents travaux est de restaurer l'édifice afin de permettre à l'association d'être en possession d'un lieu sain et sécurisé pour l'organisation d'évènements réalisés tout au long de l'année

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Le site concerné est le couvent des Cordeliers, à la Cassine.

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

ABF, DRAC

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 4 ans

- ✓ 2019 - PM : Recrutement d'un nouveau Maître d'œuvre (septembre/octobre 2019) et début des études
- ✓ 2020 : Recrutement du bureau de contrôle et du SPS – lancement de la phase Diagnostic (Mission de maîtrise d'œuvre)
- ✓ >2021 : poursuite des études – mise en place d'un dispositif complémentaire pour la stabilisation de l'édifice avant travaux - validation de la programmation de travaux

Dates prévisionnelles d'engagement :

Date prévisionnelle d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche

| | | |
|---------|-------|-----|
| phasage | Début | Fin |
|---------|-------|-----|

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : MAPA
- Autorisations administratives : Permis de construire à déposer début 2021
- Points de vigilance : Monument inscrit au titre des MH – sous surveillance de l'ABF
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : 1 235 000 € TTC (*prévisionnel*) + honoraires Moe

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2020</i> | <i>CP 2021</i> | <i>CP 2022</i> | <i>CP 2023</i> |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <i>1 235 000</i> | <i>400 000</i> | <i>235 000</i> | <i>600 000</i> | <i>400 000</i> |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| <i>Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ?</i> | <i>Montant</i> | <i>Contraintes particulières ?</i> |
|---|----------------|------------------------------------|
| <i>ETAT (ABF) et RÉGION (DRAC)</i> | <i>30%</i> | <i>Subventions à solliciter</i> |
| <i>Fondation du patrimoine – loto Mission Berne</i> | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

MAISON DU TOURISME
IMMEUBLE PLACE DUCALE – MENUISERIES EXTERIEURES, FACADE ET TOITURE

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Le Département a conduit d'importants travaux de rénovation et d'aménagement des espaces intérieurs de l'immeuble sis 24 Place Ducale pour installer la Maison du Tourisme. Ce site accueille désormais l'Agence Départementale du Tourisme et l'Office Communautaire du Tourisme, traduisant la volonté du Département et de la Communauté d'Agglomération de coordonner leurs actions en faveur du développement et de l'offre de tourisme et de proposer au public un seul lieu d'information touristique.

L'immeuble nécessite aujourd'hui d'importants travaux de remise à niveau du clos et couvert.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

L'édifice étant classé au titre des Monuments Historiques, le recours à un maître d'œuvre est obligatoire.

Il est proposé en 2021 de recruter un maître d'œuvre pour l'élaboration d'un diagnostic. Celui-ci permettra de disposer d'une vision globale des désordres, de les estimer et de les programmer.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Entretien notre patrimoine remarquable.

Remplacer les menuiseries extérieures qui ne sont plus étanches, nettoyer la façade et rénover la toiture.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

24 Place Ducale à Charleville-Mézières

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Conseil Départemental des Ardennes, Communauté d'Agglomération Ardenne Métropole
 Architecte des Bâtiments de France - DRAC

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PRÉVISIONNEL :

Durée du projet : 3 ans

Date prévisionnelle d'engagement : recrutement Moe et études en 2021

Date prévisionnelle d'achèvement > 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : recrutement d'un maître d'œuvre – réalisation de diagnostics
- Points de vigilance : site classé au titre des MH
- Autres : intervention du Conservatoire régional du patrimoine

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet : 30 000 € TTC (études – phase diagnostic)

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (*AP-EPCP*) :

| | | | | | |
|------------------------|----------------|--|--|--|--|
| <i>Montant AP/EPCP</i> | <i>CP 2021</i> | | | | |
| | <i>30 000</i> | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| <i>Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ?</i> | <i>Montant</i> | <i>Contraintes particulières ?</i> |
|---|----------------|------------------------------------|
| <i>Ardennes Métropole</i> | | <i>Subventions à solliciter</i> |
| <i>ABF et DRAC à hauteur de 30%</i> | | |
| <i>Plan national de relance</i> | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00012 ETUDES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | CP 2021 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité | |
|-------------------------------|---|----------|-----------|----------------|-----------|-----------------------------|----------------|
| Convention CEREMA | Elaboration référentiel technique géo-localisé pour la gestion du patrimoine immobilier | EN COURS | 2019 | 11 662 | | 11 662 | |
| Tous bâtiments Administratifs | Diagnostic rénovation énergétique - obligation décret tertiaire | P1 | 2021 | 16 000 | | 16 000 | |
| Etudes diverses | Etudes diverses | P3 | 2021 | 45 000 | | 75 000 | |
| Tous bâtiments | Expertise des toitures (MDS Stackler, maison des sports bazeilles, collèges divers) | P3 | 2021 | 30 000 | | | |
| | | | | 102 662 | | | 102 662 |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**ASSISTANCE TECHNIQUE
DIAGNOSTIC ET PRECONISATION DE TRAVAUX
TOITURES**

SECTION : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Dans le cadre de l'entretien de notre patrimoine, des travaux de reprise de toiture pour traiter des infiltrations d'eau n'ont pas permis de répondre durablement aux désordres.
 Certains immeubles de notre patrimoine étant en secteur sauvegardé, des prescriptions particulières de l'ABF doivent être prise en compte.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Il est proposé de recruter un prestataire pour nous assister dans l'établissement d'un diagnostic de nos toitures, repérer les désordres et proposer une méthodologie d'intervention pour une réparation pérenne des fuites.
 Les documents produits permettront ainsi de rédiger les pièces techniques pour recruter l'entreprise qui réalisera les travaux.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Entretien notre patrimoine.
 Identifier les fuites ou les désordres qui ne peuvent être perçus à l'œil nu et nécessite des nacelles, échafaudages

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Bâtiments départementaux

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 1 an
 Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021
 Date prévisionnelle d'achèvement : décembre 2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :
 Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : MAPA
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT DES ETUDES : 30 000 €**

- Montant du projet :

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| | 30 000 | | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| Plan national de relance | | Subvention à solliciter |
| | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
0018 BATIMENTS EXPLOITATION ROUTIERE (TRA et CER)

| Sites | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité | |
|--------------------------------------|---|----------|-----------|------------------------------|------------------|------------------|----------------|-----------|-----------------------------|--------------------|
| CE Poix Terron | Réorg CE - Aménagement des locaux - nouveau bâtiment | EN COURS | 2020 | 325 000 € | 229 390 | 100 000 | | | 229 390 | |
| CE Attigny | Réorg CE - Transfert CE dans abri à sel | P0 | 2021 | 365 000 € | 300 000 | 65 000 | | | 525 400 | |
| CE Charleville | Réorg CE - Rénovation locaux de vie | P0 | 2020 | 167 000 € | 169 400 | | | | | |
| CE Fumay | Réorg CE - Aménagement des extérieurs (voirie et abri à sel) | P0 | 2020 | 150 000 € | 50 000 | 100 000 | | | | |
| CE Monthermé | Remplacement de portes sectionnelles | P0 | 2019 | 6 000 € | 6 000 | | | | 355 000 | |
| CE Monthermé | Sécurisation du site - clôtures périphériques | P1 | 2021 | 15 000 € | 15 000 | | | | | |
| Tous bâtiments (CER et TRA) | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 50 000 € | 50 000 | | | | | |
| Site Caquot | Réfection des sanitaires (PTS et atelier) | P1 | 2021 | 25 000 € | 25 000 | | | | | |
| Site Caquot | Réfection abri à sel - 1000T | P1' | 2021 | 300 000 € | 250 000 | 50 000 | | | | |
| Site Caquot - Pôle atelier mécanique | Remplacement du sol | P1' | 2021 | 15 000 € | 15 000 | | | | 80 000 | |
| CE Signy l'Abbaye | Remplacement d'un rideau métallique | P2 | 2021 | 10 000 € | 10 000 | | | | | |
| CE Signy-le-Petit | Rénovation du centre d'exploitation (portail, menuiseries...) | P2 | 2021 | 40 000 € | 40 000 | | | | | |
| Tous bâtiments (CER et TRA) | travaux de mise en conformité électrique | P2 | 2021 | 30 000 € | 30 000 | | | | 25 000 | |
| Site Caquot - Pôle atelier mécanique | Audit sécurité (ATEX, stabilité du bâtiment, installations électriques, SSI, désemfumage, BAES, etc.) | P3 | 2021 | 25 000 | 25 000 | | | | | |
| | | | | | 1 523 000 | 1 214 790 | 315 000 | | | 1 214 790 € |

| | |
|--|----------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE OPERATION – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

REORGANISATION DES CENTRES D'EXPLOITATION ROUTIERS

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

La réforme des Territoires Routiers conduite en 2016 a dessiné une nouvelle organisation des TRA et des centres d'exploitation (CE) . Sa mise en œuvre nécessite la conduite de travaux d'aménagement dans les CE conservés et la construction de nouveaux centres pour permettre les regroupements envisagés.

Aménagements des CE actuels : Buzancy, Carignan, Charleville-Mézières, Monthermé, Le Chesne, Chaumont Porcien.

Aménagements dans de nouveaux bâtiments acquis ou propriété du CD 08 : Fumay, Poix-Terron, Signy L'Abbaye, Attigny, Le Piquet.

Construction de nouveaux CE : Asfeld.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Réhabiliter, remettre aux normes les immeubles existants ou en construire de nouveaux.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Offrir des conditions de travail optimales aux agents.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Sur l'ensemble du Département

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Direction des routes et territoires routiers

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

1. RAPPEL 2020 :

- ✓ **Fumay** : réalisation de travaux complémentaires suite aux remarques du CHSCT (*travaux en cours livrés courant novembre 2020*) et recrutement d'un maître d'œuvre externe fin 2020 pour étude et DCE en 2021.
- ✓ **Charleville-Mézières** : finalisation de la phase conception – validation CHSCT – consultation des entreprises en cours pour démarrage des travaux début 2021.
- ✓ **Poix - Terron** : finalisation de la phase conception – validation CHSCT – rédaction du DCE en cours pour un démarrage des travaux deuxième semestre 2021.
- ✓ **Attigny** : étude de faisabilité – finalisation de la phase conception – CHSCT en décembre 2020 – consultation des entreprises 1^{er} trimestre 2021. Installation provisoire des équipes à compter de mars 2021 dans l'abri à sel (*base de vie modulaire et bungalow technique*) afin de libérer le site actuel cédé à La Baraudelle qui engagera son projet d'extension de son Foyer de Vie.
- ✓ **Signy l'Abbaye, le Piquet, Monthermé, Asfeld, Buzancy, Chaumont, Le Chesne** : programmation après 2021 – étude des besoins 2021

2. PREVISION 2021 :

- ✓ **CE Charleville – Mézières** : réalisation des travaux (169 400 €)
- ✓ **CE Poix - Terron** : réalisation partielle des travaux (229 390 €), solde en 2022 (100 000 €)
- ✓ **CE Attigny** : réalisation partielle des travaux (300 000 €), solde en 2022 (65 000 €)
- ✓ **CE Fumay** : étude maîtrise d'œuvre et réalisation partielle des travaux (50 000 €), solde en 2022 (100 000€)

Durée du projet : 2 ans

Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : juin 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| Phasage | Début | Fin |
|---------|-------|-----|
| - | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : divers marchés à lancer : recrutement de Moe, consultation pour travaux
- Autorisations administratives : Permis de construire ou déclaration de travaux à déposer
- Points de vigilance : sites occupés. Pour Attigny – gestion d'une période transitoire

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COUT :

Montant prévisionnel du projet : 3 198 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2019 | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP > 2022 |
|-----------------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| | 658 680 | 300 000 | 748 790 | 265 000 | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

SITE CAQUOT - DEMOLITION/RECONSTRUCTION DE L'ABRI A SEL -

SECTION : investissement fonctionnement
 OPERATION NOUVELLE : oui non

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Sur le site Caquot, l'abri à sel montre des signes importants de vétusté par la présence importante de fissures dont une traversante. Un bureau d'étude structure a été recruté en urgence afin d'établir un état de la stabilité de l'équipement. Le rapport indique que le bâtiment ne peut faire l'objet de travaux de stabilisation en raison de désordres constatés au niveau des fondations et de la structure fortement endommagée par le poids du sel. Il est proposé en conséquence la démolition et la reconstruction de cet équipement.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Il sera procédé à la démolition et à la reconstruction de l'équipement sur site (1000 tonnes).

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Renouveler notre patrimoine – sécuriser nos agents.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Site Caquot – Charleville - Mézières

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Direction des Routes
 Chef de site

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 2 ans

Date prévisionnelle d'engagement : 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| Phasage | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : recrutement d'un maître d'œuvre
- Autorisations administratives : dépôt d'un PC
- Points de vigilance : viabilité hivernale / stockage de sel
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 300 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 300 000 | 250 000 | 50 000 | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|---------------------------------------|--|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|------------------------|-----------------------------|
| Clge VOUZIERES | Solde rénovation de la demi-pension | EN COURS | 2019 | - | 2 300 | | | | 2 300 |
| Clge DOUZY | Remplacement des toitures - externat, gymnase, bât administratif | P0 | 2019 | 185 000 | 185 000 | | | | 729 000 |
| Clge MONTHERME | Mise en conformité lieux de stockage gymnase / sécurité incendie | P0 | 2020 | 25 000 | 25 000 | | | | |
| Clge REVIN | Remplacement de la production de chaleur et ECS | P0 | 2019 | 100 000 | 100 000 | | | | |
| Clge ASFELD-CHÂTEAU PORCIEN multisite | Château Porcien Travaux de menuiseries (vitrages de la restauration scolaire et portes d'accès) | P0 | 2021 | 35 000 | 35 000 | | | | |
| Clge ASFELD-CHÂTEAU PORCIEN multisite | Asfeld Cuisine : rénovation de la plonge - création ouverture | P0 | 2021 | 20 000 | 20 000 | | | | |
| Clge ASFELD-CHÂTEAU PORCIEN multisite | Château-Porcien Matériel de cuisine : remplacement four et sauteuse | P0 | 2020 | 60 000 | 60 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERS RIMBAUD | Remplacement de la porte accès cuisine | P0 | 2020 | 10 000 | 10 000 | | | | |
| Clge GIVET Cité Scolaire Vauban | Remplacement de la toiture SHED - salles techno | P0 | 2019 | 311 000 | 100 000 | 211 000 | | Lancement MOE fin 2020 | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|---|---|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|--|-----------------------------|
| Clge SEDAN LE LAC | Installation d'un système de vidéosurveillance et d'un PPMS | P0 | 2020 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Clge VIREUX WALLERAND | Remplacement des blocs portes coupe feu 1/2h avec asservissement (préconisation Commission de Sécurité) | P0 | 2020 | 34 000 | 34 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES RIMBAUD & Clge SIGNY L'ABBAYE | Rénovation des demi-pensions | P0 | 2020 | 30 000 | 30 000 | | | Recrutement MOE - dimensionnement des besoins selon plan collège | |
| Tous collèges | Travaux de mise en conformité des ascenseurs | P0 | 2020 | 100 000 | 100 000 | | | | |
| Clge ASFELD-CHÂTEAU PORCIEN multisite | Château-Porcien Etudes sur le système de chauffage | P1 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | | 1 266 000 |
| Clge ATTIGNY | Désordres travaux neufs DO | P1 | 2021 | 25 000 | 25 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES SCAMARONI | Remplacement de la production de chaleur et ECS | P1 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERS RIMBAUD | Remplacement matériels de cuisine | P1 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERS RIMBAUD | Rénovation sanitaire - études | P1 | 2021 | 200 000 | 50 000 | 150 000 | | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|-------------------------------------|---|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|-------------------------|-----------------------------|
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERS RIMBAUD | Remplacement des menuiseries - gymnase | P1 | 2021 | 150 000 | 100 000 | 50 000 | | | |
| Clge FUMAY | Renovation des sanitaires Filles, Garçons et PMR (WC à la turque) | P1 | 2020 | 100 000 | 30 000 | 70 000 | | | |
| Clge FUMAY | Remplacement de la production de chaleur et ECS | P1 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | | |
| Clge GIVET Cité Scolaire Vauban | Remplacement des pompes de chauffage en chaufferie | P1 | 2021 | 5 000 | 5 000 | | | | |
| Clge GRANDPRE | Réfection des enrobés accès arrière cuisine | P1 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | | |
| Clge JUNIVILLE | Cuisine : remplacement ligne Self | P1 | 2021 | 60 000 | 60 000 | | | | |
| Clge LIART-SIGNY-LE-PETIT multisite | Liart Etudes réseau eaux usées | P1 | 2021 | 10 000 | 10 000 | | | Etudes suivi de travaux | |
| Clge NOUVION SUR MEUSE | Rénovation des sanitaires filles et garçons | P1 | 2021 | 240 000 | 220 000 | 20 000 | | | |
| Clge NOUVION SUR MEUSE | Audit des réseaux et canalisations | P1 | 2021 | 6 000 | 6 000 | | | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|---|---|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|--|-----------------------------|
| Clge NOUVION SUR MEUSE | Réfection du réseau de chauffage | P1 | 2021 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| Clge RIMOGNE | Remplacement de l'ensemble des toitures | P1 | 2021 | 400 000 | 80 000 | 170 000 | 150 000 | 2021 : toiture SEGPA 2022 et 2023 : autres toitures | |
| Clge ROCROI | Remplacement d'étanchéité de la toiture externat - dernière toiture | P1 | 2021 | 100 000 | 100 000 | - | | | |
| Clge VOUZIERES | Rénovation sanitaire - études | P1 | 2021 | 240 000 | 50 000 | 190 000 | | | |
| Tous collèges | Travaux de mise en conformité électrique | P1 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Tous collèges | AMO - remplacement des chaufferies (Clges Charl.Mézières Scamaroni , Bogny sur Meuse, Fumay et Sedan Turenne) | P1 | 2021 | 80 000 | 60 000 | 20 000 | | | |
| Tous collèges | Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 250 000 | 250 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES ROUGET DE LISLE | Rénovation du logement de fonction suite sinistre | P1' | 2021 | 60 000 | 60 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES SCAMARONI | Ravalement de façade | P1' | 2020 | 20 000 | 20 000 | | | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|--|--|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------------------------|
| Clge BOGNY SUR MEUSE | Remplacement du SSI | P2 | 2020 | 50 000 | 50 000 | | | | 663 000 |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES JEAN MACE | Rénovation complète du couloir du 2ème étage - sol murs plafond | P2 | 2021 | 50 000 | 50 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES LEO LAGRANGE | Réfection de la toiture terrasse (2ème phase) | P2 | 2021 | 120 000 | 120 000 | | | | |
| Clge GRANDPRE | Réfection de la toiture - bâtiment techno | P2 | 2021 | 250 000 | 50 000 | 200 000 | | | |
| Clge JUNIVILLE | Remplacement des menuiseries - externat | P2 | 2021 | 250 000 | 100 000 | 150 000 | | | |
| Clge SAULT-LES-RETHEL | Matériel de cuisine : remplacement de deux fours | P2 | 2021 | 50 000 | 50 000 | | | | |
| Clge SAULT-LES-RETHEL | Remplacement du SSI avec intégration PPMS, inclus plans d'évacuation et d'intervention et rénovation de l'éclairage de secours | P2 | 2020 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| Clge SEDAN LE LAC | Rénovation toiture terrasse (salle de cours SEGPA) | P2 | 2021 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| Clge VILLERS SEMEUSE | Remplacement des menuiseries | P2 | 2021 | 300 000 | 100 000 | 200 000 | | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
00026 COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|---|---|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|-----------|-----------------|-----------------------------|
| Clge VIREUX WALLERAND | Remplacement du SSI | P2 | 2019 | 35 000 | 35 000 | | | | 60 000 |
| Clge VOUZIERES | Mise en place d'un PPMS et sonnerie de cour | P2 | 2021 | 6 000 | 6 000 | | | | |
| Tous collèges | AMO - Audit SSI | P2 | 2021 | 22 000 | 22 000 | | | | |
| Clge NOUVION SUR MEUSE | Rénovation de la demi - pension | P3 | 2021 | 1 500 000 | 30 000 | 300 000 | 1 000 000 | 170 000 en 2024 | 230 000 |
| Clge SIGNY L'ABBAYE | Remplacement des portes d'accès | P3 | 2021 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Clge CHARLEVILLE-MEZIERES RONDE COUTURE | Construction d'un nouveau collège | P4 | 2021 | 19 000 000 | 100 000 | | | | |
| Clges MONTHERME/BOGNY SUR MEUSE | Construction d'un nouveau collège | P4 | 2021 | 15 000 000 | 100 000 | | | | |
| LEGUMERIE - site non déterminé | Création d'une seconde légumerie | P4 | 2021 | 230 000 | 30 000 | 200 000 | | | |

| | | | |
|------------|-----------|-----------|-----------|
| 39 999 000 | 2 950 300 | 1 931 000 | 1 150 000 |
|------------|-----------|-----------|-----------|

| |
|-----------|
| 2 950 300 |
|-----------|

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**AMO - RENOVATION DES DEMI PENSIONS DES
COLLEGES RIMBAUD A CHARLEVILLE-MEZIERES ET SIGNY L'ABBAYE**

SECTION : investissement fonctionnement
OPERATION NOUVELLE : oui non

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Les demi - pensions des collèges de Signy l'Abbaye et de Rimbaud ne satisfont plus aux normes réglementaires du circuit marches en avant. Par ailleurs, les aménagements ne permettent pas un fonctionnement optimal de la zone de préparation et de service des repas.

Il convient de procéder à une rénovation complète des deux demi pensions.

CONTENU (actions – opérations développées, nature des travaux...) :

Il s'agit de recruter un assistant à maîtrise d'ouvrage pour définir les besoins, proposer un schéma organisationnel, étudier la faisabilité de l'opération et établir un programme.

OBJECTIFS (finalités/besoins-services à satisfaire/cibles) :

Mise en conformité sanitaire de la production de repas et réponse aux demande des Services vétérinaires consternant les problèmes d'hygiènes liés à la marche en avant

Amélioration des conditions de travail des agents.

Mise en accessibilité des demi-pensions.

LOCALISATION (périmètre géographique, territoire concerné...) :

Collège Rimbaud à Charleville – Mézières et collège de Signy l'Abbaye

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Utilisateurs (cuisinier,...), équipe administrative du collège

DEC

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 1 an

Dates prévisionnelles d'engagement :

Dates prévisionnelles d'achèvement :

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : Oui – marché de prestations intellectuelles
- Autorisations administratives : non (phase étude)
- Points de vigilance : fonctionnement de la demi - pension en temps scolaire
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 30 000 € ☞ phase étude AMO

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte x nouvelle

Précisez au besoin :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| | 30 000 | | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

COLLEGE DE FUMAY

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Les sanitaires Filles/Garçons du collège sont obsolètes (WC turcs et urinoirs).
Les locaux sont vétustes.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les actions consistent en la rénovation des sanitaires ainsi que la mise aux normes PMR.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Entretien de notre patrimoine et répondre aux normes réglementaires d'accessibilité

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Fumay

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 12 mois

Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre 2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : accord cadre
- Autorisations administratives : autorisation de travaux (ERP)
- Points de vigilance : gestion des sanitaires le temps des travaux
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COÛT :**

- Montant du projet : 100 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) : 2021/2022

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 100 000 | 30 000 | 70 000 | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**COLLEGE DE NOUVION SUR MEUSE
RENOVATION DES SANITAIRES**

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Le collège rencontre régulièrement des problèmes de remontées de mauvaises odeurs. Des investigations ont été conduites cet été par le biais du bureau d'étude SOCOTEC et l'entreprise Thevenin.

Outre des problématiques de réseaux (vétustes, contrepentes, fuites diverses, ...), il s'est avéré que la vétusté des sanitaires était une des origines de ces odeurs, notamment au niveau des urinoirs homme et nécessite une rénovation globale.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les travaux consistent en la rénovation complète des locaux (sol, murs, équipements sanitaires).

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Entretenir notre patrimoine

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Nouvion sur Meuse

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 6 mois

Date prévisionnelle d'engagement : octobre 2020

Date prévisionnelle d'achèvement : 2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marché accord cadre
- Autorisations administratives : autorisation de travaux
- Points de vigilance : présence d'amiante + dispositif de sanitaires provisoires à installer
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COÛT :**

- Montant du projet : 240 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) : sur 1 an

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 240 000 | 220 000 | 20 000 | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**ASSISTANCE TECHNIQUE
DIAGNOSTIC ET PRECONISATION DE TRAVAUX
CHAUFFERIE**

SECTION : investissement fonctionnement

| DESCRIPTION DU PROJET |
|---|
| <p>CONTEXTE :</p> <p>Dans le cadre de l’entretien de notre patrimoine, plusieurs dispositifs de chauffage et de production d’eau chaude doivent être remplacés en raison de leur vieillissement.</p> <p>Afin de renouveler ces équipements de chauffe, il est proposé de faire appel à un prestataire pour dresser un état des lieux, dimensionner le nouvel équipement à mettre en place, proposer des travaux visant à des économies d’énergie (isolation, remplacement du réseau secondaire, ...) et assurer la conformité des locaux techniques (accès, cloison coupe-feu...).</p> <p>Ces études porteraient sur 4 sites à savoir : collèges de Charleville-Mézières (Rimbaud, Scamaroni), Château Porcien et Fumay.</p> |
| <p>CONTENU <i>(actions – opérations développées, nature des travaux...)</i> :</p> <p>Il est proposé de recruter un prestataire pour nous assister dans l’établissement d’un diagnostic de nos équipements à renouveler prochainement et de dimensionner les futurs équipements.</p> <p>Les documents produits permettront ainsi de rédiger les pièces techniques pour recruter l’entreprise qui réalisera les travaux.</p> |
| <p>OBJECTIFS <i>(finalités/besoins-services à satisfaire/cibles)</i> :</p> <p>Renouveler nos équipements. Faire des économies d’énergie. Mettre aux normes les locaux.</p> |
| <p>LOCALISATION <i>(périmètre géographique, territoire concerné...)</i> :</p> <p>Bâtiments départementaux</p> |
| <p>PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :</p> |
| LOGISTIQUE DU PROJET |

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 1 an

Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre 2021

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique :
- Autorisations administratives :
- Points de vigilance :
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COÛT :**

- Montant du projet : 80 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 80 000 | 60 000 | 20 000 | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| Plan national de relance | | |
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

REAMENAGEMENT DE LA DEMI-PENSION DU COLLEGE DE NOUVION SUR MEUSE

SECTION : investissement fonctionnement

| DESCRIPTION DU PROJET |
|--|
| <p>CONTEXTE :</p> <p>La demi-pension du collège de NOUVION SUR MEUSE présente actuellement d'importantes incohérences et des non respects vis-à-vis du circuit de marche en avant, de la conformité de la partie « self » par rapport à la réglementation PMR.</p> <p>Par ailleurs, l'exiguïté de la zone de production des repas ne permet pas une réorganisation des locaux sans devoir toucher à des ouvrages amiantés présents dans l'espace repas.</p> <p>Des premiers éléments d'études et de programme ont validé une rénovation complète de la demi – pension avec extension de celle – ci.</p> |
| <p>CONTENU (<i>actions – opérations développées, nature des travaux...</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Recrutement d'un architecte (nécessité de construction d'extension), d'un contrôleur technique et d'un coordinateur SPS. ✓ Réalisation d'études de conception. ✓ Dépôt d'une autorisation de travaux et d'un permis de construire ✓ Mise en place d'une cuisine provisoire. ✓ Désamiantage. ✓ Construction d'une extension. ✓ Travaux de réaménagement complet des cuisines, zones de stockage et zones de distributions intérieures. |
| <p>OBJECTIFS (<i>finalités/besoins-services à satisfaire/cibles</i>) :</p> <p>Mise en conformité sanitaire de la production de repas et réponse aux demande des Services vétérinaires consternant les problèmes d'hygiènes liés à la marche en avant</p> <p>Amélioration des conditions de travail des agents</p> <p>Mise en accessibilité de la demi-pension.</p> |
| <p>LOCALISATION (<i>périmètre géographique, territoire concerné...</i>) :</p> <p>Collège de Novvion Sur Meuse</p> |
| <p>PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :</p> <p>Département des Ardennes</p> |

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 3 ans

Date prévisionnelle d'engagement : recrutement du maître d'œuvre : dernier trimestre 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : 2024

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : recrutement d'un maître d'œuvre, d'un contrôleur technique, d'un coordinateur SPS, recrutement des entreprises
- Autorisations administratives : autorisation de travaux et permis de construire
- Points de vigilance : site occupé ; production de repas impossible durant les travaux ; le collège fournit des repas à l'école primaire => mise en place d'une cuisine provisoire
- Ressources humaines : Direction du Patrimoine Immobilier, Service Education, collège
- Autres : désamiantage

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET

COÛT :

- Montant du projet : 1 500 000 € TTC

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (AP-EPCP) : 4 ans

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 |
|-----------------|---------|---------|-----------|---------|
| 1 500 000 | 30 000 | 300 000 | 1 000 000 | 170 000 |
| | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**PLAN COLLEGE
CONSTRUCTION DE DEUX NOUVEAUX COLLEGES**

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Dans le cadre de la réflexion globale qui s'est engagée sur le devenir de nos collèges, il a été acté la construction de deux nouveaux collèges (effectifs : 500 élèves).

L'un à Charleville-Mézières en remplacement des collèges Salengro et Léo Lagrange, l'autre à Bogny sur Meuse en remplacement de ceux situés à Bogny-sur-Meuse et Monthermé.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

En 2021, il est donc proposé de recruter un assistant à maîtrise d'ouvrage afin de réaliser la faisabilité des projets, des programmes, les chiffrages et plannings prévisionnels.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Renouveler notre patrimoine – offrir aux élèves de bonnes conditions de travail.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Bogny /Meuse
Charleville – Mézières/Ronde Couture

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Inspection Académique
DEC

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 5 ans

Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : décembre 2025

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| Tranche | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : recrutement AMO – mandataire – montage juridique à caler
- Autorisations administratives : Permis de Construire
- Points de vigilance : démolition/reconstruction/gestion des élèves phases travaux
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant des études :
 - Bogny sur Meuse : 100 000 €
 - Charleville – Mézières (Ronde Couture) : 100 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) : 5 ans

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| | 200 000 | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

CONSTRUCTION D'UNE SECONDE LEGUMERIE

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Parallèlement à la démarche circuits courts, le Conseil Départemental a souhaité expérimenter la mise en place d'une légumerie collective dans les locaux du collège Le Lac situé à Sedan, pour alimenter les établissements volontaires du secteur de SEDAN et de CHARLEVILLE MEZIERES.

L'activité a démarré progressivement avec 3 collèges au début de l'expérimentation puis s'est adaptée pour livrer 6 collèges en mars 2020, correspondant à 1 300 repas quotidiens.

Les collèges partenaires sont les suivants :

- ✓ SEDAN : Le Lac, Turenne et Nassau,
- ✓ VILLERS SEMEUSE : Jules Leroux,
- ✓ CHARLEVILLE MEZIERES : Scamaroni, VRIGNE AUX BOIS : Pasteur

L'aménagement des locaux permet à la légumerie de servir potentiellement jusqu'à 10 collèges. 7 tonnes de légumes ont été transformés depuis le début de l'activité. Les indicateurs de satisfaction sont positifs

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Il est proposé de créer une nouvelle légumerie dont la localisation reste à déterminer.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Développer les circuits courts.
 Faire bénéficier les élèves de produits frais – améliorer la qualité des produits.
 Favoriser le retour à l'emploi (bénéficiaires du RSA).

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

A définir

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Collège

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 24 mois

Dates prévisionnelles d'engagement : janvier 2021

Dates prévisionnelles d'achèvement : août 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : marchés accord cadre
- Autorisations administratives : autorisation de travaux ERP + DP (si nécessaire)
- Points de vigilance : travaux dans un collège
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 230 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (*AP-EPCP*) : 2 ans

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 230 000 | 30 000 | 200 000 | | | |
| | | | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financeurs/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |
| | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
O032 Ad'AP COLLEGES et O034 Ad'AP HORS COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité proposition | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques |
|--|---|----------------------|-----------|------------------------------|----------------|----------------|----------|--|
| Collège d'Asfeld | Prog 2016 : mise aux normes des portes, des escaliers. Création d'un sanitaire accessible. Maîtrise d'œuvre interne. | P1 | 2021 | 153 100 | 100 000 | 53 100 | | |
| Collège de Charleville-Mézières Rouget de Lisle | Prog 2016 : mise aux normes des escaliers, de la cabine ascenseur. Création d'un élévateur, de rampes d'accès et de sanitaires. Maîtrise d'œuvre externe recrutée | P1 | 2021 | 560 834 | 185 000 | 375 834 | | |
| Collège de Grandpré | Prog 2017 : mise aux normes des escaliers, des portes, des sanitaires. Création de rampes. Maîtrise d'œuvre externe recrutée | P1 | 2021 | 360 000 | 180 000 | 180 000 | | |
| Collège de Raucourt | Prog 2017 : mise aux normes des escaliers, cheminements, de tapis de sol, de portes, d'un ascenseur. Création de sanitaires PMR. Maîtrise d'œuvre interne | P1 | 2021 | 444 130 | 145 000 | 299 130 | | |
| Ad'AP COLLEGES | | | | 1 518 064 | 610 000 | 908 064 | 0 | |
| Gymnase IUFM | Prog 2020 : mise aux normes de cheminements, de portes, d'équipements intérieurs. | P1 | 2021 | 115 000 | 50 000 | | | Travaux en cours - prévoir report en 2021 pour facturation |
| Hôtel du Département | Prog 2017 : mise aux normes des escaliers intérieurs, réaménagement du mobilier de réception, création d'un sanitaire PMR, remplacement de portes. Maîtrise d'œuvre interne. | P1 | 2021 | 72 100 | 20 000 | 52 100 | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
O032 Ad'AP COLLEGES et O034 Ad'AP HORS COLLEGES

| Site | Détail opération de travaux | priorité proposition | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques |
|-------------------------------------|---|----------------------|-----------|------------------------------|----------------|----------------|----------|--|
| Immeuble 6/8 av d'Arches Charl.Méz. | Prog 2017 : mise en conformité de l'entrée, mise aux normes intérieures. Maîtrise d'oeuvre interne. | P1 | 2021 | 9 700 | 9 700 | | | |
| Maison des Sports - BAZEILLES | Prog 2020 : mise aux normes des portes, des escaliers, de douches et sanitaires. Création de locaux refuges. | P1 | 2021 | 126 000 | 113 000 | | | Démarrage travaux 2020 - prévoir report en 2021 pour facturation |
| MDS Meyrac Charl.Méz; | SSI à finaliser + menuiserie bois + serrurerie | P1 | 2021 | 17 213 | 17 213 | | | |
| MDS Sedan - Staeckler | SSI à finaliser + mise aux normes ascenseurs et menuiserie bois | P1 | 2021 | 5 916 | 5 916 | | | |
| MDS de Givet | SSI à finaliser + menuiserie bois + GO | P1 | 2021 | 3 420 | 3 420 | | | |
| MDS de Revin | SSI à finaliser + VRD | P1 | 2021 | 4 620 | 4 620 | | | |
| Plage Bairon | Prog 2018 : aménagement des cheminements, mise aux normes des équipements intérieurs. Maîtrise d'oeuvre interne. Opération à finaliser : menuiserie métallique et VRD | P1 | 2021 | 62 200 | 20 400 | | | |
| Ad'AP HORS COLLEGES | | | | 416 169 | 244 269 | 52 100 | 0 | |
| TOTAL Ad'HAP | | | | 1 934 233 | 854 269 | 960 164 | 0 | |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMME
TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DANS LES COLLEGES**

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Le Conseil Départemental a déposé un Agenda d'accessibilité programmé pour la mise aux normes de 64 ERP, dont 29 collèges et les bâtiments à l'usage des services du Conseil Départemental. L'Adap déposé en septembre 2015 est étalé sur 9 années de 2016 à 2024.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Chaque collège est traité individuellement, la maîtrise d'œuvre est assurée par les services ou confiée à un architecte lorsque le dépôt d'un permis de construire est obligatoire.

Certaines opérations ont été interrompues pour des raisons financières.

Il est proposé au budget de traiter les dossiers suivants :

- Collège Rouget de Lisle : l'équipe de maîtrise d'œuvre a été recrutée en 2016. Le DCE a été validé et l'Appel d'Offre lancé mais non finalisé. Les autorisations de travaux ont été obtenues mais doivent être redéposées. Les travaux concernent la mise aux normes des escaliers, la création d'un élévateur, de rampes d'accès et de sanitaires.
- Collège de Grandpré : l'équipe de maîtrise d'œuvre a été recrutée en 2016. Le DCE a été rédigé, l'appel d'offre doit être lancé. Les autorisations de travaux ont été obtenues et prorogées. Les travaux concernent la mise aux normes des escaliers, des portes, des sanitaires et la création de rampes.
- Collège de Raucourt : la maîtrise d'œuvre est assurée en interne. La phase conception a démarré puis a été stoppée. Les études sont à reprendre pour déposer les autorisations administratives. Conjointement à ces travaux, les sanitaires vont être rénovés et aménagés PMR. Les travaux concernent la mise aux normes des escaliers, des cheminements, tapis de sol, portes et ascenseur.
- Collège d'Asfeld : La maîtrise d'œuvre est assurée en interne. La phase conception a été finalisée et le DCE rédigé. Le dépôt des autorisations administratives doit être finalisé. Les travaux concernent la mise aux normes des portes, des escaliers et la création d'un sanitaire accessible PMR.
-

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Rendre tous les collèges accessibles aux personnes handicapées de manière à répondre à la réglementation

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Réparti sur l'ensemble du département

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

Services de la DPI/DEC

LOGISTIQUE DU PROJET**CALENDRIER PREVISIONNEL :**

Durée du projet : 9 ans

Dates prévisionnelles d'engagement : 2016

Date prévisionnelle d'achèvement : 2024

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

| - Tranche 1 : | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (internes et externes) :

- Commande publique : Marchés de Moe, de travaux
- Autorisations administratives : Permis de construire ou autorisation d'aménager
- Points de vigilance : Respect du calendrier annexé à l'Ad'Ap
- Ressources humaines : DPI, Service éducation
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COÛT :**

Montant prévisionnel pour les 4 collèges énumérés ci-dessus : 1 518 064 € TTC

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | > CP 2022 | |
|-----------------|---------|---------|---------|-----------|--|
| Votés | 500 000 | | | | |
| Réalisé | - | | | | |
| 1 518 064 | | 610 000 | 908 064 | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

| | |
|--|----------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE OPERATION – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMME
TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DANS LES ERP DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Section : investissement fonctionnement

DESCRIPTION DU PROJET

CONTEXTE :

Le Conseil Départemental a déposé un Agenda d'accessibilité programmé pour la mise aux normes de 64 ERP dont 35 bâtiments à l'usage des services du conseil départemental. L'Adap déposé en septembre 2015 est étalé sur 9 années de 2016 à 2024. Chaque année, les opérations dont les études sont réalisées sont mises en chantier et de nouvelles sont mises en étude. Ainsi pour 2021 sont prévues :

- REPORT (TRAVAUX EN COURS) : MDS (REVIN, SEDAN, GIVET), GYMNASIUM IUFM ET MDS BAZEILLES, PLAGE DE BAIRON
- NOUVELLES OPERATIONS : BATIMENT AVENUE D'ARCHES, TRIBUNE SALLE DES ASSEMBLEES

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Chaque bâtiment est traité individuellement, la maîtrise d'œuvre est assurée soit par les services soit confiée à un architecte lorsque le dépôt d'un permis de construire est obligatoire.

Les opérations reportées et programmées sont réalisées en maîtrise d'œuvre interne.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Rendre tous les ERP de la collectivité accessibles aux personnes handicapées de manière à répondre à la réglementation

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Les sites sont répartis sur l'ensemble du département

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET : Services de la DPI

LOGISTIQUE DU PROJET

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Durée du projet : 9 ans

Dates prévisionnelles d'engagement : 2016

Date prévisionnelle d'achèvement : 2024

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Date prévisionnelles de chaque tranche :

- Tranche 1 :

Début

Fin

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : Marchés de Moe, de travaux
- Autorisations administratives : Permis de construire ou autorisation d'aménager
- Points de vigilance : Respect du calendrier annexé à l'Ad'Ap
- Ressources humaines : DPI
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

Montant prévisionnel du projet :

✓ pour les travaux en cours à finaliser et nouvelles opération énumérés ci-dessus : 301 661 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

Durée et échelonnement de financement (AP-EPCP) :

| Montant AP/EPCP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP > 2022 |
|---|-------------------|---------|---------|-----------|
| Voté Engagé au 01/11/2020 (Gymnase ESPE et MDS Bazeilles) | 200 000 47 540 | | | |
| 301 661 | | 249 561 | 52 100 | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
 O035 ENTRETIEN MENAGER Equipements professionnels

| Site | Détail opération de travaux | priorité proposition | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|---|-----------------------------|----------------------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------------------------|
| Entretien Ménager Acquisition de matériel | Equipements professionnels | P1 | 2021 | 12 000 | 12 000 | | | | 12 000 |
| | | | | 12 000 | 12 000 | 0 | | | 12 000 |

BP 2021 INVESTISSEMENT BATIMENTS
BUDGET ANNEXE AERODROME ETIENNE RICHE

| Détail opération de travaux | priorité | arbitrage | Montant total de l'opération | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | Remarques | Totaux CP 2021 par priorité |
|--|----------|-----------|------------------------------|---------|---------|---------|-----------|-----------------------------|
| Réhabilitation de l'aérogare (sanitaires, menuiseries, éclairages extérieurs...) | P0 | 2020 | 250 000 | 50 000 | 200 000 | | | 50 000 |
| Traitement des demandes d'intervention | P1 | 2021 | 500 | 500 | | | | 500 |
| | | | 250 500 | 50 500 | 200 000 | - | | 50 500 |

| | |
|--|-------------------------------|
| DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER | FICHE PROJET – BP 2021 |
| Direction / service : <input checked="" type="checkbox"/> Service Gestion, Développement du Patrimoine Immobilier <input type="checkbox"/> Service Entretien, maintenance et expertise | |

**AÉRODROME ETIENNE RICHÉ
AMÉNAGEMENT DES LOCAUX DE L'AEROGARE**

SECTION : investissement fonctionnement

| |
|------------------------------|
| DESCRIPTION DU PROJET |
|------------------------------|

CONTEXTE :

Les locaux de l'aérodrome, et notamment l'aérogare n'ont subi aucun travaux de rénovation lourde depuis leur construction et à leurs piètres qualités acoustique et thermique s'ajoutent désormais leur non-conformité en matière d'accessibilité aux personnes à mobilités réduites.

CONTENU (*actions – opérations développées, nature des travaux...*) :

Les travaux consistent à la mise aux normes accessibilité et sécurité incendie de l'aérogare et au rafraîchissement de la salle d'attente (aménagement faux plafond, peinture et sols, menuiseries), aménagement de sanitaires PMR, rénovation des bureaux, reprise des éclairages extérieurs.

OBJECTIFS (*finalités/besoins-services à satisfaire/cibles*) :

Ces travaux viendront offrir une qualité de service et d'accueil en corrélation avec les objectifs de développement du handisport portés par les différents clubs et structures basées (ULM, Avion et parachutisme).

Ces améliorations viendront aussi satisfaire les usagers des vols d'affaires qui fréquentent de plus en plus cette infrastructure, compte tenu de l'annulation de nombreux vols commerciaux habituels et des restrictions lourdes rencontrées dans les grands aéroports parisiens, belges et luxembourgeois.

LOCALISATION (*périmètre géographique, territoire concerné...*) :

Aérodrome – Commune de Tournes, Damouzy et Belval

PARTENAIRES/ACTEURS DU PROJET :

| |
|-----------------------------|
| LOGISTIQUE DU PROJET |
|-----------------------------|

CALENDRIER DE REALISATION :

Durée du projet : 18 mois

Date prévisionnelle d'engagement : janvier 2021

Date prévisionnelle d'achèvement : avril 2022

Opération réalisée en plusieurs tranches ? oui non Nombre de tranches :

Dates prévisionnelles de chaque tranche :

| | Début | Fin |
|---------------|-------|-----|
| - Tranche 1 : | | |
| - Tranche 2 : | | |

MOYENS ET CONTRAINTES (*internes et externes*) :

- Commande publique : Marché accord cadre
- Autorisations administratives : Autorisation de travaux (ERP)
- Points de vigilance : présence amiante
- Ressources humaines :
- Autres :

BUDGET/FINANCEMENT DU PROJET**COUT :**

- Montant du projet : 250 000 €

S'agit-il d'une dépense ? obligatoire contrainte nouvelle

Précisez au besoin :

- Durée et échelonnement du financement (AP-EPCP) : oui – 2021 et 2022

| Montant AP/EPCP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | | |
|-----------------|---------|---------|---------|--|--|
| 250 000 | 50 000 | 200 000 | | | |

SUBVENTION / CO-FINANCEMENT :

| Financiers/Fonds pouvant être sollicités ? | Montant | Contraintes particulières ? |
|--|---------|-----------------------------|
| | | |

**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX****COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET
RESSOURCES**

Comme suite au débat des orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal et les budgets annexes, pour les montants suivants :

| | |
|---------------------------------|--------------|
| Dépenses d'investissement..... | 2 096 600 € |
| Dépenses de fonctionnement..... | 91 590 096 € |
| Recettes d'investissement | 3 832 928 € |
| Recettes de fonctionnement..... | 10 634 227 € |

**I – SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS**

La contribution financière du Département pour 2020 s'est élevée à 5 937 227 M€, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2019. Pour mémoire, notre participation n'avait pas progressé depuis 2016.

Pour 2021, je vous propose d'augmenter à nouveau notre participation de 1 % pour la porter à 5 996 600 €.

II – FRAIS DE PERSONNEL

Incidence du rapport :

| | DEPENSES ET RECETTES PAR BUDGETS | | | | |
|--------------------------------|----------------------------------|----------------|------------------|----------------|---------------|
| BUDGET 2021 | BUDGET PRINCIPAL | LABORATOIRE | FDE | ARCHEOLOGIE | AERODROME |
| MASSE SALARIALE | 68 447 876 | 619 690 | 5 364 539 | 300 200 | 90 770 |
| AUTRES DEPENSES | 3 088 770 | 19 000 | 114 000 | 20 300 | 7 640 |
| TOTAL | 71 536 646 | 638 690 | 5 478 539 | 320 500 | 98 410 |
| RECETTES | 1 256 487 | 7 250 | 39 500 | 4 650 | 1320 |
| SOLDE DEPENSES-RECETTES | 70 280 159 | 631 440 | 5 439 039 | 315 850 | 97 090 |

| | DEPENSES ET RECETTES PAR BUDGETS | | | | |
|--------------------------------|----------------------------------|----------------|------------------|----------------|---------------|
| BUDGET 2020 | BUDGET PRINCIPAL | LABORATOIRE | FDE | ARCHEOLOGIE | AERODROME |
| MASSE SALARIALE | 68 260 619 | 591 700 | 5 042 950 | 282 100 | 91 070 |
| AUTRES DEPENSES | 3 085 770 | 19 000 | 111 000 | 19 000 | 7640 |
| TOTAL | 71 346 389 | 610 700 | 5 153 950 | 301 100 | 98 710 |
| RECETTES | 1 465 958 | 7 250 | 39 500 | 4 000 | 1 320 |
| SOLDE DEPENSES-RECETTES | 69 880 431 | 603 450 | 5 114 450 | 297 100 | 97 390 |

Le budget des frais de personnel 2021 s'organise autour d'un budget principal et de quatre budgets annexes que sont le Laboratoire Départemental d'Analyses, le Foyer Départemental de l'Enfance, l'Archéologie et l'Aérodrome.

Seuls les crédits concernant le budget principal sont votés dans le présent rapport, les crédits consacrés aux budgets annexes faisant l'objet d'un vote par rapports séparés.

1 – LES DEPENSES DE REMUNERATION

La masse salariale de la collectivité est évaluée à **74 823 075 €**.

Cette masse salariale intègre 120 000 € de dépenses salariales au titre de la reprise par la collectivité, des missions exercées par l'Agence Technique Départementale. Cette dépense salariale supplémentaire correspond à la nécessité de créer 3 emplois budgétaires permanents sur lesquels seront recrutés les agents titulaires salariés de l'Agence Technique. Il est rappelé que la collectivité mettrait à disposition de l'Agence Technique, 4 agents titulaires dans le cadre d'une convention de mise à disposition.

Cette masse salariale intègre également 70 000 € de dépenses salariales au titre de la création de deux emplois de conseillers emploi-insertion situés à CHARLEVILLE-MEZIERES et SEDAN chargés du suivi des allocataires du RSA. Ces deux emplois qui seront financés

par le Fond Social Européen seront créés sous forme de contrats de projets d'une durée de 12 mois, soit pour un recrutement spécifiquement orienté vers des candidatures d'agents non titulaires.

A – Les dépenses de rémunération des emplois permanents

Elles sont évaluées à 58 408 507 €. Ces dépenses sont en progression par rapport au budget primitif 2020 en raison de facteurs d'évolution constitués des décisions d'avancements d'échelons et de grade (effet de report des décisions d'avancement 2020 et décisions d'avancement sur 2021), ainsi que par la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2021 des réformes induites par le parcours professionnel carrières et rémunérations (création du 12^{ème} échelon au sommet des grades relevant de l'échelle C1 et d'échelons supplémentaires dans certains grades de catégorie A, fusion des deux classes du premier grade du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs et des éducateurs territoriaux de jeunes enfants).

B – Les dépenses de rémunération pour des besoins de remplacement temporaire

Elles sont évaluées à 1 421 381 € pour assurer le remplacement d'agents titulaires momentanément indisponibles et permettre la continuité des services.

Pour les besoins de la Direction de l'Éducation et de la Culture, compte tenu de l'absentéisme important observé dans les collèges, la collectivité a constitué depuis plusieurs années une brigade de remplacement de 15 agents titulaires parmi son effectif d'agents permanents dont 2 cuisiniers, prioritairement affectés sur des remplacements de longue durée (congés longue maladie et longue durée). Compte tenu de l'absentéisme maladie constaté et de la disparition des emplois aidés, il est nécessaire de budgéter 8 emplois de remplacement d'une durée de 12 mois sur les besoins d'entretien (5 emplois), de maintenance (1 emploi), de cuisine (2 emplois).

Pour les besoins de la Direction Action Sociale et Territoires et la Direction Enfance Famille, une brigade de 3 travailleurs sociaux titulaires est constituée pour faire face aux absences de courte durée essentiellement (congés maternité). Compte tenu des absences ainsi que des quotités de travail à temps partiel concentrées dans certains services, il est nécessaire de budgéter 15 emplois de remplacement de 12 mois comme suit : 10 emplois de travailleurs sociaux, 3 emplois d'instructeurs administratifs, 1 emploi d'infirmier et 1 emploi de sage-femme à temps non complet.

Toujours au sein de la Direction Enfance Famille, mais pour les besoins du Foyer Départemental de l'Enfance, il est nécessaire de budgéter l'équivalent de 15 emplois de remplacement d'une durée de 12 mois comme suit : 13 emplois d'éducateurs spécialisés et 2 emplois de veilleur de nuit.

C – Les dépenses de rémunération pour des accroissements saisonniers d'activité

Elles sont estimées à 233 018 €.

Pour les besoins de la Direction Action Sociale et Territoires (DAST), des emplois de renforts saisonniers sont nécessaires à raison de 2 emplois d'une durée de six mois pour un renfort du service sur des fonctions de support logistique (agent d'entretien, aide cuisine, maintenance). 92 emplois saisonniers d'une durée de 1 mois seront recrutés sur des fonctions d'adjoints techniques, de nageurs sauveteurs, d'animateurs et de moniteurs sur la période estivale juin-juillet-août.

Pour les besoins de la Direction de l'Aménagement du Territoire, il est nécessaire de prévoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité, le recrutement de 2 emplois d'adjoint technique pour une durée de 3 mois pour la campagne annuelle de prophylaxie.

Pour les besoins de la Direction de l'Education et de la Culture (DEC), il est nécessaire de prévoir au titre d'un accroissement saisonnier d'activité, le recrutement d'un archéologue pour une durée de 6 mois.

Pour la Direction Enfance Famille (Foyer Départemental de l'Enfance), au titre des remplacements de congés annuels, la collectivité recrutera 7 emplois saisonniers de moniteurs-éducateurs d'une durée de 2 mois.

Les qualifications et conditions de rémunération des emplois saisonniers sont définies en **annexes 1 et 2** du présent rapport.

D – Les dépenses de rémunération des assistants familiaux

Le budget des assistants familiaux est évalué à 14 014 794 €.

Pour rappel, la rémunération des assistants familiaux est composée d'une partie constituée par la fonction globale d'accueil et d'une partie définie au prorata du nombre d'enfants accueillis ainsi que d'une majoration au titre du nombre d'enfants accueillis (3 enfants et plus) ou pour sujétion particulière liée à une situation de handicap.

La rémunération brute de l'assistant familial est définie par rapport au SMIC horaire (valeur estimée de 10.28 € au 1^{er} janvier 2021) et selon le nombre d'enfants accueillis comme suit :

- 1 enfant (120 SMIC), rémunération brute de 1234 €,
- 2 enfants (190 SMIC), rémunération brute de 1953 €,
- 3 enfants (273 SMIC), rémunération brute de 2806 €,
- 4 enfants (357.5 SMIC) rémunération brute de 3675 €.

S'ajoutent à cette rémunération, des majorations au titre du handicap des enfants accueillis, le cas échéant.

Les assistants familiaux perçoivent également une indemnité d'entretien journalière définie par tranche d'âge d'enfant accueilli et calculée en pourcentage du MIG (Minimum Interprofessionnel Garantit), destinée à couvrir les frais engagés pour la nourriture, l'hébergement, l'hygiène corporelle, les loisirs familiaux et les déplacements de proximité liés à la vie quotidienne de l'enfant.

Le budget des assistants familiaux 2021 est défini sur la base d'un effectif constant de 331 assistants familiaux et de 604 enfants accueillis, soit un budget en baisse par rapport au précédent budget primitif.

E – Les dépenses de rémunération des emplois aidés

Le budget des emplois aidés est évalué à 246 381 €. Il concerne le recrutement de 8 agents en parcours emplois compétences affectés dans les collèges ainsi que de 11 agents recrutés en contrats d'apprentissage dans différents services de la collectivité sur des formations de tous niveaux (CAP, BTS, Licence professionnelle, Diplôme d'Etat d'Assistant Socio-Educatif).

F – Les dépenses de rémunération des vacataires, des allocataires SFT et des stagiaires de l'enseignement supérieur

Ce budget est évalué à 80 994 € et permet notamment l'indemnisation :

- Des bénéficiaires du supplément familial de traitement en lieu et place des agents titulaires (2407 €),
- Des médecins libéraux intervenant pour assurer des consultations et des vaccinations concourant aux missions du service de la Petite Enfance et des psychologues vacataires intervenant dans le cadre des procédures d'agrément (49 500 €),
- Des stagiaires de l'enseignement supérieur effectuant un stage d'une durée supérieure à 2 mois et préparant un diplôme d'études supérieures post-bac, accueillis au sein de la collectivité dans le cadre de leur cursus scolaire (29 087 €).

G – Les dépenses d'indemnisation des agents en situation de perte involontaire d'emploi

Les dépenses prévisionnelles relatives à ce poste budgétaire ont pour vocation à faire face aux indemnités liées aux fins de contrats des agents non titulaires (contrats de droit public), des agents recrutés dans des dispositifs contrats aidés (contrat unique d'insertion), des assistants familiaux (fins de placement notamment), des fonctionnaires momentanément privés d'emplois à l'issue d'une demande de réintégration après disponibilité.

Le coût de ces dépenses est évalué à 418 000 € pour l'année 2021.

2 – LES AUTRES DEPENSES

Les crédits liés à ces dépenses connexes ont pour objectif d'accompagner le fonctionnement de l'administration départementale, afin de lui permettre de remplir plus efficacement encore ses missions. Ils sont évalués à 3 249 710 € et se ventilent comme suit :

A – Les dépenses de formation professionnelle

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est l'interlocuteur privilégié de la collectivité pour la mise en œuvre du plan de formation annuel de la collectivité. Toutefois, des actions spécifiques sont à prévoir avec des organismes tiers. Les crédits inscrits au titre de ces organismes sont évalués à 335 000 €.

Les crédits inscrits au titre des colloques et séminaires sont évalués à 15 000 €. Les frais de restauration avec divers établissements conventionnés sont évalués à 15 000 €.

Au total, les moyens inscrits sous ce chapitre sont évalués à 365 000 €.

B – Les dépenses de recrutement

Elles portent sur les frais annexes aux recrutements directement effectués par la collectivité (publicité des annonces dans différents supports) et peuvent également concerner des publicités légales dans le cadre de procédures de marchés publics liées aux activités de recrutement et de formation. Il vous est demandé, à ce titre, d'inscrire un crédit de 20 000 €.

Il vous est également demandé d'inscrire un crédit de 20 000 € au titre des dépenses de recrutement externalisées auprès de conseils spécialisés. Afin de faire face aux frais d'organisation de concours organisés par les centres de gestion de la fonction publique territoriale, il vous est proposé d'inscrire un crédit de 10 000 €.

Au total, ces dépenses sont évaluées à 50 000 €.

C – Les dépenses liées aux conditions de travail

Elles se concentrent autour des questions d'hygiène, de sécurité et de santé au travail. Les 248 870 € inscrits à ce titre permettront de financer :

- La médecine du travail qui nous permet de satisfaire à l'obligation de la collectivité d'assurer une visite médicale de prévention. Ces dépenses sont estimées à 81 000 € pour l'année 2021,
- Les autres honoraires médicaux qui visent à couvrir l'ensemble des consultations effectuées dans le cadre de la médecine statutaire (visites préalables à l'embauche, visites d'expertise ou contre-visites...). Elles couvrent également les dépenses engagées dans le cadre d'une cellule de soutien psychologique pour des agents de la collectivité rencontrant des difficultés professionnelles. Le total de ces dépenses est évalué à 150 000€,
- Les dépenses diverses engagées au titre des aménagements de poste pour les agents reconnus travailleurs handicapés (RQTH) et qui donnent lieu à une indemnisation du Fonds d'insertion des personnes handicapées. Ces dépenses sont estimées à 15 000 €,
- Les prestations du centre départemental de gestion au titre de l'obligation de disposer d'un agent chargé d'une fonction d'inspection (ACFI). Ces prestations sont estimées à 2 870 €.

D – Les dépenses liées au Fonds national de compensation du Supplément Familial de Traitement

Le fonds de compensation du SFT a pour rôle d'égaliser a posteriori les charges qui résultent pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics, du paiement du supplément familial de traitement versé aux fonctionnaires territoriaux. Il est institué pour les collectivités qui n'emploient que des agents à temps non complet.

Ce fonds de compensation est évalué à 20 000 €.

E – Les dépenses liées à l'action sociale en faveur du personnel

Les moyens consacrés à ce poste budgétaire évoluent par les effets de l'Acte II de la Décentralisation et représentent un total de 1 435 040 € qui s'ordonnent autour de plusieurs axes :

- Le soutien financier à hauteur de 30 000 € à l'Amicale du Personnel du Conseil Départemental,
- L'adhésion au Comité National d'Action Sociale à hauteur de 338 700 €,
- Le versement de titres repas à hauteur de 1 066 340 €, dont 50 % sont à la charge de la collectivité.

Il est rappelé que la collectivité a signé une convention de participation à la protection sociale de ses agents avec la SOFAXIS. La participation est intégrée dans la masse salariale.

F – Les dépenses relatives aux frais de déplacement

Les crédits inscrits sous cette rubrique permettront le remboursement aux agents des frais de déplacements qu'ils auront consentis dans le cadre de l'exercice de leurs missions professionnelles ou au titre de la mise en œuvre du plan de formation professionnelle.

Au total, ces dépenses sont évaluées à 1 018 800 € dont 925 800 € pour les frais de déplacements professionnels, 63 000 € pour les frais liés à la formation professionnelle et 30 000 € au titre de la participation de l'employeur pour l'utilisation des transports collectifs (domicile/lieu de travail).

G – Le paiement du fonds de concours à la DDT

Ce fonds de concours a vocation d'indemniser les rémunérations des agents du Parc Départemental de l'Équipement mis à disposition de la collectivité depuis le 1^{er} janvier 2011 dans le cadre de la loi du 26 octobre 2009 relative au transfert des parcs de l'équipement aux départements.

Le paiement de ces dépenses s'effectue sur une base semestrielle en application d'une convention de mise à disposition des agents ainsi que d'états déclaratifs. Le fonds de concours est évalué à 112 000 € sur l'exercice au titre d'un effectif de 3 agents OPA.

3 – LES RECETTES PREVISIONNELLES

Elles sont évaluées à 1 309 207 € et se ventilent comme suit :

A – La participation des agents aux titres repas

Elle est fixée à 50 % de la valeur faciale du titre repas qui est de 6 €.

Sur la base des dépenses prévisionnelles établies pour 2021, la contribution totale des agents bénéficiaires de cette formule de restauration sera de 533 170 €.

B – Les remboursements des agents mis à disposition de la MDPH

Ils portent sur les traitements des agents rémunérés par la collectivité et mis à disposition de la MDPH. Ils s'effectueront sur la base d'une convention de mise à disposition et sont évalués à 591 416 € pour l'exercice 2021.

C – Les remboursements des autres organismes

Ces recettes portent sur le remboursement à la collectivité départementale des traitements des agents mis à disposition de la CLI ou de la société SPL X-DEMAT. Elles sont estimées à 63 597 €.

S'ajoutent à ce montant 18 324 € versés par les organismes extérieurs (hors fonction publique) rémunérant des agents du Conseil départemental recrutés dans le cadre d'une procédure de détachement (ces sommes correspondent aux cotisations et contributions retraite dues par les agents à leur caisse de retraite).

D – Le remboursement des indemnités journalières de sécurité sociale

Pour les agents de droit public affiliés au régime général, notre collectivité pratique la subrogation lors des congés statutaires maladie. La caisse primaire d'assurance maladie reverse ensuite les indemnités journalières à la collectivité pour une somme estimée à 46 500 € sur l'année à venir.

E – Le remboursement des dépenses de rémunération des emplois aidés

La présence d'agents recrutés sous forme de contrats aidés, génère une participation sur les dépenses salariales, sous forme de recettes estimées à hauteur de 28 700 €.

F – Les remboursements du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique (FIPHFP)

Sous cette rubrique, notre collectivité bénéficie de recettes versées par le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées à hauteur de 10 000 €.

G – Les remboursements du Fonds pour l'emploi hospitalier pour les agents du Foyer Départemental de l'Enfance (FDE)

Sous cette rubrique, notre collectivité bénéficie de recettes versées par le Fonds pour l'emploi hospitalier évaluées à 17 500 € pour les agents du Foyer Départemental de l'Enfance au titre du compte épargne temps et de l'application de mesures de temps partiel.

4 – RECAPITULATIF DU BUDGET 2021 RELATIF AUX FRAIS DE PERSONNEL

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des différentes dépenses et recettes liées aux frais de personnel :

| 1. Dépenses de rémunération | | |
|--|--|---------------------|
| Nature des dépenses | | Montant |
| 1.1. | Dépenses de rémunération des emplois permanents | 58 408 507 € |
| 1.2. | Dépenses de rémunération pour des besoins de remplacement | 1 421 381 € |
| 1.3. | Dépenses de rémunération pour des accroissements saisonniers | 233 018 € |
| 1.4. | Dépenses de rémunération des emplois aidés | 246 381 € |
| 1.5. | Dépenses de rémunération des assistants familiaux | 14 014 794 € |
| 1.6. | Dépenses de rémunération des vacataires, des allocataires, SFT et des stagiaires de l'enseignement supérieur | 80 994 € |
| 1.7. | Dépenses d'indemnisation des agents en situation de perte involontaire d'emploi | 418 000 € |
| Total 1 | | 74 823 075 € |
| 2. Autres dépenses | | |
| Nature des dépenses | | Montant |
| 2.1. | Dépenses relatives à la formation professionnelle | 365 000 € |
| 2.2. | Dépenses annexes liées au recrutement | 50 000 € |
| 2.3. | Dépenses liées aux conditions de travail | 248 870 € |
| 2.4. | Dépenses liées au FNC du SFT | 20 000 € |
| 2.5. | Dépenses liées à l'action sociale en faveur du personnel | 1 435 040 € |
| 2.6. | Dépenses relatives aux frais de déplacement | 1 018 800 € |
| 2.7. | Paieement des fonds de concours à la DDT | 112 000 € |
| Total 2 | | 3 249 710 € |
| 3. Recettes prévisionnelles | | |
| Nature des recettes | | Montant |
| 3.1. | Participation des agents aux titres repas | 533 170 € |
| 3.2. | Remboursements des agents mis à disposition de la MDPH | 591 416 € |
| 3.3. | Remboursements des autres organismes | 81 921 € |
| 3.4. | Remboursement des indemnités journalières de sécurité sociale | 46 500 € |
| 3.5. | Remboursement des dépenses de rémunération des emplois aidés | 28 700 € |
| 3.6. | Remboursements du FIPHFP | 10 000 € |
| 3.7. | Remboursements du FEH pour les agents du FDE | 17 500 € |
| Total 3 | | 1 309 207 € |
| Solde (Total 1 + Total 2) - Total 3 | | 76 763 578 € |

III – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

L'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précise que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé.

Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Les collectivités peuvent également en application de l'article 3-II, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans

L'article 97 de la loi du 26 janvier 1984 précise qu'un « emploi ne peut être supprimé qu'après avis du Comité Technique sur la base d'un rapport présenté par la collectivité territoriale ou l'établissement public ».

Au titre des besoins des services, après consultation du Comité Technique d'Etablissement du Foyer Départemental de l'Enfance consulté sur les créations d'emplois en application de l'article R 6144-40 du Code de la Santé Publique le 8 décembre 2020, après consultation du Comité Technique consulté le 9 juillet 2019, le 14 novembre 2019 et le 3 décembre 2020 sur les suppressions d'emplois budgétaires, je vous propose de délibérer sur les créations d'emplois et suppressions d'emplois énoncées-ci-dessous.

Je vous propose également en application de l'article 79 de la loi n° 84-53 de procéder aux transformations d'emplois permettant la nomination d'agents par voie d'avancement de grade après consultation des commissions administratives paritaires réunies le 5 octobre 2020 et le 7 décembre 2020.

I – CREATIONS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS BUDGETAIRES

A – SECRETARIAT GENERAL

- Suppression d'un emploi de chargé de mission. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade d'attaché principal est justifiée par le redéploiement des missions de cet emploi au sein des services de la collectivité et notamment sur le service Prospective et Ingénierie de la Direction de l'Aménagement du Territoire sur un emploi créé de chargé de mission Appui Stratégique.
- Suppression d'un emploi d'agent polyvalent au sein du Service Intérieur. La suppression de cet emploi rattaché au grade d'agent de maîtrise est justifiée par la réorganisation des services et le transfert d'une partie des missions du Service

Intérieur dans d'autres directions (Direction des Routes, Direction du Patrimoine Immobilier, Service des Moyens Généraux). Sont notamment concernées des compétences territoriales d'intervention (petits travaux d'entretien sur les sites de l'Hôtel du Département, entretien des véhicules du parking BASTION) aux autres directions. Les prestations de conduite du Président ont totalement disparu depuis 2018.

- Suppression d'un emploi de chef du Service Intérieur. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe est justifiée par la réorganisation des services et le transfert d'une partie des missions relevant du Service Intérieur dans d'autres directions (Direction des Routes, Direction du Patrimoine Immobilier, Service des Moyens Généraux). Ces réorganisations ont induit le transfert de deux emplois budgétaires du service au Service des Moyens Généraux et la suppression de trois emplois budgétaires d'agent polyvalent d'intervention par suite du transfert d'une partie significative des compétences territoriales d'intervention (petits travaux d'entretien sur les sites de l'Hôtel du Département, entretien des véhicules du parking BASTION) aux autres directions.

- Suppression d'un emploi de chargé de mission en charge du développement des partenariats. Les partenariats initiés au cours des dernières années sont désormais intégrés au fonctionnement quotidien des services qui assurent leur suivi quotidien avec le concours du secrétariat général ce qui justifie la suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade d'attaché principal.

B - DIRECTION DES FINANCES

- Suppression d'un emploi de chargé de mission Pôle Social. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade d'attaché est justifiée par le rattachement aux services concernés des missions de suivi et de contrôle spécifique :
 - des dossiers d'hypothèques, désormais pris en charge par les missions spécialisées Personnes Agées – Personnes Handicapées au sein de la Direction Autonomie,
 - du contrôle partenarial avec les services de la paierie départementale désormais prise en charge par le Service Budgétaire Social au sein de la Direction des Finances.

C – DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'EVALUATION

- Suppression d'un emploi d'acheteur. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade d'ingénieur est justifiée à court terme par la nécessité d'adapter et de renforcer les capacités du service à mieux appréhender la gestion des procédures de commande publique pour la mise en œuvre de la programmation des marchés pour l'exercice à venir. A moyen terme, l'action engagée visant à simplifier les procédures internes de la commande publique sera poursuivie notamment en ce qui concerne certains achats en dessous du seuil des 40 000 € (40 000 euros depuis le 1^{er} janvier 2020).
- Création d'un emploi de gestionnaire de la commande publique. Cet emploi a pour mission de concevoir tout type de contrats publics d'achats, d'en rédiger les pièces administratives des marchés et également de gérer administrativement les marchés publics exigeant une publicité et une mise en concurrence jusqu'à leur notification. La création de cet emploi est justifiée par une anticipation d'une progression des besoins

au cours des prochains mois induit par une programmation annuelle visant à recenser tous les marchés concernés (y compris les marchés subséquents issus des accords-cadres). Cet emploi relève du grade de rédacteur territorial.

D – DIRECTION ENFANCE-FAMILLE

- Suppression d'un emploi de correspondant des établissements et services de la Protection de l'Enfance. Cet emploi a pour mission d'assurer le suivi et le contrôle des établissements et services relevant de la Protection de l'Enfance et de développer et promouvoir les actions de prévention conduites au titre de l'aide sociale à l'enfance dans le département. La suppression de cet emploi budgétaire est motivée par la nature des missions et des compétences attendues sur cet emploi qui ne correspondent plus au grade d'assistant socio-éducatif de 1^{ère} classe mais au grade d'éducateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe.

- Création d'un emploi de correspondant des établissements et services de la Protection de l'Enfance. Cet emploi a pour mission d'assurer le suivi et le contrôle des établissements et services relevant de la Protection de l'Enfance et de développer et promouvoir les actions de prévention conduites au titre de l'aide sociale à l'enfance dans le département. La création de cet emploi budgétaire est motivée par la nature des missions et des compétences attendues sur cet emploi qui relève du grade d'éducateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe.

- Création d'un emploi d'agent de service hospitalier qualifié. Cette création d'emploi au sein du Foyer Départemental de l'Enfance permet de faire face aux besoins du groupe IRIS (enfants de 3-6 ans). Cette création d'emploi qui répondait au départ à un besoin temporaire de compenser des quotités de temps de travail réduites pour raison de temps partiel, répond à un besoin permanent de par l'augmentation du nombre d'enfants et de la non-autonomie de ceux-ci sur cette tranche d'âge.

E - DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE ET DES TERRITOIRES

- Suppression d'un emploi de gardien du gymnase de Frénois. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade d'adjoint technique est justifiée par la vente de l'équipement à la communauté d'agglomération Ardenne Métropole. La vente de l'équipement induit la suppression de l'emploi en charge de la surveillance (sécurité des utilisateurs et de l'équipement), pour lequel un logement de fonction par nécessité absolue de service était concédé.

F - DIRECTION DE L'AUTONOMIE

- Création d'un emploi de chargé de mission « conférence des financeurs » Cet emploi, rattaché au cadre d'emplois des attachés territoriaux a pour mission de piloter la mise en place de la Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie (CFPPA). La CFPPA a pour objectif de coordonner dans chaque département les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus et leurs financements.

Le poste de chargé de mission CFPPA a été créé une première fois en mars 2018 jusqu'au 31 décembre 2020 et est financé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). En 2021, ce poste continuera d'être financé et son activité est toujours croissante (depuis 2016, 244 projets ont été financés pour un montant de 2 459 843 €).

Considérant les nécessités de service, je vous propose de créer un emploi d'attaché chargé de mission « conférence des financeurs » et à m'autoriser à pourvoir cet emploi dans les conditions de l'article 3-3-2.

Sous la responsabilité de la Directrice de l'Autonomie il aura pour mission d'élaborer un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention. Il doit également mobiliser la communication sur la conférence et son articulation avec les axes définis par le Schéma Directeur.

L'agent non titulaire recruté devra être titulaire d'un Master en organisation et pilotage de projet dans le domaine sanitaire et médico-social ou un Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale ou équivalent. Il sera rémunéré sur le 6ème échelon d'attaché et percevra le régime indemnitaire dans les conditions prévues fixées par nos délibérations.

G - DIRECTION DE L'INSERTION ET DU RETOUR A L'EMPLOI

- Création de deux emplois de conseillers emploi insertion. Ces emplois rattachés au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ont pour mission d'accompagner des allocataires du RSA dans leurs démarches d'accès au marché du travail.
- Ces deux postes situés à Charleville-Mézières et Sedan seront financés par le Fonds Social Européen, sous forme de contrat de projet d'une durée de 12 mois. Les agents non titulaires recrutés devront justifier d'un diplôme d'état d'Assistant Socio-Educatif ou de Conseiller en Economie Sociale et Familiale ou d'un diplôme de conseiller en insertion professionnelle.

La rémunération sera basée sur le 3^{ème} échelon du grade de rédacteur. Ils percevront également un régime indemnitaire dans les conditions fixées par nos délibérations.

- Création d'un emploi de Conseiller orientation accompagnement sur Sedan. Cet emploi rattaché au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs a pour objectif d'orienter plus rapidement et plus efficacement les allocataires du RSA sur le secteur du Sedanais où les effectifs ne sont pas suffisants.

H - DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

- Suppression de deux emplois d'agent d'entretien à temps non complet (9 h et 17h30). Ces emplois sont rattachés au grade d'adjoint technique. La suppression de ces emplois est justifiée par le choix de recourir à un prestataire externe compte tenu de la faible quotité horaire hebdomadaire d'entretien nécessaire sur les sites géographiques d'intervention d'affectation historique des deux emplois, conformément aux recommandations du plan de prévention du risque de travailleur isolé validé par le CHSCT.
- Création d'un emploi de gestionnaire de demandes d'intervention. Cet emploi rattaché au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe doit permettre de faire face à l'augmentation des demandes d'intervention de 1^{er} niveau (1325 demandes d'intervention traitées en 2018, 1733 pour 2019. 2105 demandes d'intervention reçues au 1^{er} juin 2020). Cette création d'emploi accompagne le récent renfort de l'équipe mobile par la création de 3 emplois budgétaires au Service Entretien, Maintenance et Expertise de la Direction du Patrimoine Immobilier.

I –DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

- Création d'un emploi de coordinateur de la légumerie départementale. La création de cet emploi a pour objet de pérenniser le service de légumerie créé au budget primitif 2019. Le coordinateur est en charge d'assurer la conception et la réalisation de produits finis et de coordonner l'activité de la légumerie départementale. Cet emploi affecté au Service Collèges et Carte Scolaire est rattaché au grade de technicien.

J – AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE / MISSION D'APPUI STRATEGIQUE

Pour les besoins de l'Agence Technique, quatre agents étaient mis à disposition de la collectivité. Les emplois créés spécifiquement pour les besoins de mise à disposition de l'ATD sont les suivants : un emploi de directeur (agent titulaire du grade d'ingénieur principal, mis à disposition à compter du 1^{er} juillet 2015), un emploi de responsable de pôle voirie (agent titulaire du grade de technicien principal de 1^{ère} classe, mis à disposition à compter du 1^{er} juillet 2015), un emploi d'assistant administratif (agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, mis à disposition à compter du 1^{er} juillet 2015), un emploi de responsable administratif et financier (agent titulaire du grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe, mis à disposition à compter du 1^{er} janvier 2016). La disparition de l'Agence Technique Départementale entraînant à la fin anticipée de la convention de mise à disposition conduit à la suppression de l'objet des 4 emplois budgétaires par voie de conséquence.

A compter du 1^{er} janvier 2021, les missions de l'Agence Technique Départementale sont assurées par la collectivité, induisant la création des emplois affectée à l'ingénierie territoriale au sein de la Mission Appui Stratégique. Plusieurs emplois sont créés pour assurer la continuité des missions.

- Création d'un emploi de responsable du pôle administratif et financier. Cet emploi, rattaché au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe a pour mission d'élaborer les conventions avec les Collectivités et d'en assurer le suivi.

- Création d'un emploi d'assistant administratif et comptable. Cet emploi, rattaché au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe a pour mission d'assurer la réalisation des tâches administratives et comptables. Il assure également l'accueil physique et téléphonique des usagers internes et externes.
- Création d'un emploi de responsable du pôle technique. Cet emploi, rattaché au grade de technicien principal de 1^{ère} classe a pour mission d'élaborer la programmation et la planification des opérations de travaux. Il apporte une expertise dans ce domaine, propose des stratégies en matière d'aménagement et encadre une équipe technique de trois techniciens.
- Création d'un emploi de chargé d'opérations. Cet emploi, rattaché au grade de technicien, conçoit des projets et programmes de travaux. Il est chargé de monter les dossiers de la phase conception à la phase réalisation. Il assiste et conseille au quotidien le responsable du pôle technique.
- Création de trois emplois de chargés d'opérations. Ces trois emplois, rattachés aux grades de technicien et d'adjoint technique, conçoivent des projets et programmes de travaux. Ils sont chargés de monter les dossiers de la phase conception à la phase réalisation. Ils assistent et conseillent au quotidien le responsable du pôle technique.

K – DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- Suppression d'un emploi de chargé de gestion au sein de la Mission Appui Stratégique. La suppression de cet emploi budgétaire rattaché au grade de rédacteur territorial est justifiée par l'arrêt ou le redéploiement de certaines missions au sein d'autres services.
- Création d'un emploi de chargé de gestion en agriculture et tourisme au sein du Service Développement Rural, Agriculture et Tourisme. Cet emploi est rattaché au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe, s'inscrit dans le cadre du fonctionnement de la plate-forme de commerce en ligne « mes courses en Ardennes ». Cet emploi aura pour mission de poursuivre la dynamique engagée et de contribuer au développement des partenariats.
- Création d'un emploi de chargé de mission appui stratégique et financements. Cet emploi rattaché au grade d'attaché territorial a pour mission de piloter la recherche de financements afin de soutenir les projets de la collectivité. Il accompagne les directions dans la construction de solutions de financements et recherche les partenariats possibles.

L – DIRECTION DES ROUTES

- Suppression d'un emploi d'agent d'exploitation sur le centre de Vouziers. La suppression de cet emploi, rattaché au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, est justifiée par le ratio de calcul des effectifs d'agents d'exploitation qui est fixé à 31 kilomètres de voirie départementale par agent après avis du Comité Technique du 19 mai 2017. Les emplois budgétaires du centre d'exploitation doivent évoluer par voie de conséquence de 10 à 9 emplois, au regard du kilomètre de voirie relevant du périmètre du centre d'exploitation.

M – DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

- Suppression d'un emploi d'agent d'accueil. Cet emploi est rattaché au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe. La suppression de cet emploi est justifiée par une nouvelle organisation de l'ouverture du standard (8h15-12h et 13h30-17h30) qui facilite la gestion du planning des agents qui travaillent désormais tous sur la même plage horaire.
-

II – TRANSFORMATION POUR DES AVANCEMENTS DE GRADE

Pour permettre des nominations par voie d'avancement de grade, je vous propose de modifier comme suit les qualifications associées à différents emplois budgétaires comme suit, afin de pouvoir nommer 76 agents.

| Emploi | Direction | Service | Grade actuel | Grade d'avancement |
|---|---|--|--|--|
| Chef de centre d'exploitation | Direction des Routes | CE Attigny | Agent de maîtrise | Agent de maîtrise principal |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Rocroi | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Charleville Mézières | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Dessinateur | Direction du Patrimoine Immobilier | | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent de bibliothèque | Direction de l'Education et de la Culture | Développement Culturel et Bibliothèque | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Le Chesne | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Buzancy | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Poix-Terron | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Fumay | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent de maintenance | Direction du Patrimoine Immobilier | | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Signy Le Petit | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Vouziers | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Le Chesne | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'entretien | Direction du Patrimoine Immobilier | | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Charleville Mézières | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Buzancy | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Le Chesne | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Carignan | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Mécanicien | Direction des Routes | Pôle Atelier | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Vouziers | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent d'exploitation du domaine routier | Direction des Routes | CE Sedan | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Cuisinier | Direction de l'Education et de la | Collège Sud | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des |

| | | | | |
|---|---|--|--|--|
| | Culture | | des Etablissements d'Enseignement | Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Second de cuisine | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Second de cuisine | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de maintenance | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Sud | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Cuisinier | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent d'entretien | Direction de l'Education et de la Culture | Collège Nord | Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement |
| Agent de bibliothèque | Direction de l'Education et de la Culture | Développement Culturel et Bibliothèque | Adjoint du patrimoine | Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe |
| Assistant administratif de la mission AAS | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sedanais | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Instructeur de prestations individuelles PAPH | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PAPH Sud Ardennes | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Gestionnaire des actions éducatives | Direction de l'Education et de la Culture | Collèges et carte scolaire | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Agent d'accueil MDPH | Direction Autonomie | Agent mis à disposition MDPH | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Instructeur de prestations individuelles PAPH | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PAPH Sedanais | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Chargé de l'accueil et de la gestion administrative | Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi | Sante Animale et Valorisation des Elevages | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Assistant administratif de la mission AAS | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Centre Ardennes | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Assistant administratif de la Mission AADS | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sud Ardennes | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Chargé de classements d'archives publiques | Direction de l'Education et de la Culture | Service des Archives Départementales | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Instructeur des marchés publics | Direction des Affaires Juridiques et de l'Evaluation | Service Commande Publique | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Assistant administratif de la mission PE | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PE Nord Ardennes | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Assistant administratif | Direction des Routes | Territoire Routier NORD | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe |
| Gestionnaire de droits | Direction Autonomie | Agent mis à disposition MDPH | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Assistant administratif | Direction des Affaires Juridiques et de l'Evaluation | Service opération foncières et immobilières | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Assistant administratif de la mission PE | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PE Sud Ardennes | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Instructeur de prestations individuelles PAPH | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PAPH Sud Ardennes | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Hôtesse d'accueil | Direction des Systèmes d'Information | Service Accueil, Téléphonie et Administratif | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Chargé du recouvrement des créances et de la liquidation des recettes | Direction des Finances | Service Budget et Ressources financières | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Agent de gestion financière | Direction des Finances | Service exécution budgétaire social | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Assistant administratif de la mission PE | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PE Sud Ardennes | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe |
| Assistant de conservation de bibliothèque | Direction de l'Education et de la Culture | Développement Culturel et Bibliothèque | Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe | Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} classe |
| Educateur de jeunes enfants | Direction Enfance Famille | Service PMI | Educateur de jeunes enfants de 1 ^{ère} classe | Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle |
| Infirmier PAPH | Direction Action Sociale et des | Mission PAPH Sedanais | Infirmier en soins généraux de classe supérieure | Infirmier en soins généraux hors classe |

| | Territoires | | | |
|---|---|--|---|---|
| Infirmier PAPH | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PAPH Sud Ardennes | Infirmier en soins généraux de classe normale | Infirmier en soins généraux de classe supérieure |
| Psychologue | Direction Enfance Famille | Service Aide Sociale à l'Enfance | Psychologue de classe normale | Psychologue hors classe |
| Sage-femme de PMI | Direction Enfance Famille | Service PMI | Sage-femme de classe normale | Sage-femme hors classe |
| Responsable de la mission PE de la DTS du Sedanais | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PE Territoire Sedanais | Assistant socio-éducatif de 2 ^{ème} classe | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe |
| Assistant de service social polyvalent de secteur | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sedanais | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Assistant de service social polyvalent de secteur | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sedanais | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Coordinateur en gérontologie | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PAPH Sedanais | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Assistant de service social polyvalent de secteur Mission AADS Sud-Ardennes | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sud Ardennes | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Référent professionnel à l'Aide Sociale à l'Enfance | Direction Enfance Famille | Service Aide Sociale à l'Enfance | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Correspondant des établissements et services de la Protection de l'Enfance | Direction Enfance Famille | Service Aide Sociale à l'Enfance | Assistant socio-éducatif de 1 ^{ère} classe | Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle |
| Bibliothécaire | Direction de l'Education et de la Culture | Développement Culturel et Bibliothèque | Bibliothécaire | Bibliothécaire principal |
| Responsable de la Mission ADSRE de la DTS Sud Ardennes | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission AAS Sud Ardennes | Conseiller socio-éducatif | Conseiller supérieur socio-éducatif |
| Responsable de la mission PE de la DTS Sud Ardennes | Direction Action Sociale et des Territoires | Mission PE Sud Ardennes | Conseiller supérieur socio-éducatif | Conseiller socio-éducatif Hors classe |
| Chef de service | Secrétariat Général | Service des Assemblées et Courrier | Attaché | Attaché principal |
| Chef de service | Direction des Finances | Service Budget et Ressources | Attaché | Attaché principal |
| Directeur de cabinet | | | Directeur Territorial | Attaché hors classe |
| Responsable du Service Qualité de l'Eau et Prévention Légionnelle | Direction de l'Aménagement et du Territoire | Laboratoire départemental d'analyses | Ingénieur | Ingénieur principal |
| Responsable du Service Développement Rural, Agriculture et | Direction de l'Aménagement et du Territoire | Développement rural, agriculture, tourisme | Ingénieur | Ingénieur principal |

| | | | | |
|-----------|--|--|---------------------|-----------------------|
| Tourisme | | | | |
| Directeur | Direction de l'Aménagement du Territoire | | Ingénieur principal | Ingénieur hors classe |

Les crédits correspondants sont inscrits au rapport sur les frais de personnel 2021.

IV – SYSTEMES D'INFORMATION

A - SECTION D'INVESTISSEMENT

La réalisation du schéma directeur de la dématérialisation qui est en phase ascendante, la sécurisation de l'infrastructure et la généralisation du télétravail conduisent à une augmentation des AP d'investissement en informatique et téléphonie.

Logiciels (816 600 €)

Cette autorisation de programme a pour objet de poursuivre le schéma directeur de la dématérialisation voté en 2018 sur une durée de cinq ans mais aussi de déployer de nouvelles solutions.

Elle permet également de faire évoluer des solutions existantes, d'installer de nouveaux logiciels et de maintenir le parc de licences.

Le schéma directeur de la dématérialisation prévoit les actions suivantes en 2021 :

- la dématérialisation des demandes de subventions (projet reconduit),
- le traitement des bons de commande de façon dématérialisée,
- l'inscription aux stages d'été et sportifs avec le paiement en ligne (projet reconduit),
- l'installation de la nouvelle version du logiciel de gestion des RH pour dématérialiser le dossier agent,
- le traitement des prestations sociales émises,
- la gestion électronique de documents,
- le dossier usager.

Les nouveaux projets d'informatisation ou d'évolution de solutions informatiques à engager en 2021 dans cette autorisation de programme concernent :

- la refonte du portail des Archives ainsi que le module SIA intranet lecteur,
- l'acquisition du logiciel d'évaluation des risques professionnels,
- le module de gestion des codes-barres pour GESCAR,
- SIG : migration vers la nouvelle plateforme pour le domaine routier, le domaine public et l'abonnement aux données cartographiques (COTER)
- l'informatisation de nouvelles bibliothèques,

- l'acquisition du module statistique pour l'ASE (Olinpe) et finalisation de SOLISSAD,
- l'interface entre SALVIA et iGdA,
- le renouvellement du logiciel de photothèque

Cette autorisation de programme prévoit également l'acquisition de nouvelles licences bureautiques ainsi que la maintenance évolutive des logiciels.

Matériel (299 000 €)

Cette autorisation de programme a pour objet de renouveler une partie de l'infrastructure serveurs et du parc bureautique et de renforcer la sécurité des systèmes d'information.

En effet, les cyberattaques et la mobilité des agents avec la mise en place du télétravail nécessitent le remplacement de matériel d'infrastructures et l'installation de nouveaux outils de diagnostic. Ainsi, il est prévu de réaliser les opérations suivantes :

- l'acquisition d'un outil de centralisation et d'analyse des logs pour la sécurité des Systèmes d'Information,
- le remplacement des trois serveurs de l'infrastructure acquis en 2015,
- le remplacement des serveurs pour Xsacha (Archives départementales),
- le remplacement des serveurs des sites distants qui disparaîtront progressivement avec le déploiement de la fibre,
- l'acquisition de matériel de visioconférence,
- le renouvellement d'1/5ème des ordinateurs portables pour les besoins de mobilité des services.

Téléphonie et câblage des sites (107 000 €)

Mise en œuvre du système de téléphonie du Conseil départemental des Ardennes (41 500 €)

La nouvelle solution « Rainbow » (audio et visioconférence) a été installée à tous les agents de la collectivité dans sa version gratuite, nécessitera la reconduction des licences acquises en 2020 et l'achat de nouvelles licences pour l'organisation de réunions.

Des salles d'audio et de visio-conférence vont également être mises en place dans divers sites du Conseil départemental. Cette dépense permet de faire des économies substantielles en limitant les frais de déplacement.

L'aménagement de nouveaux locaux engendrera également des dépenses de matériel de téléphonie.

Travaux de câblage (18 500 €)

Malgré la remise au norme du câblage des sites de la collectivité, il est nécessaire de prévoir le câblage de nouveaux sites ou le réaménagement de certains bâtiments existants.

Achats appareils mobiles (30 500 €)

Cette opération permettra l'achat de nouvelles tablettes pour les élus dans le cadre des nouveaux mandats et pour les services. Elle permettra également d'acquérir de nouveaux smartphones.

Achats solution pour personnes sourdes et malentendantes (16 500 €)

Le décret du 9 mai 2017 oblige les collectivités de mettre en place un système pour faciliter l'accueil au niveau des standards et des sites accueillant du public pour les personnes sourdes et malentendantes. Je vous propose de déployer, sur les sites de la collectivité, une solution qui donne accès à une plateforme internet qui traduit ou retranscrit la parole permettant ainsi de communiquer.

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Service informatique (727 471 €)

L'estimation des dépenses de fonctionnement augmente de 6,24 % par rapport à celle de l'année dernière malgré l'optimisation des coûts de maintenance des équipements et des solutions.

Cette augmentation s'explique par l'inscription de crédits supplémentaires pour le recrutement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement des marchés téléphonie et la transmission de données ainsi que la maintenance évolutive de nouvelles solutions mises en production en 2020.

Les autres postes de dépenses sont constants par rapport au précédent exercice.

Les activités inscrites dans le présent rapport concernent les opérations suivantes :

- Hébergement internet
- Solutions informatiques hébergées
- Maintenance matérielle et logicielle
- Photocopieurs
- Prestations de service
- Prestations de formation
- Transmissions de données
- Petit matériel
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les marchés opérateurs
- Abonnement au wifi public
- Réparation de câblage

En complément, je prévois une recette de fonctionnement d'environ 4 720 € pour l'utilisation de la solution logicielle de gestion des bibliothèques (SIGB) par 59 communes et 7 626 € (pack de données COTER, fichier Majic et maintenance infrastructure) pour la mutualisation du SIG avec Ardenne Métropole et la ville de Charleville-Mézières.

Service téléphonie (262 200 €)

Les dépenses de fonctionnement diminuent de 3,26 % en raison d'une diminution du coût des communications fixes et des abonnements.

Les crédits proposés concernent les opérations suivantes :

- Communication fixe
- Abonnements
- Maintenance PABX
- Maintenance IPBX
- Prestation
- Téléphonie mobile
- Achat de matériel de téléphonie
- Pages jaunes

V – MOYENS GENERAUX

Le budget que je vous propose, au titre de l'exercice 2021, pour le fonctionnement courant de l'ensemble des services départementaux s'inscrit dans la politique de maîtrise des dépenses engagées depuis plusieurs années.

Les investissements restent ainsi limités aux besoins prioritaires et les dépenses de fonctionnement sont évaluées au plus juste :

- dépenses d'investissement..... 328 000 €
- dépenses de fonctionnement..... 641 250 €

VI – FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

Je vous propose de maintenir le taux de 50 % appliqué selon la strate de notre population et de ne pas appliquer de majoration à l'indemnité du président du Conseil départemental. Ce taux conduit donc aux indemnités suivantes :

| FONCTION | FORMULE DE CALCUL |
|--|--------------------------|
| Conseiller Départemental | IB terminal* 50 % |
| Membre de la Commission Permanente | IB terminal * 50 %*1,1 |
| Vice-Président ayant délégation de l'exécutif du Conseil Départemental | IB terminal* 50 % * 1,4 |
| Président du Conseil Départemental | IB terminal * 1,45 |

et d'inscrire un crédit destiné aux indemnités des élus, pour un montant de 1 720 000 €.

Conformément à l'article L. 3123-15-1 du CGCT, je vous serais obligé de bien vouloir trouver, **en annexe 3**, un tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Départemental.

Je vous rappelle que les modalités de modulation des indemnités de fonction de la participation aux réunions sont précisées à l'article 52 du règlement Intérieur.

S'agissant du fonctionnement de l'Assemblée, je vous propose d'inscrire un crédit de 43 150 € au titre de l'année 2021.

VII – AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION

1 – AFFAIRES JURIDIQUES, VEILLE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Le projet de budget du service porte sur :

- les frais d'actes et de contentieux,
- les éventuelles indemnités à verser en cas de condamnation du Département,
- les contrats d'assurances souscrits par la collectivité.

A – AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTENTIEUX

En 2021, dans le cadre des actions qui lui sont confiées, le Service des Affaires Juridiques et des Contentieux a pour mission de conseiller l'exécutif et les services départementaux pour la bonne réalisation des politiques publiques départementales. Ainsi, le Service des Affaires Juridiques et des Contentieux traite en interne les actions de contentieux et de conseil interne auprès des services départementaux.

A titre indicatif, le Service des Affaires Juridiques et des Contentieux a procédé à la gestion de 60 dossiers contentieux comme vous pourrez l'observer au sein de la communication des contentieux effectuée conformément à l'article L.3221-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. A cette gestion s'ajoute le traitement d'environ 100 demandes d'assistance juridique émanant des services du Département et de l'Ingénierie départementale.

Egalement, pour les dossiers présentant une complexité juridique, financière ou sociale, le Département fait appel à des conseils spécialisés pour assurer la défense des intérêts de la collectivité. Il est nécessaire d'inscrire des crédits pour assurer la continuité du traitement des dossiers en cours et en prévision des litiges à intervenir.

A cet effet, je vous propose d'inscrire au présent budget un crédit total de **200 000 €**

B – ASSURANCES

Le Département est titulaire de contrats d'assurances nécessaires à la gestion des préjudices qu'il subit ou qui sont produits à l'encontre des tiers. Les contrats d'assurances font l'objet du versement d'une cotisation annuelle conformément au Marché Public qui est entré en application au 1^{er} janvier 2020.

L'ensemble des contrats d'assurance du Département des Ardennes nécessite le paiement d'une cotisation annuelle de 512 000 €. Cette cotisation est répartie entre les sept contrats d'assurance de la Collectivité.

Je vous propose d'inscrire au présent budget un crédit total de **512 000 €**

C – DISSOLUTION DE L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE

Le dispositif Ardennes Ingénierie que nous avons décidé de mettre en place s'inscrit dans la compétence du Conseil départemental que la loi NOTRe a institué comme chef de file de la solidarité territoriale et instaurant une obligation d'assistance technique aux collectivités.

Ardennes Ingénierie est opérationnelle depuis le 1^{er} juillet 2020 et coexiste aujourd'hui avec l'Agence Technique Départementale (ATD), créée par une délibération de la Commission Permanente du 5 juin 2015 afin de répondre à un besoin d'assistance technique dans le domaine de la voirie suite à l'arrêt de l'intervention de l'Etat.

Je vous propose de reprendre en gestion interne, au sein d'Ardennes Ingénierie, les missions actuellement assurées par l'Agence Technique Départementale dans des conditions préservant l'organisation actuelle, garantissant la continuité des missions assurées par l'ATD et maintenant en poste, au sein de la collectivité départementale, les personnels de l'ATD.

Cette intégration des missions au sein de l'ingénierie départementale va renforcer la lisibilité de l'action du Département pour les communes et leurs groupements. Ardennes Ingénierie deviendra ainsi leur interlocuteur unique. La nouvelle tarification qui sera applicable au 1^{er} janvier 2021 fera l'objet d'une proposition spécifique auprès de notre Assemblée, à l'occasion du vote du Budget Primitif pour 2021.

Ainsi, la dissolution de l'Agence Technique Départementale implique de mettre en œuvre les modalités et dispositions suivantes :

➤ Dissolution de l'Agence technique départementale

Conformément aux statuts en vigueur de l'ATD et suite à la décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2020, l'Etablissement Public Administratif « Agence Technique Départementale des Ardennes – ATD08 » est dissoute au 31 décembre 2020 et mise en liquidation à compter du 1^{er} janvier 2021.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2020 sont arrêtés par l'Assemblée générale ordinaire (article 11 statuts « l'assemblée générale ordinaire approuve les comptes ») ou par l'Assemblée générale extraordinaire (article 8 statuts « l'AGE arrête les conditions de la liquidation ») en fonction à cette date. Ces comptes seront visés par le liquidateur, certifiés par la trésorière et le comptable de l'ATD.

➤ Mandat des représentants locaux

Il est mis fin aux mandats des conseillers départementaux siégeant au sein de l'ATD au 31 décembre 2020.

➤ **Missions du liquidateur**

A compter du 1er janvier 2021 et pour une période de six mois allant jusqu'au 30 juin 2021, le liquidateur nommé par l'Assemblée générale extraordinaire, est chargé de mener à bonne fin les opérations engagées par l'EPA « ATD08 » avant le 31 décembre 2020 et de pourvoir :

- à la liquidation des créances et des dettes inscrites au bilan de l'établissement à sa date de mise en liquidation, ainsi que des créances et des dettes nées au cours de la période de liquidation, concernant la gestion des :
 - conventions exécutées mais non soldées en sollicitant le solde auprès des collectivités concernées ;
 - conventions en cours d'exécution pour lesquelles les collectivités souhaitent la poursuite des contrats en cours en préparant les modalités de transfert au Département ;
 - conventions non exécutées dans leur intégralité.
- à la cession des autres éléments d'actifs et des droits et obligations y afférents et notamment au transfert des biens acquis par l'ATD ;
- à la gestion des opérations courantes de l'établissement public mis en liquidation.

Le liquidateur produira pour le 15 janvier 2021 un état précis des biens, personnels, créances et dettes ainsi que des conventions en cours au 31 décembre 2020.

Le liquidateur établit un compte prévisionnel de liquidation. Ce compte est soumis à l'approbation du Président du Conseil départemental des Ardennes.

➤ **Pouvoirs du liquidateur**

Le liquidateur est investi de l'ensemble des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission. Il ordonnance les recettes et les dépenses. Il peut agir en justice et conclure des transactions.

➤ **Convention cadre**

La convention cadre conclue entre l'Agence Technique Départementale et le Département des Ardennes est résiliée au jour de la dissolution de l'ATD, soit le 31 décembre 2020. La résiliation de la convention cadre entraîne les modifications suivantes :

Mise à disposition de personnel

La convention de mise à disposition d'agents de la collectivité auprès de l'Agence Technique Départementale expire au 31 décembre 2020.

Mise à disposition de biens

Les mises à disposition de biens de l'ATD prennent fin au jour de la dissolution de l'ATD. Les biens concernés sont les suivants :

- Matériel informatique et de téléphonie ;
- Locaux ;
- Mobilier de bureau ;
- Logiciel comptable.

Prestations réalisées par le Département

L'ensemble des autres prestations relevant de la compétence du Conseil départemental des Ardennes et prévues au sein de la convention cadre prennent fin le jour de la dissolution de l'ATD.

➤ **Moyens mis à disposition du liquidateur**

Le Département des Ardennes, collectivité de rattachement de l'établissement public administratif, met à disposition du liquidateur désigné par l'ATD l'ensemble des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Ces moyens renvoient notamment aux ressources informatiques et à l'appui techniques des services départementaux.

➤ **Personnel de l'ATD**

La reprise des missions de l'Agence Technique Départementale induit par l'Assemblée Départementale, la nécessité de délibérer sur la mise à jour du tableau des emplois budgétaires permanents, par la suppression de quatre emplois créés pour les besoins de la convention de mise à disposition et la création de six emplois nécessaires à l'intégration des missions. Les agents titulaires affectés sur les emplois de l'Agence Technique Départementale (agents mis à disposition et agents salariés de l'Agence Technique Départementale) seront prioritaires pour occuper les emplois à pourvoir au 1er janvier 2021, afin de garantir la continuité de services.

➤ **Biens, droits et obligations**

Les biens, droits et obligations de l'ATD08 sont dévolus au Département des Ardennes au jour de la dissolution de l'établissement public administratif.

➤ **Régime financier et comptable**

Pendant la période de liquidation, le régime financier et comptable applicable à l'établissement est maintenu en vigueur. L'agent comptable demeure en fonction dans les mêmes conditions que précédemment.

➤ **Clôture de la liquidation**

À la fin de la période de liquidation, le liquidateur établit, à l'appui du compte de clôture de liquidation, un compte rendu de sa gestion. Le compte de clôture est certifié par la trésorière et le comptable de l'ATD puis soumis à l'approbation, par arrêté, du Président du Conseil départemental des Ardennes.

Cet arrêté règle les modalités de transfert au Département des Ardennes des éléments d'actif et de passif pouvant subsister à la clôture du compte de liquidation, ainsi que des droits et obligations nés durant la période de liquidation ou non reconnus à la fin de celle-ci et constate le solde de liquidation.

En conclusion, je vous demande de bien vouloir en délibérer et, si vous en êtes d'accord :

- décider le principe de la dissolution de l'Agence Technique Départementale,
- m'autoriser à signer tout acte, ainsi que tout autre document relatif à cette dissolution et liquidation.

2 – OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES

Le budget concerne les aspects suivants :

- les acquisitions et cessions de biens bâtis ou non bâtis en fonction des politiques de la collectivité,
- la gestion de biens bâtis et non bâtis au moyen de location des biens de la collectivité à des tiers ou de prises en location auprès de tiers, en fonction des besoins exprimés par la collectivité,
- la gestion des redevances pour occupation du domaine public par des tiers,
- le règlement de toutes les taxes afférentes au patrimoine et en particulier les taxes foncières et d'habitation et les redevances d'ordures ménagères.

A – FONCTIONNEMENT

1 – DEPENSES

En 2021, les dépenses et charges liées aux locations pourront évoluer afin de répondre aux demandes des services sociaux cherchant des locaux plus adaptés à leurs activités d'accueil et d'accompagnement.

Les autres dépenses de fonctionnement sont affectées aux impôts et taxes qui progressent chaque année. Afin de limiter ces dépenses, des dégrèvements seront demandés auprès des Services Fiscaux selon l'affectation de nos bâtiments.

Je vous propose d'inscrire au présent budget un crédit de **827 000 €**, auquel il convient d'ajouter un crédit de **14 200 €** pour les dépenses liées à l'application du régime forestier sur les parcelles boisées du site des Vieilles-Forges.

2 – RECETTES

Les recettes proviennent principalement des locations de bâtiments tertiaires, industriels ou autres, et plus particulièrement des casernes de gendarmerie construites et gérées par le Département (SIGNY LE PETIT, RENWEZ, ROCROI et RETHEL).

L'occupation du domaine public départemental fait l'objet d'autorisations moyennant le paiement de redevances fixées chaque année par notre Assemblée. Vous trouverez, en annexe, le barème des redevances pour l'année 2021 (**annexe 4**).

Le Département poursuivra la perception des redevances dues par les occupants d'emplacements du domaine public des bases de loisirs de BAIRON et des VIEILLES FORGES.

Je vous propose d'inscrire au présent budget un crédit total de **1 696 500 €**

B - INVESTISSEMENT

1 – DEPENSES

En 2021, aucune nouvelle opération pouvant entraîner des acquisitions foncières ou immobilières n'étant prévue, le crédit inscrit de 143 000 € permettra essentiellement la régularisation d'actes de vente pour de petites opérations de rectification d'emprises de RD sur des propriétés privées.

Aucune acquisition de bâtiment n'est programmée.

De plus, un crédit de 20 000 € est inscrit pour la réalisation par l'ONF de travaux de plantations et aménagements dans le cadre de l'application du régime forestier sur les parcelles boisées du site des VIEILLES FORGES.

2 – RECETTES

Comme les années précédentes, les principales recettes résulteront en 2021 de la vente de propriétés départementales et plus précisément de la régularisation par acte authentique des cessions de sites libérés par les services du Département (locaux de l'ancienne MaDEF à WARCQ, centre d'exploitation de FUMAY).

Toutes les propriétés ne présentant plus d'intérêt pour le Département ou ayant fait l'objet de demandes d'acquisition de la part de tiers seront également mises en vente. Il s'agit notamment de la maison du gardien de la Maison des Sports à BAZEILLES, du centre des Haras de SIGNY L'ABBAYE, de l'ancienne friche SIETAM à VOUZIERS ou du Fort des AYVELLES.

Les propriétés non bâties suivantes seront également mises en vente :

- des terrains constructibles sur le site des VIEILLES FORGES (environ 1,6 ha) à LES MAZURES,
- un terrain situé dans le quartier d'Etion (environ 5 ha) à CHARLEVILLE MEZIERES ; il s'agit de la partie du terrain d'Etion non cédée à la Fondation Apprentis d'Auteuil,
- des parcelles boisées situées à NEUVILLE LES BEAULIEU (20 ha) et à BAZEILLES / DOUZY (12 ha),
- toutes parcelles agricoles n'ayant plus d'intérêt à être conservées dans le patrimoine départemental. Ces ventes seront réalisées par l'intermédiaire de la SAFER.

Les ventes seront réalisées selon une procédure interne avec rédaction d'un cahier des charges de cession et communication sur le site Internet du Conseil départemental et dans la presse ou sur les sites internet spécialisés. Selon les cas, compte tenu de la particularité de certains biens, des mandats pourront être donnés à des prestataires (notaires ou agences immobilières) afin d'assurer une plus large publicité.

Je vous propose d'inscrire au présent budget un crédit total de **1 900 000 €**

C – BUDGET ANNEXE PARCS D'ACTIVITES DEPARTEMENTAUX

| Parc d'Activités Départementaux | RECETTES | | DEPENSES | |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement | Investissement |
| BUDGET ANNEXE | | | | |
| - Mouvements réels | 1 286 242 | 0 | 30 005 | 1 256 237 |
| - Mouvements d'ordre | 0 | 1 256 237 | 1 256 237 | 0 |
| TOTAL | 1 286 242 | 1 256 237 | 1286 242 | 1 256 237 |
| BUDGET PRINCIPAL | | | | |
| - Mouvements réels | 0 | 499 195 | 0 | |

1 - BUDGET ANNEXE – MOUVEMENTS REELS

En 2021, les recettes concernent principalement la régularisation par acte authentique de la vente de la réserve foncière du parc d'activités de DOUZY, d'une surface d'environ 90 ha, rétrocédée à la Communauté de Communes des Portes du Luxembourg dans le cadre de la Loi NOTRe. Le prix total de cette vente s'élève à 906 782 € HT, dont une fraction d'un montant de 181 356,40 € sera versée à la signature de l'acte de vente. Le solde sera versé au fur et à mesure de la signature des actes de vente des terrains aménagés par la Communauté de Communes, et au plus tard au terme d'une période de 8 ans.

Deux parcs d'activités resteront à rétrocéder, le parc d'activités de ROCROI / GUE D'HOSSUS à la Communauté de Communes Vallées et Plateau d'Ardenne et le parc d'activités de SIGNY L'ABBAYE à la Communauté de Communes des Crêtes Préardennaises.

Afin de régulariser les parcelles qui ne concernent pas le budget Parcs d'Activités, il convient de les transférer sur le budget principal pour un montant de 757 042 €, détaillées comme suit :

- LE CHATELET SUR RETOURNE 68 722 €
- DAIGNY 3 146 €
- REGNIOWEZ.....572 988 €
- TOURNES, CLIRON.....112 186 €

Les dépenses en 2021 porteront principalement sur des frais de géomètre et aménagements divers.

2 - BUDGET ANNEXE – MOUVEMENTS D'ORDRE

Les crédits à prévoir sont d'une part, pour régulariser le transfert des parcelles du budget Parcs d'activités au budget principal (757 042 €) et d'autre part, pour la sortie des stocks au coût de production des ventes de terrains 2020 et 2021 (499 195 €).

3 - BUDGET PRINCIPAL

Il convient d'inscrire, en recette d'investissement, **499 195 €** correspondant au remboursement de l'avance au budget principal suite à la vente des terrains sur les parcs d'activités.

Par ailleurs, le remboursement de l'avance pour la régularisation de la cession des parcelles du Parc d'Activités au budget principal de 757 042 € est constatée par une écriture d'ordre.

3 – AUDIT, PREVENTION DES RISQUES ET LUTTE CONTRE LES FRAUDES

A – AUDITS

Conformément au vote des Orientations Budgétaires 2020 et afin d'accentuer les politiques menées en matière d'évaluation et de prévention des risques, je vous propose d'inscrire un crédit de **30 000 €** pour faire face aux besoins d'audits et de contrôle interne pour l'exercice 2021.

B – LUTTE CONTRE LES FRAUDES AU RSA

Conformément au vote du Plan de Lutte contre les Fraudes au RSA, approuvé lors de la Commission Permanente du 25 février 2019, le bilan du dispositif au titre de ce plan fait état de l'envoi aux allocataires de 986 courriers.

Ces envois ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

- 563 dossiers conformes à la réception des pièces,
- 62 situations régularisées suite aux contrôles,
- 206 allocataires sortis du dispositif ou ne faisant plus partie de la cible,
- 29 dont le contrôle n'a pas confirmé l'irrégularité du dossier,
- 126 dossiers pour lesquels le contrôle n'est pas totalement terminé.

Globalement, on peut estimer que le plan de contrôle 2019 a fait économiser au Département, en non-dépenses, un montant évalué à 374 400 €, ainsi répartis :

- 348 000 € d'allocations non versées qui proviennent de la radiation de l'allocataire,
- 26 400 € de droit revus à la baisse, compte tenu de la perception d'une pension alimentaire ou d'une sanction.

A cela s'ajoutent 235 604 € de prestations payées indûment qui font actuellement l'objet de procédures de recouvrement.

Je vous propose donc de poursuivre les contrôles en cours et de reconduire les cibles actuelles dont certaines n'ont pas encore pu être exploitées.

4 – COMMANDE PUBLIQUE

Conformément aux Orientations Budgétaires 2021, je vous propose d'inscrire un crédit de **90 000 €** pour permettre d'assurer la publicité des avis d'appel publics à la concurrence, telle que prévue par la réglementation en vigueur, ainsi que les insertions légales et abonnements, pour l'exercice 2021.

La répartition proposée est la suivante :

- Frais d'insertion et publicité (investissement) : 30 000 €
- Annonces et insertion (fonctionnement) : 60 000 €

VIII – COMMUNICATION ET COOPERATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Cinq axes stratégiques sont proposés pour 2020 :

- Promotion du territoire (à l'extérieur du département)
- Coopération européennes (à l'extérieur du département)
- Communication institutionnelle (à destination des Ardennais)
- Promotion des Infrastructures et événements du cd08 (à destination des Ardennais et d'un public de proximité)

- Communication interne (à destination des agents de la collectivité)

- **Axe 1 : Promotion du territoire**

La campagne de communication « Evadez-vous dans les Ardennes » destinée à faire la promotion du territoire et à informer du dispositif « 50% de votre séjour remboursés » initiée en 2020 sera poursuivie en 2021.

Une nouvelle vidéo de promotion du territoire sera produite afin de remplacer celle utilisée actuellement qui date de 2015.

- **Axe 2 : Coopérations européennes**

- o Programme Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen

Le programme de coopération territoriale européenne Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen s'inscrit dans la volonté de favoriser les échanges économiques et sociaux entre cinq régions frontalières : le Nord-Pas de Calais, la Picardie (qui ont fusionnées depuis pour devenir les Hauts-de-France) et la Champagne-Ardenne (qui fait partie dorénavant du Grand Est) en France; la Wallonie et la Flandre en Belgique. Il vise à associer des compétences communes tout en valorisant les richesses de chaque région concernée, et ce, au bénéfice des populations de la zone.

Depuis son démarrage en 2014, le Conseil départemental participe au financement de ce programme au niveau de son Secrétariat conjoint (qui assure la mise en œuvre et la gestion du programme) et de son Equipe technique, (chargée de l'assistance technique aux porteurs de projets).

Au sein de ce programme, la Direction de la Communication et des Coopérations européennes et internationales participe et s'engage à défendre et promouvoir les projets portés par des opérateurs ardennais, de manière à faire bénéficier au maximum notre territoire des atouts de ce programme. Son rôle est également d'aider à identifier, dans une perspective de long terme, les nouvelles actions de coopération transfrontalière, la future programmation commençant fin 2020/début 2021, de manière à pouvoir soutenir et défendre des projets du Conseil départemental, ainsi que par d'autres opérateurs ardennais.

- o Point information transfrontalier

Au regard de la situation géographique privilégiée du département des Ardennes, de nombreux ardennais franchissent les frontières pour travailler, entreprendre ou encore étudier en Belgique ou au Grand-Duché du Luxembourg. Il est ainsi estimé qu'environ 3 500 ardennais exercent une activité professionnelle dans l'un de ces deux pays limitrophes (3 000 pour la Belgique et 500 pour le Luxembourg).

Afin de répondre aux nombreuses attentes des Ardennais (salariés, demandeurs d'emploi, étudiants ou employeurs frontaliers) sur des questions transfrontalières (notamment liées à la fiscalité, au droit du travail et à la sécurité sociale de l'autre Etat), dans le cadre du Pacte Ardennes, un point d'information transfrontalier a été ouvert en 2020 et travaille en réseau avec les autres structures d'information. Animé par un juriste cette structure assure des missions de veille juridique, d'information, de conseil et assistance aux usagers (habitants, entreprises, associations, administrations...).

Accueilli, à titre gracieux, dans les locaux de de la Maison de la Région à Charleville-Mézières, il a vocation à effectuer des permanences décentralisées sur le périmètre géographique du ressort de la Maison de la Région.

Compte tenu de l'intérêt de ce service pour la population ardennaise, qui permet d'accentuer les échanges transfrontaliers et de lever les difficultés administratives et fiscales que peuvent rencontrer nos citoyens, je vous propose, pour 2021, de poursuivre cette participation.

- Axe 3 : Communication institutionnelle

Cet axe consacré à la communication institutionnelle aura comme principal objectif **de mieux faire connaître les missions du Conseil départemental auprès des Ardennais**.

Des outils seront alors créés (plaquettes, vidéos ...) et des campagnes d'information et de communication seront alors programmées, en utilisant principalement les supports de communication de la collectivité.

o Valorisation des missions

En cette période de restriction budgétaire, il est indispensable de montrer que le Conseil départemental continue d'œuvrer et il est nécessaire de valoriser les missions menées et les services rendus aux usagers. Il s'agit d'expliquer le rôle du Conseil départemental à l'échelle du territoire et de démontrer l'intérêt des actions qu'il mène pour les Ardennais à tous les âges de la vie.

Cette campagne sera illustrée de visuels et de messages simples, informant sur les missions du Conseil départemental : SOLIDARITE, INSERTION, AMENAGEMENT, ... Elle sera déclinée dans l'ensemble des outils de communication du Conseil départemental.

o Valorisation des décisions de CoPer

Dans le but de toujours mieux informer les Ardennais du rôle du Conseil départemental, il vous est proposé de valoriser davantage les décisions prises lors des commissions permanentes (magazine, presse, et web). Ces décisions ont des incidences sur les Ardennes et les Ardennais, il s'agit de le faire savoir, d'autant plus que ces informations intéressent le grand public.

o Les supports de communication

Editions

- **Ardennes Magazine** : 4 diffusions par an à travers tout le département. Ardennes magazine est le magazine le plus puissant en terme d'audience dans le département : c'est la plus grande diffusion (imprimé à 141 000 exemplaires) et la plus qualitative (distribué dans tous les foyers). Chaque magazine est composé d'un dossier spécial et de rubriques.
- **Editions diverses** : Affiches et plaquettes à destination des usagers présentant les missions et services proposés aux Ardennais par la collectivité. Environ 70 supports sont édités par an.

Multimédia :

- **Site internet** : le site Internet www.cd08.fr offre une multitude de services et d'informations. C'est la vitrine de la collectivité sur le web

qui nécessite mise à jour et développement au quotidien. Plusieurs actualités y sont publiées chaque semaine. Il s'accompagne désormais d'autres outils web qui permettent de générer du trafic sur celui-ci: newsletter et réseaux sociaux.

Nouveautés 2021 : une attention particulière sera portée à l'accessibilité du site :

- Accessibilité aux personnes déficientes ou en situation de handicap : acquisition d'un outil d'accessibilité.
 - Accessibilité aux personnes éloignées des outils numériques (illettrisme) : acquisition d'un chatbot
 - Meilleure accessibilité du site depuis les mobiles et tablettes en passant à la technologie PWA (meilleure visibilité des informations sur mobiles, accès direct du bureau (comme une application) : 75 % des personnes qui se connectent sur www.cd08.fr le font d'un mobile ou d'une tablette.
- **Newsletter :**
- **Nouveauté 2021 :** une newsletter à destination du grand public, permettra d'informer et de présenter l'actualité publiée sur le site Internet et les réseaux sociaux chaque semaine.
- **Réseaux sociaux :** Les réseaux sociaux relaient des informations et les actualités publiées sur le site Internet. La collectivité est présente sur Facebook (plus de 31 000 fans), Twitter et Instagram. Désormais plusieurs services de la collectivité ont une page sur Facebook et un compte sur Twitter (BDA, Archives, Sports ...). Un comité numérique a été créé et se réunit régulièrement pour échanger sur les bonnes pratiques et s'informer des nouvelles fonctionnalités.
- **Vidéos :** la création de vidéos permet d'illustrer des thématiques et de les relayer simplement (grande viralité) sur le web (site Internet et réseaux sociaux). Des vidéos seront créées pour présenter les services rendus à la population et illustrer les différents projets.

Le matériel d'identification de la collectivité :

- **Matériel événementiel :** chaque année la collectivité investit dans du matériel permettant d'identifier le Conseil départemental sur les événements qu'il organise ou qu'il soutient (Calicots, rubalise ...). Une nouvelle arche gonflable sera également achetée.
- **Objets publicitaires :** nouveauté 2021 : il est question d'acquérir des objets personnalisés afin de sensibiliser à la sécurité et au respect des différents usages sur la Voie verte (sonnettes, objets réfléchissants, ...).
- **Matériel personnalisé aux couleurs du Conseil départemental :** le matériel personnalisé (présentoirs ...) est destiné à être utilisé dans les lieux d'accueil de la collectivité.
- **Signalétique :** panneaux et adhésifs permettant d'identifier la collectivité et les services. Un effort particulier sera porté en 2021 sur la signalétique dans les bases de loisirs départementales (Bairon et Vieilles-Forges) et notamment les entrées des deux sites touristiques seront mieux identifiées. Un inventaire diagnostic des panneaux routiers d'entrée de département sera réalisé afin de remplacer ceux usés.
- **Flocage de véhicule :** cette technique sera utilisée pour identifier les nouveaux véhicules des bases de loisirs et ainsi que sur les portes

arrières de 6 fourgons de la Directions des Routes afin de véhiculer le message « Le Conseil départemental investit pour votre sécurité ».

Relations presse :

- **La gestion des relations presse** est assurée par le service Information de la collectivité qui sélectionne et collecte les informations, rédige les communiqués et les diffuse. Il gère également les demandes des journalistes et réalise quotidiennement une revue de presse locale.

Afin de communiquer à l'extérieur du département, un abonnement à un outil de gestion des relations presse (base de données et veille) permettra de porter les actualités et actions du département auprès de la presse nationale, généraliste et spécialisée en fonction du sujet.

Evénementiel :

- Pas d'événementiels prévus en 2021

- Axe 4 : Promotion des Infrastructures et événements du cd08 (à destination des Ardennais et d'un public de proximité)

Des **campagnes de communication thématiques** continueront de promouvoir les sites touristiques du Département :

- Voies vertes
- Musée Guerre et Paix en Ardennes
- Lac des Vieilles Forges
- Lac de Bairon
- L'aérodrome

De même, des campagnes de communication annonceront les événements grand public organisés par le service Prévention, Sports et Loisirs.

Ces sites et événements bénéficieront d'actions de communication spécifiques (brochures, campagnes d'affichage, spots radio, ...).

D'autre part, la **communication sur la plateforme MesCoursesEnArdennes** mise en ligne 2020, sera poursuivie en 2021 afin de faire connaître la plateforme au plus grand nombre et d'inciter les prestataires à adhérer. Un kit de communication sera également fourni aux adhérents (adhésifs vitrine, sacs krafts, flyers, affiches, ...).

Axe 5 : Communication interne

Afin de mettre en avant les compétences et les réalisations des agents du Conseil départemental des Ardennes, de développer un sentiment d'appartenance à la collectivité et de faire de chaque agent un ambassadeur des actions départementales, la communication interne se déploiera à travers 2 grands axes en 2021 :

- La valorisation des agents, de leurs compétences et de leurs réalisations

Il s'agit de continuer à moderniser et animer les outils de communication interne : animation et évolution du site Intranet, newsletter et magazine internes, développement de la vidéo. Ces outils doivent ensuite permettre de partager l'information de façon plus fluide, de mettre en commun des méthodes et des outils, de faire connaître les réalisations des équipes à travers des reportages, des portraits, des descriptions d'actions. Une réflexion sur l'accessibilité de ces outils et les modalités de diffusion de l'information auprès de l'ensemble des agents, y compris les plus éloignés des canaux traditionnels de communication, sera

menée afin de proposer des améliorations concrètes. Sera notamment pris en compte le développement constaté du télétravail suite à la période de confinement, avec la création de supports et d'outils à destination des agents et des managers de la collectivité.

- Le développement de la cohésion au sein des services et de la collectivité

Il s'agit de donner corps à la transversalité et de favoriser un sentiment d'appartenance à la collectivité. La communication interne est ainsi étroitement associée à la démarche managériale lancée en 2020 au sein du CD08. Plusieurs groupes de travail seront lancés en 2021 pour concevoir et déployer des plans d'action sur les thématiques jugées prioritaires par les agents, les managers et la Direction Générale des Services Départementaux. La communication interne accompagnera ces initiatives, en informant les agents et en participant à la création des nouveaux outils retenus.

Côté réseaux internes, le Comité Numérique sera maintenu et développé, rassemblant des agents de divers services amenés à gérer et animer des sites web, des comptes sur les réseaux sociaux ou des outils numériques pour du partage d'expérience et des échanges.

Enfin, les événements internes seront confortés et adaptés aux contraintes sanitaires : matinée d'intégration des nouveaux arrivants, cérémonie de remise des médailles et de distinction des retraités, cérémonie des vœux repensée mais aussi poursuite de l'opération « Vis mon job » destinée à faire connaître les métiers de la collectivité entre agents, portes ouvertes des services et accompagnement des initiatives des services (séminaires, ateliers...).

INVESTISSEMENT :

Les crédits d'investissement concernent les actions suivantes :

- Prestations de développement des sites Intranet et Internet de la collectivité, des ajustements et de l'amélioration des services en ligne
- Fabrication et pose de signalétique sur les bâtiments et sites départementaux
- Acquisition de supports d'identification du CD08 et matériel événementiel

Je vous propose pour ces différentes actions d'inscrire un crédit de 704 000 € en fonctionnement et 73 000 € en investissement.

IX – OPERATIONS LIEES A LA M52

Incidence du rapport :

| MOUVEMENTS REELS | RECETTES | | DEPENSES | |
|--|-----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement | Investissement |
| Budget Principal | 7 050 000 € | | 2 550 000 € | |
| Budget annexe Archéologie | 298 288 € | | | |
| Budget annexe Foyer départemental de l'Enfance | | | 202 000 € | |
| MOUVEMENTS D'ORDRE Budget Principal | 7 013 000 € | 20 879 042 € | 19 732 000 € | 8 160 042 € |

Je vous propose dans le cadre de la réglementation budgétaire et comptable M52 en vigueur, d'approuver les écritures correspondant aux opérations suivantes :

I – PROVISIONS

Il convient d'inscrire :

Budget principal :

- en recettes de fonctionnement, **7 050 000 €** correspondant à :
- 4 000 000 € (c/7815) pour reprendre la provision constituée pour les risques et charges de fonctionnement liés à la Covid,
- 2 300 000 € (c/7815) pour reprendre la provision constituée pour la fermeture des gendarmeries de Margut, Rimogne et Novion Porcien,
- 750 000 € (c/7817) pour reprendre la provision constituée en 2014, pour le remboursement de l'avance TECSOM. Ce titre étant irrécouvrable, le Payeur départemental propose son admission en non- valeur.

Budget annexe Archéologie :

- en recettes de fonctionnement, c/7815, **298 288 €** pour reprendre le solde de la provision constituée pour risques et charges de fonctionnement.

Budget annexe Foyer Départemental de l'Enfance :

- en dépenses de fonctionnement, c/ 6815, **202 000 €**, correspondant à :
- 145 000 € pour ajuster la provision constituée pour la location de l'année 2021 d'un bâtiment modulaire.
- 57 000 € pour les charges de personnel liées au compte épargne temps.

II – REGULARISATIONS LIEES A LA M52

Budget principal :

- en dépenses de fonctionnement, **2 550 000 €** correspondant à :
- **1 900 000 €** (c/6718) au titre de la soulte à verser pour la fermeture de 3 gendarmeries.
- **750 000 €** (c/6541) pour l'admission en non -valeur du titre émis à l'encontre de TECSOM.

III – ECRITURES D'ORDRE BUDGETAIRE

Il convient d'inscrire :

| | RECETTES | | DEPENSES | |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement | Investissement |
| Amortissement des subventions d'équipement | | 10 507 000 € | 10 507 000 € | |
| Amortissement des Immobilisations, des bâtiments et du Parc | | 9 225 000 € | 9 225 000 € | |
| Subventions transférées au compte de résultat | 2 936 000 € | | | 2 936 000 € |
| Neutralisation des amortissements des bâtiments administratifs et scolaires | 2 977 000 € | | | 2 977 000 € |
| Travaux en régie | 1 100 000 € | | | 1 100 000 € |
| Cession à titre gratuit ou à l'Euro symbolique | | 40 000 € | | 40 000 € |
| Acquisition à l'Euro symbolique | | 50 000 € | | 50 000 € |
| Avances sur marchés | | 30 000 € | | 30 000 € |
| Affectation des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation | | 250 000 € | | 250 000 € |
| Opérations sous mandat | | 20 000 € | | 20 000 € |
| Parcelles du PAD transférées au budget principal | | 757 042 € | | 757 042 € |
| Total | 7 013 000 € | 20 879 042 € | 19 732 000 € | 8160 042 € |

En conclusion, je vous propose :

- d'adopter le présent rapport ;
- de voter les crédits détaillés dans les tableaux annexés ;

*** s'agissant du SDIS :**

- . d'augmenter la contribution du Département de 1 % pour 2020

*** s'agissant des Ressources Humaines :**

- . d'approuver la création de 104 emplois saisonniers de la FPT, tels que définis dans les **annexes 1 et 2**, dont 94 emplois saisonniers au Service Prévention, Sports et Loisirs, 2 emplois saisonniers au Laboratoire Départemental d'Analyses, 1 emploi saisonnier à la Cellule Archéologie, 7 emplois saisonniers au Foyer Départemental de l'Enfance,

. d'approuver les niveaux de rémunération correspondant à ces emplois saisonniers, tels qu'ils apparaissent **en annexe 2**,

. d'approuver le Budget primitif 2021 des Frais de Personnel de la collectivité qui s'établit à 78 072 785 € en dépenses et à 1 309 207 € en recettes, et de voter les crédits du Budget principal, à hauteur de 71 536 646 €, en dépenses et 1 256 487 € en recettes ;

. d'approuver les créations d'emplois et les suppressions d'emplois figurant au rapport,

. d'approuver la transformation des postes permettant la nomination d'agents par voie d'avancement de grade, telle que figurant au rapport ;

*** s'agissant des affaires juridiques :**

- décider le principe de la dissolution de l'Agence Technique Départementale,
- m'autoriser à signer tout acte, ainsi que tout autre document relatif à cette dissolution et liquidation ;

- pour les opérations foncières et immobilières,

- d'adopter le barème général pour l'occupation du domaine public départemental joint au présent rapport.

- au budget annexe Parcs d'activités départementaux :

Mouvements réels :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un crédit de paiement de 30 005 €,
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un crédit de 1 256 237 €
pour rembourser l'avance du budget principal suite à la vente de terrains,
- d'inscrire, en recettes de fonctionnement, 1 286 242 €,

Mouvements d'ordre :

Afin d'effectuer les écritures de variation des stocks, il convient d'inscrire :

- en recettes d'investissement : 1 256 237 €
- en dépenses de fonctionnement : 1 256 237 €.

- pour l'Audit, la Prévention des Risques et la lutte contre les Fraudes :

- d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 30 000 €
pour les Audits en section de fonctionnement,

*** s'agissant des opérations liées à la M52 :**

Mouvements réels

- budget principal :

↪ d'inscrire une reprise de provision de 4 000 000 € pour les risques liés à la COVID,

- ↳ d'inscrire une reprise de provision de 2 300 000 € pour la fermeture de trois gendarmeries,
- ↳ d'inscrire une reprise de provision de 750 000 € pour le remboursement de l'avance TECSOM.,
- ↳ de donner délégation à la Commission Permanente pour arrêter les montants des admissions en non-valeur.

- budget annexe Archéologie:

- ↳ d'inscrire une reprise de provision de 298 288 € pour reprendre le solde de la provision constituée pour risques et charges de fonctionnement.

Budget annexe Foyer Départemental de l'Enfance :

- ↳ d'inscrire une provision de 145 000 € correspondant à la location de l'année 2021 d'un bâtiment modulaire,
- ↳ d'inscrire une provision de 57 000 € pour les charges de personnel liées au compte épargne temps.

Au titre des régularisations liées à la M52 :

- ↳ d'inscrire 1 900 000 € pour verser la contribution à Bâtimum,
- ↳ d'inscrire 750 000 € pour l'admission en non-valeur du titre émis à l'encontre de TECSOM.

Mouvements d'ordre

↳ de voter les crédits suivants :

| | RECETTES | | DEPENSES | |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement | Investissement |
| Amortissement des subventions d'équipement | | 10 507 000 € | 10 507 000 € | |
| Amortissement des Immobilisations, des bâtiments et du Parc | | 9 225 000 € | 9 225 000 € | |
| Subventions transférées au compte de résultat | 2 936 000 € | | | 2 936 000 € |
| Neutralisation des amortissements des bâtiments administratifs et scolaires | 2 977 000 € | | | 2 977 000 € |
| Travaux en régie | 1 100 000 € | | | 1 100 000 € |
| Cession à titre gratuit ou à l'Euro symbolique | | 40 000 € | | 40 000 € |
| Acquisition à l'Euro symbolique | | 50 000 € | | 50 000 € |
| Avances sur marchés | | 30 000 € | | 30 000 € |
| Affectation des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation | | 250 000 € | | 250 000 € |
| Opérations sous mandat | | 20 000 € | | 20 000 € |
| Parcelles du PAD transférées au budget principal | | 757 042 € | | 757 042 € |
| Total | 7 013 000 € | 20 879 042 € | 19 732 000 € | 8160 042 € |

- de donner délégation à la Commission permanente pour répartir les crédits votés et approuver, le cas échéant, les conventions à intervenir.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.

ANNEXE 1

VENTILATION DES EMPLOIS POUR ACCROISSEMENTS SAISONNIERS

PREVENTION, SPORTS ET LOISIRS

| Emplois-saisonniers | Vieilles Forges | Bairon | Total | Durée contrat |
|----------------------------|-----------------|-----------|--------------|----------------------|
| Adjoints techniques | 6 | 6 | 12 | 1 mois |
| Nageurs-sauveteurs | 16 | 16 | 32 | 1 mois |
| Animateurs et moniteurs | 48 | 0 | 48 | 1 mois |
| Agents de maintenance | 2 | | 2 | 6 mois |
| Total | 72 | 22 | 94 | |

ARCHEOLOGIE

| Emplois-saisonniers | nombre | Durée contrat |
|----------------------------|---------------|----------------------|
| Archéologue | 1 | 6 mois |

LABORATOIRE

| Emplois-saisonniers | nombre | Durée contrat |
|----------------------------|---------------|----------------------|
| Assistants de Laboratoire | 2 | 3 mois |

FOYER DEPARTEMENTAL ENFANCE

| Emplois-saisonniers | nombre | Durée contrat |
|----------------------------|---------------|----------------------|
| Moniteurs Educateurs | 7 | 2 mois |

ANNEXE 2
REMUNERATION DES EMPLOIS SAISONNIERS

| Nature des emplois | Grades | Catégorie | Echelon |
|---|---|------------------|------------------|
| Personnel administratif | Adjoint Administratif | C | 1 ^{er} |
| Cuisinier | Adjoint technique | C | 5 ^{ème} |
| Agent d'entretien | Adjoint technique | C | 1 ^{er} |
| Nageurs-sauveteurs (BNSSA ou titres équivalents) | | | |
| - Chef de poste | Educateur des Activités Physiques et Sportives | B | 7 ^{ème} |
| - Adjoint au Chef de poste | Educateur des Activités Physiques et Sportives | B | 5 ^{ème} |
| - Maître-nageur | Opérateur des Activités Physiques et Sportives | C | 7 ^{ème} |
| Animateurs et moniteurs sportifs | | | |
| - Directeur de centre de loisirs sans hébergement (BAFD) ou Responsable technique qualifié (BPJEPS) | Animateur | B | 7 ^{ème} |
| - Directeur-adjoint de CLSH (BAFA ou BAFD) | Animateur | B | 5 ^{ème} |
| Animateur ou moniteur sportif BAFA –monitorat | Animateur | B | 1 ^{er} |
| Archéologue | Attaché de conservation du patrimoine | A | 3 ^{ème} |
| | Assistant de conservation | B | 4 ^{ème} |
| Assistant de laboratoire | Adjoint technique | C | 5 ^{ème} |
| Moniteur Educateur | Agent des services Hospitaliers de classe normale | C | 1 ^{er} |

**INDEMNITES DES ELUS DEPARTEMENTAUX SELON LA STRATE DEMOGRAPHIQUE DE NOTRE DEPARTEMENT ET
APPLICATION DU TAUX MAXIMAL DE 50% DE L'INDICE BRUT TERMINAL**

Annexe 3

3 889,40 = IB 1027 au 1er janvier 2020

| FONCTION | BAREME | INDEMNITES BRUTES |
|---|----------------------|-------------------|
| Président du Conseil Départemental | IB 1027 * 1,45 | 5 639,63 € |
| Vice-Président ayant délégation de l'exécutif du CD (6 Vices-Présidents) | IB 1027 * 50 % * 1,4 | 2 722,58 € |
| Membre de la Commission Permanente (4 Vice-Présidents et 27 conseillers départementaux soit au total 31 membres) | IB 1027 * 50 %*1,1 | 2 139,17 € |

Annexe 4

REDEVANCES POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL (TARIF A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2021)

| | ANCIEN TARIF 2020 | | NOUVEAU TARIF 2021 | |
|--|--|---------------------|---|---------------------|
| DOMAINE PUBLIC | | | | |
| I – DROIT POUR LA DELIVRANCE DES PERMIS DE STATIONNEMENT ET DES PERMISSIONS DE VOIRIE SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL (excepté droit d'accès et gratuité prévue par l'article L 2125-1 du code du CG3P) | | | | |
| - Demande initiale | 30,54 | | 30,54 | |
| - Renouvellement | 15,27 | | 15,27 | |
| II – REDEVANCES ANNUELLES POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL | | | | |
| <u>Occupation du domaine public :</u> | <u>Droit délivrance</u> | <u>Droit annuel</u> | <u>Droit délivrance</u> | <u>Droit annuel</u> |
| - Accès (avec ou sans tuyau, aire à betteraves) | non | gratuit | non | gratuit |
| - Canalisation eau potable ou assainissement (le ml) | non | gratuit | non | gratuit |
| - Autres canalisations ou fourreaux (le ml) | oui | 4,07 | oui | 4,07 |
| - Aqueduc (hors accès), le ml | oui | 4,07 | oui | 4,07 |
| - Terrain sans construction, le m ² | oui | 0,33 | oui | 0,33 |
| - Terrain avec construction, le m ² | oui | 3,05 | oui | 3,05 |
| - Travaux d'aménagement en et hors aggro | non | gratuit | non | gratuit |
| <u>Terrasse sur domaine public :</u> | | | | |
| a) particulier, le m ² | oui | 1,42 | oui | 1,42 |
| b) café, restaurant, etc, le m ² | oui | 3,43 | oui | 3,43 |
| <u>Voie ferrée traversant une RD :</u> | | | | |
| Elément fixe, le ml | oui | 4,07 | oui | 4,07 |
| Elément variable (par wagon circulant annuellement sur la voie) | oui | 0,25 | oui | 0,25 |
| <u>Abribus, parking communal</u> | Pas de redevance | | Pas de redevance | |
| <u>Commerces ambulants sur domaine public routier</u> (friteries, snacks, glaces, forains..) à titre dérogatoire après validation du dossier par la Commission Permanente | <p>Mise en concurrence en raison du caractère commercial conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques (art. L.2122-1 à L.2122-1-4 du CG3P)</p> <p>Minimum 15€ par jour forfaitaire ou 173 €/mois (montants forfaitaires non proratisables et payables d'avance</p> | | <p>Mise en concurrence en raison du caractère commercial conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques (art. L.2122-1 à L.2122-1-4 du CG3P)</p> <p>Minimum 15€ par jour forfaitaire ou 173 €/mois (montants forfaitaires non proratisables et payables d'avance)</p> | |

| | ANCIEN TARIF 2020 | NOUVEAU TARIF 2021 |
|--|--|---|
| III – REDEVANCES POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL PAR LES APPAREILS DE DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS AUTOMOBILES - Communes de moins de 5 000 habitants et hors traverses - Communes de 5 000 à 25 000 habitants et communes limitrophes - Communes de 25 000 à 100 000 habitants et communes limitrophes | 33,40 50,49 66,88 | 33,40 50,49 66,88 |
| IV – REDEVANCES POUR LES RESEAUX DE TELECOMMUNICATION - Pour chaque artère (par km linéaire) - souterraine - aérienne - Autres installations, par m ² au sol - Emprise des supports liés aux artères | 41,66 55,54 27,77 Pas de redevance | Augmentation par application au 1 ^{er} janvier de la moyenne des 4 dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux T.P. Pas de redevance |
| V – REDEVANCES POUR RESEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ENERGIE REDEVANCES POUR L'OCCUPATION PROVISoire PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX DE DISTRIBUTION D'ENERGIE | (0,0457 x population des Ardennes +15 245 €) x 1,3885 (PR = 0,35 € par mètre de canalisation) | Application des dispositions du décret 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et modifiant le code général des collectivités territoriales. Application des dispositions du décret 2015-334 du 25 mars 2015 (PR = 0,35 € par mètre de canalisation) |
| VI – REDEVANCES POUR L'OCCUPATION PAR LES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ ET POUR LES CANALISATIONS PARTICULIERES DE GAZ REDEVANCES POUR L'OCCUPATION PROVISoire PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX DE DISTRIBUTION DE GAZ | PR = (0,035 € x L + 100 €) x 1,26 (PR = 0,35 € par mètre de canalisation) | Augmentation par application au 1 ^{er} janvier de la moyenne des 12 mois précédant la publication de l'indice ingénierie Application des dispositions du décret 2015-334 du 25 mars 2015 (PR = 0,35 € par mètre de canalisation) |
| Montant minimum de redevance donnant lieu à perception | 15 | 15 |

Mise à jour du barème : indice insee en date du 30 septembre 2020 pas d'augmentation sur 1 an.

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| RESSOURCES HUMAINES | Rémunérations du Personnel | Environnement du travail | | 225 000,00 | | 227 870,00 | | 235 000,00 | 227 870,00 |
|---------------------|---|---|---|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | G.P.E.C. | | 392 870,00 | 25 000,00 | 440 000,00 | |
| | | Personnel - Administration Générale | | 9 765 064,00 | 191 000,00 | 11 475 378,00 | | 11 538 961,00 | 11 458 961,00 |
| | | Personnel - Aide sociale | | 34 593 623,00 | 38 000,00 | 34 534 623,00 | | 34 616 685,00 | 34 866 685,00 |
| | | Personnel - Aménagement rural | | 1 002 767,00 | | 1 303 877,00 | | 1 331 625,00 | 1 451 625,00 |
| | | Personnel - Archives | | 708 191,00 | | 728 191,00 | | 725 660,00 | 725 660,00 |
| | | Personnel - Bases de Loisirs | | 742 140,00 | | 737 440,00 | | 730 895,00 | 730 895,00 |
| | | Personnel - B.D.A. | | 809 700,00 | | 847 200,00 | | 783 550,00 | 783 550,00 |
| | | Personnel - Culture, sport et loisirs | | 544 355,00 | 11 000,00 | 555 355,00 | | 449 380,00 | 449 380,00 |
| | | Personnel - D.R.I. | | 11 789 256,00 | | 9 725 756,00 | | 9 486 380,00 | 9 486 380,00 |
| | | Personnel - Enseignement | | 10 743 423,00 | 80 000,00 | 10 541 399,00 | | 11 035 640,00 | 10 935 640,00 |
| | | Total rémunérations du personnel | | 71 316 389,00 | 345 000,00 | 71 117 089,00 | 68 000 000,00 | 71 316 646,00 | 71 506 646,00 |
| | Subventions Ressources Humaines | Subventions de fonctionnement RH | 3 - A.P.C.D.A. | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | Total A.P.C.G.A. | | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | SOUS - TOTAL RESSOURCES HUMAINES | | | 71 346 389,00 | 345 000,00 | 71 147 089,00 | 68 030 000,00 | 71 346 646,00 | 71 536 646,00 |
| | | Reprise de l'ATD | xxx - ATD (création de 3 postes) | | | | | 100 000,00 | 0,00 |
| | | Protection de l'Enfance | xxx - Protection de l'enfance | | | | | 400 000,00 | 0,00 |
| | | Contrats de projet conseillers emploi insertion | xxx - Contrats de projet conseillers emploi insertion | | | | | 70 000,00 | 0,00 |
| | TOTAL RESSOURCES HUMAINES | | | 71 346 389,00 | 345 000,00 | 71 147 089,00 | 68 030 000,00 | 71 916 646,00 | 71 536 646,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

| | | | | | | | | | | |
|------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|--|------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| SYSTEME D'INFORMATION | Informatique | AMO marché opérateurs | 1972 - Prestations | 3 100,00 | | 3 100,00 | | 16 000,00 | 16 000,00 | |
| | | Cablage (réparation et installation) | 469 - Entretien de bâtiments PUBLICS | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | Formation | 891 - Formation professionnelle | 5 000,00 | | 5 320,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | |
| | | Hébergement internet | 1972 - Prestations | 6 024,00 | | 6 024,00 | | 6 024,00 | 6 024,00 | |
| | | Maintenance logiciels | 879 - Contrat maintenance | 300 000,00 | | 294 680,00 | | 330 000,00 | 330 000,00 | |
| | | Maintenance matériels | 2185 - Contrats de maintenance | 18 090,00 | | 18 090,00 | | 11 900,00 | 11 900,00 | |
| | | Petits matériels | 2695 - Petits matériels informatique | 5 000,00 | | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | | Photocopieurs | 480 - Entretien de matériel | 1 500,00 | | 3 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | |
| | | Photocopieurs | 1320 - frais de transport de biens | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | |
| | | Photocopieurs | 1757 - Location et Installation | 114 000,00 | | 112 000,00 | | 114 000,00 | 114 000,00 | |
| | | Prestations de service | 1972 - Prestations | 20 000,00 | | 20 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| | | Solutions informatiques hébergées | 1972 - Prestations | 23 547,00 | | 23 547,00 | | 23 547,00 | 23 547,00 | |
| | | Transmission de données | 2208 - Consommations (télécommunications) | 180 000,00 | | 180 000,00 | | 180 000,00 | 180 000,00 | |
| | | Wifi public | 1972 - Prestations | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | |
| | Total Informatique | | | | 684 761,00 | 0,00 | 684 761,00 | 650 000,00 | 727 471,00 | 727 471,00 |
| | Téléphonie | Abonnement | 3039 - Abonnements téléphoniques | 50 000,00 | | 49 480,00 | | 45 000,00 | 45 000,00 | |
| | | Achats de matériel téléphonie | 2695 - Petits matériels de téléphonie | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 800,00 | 2 800,00 | |
| | | Prestation de service - Téléphonie | 3326 - Entretien des installations téléphoniques | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | Annuaire téléphonique | 1273 - Annonces et insertions | 11 000,00 | | 10 995,00 | | | | |
| | | Communication fixe | 3040 - Consommations téléphoniques | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 27 000,00 | 27 000,00 | |
| | | Communication mobile | 3040 - Consommations téléphoniques | 140 000,00 | | 140 000,00 | | 150 400,00 | 150 400,00 | |
| | | Maintenance PABX | 3326 - Entretien des installations téléphoniques | 1 040,00 | | 1 565,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | Maintenance IPBX | 3326 - Entretien des installations téléphoniques | 35 000,00 | | 35 000,00 | | 35 000,00 | 35 000,00 | |
| | Total Téléphonie | | | | 271 040,00 | 0,00 | 271 040,00 | 250 000,00 | 262 200,00 | 262 200,00 |
| | TOTAL SYSTEME D'INFORMATION | | | | 955 801,00 | 0,00 | 955 801,00 | 900 000,00 | 989 671,00 | 989 671,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | |
|-----------------------|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | |
| MOYENS DE FONCTIONNER | MOYENS DE FONCTIONNER DES SERVICES A/C 2012 | Bases de Loisirs a/c 2012 | 30 - Acquisition de petits matériels | 7 200,00 | | 4 700,00 | | 7 200,00 | 7 200,00 | |
| | | | 40 - Alimentation | 13 500,00 | | 13 500,00 | | 13 500,00 | 13 500,00 | |
| | | | 2776 - Autres fournitures non stockées | 2 500,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | | | 101 - Autres prestations de service | 40 000,00 | | 33 200,00 | | 35 900,00 | 35 900,00 | |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services | 47 000,00 | | 46 873,00 | | 47 000,00 | 47 000,00 | |
| | | | 480 - Entretien de matériel | 1 500,00 | | 5 527,00 | | 5 400,00 | 5 400,00 | |
| | | | 493 - Entretien de terrains, parcs et jardins - Propriétés départementales diverses | 600,00 | | 1 200,00 | | 1 200,00 | 1 200,00 | |
| | | | 549 - Fournitures de bureau | 2 000,00 | | 600,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | | 3176 - Frais d'analyse | 6 600,00 | | 9 200,00 | | 6 600,00 | 6 600,00 | |
| | | | 567 - Frais d'impression | 300,00 | | 300,00 | | 300,00 | 300,00 | |
| | | | 623 - Habillement | 900,00 | | 1 900,00 | | 1 900,00 | 1 900,00 | |
| | | | 1378 - Produits pharmaceutiques | 2 000,00 | | 2 500,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 | |
| | | | Total | 124 100,00 | 0,00 | 121 600,00 | 60 000,00 | 123 500,00 | 123 500,00 | |
| | | | Courrier a/c 2012 | 549 - Fournitures de bureau | 2 900,00 | | 2 900,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | 1227 - Frais Postaux | | 190 000,00 | | 190 000,00 | | 180 000,00 | 180 000,00 | |
| | | 3019 - Machines à affranchir | | 3 600,00 | | 3 600,00 | | 3 550,00 | 3 550,00 | |
| | | Total | 196 500,00 | 0,00 | 196 500,00 | 150 000,00 | 185 550,00 | 185 550,00 | | |
| | | | Documentation / Abonnement a/c 2012 | 5 - Abonnements (courrier) | 40 500,00 | | 46 500,00 | | 51 000,00 | 51 000,00 |
| | | 1411 - Documentation générale | | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | |
| | | Total | 42 000,00 | 0,00 | 48 000,00 | 39 200,00 | 52 500,00 | 52 500,00 | | |
| | | | DRI et TRA a/c 2012 | 30 - Acquisition de petits matériels | 800,00 | | 1 200,00 | | 1 200,00 | 1 200,00 |
| | | 40 - Alimentation | | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | | 137 - Carburant - | | 310 500,00 | | 305 500,00 | | 320 000,00 | 0,00 | |
| | | 147 - Combustible | | 3 000,00 | | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | | 549 - Fournitures de bureau | | 5 000,00 | | 4 600,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | 623 - Habillement | | 68 000,00 | | 68 000,00 | | 68 000,00 | 68 000,00 | |
| | | 643 - Impôts et taxes sur véhicules | | 4 800,00 | | 5 106,00 | | 0,00 | 0,00 | |
| | | 664 - Location de matériel - | | 4 000,00 | | 4 000,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | |
| | | 1378 - Produits pharmaceutiques | | 3 000,00 | | 2 694,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | | Total | 402 100,00 | 0,00 | 397 100,00 | 300 000,00 | 402 200,00 | 82 200,00 | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00

17 695 870,42

323 456 928,42

309 243 434,00

311 782 803,00

313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | | |
|---------------------------------|---|--------------------|---|---|--|--|------------------|------------------|------------------|-----------|----------|----------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | | | |
| MOYENS DE FONCTIONNER | MOYENS DE FONCTIONNER DES SERVICES A/C 2012 | DS et MDS a/c 2012 | 30 - Acquisition de petits matériels | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | | | |
| | | | 40 - Alimentation | 1 500,00 | | 850,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | | | |
| | | | 147 - Combustible | 18 800,00 | | 11 800,00 | | 18 800,00 | 18 800,00 | | | |
| | | | 1303 - Contrat de prestations de services | 1 000,00 | | 200,00 | | 200,00 | 200,00 | | | |
| | | | 1196 - Déchets | 900,00 | | 900,00 | | 900,00 | 900,00 | | | |
| | | | 480 - Entretien de matériel | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | |
| | | | 549 - Fournitures de bureau | 7 100,00 | | 8 650,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 3176 - Frais d'analyse | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | |
| | | | 1302 - Frais de déménagement. | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | | | |
| | | | 567 - Frais d'impression | | | 7 900,00 | | 7 900,00 | 7 900,00 | | | |
| | | | 623 - Habillement | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | 100,00 | | | |
| | | | 1378 - Produits pharmaceutiques | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | |
| | | | 3056 - Remboursement de frais à des tiers | 13 200,00 | | 13 200,00 | | 13 200,00 | 13 200,00 | | | |
| | | | Total | 48 600,00 | 0,00 | 49 600,00 | 45 000,00 | 48 600,00 | 48 600,00 | | | |
| | | | MOYENS DE FONCTIONNER | MOYENS DE FONCTIONNER DES SERVICES A/C 2012 | Hôtel du Département et annexes a/c 2012 | 30 - Acquisition de petits matériels | 5 600,00 | | 9 600,00 | | 5 100,00 | 5 100,00 |
| | | | | | | 40 - Alimentation | 4 200,00 | | 3 200,00 | | 4 200,00 | 4 200,00 |
| | | | | | | 2776 - Autres fournitures non stockées | 8 100,00 | | 8 100,00 | | 8 100,00 | 8 100,00 |
| | 101 - Autres prestations de service | 100,00 | | | | | 700,00 | | 500,00 | 500,00 | | |
| | 137 - Carburant - | 414 800,00 | | | | | 387 700,00 | | 420 000,00 | 0,00 | | |
| | 147 - Combustible | 3 000,00 | | | | | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| | 3245 - Compositions florales | 450,00 | | | | | 160,00 | | 450,00 | 450,00 | | |
| | 1303 - Contrat de prestations de services | 5 500,00 | | | | | 7 500,00 | | 7 500,00 | 7 500,00 | | |
| | 879 - Contrat maintenance | 1 150,00 | | | | | 1 450,00 | | 0,00 | 0,00 | | |
| | 237 - Coupes et récompenses | 800,00 | | | | | 800,00 | | 800,00 | 800,00 | | |
| | 1196 - Déchets | 4 000,00 | | | | | 5 190,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | | |
| | 480 - Entretien de matériel | 5 300,00 | | | | | 1 800,00 | | 4 000,00 | 4 000,00 | | |
| | 530 - Fêtes et cérémonies | 3 650,00 | | | | | 650,00 | | 3 650,00 | 3 650,00 | | |
| | 549 - Fournitures de bureau | 44 000,00 | | | | | 54 952,00 | | 50 200,00 | 50 200,00 | | |
| | 3194 - Fournitures ou matières autres | 7 350,00 | | | | | 10 350,00 | | 10 350,00 | 10 350,00 | | |
| | 3176 - Frais d'analyse | 300,00 | | | | | 348,00 | | 650,00 | 650,00 | | |
| | 1302 - Frais de déménagement. | 26 700,00 | | 15 200,00 | | 26 700,00 | 26 700,00 | | | | | |
| | 928 - Frais de péage | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | | | | | |
| | 1892 - frais de transport - divers | 4 300,00 | | 2 100,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | | | |
| 567 - Frais d'impression | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | | | | |
| 623 - Habillement | 2 400,00 | | 3 400,00 | | 3 500,00 | 3 500,00 | | | | | | |
| 664 - Location de matériel - | 2 200,00 | | 2 200,00 | | 2 200,00 | 2 200,00 | | | | | | |
| 1757 - Location et Installation | 73 000,00 | | 62 900,00 | | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 1378 - Produits pharmaceutiques | 4 000,00 | | 4 000,00 | | 7 000,00 | 7 000,00 | | | | | | |
| Total | 626 900,00 | 0,00 | 591 300,00 | 500 000,00 | 568 900,00 | 148 900,00 | | | | | | |
| | | | 40 - Alimentation | 20 000,00 | | 20 000,00 | 12 000,00 | | | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00

17 695 870,42

323 456 928,42

309 243 434,00

311 782 803,00

313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 | | |
|---------------------------------------|--|---|---|---------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------|---------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | | | |
| MOYENS DE FONCTIONNER | MOYENS DE FONCTIONNER DES SERVICES A/C 2012 | Musée Guerre et Paix | 2776 - Autres fournitures non stockées | 1 000,00 | | 1 000,00 | 150,00 | Reprise des crédits par le musée | Reprise des crédits par le musée | | |
| | | | 1411 - Documentation générale | 1 000,00 | | 1 000,00 | 464,00 | | | | |
| | | | 480 - Entretien de matériel | 2 000,00 | | 2 000,00 | 0,00 | | | | |
| | | | 530 - Fêtes et cérémonies | 500,00 | | 500,00 | 0,00 | | | | |
| | | | 549 - Fournitures de bureau | 1 000,00 | | 1 000,00 | 200,00 | | | | |
| | | | 623 - Habillement | 300,00 | | 300,00 | 0,00 | | | | |
| | | | 1378 - Produits pharmaceutiques | 100,00 | | 100,00 | 0,00 | | | | |
| | | | Total | 25 900,00 | 0,00 | 25 900,00 | 12 814,00 | | | | |
| | | | TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER | 1 466 100,00 | 0,00 | 1 430 000,00 | 1 107 014,00 | | | | |
| | | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 1 381 250,00 |
| ASSEMBLEE | Assemblée départementale | Assemblée départementale (gestion par DF) | 236 - Cotisations retraite des Elus (IRCANTEC, CAREL, | 110 000,00 | | 110 000,00 | | 110 000,00 | 100 000,00 | | |
| | | | 1473 - Cotisations Sécurité Sociale Elus, forfait soc.-part patronale | 320 000,00 | | 320 000,00 | | 320 000,00 | 320 000,00 | | |
| | | | 586 - Frais de formation des Conseillers départementaux | 20 000,00 | | 20 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | | |
| | | | 1802 - Frais de mission et déplacement ELUS | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 | | |
| | | | 1803 - Indemnités de retraite des anciens élus | 190 000,00 | | 190 000,00 | | 190 000,00 | 180 000,00 | | |
| | | | 645 - Indemnités des élus | 1 050 000,00 | | 1 050 000,00 | | 1 050 000,00 | 1 070 000,00 | | |
| | | | Total | 1 720 000,00 | 0,00 | 1 720 000,00 | 1 630 000,00 | 1 720 000,00 | 1 720 000,00 | | |
| | | | Assemblée départementale | Fct Assemblée | 21 - Acquisition de petit matériel | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | | | 67 - Assemblée - Alimentation | 20 000,00 | | 19 511,65 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | | | | 68 - Assemblée - Fournitures diverses | 350,00 | | 350,00 | | 300,00 | 300,00 |
| | 137 - Carburant - | 9 000,00 | | | | 9 000,00 | | 7 000,00 | 7 000,00 | | |
| | 1798 - Divers transports de biens et transports collectifs | 1 000,00 | | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | |
| | 480 - Entretien de matériel | 3 100,00 | | | | 3 100,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| | 530 - Fêtes et cérémonies | 3 800,00 | | | | 3 800,00 | | 3 800,00 | 3 800,00 | | |
| | 3348 - frais de colloques et de séminaires | 1 200,00 | | | | 1 688,35 | | 1 200,00 | 1 200,00 | | |
| | 1875 - Frais de péage - Assemblée | 2 600,00 | | | | 2 600,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| | 567 - Frais d'impression | 250,00 | | | | 250,00 | | 250,00 | 250,00 | | |
| | 1227 - Frais Postaux | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 300,00 | 1 300,00 | | | | |
| | 3054 - Publicités, publications, relations publiques | | | 1 500,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | | | |
| | 1324 - Réceptions | 3 000,00 | | 1 500,00 | | 1 300,00 | 1 300,00 | | | | |
| Total | 46 800,00 | 0,00 | 46 800,00 | 22 480,00 | 43 150,00 | 43 150,00 | | | | | |
| TOTAL ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE | 1 766 800,00 | 0,00 | 1 766 800,00 | 1 652 480,00 | 1 763 150,00 | 1 763 150,00 | | | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|-------------------|---|--|-------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| COMMUNICATION | Communication | Communication institutionnelle | 648 - Annonces et Insertions presse | 30 000,00 | | 28 328,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | 2185 - Contrats de maintenance | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 |
| | | | 237 - Coupes et récompenses | 30 000,00 | | 28 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | 3686 - Distribution - Com | 36 000,00 | | 33 895,00 | | 36 000,00 | 36 000,00 |
| | | | 1178 - Diverses prestations de service | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 27 600,00 | 27 600,00 |
| | | | 530 - Fêtes et cérémonies | 10 000,00 | | 7 576,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | 567 - Frais d'impression | 94 000,00 | | 99 320,00 | | 89 000,00 | 89 000,00 |
| | | | 3643 - Photographies | 8 000,00 | | 8 000,00 | | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | | | 1304 - Prestations P.A.O | 20 000,00 | | 24 276,00 | | 21 400,00 | 21 400,00 |
| | | | 3054 - Publicités, publications, relations publiques | 20 000,00 | | 22 105,00 | | 17 500,00 | 25 000,00 |
| | | Total | 280 500,00 | 0,00 | 284 000,00 | 232 000,00 | 272 000,00 | 279 500,00 | |
| | | Communication interne | 2185 - Contrats de maintenance | 2 500,00 | | 2 500,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 |
| | | | 3686 - Distribution - Com | 500,00 | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | | 1178 - Diverses prestations de service | 5 000,00 | | 4 900,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | 1304 - Prestations P.A.O | 6 000,00 | | 4 500,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | Total | 14 000,00 | 0,00 | 12 400,00 | 9 430,00 | 11 000,00 | 11 000,00 | |
| | | Coopérations européennes et internationales | Participations | 41 000,00 | | 41 000,00 | 41 000,00 | 41 000,00 | 41 000,00 |
| | | Promotion des infrastructures et événements du CD08 | 648 - Annonces et Insertions presse | 127 000,00 | | 115 000,00 | | 124 000,00 | 124 000,00 |
| | | | 237 - Coupes et récompenses | 15 000,00 | | 15 000,00 | | 5 000,00 | 10 000,00 |
| | | | 3686 - Distribution - Com | 22 000,00 | | 22 000,00 | | 24 000,00 | 24 000,00 |
| 530 - Fêtes et cérémonies | 0,00 | | | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| 567 - Frais d'impression | 16 000,00 | | | 16 000,00 | | 16 000,00 | 16 000,00 | | |
| 1304 - Prestations P.A.O | 8 000,00 | | | 6 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 | | |
| 3054 - Publicités, publications, relations publiques | 40 000,00 | | | 40 000,00 | | 37 500,00 | 37 500,00 | | |
| 21 - Acquisition de petit matériel | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| Total | 229 000,00 | 0,00 | 215 000,00 | 173 400,00 | 211 500,00 | 216 500,00 | | | |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------------|---------------|----------------------------|--|------------------|-----------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| COMMUNICATION | Communication | Promotion du territoire | 648 - Annonces et Insertions presse | 30 000,00 | | 42 000,01 | | 80 000,00 | 80 000,00 |
| | | | 567 - Frais d'impression | 4 000,00 | | 5 025,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 1304 - Prestations P.A.O | 2 000,00 | | 1 999,99 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 3054 - Publicités, publications, relations publiques | 2 000,00 | | 975,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total | 38 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 46 000,00 | 84 000,00 | 84 000,00 |
| | | Imprimerie | Location et installation de matériel | | | | | 45 000,00 | 45 000,00 |
| | | | 480 - Entretien de matériel | | | 100,00 | 30,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel et fournitures | | | | | 8 000,00 | 8 000,00 |
| | | Total | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 30,00 | 57 000,00 | 57 000,00 | |
| | | Mes Courses en Ardennes | 648 - Annonces et Insertions presse | | | | | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | | 3054 - Publicités, publications, relations publiques | | | | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | Total | | | | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | | TOTAL COMMUNICATION | | | | 602 500,00 | 0,00 | 602 500,00 | 501 860,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---|--------------------------------------|---|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | | Budget primif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Affaires Juridiques et Foncières | Assurances A/c 2017 | 3741 - Assurance obligatoire dommage - construction | | | 7 700,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 3677 - Assurances AUTRES que dommages aux biens | 490 000,00 | 25 000,00 | 299 100,00 | | 295 000,00 | 295 000,00 |
| | | | 3676 - Assurances Dommages aux biens (multirisques) | | | 218 600,00 | | 217 000,00 | 217 000,00 |
| | | | Total | 490 000,00 | 25 000,00 | 525 400,00 | 500 000,00 | 512 000,00 | 512 000,00 |
| | | Audits | 2957 - études et diagnostics | 30 000,00 | | 30 000,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | | Total | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | Biens mobiliers et immobiliers vente | 2957 - études et diagnostics | 50 000,00 | | 46 448,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 395 - Honoraires divers et vacations | 0,00 | | 3 552,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | Total | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 15 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | Commissaires enquêteurs | 553 - Frais d'actes et de contentieux | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 395 - Honoraires divers et vacations | 25 000,00 | | 25 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | Total | 27 000,00 | 0,00 | 27 000,00 | 10 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |
| | | Contentieux | 553 - Frais d'actes et de contentieux | 160 000,00 | | 280 000,00 | | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | | | Total | 160 000,00 | 0,00 | 280 000,00 | 270 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | | Frais d'Annonces Légales | 4 - Abonnements | 10 000,00 | | 9 200,00 | | | |
| | | | 1273 - Annonces et insertions | 60 000,00 | | 60 800,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | | Total | 70 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 30 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| | | Impôts et Charges diverses | 86 - Autres frais financiers | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 910 - Autres impôts | 1 500,00 | | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 |
| | | | 101 - Autres prestations de service | 500,00 | | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| | | | 3489 - Charges locatives et de copropriété | 20 000,00 | | 23 378,00 | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| | | | 3364 - Frais de stockage | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | | 641 - Impôts et taxes fonciers, charges diverses | 370 000,00 | | 357 000,00 | | 290 000,00 | 290 000,00 |
| 3056 - Remboursement de frais à des tiers | 122 000,00 | | | 131 622,00 | | 130 000,00 | 130 000,00 | | |
| Total | 517 000,00 | 0,00 | 517 000,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | | | |
| Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche | 3489 - Charges locatives et de copropriété | 15 000,00 | | 15 800,00 | | 15 000,00 | 15 000,00 | | |
| | 673 - Loyers bâtiments divers | 270 000,00 | | 269 200,00 | | 290 000,00 | 290 000,00 | | |
| | Total | 285 000,00 | 0,00 | 285 000,00 | 270 000,00 | 305 000,00 | 305 000,00 | | |
| Remboursement partiel du canon | 3444- Autres charges except. Sur opé de gestion (Bâtiment - fermeture 3 Gendarmeries) | | | | | | 1 900 000,00 | | |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | | 1 629 000,00 | 25 000,00 | 1 784 400,00 | 1 575 000,00 | 1 629 000,00 | 3 529 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---|---|---------------------------|---|---------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| DEPENSES IMPREVUES | AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES | Dépenses imprévues | 424 - Dépenses imprévues de fonctionnement | | 1 881 138,00 | 1 881 138,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 |
| TOTAL DEPENSES IMPREVUES | | | | 0,00 | 1 881 138,00 | 1 881 138,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| COVID 19 | AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES | COVID 19 | 622 - Participations et concours divers | | | 2 021 020,00 | | | 250 000,00 |
| | | | 30 - Acquisition de petits matériels (Covid) | | | | | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | | | 21 - Acquisition de petit matériel | | 864 600,00 | 20 847,50 | | | |
| | | | 1273 - Annonces et insertions | | 0,00 | 69 131,27 | | | |
| | | | 2794 - Autres matières et fournitures | | 0,00 | 1 636 539,42 | | 250 000,00 | 250 000,00 |
| | | | 101 - Autres prestations de service | | | 49 305,00 | | | |
| | | | 1378 - Produits pharmaceutiques (Covid - Gel hydroalcoolique) | | | | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | | | 106 - Autres produits pharmaceutiques | | 567 700,00 | 43 052,00 | | | |
| | | | 879 - Contrat maintenance | | 0,00 | 19 308,00 | | | |
| | | | 237 - Coupes et récompenses | | | 3 265,00 | | | |
| | | | 1329 - Frais de nettoyage des locaux | | 0,00 | 209 502,48 | | | |
| | | | 1287 - Frais de transport de personnes extérieures | | | 250 000,00 | | | |
| | | | 567 - Frais d'impression | | 0,00 | 9 352,80 | | | |
| | | | 623 - Habillement | | 0,00 | 77 586,00 | | 200 000,00 | 200 000,00 |
| | | | 664 - Location de matériel | | | 5 760,00 | | | |
| | | | 753 - Produits d'entretien ménager | | 0,00 | 36 517,90 | | 18 000,00 | 18 000,00 |
| | | | 1029 - Provisions pour risques | | 5 000 000,00 | 4 000 000,00 | | | |
| 3054 - Publicités, publications, relations publiques | | 0,00 | 14 132,63 | | | | | | |
| 3777 - Primes exceptionnelles personnels EHPAD et ESSMS | | | 2 657 000,00 | | | | | | |
| 424 - Dépenses imprévues de fonctionnement | | | 5 000 000,00 | 229 801,00 | | | | | |
| TOTAL COVID 19 | | | | 0,00 | 11 432 300,00 | 11 352 121,00 | 8 700 000,00 | 481 000,00 | 731 000,00 |
| OPERATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE M52 | Opérations relatives au patrimoine (M52) + régularisations | Provisions | 3331- Provisions pour dépréciation des comptes de redevables | 300 000,00 | 500 000,00 | 800 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 1029 - Provisions pour risques | 800 000,00 | 1 100 000,00 | 1 900 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | Total | 1 100 000,00 | 1 600 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE M52 | | | | 1 100 000,00 | 1 600 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 304 995 260,00 | 17 695 870,42 | 323 456 928,42 | 309 243 434,00 | 311 782 803,00 | 313 476 619,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|--|-------------------------|--------------------------------------|---|----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| PARCS D'ACTIVITES | AFFAIRES ECONOMIQUES | AVANCES ET SUBV. AU BUDGET ANNEXE ZA | 3024 - Subvention d'équilibre du B.A. | 74 245,00 | | 74 245,00 | | | |
| | TOTAL PARCS D'ACTIVITES | | | 74 245,00 | 0,00 | 74 245,00 | 74 245,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES (Hors Gestion de la dette, Fiscalité, Péréquation et dotations) | | | | 89 634 233,00 | 15 283 438,00 | 104 391 792,00 | 95 531 630,00 | 90 105 210,00 | 91 590 096,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| |
|--|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT |
|--|

| | | | | |
|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|
| 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 |
|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|

| | |
|---------------|---------------|
| 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---------------|---------------|

| POLITIQUE | LIBELLE |
|-----------|---------|
|-----------|---------|

| 2020 | | | | |
|-----------------|-----------------------|---------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| | | |
|----------------------------|--|--|
| COMMUNICATION | Promotion des infrastructures et événements du Conseil départemental | 1952 - Site internet |
| | | 909 - Acquisition diverses |
| | | 361 - Travaux - Divers |
| | | 618 - Installation de Voirie |
| | | TOTAL Promotion des infrastructures et événements |
| | Communication interne | 1952 - Site internet |
| | | 361 - Travaux - Divers |
| | Communication institutionnelle | 909 - Acquisition diverses |
| | | 1952 - Site internet |
| | | TOTAL Communication institutionnelle |
| TOTAL COMMUNICATION | | |

| | | | | |
|-----------|------|--------|-----------|-----------|
| 3 000,00 | | | 3 000,00 | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 1 000,00 |
| 5 000,00 | | | 5 000,00 | 2 200,00 |
| 10 000,00 | | | 10 000,00 | 5 000,00 |
| 8 000,00 | | 216,00 | 8 216,00 | 5 000,00 |
| 10 000,00 | | 468,00 | 10 468,00 | 5 000,00 |
| 28 000,00 | 0,00 | 684,00 | 28 684,00 | 15 000,00 |
| 36 000,00 | 0,00 | 684,00 | 36 684,00 | 18 200,00 |

| | |
|-----------|-----------|
| 11 000,00 | 11 000,00 |
| | |
| 13 000,00 | 26 000,00 |
| 24 000,00 | 37 000,00 |
| 2 000,00 | 2 000,00 |
| 8 000,00 | 8 000,00 |
| 2 000,00 | 8 000,00 |
| 18 000,00 | 18 000,00 |
| 28 000,00 | 34 000,00 |
| 54 000,00 | 73 000,00 |

| | | | |
|---------------------|------------------------------------|--------------------------------|--|
| DSI LOGICIEL | SPL XDEMAT | 2599 - Logiciels | |
| | | 3362 - Titres de participation | |
| | Viabilité hivernale MCE | 2599 - logiciels | |
| | SIG | 2599 - Logiciels | |
| | SOLIS | 2599 - logiciels | |
| | SID | 2599 - Logiciels | |
| | BO | 2599 - Logiciels | |
| | Archives | 2599 - logiciels | |
| | ORPHEE | 2599 - Licences et logiciels | |
| | Logiciels social | 2599 - logiciels | |
| | Grand Angle | 2599 - Logiciels | |
| | Logiciel des Routes | 2599 - Logiciels | |
| | eCiviRH | 2599 - logiciels | |
| | GED | 2599 - logiciels | |
| | Gestion des documents de qualité | 2599 - Logiciels | |
| | Logiciels financiers | 2599 - Logiciels | |
| | licences | 2599 - logiciels | |
| | Logiciels MADEF | 2599 - Logiciels | |
| | logiciel Musée | 2599 - logiciels | |
| | A créer : logiciels Communication | 2599 - Logiciels | |
| | Sauvegarde | 2599 - Logiciels | |
| | Maintenance évolutive | 2599 - logiciels | |
| | logiciel des marchés publics | 2599 - logiciels | |
| | Schéma directeur dématérialisation | 2599 - logiciels | |
| | TOTAL LOGICIEL | | |

| | | | | |
|------------|----------|-----------|------------|------------|
| 2 969,00 | | | 5 969,00 | |
| 31,00 | | | 31,00 | |
| 6 300,00 | | | | |
| | | 9 120,00 | 20 120,00 | |
| 36 500,00 | | | 36 500,00 | |
| | | | | |
| | 9 390,42 | 3 486,00 | 12 876,42 | |
| 15 000,00 | | | 20 000,00 | |
| 4 000,00 | | | 7 050,00 | |
| 18 500,00 | | | 18 500,00 | |
| | | | 6 300,00 | |
| 17 000,00 | | 4 650,00 | 21 650,00 | |
| | | 2 940,00 | 7 320,00 | |
| | | | | |
| | | | 4 300,00 | |
| 22 500,00 | | 840,00 | 39 553,00 | |
| 2 100,00 | | | 2 110,00 | |
| 4 300,00 | | | 1 023,00 | |
| | | | | |
| 9 300,00 | | | 9 300,00 | |
| 130 000,00 | | 60 074,64 | 188 436,64 | |
| | | | | |
| 212 000,00 | | 12 840,00 | 182 187,00 | |
| 480 500,00 | 9 390,42 | 93 950,64 | 583 226,06 | 400 000,00 |

| | |
|------------|------------|
| 2 969,00 | 2 969,00 |
| 31,00 | 31,00 |
| | |
| 25 000,00 | 25 000,00 |
| 21 100,00 | 21 100,00 |
| 5 000,00 | 5 000,00 |
| 9 000,00 | 9 000,00 |
| 40 000,00 | 40 000,00 |
| 10 000,00 | 10 000,00 |
| | 13 000,00 |
| | |
| 6 300,00 | 6 300,00 |
| 40 000,00 | 40 000,00 |
| | |
| 11 200,00 | 11 200,00 |
| 3 000,00 | 3 000,00 |
| 61 000,00 | 61 000,00 |
| 2 000,00 | 2 000,00 |
| | |
| 20 000,00 | 20 000,00 |
| | |
| 230 000,00 | 230 000,00 |
| 8 500,00 | 8 500,00 |
| 308 500,00 | 308 500,00 |
| 803 600,00 | 816 600,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|---|---|--|-------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| POLITIQUE | LIBELLE | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | |
| DSI MATERIEL | Matériel Audio visuel | 909-Acquisitions diverses | 46 000,00 | | | 46 000,00 | | 39 000,00 | 39 000,00 |
| | Matériels informatiques | 502- Matériels informatiques | 223 000,00 | | 195 078,00 | 418 078,00 | | 150 000,00 | 150 000,00 |
| | Infrastructure serveurs | 502- Matériels informatiques | 20 000,00 | | 46 221,72 | 66 221,72 | | 85 000,00 | 85 000,00 |
| | Audit de sécurité | 563 - Frais d'études | | | 9 960,00 | 9 960,00 | | | |
| | | 502- Matériels informatiques | | | | | | 25 000,00 | 25 000,00 |
| TOTAL MATERIEL | | | 289 000,00 | 0,00 | 251 259,72 | 540 259,72 | 350 000,00 | 299 000,00 | 299 000,00 |
| DSI Téléphonie sur IP | Pré-câblage des sites | 361 - Travaux divers | 29 350,00 | | | 29 350,00 | | 18 500,00 | 18 500,00 |
| | A créer : Solutions complémentaires | | | | | | | 16 500,00 | 16 500,00 |
| | intégration de la solution | 2929 - Matériel de téléphonie | 23 000,00 | | 777,60 | 23 777,60 | | 41 500,00 | 41 500,00 |
| TOTAL Téléphonie sur IP | | | 52 350,00 | 0,00 | 777,60 | 53 127,60 | 40 000,00 | 76 500,00 | 76 500,00 |
| DSI Matériels de Téléphonie | Achats de téléphones mobiles | 2929 - Matériel de téléphonie | 2 000,00 | | | 2 000,00 | 1 500,00 | 30 500,00 | 30 500,00 |
| TOTAL DSI | | | 823 850,00 | 9 390,42 | 345 987,96 | 1 178 613,38 | 791 500,00 | 1 209 600,00 | 1 222 600,00 |
| MOYENS DE FONCTIONNER | Hôtel du Departement et annexes | 18 - Autres matériels divers | 20 000,00 | | 9 600,00 | 24 600,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | 1135 - Acquisition matériel et mobilier | 30 000,00 | | 505,06 | 47 505,06 | | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | | 2911 - Acquisition matériel technique | 20 000,00 | | | 8 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | | Total Hôtel du Departement et annexes | 70 000,00 | 0,00 | 10 105,06 | 80 105,06 | 60 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| | DRI et TRA | 18 - Autres matériels divers | 2 000,00 | | | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| | | 1135 - Acquisition matériel et mobilier | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | Total DRI et TRA | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| DS et MDS -Aménagement Madef | 18 - Autres matériels divers | 85 000,00 | | | 85 000,00 | 10 000,00 | 85 000,00 | 85 000,00 | |
| | 1135 - Acquisition matériel et mobilier | 100 000,00 | | 30 880,10 | 130 880,10 | 84 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| | 3014 - Acquisition véhicules | 68 000,00 | | | 68 000,00 | | 68 000,00 | 68 000,00 | |
| | Total DS et MDS -Aménagement Madef | 253 000,00 | 0,00 | 30 880,10 | 283 880,10 | 94 000,00 | 253 000,00 | 253 000,00 | |
| TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER | | | 328 000,00 | 0,00 | 40 985,16 | 368 985,16 | 154 000,00 | 328 000,00 | 328 000,00 |
| OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES | Raccordement A304/RN43 | 1328 - Acquisitions de terrains | | | | | | | |
| | Aménagement carrefour Etrepigny + autres aménagements DIE | 1328 - Acquisitions de terrains | 245 000,00 | | 946,00 | 245 946,00 | | 140 000,00 | 140 000,00 |
| | Acquisition pour projets routiers et autres | 1328 - Acquisitions de terrains | | | | | | | |
| | Développement des TRA | 1328 - Acquisitions de terrains | 3 000,00 | | | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | Cautionnement versé | 3320 - Dépôt de garantie Cautionnement versé | | | | | | | |
| TOTAL OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES | | | 248 000,00 | 0,00 | 946,00 | 248 946,00 | 15 000,00 | 143 000,00 | 143 000,00 |
| COMMANDE PUBLIQUE | Frais d'insertion Publicité | 1978- Frais d'insertion Publicité | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 15 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| TOTAL DAJE | | | 308 000,00 | 0,00 | 946,00 | 308 946,00 | 30 000,00 | 173 000,00 | 173 000,00 |

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|--|---|-----------------|-----------------------|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| POLITIQUE | LIBELLE | 2020 | | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA | | |
| OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | 2618 - Participations SEM ENR TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| COVID 19 | 423 - Dépenses imprévues d'investissement | | 500 000,00 | | | | 0,00 | 0,00 |
| | 909 - Acquisitions diverses | | 400 000,00 | | 309 553,00 | | 250 000,00 | 250 000,00 |
| | 657 - Licences et logiciels informatiques (Conseil Général) | | | | 5 160,00 | | | |
| | 2599 - Logiciels | | 100 000,00 | | 94 840,00 | | | |
| | 2929 - Matériel de Téléphonie | | | | 2 664,00 | | | |
| | 502 - matériels informatiques | | | | 80 945,00 | | | |
| | 361 - Travaux - Divers | | | | 6 838,00 | | | |
| 510 - Subventions d'investissement à la Région | | | | 109 432,00 | 109 432,00 | | | |
| | TOTAL COVID 19 | | 1 000 000,00 | | 609 432,00 | 359 432,00 | 250 000,00 | 250 000,00 |
| OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF | 1854 - Solde de la section de financement TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF | 0,00 | 11 861 727,96 | 0,00 | 11 861 727,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PARCS D'ACTIVITES | 3294-Créances sur des collectivités publiques | | 341 117,27 | | 341 117,27 | 341 117,00 | | |
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES (Hors Gestion de la dette, Fiscalité, Péréquation et dotations) | | 1 495 850,00 | 13 212 235,65 | 388 603,12 | 14 705 505,77 | 1 694 249,00 | 2 014 600,00 | 2 096 600,00 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| | | | | | | | | | | |
|----------------------------|---------------------------------------|---|--|------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| RESSOURCES HUMAINES | Rémunérations du personnel | Administration Générale | 3079 - Remb. tickets-repas - Administration Générale | 91 550,00 | | 91 550,00 | | 91 550,00 | 91 550,00 | |
| | | | 1641 - Remboursement sur charges - Administration Générale | 27 444,00 | | 27 444,00 | | 11 604,00 | 11 604,00 | |
| | | | 1632 - Remboursement sur rémunérations - Administration Générale | 310 448,00 | | 310 448,00 | | 116 817,00 | 116 817,00 | |
| | | | 3341 - Subvention du FIPHP | 10 000,00 | | 10 000,00 | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| | | Aide sociale | 3080 - Remb. tickets-repas - Aide Sociale | 195 250,00 | | 195 250,00 | | 195 250,00 | 195 250,00 | |
| | | | 1635 - Remboursement sur rémunérations - Aide sociale | 591 416,00 | | 591 416,00 | | 591 416,00 | 591 416,00 | |
| | | Aménagement rural | 3081 - Remb. tickets-repas - Aménagement Rural | 8 100,00 | | 8 100,00 | | 8 100,00 | 8 100,00 | |
| | | Archives | 3082 - Remb. tickets-repas - Archives | 10 200,00 | | 10 200,00 | | 10 200,00 | 10 200,00 | |
| | | Bases de loisirs | 3083 - Remb. tickets-repas - Bases de Loisirs | 12 000,00 | | 12 000,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 | |
| | | BDA | 3084 - Remb. tickets-repas - B.D.P. | 8 250,00 | | 8 250,00 | | 8 250,00 | 8 250,00 | |
| | Enseignement | Culture, sport et Loisirs | 3085 - Remb. Tickets-repas - Culture, Sport et Loisirs | 6 850,00 | | 6 850,00 | | 6 850,00 | 6 850,00 | |
| | | DRI | 3086 - Remb. tickets-repas - D.R.I. | 138 750,00 | | 138 750,00 | | 138 750,00 | 138 750,00 | |
| | | | 3087 - Remb. tickets-repas - Enseignement | 27 000,00 | | 27 000,00 | | 27 000,00 | 27 000,00 | |
| | | | 2899 - Remboursement Etat - CNASEA - Enseignement | 28 700,00 | | 28 700,00 | | 28 700,00 | 28 700,00 | |
| | SOUS-TOTAL RESSOURCES HUMAINES | | | | 1 465 958,00 | 0,00 | 1 465 958,00 | 1 400 000,00 | 1 256 487,00 | 1 256 487,00 |
| | | Protection de l'Enfance | xxx - Protection de l'enfance | | | | | 400 000,00 | 0,00 | |
| | | Contrats de projet conseillers emploi insertion | xxx - Contrats de projet conseillers emploi insertion | | | | | 70 000,00 | 0,00 | |
| | | Mission d'appui - Service Géo-Décisionnel | xxx - Charge RH du Service Géo-Décisionnel | | | | | 45 450,00 | 0,00 | |
| | TOTAL RESSOURCES HUMAINES | | | | 1 465 958,00 | 0,00 | 1 465 958,00 | 1 400 000,00 | 1 771 937,00 | 1 256 487,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|--|---|--|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Affaires Juridiques et Foncières | Impôts et charges diverses | 115 - Autres recouvrements | 7 000,00 | | 7 000,00 | | 7 000,00 | 7 000,00 |
| | | Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche | 115 - Autres recouvrements | 19 000,00 | | 19 000,00 | | 19 000,00 | 19 000,00 |
| | | | 666 - Locations bâtiments divers | 1 200 000,00 | | 1 200 000,00 | | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 |
| | | | 668 - Locations sur droits de chasse et de pêche | 5 000,00 | | 5 000,00 | | 15 500,00 | 15 500,00 |
| | Red. Transport et Distribution Electricité | 2217 - Redevance pour occupation du domaine public | 355 000,00 | | 355 000,00 | | 355 000,00 | 355 000,00 | |
| | Locations assujetties à TVA | Loyers entreprises TVA | 2690 - Loyers Ets. soumis à TVA | 81 300,00 | | 81 300,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | | 1 667 300,00 | 0,00 | 1 667 300,00 | 3 500 000,00 | 1 696 500,00 | 1 696 500,00 |

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

| | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|------------------------------------|---|-----------|--|------------------|-------------|------------------|-------------------|
| OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | Affaires budgétaires et financières | Frais de gestion courante (D et R) | 1102 - Autres produits exceptionnels | 50 000,00 | | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 115 - Autres recouvrements | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | 1814 - Mandats annulés (sur exerc. antérieurs) | | | | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | | | 3045 - Pénalités | | | | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | | | 1809 - Réglements après admissons en non valeur | | | | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| | | | TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 170 000,00 |

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|--|------------|--|------------|--|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| REPRISE PROVISIONS | Opérations relatives au patrimoine (M52) + Régularisations | Provisions | 3332 - Reprise partielle provision SYNERGIE | 212 000,00 | | 212 000,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | 3332 - Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants (TECSOM) | | | | | | 750 000,00 |
| | | | 3361 - Reprise/provision pour risques (COVID) | | | | | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 |
| | | | 3361 - Reprise sur provisions pour risques (Gendarmeries) | | | | | | 2 300 000,00 |
| | | | 3641 - Ajustement garanties d'emprunts | | | | 35 801,00 | | |
| | | | TOTAL REPRISE PROVISIONS | | | 212 000,00 | 0,00 | 247 801,00 | 251 121,00 |

| | | | | | | | | |
|------------------------------|---|---|-------------|-------------|-------------|------------------|-----------------|-------------|
| MOYENS DE FONCTIONNER | Mission APPUI - Service Géo-Décisionnel | xxx - Perception des frais engagés pour l'accueil des agents mutualisés - Ardenne Métropole | | | | | 3 000,00 | 0,00 |
| | | TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 3 000,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------------------------------|--|---|-------------|----------------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | Affaires budgétaires et financières | Opérations relatives au Compte administratif | 925 - Résultat reporté de fonctionnement | | 26 538 298,54 | 26 538 298,54 | | | |
| | | | TOTAL RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 26 538 298,54 | 26 538 298,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|------------|--------------|-----------------------------------|---|----------|-----------------|-------------|-----------------|-----------------|------------------|
| DSI | Informatique | Solutions informatiques hébergées | 2628 - Participation de fonctionnement des Communes | 7 520,00 | | 7 520,00 | | 4 240,00 | 4 240,00 |
| | | SIG Mutualisé (partie logiciel) | | | | | 46 680,00 | 0,00 | |
| | | SIG Mutualisé (partie matériel) | | | | | 2 062,00 | 0,00 | |
| | | TOTAL DSI | | | 7 520,00 | 0,00 | 7 520,00 | 5 000,00 | 52 982,00 |

| | | | | | | | | | | |
|-----------------|-------------------------------------|----------|--|--|------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| COVID 19 | Affaires budgétaires et financières | COVID 19 | 2757 - Subventions de fonctionnement (Communes) | | 432 300,00 | 235 840,00 | 235 840,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | 3750 - Autre sparticipations de l'Etat | | | 288 200,00 | 288 200,00 | | | |
| | | | 3727 - Libéralités reçues | | | | 12 377,00 | 12 377,00 | | |
| | | | xxx - Participation Etat - Prime COVID médico social | | | | | | 520 000,00 | 520 000,00 |
| | | | TOTAL COVID | | | 0,00 | 432 300,00 | 536 417,00 | 536 417,00 | 520 000,00 |

| | | | | | | |
|--|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES (Hors Gestion de la dette, Fiscalité, Péréquation et dotations) | 3 402 778,00 | 26 970 598,54 | 30 513 294,54 | 5 873 538,00 | 8 151 419,00 | 10 634 227,00 |
|--|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|----------------------|----------------------|
| 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | |
|----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | Biens mobiliers et immobiliers - vente | 2824 - Produits de cession | 2 500 000,00 | | 2 500 000,00 | |
|---|---|----------------------------|------------------------|------------------------------|---------------------|---------------|
| | | | Avances et Subventions | 1868 - Rembours.avance SAFER | 40 000,00 | |
| Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche | 2632 - Dépôt de garantie - Cautionnement reçu | 2 000,00 | | 2 000,00 | | |
| TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION | | | 2 542 000,00 | 0,00 | 2 542 000,00 | 326,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 1 900 000,00 | 1 900 000,00 |
| 15 000,00 | 15 000,00 |
| 1 000,00 | 1 000,00 |
| 1 916 000,00 | 1 916 000,00 |

| OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | 65 - Avances aux communes et groupements (assainissement) | 136 006,00 | | 136 006,00 | | |
|--|---|--------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| | 805 - Rembts prêts aux communes - Logts locatifs milieu rural | 105 221,00 | | 105 221,00 | | |
| | 532 - Aides économiques - Tiers - Remboursement d'avances | 1 414 344,00 | | 904 344,00 | | |
| | 536 - Aides économiques - Remboursement des avances faites aux communes | 118 123,00 | | 118 123,00 | | |
| | 533- Avances à d'autres tiers | 35 371,00 | | 35 371,00 | | |
| | 2914 - Avances communes - Acquisitions Foncières | 106 045,00 | | 106 045,00 | | |
| TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES | | | 1 915 110,00 | 0,00 | 1 405 110,00 | 1 400 000,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 54 709,00 | 54 709,00 |
| 117 887,00 | 117 887,00 |
| 1 073 264,00 | 1 073 264,00 |
| 43 123,00 | 43 123,00 |
| 22 705,00 | 22 705,00 |
| 106 045,00 | 106 045,00 |
| 1 417 733,00 | 1 417 733,00 |

| Opérations relatives au compte administratif | 2035 - Couverture du besoin de financement de la section d'invest. | | 14 504 537,34 | 14 504 537,34 | 14 504 537,34 |
|---|--|-------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF | | 0,00 | 14 504 537,34 | 14 504 537,34 | 14 504 537,34 |

| | |
|-------------|-------------|
| | |
| 0,00 | 0,00 |

| PARCS D'ACTIVITES | 3294 - Créances sur les collectivités publiques - Département | 419 396 | | 419 396 | |
|--------------------------------|---|----------------|----------|----------------|----------------|
| TOTAL PARCS D'ACTIVITES | | 419 396 | 0 | 419 396 | 961 378 |

| | |
|----------------|----------------|
| 499 195 | 499 195 |
| 499 195 | 499 195 |

| | | | | | |
|--|--|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES (Hors Gestion de la dette, Fiscalité, Péréquation et dotations) | | 4 876 506,00 | 14 504 537,34 | 18 871 043,34 | 16 866 241,34 |
|--|--|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|---------------------|---------------------|
| 3 832 928,00 | 3 832 928,00 |
|---------------------|---------------------|

**BUDGET ANNEXE PARCS D'ACTIVITES
PROJET BP 2021**

| | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|---|
| F O N C T I O N N E M E N T | <p>Dépenses réelles 30 005 €</p> <p>Dépenses d'ordre 1 256 237 €</p> <p>1 286 242 €</p> | <p>Recettes réelles 1 286 242 €</p> <p>1 286 242 €</p> |
| I N V E S T I S S E M E N T | <p>Dépenses réelles 1 256 237 €</p> <p>1 256 237 €</p> | <p>Recettes d'ordre 1 256 237 €</p> <p>1 256 237 €</p> |

BUDGET ANNEXE DES PARCS D'ACTIVITES DEPARTEMENTAUX

FONCTIONNEMENT : DEPENSES

| CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------------------------------|--|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| MOUVEMENTS REELS | | | | | | |
| 048 - PAD BAZEILLES 2 | 3261 - Viabilisation de terrains ZA | 10 000 | 10 000 | 0 | 10 000 | 10 000 |
| 017 - PAD SIGNY L'ABBAYE | 3260-crédits d'études pour Z.A. | 20 000 | 20 000 | 0 | 20 000 | 20 000 |
| 025 - FRAIS FINANCIERS | 2571 - Régularisation de TVA (dépenses) | 5 | 5 | | 5 | 5 |
| TOTAL MOUVEMENTS REELS | | 30 005,00 | 30 005,00 | 0,00 | 30 005,00 | 30 005,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE | | | | | | |
| 005 - Variation des stocks | 3272 - Variation des en-cours de production de biens | 247 611,00 | 0,00 | | 757 042,00 | 757 042,00 |
| | 3293 - Variation des stocks | 201 785,00 | 1 000 656,00 | 961 378,00 | 499 195,00 | 499 195,00 |
| TOTAL MOUVEMENTS D'ORDRE | | 449 396,00 | 1 000 656,00 | 961 378,00 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |
| TOTAL | | 479 401,00 | 1 030 661,00 | 961 378,00 | 1 286 242,00 | 1 286 242,00 |

BUDGET ANNEXE DES PARCS D'ACTIVITES DEPARTEMENTAUX

INVESTISSEMENT : DEPENSES

| CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------------------------------|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| MOUVEMENTS REELS | | | | | | |
| 015 - AVANCE | 3295 - Avance Budget Principal | 419 396,00 | 970 656,00 | 961 378,00 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |
| | 1854 - Solde de la section d'investissement | | 341 117,27 | 341 117,27 | | |
| TOTAL MOUVEMENTS REELS | | 419 396,00 | 1 311 773,27 | 1 302 495,27 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE | | | | | | |
| 005 - Variation des stocks | 3269 - Travaux en cours | 30 000,00 | 30 000,00 | | | |
| TOTAL MOUVEMENTS D'ORDRE | | 30 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | 449 396,00 | 1 341 773,27 | 1 302 495,27 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |

BUDGET ANNEXE DES PARCS D'ACTIVITES DEPARTEMENTAUX

FONCTIONNEMENT : RECETTES

| CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------------------------------|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| MOUVEMENTS REELS | | | | | | |
| 018 - PAD VIVIER AU COURT | 114-Autres recouvrements (stocks) | 49 800,00 | | | | |
| 048 - PAD BAZEILLES | 114-Autres recouvrements (stocks) - Bazeilles 2 | 144 000,00 | | | 147 600,00 | 147 600,00 |
| 016 - PAD ROCROI GUE D'HOSSUS | 114-Autres recouvrements (stocks) | | | | 77 600,00 | 77 600,00 |
| 017 -PAD SIGNY L'ABBAYE | 114-Autres recouvrements (stocks) | | | | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 049 - PAD DOUZY | 114-Autres recouvrements (stocks) | 181 356,00 | | | 289 000,00 | 289 000,00 |
| 011 - PAD RETHEL | 114-Autres recouvrements (stocks) | | | 480 000,00 | | |
| 024 - Subvention équilibre | 3268 - Subvention d'équilibre BA parcs d'activités | | | 74 245,00 | | |
| Autres PAD | 114 - Regularisation sortie terrains | | | | 757 042,00 | 757 042,00 |
| 025 - Frais financiers | 925 - Résultat reporté de fonctionnement | | | 551 259,58 | | |
| | 3268 - Subvention d'équilibre BA parcs d'activités | 74 245,00 | | | | |
| TOTAL MOUVEMENTS REELS | | 449 401,00 | 1 000 661,00 | 1 105 504,58 | 1 286 242,00 | 1 286 242,00 |
| MOUVEMENTS D'ORDRE | | | | | | |
| 005 - Variation des stocks | 3272 - Variation des en-cours de production de biens | 30 000,00 | 30 000,00 | | | |
| TOTAL MOUVEMENTS D'ORDRE | | 30 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | 479 401,00 | 1 030 661,00 | 1 105 504,58 | 1 286 242,00 | 1 286 242,00 |

BUDGET ANNEXE DES PARCS D'ACTIVITES DEPARTEMENTAUX

INVESTISSEMENT : RECETTES

| CODE OPERATION | Numéro et Libellé de la NATURE ANALYTIQUE | 2020 | | | OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------------------------------|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | BP | TOTAL CP VOTE | CAA | | |
| MOUVEMENTS REELS | | | | | | |
| 015 Avance | 3295 - Avance Budget Principal | | 341 117,27 | 341 117,27 | | |
| TOTAL MOUVEMENTS REELS | | 0,00 | 341 117,27 | 341 117,27 | 0,00 | 0,00 |
| MOUVEMENTS ORDRES | | | | | | |
| 005 - Variation des stocks | 3430 - Terrains aménagés | 201 785,00 | 1 000 656,00 | 961 378,00 | 499 195,00 | 499 195,00 |
| | 3269 - Travaux en cours | 247 611,00 | 0,00 | | 757 042,00 | 757 042,00 |
| TOTAL MOUVEMENTS D'ORDRE | | 449 396,00 | 1 000 656,00 | 961 378,00 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |
| TOTAL | | 449 396,00 | 1 341 773,27 | 1 302 495,27 | 1 256 237,00 | 1 256 237,00 |


**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**
DIRECTION DES FINANCES

GESTION DE LA DETTE

Comme suite au débat d'orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal, pour les montants suivants :

| | |
|------------------------------------|--------------|
| - dépenses d'investissement | 45 500 000 € |
| - dépenses de fonctionnement | 3 627 000 € |
| - recettes d'investissement | 56 199 394 € |

I – GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

A – Gestion de la dette pour 2021

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2021 devrait s'élever à **178 769 295,01 €** pour une **durée de vie résiduelle de 11 ans et 2 mois**, une **durée de vie moyenne de 5 ans et 10 mois** et un **taux moyen de 2,07 %**. Elle est composée de 42 emprunts dont un est couvert dans le cadre d'une opération de gestion de taux (swap de taux).

La part des **taux fixes** dans l'encours de la dette représente **78,8 %**. Ces emprunts, dont le coût est connu et peu sensible aux variations des marchés financiers, offrent une bonne vision et sécurisent l'encours de la dette.

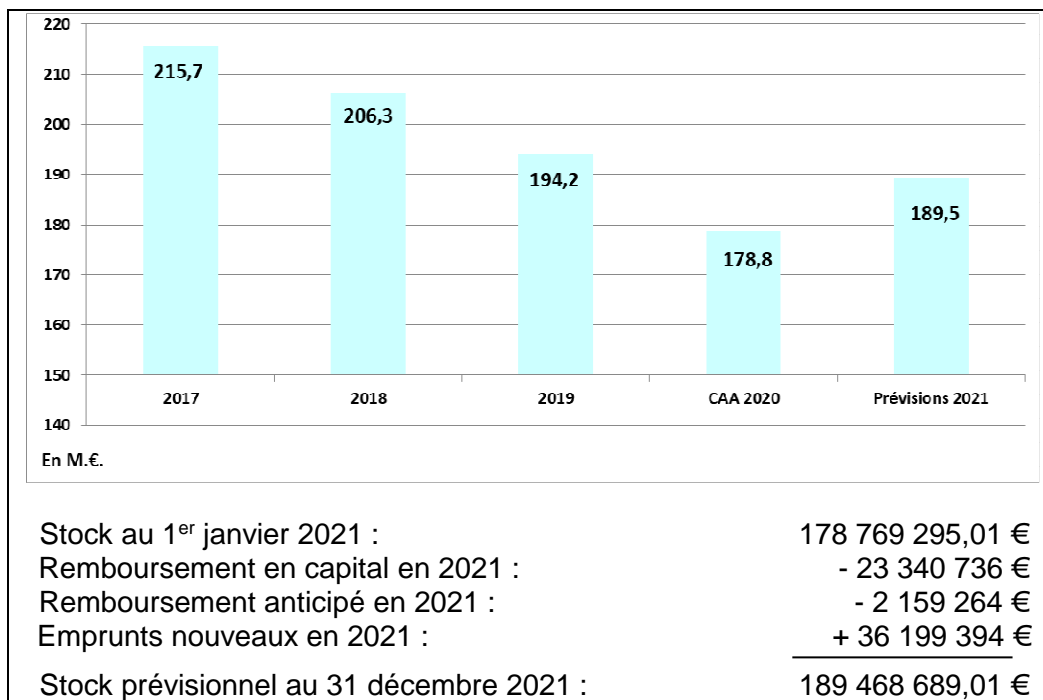
21,2 % de l'encours est indexé à **taux variable**. Cette part permet de profiter des taux courts bas observés actuellement et de dynamiser le taux moyen de la dette globale.

100 % de l'encours est classé 1-A, c'est-à-dire la catégorie la moins risquée de la Charte Gissler (1 : indices zone euros – A : taux fixe simple, taux variable simple, échange de taux fixe contre taux variable ou inversement, échange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)).

1 – Besoin de financement en 2021

L'équilibre de la section d'investissement est réalisé par l'inscription d'un **niveau d'emprunt de 36,199 M€** en 2021.

2 – Evolution de l'encours de dette (en M€)



3 – Besoin en crédits pour 2021

Afin de pouvoir procéder au remboursement des annuités de l'emprunt, des frais financiers, des services bancaires et des prestations de services en 2021, il convient d'inscrire les crédits suivants :

| | Montant en € |
|---|-------------------|
| Remboursement du capital | 25 500 000 |
| Intérêts | 3 300 000 |
| Rattachement des ICNE | - 164 000 |
| Autres frais financiers | 400 000 |
| Services bancaires (commissions diverses) | 20 000 |
| Prestations de services (assistance à la gestion de la dette) | 11 000 |
| Total | 29 067 000 |

Je vous propose d'inscrire un crédit de **10 M€** en **dépenses et en recettes**, afin de pouvoir effectuer des **remboursements provisoires** sur les crédits en phase de mobilisation en cas d'excédent de trésorerie.

Afin de me permettre d'éventuelles renégociations d'emprunts ou des remboursements anticipés si les conditions du marché sont favorables, je vous propose d'inscrire un crédit de **10 M€** en **dépenses et en recettes**.

Il est prévu, au 5 janvier 2021, de rembourser par anticipation un prêt pour un capital restant dû de 2 159 264 €. Le gain généré s'élèverait à environ 68 760 €.

4 – Délibération déléguant à l'exécutif la décision de recourir à l'emprunt

La décision de recourir à l'emprunt relève de la compétence de l'Assemblée délibérante. Toutefois, la gestion de la dette et notamment la réactivité nécessaire dans diverses décisions s'accommodant mal du calendrier des séances du Conseil Départemental, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit une possibilité de délégation du Conseil Départemental au Président.

Afin de pouvoir saisir les opportunités financières qui pourraient se présenter et simplifier le processus de consultation des établissements bancaires, je vous demande de bien vouloir prendre la délibération ci-jointe, en annexe n°1, et m'autoriser à conclure, dès 2021, des contrats de prêts pluriannuels et à signer tous les documents afférents.

5 – Etat de la dette au 01/01/2021

| Prêt n° | Durée résiduelle (en années) | Capital restant dû au 01/01/2021 | Taux | Capital | Charges d'intérêt | Annuité de la dette |
|---|------------------------------|----------------------------------|---|----------------------|---------------------|----------------------|
| 00095270892P-2002271 | 1 | 1 153 846,08 | Taux fixe à 3.99 % | 1 153 846,08 | 29 125,71 | 1 182 971,79 |
| 00095270892P-200320 | 1 | 846 153,92 | Taux fixe à 2.51 % | 846 153,92 | 13 406,78 | 859 560,70 |
| 0010087Y-2003122 | 5,08 | 12 580 595,09 | Euribor 6M + 0.74% | 2 136 840,44 | 35 028,23 | 2 171 868,67 |
| 00116249192V-2002251 | 0,92 | 1 428 571,28 | Taux fixe à 3.13 % | 1 428 571,28 | 28 287,99 | 1 456 859,27 |
| 00116249192V-200319 | 1 | 571 428,72 | Taux fixe à 2.51 % | 571 428,72 | 9 053,94 | 580 482,66 |
| 003402892Z-200305 | 8,5 | 4 416 842,43 | Taux fixe à 3.86 % | 490 760,26 | 170 490,12 | 661 250,38 |
| 732022A - 200339 | 10,53 | 3 583 333,39 | Taux fixe à 1.35 % | 333 333,32 | 46 687,50 | 380 020,82 |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE | | 24 580 770,91 | | 6 960 934,02 | 332 080,27 | 7 293 014,29 |
| 08FCT17378795CG08-200322 | 7,08 | 5 333 333,31 | Taux fixe à 3.91 % | 666 666,67 | 208 533,33 | 875 200,00 |
| ARKEA | | 5 333 333,31 | | 666 666,67 | 208 533,33 | 875 200,00 |
| 1023/101/001-200325 | 3,44 | 1 750 000,00 | Taux fixe à 2.35 % | 500 000,00 | 37 216,49 | 537 216,49 |
| 200345-2213/001 | 8,24 | 4 125 000,00 | Taux fixe à 1 % | 500 000,00 | 39 916,67 | 539 916,67 |
| SG - 5 M€ | 9,99 | 5 000 000,00 | Taux fixe à 0.03 % | 500 000,00 | 14 636,46 | 514 636,46 |
| SOCIETE GENERALE | | 10 875 000,00 | | 1 500 000,00 | 91 769,62 | 1 591 769,62 |
| 1222447-200313 | 1,33 | 361 500,00 | Livret A + 1% | 241 000,00 | 4 040,50 | 245 040,50 |
| 5057083-200329 | 35,83 | 9 378 000,00 | Livret A + 1% | 260 500,00 | 138 428,45 | 398 928,45 |
| 5057087-200328 | 13,83 | 927 500,00 | Livret A + 1% | 66 250,00 | 13 464,34 | 79 714,34 |
| 5146973-200338 | 10,83 | 1 597 848,39 | Taux fixe à 0.96 % | 138 419,75 | 14 788,89 | 153 208,64 |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | | 12 264 848,39 | | 706 169,75 | 170 722,18 | 876 891,93 |
| 237603-2376032 | 2,08 | 2 800 000,04 | Taux fixe à 4.15 % | 933 333,33 | 88 441,12 | 1 021 774,45 |
| 237603-2376033 | 0,17 | 152 083,49 | Taux fixe à 4.13 % | 152 083,49 | 1 570,26 | 153 653,75 |
| 237603-2376034 | 2,92 | 1 740 000,00 | Taux fixe à 4.19 % | 580 000,00 | 64 653,45 | 644 653,45 |
| CREDIT AGRICOLE CORPORATE CIB | | 4 692 083,53 | | 1 665 416,82 | 154 664,83 | 1 820 081,65 |
| 6040026637-200327 | 8,66 | 6 000 000,04 | Euribor 6M + 1.2% | 666 666,66 | 42 645,67 | 709 312,33 |
| 6042995015-200323 | 7,16 | 7 500 000,00 | Taux fixe à 1.85 % | 1 000 000,00 | 41 379,90 | 1 041 379,90 |
| SaarLB | | 13 500 000,04 | | 1 666 666,66 | 84 025,57 | 1 750 692,23 |
| 6040077941-200344 | 17,08 | 8 750 000,00 | Taux fixe à 1.69 % | 500 000,00 | 145 762,50 | 645 762,50 |
| 6040077957-200343 | 16,37 | 12 375 000,00 | Taux fixe à 1.57 % | 750 000,00 | 191 343,75 | 941 343,75 |
| LANDESBANK SAAR | | 21 125 000,00 | | 1 250 000,00 | 337 106,25 | 1 587 106,25 |
| 9038054-200321 | 6,76 | 2 763 855,86 | Taux fixe à 4.65 % | 342 237,76 | 122 609,00 | 464 846,76 |
| FCP Public Law Finance Fund | | 2 763 855,86 | | 342 237,76 | 122 609,00 | 464 846,76 |
| 9343782-200324 | 3,05 | 1 760 716,95 | Livret A + 0.8% | 526 237,43 | 20 613,51 | 546 850,94 |
| 9614022-200314 | 6,01 | 2 246 455,08 | (Euribor 3M + 1%)-Floor 0 sur Euribor 3M | 2 246 455,08 | 21 447,09 | 2 267 902,17 |
| 9768112 - 200340 | 10,76 | 3 666 666,72 | Taux fixe à 1.5 % | 333 333,32 | 53 125,00 | 386 458,32 |
| CAISSE D'EPARGNE | | 7 673 838,75 | | 3 106 025,83 | 95 185,60 | 3 201 211,43 |
| MIN245264EUR-200351 | 6,92 | 4 664 433,72 | Taux fixe à 4.54 % | 571 239,11 | 204 921,61 | 776 160,72 |
| SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF | | 4 664 433,72 | | 571 239,11 | 204 921,61 | 776 160,72 |
| MIN249071EUR-200302 | 7 | 2 574 688,89 | Taux fixe à 4.84 % | 271 173,00 | 126 691,86 | 397 864,86 |
| MIN262692EUR-200303 | 19 | 3 947 811,14 | Taux fixe à 4.8 % | 128 149,81 | 189 809,12 | 317 958,93 |
| MIN262694EUR-200304 | 19 | 3 947 811,14 | Taux fixe à 4.8 % | 128 149,81 | 189 809,12 | 317 958,93 |
| MIN267770EUR-2003092 | 5 | 1 694 444,18 | (Euribor 1M-Floor -0.44 sur Euribor 1M) + 0.44% | 333 333,36 | 0,00 | 333 333,36 |
| MIN504559EUR-200331 | 9,5 | 6 499 999,93 | Taux fixe à 2.15 % | 666 666,68 | 134 375,00 | 801 041,68 |
| MIN509497EUR- 200333 | 10,17 | 6 833 333,27 | Taux fixe à 1.99 % | 666 666,68 | 131 008,33 | 797 675,01 |
| MIN509499EUR- 200335 | 10,25 | 6 999 999,94 | Taux fixe à 1.96 % | 666 666,68 | 132 300,00 | 798 966,68 |
| MIN528531EUR - 200349 ex MIN524599EUR - 200346 | 8,5 | 4 375 000,00 | Taux fixe à 1 % | 500 000,00 | 42 454,86 | 542 454,86 |
| MIR276009EUR-200315 | 5,58 | 2 179 487,36 | Euribor 1M + 1.59 % | 384 615,36 | 20 772,19 | 405 387,55 |
| MIN531752EUR - 200352 EX MIN524614EUR - 200347 | 14 | 4 750 000,01 | Taux fixe à 1.45 % | 333 333,32 | 67 992,25 | 401 325,57 |
| MON530735EUR-200350 EX MON528169EUR - 200348 | 3,75 | 3 076 888,00 | Taux fixe à 0.21 % | 769 222,00 | 5 936,47 | 775 158,47 |
| SFIL CAFFIL | | 46 879 463,86 | | 4 847 976,70 | 1 041 149,20 | 5 889 125,90 |
| MIN509236EUR - 200337 | 11,08 | 7 499 999,95 | Taux fixe à 1.6 % | 666 666,68 | 116 000,00 | 782 666,68 |
| MIN513881EUR-200342 | 12,33 | 8 333 333,30 | Taux fixe à 1.86 % | 666 666,68 | 150 350,00 | 817 016,68 |
| MON509250EUR - 200336 | 10,5 | 3 583 333,39 | Taux fixe à 1.47 % | 333 333,32 | 50 837,50 | 384 170,82 |
| MON534669EUR | 10 | 5 000 000,00 | Taux fixe à 0.26 % | 375 000,00 | 11 528,47 | 386 528,47 |
| BANQUE POSTALE | | 24 416 666,64 | | 2 041 666,68 | 328 715,97 | 2 370 382,65 |
| PRETS 2021 | | | | 175 000,00 | 128 516,57 | 303 516,57 |
| TOTAL | | 178 769 295,01 | | 25 500 000,00 | 3 300 000,00 | 28 800 000,00 |

B – Gestion des lignes de trésorerie pour 2021

1 – Gestion des contrats

Je vous propose de poursuivre le recours à des lignes de trésorerie dans la limite d'un plafond global de 20 M€ et de m'autoriser à signer les contrats de ligne de trésorerie et toutes pièces relatives à ce dossier.

2 – Besoin en crédits pour 2021

Afin de pouvoir procéder au paiement des intérêts et des commissions diverses des lignes de trésorerie, il convient d'inscrire les crédits suivants :

| | Montant en € |
|---|---------------|
| Intérêts | 45 000 |
| Services bancaires (commissions diverses) | 15 000 |
| Total | 60 000 |

II – GARANTIES D'EMPRUNT

A – Garanties accordées en 2020

Au cours de l'année 2020, aucune nouvelle garantie n'a été accordée.

B – Situation des emprunts garantis au 1^{er} janvier 2021

L'encours des emprunts garantis par le Département devrait s'élever au 1^{er} janvier 2021 à 30 251 543,08 € dont 9 465 678,49 € au titre du logement soit 31,3 % de l'encours total.

Vous trouverez ci-après la répartition de l'encours au 1^{er} janvier 2021 par organisme bénéficiaire.

C – Règlement intérieur relatif à l'octroi des garanties d'emprunt par le Département

Dans son article 9, le règlement intérieur adopté en avril 2015 et modifié en novembre 2017 par le Conseil Départemental prévoit que délégation est donnée à la Commission Permanente pour statuer sur les demandes de garanties d'emprunt présentées par divers organismes.

Le dernier règlement intérieur relatif à l'octroi des garanties d'emprunt a été adopté par notre assemblée le 24 mars 2016.

ETAT DE LA DETTE GARANTIE AU 01/01/2021

| Récapitulation par bénéficiaire | Dettes en capital | | Annuité à payer dans l'exercice | Annuité à payer dans l'exercice dont | |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|
| | à l'origine | au 01/01/2021 | | Intérêts | Capital |
| ALBATROS 08 | 6 750 000,00 € | 5 341 469,46 € | 370 290,42 € | 140 065,07 € | 230 225,35 € |
| ALBATROS FRANCE | 5 600 000,00 € | 4 800 425,96 € | 298 412,28 € | 103 891,33 € | 194 520,95 € |
| ASS.AIDE AUX INFIRMES MOTEURS | 490 625,63 € | 88 557,91 € | 46 371,81 € | 2 800,29 € | 43 571,52 € |
| ASSOCIATION CHRS L'ESPERANCE | 750 000,00 € | 494 529,63 € | 48 375,12 € | 19 251,08 € | 29 124,04 € |
| ASSOCIATION ENSEMBLE | 1 550 000,00 € | 530 000,00 € | 95 600,14 € | 5 600,14 € | 90 000,00 € |
| CROIX ROUGE FRANCAISE | 8 772 339,73 € | 6 966 234,60 € | 476 592,82 € | 174 591,09 € | 302 001,74 € |
| EDPAMS JACQUES SOURDILLE | 2 435 694,00 € | 1 482 790,17 € | 168 733,12 € | 49 272,78 € | 119 460,34 € |
| EHPAD DE L'ABBAYE | 1 055 628,68 € | 909 637,51 € | 70 796,57 € | 25 876,21 € | 44 920,36 € |
| HABITAT 08 | 10 139 651,95 € | 5 530 483,11 € | 651 134,07 € | 88 900,34 € | 562 233,71 € |
| HABITAT DE CHAMPAGNE | 52 047,74 € | 42 091,63 € | 4 017,22 € | 631,37 € | 3 385,85 € |
| OGEC STE THERESE | 750 000,00 € | 172 219,35 € | 71 119,20 € | 7 026,36 € | 64 092,84 € |
| PLURIAL NOVILIA | 621 021,36 € | 472 153,27 € | 57 526,14 € | 6 751,79 € | 50 774,35 € |
| S.A HLM ESPACE HABITAT | 9 468 632,77 € | 3 420 950,48 € | 509 448,13 € | 45 246,97 € | 464 201,13 € |
| total | 48 435 641,86 € | 30 251 543,08 € | 2 868 417,04 € | 669 904,83 € | 2 198 512,18 € |

En conclusion, je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer et vous demande :

➤ **Au titre de la gestion de la dette :**

- **de recourir à l'emprunt à hauteur de 36 199 394 €**, pour assurer le financement du programme d'investissement,
- **de prendre la délibération me déléguant la décision de recourir à l'emprunt** (Annexe 1),
- **de m'autoriser à conclure, dès 2021, des contrats de prêts pluriannuels et à signer tous les documents afférents,**
- **de voter les crédits** figurant dans les tableaux annexés.

➤ **Au titre de la gestion des lignes de trésorerie :**

- **de poursuivre le recours à des lignes de trésorerie** dans la limite d'un plafond global de **20 M€**, et **de m'autoriser à signer les contrats de ligne de trésorerie et toutes pièces relatives à ce dossier,**
- **de voter les crédits** figurant dans les tableaux annexés.

➤ **Au titre des garanties d'emprunt :**

- **de donner acte au Président** des garanties accordées en 2020,
- **de prendre acte de l'état de garantie au 1^{er} janvier 2021,**
- **de poursuivre, en 2021, l'application du Règlement Intérieur** relatif à l'octroi des garanties d'emprunt adopté le 24 mars 2016.

ANNEXE N° 1

Délibération déléguant à l'exécutif la décision de recourir à l'emprunt

Objet : pouvoirs du Président – délégation du Conseil Départemental

Article 1 : Le Conseil Départemental donne délégation au Président pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement du Département ou à la sécurisation de son encours, conformément aux termes de l'article L. 3211-2 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-après définies :

Article 2 : Le Conseil Départemental définit sa politique d'endettement comme suit :

A la date du 1^{er} janvier 2021, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

- **Encours total de la dette actuelle : 178 769 295,01 € dont 100 % classés 1-A (42 contrats)**
- **Encours de dette envisagé au 31/12/2021 : 189 468 689,01 € dont 100 % classés 1-A**

Article 3 : Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, le Président reçoit délégation aux fins de contracter :

❖ des instruments de couverture :

- **stratégie d'endettement** :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, le Département souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

- **caractéristiques essentielles des contrats** :

Le Conseil Départemental décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP)
- et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA)
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP)
- et/ou des contrats de taux plancher (FLOOR)
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Le Conseil Départemental autorise les opérations de couverture pour le présent exercice budgétaire sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette (dont la liste figure en annexe), ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil national de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder **15 années**.

En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les **index de référence** des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- le **T4M**,
- le **TAM**,
- l'**EONIA**,
- l'**€STR**,
- l'**EURIBOR**.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Le Conseil Départemental décide de donner délégation au Président et l'autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents.

❖ **des produits de financement** :

- **stratégie d'endettement** :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, le Département souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Conformément à l'article 2 ci-dessus, le Conseil Départemental décide de déterminer le profil de sa dette comme ci-dessous :

Encours de la dette envisagée au 31/12/2021 : **189 468 689,01 € dont 100 % classés 1-A.**

- **caractéristiques essentielles des contrats** :

Le Conseil Départemental décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 de recourir à des produits de financement qui pourront être :

- des emprunts obligataires,
- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration.

La durée des produits de financement ne pourra excéder **25** années.

Les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- le **T4M**,
- le **TAM**,
- l'**EONIA**,
- l'**€STR**,
- l'**EURIBOR**.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Le Conseil Départemental décide de donner délégation au Président et l'autorise à :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents,
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,
- et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
- et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Article 4 :Le Conseil Départemental sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 3211-2 du C.G.C.T.

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| EMPRUNTS | AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES | Dette et opérations financières | 86 - Autres frais financiers |
|-----------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---|
| | | | 2935 - Conseil et suivi - Dette et Trésorerie |
| | | | 425 - Dette départementale - Intérêts |
| | | | 658 - Lignes de trésorerie - Intérêts |
| | | | 3315 - services bancaires et assimilés |
| | | | 3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion |
| | | | Total |
| | ICNE (anciennement opé M52) | ICNE | 2917 - Rattachement des ICNE |
| | | | Total |
| TOTAL EMPRUNTS | | | |

| | | | |
|---------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| 400 000,00 | | 400 000,00 | |
| 11 000,00 | | 11 000,00 | |
| 3 860 000,00 | | 3 860 000,00 | |
| 45 000,00 | | 45 000,00 | |
| 35 000,00 | | 35 000,00 | |
| | 71 000,00 | 71 000,00 | |
| 4 351 000,00 | 71 000,00 | 4 422 000,00 | 4 300 000,00 |
| -19 257,00 | | -19 257,00 | |
| -19 257,00 | 0,00 | -19 257,00 | -40 000,00 |
| 4 331 743,00 | 71 000,00 | 4 402 743,00 | 4 260 000,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 400 000,00 | 400 000,00 |
| 11 000,00 | 11 000,00 |
| 3 300 000,00 | 3 300 000,00 |
| 45 000,00 | 45 000,00 |
| 35 000,00 | 35 000,00 |
| 0,00 | 0,00 |
| 3 791 000,00 | 3 791 000,00 |
| -155 000,00 | -164 000,00 |
| -155 000,00 | -164 000,00 |
| 3 636 000,00 | 3 627 000,00 |

TOTAL GESTION DE LA DETTE

4 331 743,00 71 000,00 4 402 743,00 4 260 000,00

3 636 000,00 3 627 000,00

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | | | | 87 461 014,00 | 16 540 786,08 | 2 642 809,38 | 106 514 503,46 | 57 466 126,66 | 87 057 655,00 | 87 846 787,00 |
|--|--|--|--|--|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------|---------------|---------------|

| | |
|-----------|---------|
| POLITIQUE | LIBELLE |
|-----------|---------|

| 2020 | | | | |
|-----------------|-----------------------|---------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Reports | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| | | | | | | | | |
|---------------------|---|----------------------|-------------|-------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| GESTION DE LA DETTE | 433 - Emprunt sans phase de mobilisation | 24 340 681,00 | | | 24 340 681,00 | 24 090 213,66 | 23 140 736,00 | 23 340 736,00 |
| | 433 - Emprunt sans phase de mobilisation (remboursements anticipés sans refinancement) | 1 376 319,00 | | | 1 376 319,00 | 1 376 319,00 | 2 159 264,00 | 2 159 264,00 |
| | 3038 - Opérations afférentes à l'option tirage ligne de trésorerie | 10 000 000,00 | | | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 |
| | 1229 - Refinancement de l'emprunt | 10 000 000,00 | | | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 |
| | TOTAL GESTION DE LA DETTE | 45 717 000,00 | 0,00 | 0,00 | 45 717 000,00 | 25 466 532,66 | 45 300 000,00 | 45 500 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|--|--|--|--|---------------|------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| TOTAL GESTION DE LA DETTE | | | | | 45 717 000,00 | 0,00 | 0,00 | 45 717 000,00 | 25 466 532,66 | 45 300 000,00 | 45 500 000,00 |
|----------------------------------|--|--|--|--|---------------|------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 | 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| GESTION DE LA DETTE | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------------------|--|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| | 433 - Emprunt sans phase de mobilisation | 31 893 808,00 | -6 476 808,00 | 25 417 000,00 | 10 000 000,00 | 36 345 274,00 | 36 199 394,00 |
| | 3099 - Opérations afférentes à l'emprunt - Option de tirage Trésorerie | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 |
| | 1229 - Refinancement de l'emprunt | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 |
| | TOTAL GESTION DE LA DETTE | 51 893 808,00 | -6 476 808,00 | 45 417 000,00 | 10 000 000,00 | 56 345 274,00 | 56 199 394,00 |

| | | | | | | |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL GESTION DE LA DETTE | 51 893 808,00 | -6 476 808,00 | 45 417 000,00 | 10 000 000,00 | 56 345 274,00 | 56 199 394,00 |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|


**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**
DIRECTION DES FINANCES

FISCALITE, PEREQUATION ET DOTATIONS

Comme suite au débat d'orientations budgétaires, l'ensemble des crédits proposés au titre du présent rapport est détaillé dans le tableau annexé, pour le budget principal, pour les montants suivants :

| | |
|-----------------------------------|---------------|
| - dépenses de fonctionnement..... | 1 675 000 € |
| - recettes d'investissement..... | 4 942 544 € |
| - recettes de fonctionnement..... | 299 717 339 € |

Dans un contexte particulièrement contraint, l'autonomie fiscale et financière de notre Département ne cesse de se réduire au fil des lois de finances successives.

I – FISCALITE

A – Les recettes fiscales directes

1 – Le produit de TVA suite au transfert de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Au vu de la réforme de la fiscalité, les Départements perdent en 2021 l'intégralité de leur taxe sur le foncier bâti, qui est transférée aux communes. En contrepartie de cette perte fiscale, une fraction de TVA est affectée aux Départements correspondant au produit fiscal du foncier bâti strict, soit (bases nettes FB 2020 * taux d'imposition FB 2019) majoré des compensations fiscales et des rôles supplémentaires.

Les Départements perdent donc leur dernier pouvoir fiscal.

S'agissant du produit de TVA, la loi prévoit une clause de garantie afin que les Départements ne perçoivent jamais un montant inférieur à celui perçu en 2021.

Je vous propose d'inscrire une recette prévisionnelle de 68 160 612 € au Budget Primitif 2021 à ce titre.

2 – La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Jusqu'en 2020, le produit de CVAE est réparti entre le bloc communal pour 26,5 %, le Département pour 23,5 % et la Région pour 50 %.

Suite à la suppression de la part régionale de CVAE à compter de 2021, le produit de CVAE sera réparti entre le bloc communal pour 53 % et le Département pour 47 %.

Je vous rappelle que les collectivités territoriales ne disposent d'aucune faculté de modulation du taux. D'ailleurs, jusqu'en 2020, ce taux était de 1,5 %, mais au vu de la crise sanitaire, le Gouvernement a décidé de diminuer les impôts de production afin de soulager les entreprises, ce taux a été ramené à 0,75 %.

Sur la base des éléments communiqués par la Direction Départementale des Finances Publiques, une recette prévisionnelle de 11,5 M€ est inscrite au Budget Primitif 2021.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Projet BP 2021 |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|
| CVAE | 11 090 064 € | 11 218 621 € | 11 705 659 € | 12 488 033 € | 11 500 000 € |
| Evolution en % | -53,8% | 1,2% | 4,3% | 6,8% | -1,8% |

3 – L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

Les entreprises de réseaux doivent s'acquitter d'une imposition forfaitaire. Les tarifs des IFER sont fixés au niveau national.

La centrale nucléaire de CHOOZ représente, à elle seule, les $\frac{3}{4}$ du produit des IFER des Ardennes.

| IFER | Texte CGI | 2017 | 2018 | 2019 | CAA 2020 | Projet BP 2021 |
|---------------------------------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| EOLIENNES TERRESTRES | Art. 1519 D | 631 701 € | 826 712 € | 904 092 € | 913 130 € | 7 500 000 € |
| ENERGIES PHOTOVOLTAIQUES | Art. 1519 F | 15 011 € | 16 030 € | 18 033 € | 18 220 € | |
| CENTRALES HYDRAULIQUES | Art. 1519 F | 1 259 584 € | 1 270 082 € | 1 286 390 € | 1 299 256 € | |
| STATIONS RADIOS | Art. 1519 H | 338 334 € | 287 557 € | 294 006 € | 296 952 € | |
| CENTRALE NUCLEAIRE | Art. 1519 E | 4 626 000 € | 4 672 500 € | 4 732 500 € | 4 779 825 € | |
| GAZ | Art. 1519 HA | 114 386 € | 115 470 € | 116 954 € | 118 158 € | |
| Rôles supplémentaires | | 204 564 € | 174 809 € | 8 614 € | 89 478 € | - € |
| Total | | 7 189 580 € | 7 363 160 € | 7 360 589 € | 7 515 019 € | 7 500 000 € |
| Evolution en % | | 5,3% | 2,4% | 0,0% | 2,1% | 1,9% |

Je vous propose d'inscrire un crédit de 7 500 000 € au titre du Budget primitif 2021.

4 – Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Un Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources a été créé pour assurer l'équilibre de la réforme fiscale, les collectivités gagnantes à la réforme reversant à celles qui perdent.

Sachant que depuis 2013, le montant du FNGIR est gelé, je vous propose d'inscrire une recette de 6 841 903 € pour l'année 2021.

5 – Les allocations compensatrices

Les allocations compensatrices de fiscalité directe sont versées par l'Etat en contrepartie d'exonérations décidées par ce dernier.

Depuis 2017, ces allocations compensatrices font partie des variables d'ajustement.

Pour 2020, la minoration représente pour les Départements un montant de 20 M€. Je vous rappelle que la répartition de cette baisse est répartie au prorata des recettes de fonctionnement (exercice 2018) des départements.

Je vous propose d'inscrire, au budget Primitif 2021, une recette de 2 154 500 € au titre des allocations compensatrices (en baisse de 9 % par rapport à 2020).

6 – La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Depuis 2017, les variables d'ajustement des Départements sont également constituées de la DCRTP.

En 2020, la DCRTP n'était pas intégrée comme variable d'ajustement, ainsi la DCRTP 2020 était identique à la DCRTP 2019.

Pour 2021, la DCRTP réintègre les variables d'ajustement, avec une minoration de 5 M€ pour les Départements.

Par conséquent je vous propose d'inscrire un crédit de 7 500 000 € au titre du Budget primitif 2021.

B – Les recettes fiscales indirectes

1 – Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

Le Conseil départemental perçoit des DMTO à l'occasion des transactions immobilières.

Lors du Budget primitif 2020, une recette de 20 M€ a été inscrite pour les DMTO. Au vu de la crise sanitaire, lors d'une décision modificative, nous avons ramené cette recette à 19 M€.

Du fait de cette crise sanitaire, un mécanisme d'avances remboursables a été accordé pour les départements subissant une baisse du produit des DMTO. Le Département des Ardennes n'a pas sollicité cette avance, afin de ne pas obérer les prochains budgets. Seuls, 40 Départements ont fait cette demande.

Je vous propose de rester prudent et d'inscrire un crédit de 19 M€ au titre du Budget primitif 2021, et de reconduire le taux de 4,50 % et de ne pas décider d'abattements sur l'assiette, de réductions du taux et d'exonérations facultatives.

2 – La Taxe Départementale de Consommation Finale d'Electricité (TDCFE)

La taxation d'électricité repose sur 3 taxes différentes bénéficiant à l'Etat, aux Départements et au bloc communal, dont la gestion est assurée par différentes structures, et dont les tarifs communaux et départementaux peuvent être modulés sur délibération.

L'article 13 du PLF 2021 prévoit la simplification de la taxation de l'électricité, par :

* une taxe unique (la TICFE) avec 3 quotes-parts bénéficiant à l'Etat, aux départements et au bloc communal,

* une taxe dont la gestion serait assurée par la seule DGFIP,

* un tarif unifié (par catégorie de contribuables)

Compte tenu des chantiers à conduire, une réforme en 3 étapes est prévue :

- au 1^{er} janvier 2021, il sera procédé à un premier alignement des dispositifs juridiques, notamment des tarifs, de la taxe intérieure (TICFE), des taxes communales (TCCFE) et départementales (TDCFE).

- au 1^{er} janvier 2022, la gestion de la TICFE et des TDCFE sera transférée à la DGFIP et il sera procédé à un deuxième alignement pour les TCCFE.

- au 1^{er} janvier 2023, la gestion des TCCFE sera transférée à la DGFIP.

Je vous rappelle, que lors de la séance du 28 septembre 2015, l'Assemblée départementale a décidé de maintenir le coefficient multiplicateur à 4,25 pour la TDCFE, soit le maximum.

Par conséquent, je vous propose d'inscrire un crédit de 2,7 M€ au titre du Budget primitif 2021.

3 – La Taxe d'Aménagement

Au vu de la crise sanitaire, pour 2021, je vous propose de rester prudent quant à l'inscription des crédits concernant la Taxe d'Aménagement et de prévoir une recette de 0,9 M€.

Je vous propose de reconduire le taux de la Taxe d'Aménagement de 2 % et de reconduire les exonérations en vigueur.

Par ailleurs, je vous rappelle que le produit de cette taxe finance à 100 % la politique de la protection des espaces naturels sensibles, et qu'un état de ces dépenses est annexé au compte administratif chaque année.

4 – La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour

Le Conseil départemental a instauré, depuis le 1^{er} janvier 2018, la taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour.

Je vous propose d'inscrire une recette de 30 000 € au titre du Budget primitif 2021.

Par ailleurs, le Conseil départemental a décidé d'affecter le produit de cette taxe, en totalité, à l'Agence de Développement Touristique des Ardennes.

Par conséquent, je vous propose d'inscrire une dépense de 30 000 € au titre du Budget primitif 2021.

5 – La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)

La TSCA – article 77 provient du transfert de la part Etat aux Départements, suite à la réforme de la Taxe Professionnelle, qui correspond aux contrats d'assurance maladie et à toutes les assurances autres qu'incendie, maladie, véhicules et navigation.

La TSCA – article 52-53 compense les transferts prévus par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la loi de finances attribue aux Départements une quote-part de la TSCA sur les véhicules terrestres à moteur, puis au titre des contrats d'assurance contre les incendies.

Pour 2021, je vous propose d'inscrire les recettes suivantes :

- 22 M€ au titre la TSCA art 77,
- 28,5 M€ au titre de la TSCA art 52-53.

6 – Les radars automatiques

Au moment de la rédaction de ce rapport, le Département n'a pas été destinataire de la notification du produit des radars automatiques pour 2020.

Par conséquent, je vous propose d'inscrire pour le Budget primitif 2021, une recette identique à celle du Budget primitif 2020, soit 350 000 €.

II – LES FONDS DE PEREQUATION

A – Le Fonds globalisé - DMTO

Je vous rappelle que la loi de finances pour 2020 a réformé la péréquation assise sur les DMTO en fusionnant la contribution des 3 anciens fonds :

- le fonds de péréquation des DMTO (créé en 2011)
- le fonds de solidarité en faveur des départements (créé en 2014)
- le fonds de soutien interdépartemental (créé en 2019).

Cette réforme vise à mieux répartir le niveau de prélèvement individuel en fonction des capacités contributives de chaque collectivité.

La forte croissance des DMTO enregistrée en 2019 et la mobilisation de la réserve disponible a permis de doter le fonds de 1,8 Md€ en 2020. Ce montant record qui a été mis en répartition a permis de réduire les écarts de richesse entre les Départements.

En 2020, le Département des Ardennes a été prélevé, à ce titre, d'un montant de 1,5 M€, et a été bénéficiaire d'une attribution de 18,4 M€, soit un solde de 16,9 M€.

La crise sanitaire et économique provoquée par la pandémie va entraîner une diminution du montant des transactions immobilières au niveau national, ainsi le rendement du fonds DMTO pour 2021 devrait être en baisse par rapport à 2020.

Par conséquent, je vous propose d'inscrire au titre de ce fonds globalisé, une recette de 16,3 M€ et une dépense de 1,6 M€ au Budget primitif 2021.

B – Le fonds de péréquation de la CVAE

Le fonds de péréquation de la CVAE consiste à redistribuer une part « modeste » du produit de la CVAE entre Départements.

Evolution de l'attribution (en M€)

| | 2018 | 2019 | 2020 | Projet BP 2021 |
|------------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
| FONDS CVAE | 651 931 € | 596 478 € | 700 335 € | 600 000 € |

Pour 2021, je vous propose d'inscrire un crédit de 600 000 € au titre du fonds de péréquation de la CVAE.

III – Le financement des Allocations Individuelles de Solidarité

Les Départements ont, à leur charge les trois Allocations Individuelles de Solidarité (AIS), à savoir l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), et le Revenu de Solidarité Active (RSA). Or, ces dépenses ne sont compensées que partiellement par l'Etat ce qui occasionne un « reste à charge » récurrent pour les départements qui doivent le payer sur leurs propres deniers.

Année après année, ce déséquilibre place les Départements dans une situation financière périlleuse.

A – La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)

La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques est affectée aux Départements depuis :

- 2003 pour compenser le transfert du Revenu Minimum d'Insertion (RMI),
- 2008 pour compléter la compensation versée au titre des transferts de l'Acte II de la Décentralisation,
- depuis 2009 afin de compenser le transfert du Revenu de Solidarité Active (RSA).

A périmètre constant, le produit de la TICPE est supposé inerte. Par conséquent, je vous propose d'inscrire un crédit de 25 530 554 € au titre du Budget primitif 2021.

Suite à la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active (RSA), le Département perçoit un complément de TICPE. Depuis le 1^{er} janvier 2010, le montant définitif du droit à compensation des charges nettes résultant pour le Département des Ardennes est de 5 412 656 €.

Par conséquent, je vous propose d'inscrire un crédit de 5 412 656 € au titre de la compensation des charges résultant de la mise en œuvre du RSA pour l'année 2021.

B – Le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI)

Afin de compenser, en partie, le différentiel entre les recettes propres de TICPE et les dépenses de RMI/RSA, le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) a été créé par l'article 37 de la loi de finances pour 2006.

Pour 2021, le montant du FMDI à répartir diminue de 1,1 M€ pour tenir compte de la recentralisation du RSA à La Réunion, ainsi je vous propose, pour 2021, d'inscrire un crédit d'un montant de 3 M€.

C – Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) – Transfert des frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

Depuis 2014, l'Etat a transféré, au profit des Départements, la totalité de la ressource qu'il percevait au titre des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties, afin de réduire le reste à charge AIS.

Le Département des Ardennes a perçu, en 2020, à ce titre, un montant de 8 862 687 €. Je vous propose d'inscrire un crédit de 9 M€ au titre du Budget primitif 2021.

D – Le Fonds de stabilisation

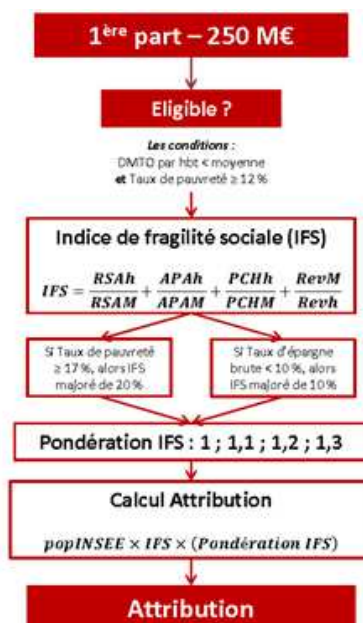
L'article 61 de la loi de finances 2019 a créé le fonds de stabilisation (115 M€) pour les années 2019 à 2021 à destination des Départements connaissant une situation financière dégradée par rapport aux charges induites par le financement AIS.

Pour l'année 2020, le gouvernement prévoit de porter le fonds de stabilisation des départements à 200 M€ pour aider les départements face à la situation sociale qui se dégrade avec l'épidémie de Covid -19.

Cependant, ce fonds de stabilisation est supprimé pour l'année 2021 et il est remplacé par une fraction supplémentaire de TVA de 250 M€.

E – Une fraction supplémentaire de TVA / le Fonds de Sauvegarde

A compter de 2021, une fraction supplémentaire de TVA de 250 M€ est affectée aux Départements afin de soutenir les territoires les plus fragiles. Ce montant sera réparti entre les bénéficiaires en fonction de critères de ressources et de charges.



Au vu de ses éléments, je vous propose d'inscrire une recette de 2M€ au titre de la fraction supplémentaire de TVA pour l'année 2021.

A compter de 2022, cette fraction évoluera chaque année comme le produit net de la taxe sur la valeur ajoutée, et cette fraction sera divisée en 2 parts :

1^{ère} part : Enveloppe de 250 M€ (figée)

2^{ème} part : Fonds de sauvegarde (solde entre le montant total de la fraction et de l'enveloppe figée de 250 M€)

Ce fonds de sauvegarde sera mobilisé, le cas échéant, pour aider les départements confrontés à une dégradation soudaine de leur équilibre financier. Les conditions d'application seront fixées par un décret.

IV - DOTATIONS DE L'ETAT

Je vous propose d'inscrire les crédits suivants en recettes :

| | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | Projet BP 2021 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| DGF | 58 189 907 | 58 099 416 | 58 044 271 | 57 800 000 |
| DGD | 3 137 114 | 3 137 114 | 3 137 114 | 3 137 114 |
| FCTVA | 370 868 | 175 887 | 135 562 | 150 000 |
| Total fonctionnement | 61 697 889 | 61 412 417 | 61 316 947 | 61 087 114 |
| FCTVA | 4 870 845 | 3 133 911 | 3 473 730 | 2 200 000 |
| DGE | 851 842 | 225 488 | | |
| DSID "part péréquation" | | 705 685 | 579 729 | 580 000 |
| DDEC | 1 812 544 | 1 812 544 | 1 812 544 | 1 812 544 |
| Total investissement | 7 535 231 | 5 877 628 | 5 866 003 | 4 592 544 |
| Total dotations | 69 233 120 | 67 290 045 | 67 182 950 | 65 679 658 |

En conclusion, je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer et vous demande :

- ↳ d'adopter le présent rapport,
- ↳ de voter les crédits correspondants, tels que figurant dans les tableaux annexés;
- ↳ s'agissant des Droits de mutation à Titre onéreux, de maintenir le taux unique à 4,50 % et de ne pas instaurer d'exonération et d'abattements ;

- ↳ s'agissant de la Taxe Départementale de Consommation Finale d'Electricité, de maintenir le coefficient multiplicateur à 4,25 ;
- ↳ s'agissant de la Taxe d'Aménagement, de maintenir le taux à 2 %, et de confirmer les exonérations en vigueur sur notre territoire.

**PROJET BP 2021
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

304 995 260,00 17 695 870,42 323 456 928,42 309 243 434,00

311 782 803,00 313 476 619,00

| INTITULE | PROGRAMME | OPERATION | NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE |
|----------|-----------|-----------|---|
|----------|-----------|-----------|---|

| 2020 | | | |
|-----------------|-----------------------|---------------|-----|
| Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA |

| OB 2021 | PROJET BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| FISCALITE | AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES | Fiscalité indirecte | 3571 - Autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés 3633 - frais recouvrement Taxe électricité |
|------------------------|-------------------------------------|---------------------|--|
| TOTAL FISCALITE | | | |

| | | | |
|-------------------|-------------|-------------------|------------------|
| 91 300,00 | | 91 300,00 | 60 000,00 |
| 45 000,00 | | 45 000,00 | |
| 136 300,00 | 0,00 | 136 300,00 | 60 000,00 |

| | |
|------------------|------------------|
| 30 000,00 | 30 000,00 |
| 45 000,00 | 45 000,00 |
| 75 000,00 | 75 000,00 |

| FONDS GLOBALISE - DMTO | AFFAIRES BUDGETAIRES ET FINANCIERES | Compensations | 3637- Prélèvement fonds globalisé DMTO |
|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------|--|
| TOTAL FONDS GLOBALISE - DMTO | | | |

| | | | |
|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| 2 000 000,00 | | 1 546 472,00 | 1 546 472,00 |
| 2 000 000,00 | 0,00 | 1 546 472,00 | 1 546 472,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 2 000 000,00 | 1 600 000,00 |
| 2 000 000,00 | 1 600 000,00 |

TOTAL FISCALITE, PEREQUATION ET DOTATIONS

2 136 300,00 0,00 1 682 772,00 1 606 472,00

2 075 000,00 1 675 000,00

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**

| | | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 326 350 824,00 | 28 351 736,54 | 356 240 087,54 | 331 467 570,00 | 327 679 476,00 | 333 004 246,00 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------|-----------|-----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|-----|---------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------------------------------|--|--|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| FISCALITE ET PEREQUATION | Affaires budgétaires et financières | Fiscalité directe | 3340 - Allocations compensatrices - Taxe foncière sur le bâti | 50 000,00 | 2 834,00 | 52 834,00 | 52 834,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 3529 - Allocations compensatrices - CVAE | 5 000,00 | 838,00 | 5 838,00 | 5 838,00 | 5 000,00 | 4 500,00 |
| | | | 3457 - CVAE - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 12 100 000,00 | 398 033,00 | 12 498 033,00 | 12 498 033,00 | 10 000 000,00 | 11 500 000,00 |
| | | | 3528- Dotation pour perte de compensations d'exonérations | 2 300 000,00 | 10 541,00 | 2 310 541,00 | 2 310 541,00 | 2 150 000,00 | 2 150 000,00 |
| | | | 3458 - IFER -Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | 7 350 000,00 | 75 541,00 | 7 425 541,00 | 7 515 019,00 | 7 450 000,00 | 7 500 000,00 |
| | | | (à créer) - TVA - Transfert TFPB | | | | | 68 160 612,00 | 68 160 612,00 |
| | | 640 - Taxe foncière sur les propriétés bâties | 68 000 000,00 | 893 351,00 | 68 893 351,00 | 68 943 144,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 1337 - Compensation pour perte de taxe additionnelle | | | | 15 267,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | 449 - Droits de mutation et taxe de publicité foncière | 20 000 000,00 | | 19 000 000,00 | 19 000 000,00 | 19 000 000,00 | 19 000 000,00 | |
| | | 3393 - Taxe additionnelle à la taxe de séjour | 30 000,00 | | 30 000,00 | 18 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| | 3505 - Taxe d'aménagement | 1 200 000,00 | | 1 200 000,00 | 1 200 000,00 | 900 000,00 | 900 000,00 | | |
| | 338 - Taxe sur l'électricité | 2 700 000,00 | | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | | |
| | 3459 - DCRTP - Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | 7 775 442,00 | | 7 775 442,00 | 7 775 442,00 | 7 775 442,00 | 7 500 000,00 | | |
| | 3460 - FNGIR - Fonds national de garantie individuelle de ressources | 6 841 903,00 | | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | 6 841 903,00 | | |
| | 3473- Fonds de péréquation de CVAE | 650 000,00 | | 700 335,00 | 700 335,00 | 550 000,00 | 600 000,00 | | |
| | 3496 - TSCA ART.77 - Taxe spéciale sur les contrats d'assurance Art. 77 | 21 500 000,00 | | 21 500 000,00 | 21 500 000,00 | 22 000 000,00 | 22 000 000,00 | | |
| | 2706 -TSCA ART. 52/53 et TICPE COMPLEMENTAIRE | 28 500 000,00 | | 28 500 000,00 | 28 500 000,00 | 28 500 000,00 | 28 500 000,00 | | |
| | XXX - Fraction supplémentaire de TVA (EX: Fonds de stabilisation) | | | | | | 2 000 000,00 | | |
| | TOTAL FISCALITE ET PEREQUATION | | | 179 002 345,00 | 1 381 138,00 | 179 433 818,00 | 179 576 356,00 | 176 062 957,00 | 179 387 015,00 |

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|----------------------------------|-------------------------------------|---------------------|--|-----------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| DOTATIONS DE L'ETAT | Affaires budgétaires et financières | DOTATIONS DE L'ETAT | 443 - D.G.D. | 3 137 114,00 | | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 | 3 137 114,00 |
| | | | 2705 - DGF - dotation de compensation | 27 044 641,00 | | 27 044 641,00 | 27 044 641,00 | 27 100 000,00 | 27 100 000,00 |
| | | | 444 - DGF- Dotation forfaitaire | 21 435 016,00 | | 21 503 488,00 | 21 503 488,00 | 21 100 000,00 | 21 100 000,00 |
| | | | 2682 - DGF dotation de fonctionnement minimale | 9 500 343,00 | | 9 496 142,00 | 9 496 142,00 | 9 600 000,00 | 9 600 000,00 |
| | | | 3702 - FCTVA Fonctionnement | 100 000,00 | | 100 000,00 | 135 562,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| | | | 872 - Fonds de stabilisation | 800 000,00 | | 800 000,00 | 800 000,00 | 800 000,00 | 0,00 |
| TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT | | | 62 017 114,00 | 0,00 | 62 081 385,00 | 62 116 947,00 | 61 887 114,00 | 61 087 114,00 | |

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|------------------------------|-------------------------------------|---------------|---|-----------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| FINANCEMENT AIS | Affaires budgétaires et financières | Compensations | 3060 - FMDI | 3 100 000,00 | | 3 100 000,00 | 3 124 811,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| | | | 3630 -Frais de gestion de la TFPB | 8 500 000,00 | | 8 862 687,00 | 8 862 687,00 | 8 900 000,00 | 9 000 000,00 |
| | | | 2558 - T.I.C.P.E | 25 530 554,00 | | 25 530 554,00 | 25 530 554,00 | 25 530 554,00 | 25 530 554,00 |
| | | | 3379 - TICPE part RSA | 5 412 656,00 | | 5 412 656,00 | 5 412 656,00 | 5 412 656,00 | 5 412 656,00 |
| TOTAL FINANCEMENT AIS | | | 42 543 210,00 | 0,00 | 42 905 897,00 | 42 930 708,00 | 42 843 210,00 | 42 943 210,00 | |

| Intitulé | Programme | Opération | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | | | OB 2021 | Projet BP 2021 |
|-------------------------------|-------------------------------------|---------------|--|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté | CAA | | |
| FONDS GLOBALISE - DMTO | Affaires budgétaires et financières | Compensations | 3675 - Attribution du Fonds globalisé DMTO | 16 600 000,00 | | 18 446 736,00 | 18 446 736,00 | 17 000 000,00 | 16 300 000,00 |
| | | | TOTAL FONDS GLOBALISE - DMTO | 16 600 000,00 | 0,00 | 18 446 736,00 | 18 446 736,00 | 17 000 000,00 | 16 300 000,00 |

| | | | | | | |
|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| TOTAL FISCALITE, PEREQUATION ET DOTATIONS | 300 162 669,00 | 1 381 138,00 | 302 867 836,00 | 303 070 747,00 | 297 793 281,00 | 299 717 339,00 |
|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

**PROJET BP 2021
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

| | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 66 105 450,00 | 8 027 729,34 | 73 731 344,34 | 34 685 304,34 |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|

| | |
|----------------------|----------------------|
| 71 160 982,00 | 68 319 160,00 |
|----------------------|----------------------|

| Intitulé | Numéro et Libellé de la nature analytique | 2020 | | |
|----------|---|-----------------|-----------------------|---------------|
| | | Budget primitif | Budget supplémentaire | Total CP voté |

| OB 2021 | Projet BP 2021 |
|---------|----------------|
|---------|----------------|

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

| | | | | | |
|------------------|---|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|
| FISCALITE | 3363 - Produits des radars automatiques | 350 000,00 | | 350 000,00 | |
| | TOTAL FISCALITE | 350 000,00 | 0,00 | 350 000,00 | 300 000,00 |

| | |
|-------------------|-------------------|
| 350 000,00 | 350 000,00 |
| 350 000,00 | 350 000,00 |

| | | | | | |
|---------------------------|---|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| DOTATION DE L'ETAT | 418 - D.D.E.C. | 1 812 544,00 | | 1 812 544,00 | |
| | 3735 - Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements "DSID part péréquation" | 700 000,00 | | 579 729,00 | |
| | 3735 - Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements "DSID-DSIL part projets" | 0,00 | | | |
| | 522 - F.C.T.V.A. | 2 500 000,00 | | 2 500 000,00 | |
| | TOTAL DOTATION DE L'ETAT | 5 012 544,00 | 0,00 | 4 892 273,00 | 5 866 003,00 |

| | |
|---------------------|---------------------|
| 1 812 544,00 | 1 812 544,00 |
| 580 000,00 | 580 000,00 |
| 0,00 | 0,00 |
| 2 200 000,00 | 2 200 000,00 |
| 4 592 544,00 | 4 592 544,00 |

| | | | | |
|--|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL FISCALITE, PEREQUATION ET DOTATIONS | 5 362 544,00 | 0,00 | 5 242 273,00 | 6 166 003,00 |
|--|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|

| | |
|---------------------|---------------------|
| 4 942 544,00 | 4 942 544,00 |
|---------------------|---------------------|



**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES FINANCES

VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

En application de l'article L.3312-4 pour les départements et leurs établissements publics, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Chaque autorisation de programme et d'engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le Conseil départemental, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget ou de décisions modificatives.

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées par le Département ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Vous trouverez, en annexe à ce rapport, la liste des autorisations de programme et d'engagement.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer et procéder au vote de ces autorisations de programme et d'engagement.

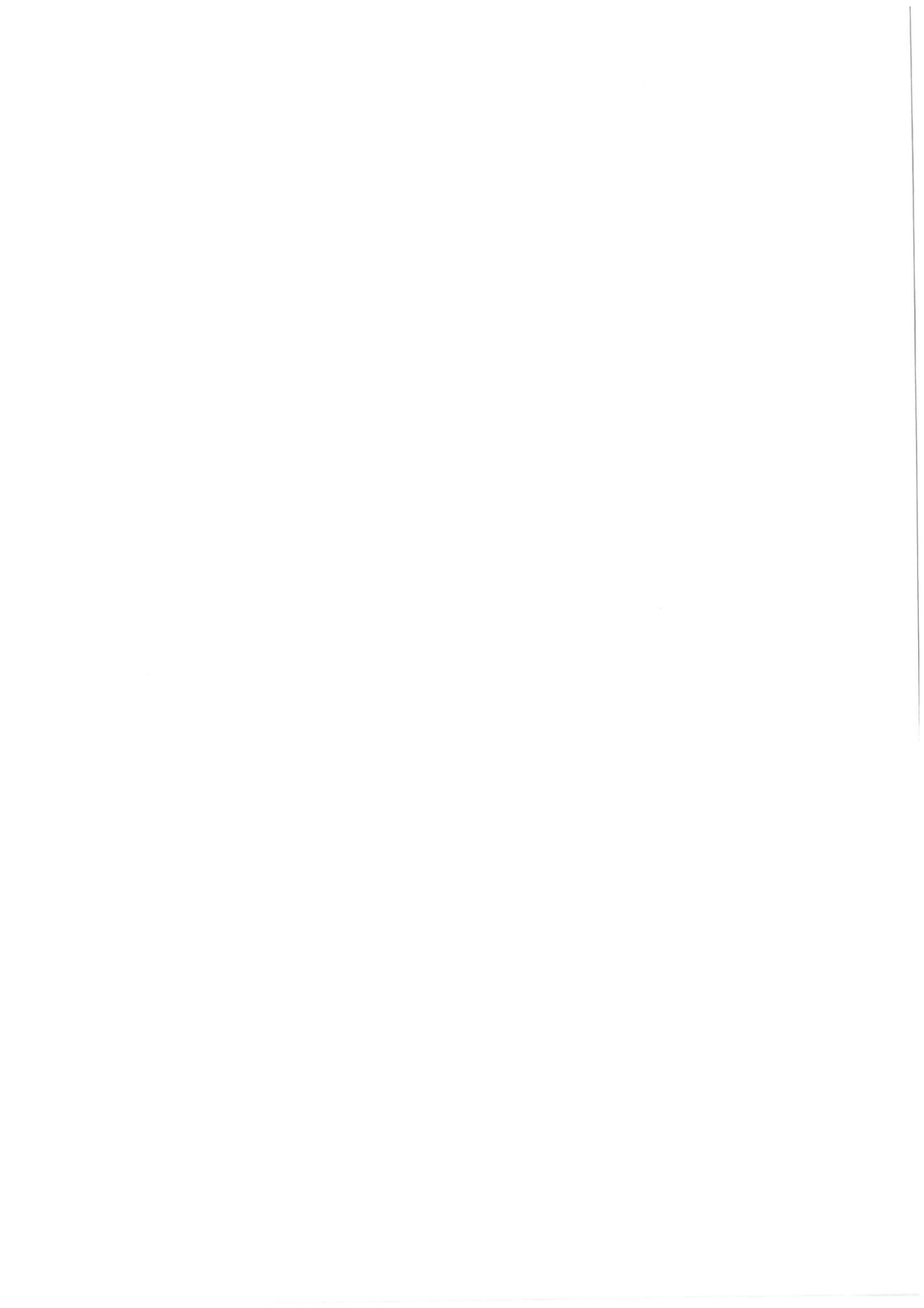
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES - Investissement - Etat des Autorisations de Programme soumises au vote du BP 2021

en EUROS

| DIRECTION / SERVICE | ENVELOPPE DE CREDIT | OPERATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL PREVU | |
|--|--|---|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------|---------|
| Développement rural, agriculture, tourisme | Agriculture Tourisme Invest hors subventions | Aménagements fonciers | 105 000 | 925 647 | 745 315 | | 1 775 962 | |
| | Itinéraires touristiques - INVEST. | Etudes VVSA DAT | 12 000 | 48 799 | | | 60 799 | |
| | | Itinérance douce DAT | 4 000 | 6 000 | | | 10 000 | |
| | | Tourisme de mémoire | 4 740 | 4 789 | 789 | | 10 318 | |
| | Subventions Invest Agri Tourisme | Subv INVEST 2019/2021 | 502 240 | 20 760 | | | 532 000 | |
| | | Tourisme - Prog 2013 | | 120 000 | | | 120 000 | |
| | | Tourisme - Programmation 2015 | 7 500 | 42 684 | | | 50 184 | |
| | Service Systèmes d'information | ANT Investissement | 8 000 | 5 000 | 5 000 | | 18 000 | |
| | | Subventions INVEST Social | Réseau Départemental Haut Débit | 50 000 | 50 000 | | | 100 000 |
| | | | INVEST Social Prog 2020 | 320 000 | 320 000 | 320 000 | | 960 000 |
| INVEST Social Prog 2021 | | | 100 000 | 53 100 | | | 153 100 | |
| Direction de l'Autonomie | Agenda Accessibilité Programmé Collèges | ASFELD Collège | | | | | | |
| | | CHARLEVILLE MEZIERES Collège Rouget Lisle | 185 000 | 375 834 | | | 560 834 | |
| | | GRANDPRE Collège | 180 000 | 180 000 | | | 360 000 | |
| | | RAUCOURT Collège | 145 000 | 299 130 | | | 444 130 | |
| | | Programme Pluriannuel d'Accessibilité | | 5 825 000 | 2 043 000 | 2 773 000 | 10 641 000 | |
| | | Programme Pluriannuel d'Accessibilité | | 613 000 | 96 000 | 354 500 | 1 063 500 | |
| | | CHARLEVILLE MEZIERES Collège Rouget Lisle | 265 000 | 200 000 | | | 465 000 | |
| | | FUMAY Collège | 40 000 | 70 000 | | | 110 000 | |
| | | GIVET Cité Scolaire Vauban | 105 000 | 211 000 | | | 316 000 | |
| | | GRANDPRE Collège | 60 000 | 200 000 | | | 260 000 | |
| Direction du Patrimoine Immobilier | Investissement Collèges | JUNIVILLE Collège | 160 000 | 150 000 | | | 310 000 | |
| | | LEGUMERIE Deuxième structure | 30 000 | 200 000 | | | 230 000 | |
| | | NOUVION SUR MEUSE Collège | 296 000 | 320 000 | 1 000 000 | 170 000 | 1 786 000 | |
| | | RIMOGNE Collège | 80 000 | 170 000 | 150 000 | | 400 000 | |
| | | VILLERS SEMEUSE Collège | 100 000 | 200 000 | | | 300 000 | |
| | | VOUZIERES Collège Cité Scolaire | 58 300 | 190 000 | | | 248 300 | |

| DIRECTION / SERVICE | ENVELOPPE DE CREDIT | OPERATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL PREVU |
|------------------------|--------------------------------------|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| | | AUTRES BATIMENTS | 462 000 | 20 000 | | | 482 000 |
| | | ATTIGNY Centre d'Exploitation | 300 000 | 65 000 | | | 365 000 |
| | | BOGNY SUR MEUSE MDS | 1 000 000 | 300 000 | | | 1 300 000 |
| | | CHARLEVILLE MEZIERES 618 avenue Arches | 30 000 | 400 000 | 320 000 | | 750 000 |
| | | CHARLEVILLE MEZIERES Archives | 20 000 | 190 000 | 190 000 | | 400 000 |
| | Investissement Hors Collèges | CHARLEVILLE MEZIERES Hotel du Département | 182 000 | 800 000 | 915 000 | | 1 897 000 |
| | | CHARLEVILLE MEZIERES Site Caquot | 315 000 | 50 000 | | | 365 000 |
| | | FUMAY Centre d'Exploitation Routier | 50 000 | 100 000 | | | 150 000 |
| | | POIX TERRON Centre d'Exploitation | 229 390 | 100 000 | | | 329 390 |
| | | VENDRESSE Domaine de la Cassine | 235 000 | 600 000 | 400 000 | | 1 235 000 |
| | | AUTRES BATIMENTS | 1 010 000 | 16 000 | | | 1 026 000 |
| | | Participations financières | 50 000 | 50 000 | | | 100 000 |
| Direction des Finances | Participations Capital SEM et autres | INVEST Culture - Prog 2015 | 51 894 | 9 699 | 19 225 | | 80 818 |
| | | INVEST Culture - Prog 2016 | | 16 012 | | | 16 012 |
| | | Subv. INV. Culture - Prog 2014 | 11 250 | 2 505 | | | 13 755 |
| | | Subv. INV Culture - Prog 2018 | | 255 | | | 255 |
| | | Barreau de Raccordement A34-RN | 187 000 | 6 491 810 | 6 000 000 | 9 855 000 | 22 533 810 |
| | | Travaux sur A304 | 2 167 172 | | | | 2 167 172 |
| | | Prolongement RD986 vers la Belgique | 695 000 | 827 000 | | | 1 522 000 |
| | | Ambénagement d'un itinéraire cyclable | 1 002 000 | 340 281 | | | 1 342 281 |
| | | Travaux VVSA | 2 645 000 | 3 154 200 | 6 962 600 | | 12 761 800 |
| | | Crédits pluriannuels à affecter | | 554 740 | 700 000 | 200 000 | 1 454 740 |
| | | Remise à niveau OA stratégique | 870 000 | 445 280 | 300 000 | | 1 615 280 |
| | | Protection de l'environnement | 178 | 1 035 | | | 1 213 |
| | | Assistance Technique Eau | 69 822 | 176 559 | | | 246 381 |
| | | Développement durable - 2014 | 55 187 | 30 673 | | | 85 860 |
| | | INVEST Dével Durab Prog 2016 | 6 098 | 85 019 | | | 91 117 |
| | | Subv INVEST Dével durable 2015 | | 10 657 | | | 10 657 |
| | | Subv INVEST Inondations 2015 | | 59 794 | | | 59 794 |
| | | RECHERCHE | 35 000 | 59 435 | | | 94 435 |
| | | Economie PROG 2014 | | 18 000 | | | 18 000 |
| | | Economie Programmation 2015 | 30 300 | 163 786 | | | 194 086 |
| | | Economie - Programmation 2016 | 16 547 | 10 700 | | | 27 247 |
| | | Subv INVEST Educ Prog 2020 | 110 000 | 80 000 | 50 000 | | 240 000 |
| | | Subv INVEST Educ Prog 2021 | | 220 000 | | | 220 000 |
| | | FDL | 263 750 | 252 588 | 446 084 | | 962 422 |
| | | Fonds de réserve | 307 576 | 158 417 | 127 249 | | 593 242 |
| | | CONTRATS TERRITOIRE - INVESTISSEMENT | | | | | |

| DIRECTION / SERVICE | ENVELOPPE DE CREDIT | OPERATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL PREVU |
|---|---------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Développement Local, Habitat Mobilités | | FSDTA | 1 178 674 | 819 792 | 7 568 405 | 7 568 405 | 17 135 276 |
| | | RENOVATION URBAINE | 2 200 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 295 574 | 8 495 574 |
| | | Subventions INVEST Sports | 200 000 | 410 496 | 300 000 | 300 000 | 1 210 496 |
| | | Investissement Informatique Collèges | 400 000 | 200 000 | | | 600 000 |
| Service Systèmes d'information | | COLLEGES DSI Crédits à affecter | 2 199 000 | 1 139 419 | 556 730 | | 3 895 149 |
| | | Logiciels | 230 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 980 000 |
| | | | 308 500 | 200 000 | 200 000 | | 708 500 |
| | | Matériel | 25 000 | 12 337 | | | 37 337 |
| | | Matériels de téléphonie - Investissement | 150 000 | 150 000 | | | 300 000 |
| Service Téléphonie Coordination Grands Projets | | Achats de matériel téléphonie | 30 500 | 10 000 | 10 000 | | 50 500 |
| | | Subventions Transports et Mobilités | 1 220 000 | 196 124 | | | 1 416 124 |
| | | Sub. Travaux Ferroviaires 2016 | | | | | |
| | | TOTAUX | 23 365 618 | 32 057 336 | 31 675 397 | 23 766 479 | 110 865 830 |



CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES - Fonctionnement - Etat des Autorisations d'Engagement soumises au vote du BP 2021

en Euros

| DIRECTION / SERVICE | ENVELOPPE DE CREDIT | OPERATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL PREVU | |
|--|---|--|---|-----------|-----------|---------|-------------|-----------|
| Développement rural, agriculture, tourisme | Agriculture Tourisme Fct hors subventions | Agriculture Tourisme Fct divers | 20 750 | 1 044 | | | 21 794 | |
| | Subventions Fct Agriculture Tourisme | Mes courses en Ardennes | 19 308 | 4 827 | | | 24 135 | |
| | Archives Départementales | Subventions de fonctionnement | 1 525 975 | 23 725 | | | 1 549 700 | |
| Direction du Patrimoine Immobilier | Archives Fonctionnement | Fonctionnement | 27 000 | 1 200 | | | 28 200 | |
| | Batiments occupés par le Département | Energies, chauffage et prestations diverses | 1 215 000 | 1 110 000 | 1 110 000 | | 3 435 000 | |
| | | Entretien des espaces verts | 129 900 | 30 000 | | | 159 900 | |
| | | Nettoyage des locaux | 723 500 | 600 000 | 600 000 | | 1 923 500 | |
| | | Prestations Externes | 511 500 | 500 000 | 500 000 | | 1 511 500 | |
| Direction des Affaires Juridiques et de l'Evaluation | fonctionnement DAJE | Assurances | 512 000 | 490 000 | 490 000 | 490 000 | 1 982 000 | |
| | | Economie Sociale et Solidaire | 3 500 | 3 564 | | | 7 064 | |
| | PDI 2018 | PLIE (s) - avances sur fds européens | 32 000 | 244 867 | | | 276 867 | |
| | | PDI 2020 | 370 892 | 7 900 | | | 378 792 | |
| | PDI 2021 | ACTIONS PDI | 1 114 200 | 382 300 | | | 1 496 500 | |
| | | DEVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE | 975 250 | 291 750 | | | 1 267 000 | |
| | Direction des Routes | Aléas Climatiques | PLIE (s) - avances sur fds européens | 674 750 | 674 750 | | | 1 349 500 |
| | | | G.P.R. | | 12 720 | | | 12 720 |
| | | Développement Durable, Eau Energie | Développement Durable, Eau, Energie Dép Fonct | 6 000 | 10 000 | | | 16 000 |
| | Développement Local, Habitat Mobilités | Subventions Fct Eau Energie | Subventions de fonctionnement | 24 000 | 24 000 | | | 48 000 |
| Suby fct Développement 2015 | | | 4 000 | | 3 950 | | 7 950 | |
| CONTRATS TERRITOIRE - FONCTIONNEMENT | | FSDTA | 12 000 | 186 643 | 564 200 | 176 000 | 938 843 | |
| | | Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne | 620 000 | 125 799 | | | 745 799 | |
| Pôle Atelier Mécanique | Atelier et Magasin | Nouveau PIG 2018 - 2021 | 85 000 | 915 000 | | | 1 000 000 | |
| | | Nouveau PIG 2021 - 2024 | 1 260 000 | 306 300 | | | 1 566 300 | |
| | Hébergement internet | Hébergement internet | 6 024 | 6 024 | 11 884 | | 23 932 | |
| | Maintenance des matériels | Maintenance des matériels | 11 900 | 9 900 | 11 900 | | 33 700 | |

| DIRECTION / SERVICE | ENVELOPPE DE CREDIT | OPERATION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL PREVU |
|---------------------------------|---|-----------------------------------|------------|-----------|-----------|------|-------------|
| Service Systèmes d'Information | Fonctionnement Informatique | Maintenance logiciels | 330 000 | 320 000 | 330 000 | | 980 000 |
| | | Photocopieurs | 117 000 | 114 000 | 109 000 | | 340 000 |
| | | Prestations de service | 20 000 | | 20 000 | | 40 000 |
| | | Solutions informatiques hébergées | 23 547 | 23 500 | 31 547 | | 78 594 |
| | | Transmission de données | 180 000 | 180 000 | 180 000 | | 540 000 |
| | | ATTIGNY Collège DSI | 2 614 | 2 614 | 5 227 | | 10 455 |
| | | CARIGNAN Collège DSI | 3 007 | 3 007 | 6 017 | | 12 031 |
| | | CHARLEVILLE BAYARD Collège DSI | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 |
| | | CHARLEVILLE SCAMARONI Collège | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 |
| | | CHATEAU PORCIEN Collège DSI | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 |
| | | COLLEGES DSI Crédits à affecter | 90 521 | 85 985 | 64 963 | | 241 469 |
| | | GRANDPRE Collège DSI | | 8 906 | | | 8 906 |
| | | JUNIVILLE Collège DSI | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 |
| RAUCOURT Collège DSI | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 | | |
| SIGNY L ABBAYE Collège DSI | 2 614 | 2 614 | 5 227 | | 10 455 | | |
| VRIGNE AUX BOIS Collège DSI | 2 130 | 2 130 | 4 261 | | 8 521 | | |
| COLLEGES DSI Crédits à affecter | 22 602 | 88 400 | 93 000 | | 204 002 | | |
| Service Téléphonie | Téléphonie - dépenses de fonctionnement | Abonnements | 45 000 | 45 000 | 45 000 | | 135 000 |
| | | Achats de matériel téléphonique | 2 800 | 2 800 | 2 800 | | 8 400 |
| | | Communications mobiles | 150 400 | 150 400 | 150 400 | | 451 200 |
| | | Consommations téléphoniques | 27 000 | 27 000 | 27 000 | | 81 000 |
| | | Maintenance IPBX | 35 000 | 35 000 | 35 000 | | 105 000 |
| | | Subventions Fct Sport de Masse | 524 500 | 1 357 | | | 525 857 |
| | | Subv. Fct Sport Haut Niveau | 551 500 | 41 000 | | | 592 500 |
| | | TRANSPORTS SCOLAIRES HANDICAPES | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | | 3 600 000 |
| | | TOTAUX | 13 225 334 | 8 306 676 | 5 622 681 | | 27 820 691 |